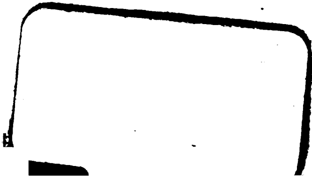
2 vols
4/-









HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1814,

ET

DE LA RESTAURATION

DE LA MONARCHIE FRANÇAISE.

AVEC DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PAR M. ALPHONSE DE BEAUCHAMP.



TOME PREMIER.

PARIS,
LE NORMANT, IMPRIMEUR-LIBRAIRE.
1815.

PRÉFACE.

C'EST une entreprise hardie sans doute que d'écrire et de mettre au jour l'histoire impartiale de la campagne de 1814, et de notre miraculeuse restauration. Ces grands événemens viennent de se passer sous nos yeux : les acteurs et les témoins sont là ; ils remplissent la France et l'Europe ; leurs passions ne sont pas éteintes ; les haines sont encore récentes, et les préventions sont invétérées. Quelle témérité, dira-t-on, d'oser braver ainsi les difficultés dont l'histoire contemporaine est toujours hérissée, surtout quand elle retrace un changement de domination et d'empire ! Nous ne nous sommes pas dissimulé ces objections ; mais nous pourrions leur opposer de puissantes autorités et de grands exemples, soit dans l'antiquité, soit parmi les modernes.

Que sont d'ailleurs les obstacles quand on éprouve le noble désir de les surmonter? L'horreur de la tyrannie, l'amour de la vérité et des lois sont aussi des passions. Si l'écrivain est pénétré, c'est pour lui un attrait invincible, plutôt encore qu'un devoir, de flétrir la bassesse et le crime, d'honorer la vertu et le courage.

Telles sont, nous osons le dire, les seules passions dont nous ayons été animé en écrivant cette campagne de trois mois, si féconde en actions mémorables et en résultats décisifs. Les annales politiques et militaires des nations n'avoient point encore offert de si grands tableaux à l'intérêt et à la méditation des hommes: toutes les leçons de l'histoire s'y trouvent réunies.

Le temps est venu de publier et de discuter des faits qui appartiennent autant aux contemporains qu'à la postérité. Réhabilitons l'histoire parmi nous, après y avoir ramené la liberté civile et politique avec la légitimité du

pouvoir suprême : « Heureux temps que celui » où il est permis de dire tout ce qu'on pense, » et de penser tout ce qu'on dit, » s'écrioit l'inimitable Tacite au sortir de la tyrannie sanglante de Domitien, et sous le règne du vertueux Nerva. Qui d'entre nous ne saisit la justesse de ce rapprochement ?

Le premier besoin des tyrans est de condamner leurs esclaves à l'ignorance ; d'envelopper de mystère leur marche tortueuse et leurs actions criminelles. Jamais dominateur n'a mieux connu cet art que l'astucieux Napoléon.

Toutes les sources de la vérité étoient empoisonnées ou taries ; toutes les issues qui pouvoient conduire vers elle étoient obstruées ou fermées. Tout à coup le voile épais qui la couvroit se déchire à nos yeux, et l'histoire, *miroir de la vérité*, apparoît de nouveau comme un frein que nul homme, nul potentat ne pourra plus éluder ni braver.

Mais n'y a-t-il ni inconvéniens ni dangers

à instruire le procès de la tyrannie, tandis que ses plus fermes soutiens, ses fauteurs les plus ardens existent encore; tandis que, possesseurs paisibles des riches produits de leur lâcheté et de leur turpitude, ils n'ont contre eux que les vagues échos de l'opinion publique? Rappeler les crimes et les extravagances de cette déplorable époque, n'est-ce pas ranimer les haines, réveiller les ressentimens, allumer les vengeances? Non, répondrons-nous, c'est remplir les devoirs pénibles, mais nécessaires de l'histoire qui, sans acception de partis, d'époque et d'opinion, juge les actions des peuples et des rois; c'est évoquer le passé pour l'instruction de l'avenir; et maintenant que le souvenir de nos dissensions et le bruit de nos chaînes viennent mourir au pied d'un trône où la sagesse et la clémence sont assises avec le meilleur des rois, la justice des siècles commence pour ces longues années de nos erreurs et de nos excès. Du haut de son tribunal inflexible, l'histoire réclame le té-

moignage des contemporains pour en tirer les lumières qui doivent éclairer ses jugemens. Sa mission est de livrer à jamais au blâme ou à l'estime, au mépris ou à l'admiration les hommes qui désolent ou consolent l'univers. En vain réclameroient-ils l'oubli du passé; ils ont paru sur la scène du monde, et il n'est point en leur pouvoir d'échapper aux souvenirs: l'histoire est là qui les attend; ils sont condamnés à entendre les applaudissemens ou les cris d'indignation des peuples instruits par une tradition fidèle. Sont-ils descendus *vivans* du theâtre politique, il ne reste plus d'eux que leurs actions attestées par des milliers de témoins, et eux-mêmes sont là pour rétablir les faits si les témoignages sont dictés par la passion ou par l'intérêt. Des plaintes vagues, des accusations mensongères seroient sans aucun poids devant le grand jury des siècles, qui pèse toutes les réputations dans la balance de l'impartialité.

Mais que d'objections se présentent encore?

Ne demandera-t-on pas si l'historien est exempt lui-même de préventions, de haines, de partialité ? s'il jouit de toute l'indépendance que réclame la liberté des opinions et des jugemens ? N'ira-t-on pas jusqu'à l'envelopper dans ces allégations si souvent reproduites contre les gens de lettres en général ? Quelle confiance, dira-t-on, peuvent inspirer leurs écrits ? Depuis près de dix ans, la littérature politique n'a-t-elle pas été parmi nous mercenaire, décriée, flétrie par le souffle empoisonné du despotisme ? Un concours sembloit ouvert pour obscurcir la vérité et pour dégrader la nation : les gens de lettres s'y sont présentés en foule, et ils ont trafiqué de la patrie comme d'une marchandise. Panégyristes outrés du pouvoir, sous quelque forme qu'il se présente, ne les a-t-on pas vus préconiser le crime, se prosterner au pied du trône de l'usurpateur, grossir la foule de ses émissaires et de ses satellites ? Ne les a-t-on pas vus tendre les mains aux ministres de l'idole, pour rece-

voir le prix de leur bassesse, et enrichis des dons du tyran, le déifier dans la prospérité, le trahir, l'accabler dans l'infortune, briser des premiers ses images? Ne les a-t-on pas vus, dans tous les temps, rechercher, ce qui est utile, adorer, égarer le pouvoir pour se mieux perpétuer dans les pensions, dans les honneurs et dans les places?

Ces accusations ne sont que trop fondées, il est vrai; mais n'atteignent-elles pas également toutes les classes de la nation? N'est-il pas d'ailleurs des exceptions nombreuses et honorables en faveur des hommes de lettres? A cet égard notre réfutation personnelle sera franche et positive.

Long-temps nous avons été persécuté pour avoir retracé des événemens contemporains (1). Mais notre horreur pour la tyrannie étoit antérieure : elle prenoit sa source dans nos principes politiques. Ce n'étoit pas d'ailleurs le

(1) Dans l'Histoire de la Guerre de la Vendée.

tyran qui nous poursuivoit, mais ses ministres et son système de gouvernement, incompatibles avec toute indépendance morale. Avant et depuis notre exil nous aurions pu comme tant d'autres, et selon le conseil de personnages éminens dans l'Etat, composer aussi avec la tyrannie, et la préconiser dans des livres : tout nous y invitoit ; le dominateur nageoit alors dans des prospérités indéfinies ; mais nous ne trouvâmes de consolation que dans la retraite, l'étude et le travail. Jamais le tyran n'eût obtenu de nous qu'une de ces soumissions vagues arrachées par la menace des proscriptions et des cachots ; mais aussi cette courageuse indépendance ne nous a valu ni décorations, ni dotations, ni faveurs. Nous pouvons donc, sans déroger aux lois de l'honneur et de la reconnoissance, accabler le gouvernement usurpateur sous le poids de la vérité historique. Ne l'ayant pas flatté dans sa haute fortune, il nous est permis de le juger après sa catastrophe.

Mais, dira-t-on encore, pourrez-vous appré-

cier avec le même désintéressement tous les événemens de la restauration? Oui, répondrons-nous avec assurance. Nos habitudes, nos principes, nos études, et notre destinée même, rien n'a changé : il y a plus ; nos intérêts personnels ont été froissés, mais nos opinions et nos écrits ne se règlent pas sur de misérables calculs. Pour l'écrivain courageux, il n'y a point à balancer entre la légitimité et l'usurpation, entre l'esclavage et la liberté.

Toute pénible que puisse être l'indépendance de nos travaux, au moins nos lecteurs ne pourront-ils pas la révoquer en doute ; et, sous ce point de vue, ils accorderont à nos récits un plus haut degré de confiance. Oui, nous osons l'affirmer, c'est sous la seule influence de notre conscience et de notre propre conviction que nous avons écrit cet ouvrage.

Il nous reste maintenant à en faire connoître le plan, ainsi que les principales sources où nous avons puisé les nombreux matériaux qui nous ont servi à le composer.

C'est dans le sujet même que nous avons trouvé notre plan.

Après avoir fait trembler l'univers, un conquérant étoit enfin repoussé jusqu'aux limites de sa propre domination. La nation française mécontente, fatiguée, épuisée, frémissoit et vouloit secouer le joug, tandis que nos armées long-temps invincibles, mais réduites à un petit nombre de braves, étoient forcées d'abandonner les frontières. En vain nos soldats déploient-ils un courage digne de leur renommée; ils sont réduits à combattre les forces immenses de toute l'Europe à quarante lieues de la capitale, dans nos plus belles provinces. La lutte alors se prolonge par des marches surprenantes, par des manœuvres hardies. Des villes sont surprises, abandonnées ou défendues. Des combats acharnés se renouvellent; on livre des batailles sanglantes sur la Marne, sur l'Aube, sur le Rhône, sur l'Adour. Un mélange de succès et de revers, de négociations et d'opérations militaires, d'incidens brus-

ques et de vicissitudes inouïes, suspend la catastrophe. Enfin, attaqué par toutes les forces confédérées, Paris, dérobé au tyran, cède à la magnanimité du plus puissant souverain de la terre. Alors s'éclipse tout à coup la fortune de l'homme extravagant et fier que le vulgaire croyoit encore invincible; alors renaît, pour ainsi dire, de ses cendres, le trône antique de saint Louis.

Telle est la masse confuse des événemens divers dont nous avons débrouillé le chaos, pour en former un corps d'histoire. Le tableau de la vie politique et militaire de Napoléon sert d'introduction au sujet, et s'y rattache naturellement. Viennent ensuite, dans un ordre méthodique et détaillé, les événemens de la campagne, marchant de front avec les négociations politiques, avec les mouvemens de l'intérieur, le tout appuyé sur les discours publics, sur les proclamations, les adresses, les mémoires secrets, l'explication des évolutions et des manœuvres fondée sur les règles de la stratégie et de la tactique.

Au tableau de l'entrée des alliés à Paris et de l'occupation de la capitale, succède celui du renversement total de la puissance de Buonaparte. Cette partie de l'ouvrage est fortifiée, comme tout ce qui précède, par les traits particuliers, par les anecdotes avérées qui caractérisent ce fléau des peuples, ce nouvel *Attila.*

Enfin, l'ouvrage est terminé par le tableau consolant de la restauration de la monarchie française et du retour fortuné de l'auguste famille des Bourbons rétablie sur le trône de Clovis, et par droit d'héritage et par droit d'affection.

Le simple aperçu du plan suffit pour donner une idée générale de la complication du sujet, des difficultés que présentoient sa contexture, la marche de la narration et le développement de tant de faits dont il ne restoit que des relations décharnées ou des impressions incohérentes et vagues, quoique les événemens se fussent passés sous les yeux même de la nation.

Que de scènes mobiles et variées à transmettre et à décrire !

Toutes les armées, de part et d'autre, formoient, à l'ouverture de la campagne, un immense cordon qui, du nord à l'est et au midi, enveloppoient toutes les parties de la France, à l'exception des côtes maritimes ; ces armées manœuvroient sur la ligne qui du Texel se prolonge le long du Rhin jusqu'aux montagnes de la Suisse, et, après un court intervalle, vers la base des Pyrénées. Le cercle s'étant rétréci ensuite, en se repliant sur le centre, il a fallu suivre, décrire, expliquer non-seulement les opérations de l'armée française en Champagne, commandée par Napoléon en personne, mais encore les manœuvres correspondantes et parallèles des forces alliées, divisées en grande armée et en armée de Silésie. La même attention et la même exactitude, il a fallu les porter également sur les manœuvres de l'armée autrichienne du sud et de l'armée française du

Rhône et de l'Isère, et avec plus de détail encore sur les savantes opérations des armées du midi, commandées par lord Wellington et par le maréchal Soult.

Le récit de cette dernière campagne, tout-à-fait séparée, quoique liée au système général d'invasion, est un morceau entièrement neuf, et qui doit exciter, par l'importance des événemens et des résultats, un haut degré d'intérêt et de curiosité.

Ainsi l'ouvrage renferme, pour ainsi dire, plusieurs morceaux d'histoire différens, qui viennent aboutir à un centre commun, et se terminer par le tableau détaillé des événemens de la restauration de la monarchie. C'est dans ce dernier cadre que nous nous sommes attachés à donner des notions positives sur la confédération secrète qui embrassoit la France d'un bout à l'autre, et dont les différens foyers étoient principalement à Paris, en Bretagne, dans la Vendée et à Bordeaux. La liaison de toutes ces masses détachées, en apparence, a

formé un ouvrage suivi et complet, et qui peut être considéré comme le dernier acte de la tragédie européenne qui ensanglantoit la terre depuis vingt-deux ans.

Tout, dans ce travail, réclamoit l'étude, l'ordre et la méditation : aussi avons-nous eu besoin d'y réunir toutes nos forces, tous nos moyens, et de nous environner de toutes les lumières, pour ne pas rester trop au-dessous d'un sujet si imposant, et qui, depuis plusieurs mois, étoit l'objet continuel de nos réflexions.

On ne nous contestera pas qu'il n'y ait une grande différence de créer son sujet, ou de le trouver déjà traité par des devanciers, plus ou moins heureux qui peuvent servir de guides ou de modèles. Tel est le désavantage attaché aux sujets contemporains : ils forment, en quelque sorte, l'histoire de la veille, l'histoire *vivante*, et mille difficultés les environnent. Nous ne nous flattons pas d'avoir pu les surmonter toutes avec le même bonheur ; mais, au moins,

n'avons-nous rien négligé pour obtenir et pour mettre en ordre les immenses matériaux nécessaires à la construction de cet édifice historique : veilles, soins, démarches, conférences, conversations, éclaircissemens, lectures, traductions, notes, analyses, rien n'a pu rebuter notre persévérance.

Nous avons d'abord comparé ensemble les bulletins officiels allemands, anglais, français, russes; mais ces relations étudiées sont toujours incomplètes quand elles ne sont pas infidèles, et l'historien ne doit y déférer qu'avec une extrême précaution et beaucoup de discernement. Ce n'est là, en quelque sorte, que le squelette de l'histoire. La substance et les couleurs, on ne les trouve que dans les mémoires particuliers, dans les relations confidentielles, dans les notes communiquées par des personnes dont le témoignage est irrécusable, et ayant vu par elles-mêmes les événemens. C'est sur des matériaux et des documens semblables que nous avons établi les fonde-

mens de l'Histoire de la Campagne de 1814. La réunion et la comparaison de ces témoignages nous ont donné une masse de renseignemens telle, que nous pouvons annoncer avec confiance l'ouvrage le plus exact et le plus complet qui ait encore été offert au public sur les grands événemens qui viennent d'étonner l'Europe.

Le sentiment de la vérité nous fait un devoir de déclarer ici qu'une foule de personnes distinguées nous ont communiqué, avec autant d'aménité que de bienveillance, des lumières et des informations précieuses qui ont éclairci plus d'une fois nos doutes, et fixé notre détermination dans le narré des événemens. Nous pourrions donner, en faveur de la véracité de nos récits, plusieurs témoignages d'un grand poids; mais des considérations particulières, et plus souvent encore un excès de modestie de la part des personnes qui ont favorisé notre entreprise, ne nous permettent pas d'acquitter envers elles toute la dette de la re-

connoissance. Il en est pourtant qui ne pourront se dérober à l'effusion publique de nos sentimens de gratitude et de haute estime. Par exemple, M. Hase, aussi distingué par son urbanité que par son immense savoir, a bien voulu mettre à notre disposition une collection entière de bulletins et pièces officielles allemandes, que M. le comte Achille de Neuilly a traduits, par le seul désir de nous obliger, avec une rapidité et une précision, qu'un traducteur mercenaire n'auroit certainement jamais égalées. Nous avons aussi été redevable à l'amitié et à l'intérêt de M. Bailly de Neuilly, d'une foule de notes précieuses sur les événemens dont la province de Champagne a été le théâtre pendant cette guerre animée. M. le marquis de Widranges nous a confié, avec une honnêteté infinie, ses Mémoires manuscrits, où nous avons puisé des renseignemens très-honorables aux royalistes de la ville de Troyes. Tout ce qui concerne les mouvemens préliminaires et la marche secrète de la restauration

nous a été communiqué confidentiellement par différens personnages dont le nom seul fait autorité.

Rien n'a été dérobé aussi à notre connoissance sur les opérations des alliés. Le journal circonstancié de M. W., officier plein d'intelligence et d'instruction, secrétaire privé de S. M. Prussienne, nous a fourni de grandes lumières sur les marches et les manœuvres de l'armée de Silésie. Les opérations de la grande armée alliée, nous ont été expliquées dans des notes intéressantes écrites sous la dictée de M. de N..., officier aux gardes nobles de l'empereur Alexandre.

Ces documens particuliers ont été fortifiés par les rapports des commissaires et officiers anglais, attachés aux différens états-majors des armées confédérées.

Nous ne pouvions pas négliger non plus de connoître avec précision et détail, les mouvemens de nos propres armées, et nous avons consulté, avec fruit, une foule d'officiers su-

périeurs, d'officiers de toute arme de l'armée de Champagne.

A cet égard, rien ne pouvoit nous être plus utile et plus précieux que la communication du Journal Militaire du colonel comte Arthur de la Bourdonnaye, attaché à l'état-major général. Nous avons trouvé, dans cet officier distingué, cette politesse aimable, cette noblesse de caractère qui font aimer et honorer le talent. Son journal, ou plutôt ses Mémoires, nous ont paru si substantiels et si lumineux, que nous n'avons pas hésité de les absorber, pour ainsi dire, dans notre propre ouvrage.

Les opérations de l'armée française du Midi ne sont point parvenues à notre connoissance avec autant d'exactitude et de détail, le gouvernement français n'ayant rien publié d'officiel à cet égard; nous sommes parvenus toutefois à former, de cette campagne particulière, un tout historique circonstancié et sans lacunes.

Nous avons d'abord eu pour guide les

rapports modestes et véridiques de lord Wellington, puis une foule de notes et d'informations locales, et en outre un Mémoire confidentiel, écrit sous la dictée de M. de P., ancien capitaine au régiment d'Aquitaine, témoin oculaire des principales scènes du Midi.

Nous aurions voulu relever avec plus de précision encore les actions brillantes des braves qui, sous les ordres du maréchal Soult (1), ont défendu avec tant d'héroïsme l'Adour, la Garonne, Bayonne et Toulouse. Persuadé que la recherche scrupuleuse des circonstances mal connues ou défigurées atteste dans un historien l'amour de la vérité, nous avons réclamé auprès du maréchal Soult lui-même les documens officiels qui auroient donné à notre récit le degré d'exactitude dont il étoit susceptible. Mais notre attente a été trompée : il est vraisemblable que les

(1) Duc de Dalmatie, aujourd'hui ministre et secrétaire-d'Etat de la guerre.

hautes occupations de monsieur le maréchal, alors dans son gouvernement de Bretagne, ne lui auront pas permis de condescendre à nos desirs, et peut-être même de reconnoître toute la pureté de nos intentions.

Dans l'état actuel de la civilisation, l'histoire est plus que jamais une puissance : elle étend son empire sur les hommes publics comme sur les nations elles-mêmes ; ceux qui appartiennent à la renommée par leurs actions, ne devroient jamais dédaigner ses arrêts, car les jugemens de la postérité se composent du récit des contemporains.

Quelle que puisse être l'opinion que se formeront de cet ouvrage les hommes revêtus du pouvoir, il n'en sera pas moins un noble et juste hommage rendu à la valeur de nos armées, de ces armées, l'orgueil de la France et l'admiration de l'Europe, et qui, sous un gouvernement légitime, s'illustreront par des prodiges moins éclatans peut-être, mais plus réels et plus solides.

Nous ne terminerons pas notre Préface sans avouer avec la même franchise qui l'a suggérée, combien il sera facile à la critique de relever dans l'ouvrage même quelques incorrections de style, quelques répétitions vicieuses, et peut-être quelques traits qui pourront paroître hasardés; il peut aussi nous être échappé quelques erreurs de date et de nom; mais ces taches sont inséparables d'un grand travail, surtout quand il est fait rapidement. Quelques-unes aussi peuvent appartenir à la typographie ; la célérité avec laquelle les XX livres qui forment cette histoire ont été composés et imprimés, ne nous a pas toujours laissé le temps de revoir le texte avec la maturité que nous aurions voulu y apporter, ni de donner à notre style tous les soins que réclamoient l'importance du sujet et le système de rédaction que nous avons adopté. Au milieu même de la correction des épreuves, il survenoit de nouveaux renseignemens, de nouveaux mémoires : de là des additions et

des changemens continuels ; notre zèle et notre amour pour la vérité ne connoissant pas de bornes, nous nous trouvions engagé dans des détails presque au-dessus de nos forces. La recherche et la classification des matériaux ; la rédaction et la mise au net de près de douze cents pages manuscrites ; enfin la révision successive de cet immense travail pourront donner une idée de tout ce qu'a exigé de soins, de peines et de veilles ce corps d'ouvrage commencé vers la fin d'avril, et terminé au mois de décembre après plusieurs interruptions forcées ou imprévues.

Mais, tel qu'il est, nous ne le croyons pas tout-à-fait indigne de l'intérêt et de l'indulgence des contemporains. Puisse-t-il répondre à leur attente ! puisse-t-il mériter quelques éloges sincères et des critiques franches ! nous profiterions de celles-ci, et les éloges seroient pour nous la plus douce récompense de nos travaux.

HISTOIRE

DE LA CAMPAGNE

DE 1814.

LIVRE PREMIER.

Introduction. — Caractère et élévation de Napoléon Buonaparte. — Ses succès, sa domination, ses revers. — Tableau des principaux événemens des campagnes de 1812 et de 1813. — Confédération des Rois et des peuples de l'Europe pour abattre la prépondérance de Napoléon et pour ramener la paix générale.

L'Europe, souvent déchirée par des révolutions sanglantes, n'a offert que de nos jours l'effrayant spectacle d'une monarchie de quatorze siècles tombant sous les coups redoublés

de l'anarchie populaire. Sur les ruines du trône antique de Clovis s'éleva brusquement une république colossale, devenue presque aussitôt la proie d'un soldat audacieux. Transformé en empire absolu, ce foyer de troubles politiques désola, opprima l'Europe, et sa puissance menaçante s'étendit bientôt des bouches de la Vistule aux rives du Tage. Le monde civilisé touchoit au plus déplorable événement, à la monarchie universelle, quand le Nord envahi dissipa le danger par une glorieuse résistance. L'Europe, enfin réveillée, présenta le tableau imposant d'une coalition, cimentée par la morale et par l'amour de la paix. On vit alors trois souverains confédérés conduire en personne leurs nombreux soldats jusqu'au sein de ce vaste empire, naguère l'effroi du monde, et réduire un conquérant, qui avoit fait trembler tous les peuples, à défendre les approches de sa propre capitale. Assaillis par les armées formidables de la ligue européenne, les guerriers français, toujours intrépides, cèdent le terrain pied à pied, font encore des prodiges, et, animés par le sentiment de l'honneur national, ils bravent la mort, versent leur sang, non pour la puissance d'un homme, mais pour

l'intégrité de l'Etat. Invasions extraordinaires, marches surprenantes, provinces subjuguées, convulsions populaires; villes surprises, abandonnées ou défendues; combats multipliés, batailles sanglantes, actions héroïques, mélange de succès et de revers, de négociations politiques et d'opérations militaires; incidens brusques, vicissitudes inouïes; toutes les nations de l'Europe dans l'arène; Paris menacé, délivré; attaqué tout-à-coup, défendu et conquis par la magnanimité; la puissance d'un despote extravagant et superbe se dissipant comme les nuées orageuses devant les rayons d'un soleil bienfaisant; une monarchie de quatorze siècles renaissant, pour ainsi dire, de ses cendres, aux acclamations unanimes de la France et de l'Europe: telle est la masse des événemens divers que présente le tableau de la campagne mémorable de 1814; tel a été l'heureux dénoûment du grand drame qui a tenu l'univers en suspens. L'esprit encore frappé de ce spectacle nouveau, je veux essayer d'en rassembler les traits fugitifs, d'en retracer toutes les scènes. Ces faits immortels ne sont-ils pas déjà le patrimoine de l'histoire? Un tel corps d'ouvrage ne sauroit être prématuré, quand la vérité a repris son empire. Il offrira

d'ailleurs de si utiles leçons, il rappellera des circonstances si dignes de mémoire, que les contemporains me sauront gré peut-être de les avoir recueillies et d'avoir osé prendre, en quelque sorte, l'initiative sur le jugement de la postérité.

Jetons d'abord un coup d'œil rapide sur le caractère et sur l'élévation du personnage fameux dont l'ambition insatiable a forcé l'Europe entière de s'armer contre lui.

Lorsque l'oubli des devoirs, la corruption des mœurs, l'égarement des esprits et une sorte de dégoût du bonheur public firent éclater parmi nous les discordes civiles, on vit une révolution irrésistible tout renverser comme un torrent, immoler un roi vertueux, et parcourir toutes les modifications du gouvernement populaire. Selon l'expression de l'illustre Pitt, les Français traversèrent la liberté sans pouvoir s'y arrêter d'eux-mêmes. Mais on vit aussi pendant le sommeil des lois, tandis que des passions atroces se mêloient à l'amour de la patrie ; on vit, dans ces jours de terreur et de sang, la France briller du plus grand éclat militaire, et ses forces colossales abattre les coalitions formées pour la délivrer du monstre de l'anarchie. On devoit

d'autant moins s'en étonner, que l'élan des peuples n'est jamais plus redoutable que dans les bouleversemens politiques.

Après sept années de guerres et de convulsions, en 1799, la France se trouva menacée d'une confédération plus formidable encore, et dont le succès eût compromis son indépendance. Entamée au nord, envahie dans ses conquêtes du midi, déchirée dans son intérieur, épuisée dans ses finances, désorganisée dans son administration, la France, ou plutôt quelques chefs de la révolution française, fatigués d'une si longue tourmente, songèrent à se reposer sous l'égide du gouvernement d'un seul. Il étoit visible que ce changement, par une transition naturelle, devoit conduire à une sorte de dictature militaire. On l'offrit à deux capitaines que la guerre venoit d'illustrer : l'un refusa par modestie ; c'étoit Moreau : l'autre, n'ayant point encore de trophées assez éclatans, ambitionna le commandement en chef d'une armée, dans l'espérance de reconquérir l'Italie et d'arriver au pouvoir sous les auspices de la victoire ; c'étoit Joubert. La fortune le repousse à Novi, et, avant même la perte de la bataille, un coup mortel, parti d'une main inconnue,

lui arrache la vie. Sa mort, suspecte, laissoit aux prises plusieurs partis acharnés dans l'intérieur. Tous les esprits étoient dans l'attente, lorsque, des bords du Nil, accourut sur les côtes de Provence le général Buonaparte, ce Corse déjà si fier d'avoir, jeune encore, rempli du bruit de son nom, l'Italie et la France, l'Europe et l'Egypte.

Remontons à l'origine de sa fortune. Né avec un caractère opiniâtre, un esprit inquiet, exalté, un cœur inflexible, Buonaparte, rongé par la fièvre d'une ambition dévorante, avoit su profiter pour s'élever d'un jour de larmes et de deuil. Le sang des Parisiens fut son premier titre de gloire, l'Italie sa première proie. Doué d'une mémoire immense, d'une volonté indomptable, d'un coup d'œil sûr dans les batailles, il subjuguoit la fortune, qui lui ouvroit une route facile vers la domination. Prodigue des dépouilles de l'Italie conquise, il eut bientôt en France un parti, fortifié par l'enivrement qu'inspiroient à une nation belliqueuse des victoires qui sembloient tenir du prodige. Mais des esprits clairvoyans soupçonnèrent ses vues secrètes. On n'avoit pas remarqué sans inquiétude ce jeune capitaine affectant de créer dans son armée la *race*

des braves, comme si la valeur n'eût pas été le trait distinctif de toutes les armées françaises. La paix, ou plutôt une trève, qui fut aussi son ouvrage, donna plus d'essor encore à ses prétentions. Alors, soit crainte, soit prudence, les chefs du gouvernement se décident à l'éloigner avec ses plus braves soldats, sous le prétexte de porter les lois de la liberté dans les antiques domaines des Pharaons et des Ptolémées : c'étoit un exil honorable. Soixante mille Français abordent en Egypte.

Là c'est au nom de la liberté, de la raison et des arts que le conquérant de l'Italie se baigne dans le sang des Egyptiens, des Turcs et des Mamelucks. Toutefois ses talens militaires rencontrent un premier écueil au pied des murailles d'une ville de la Syrie. Humilié à Saint-Jean-d'Acre, sans flotte, sans secours, et presque sans espoir, Buonaparte apprend que la France est déchirée de nouveau. L'instant lui paroît propice pour l'accomplissement de ses desseins ; trahissant son armée, il vient en fugitif s'emparer du souverain pouvoir, secondé par de lâches magistrats qui proclament un maître pour se perpétuer dans les charges.

Aucune autorité n'est plus absolue que celle

d'un chef qui succède à une république. Dans ses mains se trouve bientôt réunie toute la puissance du peuple, qui n'avoit pu la limiter lui-même. Tel fut Auguste quand il rétablit l'ordre, c'est-à-dire, une servitude durable : tel fut Cromwel, qui eut à vaincre le caractère noble et fier des Anglais : tel fut Buonaparte, qui n'eut qu'à se montrer à une nation fatiguée de l'anarchie, mais agrandie par des conquêtes, mais exaltée par des triomphes. Héritier de la révolution, maître de plusieurs armées créées par d'habiles généraux, il se déclare seul l'arbitre des destinées de la France, et flatte d'abord tous les partis. Sous le titre modeste de consul, il se proclame le restaurateur des lois, de la religion, de la morale; dans son orgueil insensé, il se regarde comme l'instrument des décrets du ciel, et déclare au sénat, déjà disposé à la servitude, « qu'il est envoyé par celui de qui tout émane » pour rétablir sur la terre l'ordre, la justice » et l'égalité (1). »

Aussi long-temps qu'il lui est possible de taire et de dissimuler son ambition, il n'est aucun nom sacré qu'il ne profane, aucun sen-

(1) Voyez le *Moniteur* de 1801.

timent noble qu'il ne déshonore en le faisant servir à ses desseins, aucune espérance chère à l'humanité dont il ne se joue. L'Europe étoit perdue si, à l'insatiable amour de l'autorité et des conquêtes, il eût joint la profondeur des vues politiques; mais, en proie aux passions violentes, surtout à la colère, il n'eut bientôt plus ni règles ni frein dans l'exercice du pouvoir absolu, et l'idée d'une nécessité inflexible sembla le diriger au hasard.

A peine a-t-il saisi les rênes de la puissance, qu'il se montre implacable et perfide envers le comte Louis de Frotté, chef des royalistes normands; il est plus cruel encore à l'égard de Toussaint Louverture, généralissime des noirs de Saint-Domingue. L'un paie de sa tête, au mépris d'un sauf-conduit, des proclamations qui dévoiloient le caractère de l'usurpateur; l'autre périt, comme Jugurtha, de misère et de faim, dans une prison fétide, victime expiatoire de la fatale expédition de Saint-Domingue.

Bientôt un crime plus éclatant glace d'horreur et d'épouvante la nation toute entière. L'unique, le précieux rejeton du sang des Condé, le jeune duc d'Enghien, est enlevé dans un pays libre, en violation du droit des

gens, et fusillé aux flambeaux dans les fossés de Vincennes, exécution atroce dont le souvenir seul porte le deuil dans tous les cœurs. L'indignation fut universelle; mais rien ne pouvant plus arrêter la course ambitieuse de l'usurpateur, le cadavre d'un prince de la Maison de Bourbon, scella son pacte avec les régicides, et lui servit de marchepied pour arriver au trône.

D'autres crimes signalent son avènement. Jaloux de la gloire de Moreau et de Pichegru, il ourdit des trames pour les perdre, et quand, à la faveur d'une conspiration provoquée par ses propres agens, ces deux illustres capitaines tombent dans ses piéges, il sait écarter l'un par l'exil, et se défaire de l'autre par un assassinat commis dans l'ombre des cachots.

Il règne enfin, il règne, et n'osant pas être roi, il s'élève à la dignité d'empereur; mais sous ce titre fastueux il n'est que le mobile d'un gouvernement convulsif créé pour l'intérêt d'une aristocratie insolente et grossière. S'il établit sa dynastie, c'est pour saper toutes les autres, car il croit ne pouvoir régner sur la France qu'en bouleversant l'Europe.

Il jette d'abord le désordre dans tous les cabinets, et la confusion dans toutes les rela-

tions politiques. Un voile impénétrable couvre toutes ses trames et celles de ses agens. Mais il est une île célèbre où l'opinion surveille sa conduite, où la liberté de la presse le dénonce à l'Europe, aux Français aveuglés. Aussi redoutoit-il le patriotisme britannique bien plus que l'or et les armées navales des Anglais. Il brûloit d'atteindre et d'envahir l'Angleterre dans l'espoir d'y étouffer à jamais les germes de la vérité.

Cette conquête, qui fut le rêve de sa vie, lui eût assuré la monarchie universelle. Le continent de l'Europe fut sauvé parce qu'une île, qui lui appartient par ses usages, quoiqu'elle en soit séparée par les mers, sut conserver toute sa vigueur politique.

Poussé par le dépit, l'empereur-soldat fond à l'improviste sur les grandes puissances de l'Europe, qu'il trouve désunies et sans aucun plan de résistance. Avec des torrens de soldats intrépides il renverse toutes les barrières, il triomphe de tous les obstacles ; ses invasions subites sont irrésistibles. La fraude et le mensonge marchent devant lui. Se montre-t-il l'olivier à la main, chaque négociation couvre un piége, chaque traité n'est qu'un simple armistice. L'Italie subjuguée, l'Autriche humiliée,

la Prusse envahie, dévastée, l'Allemagne sous le joug, la Russie repoussée, tels furent en trois campagnes les grands résultats qui assujettirent l'Europe à la prépondérance de Napoléon Buonaparte.

Soit aveuglement, soit ignorance, il crut à la soumission de tant de nations vaincues; faute capitale qui fut la source de toutes les aberrations de sa politique. La moitié de ses ennemis lui avoit servi à affoiblir l'autre; mais, n'osant compter sur un seul allié fidèle, il forma autour de son empire une ceinture de royaumes qu'il distribua à sa famille. Dès lors sa révolution politique fut manquée; l'Europe se refusant à voir l'homme du destin, le régénérateur de l'ordre social dans celui qui, par des guerres sanglantes, par des pacifications astucieuses, mettoit en question la souveraineté des rois et l'indépendance des peuples.

Il n'y avoit déjà plus qu'un système, qu'un seul code dans toutes les parties du continent soumises à la domination de Buonaparte: telle est la folie des conquérans, de vouloir donner à tous les peuples leurs lois et leurs coutumes.

Dans l'enivrement de sa puissance il n'imagine point que la nature puisse résister à ses

volontés : les Pyrénées, l'Océan, l'immensité de la Russie n'étonnent point sa pensée ; partout où il est des hommes, il se croit appelé à vaincre.

Alors s'ouvre cette guerre impie entreprise pour subjuguer les Espagnes ; guerre réprouvée par la France ; guerre cruelle que l'avide envahisseur signale en semant la division chez un peuple allié et fidèle, en faisant sur son territoire une irruption subite, en se rendant maître de ses places frontières par surprise, et des princes de la maison régnante par la plus noire perfidie.

Mais il a humilié les grands ; il a blessé l'orgueil d'un peuple généreux auquel il vient d'apprendre le secret de son énergie. Déjà la voix prophétique d'un ministre d'Etat espagnol a retenti dans les cabinets de l'Europe ; don Pedro Cevallos, après avoir dévoilé l'odieuse conduite de Buonaparte pour usurper la couronne d'Espagne, s'est écrié, comme par inspiration : « Oui, j'ose le prédire, cette guerre » sacrilége que Napoléon a suscitée tournera » à sa confusion ; les cabinets de l'Europe » ouvriront enfin les yeux sur ses projets dé- » vastateurs ; et les peuples réunis ne forme- » ront plus qu'un seul vœu, commandé par

» le salut de tous, celui de sa destruction (1); » courageuse prophétie, mais qui ne devoit s'accomplir, pour le repos du monde, qu'après sept années de carnage et de dévastation. Ce fut en effet la guerre d'Espagne qui révéla aux autres peuples l'art de la défense nationale, qui dissipa le prestige de l'ascendant de Buonaparte, qui fit pâlir l'éclat de ses armes, et qui creusa lentement l'abîme où devoit s'engloutir sa puissance. Humilié par cette résistance, il brûloit de se venger de l'Angleterre, l'alliée, l'appui des Espagnes, et qui la première avoit bravé ses menaces. Dans son aveugle fureur il se persuade qu'un simple décret suffira pour asservir une nation insulaire, maîtresse absolue de la mer, et résolue de combattre jusqu'au dernier soupir en faveur de l'humanité. Ne pouvant lui opposer une flotte puissante, il veut que l'Europe lui ferme tous ses ports, et il proclame le *blocus continental*, système absurde, qui, par la violation de toutes les propriétés publiques et particulières, auroit anéanti le commerce de l'univers et précipité les nations dans l'indigence et la barbarie.

---

(1) *Exposé de tous les moyens employés par Napoléon Buonaparte pour usurper la couronne d'Espagne*; par don Pedro Cevallos.

Déjà même, ne gardant plus envers les souverains de ménagement, il viole tout ce que les hommes ont de plus sacré ; il dépouille de ses Etats, et retient captif le vénérable chef de la religion, dont il avoit en quelque sorte extorqué le saint ministère pour la cérémonie de son couronnement. Le vertueux pontife, chargé de fers, n'en est pas moins l'objet de la vénération, des regrets et des hommages de l'Europe entière ; bientôt même on le verra triompher, par la sainteté de sa résignation, du despote le plus redoutable.

L'usurpateur de la puissance des rois frappoit l'Europe d'épouvante, en même temps que son génie s'épuisoit à flétrir la France par un despotisme asiatique. On n'y reconnoissoit déjà plus que deux classes d'hommes ; ceux qui ressentoient tout le poids de la servitude, et ceux qui, dans leur intérêt, cherchoient à la faire souffrir. Aussi l'ordre n'y étoit plus fondé que sur les délations et sur la terreur ; les cachots regorgeoient de prisonniers d'Etat ; une sorte de stupeur remplaçoit la sécurité dans les familles, où l'autorité paternelle n'étoit pas même respectée. La jeunesse, précipitée dans des écoles organisées militairement, n'étoit plus façonnée que pour le métier

des armes. Toute pensée généreuse, toute action noble sembloit un sentiment de dérision contre la majesté du souverain. Le devoir consistoit à se dévouer à ses caprices, à le louer, à épuiser toutes les formules de la flatterie, devenue inséparable de toute action publique, de toute production des arts. Les lettres avilies n'étoient plus que l'instrument du despotisme, qu'elles érigeoient en idole. La politique du gouvernement ne résidoit plus que dans l'imposture et l'erreur : son chef, environné de mystère, ne communiquoit avec les Français que par des discours emphatiques, par les basses adulations de ses ministres et de son sénat. Journaux, livres, discours, tout déguisoit la vérité, et la France entière, comme enveloppée de ténèbres, ignoroit non-seulement ce qui se passoit en Europe, mais dans son propre sein. Napoléon confondoit un siècle de lumières avec les temps reculés de la barbarie, vers lesquels nous reportoient à grands pas ses propres institutions. Que nous offroient-elles? Un sénat conservateur pour décimer chaque année la population de la France, pour sanctionner toutes les extravagances du pouvoir absolu; un corps législatif muet pour faire le bien, mais non pour disposer

de la fortune des citoyens au gré du despote. Parmi ces institutions figuroit aussi un concordat avec le chef auguste de la religion catholique, mais qui n'avoit servi que pour usurper la puissance spirituelle.

Tous les pouvoirs étoient confondus dans ce gouvernement bizarre; et, après les empereurs de Maroc et d'Abyssinie, le souverain le plus absolu de l'univers, c'étoit Napoléon. S'il montroit quelquefois de la vigilance; c'étoit pour fouler aux pieds les décisions des tribunaux, pour faire casser leurs arrêts; s'il modéroit quelquefois le zèle de ses suppôts, c'est que lui seul vouloit exercer le privilége de l'oppression. Tout en donnant un code civil aux Français, Napoléon violoit le droit des gens; il multiplioit les bannissemens et les lettres de cachet; les pages de son code étoient successivement déchirées par des décisions ministérielles, par les arrêts des cours, et par les interprétations contradictoires des commentateurs.

S'il maintenoit le jury, c'étoit à côté de commissions militaires et prévôtales; s'il tonnoit contre d'anciens priviléges, c'étoit pour en créer de nouveaux; s'il rétablissoit les anciens titres, les dignités de la monarchie,

c'étoit pour faire illusion sur la vraie nature de son gouvernement.

Passons-nous à son administration intérieure, nous n'y verrons qu'un tissu de contradictions et d'inconséquences; tous les rouages en étoient compliqués et embarrassés. Il avoit multiplié lui-même les charges, les emplois, pour acheter des complices.

On avoit d'abord fondé les finances de l'Etat sur l'impôt foncier, et l'on ne cessoit de ruiner les fermiers en arrachant les cultivateurs aux campagnes, en les frappant d'énormes réquisitions. Napoléon instituoit des chambres de commerce, et en même temps il tarissoit toutes les sources de l'industrie, et il fermoit aux Français les mers des deux hémisphères. Les recettes extérieures soutenoient seules les finances; la guerre nourrissoit les armées, les licences étoient le foible véhicule du commerce.

De fastueux monumens s'élevoient, il est vrai, dans la capitale de l'Empire; de vastes palais, des portiques, des arcs triomphaux, des colonnes consacroient de sanglans trophées; mais, parmi tant d'édifices érigés par l'orgueil, on en cherchoit vainement un seul qui retraçât d'heureux souvenirs.

Depuis que l'Europe, désolée par l'ambition d'un seul homme, n'étoit plus qu'un champ de bataille, les trésors et la population de la France alloient s'engloutir dans l'abîme de la guerre. Au lieu de quatre cents millions que la France payoit sous ses rois, quinze cents millions suffisoient à peine pour ses besoins toujours renaissans, quoiqu'elle n'eût ni le triple de ses anciens revenus, ni le double d'étendue en surface. Le code inhumain de la conscription décimoit chaque année la fleur de la population virile; et, selon l'expression pittoresque employée par un législateur plein de talent, de courage, et par un écrivain illustre (1), quatre-vingt mille jeunes gens étoient abattus comme les arbres d'une forêt mise en coupe réglée tous les douze mois. Quand la guerre eut pris une extension funeste, jusqu'à trois moissons d'hommes furent successivement dévorées. On vit marcher en escadrons, sous le titre de *gardes d'honneur*, les fils des plus grands propriétaires. Privés du droit de se faire remplacer, ils alloient périr les premiers dans les combats, répondant ainsi de la fidélité de leurs familles dont ils étoient les

(1) M. Lainé et M. de Chateaubriand.

otages. Le conquérant retraçoit, disoit-on, la fable du Minautore : on le comparoit aussi à Saturne, qui dévoroit ses propres enfans.

Déjà tous les Etats voisins avoient eu recours pour leur propre défense, à ces levées anti-sociales. On ne pouvoit plus combattre ce système destructeur que par le même système : extrémité fatale! tous les peuples furent comme précipités les uns sur les autres pour s'entre-dévorer. L'ordre du monde civilisé étoit bouleversé : la réaction de l'Europe contre ce menaçant empire paroissoit inévitable. A ce colosse venoit d'être réunie par décret et comme partie intégrante, une portion de l'Allemagne septentrionale : l'œil mesuroit avec effroi des limites qui, des colonnes d'Hercule, s'étendoient aux mers du Nord; mais cette vaste domination perdoit en sûreté ce qu'elle gagnoit en étendue. Sa ruine fut accélérée par l'expédition la plus extravagante qu'aient jamais pu concevoir la passion de la guerre et la soif des conquêtes. Avant de jeter un coup d'œil sur la fameuse invasion de Russie, examinons le génie militaire de Buonaparte, et pourquoi, sachant envahir, il ne sut ni rien défendre ni rien conserver.

Si tout l'art de la guerre consiste à opérer

avec de grandes masses de soldats, si des forces immenses peuvent seules décider des batailles, en attaquant des points foibles ou mal défendus, sans doute Buonaparte a surpassé dans cet art meurtrier les Attila et les Gengiskan. L'Italie seule fut pour lui un vrai théâtre de gloire : une sorte d'instinct le porta depuis à renverser, à envahir, à détruire. Tranquille dans le tumulte et dans le carnage, maître de lui comme de tout ce qui l'environnoit, il n'aimoit que le jeu cruel de la guerre; et malgré ses vicissitudes, il contraignit longtemps la fortune de lui obéir. Mais la guerre ne se compose pas uniquement des parties de l'art qu'on nomme stratégie et tactique ; dispositions prévoyantes, sages lenteurs, mouvemens inattendus, retraites savantes, tel est l'ensemble du talent qui caractérise le capitaine du premier ordre : tout émane de son génie; il plane sur les empires, décide du destin des armées, des nations, et tel que le Jupiter d'Homère, il envoie aux uns la victoire, aux autres la fuite et la mort. A-t-il réuni les combinaisons militaires aux vues politiques, celui qui se montra incapable de prudence, celui qui sacrifia tout pour des succès éphémères, sans s'inquiéter des chances de la for-

tune ; celui qui, troublé dans les revers, vouoit ses soldats aux plus dures privations, et les sacrifioit dans des marches au-dessus des forces humaines ? Il ne s'éleva point au premier rang celui dont la tactique furibonde bouleversa l'art de la guerre, et le fit rétrograder ; celui dont les batailles ne furent que des boucheries d'hommes ; celui dont la gloire militaire disparut devant les infidélités de la fortune ; celui enfin qui, poussant les unes sur les autres les générations de l'occident vers le midi et vers le nord, se condamna par ses ravages à une funeste immortalité ; celui-là, s'il a pu élever un empire, étoit incapable de le maintenir et de le conserver.

Tel fut Buonaparte en Espagne, en Russie, en Allemagne et dans cette campagne mémorable où, réduit à défendre sa propre capitale, il ne sut pas même la garantir.

Un fantôme de gloire l'entraîne dans les profondeurs de l'empire russe, et il se flatte que l'humiliation d'une si grande puissance fera revivre parmi les nations la terreur de ses armes, dont l'impression commençoit à s'affoiblir. Plein de cette idée chimérique, il rassemble la plus belle, la plus florissante armée qui ait jamais paru sur la terre.

Laissant l'Europe morne et dans la plus vive attente, il passe le Niemen, inonde la Lithuanie, dédaigne la conquête plus utile de la Volhinie et de l'Ukraine; néglige d'organiser la Pologne derrière lui, et, avec une armée et des bagages immenses, il court sur Moscou par une seule route; il court sur Moscou, persuadé qu'il dictera la paix dans cette capitale, reviendra vainqueur et maître de la terre : mais l'inexorable destin avoit lancé ses arrêts. Napoléon rencontre un peuple antique et encore près de la nature, inaccessible aux deux puissans auxiliaires, le mensonge et la terreur, qui lui ont frayé la route à l'asservissement de l'Europe. Il ne pouvoit être vaincu que par un plan de campagne plus gigantesque et plus effrayant que le sien : Moscou fut sacrifié, et ce sacrifice complet sauva la Russie et l'Europe. La constance sublime de l'empereur Alexandre, les exploits glorieux de ses soldats, l'inébranlable fidélité de ses peuples, précipitèrent l'agresseur, du faîte de la puissance, dans l'abattement et l'infortune. Buonaparte, enivré, s'assoupit au milieu des décombres fumans de Moscou incendié, sans songer à la rigueur du climat et au retour prochain de l'hiver. D'un souffle la Providence

dispersa son armée superbe; les frimas, la faim, la misère, le fer des Russes, la lance des Cosaques, l'anéantirent. Une entreprise commencée avec des forces si prodigieuses, échoua parce que son chef insensé avoit voulu franchir les bornes posées par la nature, et heurter tous les préceptes de la sagesse. On eût dit que la révolution française, après avoir bouleversé l'Occident, étoit allée frapper le Nord, et se briser à ses pieds. L'Europe fut traversée par une large ligne de dévastation, comme sous le féroce Attila, mais avec la différence que le second fléau de Dieu se dirigea de l'Occident vers le Nord, tandis que le premier, déchaîné par le Nord, avoit fait trembler l'Occident. Tel fut le résultat de cette campagne. Dès ce moment le génie militaire de Napoléon sembla frappé de paralysie.

Echappé, comme par miracle, à travers des milliers d'escadrons russes et tartares, à travers des plaines couvertes de neige, de cadavres et de débris, Napoléon ne trouva de sûreté que dans sa propre capitale, où il reparut, non en vainqueur, mais en roi fugitif. Il étonna bien plus encore par son insensibilité que par l'immensité de ses revers. Mais ses flatteurs vouloient mettre sa gloire

à couvert, en s'efforçant de persuader à la France que les *élémens* seuls et la fortune l'avoient trahi; comme si un froid rigoureux au mois de novembre, sous le cinquante-cinquième degré de latitude, eût présenté un phénomène incroyable.

En moins de quatre mois on avoit vu le théâtre de la guerre transporté du Dnieper et de la Dwina sur l'Oder et sur l'Elbe.

Une grande révolution dans les rapports politiques des cabinets de l'Europe devoit être la suite d'une vicissitude si prompte, si éclatante. Buonaparte n'avoit point d'alliés fidèles; tous aspiroient à secouer le joug de vasselage que le dominateur décoroit du nom d'alliance. Le traité qui unissoit déjà la Russie, la Grande-Bretagne et la Suède, offroit à tous les États voisins un nouveau point d'appui et de réunion. La Prusse s'y rattacha la première. Telle fut l'origine de la confédération générale qui se forma si rapidement contre la prépondérance de Buonaparte. En vain des monarques magnanimes lui présentent généreusement la paix, et ne réclament que le sacrifice de ses prétentions sur l'indépendance de l'Europe. Ni les malheurs publics, ni l'industrie anéantie, ni l'aspect des champs sans culture,

ni l'épuisement de toutes les ressources, ni tant de familles plongées dans le deuil, rien ne peut le fléchir; il veut remplir l'univers du bruit de son nom, et il n'est point arrêté par le spectacle déchirant du vaste continent de l'Europe, partout couvert des ossemens confondus de guerriers de nations différentes, qui ne se haïssent point, et que les distances auroient dû préserver. Les leçons du malheur et de l'histoire sont nulles devant son ambition; il ne sait tirer, de tant de désastres, aucun moyen de salut et de paix; il reste insensible aux ravages; et comme si le ciel, dans sa colère, lui eût mis un épais bandeau sur les yeux, il se persuade que la France est inépuisable; qu'elle lui prodiguera de nouveaux soldats, de nouveaux trésors, pour reconquérir l'Europe. En effet, tout aussi aveuglés que Napoléon, les corps de l'Etat provoquent des sacrifices immenses. Une sage prévoyance commandoit de rendre la France inexpugnable; de former et d'exercer les nouvelles levées dans des camps derrière le Rhin; conseils pusillanimes aux yeux de Buonaparte! Il repasse le fleuve, comme si un mauvais génie l'eût poussé au cœur de l'Allemagne. Là il hasarde toute sa fortune dans deux batailles rangées; là, dans

les champs de Lutzen et de Bautzen, il arrache avec peine la victoire à l'armée combinée russe et prussienne, qui se retire en Silésie, sans rien perdre de sa contenance et de sa fierté. Déjà la puissance de Napoléon étoit dépourvue d'appui dans l'opinion publique. Son armée n'avoit gagné que du terrain, tandis que les armées russes et prussiennes combattoient pour sauver les peuples, et que les peuples étoient là pour les soutenir. Mais, ébloui du faux éclat de deux trophées plus brillans que solides, il se croit encore le *dieu de la guerre*, ne songe pas même qu'il a réveillé l'Autriche, que les Saxons et les Bavarois, poussés par le courage du désespoir, vont se réunir à la confédération européenne. Sans égard pour un lien serré par la contrainte, l'Autriche fait marcher ses troupes, qui, placées en première ligne, deviennent la grande armée des alliés. Elle est repoussée, il est vrai, sous les murs de Dresde; mais une armée française, reprenant l'offensive en Bohême, est écrasée à la bataille de Culm, gagnée par le roi de Prusse en personne, bataille décisive pour l'issue de la campagne. Une autre armée veut prendre également l'offensive en Silésie; Blucher la repousse. Deux corps, encore plus

formidables, se portent successivement sur Berlin; ils sont défaits par l'armée du nord de l'Allemagne, à Gros-Beeren et à Dennewitz. Buonaparte s'obstine cependant à s'appuyer sur la ligne de l'Elbe; entouré par trois armées alliées, il brave encore l'Allemagne entière soulevée contre sa domination. Enfin, il quitte Dresde et rétrograde; mais, attaqué avec toutes ses forces réunies dans les champs de Leipsic, il perd, dans trois journées mémorables (16, 18 et 19 octobre), malgré l'héroïsme des troupes françaises, plus de deux cent cinquante pièces de canon, neuf cents caissons, plusieurs aigles et drapeaux, près de soixante mille hommes, et sa gloire militaire. Les troupes allemandes et polonaises désertent en foule ses drapeaux, et tout annonce à l'Europe délivrée que la liberté de l'Allemagne a été reconquise à Leipsic. Cette bataille fameuse est le dernier effort du dominateur universel.

Comment concevoir qu'après s'être acquis, dans trente batailles gagnées en personne, une si grande renommée, Buonaparte ait pu, dans une journée décisive, choisir une position si défavorable pour y ranger son armée? Laissant l'Elster et la Pleisse sur ses derrières,

ayant un terrain marécageux à parcourir, il ne lui restoit, pour effectuer sa retraite, qu'un pont étroit où cent mille hommes et trois mille voitures de bagages devoient défiler. Ce pont, si fatal aux armes françaises, il donne l'ordre inhumain de le faire sauter pour assurer sa fuite, sacrifiant ainsi tous les corps qui tenoient encore entre l'Elster et Leipsic.

Déjà les armées alliées sont à sa poursuite; soixante-dix mille hommes lui restent à peine, débris de tant d'armées florissantes. Ces colonnes en retraite se dirigent précipitamment sur Erfurt, suivies et serrées de près par l'armée de Silésie, tandis que la grande armée de Bohême, commandée par le prince de Schwartzenberg, cotoyoit leur flanc gauche, et que leur flanc droit étoit continuellement débordé par l'armée du nord de l'Allemagne. Un corps volant, conduit par l'intrépide Czernicheff, devance l'avant-garde française, détruit les magasins sur sa route, rend les chemins impraticables. Tantôt Czernicheff attaque l'avant-garde même, tantôt il retarde sa marche et fait sauter les ponts.

Ainsi harcelé, Buonaparte continue sa retraite vers le Rhin, constamment suivi par le gros des armées alliées. Il n'a plus sous ses

drapeaux que cinquante à soixante mille hommes ; le surplus erre dans les montagnes, sans armes et sans munitions. Les routes sont couvertes de cadavres et de mourans, témoins irrécusables d'une grande défaite, tristes restes qui indiquent aux alliés la route qu'ils ont à suivre. Mais il lui faut encore, pour arriver jusqu'au Rhin, se faire jour au travers d'une armée austro-bavaroise, résolue de barrer le passage aux vaincus. Hanau devient, pour les Français, une nouvelle Berezina. Ce n'est qu'à leur valeur héroïque, et à l'intelligence de ses généraux, que Napoléon est redevable de son salut, ou du moins de sa fuite jusqu'à Mayence, où il repasse le Rhin. Là s'évanouit le rêve de la monarchie universelle.

Les mêmes désastres que ceux de la campagne précédente venoient de se répéter, mais avec plus de honte encore, l'épée seule ayant décidé la querelle, sans l'influence des frimas; cette fois d'ailleurs les pertes étoient irréparables.

Après avoir échappé à tant de périls, Buonaparte vaincu retrouve un refuge tranquille dans son château des Tuileries. Là, au milieu de sa capitale, entouré de courtisans aveuglés et pleins d'espérance, il entend, avec une

nonchalance asiatique, l'Europe victorieuse, la France éplorée lui demander la paix, qui seule pouvoit sauver son trône. Rien ne peut le faire fléchir, ni les cris de tant de familles désolées, ni le déchirant spectacle de mille lieues de pays ravagées par la guerre, ni l'horreur que sa domination inspire à l'Europe, ni le souvenir de la perte de deux milliards, de quatorze cent mille hommes, et de tout le matériel de deux armées immenses, sacrifiés en deux campagnes. Napoléon espère ressaisir le glaive d'Attila; il repousse la paix avec hauteur, et expose la France elle-même à l'invasion, au démembrement, à la conquête et à tous les fléaux de la guerre.

Ainsi, cette horreur des champs de bataille alloit s'approcher de nous; elle ne devoit plus rester cachée, pour ainsi dire, dans les déserts de la Russie, dans les bois de l'Allemagne, dans les gorges des Pyrénées, dont les échos avoient répondu aux cris de joie jetés dans les plaines de Leipsic. C'est au sein même de nos foyers que nous étions destinés à voir tout ce que la guerre présente de plus effrayant et de plus terrible. Paris même, que, dans les premiers siècles de la monarchie, les Normands assiégèrent en vain, n'en devoit pas être exempt.

Si le plus grand des crimes politiques est de livrer un pays à l'invasion, Buonaparte touchoit au triste avantage d'avoir tout épuisé pour désoler l'humanité, et c'est ce dernier terme de la puissance échappant de ses mains dont je vais présenter au lecteur un fidèle tableau.

FIN DU LIVRE PREMIER.

LIVRE DEUXIÈME.

Marche des armées coalisées sur Francfort et vers la Hollande. — Le désir de la paix se manifeste dans toute l'Europe. — Entrevue du baron de Saint-Aignan avec les ministres des puissances coalisées. — Communications confidentielles pour les bases d'une pacification générale. — Séance extraordinaire du conseil d'Etat, présidée le 11 novembre par Napoléon. — Décrets qui doublent la contribution et lèvent trois cent mille hommes. — Les alliés publient à Francfort la célèbre déclaration du 1er décembre. — La Hollande se soulève. — Evacuation de Breda et de Villemstadt. — Grand conseil de guerre tenu à Francfort. — L'invasion de la France est décidée. — Etat politique de la France. — Ouverture de la session du Corps-Législatif. — Formation d'une commission extraordinaire. — Entrée des alliés en Suisse. — Passage du Rhin. — Les alliés pénètrent sur le sol français. — Premières hostilités. — Investissement de Béfort et d'Huningue. — Entrée des Autrichiens à Genève. — Rapport de la commission extraordinaire sur les ouvertures de paix. — Ajournement du Corps-Législatif. — Discours de Napoléon aux députés. — Envoi de commissaires extraordinaires dans les provinces. — Napoléon appelle les Français à la défense de la patrie.

Des bords du Mein jusqu'à la Baltique, tout le nord de l'Allemagne étoit inondé de

troupes russes, prussiennes, autrichiennes, bavaroises et suédoises, victorieuses à Léipsic. Les corps français qui défendoient encore les places de la Vistule et de l'Oder, ceux qui couvroient Dresde, Magdebourg et Hambourg, livrés à eux-mêmes, ne pouvoient déjà plus se réunir ni opérer leur retraite. Dès la fin d'octobre, le Hanovre et la Hesse étoient reconquis. Le général russe Winzingerode poussoit déjà ses détachemens sur les routes de Wesel et de Dusseldorf; il étoit à une marche de Brême, et alloit s'étendre sur le pays d'Oldembourg et sur les frontières de la Hollande, où il envoya le colonel Narishkin. Le général prussien de Bulow, dont le corps faisoit partie de l'armée du nord de l'Allemagne, venoit d'arriver à Minden; son infanterie se dirigeoit sur Munster, tandis que sa cavalerie joignoit celle du général Czernicheff sur le Rhin. Le général russe Voronzof marchoit sur Lunebourg, et une division de l'armée suédoise occupoit Brunswick. Le 6 novembre, le prince royal de Suède transféra son quartier-général dans la ville de Hanovre; la régence de l'électorat y fut aussitôt rétablie. Enfin, la grande armée alliée, qui s'étoit dirigée de la Saxe vers la Franconie, vint occuper les environs de

Francfort, où, le 5 novembre, les monarques coalisés portèrent leur quartier-général. Partout ces mêmes légions françaises, qui avoient conquis les deux tiers de l'Europe, cherchoient leur sûreté derrière le Rhin, derrière ce fleuve barrière insurmontable, si le dominateur n'eût voulu étendre au-delà son système d'asservissement.

Les Russes ne s'y seroient pas présentés si Napoléon n'eût été les provoquer jusqu'à Moscou. On n'y auroit pas vu l'armée prussienne, si, malgré la foi jurée, Napoléon n'eût retenu les forteresses de la monarchie de Frédéric? L'armée autrichienne y parut également pour recouvrer la suprématie de l'Allemagne, et parce qu'elle avoit des outrages à venger; enfin, on y vit les Suédois, parce qu'au sein même de la paix, et en violation du traité le plus solennel, Napoléon les avoit surpris à Stralsund, et insultés à Stockholm.

Tous les princes d'Allemagne, autrefois ses alliés, ou plutôt ses vassaux, s'empressoient de rompre les liens de leur servitude; ceux même dont les Etats devoient leur agrandissement à son pouvoir y renonçoient, ainsi qu'à sa funeste protection. Ils accouroient à Francfort pour offrir aux souverains alliés

leur coopération et leurs troupes (1). L'arrivée des réserves russes et prussiennes éleva bientôt la grande armée à cent mille hommes, tandis que l'armée du nord de l'Allemagne, au nombre de quatre-vingt mille combattans, se dirigeoit vers la Belgique et la Hollande, et que l'armée de Silésie, forte de cinquante mille hommes, se portoit aussi entre le Mein et le Necker pour se mettre en communication avec la grande armée.

Ainsi, une seule journée avoit suffi pour commencer la démolition d'un édifice politique élevé par cent victoires, mais sans le concours des peuples; édifice monstrueux connu sous le nom d'Empire français, formé sur les ruines d'Etats jadis indépendans et heureux, agrandi par des provinces arrachées à d'antiques monarchies, soutenu au prix du sang et de la fortune d'une génération entière. C'étoit la désunion des rois qui avoit livré à Napoléon le continent européen, et c'étoit l'union des rois et des peuples qui alloit conquérir l'indépendance de l'Europe. Le sentiment de l'honneur national avoit sauvé la Russie, l'Espagne et l'Allemagne: par un ac-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. Ier.

cord admirable, la jalousie des cabinets s'étoit convertie en amour du bien général; mais on ne pouvoit reconstruire l'édifice social qu'en forçant Napoléon à fléchir à son tour sous l'empire de la nécessité. Or, la paix seule pouvoit garantir la France d'une guerre d'invasion ;mais la France ignoroit encore que trois cent mille de ses soldats gisoient sur le sol de l'Allemagne. Les mensonges officiels, les palliatifs de l'imposture circuloient rapidement à travers ses provinces, et la vérité n'y pénétroit que par des voies obliques. La masse entière de la nation étoit aveuglée sur ses propres dangers. Les alliés, au contraire, loin d'être éblouis des succès dont la fortune venoit de favoriser leurs armes, désiroient ardemment la paix; tous les peuples soupiroient après cette faveur du ciel : Napoléon seul s'opposoit au bonheur du monde.

Cependant, un de ses ministres en Allemagne, le baron de Saint-Aignan, traité d'abord, par méprise, comme prisonnier de guerre à Veymar, réclama, et fut reçu avec les égards dus à son caractère, par le prince de Metternich, ministre d'Autriche. Dans une première conversation, le prince, applaudissant à la révolution qui s'opéroit en Alle-

magne, insista sur la nécessité de faire la paix, sur le grand calme et sur l'esprit de modération qui présidoit aux conseils des monarques (1) : « Ils ne se désuniront point, ajouta » le ministre autrichien, parce qu'ils veulent » conserver leur activité et leurs forces ; et ils » sont d'autant plus forts, qu'ils sont modé» rés ; personne d'ailleurs n'en veut à la dy» nastie de l'empereur Napoléon ; et si Napo» léon a réellement l'intention de faire la paix, » il évitera bien des maux à l'humanité, et » de grands dangers à la France. L'équilibre » entre les puissances de l'Europe est non» seulement praticable, mais nécessaire. Des » moyens indirects pour arriver à la paix ne » réussiroient point ; ce n'est donc qu'en s'ex» pliquant avec loyauté et candeur qu'on pour» roit obtenir un si heureux résultat : il ne » s'agit que d'aborder franchement, et sans » détour, la question de la paix. »

Ces ouvertures amenèrent une entrevue et des communications confidentielles entre le baron de Saint-Aignan et le prince de Metternich, le comte de Nesselrode, ministre de Russie, et lord Aberdeen, ambassadeur à la cour

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. II.

de Vienne. Il y fut posé en principe, que les puissances européennes, engagées par des liens indissolubles, avoient pris la résolution invariable de ne faire qu'une paix générale (1); qu'en se renfermant dans ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, la France conserveroit toute l'intégrité de son territoire; mais que le principe de l'indépendance absolue de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie et de la Hollande, étoit une condition *sine quâ non;* que si ces bases étoient admises, on pourroit neutraliser sur la rive gauche du Rhin, tel lieu qu'on jugeroit convenable, où se rendroient sur-le-champ les plénipotentiaires des puissances belligérantes, sans toutefois que les négociations suspendissent le cours des opérations militaires.

Le 15 novembre, le baron de Saint-Aignan vint apporter à Paris les communications confidentielles des ministres alliés. Ces ouvertures importantes ne donnèrent lieu qu'à une réponse insignifiante et vague du ministre des relations extérieures (2), sans aucune admis-

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. III.

(2) Voyez Pièces justificatives, N°. IV.

sion explicite des bases générales du projet de pacification de l'Europe.

Tout indiquoit aux alliés que Napoléon ne cherchoit qu'à se prévaloir de leurs dispositions franches, et que s'il témoignoit vaguement des intentions pacifiques, il n'en empruntoit que les apparences pour justifier, aux yeux des Français, les nouveaux sacrifices qu'il ne cessoit de leur demander. En effet, malgré l'épuisement total de la nation, malgré l'abattement des esprits, le sentiment du désespoir inspiroit encore à son chef des mesures de détresse et d'alarmes; sa persévérance belliqueuse ne laissoit plus aucun retour au repentir, ni aucun espoir de rapprochement. Toutes ses idées sembloient bouleversées depuis les revers des campagnes de Russie et de Saxe.

De retour à Paris, le 9 novembre, il tint, le 11, un conseil d'Etat extraordinaire. Les courtisans eux-mêmes se montroient impatiens d'interroger le front de ce conquérant humilié. Les membres du conseil furent admis en sa présence. Pour se tirer de l'embarras d'une première entrevue, Napoléon interpelle brusquement le gouverneur de la banque, et blâme avec amertume des mesures qui, dans un mo-

ment critique, avoient sauvé cet établissement et rassuré le crédit public. Il parle sans laisser au gouverneur le temps de se défendre, parcourant le cercle des mêmes idées exprimées dans les mêmes termes, et mêlées d'expressions cruelles de mépris.

Il cesse de parler, et les conseillers d'Etat passent dans la salle du conseil. La séance s'ouvre par la lecture d'un décret de finances, rendu sans la sanction du corps législatif, qui pourtant étoit convoqué pour le 2 décembre. Il s'agissoit d'augmenter les contributions de moitié en sus. Le décret passe sans réclamation sur le fond; mais, après une discussion accessoire, pendant laquelle Napoléon émet diverses opinions contradictoires, et même absurdes : « La contribution, dit-il, n'a point » de bornes ; elle présente communément l'i» dée du cinquième; mais elle peut, suivant » l'urgence des événemens, s'élever au quart, » au tiers, à la moitié. Non, la contribution » n'a point de bornes; s'il y a des lois qui » disent le contraire, ce sont des lois mal » faites. »

Après ce décret on donne lecture d'un projet de sénatus-consulte, pour mettre à la disposition du ministre de la guerre trois cent

mille hommes à prendre sur les anciennes conscriptions, solennellement libérées et épuisées. Un silence morne règne alors dans l'assemblée, et les flatteurs interrogés restent muets pour la première fois. Un membre néanmoins articule ces paroles : « Sire, le salut de » l'Empire! » Un autre blâme, dans le considérant, l'expression de *frontières envahies*, comme étant alarmante. « Pourquoi, s'écrie » Napoléon ? Il vaut mieux dire ici toute la » vérité. Wellington n'est-il pas entré au Midi? » Les Russes ne menacent-ils pas le Nord? Les » Autrichiens, les Bavarois, ne menacent-ils » pas l'Est? Wellington est en France! quelle » honte! et l'on ne s'est pas levé en masse pour » le chasser! .....

» Tous mes alliés m'ont abandonné!... Les » Bavarois m'ont trahi... Ne sont-ils pas venus » se placer sur mes derrières pour me couper » la retraite! Aussi, comme on les a massacrés!... Non, point de paix que je n'aie brûlé » Munich!.... Un triumvirat s'est formé dans » le Nord, le même qui a partagé la Pologne. » Point de paix qu'il ne soit rompu. Je demande trois cent mille hommes : je formerai un camp de cent mille hommes à » Bordeaux, un pareil à Lyon, et un autre

» à Metz. Avec la précédente levée et ce qui » me reste, j'aurai un million d'hommes ; » mais je veux des hommes faits, et point de » ces jeunes conscrits à encombrer les hôpi- » taux ou à expirer sur les routes..... Je ne » puis compter que sur les habitans de l'an- » cienne France. — Sire, dit un conseiller, » il faut que l'ancienne France nous reste. — » Et la Hollande ! reprend brusquement Na- » poléon...... S'il me falloit abandonner la » Hollande...... Plutôt la rendre à la mer!... » Conseillers, il faut de l'élan ; il faut que tout » le monde marche....... Vous êtes pères de » famille ; vous êtes les chefs de la nation ; » c'est à vous à lui donner l'élan. On parle » de paix ; je n'entends que ce mot de paix, » tandis que tout devroit retentir du cri de » guerre...... »

Après ces paroles, prononcées d'un ton brusque et entrecoupé, le projet de sénatus-consulte pour l'appel de trois cent mille hommes est adopté sans réclamation. Napoléon lève la séance ; ses courtisans et ses conseillers se retirent agités de sentimens divers.

Les puissances alliées purent juger par ce décret hostile que la paix de l'Europe étoit loin encore de la pensée du dominateur de la

France, et qu'il ne cherchoit qu'à tirer parti d'une négociation apparente pour disposer l'opinion publique en sa faveur. Pénétrant ses vues secrètes, les alliés se décidèrent à conquérir en France même cette paix tant désirée.

Conduits sur le Rhin par la victoire, ils crurent devoir exposer de nouveau à l'Europe non-seulement leurs déterminations et leurs vœux, mais encore les principes qui avoient cimenté leur alliance. Animés du seul désir de voir l'édifice social reconstruit sur une juste échelle de proportion entre les diverses puissances ; décidés à ne point poser les armes avant d'avoir atteint le noble but de leurs efforts, ils manifestèrent leurs intentions par la déclaration suivante, publiée à Francfort le 1er décembre.

« Le gouvernement français vient d'arrêter » une nouvelle levée de trois cent mille cons- » crits : les motifs du sénatus-consulte renfer- » ment une provocation aux puissances alliées. » Elles se trouvent appelées à promulguer de » nouveau, à la face du Monde, les vues qui » les guident dans la présente guerre, les prin- » cipes qui font la base de leur conduite, » leurs vœux et leurs déterminations.

» Les puissances alliées ne font point la » guerre à la France, mais à cette prépondé- » rance hautement annoncée, à cette prépon- » dérance que, pour le malheur de l'Europe » et de la France, l'empereur Napoléon a » trop long-temps exercée hors des limites de » son Empire.

» La victoire a conduit les armées alliées » sur le Rhin. Le premier usage que LL. MM. » II. et RR. ont fait de la victoire, a été d'of- » frir la paix à S. M. l'empereur des Français. » Une attitude renforcée par l'accession de » tous les souverains et princes de l'Allemagne, » n'a pas eu d'influence sur les conditions de » la paix. Ces conditions sont fondées sur l'in- » dépendance de l'Empire français, comme » sur l'indépendance des autres Etats de l'Eu- » rope. Les vues des puissances sont justes dans » leur objet, généreuses et libérales dans leur » application, rassurantes pour tous, hono- » rables pour chacun.

» Les souverains alliés désirent que la France » soit grande, forte et heureuse, parce que la » puissance française grande et forte, est une » des bases fondamentales de l'édifice social. » Ils désirent que la France soit heureuse; que » le commerce français renaisse; que les arts,

» ces bienfaits de la paix refleurissent, parce
» qu'un grand peuple ne sauroit être tran-
» quille qu'autant qu'il est heureux. Les puis-
» sances confirment à l'Empire français une
» étendue de territoire que n'a jamais connue
» la France sous ses rois, parce qu'une nation
» valeureuse ne déchoit pas pour avoir à son
» tour éprouvé des revers dans une lutte opi-
» niâtre et sanglante, où elle a combattu avec
» son audace accoutumée.

» Mais les puissances aussi veulent être heu-
» reuses et tranquilles. Elles veulent un état
» de paix qui, par une sage répartition de
» forces, par un juste équilibre, préserve dé-
» sormais leurs peuples des calamités sans
» nombre qui depuis vingt ans ont pesé sur
» l'Europe.

» Les puissances alliées ne poseront pas les
» armes sans avoir atteint ce grand et bienfai-
» sant résultat, noble objet de leurs efforts.
» Elles ne poseront pas les armes avant que
» l'état politique de l'Europe ne soit de nou-
» veau raffermi, avant que des principes im-
» muables n'aient repris leurs droits sur de
» vaines prétentions, avant que la sainteté des
» traités n'ait enfin assuré une paix véritable
» à l'Europe. »

On n'étoit point accoutumé à ce ton de dignité, de franchise et de modération de la part de potentats si puissans. Le but moral de la guerre étoit tout entier en leur faveur, et il devenoit accablant pour Napoléon. La déclaration de Francfort l'isoloit de la nation française. Il le sentit, et s'empressa de faire notifier par M. de Caulaincourt, son nouveau ministre des relations extérieures, qu'il adhéroit à l'ouverture d'un congrès, et aux bases générales et sommaires communiquées en Allemagne au baron de Saint-Aignan (1).

Mais la marche des négociations alloit être subordonnée aux opérations militaires, aux incidens politiques.

L'approche seule des premières colonnes de l'armée du nord de l'Allemagne vers les frontières de la Hollande, y fit éclater une révolution subite.

La France avoit aussi absorbé la Hollande, comme tant d'autres Etats monarchiques et républicains : le despotisme de Napoléon s'étoit hâté de consommer cet envahissement, commencé au nom d'une liberté trompeuse. Autrefois puissante et riche, la Hollande, considé-

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. V.

rée dans les quatre parties du monde, se trouva perdue pour ainsi dire dans l'immensité de l'Empire français : son nom même avoit disparu sur les cartes géographiques.

La défection de huit bataillons des 3e et 4e régimens étrangers, et de deux bataillons composés de Hollandais, formant la majeure partie de la division française du genéral Molitor, laissa la Hollande maîtresse d'elle-même. La reprise des couleurs chéries des Hollandais, et le cri d'*Orange Bowen* devinrent à Amsterdam, à La Haye, le signal de l'insurrection et du salut de la Hollande. Les autorités françaises et les agens français évacuèrent avec précipitation un pays que sa réunion impolitique à la France avoit réduit à l'état de détresse le plus déplorable.

Une révolution si brusque ne fut souillée d'aucun excès, ni d'aucune violence, soit envers celui qui gouvernoit les Hollandais au nom de Napoléon (1), soit envers les troupes qui les avoient long-temps opprimés. Ainsi les Hollandais indiquoient à la France et à l'Europe la différence qu'il importoit d'établir entre les instrumens et le moteur de tant de

(1) L'archi-trésorier Lebrun.

désastres. Honneur à la sagesse des Bataves, dont le généreux exemple, l'esprit de modération et de prudence, ont peut-être garanti la France, les alliés, l'Europe de plusieurs années de guerre, de crimes et de repentir!

Par l'affranchissement de la Hollande, la Belgique se trouvoit menacée, compromise, tant vers le Rhin et le Vaal, par le corps russe du général Winzingerode, que par des corps anglais et hollandais vers les bouches de l'Escaut.

Napoléon fit renforcer aussitôt, de toutes les troupes disponibles dans le Nord, le corps d'armée du maréchal Macdonald, duc de Tarente, chargé de la défense du Rhin depuis Cologne jusqu'à Nimègue. Plusieurs bataillons de la garde impériale furent dirigés sur Anvers, ainsi que d'autres corps qui devoient former, pour couvrir cette ville importante, une armée de vingt à vingt-cinq mille hommes, sous les ordres du général Decaen.

Outre la formation de deux armées pour garantir la Belgique, on songea également à la défense des places fortes. Le général Molitor jeta garnison dans Noorden, et le général Rampon se renferma avec quatre mille hommes dans Gorcum. Des troupes furent aussi jetées

dans Bois-le-Duc, et Berg-op-Zoom reçut cinq mille hommes.

Ces dispositions militaires étoient inefficaces contre des tentatives tellement rapides, qu'elles déconcertoient toutes les combinaisons. Bientôt les contrebandiers belges et des insurgés hollandais se réunirent aux troupes légères du corps de Winzingerode, qui, après avoir franchi le passage du Moerdyk, parurent en force entre Gertruidemberg et Breda. Toute la Belgique fut dès lors en fermentation. Les habitans des campagnes s'émurent, et l'épouvante frappa ceux mêmes qui dirigeoient, à Anvers, les opérations militaires. Le général en chef Decaen, redoutant un soulèvement général, ordonna l'évacuation des places de Willemstadt et de Breda, afin d'augmenter les moyens de défense d'Anvers. On abandonna Willemstadt si précipitamment, qu'on y laissa les poudres, l'artillerie et une partie de la flotille. Les alliés, réunis aux insurgés, s'emparèrent des deux places; et, Willemstadt étant devenu un point de débarquement, le général Thomas Graham y aborda avec cinq mille Anglais.

En vain Napoléon voulut cacher son dépit, ses regrets, ses alarmes sur le soulèvement de

la Hollande et sur les revers de l'Escaut. « La
» Hollande, dit-il, s'est livrée sans défense
» aux alliés : les peuples s'étant déclarés pour
» eux, ils ont conquis des villes que l'impré-
» voyance venoit de leur abandonner. » Il rendit le général en chef de l'armée d'Anvers responsable des événemens, et le rappela ; il confia le commandement au duc de Plaisance, et ordonna une enquête sur l'abandon de Breda et de Willemstadt. Le général Roguet fut chargé de reprendre Breda avant que les alliés eussent pu s'y établir d'une manière stable. Ce général s'y porte en effet avec cinq à six mille hommes ; il renverse les avant-gardes ennemies, cerne Breda, y jete des obus ; mais bientôt, repoussé par un corps anglais débarqué à Tholen, il est forcé de reprendre position à Hoogstraten, entre Breda et Anvers.

Ainsi l'invasion sembloit commencer par la Belgique ; mais tous ces événemens précurseurs étoient dissimulés à la France : la révolution de la Hollande, la perte de Breda, l'occupation de Willemstadt par les Anglais, ne furent révélées officiellement que lorsque le voile épais qui couvroit tous les mouvemens offensifs fut enfin déchiré. A défaut de nouvelles authentiques, des bruits vagues, exa-

gérés, souvent contradictoires, circuloient dans la capitale, et la remplissoient de crainte et de terreur. Le sentiment général étoit que les provinces belgiques seroient les premières envahies, et que là s'établiroit le principal foyer de la guerre.

Cette fausse conjecture égara Napoléon, qui se hâta de faire occuper les places fortes de la Meuse, du Vaal, de la Moselle et de l'Escaut. Vers Cologne, Nimègue et Anvers, filèrent la plupart de ses troupes disponibles: par là il laissoit la frontière de l'Est à peu près dégarnie.

L'importante question de l'invasion étoit résolue dans le conseil des monarques coalisés. Les trois souverains réunis, et leurs principaux généraux, tels que le prince de Schwartzenberg, le général russe Barclay de Tolly, le général Toll, tacticien le plus renommé des armées russes, le général Pozzo di Borgo, attaché particulièrement au cabinet de l'Empereur Alexandre; le feld-maréchal Blucher, le prince Royal de Wurtemberg et le général comte de Wrede ouvrirent à Francfort un grand conseil de guerre pour arrêter le mode d'invasion, et déterminer les points sur lesquels devoit s'opérer le passage du Rhin.

« Napoléon, disoient les généraux les plus » clairvoyans, voudra tout occuper, tout » défendre; et, pour conserver la France sous » son joug, il renouvellera les mêmes fautes » qui lui ont fait perdre l'Allemagne. Ne » voyez-vous pas qu'il dissémine déjà ses » forces dans les places de la Hollande, de la » Belgique et du Rhin? Mais les forteresses » ne sont-elles pas toujours le gage de la vic- » toire? et que sont-elles d'ailleurs sans armées » pour s'y appuyer et pour les couvrir? Na- » poléon veut préserver à la fois l'Italie, les » frontières d'Espagne, la Belgique entière, » et il n'aura d'armée imposante nulle part. » Une invasion rapide le surprendra au sein » de la sécurité; surtout ne lui laissons pas le » temps de ressaisir le levier révolutionnaire » pour soulever et armer la nation; profitons » du mécontentement qui est à son comble » pour l'isoler des Français : peuvent-ils se » méprendre aujourd'hui sur le véritable au- » teur de leurs maux, sur l'objet qui seul mé- » rite leur haine, sur celui enfin qui accumula » sur sa tête la vengeance des nations? »

Ainsi, sans égard aux règles ordinaires de la guerre, il fut décidé qu'on pénétreroit en France en laissant derrière les colonnes d'in-

vasion la vaste ceinture des places fortes, et que, protégé par cette manœuvre hardie, on marcheroit droit sur la capitale. Ce plan gigantesque, proposé et soutenu par l'Empereur de Russie, l'emporta sans contradiction. Il se présentoit une autre question importante. Quel seroit le véritable point d'attaque ? Le cabinet autrichien, dont la vue principale avoit pour objet la conquête de l'Italie, opinoit pour que l'invasion eût lieu par la Suisse et par la frontière de l'Est. Dans cette hypothèse, la conquête de Lyon devoit précéder le mouvement sur Paris, et la grande armée des alliés devoit partager la France en deux, en liant ses opérations de l'Est avec celle de lord Wellington, par la Guienne et le Languedoc; mais le cabinet russe insista pour qu'on marchât droit sur Paris, où se décideroient sans retour les destinées de la France et de l'Europe. Après une discussion lumineuse et approfondie, ce plan prévalut avec des modifications qui concilièrent les opinions divergentes. On arrêta que la principale invasion partiroit de la Suisse du 15 au 20 décembre; que le corps russe du général Wittgenstein et la garde impériale russe passeroient ensuite le Rhin entre le Fort-Louis et le Fort-Vauban; l'armée de Silésie entre

Mayence et Manheim; l'armée du nord de l'Allemagne entre Coblentz et Nimègue, successivement et par échelons, de sorte que, la principale irruption attirant les forces françaises vers l'Est, les autres points se trouveroient moins disputés, et que les alliés, par des marches combinées et parallèles, se réuniroient en masse dans les plaines de la Champagne.

Une diversion partielle près de Neuss, entre Cologne et Coblentz, dissimula leurs véritables intentions. Neuss, sur la rive gauche, fut surpris et occupé par neuf cents hommes d'infanterie et par soixante hussards prussiens : on eût dit que les alliés alloient inonder la Belgique. L'alarme se répandit aussitôt dans tous les cantonnemens français; les peuples, par des démonstrations de joie, sembloient attirer les alliés, qu'ils proclamoient déjà comme des libérateurs. Les bruits que la barrière du Rhin étoit forcée retentirent dans Paris et à la cour de Napoléon, et une simple tentative, grossie par l'imagination des nouvellistes, fut transformée en un passage réel opéré par une armée de soixante mille hommes. Napoléon lui-même fit exagérer le danger, songeant dès lors à faire considérer comme nationale une guerre entreprise dans l'intérêt de son ambition.

Les journalistes, régulateurs de *l'esprit public* (1), mandés par le ministre de la police générale (2), reçurent l'injonction expresse de réveiller l'honneur national, et de tirer les Français de leur engourdissement. Le ministre, dans une sorte de harangue animée, leur recommanda de ne plus dissimuler le danger public, d'appeler tous les Français aux armes pour la défense de la patrie menacée au Midi et au Nord ; il leur déclara même, sans doute pour mieux stimuler leur ferveur, pour les intéresser davantage au soutien d'un gouvernement qui les dotoit avec tant de profusion, que si les Français ne se levoient point en masse, les Cosaques, ces Arabes du Nord, viendroient leur dicter des lois au mois de février.

Dès lors les journaux rompirent ce silence morne qu'ils avoient gardé si long-temps sur l'état politique de la France et de l'Europe ; ils représentèrent l'empereur Napoléon luttant seul contre tous les autres monarques ; chaque puissance dirigée par des vues particulières d'agrandissement ; l'Allemagne courbée sous

---

(1) MM. Étienne, Tissot, Jay, etc. etc. etc.
(2) M. Savary, duc de Rovigo.

le sceptre moscovite, réalisant la fable du cheval qui, après avoir appelé l'homme à son secours pour le délivrer de son ennemi, fut bientôt dominé par son libérateur. Ainsi furent mis en jeu tous les ressorts de l'opinion pour l'égarer et pour la tromper.

Déjà des mesures alarmantes donnoient le signal de la détresse. Napoléon venoit d'ordonner une prompte organisation de la garde nationale pour la défense des places de guerre.

Tandis que le besoin de la paix se faisoit sentir dans tous les cœurs, que les alarmes assiégeoient tous les esprits, ce dominateur, agité, inquiet dans son avenir, tremblant pour le présent, honteux du passé, frémissoit sur le sort de sa dynastie. On l'avoit vu prendre son fils dans ses bras, et s'écrier d'une voix émue, entrecoupée : « Va, mon fils, je saurai » te conserver par la guerre tout ce que je » t'ai acquis par les armes. » Précipité du haut de sa gloire dans un labyrinthe d'embarras et de dangers, Napoléon rappeloit, selon l'heureuse expression d'un écrivain politique (1), Satan dans l'abîme, roulant en-

(1) L'auteur du *Tableau politique de l'Europe depuis la bataille de Leipsic jusqu'au 31 mars 1814*.

core dans sa tête le projet d'escalader le ciel. Enfermé dans son palais, tel qu'un monarque asiatique, il sembloit ne plus trouver de consolation que dans les cérémonies extérieures du trône : il se pressoit de jouer le personnage de roi, comme s'il eût pressenti que ce rôle difficile dût lui échapper bientôt. Présidoit-il son conseil d'Etat, il prenoit un air sombre et farouche, surtout lorsqu'il étoit question de religion, de conscription, d'impôt ou de mesures de haute police : sa voix brusque et rauque glaçoit d'épouvante ses flatteurs, ses conseillers; ses paroles, courtes, impérieuses, incohérentes décéloient l'agitation de son âme et le trouble de ses idées : et sur cette tête reposoient les destinées de la France!

Sous ces tristes auspices alloit s'ouvrir la session du corps législatif, de ce corps imposant quoiqu'enchaîné. Napoléon veut l'asservir davantage : il provoque un sénatus-consulte pour lui donner un président pris hors de son sein, et il le choisit parmi ses propres ministres (1). Le mécontentement que fait naître ce nouvel acte de défiance et de despotisme éclate et confirme les inquiétudes

(1) M. Régnier, duc de Massa.

inspirées à Napoléon sur les dispositions des députés.

Cependant, le 19 décembre, on réunit, au corps législatif, le sénat, le conseil d'Etat et les grands dignitaires, pour donner à ce jour d'ouverture plus de pompe et d'appareil.

« Tout a tourné contre nous, dit Napoléon » du haut de son trône, et la France même » seroit en danger sans l'énergie et l'union » des Français.

» Je n'ai jamais été séduit par la prospé» rité ; l'adversité me trouveroit au-dessus de » ses atteintes. »

Telles furent les seules paroles remarquables de ce discours solennel.

Napoléon déclara toutefois qu'il venoit d'adhérer aux bases préliminaires présentées par les puissances coalisées, et que les pièces originales, renfermées au porte-feuille du département des affaires étrangères, alloient être communiquées par son ordre aux représentans de la nation.

Ce discours, il l'articula d'un ton mal assuré ; l'incertitude de ses mouvemens, la pâleur de ses traits, la précipitation de sa marche à son entrée et à sa sortie de la salle législative, les précautions multipliées pour sa sûreté, tout

indiquoit ses alarmes : il sembloit déjà redouter ce corps des représentans, ce corps muet d'après l'essence de son institution impériale, mais qui, par l'attitude même de ses membres, par le silence de ses applaudissemens, montroit déjà que la responsabilité des maux de la France pesoit sur l'oppresseur des nations.

Une commission extraordinaire de cinq membres fut aussitôt formée dans le sein du corps législatif. Le scrutin y appela MM. Laisné, Raynouard, Gallois, Flaugergues et Maine de Biran, tous connus par leur sagesse et leurs lumières, par leur éloignement pour le despotisme, leur désir de la paix, et d'une paix honorable. Ce choix révéloit au public qu'un des premiers corps de l'Etat n'étoit point insensible aux maux de la patrie, et qu'il feroit entendre, au pied du trône, l'accent de la vérité.

Déjà Napoléon est instruit que la majorité des députés est résolue de conserver l'indépendance de ses opinions : il se trouble, il s'inquiète, il ne voit autour de lui que des trames pour ruiner son autorité. Toutefois le ministre de l'intérieur (1)

(1) M. de Montalivet.

prend l'engagement, dans un conseil privé, de s'assurer de la majorité des législateurs. Il les appelle en effet individuellement, et leur prodigue les exhortations, les caresses et les promesses les plus séduisantes : vains efforts ! la majorité résiste aux insinuations ministérielles. Ces tentatives, ces démarches étoient enveloppées de mystère, il est vrai, mais en dépit de la compression générale, tout commençoit à transpirer. Tous les Français n'avoient pas perdu le sentiment de leur dignité dans ce déclin de la civilisation ; les plus éclairés se flattoient que lorsqu'enfin un contrepoids légal mettroit un terme aux invasions du despotisme, Napoléon se verroit contraint, par le vœu de la nation, de souscrire à une paix que réclamoit l'humanité souffrante.

Mais le sénat étoit loin de partager ce mouvement salutaire : resté inébranlable dans son aveugle dévouement, il continuoit de se montrer docile aux volontés du pouvoir absolu. On convint néanmoins que ses actes respireroient des dispositions pacifiques pour que des apparences trompeuses servissent au moins à justifier aux yeux des Français les sacrifices pénibles qu'on ne cessoit de leur demander. Organe d'une commission extraordinaire formée

au sein du sénat pour prendre communication des pièces relatives à l'état des négociations, M. le comte de Fontanes, dans un discours étudié, dit qu'il ne falloit point croire à la durée d'une coalition formée d'élémens qui se repoussoient, et de tant de peuples que la nature avoit faits rivaux; qu'il ne falloit point croire qu'un pareil assemblage d'intérêts si divers eût une longue durée.

« Dans ce grand différend, ajouta le rap-
» porteur, des peuples illustres ont essuyé de
» nombreux revers. Rallions-nous autour de
» ce diadème, où l'éclat de cinquante victoires
» brille à travers un nuage passager, et faisons
» un appel à l'honneur national. »

Au moment même où une sorte de sécurité sembloit prévaloir et rassurer les esprits; au moment où s'accréditoit, dans la capitale, l'opinion erronée que la coalition étoit dans l'impuissance de rien entreprendre de décisif en deçà du Rhin, les armées alliées s'ébranloient de toutes parts, et la grande armée impériale austro-russe, qui de Francfort s'étoit dirigée vers le Brisgaw et les limites de la Suisse, n'attendoit plus que le signal pour pénétrer en France par Bâle et par la frontière de l'Est.

Cette armée imposante comprenoit sept divisions autrichiennes, sous les ordres du comte Colloredo-Mansfeld; du prince Maurice de Lichtenstein; du comte Giulay; du général Bianchi; du comte de Bubna; du comte Louis de Lichtenstein, et du prince héréditaire de Hesse-Hombourg : elle étoit formée, en outre, des corps russes de la garde et des réserves, commandés par le comte Barclay de Tolly; du corps russe du comte de Vittgenstein; du corps bavarois, commandé par le comte de Wrede, composé des divisions du feld-maréchal-lieutenant de Tresnel; du feld-maréchal-lieutenant de Bach; du général-major de Tillen : enfin, on y remarquoit le corps wurtembergeois, commandé par le prince Royal de Wurtemberg. Tous ces corps d'armée, de nations différentes, formoient une masse de cent cinquante mille combattans, sous les ordres immédiats du feld-maréchal prince Charles de Schwartzenberg.

A peine soupçonnoit-on en France l'existence d'une armée si formidable; sa marche vers les frontières de l'Helvétie fut voilée avec soin jusqu'au dernier moment. Mais, disoit-on, la neutralité de la Suisse a été reconnue par les alliés, et les Suisses, armés

pour défendre leur territoire, n'en permettront point la violation. Telle étoit la sécurité de Napoléon et de ses ministres, que l'invasion de la Suisse ne leur sembloit pas même un événement probable.

Tout-à-coup, le 21 décembre, les colonnes de la grande armée alliée y pénètrent, entre Bâle et Schaffouse, par Laufembourg et par Rheinfelden, sans que les troupes du cordon suisse tirent un seul coup de fusil, sans qu'elles apportent le moindre obstacle à ce mouvement décisif. Une proclamation du prince de Schwartzenberg, datée de Lœrrach, annonce aux Suisses que les soldats alliés entrent dans leur pays comme amis et comme libérateurs (1). En même temps vingt à trente mille hommes du corps austro-bavarois passent le Rhin sur le pont de Bâle et touchent au sol français. Ainsi, le territoire de l'empire de Napoléon, ou plutôt l'ancienne France, devenoit le théâtre de la guerre. La proclamation suivante du prince de Schwartzenberg, datée aussi de Lœrrach, le 21 décembre, fut répandue aussitôt sur la rive gauche du Rhin :

« Français, la victoire a conduit les armées

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. VI.

» alliées sur votre frontière : elles vont la franchir.

» Nous ne faisons pas la guerre à la France, mais nous repoussons loin de nous le joug » que votre gouvernement vouloit imposer à » nos pays, qui ont les mêmes droits à l'indé» pendance et au bonheur que le vôtre.

» Magistrats, propriétaires, cultivateurs, » restez dans vos foyers. Le maintien de l'ordre » public, le respect pour les propriétés par» ticulières, la discipline la plus sévère, mar» queront le passage et le séjour des armées » alliées ; elles ne sont animées de nul esprit » de vengeance.

» D'autres principes et d'autres vues que » celles qui ont conduit vos armées chez nous, » président aux conseils des monarques alliés. » Leur gloire sera celle d'avoir amené le » terme des malheurs de l'Europe. La seule » conquête qu'elles ambitionnent est celle » de la paix ; mais d'une paix qui assure » à leur pays, à la France, à l'Europe, un » véritable état de repos. Nous espérions la » trouver avant de toucher au sol français, » nous allons l'y chercher. »

La nouvelle de l'entrée des alliés en Suisse frappa de stupeur la cour de Napoléon. Ses

flatteurs et ses courtisans, consternés, qualifièrent cet événement de perfidie, de violation du droit des gens et de la guerre. Les journalistes, leurs organes, s'écrioient, dans leurs feuilles : « Eh bien ! ces alliés si modestes dans » leurs proclamations, si généreux dans leurs » discours, viennent de renverser, sans pu- » deur, les barrières élevées par la bonne foi; » ils viennent de déchirer les traités les plus » sacrés, d'insulter à un peuple renommé par » son antique loyauté, par ses vertus; et c'est » au moment que ces mêmes coalisés répandent » de toutes parts des déclarations hypocrites, » pleines d'une fausse modération, c'est au » moment qu'ils se proclament les restaura- » teurs des droits des peuples, qu'ils trament » de basses intrigues dans l'ombre, qu'ils » essaient de corrompre des commandans de » places (1), et d'enlever par l'or des villes qu'ils » ne peuvent conquérir par le fer. O temps de » défection et d'ingratitude! On s'étoit engagé » à respecter le territoire suisse, et tout-à-coup » les alliés inondent le pays que, la veille en- » core, ils avoient juré de respecter. »

Qu'opposoient à ces plaintes amères les

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. VII.

puissances alliées ? Dans leur déclaration, publiée à Lœrrach le 21 décembre (1), elles présentoient la marche de leurs troupes à travers une partie du territoire suisse, comme étant une mesure inhérente aux opérations et au but de la guerre ; elles fondoient leurs justifications et leurs motifs sur ce que la neutralité de la Suisse n'étoit ni légitime, ni réelle, posant en principe qu'il ne pouvoit exister de véritable neutralité pour un État qui ne jouissoit pas d'une véritable indépendance.

« Les dominateurs de la France, ajoutoient » les puissances coalisées, n'ont-ils pas renversé eux-mêmes la vénérable constitution de » la Suisse ? N'ont-ils pas sapé sa liberté ? N'ont-» ils pas entraîné leurs paisibles habitans dans » des guerres intestines ? N'ont-ils pas pillé » leurs trésors, fruit d'une sage économie ? » N'ont-ils pas démembré, de tous côtés, le » territoire suisse, et foulé aux pieds ses droits » les plus sacrés ? L'acte de médiation imposé, » en 1803, à la Suisse, avoit mis le sceau à sa » nullité politique, et légitimé en quelque » sorte la domination de la France. Ainsi, au » milieu des ravages qui, depuis dix ans, dé-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. VIII.

» vastent l'Europe, la Suisse n'avoit acheté une
» ombre de tranquillité, qu'en se soumettant
» à la volonté toute-puissante de Napoléon.
» Un signe donné par lui, étoit une loi pour
» elle ; la Suisse n'étoit plus qu'un instrument
» passif de la domination de la France. Si elle
» a formé de nom un corps politique à part,
» elle a été dans la réalité une véritable pro-
» vince de l'empire français ; or une déclaration
» de neutralité qui découle d'une telle source,
» perd tous les droits dont elle veut se parer.
» Déjà même, l'opposition de quelques can-
» tons a rompu par le fait le lien fédératif
» établi par Napoléon.

» Les souverains alliés regardent donc l'en-
» trée de leurs troupes en Suisse, non-seule-
» ment comme une démarche inséparable de
» leur plan général d'opérations, mais aussi
» comme une préparation aux mesures qui
» doivent déterminer pour l'avenir les droits
» de ce pays intéressant, l'indépendance la
» plus complète, première condition de son
» bonheur étant un des premiers besoins poli-
» tiques du système européen. »

Cette déclaration rallia bientôt tous les Suisses, en leur donnant l'espoir fondé de voir enfin renaître leur antique indépendance.

Après s'être ménagé, en cas de revers, une retraite sûre, les alliés commencèrent avec confiance leurs opérations offensives.

L'occupation du château de Landskron, situé sur une montagne dans le département du Haut-Rhin, et la prise du château de Blamont, dans le département du Doubs, furent les premières conquêtes de la ligue européenne.

Déjà le corps d'armée austro-bavarois, sous les ordres du général comte de Wrede, après avoir laissé quelques troupes destinées à l'investissement d'Huningue, prenoit la route de Béfort, tandis que la division du lieutenant-général comte de Creneville pénétroit par les gorges de Porentruy ; qu'un parti commandé par le major Weber gagnoit Willers, et plaçoit des postes sur le Doubs ; que le général de cavalerie baron de Frimont poussoit ses avant-postes au-delà de Cerney ; qu'une colonne autrichienne faisoit son entrée à Neuchatel, aux acclamations du peuple ; et enfin que le corps léger sous les ordres du comte de Bubna se dirigeoit vers Genève.

Le 24 décembre, le général bavarois comte de Recheberg, reconnut et cerna Béfort ; le même jour la garnison française fit une sortie et fut rejetée dans la place.

Le gros de la division du comte de Crenneville fit son entrée à Porentruy ; le reste s'étant porté sur Delle, la communication avec le corps bavarois se trouva établie, et les postes avancés furent poussés au-delà du Doubs.

Dix à douze mille hommes du corps bavarois, soutenus par la division autrichienne de Frimont, s'étoient dirigés sur les routes de Béfort, de Delle et de Montbéliard. De son quartier-général de Boltzheim, situé à cinq quarts de lieues d'Huningue, le comte de Wrede fit attaquer cette ville ainsi que la place de Béfort, mais sans artillerie de siége.

Le baron de Frimont poussa ses reconnoissances depuis Ensisheim jusqu'à Sainte-Croix près de Colmar, où venoit d'arriver le général Montelegier avec un détachement du cinquième corps de cavalerie française. Ces troupes, mêlées de quelques fantassins, s'appuyoient sur Sainte-Croix et sur Neubrisack. Le colonel baron Mangen conduisoit l'avant-garde des alliés, divisée en trois corps ; il eut ordre d'attaquer vivement avec le premier corps tous les avant-postes français qui étoient sur la route, d'entrer à Sainte-Croix avec les fuyards, et de les poursuivre au-delà de la ville pour empêcher la cavalerie française de se reformer. Les deux

autres corps devoient tourner Sainte-Croix par la droite et par la gauche. Le 23 décembre les vedettes et les piquets sont surpris et tués ; mais la grand'garde, forte d'un escadron, et soutenue par plusieurs détachemens, résiste en avant de la ville , et dans la ville même, aux charges répétées des hussards bavarois et autrichiens.

Quelques fantassins qui s'étoient jetés dans Sainte-Croix, accueillent les alliés par une vive fusillade. Le capitaine Wolf, des hullans de Schwartzenberg, tombe frappé à mort, tandis qu'une balle casse le bras du lieutenant baron Malovitz. La cavalerie autrichienne, repoussée et ne pouvant, à cause d'un épais brouillard, reconnoître la position des Français, se retire, et le lieutenant-général Harding reprend les positions qu'il avoit occupées la veille.

Ainsi le premier combat livré sur le sol français tourna à l'avantage de la bravoure nationale. Les journaux de Paris exagérèrent l'importance de ce succès éphémère, qui ne pouvoit arrêter la marche de l'ennemi. Le combat de Sainte-Croix ne fut d'ailleurs qu'une simple reconnoissance, pendant laquelle le colonel Scheibler, avec cent cinquante cosaques et cinquante hussards, s'avançoit jusqu'à

Dessenheim, où il rencontra et culbuta successivement deux partis français, qu'il poursuivit jusque sous les glacis de Neubrisack.

A la tête de quatre cents hommes de cavalerie austro-bavaroise, le comte de Lichtemberg poussoit ses reconnoissances sur la route de Lure et de Besançon. Toutes les autorités françaises, à l'approche des alliés, évacuoient les villes, les bourgs, et abandonnoient le pays que les habitans refusoient de défendre, malgré les efforts des commandans militaires.

Le 27 décembre, le comte de Wrede détacha le lieutenant de chevau-légers bavarois, baron de Gagern, sur la route de Béfort à Vesoul. Cet officier rencontra, près de Lure, un piquet de vingt-six chasseurs et de vingt gendarmes français qui, à son approche, battirent en retraite derrière cette ville, où le baron Gagern les attaqua et les mit en fuite.

Les préludes d'une campagne si mémorable furent encore signalés par l'événement plus important de la prise de Genève. Cette ancienne république, réunie à la France depuis plus de vingt ans, devoit à son alliance révolutionnaire, non-seulement la perte de son indépendance, mais encore celle de toutes les sources de sa prospérité : aussi les Gene-

vois étoient-ils impatiens de secouer le joug de Napoléon.

Le 30 décembre, une avant-garde autrichienne, commandée par le général comte Bubna, et forte de trois mille hommes munis d'échelles, de fascines et d'artillerie, s'approche de Genève par la Suisse, pour donner l'assaut. Le général Jordy défendoit la place avec douze cents hommes. Genève, démantelée, ne pouvoit opposer une défense régulière et efficace; la bourgeoisie, d'ailleurs, maîtresse de la ville, par l'opinion et par son influence, vouloit la préserver des horreurs d'un assaut.

Le général Jordy, vieux et brave militaire, frappé comme d'un coup de foudre par des événemens si imprévus, tombe sans connoissance au milieu de son état-major, et l'officier qui prend le commandement à sa place, dépourvu d'instructions, ne songe pas même à capituler; il laisse éclater librement les vœux unanimes des Genevois. Le drapeau blanc est arboré, la garnison et les autorités françaises abandonnent Genève, et la bourgeoisie ouvre ses portes aux Autrichiens, au moment même où des renforts arrivoient de Grenoble. Il n'étoit plus temps: cent dix-sept canons, et une

ville importante par sa position, restent au pouvoir des alliés.

Maître de Genève, le comte Bubna envoie aussitôt sur la route de Gex et de Saint-Claude divers détachemens pour s'assurer le passage du Jura; il envoie également des partis depuis Martigny jusque vers le Simplon et le mont Saint-Bernard.

La prise de Genève, une des portes de l'empire de Napoléon, ouvroit à l'armée autrichienne la route de Lyon et les passages de l'Italie. Désormais, plus de communications directes entre la France, les plaines de la Lombardie et du Piémont.

Napoléon, au désespoir que Genève eût cédé sans défense, destitua le préfet, baron Capelle, pour avoir abandonné la ville, et oublié que les préfets ne sont pas de simples intendans des finances, puisqu'ils ont aussi la haute police dans leurs départemens.

Ainsi, le Rhin et le Rhône étoient franchis, et les frontières de l'Est envahies sur plusieurs points. Aucun corps de troupes, régulières ou irrégulières, ne se présentoit pour les défendre. Ainsi, on étoit à la veille de voir se décider cette grande question : si la France avoit encore des ressources morales ou phy-

siques; ou, en d'autres termes, si elle pouvoit résister à la coalition formidable qui l'attaquoit sur son propre territoire.

Un sentiment d'honneur et de gloire distingua toujours les Français. On les vit également défendre l'intégrité de leur territoire sous les règnes belliqueux de Philippe-Auguste et de Charles VII, sous le règne du chevaleresque François Ier, sous le bienfaisant Henri, sous le fastueux Louis XIV; et de nos jours, dans les temps les plus orageux, au milieu même des plus grands déchiremens, n'avoit-on pas été témoin de l'effet magique de ce principe sacré de l'honneur national ?

En admettant que les Français eussent la volonté de défendre leur pays, en avoient-ils les moyens? leur population virile n'étoit-elle pas épuisée? avoient-ils des armes, des munitions suffisantes? La réunion d'une foule de causes naturelles et accidentelles, avoit tellement déterminé l'accroissement de la population, qu'elle se trouvoit comparativement plus forte qu'en 1789, malgré les pertes et les désastres de tant de guerres; elle sembloit plus capable, d'ailleurs, de défendre ses foyers, la plupart des Français ayant vécu dans les camps. Les arsenaux de la France étoient épui-

sés, mais ils n'étoient pas anéantis. Des armes, des munitions, la révolution avoit appris comment on pouvoit en improviser. Les mines de fer existoient toujours ; les forêts produisoient du salpêtre, et n'étoient pas réduites en cendres. Si la France, déchirée jadis par les factions, avoit pu dissiper toutes les coalitions formées contre elle, pourquoi, forte de tant de ressources, ne triompheroit-elle pas d'une confédération formée d'élémens si discordans, si hétérogènes ? Tels étoient les raisonnemens que faisoient valoir les écrivains et les partisans de Napoléon ; mais les hommes capables d'interpréter le présent et de lire dans l'avenir, trouvoient, en remontant aux causes morales, la solution de cette grande question d'Etat.

Les plus profonds génies n'avoient-ils pas déjà établi en principe (1), que de tous les gouvernemens, celui qui dégénère en despotisme est le moins propre à opposer une défense nationale aux efforts d'une irruption combinée? Qu'étoit devenue cette énergie que les excès mêmes de la liberté avoient alimentée ? Le poids énorme de l'oppression ne l'avoit-il pas étouffée ? la crainte et l'égoïsme

(1) Machiavel et Montesquieu.

n'avoient-ils pas succédé à tous les sentimens généreux? le nom de patrie n'étoit-il pas un mot vide de sens? la nation, fatiguée, mécontente, devoit-elle, d'ailleurs, se lever toute entière pour l'intérêt d'un seul homme?

Napoléon en péril, pouvoit, il est vrai, changer de système, rentrer dans les limites naturelles du pouvoir, invoquer de bonne foi la confiance, les secours de la nation, prouver enfin qu'il vouloit la paix sur les bases que réclamoient l'équilibre et la tranquillité de l'Europe.

Mais les événemens qui marquèrent la fin de décembre firent voir que ce caractère indomptable ne pouvoit pas même, pour son salut, se plier à l'empire de la nécessité.

L'invasion venoit d'être proclamée, et le corps législatif, réuni, mettoit toute sa confiance dans les hommes recommandables qui composoient sa commission extraordinaire. Après mille entraves, mille dégoûts, la commission fit, le 28 décembre, par l'organe de M. Lainé, son rapport sur la communication des pièces relatives aux négociations de paix.

Ce rapport (1), plein de modération et

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. IX.

de sagesse, contenoit les passages suivans, dignes de figurer dans les Annales de la nation :

« Si les déclarations des puissances étran-
» gères étoient fallacieuses, dit le rapporteur,
» après avoir donné le résultat de la commu-
» nication des pièces de la négociation; si les
» puissances étrangères vouloient nous asser-
» vir; si elles méditoient le déchirement du
» territoire sacré de la France, il faudroit,
» pour empêcher notre patrie d'être la proie
» de l'étranger, rendre la guerre nationale.
» Mais, pour opérer plus sûrement ce beau
» mouvement qui sauve les empires, n'est-il
» pas désirable d'unir étroitement et la nation
» et son monarque?

» C'est un besoin d'imposer silence aux en-
» nemis sur leurs accusations d'agrandisse-
» ment, de conquête, de prépondérance alar-
» mante; puisque les puissances coalisées ont
» cru devoir rassurer les nations par des pro-
» testations publiquement proclamées, n'est-
» il pas digne de S. M. de les éclairer par
» des déclarations solennelles sur les desseins
» de la France et de l'Empereur?

» Lorsque ce prince, à qui l'histoire a con-
» servé le nom de grand, voulut rendre de

» l'énergie à ses peuples, il leur révéla tout ce » qu'il avoit fait pour la paix, et ses hautes » confidences ne furent pas sans effet.

» Afin d'empêcher les puissances coalisées » d'accuser la France et l'Empereur de vou- » loir conserver un territoire trop étendu, » dont elles semblent craindre la prépondé- » rance, n'y auroit-il pas une véritable gran- » deur à les désabuser par une déclaration » formelle?

» Il ne nous appartient pas, sans doute, » d'inspirer les paroles qui retentiroient dans » l'univers; mais, pour que cette déclaration » eût une influence utile sur les puissances » étrangères, pour qu'elle fît sur la France » l'impression espérée, ne seroit-il pas à désirer » qu'elle proclamât, à l'Europe et à la France, » la promesse de ne continuer la guerre que » pour l'indépendance du peuple français et » l'intégrité de son territoire? Cette déclara- » tion n'auroit-elle pas, dans l'Europe, une » irrécusable autorité?....

» Que si l'Empire français restoit seul fidèle » aux principes libéraux que les chefs des na- » tions de l'Europe auroient pourtant tous » proclamés, la France, alors forcée, par » l'obstination de ses ennemis, à une guerre

» de nation et d'indépendance, à une guerre
» reconnue juste et nécessaire, sauroit dé-
» ployer, pour le maintien de ses droits,
» l'énergie, l'union et la persévérance dont
» elle a déjà donné de si éclatans exemples.
» Unanime dans son vœu pour obtenir la paix,
» elle le sera dans ses efforts pour la con-
» quérir, et elle montrera encore au monde
» qu'une grande nation peut tout ce qu'elle
» veut, lorsqu'elle ne veut que ce qu'exigent
» son honneur et ses justes droits.

» Mais ce n'est pas assez pour ranimer le
» peuple lui-même et le mettre en état de
» défense : c'est, d'après les lois, au gouver-
» nement à proposer les moyens qu'il croira
» les plus prompts et les plus sûrs pour re-
» pousser l'ennemi et asseoir la paix sur des
» bases durables. Ces moyens seront efficaces
» si les Français sont persuadés que le gou-
» vernement n'aspire plus qu'à la gloire de la
» paix; ils le seront, si les Français sont con-
» vaincus que leur sang ne sera versé que pour
» défendre une patrie et des lois protectrices.
» Mais ces mots consolateurs de paix et de
» patrie retentiroient en vain, si l'on ne ga-
» rantit les institutions qui promettent les
» bienfaits de l'une et de l'autre.

» Il paroît donc indispensable à votre com-
» mission qu'en même temps que le gouver-
» nement proposera les mesures les plus
» promptes pour la sûreté de l'Etat, S. M.
» soit suppliée de maintenir l'entière et cons-
» tante exécution des lois qui garantissent aux
» Français les droits de la liberté, de la sûreté,
» de la propriété, et à la nation le libre exer-
» cice de ses droits politiques.

» Cette garantie a paru à votre commission
» le plus efficace moyen de rendre aux Fran-
» çais l'énergie nécessaire à leur propre dé-
» fense.... »

On demande aussitôt l'impression du rapport, et il s'engage, sur cette proposition, en comité secret, une discussion animée, orageuse même. Toutefois le parti de la cour ne peut rallier qu'une minorité foible, et l'impression est votée à une majorité imposante; elle est encore décrétée le lendemain en séance publique, malgré les manœuvres du président et du parti dévoué à la cour. Ainsi alloit être assuré, dans l'opinion, le triomphe de la commission extraordinaire et du corps législatif lui-même, quand, le 30 décembre, la salle de ses séances se trouva tout à coup fermée et gardée par des soldats.

Ce coup d'autorité, frappé au sein de la capitale, y fut, pour ainsi dire, le dernier effort de la tyrannie expirante.

Les propositions sages, les représentations respectueuses qu'avoit inspiré à la commission extraordinaire le patriotisme le plus éclairé, le plus pur, venoient d'être considérées, par les ministres de Napoléon, et par Napoléon lui-même, comme un attentat à l'autorité impériale, tant les serviteurs du trône étoient descendus au dernier degré d'avilissement.

Les uns avoient proposé, en conseil privé, l'arrestation des membres de la commission; d'autres avoient réclamé des mesures promptes contre *les factieux*. Napoléon s'étoit arrêté à l'ajournement du Corps Législatif, et à la suppression, comme incendiaire, de son rapport imprimé.

Ainsi, redoutant plus encore des représentations légales que les désastres mêmes de la guerre, Napoléon chasse outrageusement, à la face de la France, les députés, parce qu'une fois ils ont osé lui dire la vérité avec autant de dignité que de ménagement.

Là ne se borne point sa vengeance. Le 1er janvier il foudroie, des marches de son trône, les représentans de la nation, dans un

discours plein d'amertume, de reproches, de menaces; discours entrecoupé, incohérent, recueilli comme un monument irréfragable du désordre et de la mobilité de ses idées.

Après avoir déclaré aux députés réunis, qu'il a fait supprimer le rapport de la commission, comme incendiaire; qu'un douzième du Corps Législatif est composé de factieux, de mauvais citoyens; que sa commission extraordinaire est de ce nombre; que le rapporteur, M. Lainé, est un traître; après s'être plaint, d'un ton brusque, que les factieux ont cherché à le noircir aux yeux de la nation, il ajoute avec véhémence : « Vous n'êtes point » les représentans de la nation, mais les repré» sentans des départemens; j'ai été choisi, » moi, par quatre millions de Français pour » monter sur ce trône; et qu'est-ce que le » trône? Du bois recouvert de velours. *Le* » *trône, c'est moi;* je suis le seul représentant » du peuple. Si je voulois vous en croire, je » céderois à l'ennemi plus qu'il ne me demande. » Vous aurez la paix dans trois mois, *ou je* » *périrai.* Je ne suis à la tête de la nation que » parce que les constitutions de l'Etat me » conviennent. Si la France exigeoit une autre » constitution, je lui dirois de chercher un

» autre roi.... Oui, je suis fier, parce que je » suis courageux ; je suis fier, parce que j'ai » fait de grandes choses !.... Retournez dans » vos foyers, et si, parmi vous, il s'en trouve » un qui fasse imprimer le rapport, je ferai » mettre cette pièce dans le Moniteur, avec des » notes que je rédigerai. En supposant même » que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me » faire des reproches publics... La France a » plus besoin de moi que je n'ai besoin de la » France (1) !.... »

Dès-lors on put juger que l'Empire étoit perdu dans les mains d'un tel chef. Séparé entièrement de la nation et dépourvu d'appuis véritables, Napoléon alloit se voir réduit aux ressorts usés de son gouvernement despotique. Sa volonté étoit incertaine, quoique violente ; et, après avoir flotté entre des résolutions fougueuses, il essaya d'appliquer aux maux de la patrie des remèdes extrêmes. Il expédia aussitôt dans les divisions militaires de l'Empire, pour présider aux levées en masse et aux autres mesures de défense intérieure, des commissaires extraordinaires, au nombre de vingt-sept, tirés de son sénat et

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. X.

du conseil d'Etat. Vouloit-il renouveler ces sanglans proconsulats qui avoient désolé les provinces pendant les orages révolutionnaires? On pouvoit le soupçonner et le craindre, ces commissaires nouveaux étant autorisés à prendre toutes les mesures de haute police, à rendre des décrets obligatoires pour tous les citoyens, à faire arrêter quiconque leur paroîtroit suspect de favoriser l'ennemi, et à le renvoyer devant des commissions militaires de leur propre création : en un mot, ils avoient aussi le droit de vie et de mort, comme les proconsuls conventionnels. Mais l'arme de la terreur, si puissante sous l'anarchie démocratique, étoit émoussée dans les mains débiles de courtisans flexibles, sans nulle énergie, accablés sous le poids de l'or et d'une responsabilité effrayante.

Aussi se bornèrent-ils, en général, à débiter des discours d'apparat, à proclamer des adresses qui respiroient la flatterie et le dévouement servile au maître dont ils n'étoient que les instrumens, quoiqu'ils fussent revêtus d'une autorité souveraine, et que le despote eût cherché, pour ainsi dire, à se multiplier lui-même. Au moment du départ des commissaires, les préfets reçurent l'ordre positif

d'organiser les levées en masse destinées à repousser et à entraver l'invasion de l'ennemi.

Napoléon, soulevant lui-même le voile qui cachoit aux Français les dangers de la patrie, fit entendre ces paroles d'alarme dans un discours public : « Le Béarn, l'Alsace, la » Franche-Comté, le Brabant, sont entamés. » Obtenons la paix par un dernier effort. » J'appelle les Français au secours des Fran» çais; j'appelle les Français de Paris, de la » Bretagne, de la Normandie, de la Cham» pagne, de la Bourgogne et des autres dépar» temens, au secours de leurs frères. A l'aspect » de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira » ou signera la paix. »

Dès-lors toute la politique de Napoléon et de ses ministres n'eut plus pour objet que de rejeter sur les alliés l'odieux des malheurs inséparables d'une guerre d'invasion. Aussi à peine les puissances confédérées eurent-elles passé le Rhin, que M. de Caulaincourt, ministre des relations extérieures de France, fut envoyé auprès des souverains confédérés. Il se présenta aux avant-postes, muni de pleins-pouvoirs pour négocier (1).

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XI.

Mais la marche des événemens leur avoit donné le sentiment de toute la force de la ligue européenne ; les principes qui avoient présidé à leurs conseils dès les premières réunions pour le salut commun venoient de recevoir tous leurs développemens, et rien n'empêchoit plus qu'ils n'exprimassent désormais les conditions nécessaires à la reconstruction de l'édifice social. Dans l'espoir que l'expérience de l'adversité, véridique conseil des rois, auroit influé sur un conquérant en butte aux reproches d'une grande nation, et témoin, pour la première fois, dans sa capitale même, des maux qu'il avoit attirés sur la France, les monarques coalisés se décidèrent à ouvrir des négociations pacifiques. Convaincus toutefois que l'essai qu'ils alloient tenter ne devoit pas compromettre la marche des opérations militaires, ils convinrent qu'elles ne seroient ni interrompues ni suspendues pendant les négociations. L'histoire du passé, et de funestes souvenirs, leur en faisoit une loi. Dans l'intervalle, c'est-à-dire, du 15 au 20 janvier, leurs plénipotentiaires et celui du gouvernement français se réunirent à Châtillon-sur-Seine.

Mais déjà l'irruption étoit devenue si formi-

dable vers les frontières de l'est, que Napoléon dut craindre un débordement tel qu'à peine lui resteroit-il le temps de rassembler à la hâte les débris de ses armées pour couvrir sa propre capitale.

FIN DU LIVRE DEUXIÈME.

LIVRE TROISIÈME.

Passage du Rhin par le corps russe du général Wittgenstein. — Passage du Rhin par l'armée de Silésie. — Prise de Coblentz. — Investissement de Mayence. — Retraite du maréchal Victor et du maréchal Marmont. — Passage du Rhin par le prince royal de Wurtemberg. — Entrée du général comte de Wrede à Colmar. — Entrée des alliés à Vesoul. — Description de la chaîne des Vosges. — Marche combinée des alliés. — Ils forcent les défilés des Vosges. — Irruption des cosaques. — Combats de Sainte-Marguerite et de Saint-Dié. — Entrée des alliés à Epinal. — Progrès de l'aile gauche des alliés dans les départemens du Jura, de l'Ain et du Doubs. — Investissement de Besançon. — Résistance de Bourg en Bresse, et pillage de cette ville. — Les trois souverains coalisés passent le Rhin à Bâle. — Proclamation de l'Empereur Alexandre à ses soldats. — Napoléon cherche à se populariser. — Ses promenades dans Paris. — Ses efforts pour nationaliser la guerre. — Adresse du sénat. — Marche de l'armée de Silésie sur Metz, Thionville, Pont-à-Mousson et Nancy. — Projet de défendre les villes sur la ligne d'invasion. — Langres est menacé. — Arrivée de la vieille garde dans cette ville. — Sa retraite sur Chaumont. — Prise de Langres par le général autrichien comte Giulay.

Toutes les forces autrichiennes et bavaroises formant la première ligne des armées confé-

dérées avoient passé le Rhin, entre Bâle et Schaffouse. Les Russes et leurs nombreux cosaques, les Prussiens, les Wurtembergeois et les Badois étoient en mouvement sur divers points de l'espace immense compris depuis le Brisgaw jusqu'à Wesel. Déjà l'armée prussienne, commandée par le feld-maréchal Blucher, levoit ses cantonnemens du Mein et du Necker pour opérer le passage du Rhin entre Coblentz et Manheim, tandis que le corps russe du général Wittgenstein s'ébranloit pour l'effectuer au-dessus de Strasbourg, près de Rastadt. Sur la rive opposée, depuis Strasbourg jusqu'à Coblentz, la ligne française n'étoit gardée et défendue que par des troupes découragées par les revers et affoiblies par les maladies. Mayence et les villes voisines venoient d'être frappées du fléau d'une contagion qui avoit porté le ravage et la mort parmi les débris de ces vieilles bandes françaises dont la fortune avoit trahi la valeur. Tout ce qui se trouvoit éparpillé sur la rive gauche, la Belgique exceptée, s'élevoit à peine à deux corps de dix à douze mille combattans, sous les ordres du maréchal Victor, duc de Bellune, et du maréchal Marmont, duc de Raguse. L'un occupoit la ligne intérieure établie depuis

Colmar jusqu'à Wissembourg par Schelestadt, Strasbourg et Haguenau ; l'autre s'appuyoit sur Landau, Neustadt, Durkeim, Grustadt, Mayence et Coblentz.

Comment défendre et préserver une ligne si étendue avec si peu de forces, devant un ennemi supérieur en nombre, et sur les projets duquel on n'avoit d'ailleurs aucun indice certain ? L'entrée des alliés sur le sol français par la Suisse avoit produit une si vive sensation dans toutes les provinces de la rive gauche, que l'incertitude et le trouble ne permettoient pas aux préfets, aux généraux, aux agens du gouvernement de prendre un parti décisif et uniforme. On penchoit à croire en général que les forces principales de la coalition déboucheroient successivement par les routes de Bâle, de Porentruy et de Montbéliard, qui leur ouvroient l'est et le midi de la France.

Mais l'irruption de nouvelles colonnes sur presque toute la ligne du Rhin laissa enfin entrevoir le vaste plan des alliés. Dans la nuit du 1er janvier, le corps russe du général comte de Vittgenstein effectua avec succès le passage près du Fort-Louis. Dès les premières tentatives, deux cents Français, cantonnés dans l'île du Rhin, engagèrent une fusillade qui

coûta aux Russes quelques morts et plusieurs blessés ; mais des soldats hollandais passèrent du côté des Russes, et un officier français fut pris. Ne pouvant prolonger sa résistance, la garnison française abandonna l'île du Rhin à la faveur de la nuit, ainsi que les forts Vauban et Alsace, pour se replier précipitamment sur la rive gauche. Le comte de Vittgenstein fit jeter aussitôt de l'autre côté du fleuve deux régimens de cosaques qui se répandirent dans toutes les directions. Après avoir établi un pont sur un troisième bras du Rhin, ce général conduisit, en personne, toute sa cavalerie au-delà, et fut suivi bientôt par toute son infanterie, formant quinze à vingt mille hommes. Tout le pays fut à l'instant inondé de Russes et de cosaques. Les troupes françaises, éparpillées, surprises, cherchoient en opérant leur retraite à se rallier au gros de leurs forces. Le général comte Pahlen, à la tête de l'avant-garde russe, occupa sans coup férir Lauterbourg, Haguenau, Vauzenau, et, poursuivant ses succès, il marcha sur Saverne. Le maréchal duc de Bellune, forcé de se replier devant des forces si imposantes, manœuvra aussitôt pour occuper les débouchés des Vosges, entre Saverne et la montagne du Ballon d'Al-

sace. Le général Ségur favorisa ce mouvement rétrograde en soutenant, contre deux régimens de cosaques, un combat dans les gorges de Saverne. Le comte de Vittgenstein poussoit aussi ses détachemens sur Strasbourg même et sur Schelestadt pour se lier aux divisions austro-bavaroises du général comte de Wrede. De nombreux escadrons de cavalerie se portoient sur Weissembourg, Landau et Spire.

Un autre passage du Rhin, plus formidable encore, s'effectuoit entre le Mein et le Necker, par l'armée de Silésie, formée du corps du général York, ayant sous ses ordres les divisions du prince Charles de Mecklembourg, du général Hoorn et du général Hünerbein; du corps de Kleist, composé des divisions du général Klux, du prince Auguste Ferdinand de Prusse et du général Pirch. A ces corps prussiens étoient réunis les trois corps russes des généraux Sacken, Saint-Priest et Langeron.

Ce fut le 30 décembre que le feld-maréchal Blucher leva son quartier-général de Francfort, et se porta sur la rive droite du Rhin, où tout étoit disposé pour franchir le fleuve. Le général Saint-Priest, dont le corps formoit la droite de l'armée, effectua le premier passage à Ehren-

breistein, et, faisant jeter un pont à Neuwied, une partie de ses troupes passa le fleuve sous le commandement du général Bistram, chargé d'attaquer les retranchemens français de l'autre côté de la Lahn. Après une légère résistance, ces retranchemens furent emportés, et le général Bistram se dirigea aussitôt sur Coblentz, dont il se rendit maître; il y prit sept canons et fit cinq cents prisonniers.

En même temps le comte de Langeron et le général York faisoient passer toutes leurs divisions sur des embarcations près de Caub, en présence du feld-maréchal Blucher, de cet illustre vétéran de la Prusse, dont la renommée se plaît encore à grossir les exploits. L'avant-garde surprit les postes de la rive gauche du Rhin, et s'empara immédiatement et de Baccarach et d'Ober-Wesel. Un pont de bateaux appuyé sur Ofaltz, vieux château sur une île du Rhin, fut jeté aussitôt sur l'ancien Palatinat. Le premier janvier le général Hürnebein entra dans Creutznach, et le général York le suivit avec toutes ses divisions.

Au premier avis de cette irruption subite la division française du général Ricard, qui gardoit le Rhin depuis Mayence jusqu'à Coblentz, se rallie à Simmern, dans le Hund-

aruck, espérant tenir et garder la position ; mais le colonel Heukell, marchant droit à Simmern, fait sauter les portes dans la nuit même, et s'empare de la ville, où il fait deux cents prisonniers.

Tout étoit aussi en mouvement vers Manheim. Depuis le 30 décembre le général Sacken y avoit établi son quartier-général. Là ses divisions, formant l'aile gauche de l'armée de Silésie, sont réunies sous les yeux mêmes du roi de Prusse, qui par sa présence anime tout, et donne au passage une impulsion décisive. Ce prince, le premier soldat de son armée, le digne objet de l'enthousiasme des Prussiens par sa bienveillance pleine de dignité, par sa simplicité, par son air affable, par son vif intérêt pour le bonheur et pour l'indépendance de son pays, alloit recevoir de ses sujets les témoignages d'un amour véritable dans leurs efforts pour lui assurer l'héritage du grand Frédéric.

Une centaine d'embarcations sur le Necker et un nouveau pont de bateaux étoient prêts pour effectuer le passage en face de Manheim ; quatre à cinq cents bateliers se trouvoient à leur poste. Le jour de l'An les généraux Sass et Telezien se jettent dans les embarcations

avec deux divisions d'infanterie. Au point du jour la flotille lève l'ancre, et passe à la faveur du brouillard devant le front de la redoute française, située en face du Necker, dans la forêt de Frisenheim. Un silence profond règne sur toute la flotille, qui arrive sur les avant-postes français avant d'avoir été aperçue. Mais bientôt l'alarme se répand sur toute la ligne française; un combat opiniâtre s'engage et s'étend jusqu'au canal de Frankenthal. L'artillerie ouvre son feu sur les embarcations; mais sans y causer de ravage, tant le débarquement s'effectue avec précision et ensemble. Quatre canons et deux obusiers défendoient les retranchemens et les redoutes, entourés d'un fossé profond avec des ponts-levis, le front hérissé de palissades, les flancs et les derrières couverts par des abattis et des corps-de-garde avancés.

La résistance des troupes françaises fut digne de leur valeur accoutumée. Plusieurs Russes laissèrent la vie aux pieds des retranchemens; mais après trois attaques successives les alliés s'en rendirent maîtres. Six canons et près de six cents prisonniers furent le prix de leur victoire. Dix mille Russes avoient passé le Rhin en moins d'une heure. Bientôt les cosaques

escarmouchèrent jusqu'à Frankenthal, éclairant la route de Spire et celle de Worms. Le général Sacken marcha avec la totalité de ses forces dans la même direction. Il détacha le général prince Biron de Courlande, qui fut chargé d'ouvrir, par Altzey, la communication avec les deux corps d'armée de Langeron et d'York. Ainsi, en vingt-quatre heures, plus de quarante mille hommes, dont dix mille de cavalerie, se trouvèrent au-delà du Rhin, protégés par des têtes de pont, à la suite d'un passage qui, par sa rapidité et par sa résolution, mérite d'être consigné dans les annales militaires de l'Europe.

Tranquille jusques alors dans ses cantonnemens, le maréchal duc de Raguse n'avoit reçu qu'après l'événement le premier avis du passage des alliés. Il rassemble aussitôt ses troupes, et arrive à Neustadt avec son avant-garde, quand les cosaques paroissoient déjà sur la route de Manheim. Le maréchal détache plusieurs escadrons de cavalerie légère pour les repousser; rien ne peut plus s'opposer à l'irruption. En vain le maréchal veut tenir sur les hauteurs entre Turckeim et Ellestadt; l'infériorité de ses forces est telle, qu'il se voit contraint d'abandonner ses positions, et de

laisser derrière lui un grand nombre de malades et de blessés.

Le général Langeron s'étoit dirigé sur Bingen, qu'il trouva occupé; il s'en empara le 3 janvier, et marcha aussitôt vers Mayence. Dès lors la communication entre cette place et l'empire français fut interrompue. Réduit à un corps de troupes incapable d'opposer aucune résistance efficace, le duc de Raguse réunit ses colonnes et prit position aux pieds des Vosges vers la Sarre, après avoir perdu, dans sa retraite précipitée, plusieurs canons et quinze cents hommes. Le 4 janvier l'armée de Silésie étoit déjà en possession de tout le pays situé entre Manheim et la Moselle. Napoléon et ses généraux s'étoient si peu attendus à ce brusque passage du Rhin par l'armée prussienne, que les autorités de la rive gauche n'eurent pas le temps d'exécuter la levée en masse, soit dans les campagnes, soit dans les villes; partout où l'on fit l'essai de cette mesure de désespoir, les peuples s'y refusèrent, ne voulant pas sans doute combler la mesure des maux qu'entraîne une résistance qu'ils jugeoient inutile. Les routes étoient couvertes de déserteurs et de conscrits réfractaires auxquels les

généraux alliés assuroient une retraite dans les pays envahis (1).

Ainsi, Napoléon n'ayant pu rassembler des forces suffisantes pour défendre le Rhin et les Vosges, les alliés effectuèrent leur irruption sans obstacle, sur plusieurs colonnes, et en échelons; toutefois ils y apportèrent plus de précaution, plus de lenteur vers la Franche-Comté et vers l'Alsace, dans la crainte de surprise ou de levée en masse.

Le jour même de son entrée sur le sol français le feld-maréchal Blucher fit répandre la proclamation suivante, adressée aux habitans de la rive gauche du Rhin :

« J'ai fait passer le Rhin à l'armée de Silésie » pour rétablir la liberté et l'indépendance » des nations, pour conquérir la paix. L'em» pereur Napoléon a réuni à l'empire français » la Hollande, une partie de l'Allemagne et de » l'Italie; il a déclaré qu'il ne céderoit aucun vil» lage de ses conquêtes, quand même l'ennemi » occuperoit les hauteurs qui dominent Paris.

» C'est contre cette déclaration et ces prin» cipes que marchent les armées de toutes » les puissances européennes.

(1) Voyez Pièces justificatives, No. XII.

» Voulez-vous défendre ces principes, met-
» tez-vous dans les rangs des armées de l'em-
» pereur Napoléon, et essayez encore de com-
» battre contre la juste cause que la Providence
» protége si évidemment.

» Si vous ne voulez pas, vous trouverez
» protection en nous. Je vous assurerai vos
» propriétés. Tout habitant des villes ou des
» campagnes doit rester tranquille chez lui,
» tout employé à son poste, et continuer ses
» fonctions.

» Du moment de l'entrée des troupes alliées,
» toute communication avec l'empire français
» devra cesser; tous ceux qui ne se conforme-
» ront pas à cet ordre, seront coupables de
» trahison envers les puissances alliées; ils
» seront traduits devant un conseil de guerre,
» et punis de mort (1). »

Mais aucune opposition, aucune résistance n'apportoit d'obstacle aux progrès de l'armée de Silésie et du corps russe de Wittgenstein.

Malgré le mauvais état des routes et la dureté de la saison, le feld-maréchal Blucher étoit déjà maître de Kreutznack le 4 janvier;

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XIII.

il y établissoit son quartier-général, tandis que les avant-postes du général York se portoient sur la Lauter, et que le général Langeron formoit le blocus de Mayence.

Entre Bâle et Béfort les colonnes austro-bavaroises n'avoient pénétré qu'après s'être assurées de leur communication avec le Rhin. Le quartier-général du maréchal Schwartzenberg étoit à Altkirch. Ce prince ordonna au général Bianchi d'investir Béfort, et de relever, devant cette place, le général de Wrede, qui se dirigea aussitôt sur Colmar. Le général Bianchi poussa ses détachemens jusqu'aux portes de Vesoul. Le comte de Wrede fit son entrée à Colmar le 4 janvier. A l'approche du corps bavarois sous ses ordres, le préfet du Haut-Rhin avoit abandonné son poste. Le général confia aussitôt l'administration du département à une commission composée de l'ordonnateur Kneps et du baron de Stengel; il pourvut, par deux proclamations, à ce que le cours de l'administration et de la justice ne fût point interrompu (1).

Le corps wurtembergeois ayant passé le

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XIV.

Rhin à Maerks, au-dessous d'Huningue, le prince royal de Wurtemberg dirigea aussitôt sa marche pour opérer sa jonction avec le général comte de Wrede, et agir de concert.

Huningue, Béfort, Schelestadt et la citadelle de Colmar n'étoient que bloqués. Neuf-Brisach et le fort Mortier venoient d'être cernés par un détachement wurtembergeois : la garnison française tenta vainement une sortie ; elle fut repoussée par le major Reinhart. La garnison de Béfort fut aussi repoussée le 5 janvier. La marche des colonnes vers les Vosges n'étoit point interrompue par ces différens blocus ; les places pouvant être tournées avec une extrême facilité par des troupes aussi nombreuses qu'aguerries.

Le 4 janvier le lieutenant-colonel Latour fit son entrée à Vesoul, chef-lieu du département de la Haute-Saône. Le préfet, les autorités et les employés venoient d'en sortir à la hâte, abandonnant des magasins de fourrages et une centaine de soldats malades. Leur fuite se fit aux acclamations des habitans des campagnes voisines, et ils purent juger par là des dispositions et de l'attitude des peuples de la Franche-Comté, qui regardoient généralement l'invasion comme une délivrance. Le comte

de Latour divisa le gros de son avant-garde en trois corps, pour observer à la fois les routes de Besançon, de Gray et de Luxeuil. Un détachement poussa jusqu'à Baune-les-Dames.

Le général russe comte de Wittgenstein, qui venoit d'envahir l'Alsace, alloit communiquer par sa droite avec le général Blucher, et par sa gauche avec le général comte de Wrede, qui s'avançoit de Colmar vers Schelestadt. Un corps de mille cosaques étoit détaché d'Altkirch vers Remiremont et Epinal, pour faire des reconnoissances dans la vallée de la Moselle. Les opérations combinées des colonnes austro-bavaroises, wurtembergeoises et russes, avoient pour principal objet de s'emparer de toute la chaîne des Vosges, concurremment avec l'armée de Silésie. Tous les regards se portoient vers cette barrière naturelle de l'ancienne France, qui sépare l'Alsace de la Lorraine.

Les Vosges commencent aux environs de Giromagny et d'Epinal, s'étendent, par Saint-Dié, Saverne, Phalsebourg et Biche, jusqu'aux environs de Kayserlautern, où elles prennent le nom de Mont-Tonnerre. Au nord elles se prolongent jusqu'à Bingen, et là res-

serrent le cours du Rhin par une barrière de rochers. Au sud elles se réunissent au Mont-Jura par une chaîne de collines, sur le revers desquelles est situé Béfort. Les pentes vers l'Alsace et vers le Rhin sont très-escarpées; au contraire, du côté de la Lorraine et de la Moselle, le terrain se soutient long-temps à un niveau élevé. Les sommets des Vosges doivent à leurs formes arrondies le nom de *ballons*. La montagne qui porte particulièrement le nom de ballon de Quebwille s'élève à deux cents mètres au-dessus de la plaine de Colmar. Là, dans ces vallées où se font remarquer tant d'aspects pittoresques, on voit disparoître le monotone spectacle des plaines qui occupent la France centrale. Ce pays agreste est habité par une race de montagnards belliqueux, que Napoléon croyoit pouvoir armer pour repousser les nations du Nord, liguées contre sa prépondérance.

On se demandoit si, n'ayant pu garantir le Rhin, il défendroit au moins les Vosges? N'étoit-ce pas un devoir impérieux? car les destinées de son empire, une fois ces défilés forcés, pouvoient dépendre d'une seule bataille livrée dans les plaines de la Champagne. C'étoit en vain que les maréchaux Vic-

tor et Marmont avoient réclamé des renforts, sans lesquels il falloit renoncer à défendre cette barrière naturelle. Napoléon ne pouvoit envoyer de secours ; il n'avoit point encore d'armée : mais telle étoit l'impudence des gazetiers de la capitale, qu'ils proclamoient avec emphase et la levée en masse des Vosgiens, et l'arrivée à Epinal de trente mille hommes tirés des garnisons de Metz et de Nanci.

Le gouvernement avoit ordonné, il est vrai, l'insurrection de l'Alsace, des Vosges, de la Haute-Saône, du Jura, du Doubs et du Mont-Blanc, mesure qui tendoit à faire armer la population par tiers. A l'approche du danger le préfet des Vosges avoit fait un appel aux montagnards ; mais ces hommes agrestes, ne se voyant pas soutenus par une armée régulière capable de couvrir la Lorraine, et rebutés d'ailleurs par un si long despotisme, opposoient aux provocations d'un élan national la force d'inertie devant laquelle viennent échouer tous les efforts du pouvoir.

Déjà les alliés avoient jeté quelques partis dans les Vosges. Le maréchal Victor, duc de Bellune, concentra ses forces entre Molsheim et Obernay, espérant s'y maintenir s'il recevoit des renforts ; mais, se voyant abandonné, il se

replia sur Bacarat. L'hettman Platow, dont les cosaques formoient l'avant-garde du corps russe de Wittgenstein, le suivit avec quelques milliers de ses troupes légères. A Rambervilliers, le général Grekow, à la tête des éclaireurs, fut attaqué et repoussé par le général Montelegier; mais, les cosaques arrivant en force, le mouvement de retraite du corps français continua sur toute la ligne.

Cependant le général Duhesme occupoit Saint-Dié, où se dirigeoit en force le général Deroi, d'après les instructions du général comte de Wrede. A l'approche de l'avant-garde bavaroise la division française prit position en-deçà de Saint-Dié, résolue d'opposer aux alliés une vigoureuse résistance. A peine les Bavarois ont-ils pénétré à Saint-Dié, que la cavalerie du général Milhaud, soutenue par de l'infanterie et par quelques pièces de canon, prend l'offensive. L'avant-garde des alliés cède le terrain et rétrograde par le village de Sainte-Marguerite, qui est à l'instant occupé par les Français. Ce mouvement, qui devoit les conduire à s'emparer des débouchés des Vosges dans la vallée du Rhin, échoua par l'arrivée du général Deroi avec toute sa brigade. Il la met en bataille, et donne l'ordre

de reprendre de vive force le village de Sainte-Marguerite. Le combat est à peine commencé, qu'une balle le frappe à la cuisse. Sa blessure le force de laisser le commandement au colonel Freyberg, qui, plein de zèle, attaque les Français sur toute la ligne, les repousse devant lui, et rentre à Sainte-Marguerite après avoir fait une centaine de prisonniers. La division Duhesme, en retraite, prend position à Raon-l'Etape. Maître alors de Saint-Dié, le colonel Freyberg envoie de fortes patrouilles sur la route de Lunéville, suit et observe le mouvement rétrograde des colonnes françaises. Le général comte de Wrede vient occuper lui-même Saint-Dié avec le gros des forces bavaroises; il s'empare immédiatement des défilés de Bonhomme et de Sainte-Marie-aux-Mines, et avance avec son corps jusqu'à Rambervilliers et Bruyères.

De son côté le prince royal de Wurtemberg, à la tête du 4ᵉ corps, arrivoit, le 10 janvier, à Remiremont. Là il apprend qu'une division de quatre mille hommes, composée principalement d'une partie de la jeune garde impériale, occupe Epinal; il prend la résolution de l'attaquer le 12, et marche en avant, secondé par l'hettman Platow, qui, longeant

la droite des Français, se dirige vers Charmes pour leur couper la retraite. Quelques centaines de Vosgiens, qu'on avoit armés à la hâte, s'étant dispersées, il n'y eut plus à Epinal aucun espoir d'opposer de résistance locale au débordement des cosaques, dont le nom seul répandoit la terreur. Epinal fut abandonné. Le prince royal de Wurtemberg se mit à la poursuite des colonnes françaises, précédé par l'avant-garde des cosaques. Le général Grekow, qui la commandoit, arriva sur le flanc des Français pendant qu'ils se replioient sur Thaon, chargea leur cavalerie, la dispersa, et fit quelques prisonniers; mais l'artillerie légère, arrêtée par le mauvais état des chemins à travers les forêts des Vosges, n'arriva que vers la fin du jour, et ce retard nuisit au succès de la poursuite.

Cependant le prince Scherbatoff, qui s'étoit porté d'Epinal à Charmes, rencontra quatre colonnes d'infanterie et cinq escadrons, protégés par de l'artillerie volante; il se replia à son tour, la cavalerie française chargeant avec intrépidité. Mais les forces de l'hettman et du prince Royal arrivèrent. Le général Kaisarow, abordant les derniers carrés de l'infanterie française, mit ses pièces en po-

sition, et foudroya les carrés à mitraille. Les routes furent jonchées de morts, couvertes de blessés, de bagages, d'armes jetées çà et là. Le maréchal duc de Bellune continua son mouvement rétrograde sur Lunéville. Ainsi, les Vosges étoient forcées dans toutes les directions; et tout le pays, sur la droite du prince Schwartzenberg, se trouvoit libre (1).

Le progrès des alliés fut tout aussi rapide sur leur gauche. Le général comte Bubna quitta Genève, et y laissa en seconde ligne un détachement commandé par le général Zachmeister; il se mit en marche avec sa division, et pénétra dans le département du Jura, défendu seulement par les châteaux de Joux et de Salins. Après avoir franchi les défilés du Jura, il fit son entrée à Poligny le 5 janvier. La cavalerie hongroise couvrit aussitôt le pays. L'avant-garde s'approchoit d'Arbois, et un détachement se dirigeoit sur Lons-le-Saulnier, chef-lieu du département. Déjà le fort Salins étoit cerné par le général Scheiter.

Sur un autre point, le capitaine Beseredy, des hussards de l'empereur d'Autriche, força

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XV.

le pont du Doubs, près de Dole, et contraignit, après un combat de deux heures, le général Lambert à évacuer cette ville.

En même temps la division autrichienne du prince de Lichtenstein se dirigeoit sur Besançon, et alloit être aux prises avec le général Merulaz; elle jetoit des partis dans toutes les directions du département du Doubs. Dès le 9 janvier la réserve autrichienne, commandée par le prince héréditaire de Hesse-Hombourg, venant de Dole, completta l'investissement de la forteresse de Besançon, défendue par huit mille hommes.

Sorti de Genève avec l'arrière-garde du corps de Bubna, le général Zachmeister attaquoit le fort l'Ecluse sur la route de Lyon, et s'en emparoit. Cette reddition précipitée fut regardée comme un événement heureux pour Genève, alors le point d'appui de l'aile gauche des alliés. Maîtres du fort l'Ecluse, les Autrichiens alloient pousser désormais leurs détachemens sur la route de Lyon. Ils s'emparoient aussi de la rive droite de la Saône, et envoyoient de la cavalerie vers Châlons et Mâcon, tandis qu'ils pénétroient de toutes parts dans le département de l'Ain. Déjà les hussards de Lichtenstein escarmouchoient sur

la route de Lyon à Nantua ; ils forcèrent un poste de gendarmes à cheval de se replier sur un détachement d'infanterie. Nantua fut occupé. Bourg-en-Bresse opposa de la résistance : excités par les agens de Napoléon, les habitans prirent imprudemment les armes ; ils livrèrent un combat de tirailleurs dans le faubourg, tenant en échec quinze cents Autrichiens ; ils ne respectèrent pas même leur parlementaire, qui fut tué d'un coup de fusil. La ville succomba. Usant du droit de la guerre, les généraux ennemis permirent le pillage pendant quelques heures, mais sans pousser au-delà leur vengeance.

Le 14 janvier le général comte Bubna adressa aux habitans du département de l'Ain une proclamation, dans laquelle il leur reprochoit d'avoir pris les armes au mépris des lois de la guerre, qui, par cette infraction, mettoient à sa discrétion leur vie et leurs fortunes ; mais, dédaignant la vengeance, il offroit un pardon général, et invitoit ceux des habitans qui avoient fui à rentrer dans leurs foyers.

Le généralissime prince Schwartzenberg, prévoyant les effets d'une résistance contraire aux usages de l'Europe, avoit déclaré, dans

un ordre du jour du 8 janvier (1), que ménagement et protection seroient accordés aux Français paisibles ; mais que tout habitant des villes et des campagnes, pris les armes à la main, et ne faisant point partie de l'armée, seroit puni de mort. Il prévenoit en outre qu'on livreroit aux flammes les villes dont les habitans opposeroient de la résistance.

Malheureusement c'étoient les Français, ou plutôt leur empereur, qui avoit mis en usage ce code terrible contre les nations subjuguées par ses armes ; et c'étoit contre les Français eux-mêmes que pouvoit s'exercer alors le droit sévère de représailles : mais tous les ménagemens qui purent l'adoucir furent employés par le généralissime prince Schwartzenberg ; il s'efforça de maintenir la discipline dans son armée, en faisant réprimer avec rigueur tous les actes de violence et de rapine.

Cependant les trois monarques chefs de la ligue européenne, l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, animés du noble désir de pacifier l'Europe, se dirigeoient sur Basle pour s'y réunir et

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XVI.

pour agir de concert dans cette campagne décisive. L'empereur Alexandre étoit arrivé de Fribourg à Lœrrach le 11 janvier; il passa le Rhin le 13, accompagné du roi de Prusse, avec les deux divisions des gardes russes, l'infanterie de la garde prussienne, un régiment badois de la garde, suivis de l'artillerie de réserve, et d'autres troupes formant la fleur et l'élite des armées confédérées. L'histoire doit conserver le souvenir de ce passage du Rhin par le czar de toutes les Russies, d'autant plus remarquable, qu'il vint correspondre au jour anniversaire du passage du Niémen par le même monarque, après la délivrance de ses Etats.

L'empereur d'Autriche, qui étoit arrivé à Basle le jour précédent, alla au-devant de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse, et ces trois souverains firent à cheval leur entrée dans la ville de Basle, à la tête des gardes russes et prussiennes, et de quelques régimens de réserve. Les troupes défilèrent devant les trois monarques confédérés, et firent ensuite une marche de plusieurs lieues dans la direction de Montbéliard (1).

(1) Voyez Pièces justificatives, No. XVII.

Le czar avoit fait connoître à son armée l'expression magnanime de sa volonté, par l'ordre du jour suivant, publié à Fribourg le 8 janvier :

« Soldats,

» Votre constance et votre valeur vous ont » conduits des rives de l'Oka aux bords du » Rhin : de nouveaux succès vous attendent; » nous allons passer le Rhin, et pénétrer dans » un pays qui nous fait depuis long-temps une » guerre cruelle. Nous avons sauvé et illustré » notre patrie ; nous avons rendu à l'Europe » sa liberté et son indépendance : il nous reste » encore à couronner ces faits éclatans par » une paix solide, objet de tous les désirs. » Que le repos et le contentement renaissent » enfin sur la terre ; que chaque peuple re- » trouve le bonheur dans ses lois, sous son » gouvernement, et que la religion, les arts, » les sciences, le commerce refleurissent de » nouveau pour le bien général des peuples : » tel est notre vœu le plus cher. Il est temps » enfin de mettre un terme à la guerre et à » la destruction.

» En pénétrant dans nos provinces, Na- » poléon nous a fait éprouver ses fureurs, » mais il en a reçu un châtiment terrible ; le

» courroux céleste l'a frappé : ne l'imitons pas ; » l'inhumanité ne peut plaire à l'Etre su» prême. Oublions le mal que nous a fait » l'ennemi, et offrons-lui paix et amitié. » L'honneur des armes russes consiste à vaincre » et à pardonner au vaincu comme à un frère : » c'est le principe que notre sainte religion a » gravé dans nos cœurs. Aimez vos ennemis, » et faites-leur tout le bien que vous pourrez ; » c'est un précepte divin. . . . . .

» Une conduite généreuse contribuera au» tant à vos succès que la force même de vos » armes. Oui, soldats, votre valeur contre » ceux qui résisteront, et votre charité chré» tienne envers les paisibles habitans, met» tront, je n'en doute pas, un terme à vos » longues fatigues, et vous acquerront la gloire » d'un peuple brave et vertueux. C'est en exé» cutant mes ordres suprêmes que vous ob» tiendrez la paix universelle, objet constant de » mes vœux. Votre obéissance et le zèle de » vos chefs sont des garans certains que vous » ne ternirez pas la bonne réputation que » vous vous êtes acquise. »

A cette expression noble et calme de la pieuse modération de l'empereur de Russie, qu'opposoit le dominateur de la France ? Des

déclamations, des diatribes, dont ses journalistes étoient les organes.

« Les manifestes des coalisés, disoient-ils, » n'ont d'autre but que de paralyser l'énergie » de la nation française, en essayant de lui » persuader que son gouvernement refuse des » propositions justes, généreuses et libérales : » n'est-ce pas la discorde elle-même qui, pre- » nant les couleurs de la paix, a jeté au milieu » de la France l'amorce trompeuse de la dé- » claration de Francfort ?

» Quand l'empereur Napoléon marchoit à » la tête de la confédération des rois contre la » Russie, le seul allié que l'Angleterre eût » alors, il exerçoit sans doute une énorme » prépondérance hors des limites de son em- » pire ; mais les élémens se déclarent contre » lui, ses alliés l'abandonnent tour à tour, ils » unissent leurs armées à celles de la Russie, » et marchent eux-mêmes contre la France » rentrée dans ses limites naturelles. Cette » prépondérance n'a-t-elle pas changé de » mains ? N'est-elle pas exercée aujourd'hui » par une puissance qui entraîne avec elle » toutes les nations de l'Europe, et qui les » précipite sur un peuple qui ne veut plus dé- » fendre que son territoire ? Ainsi la Russie,

» qui depuis un siècle a successivement écrasé » la Suède, partagé la Pologne, dévoré la » Crimée, menacé le Caucase, et convoité » le trône de Constantinople; la Russie, qui » gouverne aujourd'hui la Saxe, maîtrise la » Prusse, et peut-être toute l'Allemagne; la » Russie, qui jette en France ses légions asia- » tiques; la Russie déclare qu'elle fait la guerre » à la prépondérance de l'empereur Napoléon » en Europe!

» Ce que proclament les puissances est » en contradiction manifeste avec ce qu'elles » veulent.

» Les alliés passent le Rhin aujourd'hui, » et c'est après avoir protesté hautement qu'ils » ne prenoient les armes que pour repousser » les Français au-delà de ce fleuve. Ils occupent » le territoire de l'Helvétie, et c'est après » avoir annoncé à l'Europe que leurs armées » respecteroient l'antique indépendance des » Suisses.

» Ainsi leurs fastueuses déclarations ne res- » pirent que la paix et le bonheur, tandis » que leur invasion apporte le ravage et la » mort.

» Méfions-nous d'un ennemi qui se fait pré- » céder par des proclamations fallacieuses,

» pour nous affoiblir par la désunion, et pour
» nous comprimer par la terreur; soyons
» sourds à ses promesses comme à ses me-
» naces, et qu'il apprenne qu'on ne peut pas
» plus nous séduire que nous diviser. »

Mais ces récriminations, forgées pour obscurcir la vérité, ne pouvoient séduire une nation accablée sous le poids des calamités de la guerre. Si des deux côtés on s'efforçoit de conquérir l'opinion, c'est que les armes seules ne pouvoient assurer le triomphe, car les destinées de la terre alloient dépendre cette fois des dispositions morales des peuples.

L'arrivée des souverains coalisés sur la rive gauche du Rhin; la ligne de direction suivie par le quartier-général du prince Schwartzenberg, qui, de Montbéliard, se portoit sur Vesoul; la marche rapide de l'armée de Silésie et des corps russes, qui de toutes parts forçoient les défilés des Vosges, tout annonçoit une campagne féconde en événemens décisifs.

Les mouvemens offensifs des armées alliées depuis Gluckstadt jusqu'à Chambéry sembloient dériver d'un vaste plan dont le principe et le concert s'étendoient même jusqu'à l'armée britannique du Béarn, commandée

par lord Wellington. Les troupes françaises étoient loin de présenter un tel ensemble; foibles en nombre, et partout en retraite, elles manquoient de lien mutuel et de point central.

Leur chef suprême, celui qui les avoit si souvent conduites à la victoire; celui qui n'avoit cessé de tourmenter l'Europe par son activité fatigante, assistoit, du fond de son palais, à l'envahissement de la France; sa nonchalance inouïe excitoit l'étonnement, et provoquoit l'indignation. Les flatteurs du trône assuroient toutefois que Napoléon exécutoit *dans un silence magnanime* des prodiges d'activité et de vigilance, plus surprenans peut-être que ses plus brillans succès; ils présentoient l'organisation de la garde nationale parisienne comme une de ces grandes pensées qui enchaînent la confiance, tandis qu'on savoit généralement que Napoléon avoit long-temps résisté à l'armement des Parisiens. Ils les regardoient en effet comme des ennemis secrets de sa puissance, et il environna de précautions minutieuses la formation de leurs légions municipales.

On le vit cependant, après avoir brisé le corps législatif, chercher de nouveaux appuis

dans l'opinion publique. Il l'avoit constamment bravée, et pour la première fois peut-être il s'efforçoit de la reconquérir, à la vérité par des déclarations astucieuses et par des démarches hypocrites qui n'ont que trop d'effet chez un peuple léger et crédule.

C'est ainsi que, sortant brusquement du château des Tuileries, il parcourut à cheval les rues et les places publiques de la capitale, sans gardes, mais environné d'agens de police, de gendarmes déguisés qui veilloient sur sa personne; c'est ainsi qu'il affecta de s'entretenir avec les pauvres, avec les ouvriers, répandant même l'or à pleines mains dans les classes rebut de la société, et qui sembloient le repousser lui-même, car la contrainte perçoit à travers sa fausse popularité; c'est ainsi qu'il feignit d'invoquer la confiance de la nation, en déclarant qu'il ne s'agissoit plus de faire ni de recouvrer des conquêtes, mais d'obtenir la paix, basée sur la conservation de l'intégrité du territoire.

Dans une adresse concertée, son sénat eut soin de faire ressortir ce changement de politique, ou plutôt cet aveu des vicissitudes de la fortune.

« La puissance, dit l'orateur, s'affermit en

» se bornant, et l'art de ménager le bonheur » des peuples est la première politique des rois; » car les empires ont, comme les hommes, » leurs jours de deuil et de prospérité.

» L'ennemi vient d'envahir notre territoire, » et veut pénétrer jusque dans nos provinces; » mais c'est dans les grandes circonstances » qu'on reconnoît les grandes nations. »

Les adresses du sénat et les déclarations du gouvernement étoient paraphrasées par ses commissaires extraordinaires envoyés dans les provinces.

« Les alliés, disoit le sénateur Monge, dé- » légué à Liége, les alliés veulent déchirer, » accabler, détruire la nation française; et » s'ils n'attaquent en apparence que le gou- » vernement, c'est qu'ils savent que la France » n'existeroit plus en corps de nation, si la » clef de la voûte manquoit à l'édifice. »

Napoléon, affectant plus de sécurité, fit une énumération pompeuse des corps d'armées et des camps de réserve qui se formoient à Meaux, à Soissons, à Troyes, à Arcis-sur-Aube; ces camps alloient être renforcés par les gardes nationales qui arrivoient de tous côtés à la défense de la patrie, par cent escadrons de cavalerie de réserve, rassemblés

à Meaux et à Châlons; par un parc de six cents pièces de canon déjà réunies à Châlons-sur-Marne.

« L'instant du ralliement général approche, » s'écrioient les journalistes, organes du gou- » vernement; encore quelques jours de pa- » tience, le signal va se faire entendre, et » alors malheur aux vaincus!

» Que les échos des Alpes et les grottes du » Rhin répètent ce cri universel : *Aux armes!* » *aux armes! la paix est dans notre courage!* » Que chaque province soit un camp, et que » la France n'ait plus d'autres citoyens que » des soldats. »

Ainsi le danger n'étoit avoué que dans l'espérance qu'il produiroit un mouvement national. « Il seroit exécuté depuis un mois, » ajoutoient les salariés de Napoléon, si nous » avions été moins confians dans l'apparente » modération de l'ennemi. Qui pouvoit penser » qu'au lieu d'assurer le repos du Monde, les » alliés, sourds aux cris de l'Europe désolée, » voudroient envahir le territoire sacré de la » France? Ont-ils oublié que de longs revers » les ont accablés, pour avoir formé le projet » insensé de la démembrer? C'est pour ar- » rêter l'énergie nationale, c'est pour em-

» pêcher l'unanimité des sentimens qu'ils se
» font précéder par des proclamations men-
» songères. »

Les écrits se pressoient comme les événemens. Depuis les bouches de l'Escaut jusqu'aux rives de l'Adour, toutes les armées de la coalition marchoient vers le centre de la France. Dès le 10 janvier le feld-maréchal Blucher avoit son armée répandue tout le long de la Moselle, depuis Trèves jusqu'aux portes de Nancy, et le duc de Raguse étoit en pleine retraite entre la Sarre et la Meuse.

Il avoit d'abord occupé les défilés de Kaiserlautern; mais il s'étoit vu bientôt dans la nécessité de se replier à marches forcées, pour éviter que l'armée de Silésie ne pénétrât sur ses derrières par les montagnes des Vosges. En se retirant en hâte sur la Sarre, il avoit rompu tous les ponts et fait mettre en état de défense Sarrelouis et Bitche; mais, le 9 janvier, le major-général Kopoff fit passer la Sarre aux cosaques, non loin de Sarreguemines, dont il s'empara; le pont fut aussitôt rétabli. Le feld-maréchal Blucher, en personne, fit aussi jeter un pont à Blidestroff, dans l'intention d'y faire passer sa cavalerie, pour attaquer le duc de Raguse. Ce général, soupçonnant l'inten-

tion de son adversaire, abandonna sa position de la Sarre le 10 à minuit, et se mit en retraite sur Saint-Avold. Les ponts de Sarrebruck et de Sarreguemines ayant été rétablis vers midi, la cavalerie et l'avant-garde prussiennes se mirent aussitôt en marche, et rencontrèrent l'arrière-garde française à Saint-Avold; le premier bataillon du dixième régiment de réserve emporta la ville, tandis que le maréchal Marmont se dirigeoit en toute hâte sur Metz. Le général York le poursuivit sur cette route; il ordonna qu'on bloquât Sarrelouis, détacha une brigade contre Thionville, et une autre contre Sarrebruck (1).

Le corps d'armée du général Sacken marchoit en même temps sur Nancy et sur Pont-à-Mousson, tandis que l'avant-garde du général York poussoit le corps du maréchal Marmont jusqu'aux portes de Metz.

Poursuivi également dans les défilés des Vosges par le corps russe de Wittgenstein, par le prince royal de Wurtemberg et par le comte de Wrede, le maréchal Victor, duc de Bellune, s'étoit retiré à Void, derrière la Meuse, sur la même ligne que le maréchal Marmont.

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XVIII.

La rigueur de la saison, les mauvais chemins, les bivouacs multipliés, augmentoient le ravage des maladies parmi les troupes, déjà fatiguées par les désastres de la campagne de 1813, qui sembloient se prolonger. Les hôpitaux se trouvoient déjà encombrés sur les derrières de la ligne de retraite, et les routes étoient couvertes de chevaux morts.

Tandis que l'armée de Silésie poursuivoit sa marche d'invasion vers la Meuse et vers la Marne, les alliés prenoient également l'offensive vers l'Escaut; ils alloient obtenir ainsi, par des mouvemens combinés et sans bataille générale, l'occupation entière de la Belgique.

Le général comte Maison, nommé au commandement du premier corps de l'armée d'Anvers, s'étoit hâté de compléter l'armement de Berg-op-Zoom et des places de la rive gauche de l'Escaut. Les troupes que les alliés avoient dans le Nord étoient occupées en partie à bloquer Wesel, Noorden, Gorcum, Dwinter et le Helder, clef du Zuiderzée, que défendoit avec opiniâtreté l'amiral Werhuel, constant à la cause de Napoléon.

Cependant le général Bulow, commandant en chef le troisième corps de l'armée prussienne, prenant l'offensive, déboucha de

Breda le 11 janvier, avec dix à douze mille hommes, et se porta sur les positions de Hoogstraten et de Wartel, sur le Merk, défendues par la division française du général Roguet. L'ennemi fut d'abord arrêté sur la route de Meer; mais bientôt il redoubla ses attaques sur Loenhout et sur Hoogstraten. Les colonnes prussiennes s'emparèrent de ces deux positions au moment même où la division anglaise de sir Thomas Graham, prenant part à l'action, se portoit sur la grande route de Berg-op-Zoom à Anvers. Le général Roguet, se voyant tourné, opéra subitement sa retraite sur Winigem, sa gauche appuyée sur Merxen, près d'Anvers : un corps de troupes sortit à l'instant de la place pour le soutenir.

La journée du 12 se passa en mouvemens et en manœuvres. De nouvelles levées arrivées à Anvers permirent aux généraux français de déployer devant cette ville importante environ vingt mille hommes, sur une ligne de plusieurs lieues d'étendue.

Le 13, le général Bulow, réuni à sir Thomas Graham, se porta en force sur Winigem. Son aile droite étoit composée de Hollandais et d'Anglais, sa gauche de Russes, et le centre de Prussiens. Malgré la bravoure

des Français, les alliés forcent le village de Merxen. Les Anglais sont arrêtés à Roserdal, où ils essuient un feu meurtrier; mais ils chargent à la baïonnette la gauche de l'armée française, commandée par le général Avy, et ce général est tué dans la mêlée. Quelques fuyards se noient dans l'Escaut; d'autres soldats français, Belges de nation, passent à l'ennemi. L'armée française tout entière se replie dans Anvers. Les Prussiens et les Anglais viennent escarmoucher jusqu'aux faubourgs, que les Français démolissent à la hâte. La ville est en proie aux alarmes et à l'épouvante. L'incendie de quelques maisons de campagne et les flammes aperçues de loin, donnent lieu au faux bruit que la flotte d'Anvers vient d'être incendiée à la suite d'une vive attaque. Ces bruits se propagent de la Belgique à Paris (1).

Cependant les généraux Bulow et Graham, trouvant la place d'Anvers en état de défense, se concentrent à quelques lieues, et bientôt un mouvement hardi du général comte Maison dégage Anvers. Ce général se porte sur Louvain par la Campine et par Lierre, tandis que la division Barrois se dirige sur Arschot

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XIX.

et sur Diest, pour former une ligne de défense entre Bruxelles et la Meuse.

Anvers étoit approvisionné, et sa ligne, du côté de l'Escaut, se trouvoit dans un état formidable. Les généraux alliés cherchèrent alors, par leurs manifestes, à insurger les départemens de la Belgique, et à transformer les hostilités en une guerre de révolution.

Mais le double mouvement offensif du général Bulow vers l'Escaut, et de l'armée de Silésie vers la Meuse, alloit forcer le duc de Tarente, qui gardoit le Rhin depuis Gueldres jusqu'à Cologne, à évacuer la rive gauche du fleuve pour venir défendre l'ancienne France. Déjà Nimègue ayant été pris par le corps du général russe Winzingerode, le maréchal duc de Tarente avoit porté son quartier-général à Creveld, appuyant ainsi sa droite à la forteresse de Wesel. La fermentation étoit au comble dans les Pays-Bas; les peuples, fatigués du joug de Napoléon, provoquoient l'invasion totale des alliés. L'administration française venoit de frapper les villes et les campagnes d'une contribution extraordinaire, et contraignoit, par des exécutions militaires, les plus riches habitans à payer sans délai. Menacé à la fois par les peuples et par le corps

russe de Winzingerode, appelé d'ailleurs au secours de la France, le maréchal duc de Tarente, après avoir ordonné à ses différentes colonnes de se replier, abandonna Gueldres; il porta, le 14 janvier, son quartier-général à Maestricht, occupant Liége et Charlemont, et observant le flanc droit de l'armée de Silésie, dont les détachemens avoient poussé jusqu'à Trèves.

Le général Winzingerode épioit ce mouvement rétrograde; il effectua, le 13 janvier, le passage du Rhin à Dusseldorff, Ruhrort et Essemberg. Près de trente mille Russes se répandirent aussitôt sur la rive gauche. Une colonne de quatorze cents Français, qui tenoit encore à Neuss, se replia sur Juliers à la première approche des cosaques. Les généraux Sébastiani et Arrighi prirent la même route, après quelques légers combats contre l'avant-garde du général comte Saint-Priest, qui filoit avec sa division par Coblentz et Bonn, vers Cologne. A l'arrivée des Russes les habitans de cette dernière ville firent éclater leur joie en allant à leur rencontre, et en leur offrant des vivres.

Le 18 janvier le maréchal duc de Tarente porta son quartier-général à Namur, où tout

son corps d'armée se trouva réuni au nombre de quinze mille hommes d'infanterie et d'environ quatre mille chevaux, y compris les brigades de gendarmerie, qui se replioient de tous les points de la Belgique.

Avant de quitter Maestricht, le duc de Tarente avoit adressé à ses soldats une proclamation pour relever leur courage; elle leur annonçoit la levée des quartiers d'hiver, de nombreux renforts et de nouvelles hostilités. « C'est pour la patrie, leur dit-il, que nous » allons combattre; ne souffrez pas qu'elle » soit plus long-temps déchirée. L'empereur » et la France ont les yeux sur nous. Vaincre » ou mourir doit être notre cri de ralliement (1). »

Les généraux sentoient la nécessité d'entretenir le prestige de la gloire des armes françaises, dont un seul homme, par des entreprises insensées, étoit parvenu à obscurcir l'éclat. Napoléon lui-même ne négligeoit rien pour pallier les progrès de l'ennemi. L'abandon de la frontière des Vosges, l'évacuation de la Belgique, et le mouvement rétrograde de toutes les colonnes françaises

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XX.

étoient présentés comme le résultat de *dispositions générales*. Tel étoit l'excès de la crédulité, qu'une sorte d'opinion vulgaire regardoit la libre entrée de l'ennemi en France comme faisant partie essentielle d'un vaste plan médité par Napoléon pour anéantir d'un seul coup les armées de la ligue européenne.

Cependant l'invasion prenoit de plus en plus un caractère menaçant. Le généralissime prince Schwartzenberg venoit de porter son quartier-général à Vesoul, et le corps du général comte Giulay marchoit sur Langres.

Cette ville, l'un des points les plus élevés de la France, offroit la position la plus formidable. La montagne qui lui sert de base est une ramification des Vosges, et ajoutoit encore aux obstacles qui s'opposoient à l'invasion des provinces centrales.

Aussi Napoléon avoit-il résolu de confier à sa vieille garde la défense de Langres; elle s'y portoit, du Nord et de Paris, à marches forcées, sous les ordres du maréchal Mortier, duc de Trévise. Sur toute cette ligne, la plus menacée, les commissaires, les agens du gouvernement, excitoient les habitans des villes et des campagnes à la défense de leurs foyers; ils leur distribuoient des armes; ils

les organisoient en gardes nationales et en compagnies franches. Les instructions des émissaires secrets tendoient à compromettre les villes en faisant tirer sur les parlementaires. Ainsi la France pouvoit entrevoir les calamités qui alloient peser sur elle. Des villes riches, populeuses, florissantes, qui, depuis les troubles de la religion, c'est-à-dire, depuis trois siècles, n'avoient pas vu d'ennemis à leurs portes, alloient être exposées à toutes les horreurs de la guerre : on se disposoit à les sacrifier, avec une barbarie sans exemple, pour la cause et les intérêts d'un despote orgueilleux. A peine les alliés eurent-ils franchi le Rhin, que Napoléon expédia des officiers du génie à l'effet de lever le plan des villes situées sur toutes les routes du Rhin à la capitale de son empire. Il s'agissoit de les fortifier à la hâte pour une défense locale. A Troyes, un colonel du génie réunit les autorités, et leur communique l'aperçu des travaux pour le plan défensif : on lui objecte qu'il faudra sacrifier cinq faubourgs, et tout ravager : « Nous en avons brûlé de plus beaux, » répond-il avec un sang-froid cruel.

Langres avoit été choisi pour commencer l'exécution de ce système barbare ; la garde

nationale venoit d'y être levée et armée sous les ordres d'anciens officiers de ligne; mais dans les campagnes, la force d'inertie sembloit insurmontable.

Dans ces circonstances parurent, aux environs de Langres, les premiers éclaireurs de la cavalerie autrichienne.

Une reconnoissance placée au Fay-Billot s'étant repliée immédiatement, les habitans de Langres coururent aux armes, les portes furent fermées et confiées à une garde; toute la nuit des patrouilles circulèrent. Le lendemain, au point du jour, un parlementaire, escorté par un parti de hussards, se présente à la porte Dijon; il insiste pour entrer et pour conférer avec le maire : sommé en vain de se retirer, la garde fait feu; le parlementaire n'est pas atteint ; il s'éloigne. On vit, pendant toute la journée, des hussards caracoler sur la route. La garde nationale porta une reconnoissance jusqu'au faubourg des Anges, à un quart de lieue de la ville.

Vers cinq heures du soir un second parlementaire se présente au nom du comte de Thorn, avec deux hussards de Sczecler; trente hussards restent au bas de la côte. Un lieutenant des grenadiers de la garde nationale

fait feu sur le parlementaire : un hussard et deux chevaux restent sur la place. Les habitans, consternés, s'attendoient au sac de la ville, quand tout à coup apparoissent les têtes de colonnes de la garde impériale, arrivant par la porte Chaumont. A l'aspect de ces vieux soldats, couverts de nobles cicatrices et de décorations, récompense de leur valeur, la joie succède à la consternation. Ces braves, l'élite des vétérans de l'armée, après avoir opéré des marches longues et pénibles, s'écrient en arrivant : « Nous venons conserver » à la ville de Langres son nom de *Langres* » *la Pucelle*. »

En effet, aucun souverain ni aucun général ennemi n'y étoit jamais entré. Le 21 janvier le maréchal duc de Trévise y porte son quartier-général, et près de douze mille hommes, formant trois divisions de la vieille garde, s'y trouvent réunis. Le lendemain l'avant-garde autrichienne, composée d'infanterie et de cavalerie, est attaquée et repoussée par une reconnoissance dirigée sur Château-Vaudin, à deux lieues de Langres.

D'autres reconnoissances sur Fay-Billot et sur Gray ont aussi divers engagemens. Les vives escarmouches de Malandon et de Pirée

sont autant de préludes de combats plus décisifs.

Informé que la garde impériale venoit d'arriver à Langres, le maréchal prince Schwartzenberg jugea qu'un nombreux corps de troupes françaises alloit s'y rassembler; il se mit aussitôt en marche de Vesoul avec des forces qui pussent lui assurer le succès dans l'attaque de cette position importante. La principale armée russe, sous le commandement du général Barclay de Tolly, étoit en mesure de le soutenir.

Le corps d'armée du général comte Wittgenstein, qui se lioit par sa droite à l'armée de Silésie, et par sa gauche au général Barclay de Tolly, étoit aussi en mouvement. Les réserves russes et prussiennes filoient sur Vesoul, et l'empereur Alexandre s'y portoit avec l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse.

Cependant il n'arrivoit aucune autre troupe au secours de la vieille garde. Ce corps d'élite restera-t-il exposé aux attaques d'une armée entière, qui peut le tourner et l'accabler? Il fallut songer à se replier. Dès le 16 commença le mouvement de retraite sur Chaumont. Le maréchal Mortier laissa dans Langres deux cents hommes et quelques

pièces de canon, moins pour défendre la ville que pour lui obtenir, par ce simulacre, une capitulation qui pût la sauver. Il ne restoit plus aux habitans, consternés et abandonnés à eux-mêmes, qu'à implorer la commisération de l'ennemi, qu'ils avoient offensé en faisant feu sur ses officiers parlementaires; c'étoit, il est vrai, sous l'influence directe d'un émissaire envoyé à cet effet par Napoléon. Le 17, le général comte Giulay pousse son avant-garde en avant; mais il rejette la demande d'une capitulation, et Langres est forcée de se rendre à discrétion aux alliés. La rigueur des proclamations vouoit la ville au pillage et à l'incendie pour s'être opposée, à main armée, à l'entrée des troupes de la coalition. Le prince Schwartzenberg commua cette sentence de destruction en une contribution pécuniaire pour la sûreté de laquelle des otages furent pris parmi les plus riches habitans (1).

Ainsi, malgré tant de sujets de haine et de vengeance, l'esprit de modération et d'humanité sembloit animer la confédération des peuples, qui, depuis le Volga jusqu'au Rhin, s'étoient levés contre l'empire de Napoléon.

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXI.

LIVRE QUATRIÈME.

Opérations offensives des armées alliées. — Mouvemens rétrogrades des divisions françaises. — Prise de Toul. — Entrée du feld-maréchal Blucher à Nancy. — Sa déclaration adressée aux notables de cette ville. — Les alliés divisent en quatre gouvernemens les provinces de la rive gauche du Rhin. — Napoléon fonde sa sécurité sur la ligne des places fortes et sur l'élan national qu'il provoque. — Les peuples restent paisibles spectateurs de la lutte. — Marche des Cosaques. — Manière de combattre de ces troupes légères du Nord. — Marche du corps autrichien du comte Bubna vers la Saône et vers Lyon. — Résistance de Châlons, prise de Mâcon. — Lyon est menacé, sommé et délivré. — Châlons succombe. — Marche des Autrichiens sur Dijon. — Tumulte dans cette ville. — L'autorité du commissaire extraordinaire, comte de Ségur, y est méconnue. — Entrée des Autrichiens à Dijon. — Arrivée des monarques coalisés à Langres. — Premier combat de Bar-sur-Aube. — Retraite de la vieille garde sur Troyes. — Situation des esprits à l'approche du danger. — Napoléon défère la régence à l'impératrice Marie-Louise. — Son discours d'adieu aux officiers de la garde nationale parisienne. — Il part pour se mettre à la tête de ses armées. — Sentimens divers à ce sujet.

MAÎTRE de Langres, le généralissime prince Schwartzenberg, qui vouloit aussi s'emparer

de Chaumont, en poussant devant lui le corps de la vieille garde fit prendre aussitôt l'offensive au quatrième corps de l'armée alliée, commandé par le prince royal de Wurtemberg. Ce mouvement coïncidoit avec l'arrivée en France des trois monarques de la coalition, et surtout avec les progrès du corps russe de Wittgenstein et de l'armée de Silésie qui s'avançoit rapidement vers la Meuse.

Poursuivi par le corps prussien du général York, jusqu'aux portes de Metz, le maréchal duc de Raguse, afin de pourvoir à la défense de cette ville, avoit pris position sur les hauteurs de Gravelottes; mais, toujours pressé par les rapides manœuvres du maréchal Blucher, il continua sa marche rétrograde vers Saint-Mihiel, et se trouva, le 19 janvier, en avant de Verdun, sans avoir eu aucun engagement sérieux. La Lorraine ne pouvant plus être défendue, sa retraite n'avoit pour objet que d'opérer, avec le moins de pertes possible, la concentration de ses divisions vers la Champagne, entre la Marne et la Seine. Le corps prussien de Kleist, resté d'abord en réserve, se trouvoit devant Thionville; le gros de la cavalerie avoit investi Metz, et la plus grande partie de l'armée du feld-maréchal

filoit de Saint-Avold sur Nancy, avec les réquisitions levées pour ses approvisionnemens.

L'hettman Platow venoit d'arriver à Neufchâteau avec ses cosaques, et ses patrouilles alloient en avant de cette ville; d'autres cosaques, sous les ordres du prince Scherbatoff, s'avançoient vers Toul.

Dès le 13 janvier, le comte de Wrede avoit porté son quartier-général à Saint-Dié, et le capitaine baron de Gravenreuth, du septième des chevau-légers, avoit poussé immédiatement jusqu'à Lunéville. Quittant sa position le 16, le comte de Wrede se dirigea sur Charmes, et les troupes sous ses ordres prirent position entre Neufchâteau, Chatenay et Saint-Christophe. Ce mouvement assuroit la communication du corps bavarois avec l'armée de Silésie, et du 19 au 20, devoit s'opérer la jonction avec la grande armée du prince Schwartzenberg, sur la route de Chaumont à Troyes. Ainsi les armées combinées présentoient une ligne redoutable aux forces réunies à la hâte par les généraux de Napoléon.

Nancy, la capitale et l'ornement de la Lorraine, alloit être abandonné; le prince de la Moskwa, maréchal Ney, un des plus habiles généraux dont puissent s'honorer les armes

françaises, s'étoit mis en route, dès le 9 janvier, pour cette ville, sur les assurances positives de Napoléon qu'il y trouveroit réunis un corps de quinze mille hommes de troupes et des levées en masse pleines d'ardeur et de zèle. Le maréchal n'y trouva ni armée, ni moyens de défense; la levée en masse avoit eu, dans la Meurthe, aussi peu de succès que dans les Vosges et dans la Haute-Saône. Le prince de la Moskwa, ne pouvant préserver ni secourir Nancy, l'évacua le 14 janvier. Le même jour, le prince Biron de Curlande, qui s'y présenta le premier, en envoya les clés au général Sacken, qui les fit passer aussitôt au feld-maréchal Blucher. Ce général les renvoya immédiatement au grand quartier-général. L'officier qui en étoit porteur, rencontra l'empereur Alexandre sur la route de Vesoul. Le czar détacha deux des clés de l'ancienne capitale de la Lorraine, et les expédia au Roi de Prusse, avec un gracieux message, signe certain des attentions délicates et des égards mutuels qui serroient les nœuds des souverains alliés.

Déjà les communications entre l'armée de Silésie et l'armée du généralissime se trouvoient assurées par Nancy et par Charmes, où le

général comte de Wrede avoit porté son quartier-général. Les corps français en retraite s'étoient repliés de l'autre côté de la Meuse ; mais quelques brigades venoient de s'arrêter à Toul. Cette ville, protégée par un mur et par quelques remparts, avoit une garnison d'infanterie et de cavalerie. Le général Sacken s'en approcha par le pont de Saint-Vincent. Informé de la prise de Langres par l'armée du généralissime, instruit d'ailleurs que les corps français des maréchaux Marmont, Ney et Victor avoient passé de l'autre côté de la Meuse, à Verdun, à Saint-Mihiel, à Commercy et à Vaucouleurs, le feld-maréchal Blucher donna l'ordre formel d'emporter la ville de Toul du côté de Void, et le général Sacken fit aussitôt ses préparatifs; mais Toul, se voyant coupé et sans appui, se rendit au général comte Lievven. Quatre pièces de canon, quatre cents hommes et deux drapeaux tombèrent au pouvoir des alliés.

Ce fut le 20 janvier que le maréchal Blucher fit son entrée à Nancy. Une députation des magistrats et des notables de la ville étant allée à sa rencontre, ce vétéran des généraux de l'Europe répondit au discours qui lui fut adressé par la déclaration suivante, qui faisoit

connoître les motifs de la guerre, et qui, par là même, étoit plus importante qu'aucune de celles qui eussent encore été faites par un général ennemi sur le territoire français :

« La Providence, dans sa justice, dit-il, » vient enfin de conduire nos armes sur le sol » de la France; enfin, toute l'Europe a été » tirée de sa fausse sécurité, par l'insatiable » ambition de l'homme qui, depuis quatorze » ans, gouverne despotiquement la nation » française.

» Les peuples du Volga, du Danube, de » l'Elbe, de la Tamise et du Tage, ont quitté » leurs demeures, et sont entrés dans cette » France jadis si heureuse. La plupart de ces » peuples, autrefois attachés à la France, » sont devenus ses ennemis, et pourquoi? Par » le seul motif de l'ambition inquiète d'un » conquérant effréné. Napoléon n'a-t-il pas » forcé les nations qui n'étoient pas guerrières » à le devenir, pour ne pas supporter le mé- » pris, le déshonneur, le despotisme et le » brigandage de ses agens?

» Dieu a prononcé enfin, dans sa justice, » et six cent mille Français ont disparu de la » terre en deux campagnes, déplorables vic-

» times de l'ambition d'un maître prodigue
» du sang d'un peuple auquel il est étranger !

» Et où sont les fruits de tant de sang ré-
» pandu ? quel aspect présente aujourd'hui la
» France ? Toute une génération moissonnée
» par le glaive de la guerre, le commerce
» détruit, le numéraire enfoui, l'agriculture
» découragée, les peuples gémissans sous le
» poids des impôts, les gendarmes traînant
» vos enfans et vos neveux sous les drapeaux
» du despote qui les laisse périr de misère ;
» de nombreux espions, qui se glissent dans
» les sociétés, dans les familles, pour rap-
» porter à Savary, leur chef, les plaintes et
» les soupirs qu'arrache un gouvernement si
» infâme ; des commissions militaires et spé-
» ciales, qui, par des sentences de mort,
» étouffent toute espèce d'élan généreux : tels
» sont, ô Français ! les fruits des guerres
» interminables qui ont fait le malheur de
» l'Europe. Ce n'est donc que pour l'avantage
» d'un petit nombre de généraux, d'intendans
» et de commissaires, que la guerre se perpé-
» tue : c'est donc pour qu'ils puissent s'enrichir
» par le pillage de nos territoires et par le plus
» honteux brigandage, que vous avez tant
» souffert, ô peuple malheureux !

» La paix que nous avons offerte, et qui a » été rejetée avec hauteur, ou accueillie d'une » manière équivoque, sera conquise par la » bravoure de nos troupes, sur votre terri- » toire, et, s'il le faut, dans votre propre » capitale. Avec elle nous conquerrons et notre » indépendance nationale et la liberté du » commerce et celle des mers; car c'est nous » qui combattons pour cette liberté, et non » pas votre maître, qui voudroit fermer tous » les ports que la Providence bienfaisante a » donnés aux nations pour l'accroissement de » leur prospérité.

» Il m'est pénible, sans doute, de ne pou- » voir vous épargner tous les maux insépa- » rables de la guerre; mais au moins ferai-je » tout ce qui dépendra de moi pour en allé- » ger le fardeau. Ne craignez pas les repré- » sailles des dévastations commises dans notre » pays par les troupes de votre despote; nous » ne sommes pas venus parmi vous pour nous » venger; nous ne faisons la guerre qu'à celui » qui la veut à perpétuité.

» Je supprimerai les plus odieux de vos » impôts, les droits réunis, la gabelle et le » droit d'enregistrement : puissé-je, braves » Lorrains, vous rappeler le bon vieux temps

» où le gouvernement sage et paternel de vos » ducs vous rendoit si heureux (1) !.... »

Le feld-maréchal trouva à Nancy, et dans les environs, quelques auxiliaires. Dans leur retraite précipitée, les corps français avoient laissé en arrière des prisonniers de guerre espagnols. Le général Sotomayor, trente officiers et un grand nombre de soldats, furent ainsi délivrés. Le maréchal leur donna le choix, ou de retourner dans leur patrie, par la Hollande, ou de se réunir à l'armée de Silésie contre l'ennemi commun. Presque tous les officiers et soldats choisirent ce dernier parti, et formèrent immédiatement quatre compagnies espagnoles confédérées.

Les mouvemens offensifs des alliés continuèrent sur toute leur immense ligne d'opérations, dont le Rhin et les Vosges formoient comme la base principale.

Le corps du général Sacken se mit en mouvement, pour chasser les divisions françaises de la Meuse, et le corps de Langeron se porta sur Toul, comme corps de réserve. Le général York bloquoit, à la fois, Sarrelouis, Luxembourg, Thionville et Metz, sa cavalerie pous-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXII.

sant jusqu'à Verdun, et le corps de réserve de Kleist marchoit aussi sur Metz. Vers le centre de la ligne, l'avant-garde du général comte de Wittgenstein avoit déjà dépassé Nancy.

En vain les agens de Napoléon cherchoient à faire lever le peuple, à lui mettre les armes à la main, à lui inspirer de la défiance contre les puissances alliées; le peuple, délivré des impôts les plus onéreux, voyant partout les divisions françaises en retraite, et les alliés se présenter avec modération, restoit calme, sans vouloir prendre part à une lutte qu'il considéroit comme purement militaire.

De Nancy le feld-maréchal Blucher porta son quartier-général à Saint-Dizier, et le général comte de Wrede à Andelot, entre Neufchâteau et Chaumont.

Par leur marche parallèle et combinée, les alliés profitoient déjà de tous les avantages dont s'étoit vu en possession le gouvernement français, dans des provinces riches et fertiles qui lui échappoient successivement. Ils augmentoient leurs ressources de tout ce que la France perdoit en argent, en hommes et en subsistances.

Les provinces de la rive gauche du Rhin, dont ils venoient de faire la conquête, furent

divisées en quatre gouvernemens; savoir : le gouvernement du Bas-Rhin, comprenant les départemens de la Roer, de l'Ourthe et de la Meuse-Inférieure : Aix-la-Chapelle en étoit le siége ; le gouvernement du Rhin intermédiaire, comprenant les départemens du Mont-Tonnerre, de la Sarre, du Rhin et Moselle : Trèves en étoit le siége ; le gouvernement du Haut-Rhin, dont Colmar étoit le chef-lieu, comprenoit les départemens du Haut et du Bas-Rhin ; et, enfin, à Landau fut établi le siége du gouvernement des pays détachés de la Suisse, de la Haute-Saône, du Doubs et du Jura. Le commerce et la navigation du Rhin reprirent leur cours, et l'on vit régner dans ces provinces une tranquillité dont on ne les auroit pas crues susceptibles au milieu d'une telle guerre.

Les corps de l'armée française étoient en retraite sur tous les points, et Napoléon n'avoit déjà plus de communication avec les places du Rhin et des Vosges.

Les alliés, toutefois, se contentoient de bloquer les forteresses, ou même de les observer seulement sans interrompre leur marche en faisant des siéges en règle. On eût dit qu'ils étoient résolus de marcher vite, et en grande

masse, pour accomplir le renversement de l'ennemi du repos de l'Europe.

C'étoit pourtant la ligne des places fortes qui sembloit inspirer à Napoléon et à ses ministres une sorte de confiance. « Là, disoient-» ils, Mayence, Landau, Strasbourg, Sche-» lestadt, Neubrisack, Huningue bordent et » dominent le cours du Rhin ; ici Thionville, » Metz, Sarrelouis, Luxembourg, Longwy » coupent plusieurs routes importantes ; plus » loin, Juliers, Anvers, Wesel, Maestricht, » Vanloo, Berg-op-Zoom, Flessingue couvrent » la Belgique, derrière laquelle se trouve la » ligne presqu'inexpugnable de Lille, Condé, » Valenciennes, et des places moins impor-» tantes, telles que Béfort et Bitche, dans les » Vosges, et du fort de Joux dans le Jura. » Ces places ont bravé tous les efforts des en-» nemis qui, malgré la rapidité d'une invasion » perfide, n'ont pu se rendre maîtres que des » villes absolument ouvertes sur leur passage. » Forcés d'éparpiller leur armée pour observer » ou investir tant de places de guerre, que de » sujets d'inquiétude ne doivent-ils pas nour-» rir à la seule perspective d'un revers dont » tant de causes les menacent? Comment » pourroient-ils effectuer leur retraite au

» milieu d'une population belliqueuse, pénétrée du sentiment de l'indépendance nationale? Une bataille perdue suffiroit pour qu'ils » fussent enveloppés de tous côtés. Avec quelle » ardeur les Français, renfermés dans les places, s'élanceroient à la poursuite des fuyards! » comme ils seroient secondés par le peuple » des campagnes, accablé sous le poids des » réquisitions et des outrages; et cependant, » négligeant même les places de la Meuse, les » ennemis s'avancent par Saint-Dizier, par » Langres; et cependant, malgré tant de dangers prévus, ils paroissent décidés à venger » la honte de leurs anciennes défaites dans les » plaines même de la Champagne. »

Tels étoient les motifs d'espérance que Napoléon se plaisoit à nourrir et à propager, comme si dans une guerre d'invasion, le sort des places fortes ne dépendoit pas du gain d'une bataille.

Cependant la prise de Langres, l'occupation de Nancy, l'évacuation de la Belgique, la retraite de la garde impériale sur la route même de Troyes, les progrès des alliés sur toute leur ligne d'irruption, formoient, avec la sécurité apparente qu'affectoit Buonaparte, inactif encore dans son château des Tuileries,

un contraste qui laissoit les esprits dans une incertitude mêlée de terreur. On pressentoit généralement que ce long drame, ou plutôt cette effrayante tragédie, accéléroit sa marche vers les dernieres scènes : l'idée d'une catastrophe imprévue glaçoit presque tous les cœurs d'épouvante. « Si je tombe, ma chute effraiera » l'univers : » telle étoit la sinistre prophétie qu'on attribuoit à Napoléon. Quelle confiance ses troupes affoiblies, désunies, dispersées pouvoient-elles inspirer, quand on voyoit ses meilleurs soldats, sa propre garde, rétrograder, n'étant pas soutenue, devant un ennemi qui sembloit se multiplier sur le sol même de la France ; devant un ennemi toujours précédé par des nuées de cosaques dont le nom et l'aspect jetoient partout l'épouvante, et enchaînoient toute résistance ?

« Ces hordes, disoit-on, ne reçoivent d'instruction que de leurs chefs immédiats. Pil- » lards par caractère et par nécessité, les co- » saques s'avancent à vingt ou trente lieues de » la ligne ennemie par des chemins détournés. » S'ils rencontrent une ville ouverte sur leur » passage, ils s'annoncent comme les éclai- » reurs, comme l'avant-garde d'un corps im- » posant qui les suit de près. Les habitans

» effrayés leur prodiguent toutes sortes de se-
» cours, et préparent même d'avance les ré-
» quisitions pour leur armée : ils partent, et
» on ne voit plus ni armée ni troupes. Ils
» se dirigent ailleurs, annoncent également
» l'arrivée de plusieurs colonnes, et jettent
» ainsi l'alarme dans une province entière.
» De là ces bruits qui, portés de bouche
» en bouche, grossis par la pusillanimité,
» épouvantent les âmes timides, et le lende-
» main se trouvent démentis. Hardis seulement
» contre les lâches, les cosaques fuient s'ils
» trouvent la moindre résistance; ce n'est
» point pour combattre qu'ils accourent dans
» notre belle patrie, ce n'est que pour la
» piller, la dévaster. »

Les alliés, au contraire, représentoient les cosaques de la mer Noire et du Don comme des hommes intrépides, infatigables et endurcis. « Non-seulement, disoient-ils, les cosaques
» sont les yeux de l'armée, non-seulement ils
» combattent en ligne, mais encore ils dispersent
» des escadrons, ils attaquent les carrés d'in-
» fanterie, ils passent les fleuves à la nage, et
» se trouvant tout à coup sur les derrières de
» l'ennemi en retraite ou victorieux, ils y
» portent le désordre et l'épouvante. »

Au milieu de ces divergences d'opinion, de ce conflit de terreur et d'espoir, un incident imprévu vint relever le parti de Napoléon, et donner à ce conquérant humilié plus de confiance et d'audace.

Lyon, la seconde ville de l'empire, le foyer de l'industrie, attaquée par les Autrichiens, fut préservée contre tout espoir.

L'occupation de Genève, où le général comte Bubna avoit établi une administration provisoire, venoit d'ouvrir aux Autrichiens les départemens de l'Ain, du Jura, du Mont-Blanc, et la route de Lyon.

Des détachemens gardoient Genève et le fort l'Ecluse; dans le Valois tous les habitans couroient aux armes; ils embrassoient avec ardeur la cause des alliés, sous la protection du colonel baron de Simbschen, dont l'activité ne se démentit pas un seul instant. L'occupation des routes du Simplon et du Saint-Bernard lui ouvroit les plaines de l'Italie, et depuis Domo Dossola jusqu'aux portes de Milan, il ne trouvoit d'autres troupes que la ligne des douanes françaises. Le colonel entra aussi en Savoie, et publia à Thonon, le 14 janvier, un appel aux Savoyards, que le comte de Sonnaz, gentilhomme du pays, ré-

péta au nom de Victor Emmanuel, roi de Sardaigne (1).

Toutefois des mesures de défense générale sembloient mettre à couvert les départemens de l'Isère et du Mont-Blanc, où les gardes nationales et une partie des levées en masse étoient organisées par les généraux Marchand, Laroche et Desaix.

Mais l'attaque la plus sérieuse étoit dirigée vers le Rhône et la Saône : en un mot, la possession de Lyon devoit être le prix des efforts du corps autrichien commandé par le général comte Bubna.

De Bourg-en-Bresse, il avoit envoyé des troupes légères dans toutes les directions, espérant détourner l'attention des troupes françaises du véritable point d'attaque. Sa cavalerie s'étoit portée vers Châlons et Mâcon. Les préfets et les commissaires s'efforcèrent aussitôt d'organiser, pour la défense de la Saône, une levée en masse des habitans valides, de vingt à cinquante ans, destinés à garder les ponts, les gués, tous les passages, à garantir les points menacés, et à repousser l'ennemi. Le tiers de la population devoit être mobilisé

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXIII.

sur-le-champ, et formé en compagnies franches. A défaut d'armes de calibre, on devoit se servir de fusils de chasse, de sabres, de piques, de faux et d'instrumens aratoires. La formation d'un bataillon de garde nationale dans chaque canton alloit compléter ces mesures de défense, et le tocsin devoit se faire entendre au premier bruit de l'approche de l'ennemi : telles étoient les instructions que les ministres de Napoléon avoient expédiées aux préfets et aux commandans militaires.

Quand les troupes légères du général Bubna parurent devant Mâcon, le maire de cette ville et celui de Saint-Laurent, ou plutôt tous les habitans réunis, voulant mettre à couvert leurs propriétés, laissèrent occuper le pont sur la Saône par cinquante hussards ; mais les Châlonais, protégés par la garde nationale d'Autun, par des habitans du Charolais, descendus de leurs montagnes, barricadèrent les ponts, construisirent des redoutes, et Châlons fut alors préservé d'un coup de main. Napoléon en témoigna une joie effrayante : « Quel contraste, s'écria-t-il dans son bul- » letin officiel, entre la conduite de Mâcon, » trahissant la confiance publique, et le dé- » vouement héroïque des habitans de Châlons :

» les Mâconnais se sont couverts d'une tache » indélébile! » Les nombreux salariés de Paris exaltèrent aussitôt avec emphase la défense de Châlons, qui n'avoit pas été sérieusement attaqué, et ils vouèrent à la honte, aux remords la conduite de Mâcon, ville ouverte, qui, dépourvue de troupes et d'artillerie, n'avoit cédé qu'à la nécessité.

Cependant le général comte Bubna, qui s'étoit mis en marche sur Dole avec le gros de son corps d'armée, changea de direction tout à coup, et se porta en hâte sur Lyon. Le général Meusnier occupoit cette ville importante ; mais il n'avoit que peu de troupes qu'on destinoit à agir sur la droite de la Saône. Au premier bruit du danger que couroit Lyon, Buonaparte sentit la nécessité de défendre la seconde ville de l'empire, dont la reddition offriroit un exemple contagieux qu'il falloit éviter. Le sénateur Chaptal, commissaire extraordinaire, et le comte de Bondy, préfet du Rhône, reçurent des instructions violentes dont l'exécution devoit être surveillée par les agens secrets d'un gouvernement, toujours armé de défiance. Ces émissaires excitoient aussi le peuple à prendre les armes ; ils cherchoient à déterminer un élan qui pût au

moins en imposer à l'ennemi jusqu'à l'arrivée des renforts venant en poste de l'armée de Catalogne, et attendus avec d'autant plus de confiance qu'ils faisoient partie de l'armée du maréchal Suchet, duc d'Albufera ; on savoit que cette armée se distinguoit autant par son courage que par sa discipline. Déjà le maréchal Augereau, duc de Castiglione, étoit en route pour aller se mettre à la tête des colonnes qu'on se flattoit de rassembler assez tôt dans Lyon, afin d'en assurer la défense.

Mais les Autrichiens venoient d'occuper Miribel, Montluel, Chalamont et Maximieux ; leurs avant-postes n'étoient plus qu'à trois lieues de Lyon, et il n'y avoit point dans cette ville de troupes suffisantes pour la garantir d'un coup de main. Les familles riches, les habitans les plus aisés cherchoient à se soustraire à une crise dont l'issue pouvoit ramener la catastrophe qui, dans la désastreuse année de 1793, avoit entraîné, pour ainsi dire, la ruine de Lyon. Ils abandonnoient la ville, et se réfugioient dans toutes les parties du Midi, encore à l'abri des fureurs de la guerre. Les marchandises envoyées de Lyon dans les montagnes du Beaujolois et de l'Auvergne, pour y être à couvert, s'élevoient, dit-on, à la va-

leur de cent millions de francs. Le commissaire extraordinaire, le préfet du Rhône et les principales administrations étoient en fuite. Le maréchal Augereau arrive, et ne trouvant aucun moyen de défense, il poursuit sa route jusqu'à Valence sur le Rhône, espérant y réunir les troupes. Le général Meusnier, avec une poignée de soldats, sembloit vouloir braver l'orage, et la populace étoit dans les mêmes dispositions. C'étoit le moment décisif, et le général comte Bubna étoit si persuadé qu'il entreroit à Lyon sans éprouver de résistance, qu'au lieu d'agir, il envoya, de son quartier-général de Miribel, un parlementaire pour sommer la ville, poussant en même temps ses avant-postes jusqu'aux portes mêmes de Lyon par le chemin de Saint-Clair. L'officier autrichien se présente le 17 janvier, et demande à être introduit pour remettre au maire la sommation de son général. A la vue de l'officier parlementaire, à cheval, la populace réunie sur les quais, sur la place des Terreaux, manifeste des intentions hostiles; des huées se font entendre; on pousse les cris homicides : *A bas le parlementaire, à l'eau, en Saône!* L'officier se trouble : on le conduit au général Meusnier qui, profitant de son effroi, lui exagéra ses

forces, et l'exaspération des habitans; il lui conseille même de se travestir pour éviter les effets de la fureur aveugle d'une populace effrénée; il le fait soigneusement escorter jusqu'aux avant-postes. Sur le rapport du parlementaire, le général Bubna hésite, et la prise de Lyon est manquée.

Cependant le lendemain, à l'entrée de la nuit, une vive fusillade s'engage vers la porte Saint-Clair, entre les deux avant-postes français et autrichiens; les premiers se replient, et les Autrichiens pénètrent jusqu'au faubourg, mais sans oser pousser plus loin leurs attaques circonspectes. Les habitans consternés s'attendoient que le jour éclaireroit la conquête de la ville. Mais le général Meusnier ordonne à la troupe de ligne de reprendre les avant-postes; le vingt-quatrième régiment s'avance jusqu'au village de Calvire, poste militaire important, et force à la retraite les premiers détachemens ennemis. Le même jour, à six heures du soir, arrivent de Valence douze cents hommes d'infanterie de ligne; une immense population se porte à leur rencontre, et les accueille avec des cris de joie, comme des libérateurs. Soudain toutes les maisons du faubourg de la Guillotière, du quai du Rhône,

de la place des Terreaux sont illuminées; c'est à qui offrira vivres et asile à ces braves accourant à la défense de la seconde ville de l'empire, menacée par douze à quinze mille Autrichiens : ces têtes de colonnes avancent aussitôt sur l'ennemi qui cesse à l'instant toutes ses démonstrations offensives. Vingt pièces de canon et neuf cents hommes entrent encore dans Lyon, et le 21 arrivent aussi deux cents hommes de cavalerie légère, ayant le maréchal Augereau à leur tête.

Le général comte Bubna évacue immédiatement tous les postes qu'il occupoit aux environs de la ville, et continuant le 22 son mouvement rétrograde, il se porte de Montluel à Maximieux et au pont d'Ain. Lyon et Mâcon se trouvent ainsi dégagés en même temps.

Le maréchal Augereau adresse aussitôt une proclamation énergique aux Lyonnais, en ces termes :

« Je vous ai trouvés désarmés devant un » ennemi foible en moyens, et incertain dans » ses mouvemens. Vous frémissez, Lyonnais, » d'avoir été insultés jusques dans vos murs, » par un ennemi fier d'un instant de surprise. » Marchons en avant, et ne laissons à l'armée » qui accourt pour vous défendre, que le soin

» de poursuivre jusqu'aux frontières l'ennemi
» que vous avez déjà mis en fuite. »

Le maréchal se dispose à prendre l'offensive, espérant chasser les Autrichiens de Chambéry, où ils venoient d'entrer, puis de marcher droit sur Genève, et de manœuvrer ensuite sur les derrières de la grande armée alliée en Franche-Comté et en Suisse.

Cependant, Châlons-sur-Saône, malgré sa première résistance, venoit de succomber. Le général Legrand s'étoit efforcé en vain d'y rassembler des forces suffisantes. Le prince de Hesse-Hombourg avoit fait attaquer la ville, s'en étoit emparé, et y avoit pris quelques canons.

Le général comte Bubna occupoit tout le pays, depuis les environs de Grenoble, sur sa gauche, jusqu'aux portes de Mâcon, sur sa droite, ayant son centre à Bourg-en-Bresse.

Mais la prise de Châlons ne pouvoit compenser l'échec reçu devant Lyon; l'effet moral, surtout, fut prodigieux en faveur de la cause de Buonaparte; et dès-lors, on jugea la défense nationale praticable et le seul moyen de salut. Tout fut employé afin d'exciter le peuple à s'armer pour le soutien d'un trône qu'on s'efforçoit d'identifier avec la patrie.

Mais si Lyon avoit pu se soustraire à douze à quinze mille Autrichiens agissant avec irrésolution et sans fermeté, une autre ville de France, presque aussi célèbre, sans être ni aussi riche, ni aussi peuplée, Dijon, l'ancienne capitale de la Bourgogne, ne put échapper à un détachement de la grande armée du généralissime prince Schwartzenberg. Le prince de Hesse-Hombourg fut chargé de marcher avec son corps d'armée, de Châlons sur Dijon, afin de s'emparer de cette ville importante.

Le danger étoit pressant : Napoléon avoit à craindre à la fois l'invasion par les deux grandes routes de la Champagne et de la Bourgogne. Le comte de Ségur, commissaire extraordinaire, fut envoyé dans cette double direction; à Troyes, à Chaumont, à Dijon, et sur tous les points menacés; partout il s'efforça d'électriser les esprits dans ses proclamations. Après avoir dit aux habitans de Troyes que Napoléon avoit renoncé à tout projet d'agrandissement, qu'il avoit accepté toutes les conditions de paix, qu'il alloit s'avancer en personne à la tête de ses armées pour combattre l'ennemi, il ajoutoit : « Mais l'ennemi ne sera » pas assez insensé pour oser pénétrer au milieu

» d'une nation qui se lève et qui s'arme pour » l'arrêter !... Habitans de l'Aube, les sacrifices » qu'on vous demande seront *les derniers.* »

Il donna les mêmes assurances aux habitans de Chaumont, consternés du mouvement rétrograde des troupes françaises : « L'armée de » quatre-vingt mille hommes de l'empereur, » leur dit-il, qui arrivera parmi vous avant » peu, écraseroit les ennemis s'ils osoient pé- » nétrer dans l'intérieur d'un pays armé pour » les arrêter ; ils trouveroient leur retraite fer- » mée par l'armée du Rhin ; les gardes na- » tionales leur enleveroient toute subsistance. » Habitans de la Haute-Marne, l'empereur » Napoléon veut décidément que ces sacrifices » soient *les derniers.* » Puis, prenant la route de la Côte-d'Or, il s'efforce également d'y produire un mouvement national en faveur de Napoléon. « En Alsace, dit-il aux habitans » de la Bourgogne, en Alsace, tout le peuple » s'est armé à l'approche des ennemis, et ils » ont fui devant les fusils de nos guerriers..... » Habitans de la Côte-d'Or, ne croyez pas » qu'une armée puisse pénétrer au centre d'un » pays où l'on est décidé à lui ôter tout espoir » de retraite. L'armée du Rhin grossit à chaque » instant ; l'armée de l'empereur, et sa redou-

» table garde, seront sous peu de jours à vos » portes. »

Mais ces promesses ne pouvoient rassurer une population épouvantée, tremblante, que le bruit du canon, l'approche de la cavalerie légère, la crainte du pillage et de la mort jetoient au désespoir. Les habitans des campagnes fuyoient vers Dijon, emportant leurs effets les plus précieux, traînant à leur suite leurs chevaux, leurs troupeaux, espérant trouver refuge et protection dans la ville qu'ils croyoient défendue par une force imposante. Vain espoir! Dijon n'avoit dans ses murs que sa garde nationale à peine organisée, et deux ou trois cents soldats de ligne sous les ordres du général Bellair. Des troupes si foibles pouvoient-elles s'opposer à la marche d'un corps d'armée soutenu par de l'artillerie? D'ailleurs, quarante mille fugitifs accourant de tous les points de la Bourgogne, encombroient Dijon, y jetoient l'alarme et l'effroi. Les habitans, consternés, étoient pénétrés des dangers d'une défense qui pouvoit entraîner la ruine de la ville. Mais le commissaire extraordinaire insiste; il réclame une vigoureuse résistance au nom de l'empereur, au nom de la patrie. L'agitation et le tumulte sont au comble dans la ville, à l'approche des éclai-

reurs autrichiens ; les autorités, les principaux notables se réunissent ; et, au milieu d'une assemblée inquiète et tumultueuse, le peuple vient manifester hautement son vœu contre toute espèce de défense. L'autorité du comte de Ségur est méconnue, désavouée pour ainsi dire par le vœu général, et ce commissaire extraordinaire se voit contraint d'y renoncer ; il ne lui reste plus qu'à fuir avec les autres agens de Napoléon. Le peuple, à leur départ, les salue par des signes manifestes d'improbation et de censure. Dès ce moment, l'autorité municipale est seule reconnue, et la ville de Dijon se trouve libre de capituler avec un ennemi contre lequel toute résistance devenoit impossible.

Le 19 janvier, huit cuirassiers autrichiens et un maréchal-de-logis se présentent devant la porte Saint-Nicolas, et somment la ville de se rendre. Les Dijonais répondent qu'ils n'ouvriront point leurs portes à un aussi foible détachement. Vers midi, deux mille hommes de cavalerie et quinze cents d'infanterie arrivent avec douze pièces de canon, et les portes leur sont ouvertes, moyennant l'assurance que les personnes et les propriétés seront respectées.

Dans l'état-major autrichien se faisoient remarquer le prince de Lichtenstein, le prince de Hesse-Hombourg, les généraux Klenau et Nostiz. Le lendemain, on vit paroître un autre prince de Hesse-Hombourg, qui commandoit en chef ce même corps d'armée. Environ douze mille hommes arrivèrent successivement avec une belle cavalerie, sous les ordres immédiats du général d'artillerie, comte de Collo-redo, se dirigeant sur Troyes; un détachement prit la route d'Auxerre, et le prince de Hesse-Hombourg se porta sur Auxonne. Le prince Schwartzenberg vint lui-même à Dijon pour inspecter les troupes, et repartit aussitôt pour Langres, allant à la rencontre de l'Empereur Alexandre, qui fit son entrée dans cette dernière ville le 22 janvier. Le 24, se réunirent à ce monarque l'Empereur d'Autriche et le prince de Metternich.

Le même jour devint célèbre dans les fastes de cette campagne, par le premier combat de Bar-sur-Aube.

Le maréchal duc de Trévise n'avoit pu défendre Langres ni Chaumont, faute de renforts. Un ennemi supérieur en nombre l'avoit successivement débordé sur ses deux flancs, et il s'étoit replié à Bar-sur-Aube, après avoir

surpris et défait, dans sa marche, deux bataillons wurtembergeois. Il occupa les positions de cette ville avec la plus grande partie de la vieille garde, et la division italienne du général Christiani, formant près de treize mille hommes. Ces troupes, si redoutables par leur haute valeur, traînoient cinquante bouches à feu, mais peu de munitions. Le maréchal étoit résolu de défendre la position de Bar-sur-Aube, qui, non-seulement couvroit Troyes, mais empêchoit encore l'ennemi de déboucher par la route qui conduit de l'Aube à Châlons-sur-Marne, où se réunissoient alors la plus grande partie des forces de Napoléon. Les hauteurs de Bar furent garnies d'artillerie, et les troupes prirent de fortes positions qui, malheureusement, ne présentoient pas un ensemble régulier. L'avant-garde prit poste au-delà de la ville au pont de l'Aube, près Fontaines.

Les souverains alliés formèrent aussitôt le projet de tourner et d'emporter la position de Bar, qui devenoit nécessaire pour opérer la jonction de la grande armée, arrivant par la route de Chaumont avec l'armée de Silésie, qui venoit par la Lorraine. Le prince royal de Wurtemberg, et le général de cavalerie,

comte Giulay, réunirent leurs deux corps, afin d'attaquer conjointement le duc de Trevise. Leur jonction forma une masse de plus de trente mille combattans contre treize mille. A midi commença l'attaque. L'avant-garde française fut abordée avec une grande témérité, et repoussée jusqu'au pont de Fontaines. Là, se trouvoient en bataille, dans une position qui dominoit tout le terrein en avant du front d'attaque, huit mille hommes de la vieille garde et de la division italienne, avec dix pièces de canon et quatre obusiers. Le maréchal duc de Trevise, tirant parti de cet avantage, attaqua avec impétuosité les troupes autrichiennes sous les ordres du général comte Giulay. L'intrépidité française l'emporta, et les Autrichiens furent enfoncés de toutes parts. Le major Keck tomba dans la mêlée, percé de coups de bayonnettes. Rien n'auroit pu résister à cette attaque si brillante, si les Autrichiens en désordre ne s'étoient ralliés sous la protection de la brigade de Trenck et d'une artillerie formidable. Les bataillons français reprirent la position de Fontaines. Le maréchal duc de Trevise, reconnoissant l'importance de ce point qui rend maître des communications de l'Aube avec Troyes, fit tous ses efforts pour s'y main-

tenir, espérant toujours recevoir, de Troyes ou de Châlons, des renforts qu'on lui promettoit sans cesse, et qui ne venoient jamais.

Mais, dans l'intervalle, Bar-sur-Aube étoit déjà tourné par le corps wurtembergeois. Au même moment où les Autrichiens avoient commencé de front leur mouvement offensif, le prince royal de Wurtemberg avoit attaqué sur la droite, le poste de Colombey. Il s'en étoit emparé, et avoit poursuivi jusqu'à Lignol la brigade française chargée de garder ces deux positions, qui furent forcées successivement. Les troupes, accablées par la supériorité numérique, fléchirent, et ne se rallièrent qu'à Rouvré; protégées par vingt pièces de canon, placées sur un terrein favorable. Le prince royal ouvrit à l'instant sur toute la ligne une forte canonnade pour donner le temps à toutes ses troupes de se concentrer. Son intention étoit de renouveler l'attaque le lendemain, dans Bar-sur-Aube même. Cette malheureuse ville, placée alors entre deux feux, étoit plongée dans un état de désolation inexprimable. Les coups redoublés d'une artillerie foudroyante qui l'environnoit pour ainsi dire, causoient aux maisons, et à la ville entière, une sorte d'ébranlement qu'on auroit pu com-

parer à l'effet d'une éruption volcanique. Le spectacle des blessés et des mourans, et la crainte d'être, à l'issue d'un combat, la proie d'une soldatesque avide, ajoutoit à l'horreur d'une situation si effrayante. L'espoir ne vint luire pour les habitans de Bar-sur-Aube, que le lendemain, au point du jour. Dans la nuit même, le maréchal Mortier, assuré qu'il n'arrivoit aucun renfort, et voulant ménager, non-seulement la ville, mais le sang de tant de braves, évacua toutes ses positions après avoir perdu, en morts, prisonniers et blessés, près de deux mille hommes; perte d'autant plus sensible, qu'elle portoit principalement sur la vieille garde, troupe incomparable pour l'intrépidité. Pendant le combat, des soldats, italiens et brabançons, avoient quitté les drapeaux français pour passer à l'ennemi (1).

Tel fut le premier combat de Bar-sur-Aube, combat sanglant et le plus remarquable qui eût encore eu lieu depuis le passage du Rhin par les alliés.

Ce mouvement offensif eût été plus décisif encore, si, au moment de l'attaque, et par une marche hardie, cinq à six mille hommes

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXIV.

se fussent avancés sur Troyes par la route de Bar-sur-Seine. Troyes n'avoit alors que deux cents hommes dans ses murs, et les alliés se seroient emparés facilement des ponts de la Guillotière, pendant que le maréchal duc de Trévise en étoit encore à dix lieues. Par-là ils l'eussent forcé de se jeter sur Joinville, et de laisser la route de Paris entièrement à découvert.

On put juger dès-lors que la circonspection et la lenteur présidoient aux opérations de la grande armée des alliés, et que l'idée de combattre, sur leur propre sol, les vainqueurs d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, inspiroit aux ennemis un sentiment de timidité et de crainte.

Quoi qu'il en soit, le maréchal Mortier se replia en bon ordre vers Troyes, et prit position, sans être poursuivi, aux ponts de la Guillotière sur la Barce.

Mais le succès du combat de Bar-sur-Aube étoit incontestable. En vain Napoléon voulut en éluder l'aveu par un silence absolu; la route de Troyes étoit couverte de blessés, et des bruits sinistres circuloient dans la capitale. On s'étonnoit que les troupes dont on exagéroit le nombre, se portassent toutes vers Châlons-sur-

Marne, tandis que les alliés avançoient triomphans par la route de Troyes. Ils avoient envahi les frontières de Lyon à Anvers, dans une profondeur de quarante lieues en-deçà du Rhin; ils touchoient aux portes de Troyes, aux plaines de la Champagne, et Napoléon n'avoit pas quitté le château des Tuileries son refuge accoutumé ; il y passoit des revues, il y multiplioit les parades, montrant, avec ostentation les troupes qu'on lui rassembloit à la hâte ; et le lendemain les journaux en doubloient et en triploient le nombre avec une exagération puérile. Ainsi, on étoit sensé avoir vu dans l'espace d'un mois plus de deux cent mille hommes à Paris, et pourtant l'ennemi touchoit au cœur de l'empire sans qu'on lui eût opposé aucune force capable de l'arrêter dans sa marche.

Toute la politique de Napoléon consistoit à inspirer de la sécurité à ses généraux, à ses courtisans et au peuple même.

Il eût été difficile de tromper les courtisans sur le véritable état des choses, si leur aveuglement n'eût été comparable à l'excès de leur servitude. Ils examinoient cependant d'un œil inquiet, l'attitude, les gestes et les traits de celui à qui ils devoient uniquement leurs em-

plois et leurs richesses. On savoit que Napoléon se retiroit souvent dans des souterrains pratiqués aux Tuileries, et que là, seul, environné de cartes du théâtre de la guerre, et le compas à la main, il combinoit et dressoit, dans un recueillement profond, toutes les parties du vaste plan de campagne qui devoit sauver sa couronne et préserver l'empire. Un jour des affidés appostés laissent pénétrer à dessein jusqu'à l'entrée du caveau les courtisans les plus familiers qui venoient avertir l'empereur que le conseil d'Etat étoit assemblé. Ils trouvent Napoléon dans une sorte d'extase, jetant par terre son compas, et s'écriant comme Archimède sortant du bain : « *Je l'ai trouvé*, » je les tiens, pas un n'échappera » ? — « Ja» mais, disoient entre eux les courtisans pleins » d'admiration, jamais l'empereur n'a été ins» piré par de si hautes conceptions : les enne» mis sont perdus, et la patrie est sauvée. »

On répandoit avec assurance que toutes les routes étoient couvertes de soldats ; et cependant on savoit que l'armée ne se formoit qu'avec peine ; que les conscrits exposés dans une saison si dure à toutes les privations, étoient découragés ; que les fournisseurs ne recevant plus d'à-compte, refusoient de continuer le

service ; que la détresse, la défiance étoient générales.

Les décrets alarmans se multiplioient. L'un ordonna la formation de six régimens de tirailleurs et de six régimens de voltigeurs de la jeune garde, composés de volontaires âgés de plus de vingt ans et de moins de cinquante, pris parmi les ouvriers sans travail et les militaires ayant déjà servi. Mais ces prétendus volontaires étoient arrachés des ateliers que l'inaction du commerce faisoit fermer chaque jour. Dépourvus de travail les ouvriers n'avoient plus d'asile que dans les camps.

L'approche de la crise donnoit un certain essor à l'opinion publique. Les langues sembloient se délier. Rien ne pouvoit plus apaiser le mécontentement qui s'exhaloit de toutes parts, dans le sein des familles comme dans les lieux publics, tant la police étoit sans force par la terreur qu'éprouvoient ses propres agens. Irrésolus et tremblans pour eux-mêmes, ils n'osoient exciter des haines contre lesquelles ils ne voyoient plus d'appui. La crainte même fermoit la bouche aux délateurs. Mais cette police générale et secrète de Napoléon, ce palladium de son despotisme avoit aussi sa partie élégante, ses gens de lettres chargés de

recueillir et de rédiger, en style de bel esprit, les conversations les plus saillantes des salons de la capitale, les anecdotes littéraires, celles de la société même, agréables bagatelles destinées à distraire le terrible Napoléon au milieu des camps. Ces nobles travaux d'académiciens salariés par la police, n'avoient plus alors qu'une couleur sombre et lugubre. Tous les matins, ces hommes de lettres déshonorés, mais partout accueillis, alloient recevoir du chef de la police, le mot d'ordre et le bulletin des nouvelles qui devoient circuler dans la journée. Cette tactique usée n'excitoit plus que le rire du mépris. L'énorme lévier de la presse, étoit le seul que le gouvernement pût faire manœuvrer sur l'esprit public.

Cependant le départ de Napoléon étoit annoncé, et ses discours d'adieu à ses conseillers et à ses courtisans déceloient ses craintes. Il leur donnoit à entendre d'une manière vague et mystérieuse, que pendant les grandes manœuvres qui se préparoient, il ne seroit pas impossible que des hordes de cosaques, débordant les ailes de ses armées, ne vinssent insulter les barrières de Paris.

Ce fut dans ces tristes dispositions qu'il conféra, pour le temps de son absence, la

régence à l'impératrice Marie-Louise, intéressante victime, qui naguère éclatante de fraîcheur, n'offroit plus que des traits minés par l'inquiétude et les soucis.

Une scène touchante étoit préparée. Le 23 janvier, tout le corps des officiers de la garde nationale est admis au Tuileries. Napoléon paroît au milieu d'eux tenant par la main son épouse et son fils ; il leur adresse un discours animé, et pour la première fois, peut-être, il exprime avec un accent qui paroît sortir de l'âme, des sentimens nobles et élevés ; il émeut profondément tous ceux qui l'environnent et qui l'entendent. Jamais il ne parla avec le ton d'une éloquence si naturelle, et son discours produisit un grand effet quand il présenta, lui-même, à ce corps si respectable, l'Impératrice et le Roi de Rome, en ajoutant qu'il alloit se mettre à la tête de ses armées, et qu'il leur confioit sa capitale, sa femme et son fils. L'Impératrice mêlant ses larmes à celles de la plupart des officiers de la garde nationale, reçut leur serment comme épouse, mère et souveraine.

Le prestige s'évanouit le lendemain, quand on sut que cette scène pathétique avoit été étudiée, et que Napoléon avoit dérobé pour

ainsi dire les pauses, les gestes, les inflexions mêmes de l'auteur dramatique le plus célèbre de la capitale (1), pour *faire de l'effet* sur les marches de son trône.

Enfin il part, le 25 janvier, le cœur plein d'inquiétude et de rage ; il sort pour la dernière fois du palais des Rois, pour opposer aux alliés une activité sans plan et un courage sans prévoyance.

Ses courtisans, ses conseillers, son sénat, ses nombreux salariés, tout son parti enfin, reste plein de confiance et d'espoir, se reposant encore sur la fortune de Napoléon. « La » patrie est sauvée, disent-ils, l'empereur est » parti. De toutes parts les armées s'avancent, » les gardes nationales marchent, les cons- » criptions se lèvent, chacun semble avoir » perdu de vue ses intérêts particuliers, pour » s'occuper du grand intérêt national. Sans » doute la lutte où la France se trouve engagée » est terrible ; les mouvemens des alliés sont » désastreux pour quelques contrées ; mais » aucun succès réel, aucune bataille gagnée, » aucune forteresse conquise ne leur ont encore » donné de consistance, ni de trophées sur le

(1) M. Talma.

» sol de la France. Les monarques coalisés » ont pu la croire divisée, sans courage, sans » esprit public ; ils s'imaginoient trouver son » gouvernement sans pouvoir, sans ressources ; » mais le sentiment de l'honneur national, » de la défense commune, a réuni tous les Fran- » çais, et le cri, *aux armes!* a retenti de toutes » parts.

» L'ennemi aura donc à combattre nos » armées et toute la nation sous les ordres » d'un souverain plein d'activité et de génie ; » il ne doit plus compter ni sur notre foi- » blesse, ni sur notre division.

» L'histoire ne nous dit-elle pas que si les » Sarrasins fussent parvenus à détacher Charles » Martel de la nation, c'en étoit fait de la » France? Quelle que soit la cause du danger, » il existe, et l'honneur national ne permet » qu'une réflexion : la nécessité de le re- » pousser. »

L'opinion générale et indépendante, exprimoit des idées et des sentimens tout opposés.

« Le moment approche, disoient les mé- » contens, où cet homme, qui est parvenu par » des voies ténébreuses à fouler aux pieds le » genre humain, va rentrer dans le néant. » C'est en vain qu'il veut confondre son nom

» et ses intérêts avec ceux de la France entière ;
» ce n'est que son usurpation et sa tyrannie
» qui ont lié jusqu'ici son sort à celui de la
» France. Il a été entraîné malgré lui à pro-
» clamer hautement ses terreurs. Semblable à
» un gladiateur condamné, il paroît aujour-
» d'hui dans sa dernière arène, l'œil morne et
» la tête baissée. Aucun signe d'encouragement
» public ne vient le ranimer. Personne n'adresse
» à Dieu des vœux sincères pour son propre
» salut. Ses ennemis sont nombreux et formi-
» dables ; et ses partisans sont tristes, silen-
» cieux, sans énergie. Comment quitte-t-il
» sa capitale ? Quels sont les tendres gages
» d'amour et d'affection qu'il donne en par-
» tant à sa bonne ville de Paris ? Semblable à
» un locataire frauduleux qui signale les der-
» niers jours de sa résidence par la dévastation
» et par le vol, il pille la banque, il pille le
» Mont-de-Piété et les caisses publiques. Ses
» rapines accélèrent la disparition des capi-
» taux qu'on retire de toutes parts de la cir-
» culation. Mais il est enfin arrivé le moment
» terrible où l'Univers conjuré contre son
» oppresseur, où toutes les nations indignées
» vont secouer le joug qui les accable. Napo-
» léon, lui-même, a révélé ses craintes : au

» jour de son audacieuse méchanceté, il se
» confioit dans son étoile, dans sa fortune,
» dans sa destinée; aujourd'hui la lumière
» éblouissante qui le guida si long-temps s'est
» évanouie, et il se trouve le jouet d'un pou-
» voir qu'il ne peut vaincre, et que sa con-
» science revêt de terreurs. Déchiré par le
» sentiment de l'exécration universelle qui s'at-
» tache à lui, par l'horrible anticipation de
» l'avenir, il court distraire son inquiétude
» dans le tumulte des camps; il va joindre et
» sacrifier les débris de tant d'armées autrefois
» victorieuses et florissantes. »

Tels étoient les sentimens et les passions contraires qui agitoient les Français de la capitale et des provinces, à l'approche de la crise que les armes alloient décider.

FIN DU LIVRE QUATRIÈME.

LIVRE CINQUIÈME.

Arrivée de Napoléon à Châlons-sur-Marne. — Concentration de son armée. — Marche de l'armée de Silésie sur l'Aube. — Napoléon attaque et prend Saint-Dizier. — Il se dirige en hâte sur l'Aube, par la forêt de Montierender. — Il surprend l'armée de Silésie à Brienne. — Premier combat de Brienne. — Les deux armées restent en présence. — Bataille de Brienne et de la Rothière. — Retraite de l'armée française sur Troyes.

S'OPPOSER à la jonction des armées alliées de l'Est, créer autour d'elles un système de défense ou d'insurrection nationale, leur livrer des batailles partielles, les repousser au-delà du Rhin, ou les détruire par la promptitude de ses manœuvres ; tel étoit le plan de campagne de Napoléon, quand il se mit à la tête de l'armée rassemblée avec tant de peine. Sa direction vers Châlons-sur-Marne, et ses mouvemens ultérieurs, décelèrent sa vive impatience d'en venir aux mains avec l'armée de Silésie, qui étoit à ses yeux la plus redoutable ; elle n'étoit composée en

effet que de Russes et de Prussiens, dont l'intérêt politique sembloit ne lui promettre aucun espoir. Peut-être aussi étoit-il excité par la réputation d'activité et de vigueur que s'étoit acquise le feld-maréchal Blucher, et brûloit-il de se mesurer avec lui.

Cette armée avoit déjà dépassé la Marne; et son corps principal, commandé par le général Sacken, se portoit diagonalement sur l'Aube, pour joindre la grande armée entre Bar-sur-Aube et Brienne, afin de prévenir les entreprises de Napoléon. Le mouvement du corps de Sacken commença, le 22 janvier, par la marche de deux colonnes, l'une sur Ligny, l'autre sur Vaucouleurs, Gondrecourt et Joinville. Le feld-maréchal Blucher et son état-major suivoient cette dernière colonne.

Cependant, pour faire face de tous côtés, les différens corps de l'armée française, ou plutôt les restes des cadres qui en portoient le nom, occupoient encore une ligne trop étendue; il ne leur étoit pas possible d'opposer à l'ennemi, une masse imposante. Des instructions récentes, émanées des Tuileries, avoient prescrit aux maréchaux d'empire, commandant les différens corps, de se concentrer vers Châlons et Vitry, du 20 au 25 janvier; l'atten-

tion générale se dirigeoit sur les premiers coups qui devoient se porter dans ces plaines de Châlons, déjà fameuses.

Le maréchal duc de Tarente se replioit devant le corps russe de Winzingerode, par Namur, Rocroi, Vervins, Rhetel et Rheims, abandonnant les Ardennes, où les peuples s'étoient armés contre Napoléon.

En sortant de Verdun le maréchal duc de Raguse s'étoit vainement retranché dans les défilés de Clermont en Argonne, connus sous le nom des Ylettes; il se replioit aussi sur Châlons.

Après avoir occupé Bar-sur-Ornain, le maréchal prince de la Moskwa se concentroit sur Ligny et sur Saint-Dizier, où se trouvoit le maréchal Victor, duc de Bellune.

Le major-général prince de Wagram, à qui Napoléon devoit tant de victoires, étoit arrivé de Paris à Ligny, pour conférer avec les maréchaux; il fut décidé que le maréchal Victor tiendroit à Ligny et à Bar jusqu'à l'arrivée de la jeune garde venant d'Anvers pour renforcer l'armée de Châlons.

Napoléon lui-même ne soupçonnoit point encore les véritables intentions des alliés, et des deux côtés on cherchoit à se deviner. Le

22 le duc de Bellune poussa une reconnoissance de deux mille chevaux vers Saint-Aubin, où la cavalerie française dirigea le feu d'une batterie sur la cavalerie russe du général Wasiltchikoff; mais la reconnoissance se replia, voyant qu'on ne lui cédoit pas le terrein. Le 23 le lieutenant-général prince de Tcherbatoff attaqua la ville de Ligny, et la prit de vive force, laissant au pied des retranchemens trois cents hommes tués ou blessés. La brigade française qui s'y étoit vaillamment défendue se jeta dans Saint-Dizier; elle y fut attaquée le lendemain, et repoussée sur Vitry. Le prince Tcherbatoff marcha ensuite vers Brienne pour opérer de nouveau sa jonction avec le corps de Sacken. Le lieutenant-général Lauskoï tint la position de Saint-Dizier avec une avant-garde de huit cents chevaux, pour observer la route de Châlons; il pouvoit se rallier au corps prussien du général York, qui s'avançoit par Saint-Mihiel.

Au milieu de ces mouvemens précurseurs d'actions plus décisives, Napoléon arrive à Châlons-sur-Marne le 26, à onze heures du soir. Voyant le lendemain le désordre, l'horrible confusion qui régnoit dans l'armée; apercevant le misérable état des nouvelles levées mises en

route dans le plus affreux dénûment, il se frappa, dit-on, la tête, en s'écriant : *tout est perdu!* Mais se rassurant bientôt à l'aspect martial des vieilles troupes que rien ne pouvoit décourager, au souvenir de la valeur, de la haute intelligence de ses généraux, il part, traverse Vitry-sur-Marne le 27, se porte rapidement sur Saint-Dizier, et fait attaquer immédiatement le lieutenant-général Lanskoï par le corps du maréchal duc de Bellune. Les Russes plient devant la cavalerie française dans deux combats successifs; l'un dans le faubourg même de Saint-Dizier, d'où ils sont chassés avec perte ; le général Duhesme culbute si vivement leur arrière-garde, qu'ils n'ont pas même le temps de faire sauter le pont, et se jettent dans les mauvais chemins de Saint-Dizier à Montierender. A huit heures du matin Napoléon paroît à Saint-Dizier au milieu des chants de triomphe. Toute son armée, forte de soixante mille combattans, manœuvroit dans cette direction, et par-là il espéroit forcer les alliés à évacuer Bar-sur-Aube, Chaumont et même la Lorraine, en leur inspirant des craintes pour leurs derrières et pour leurs magasins. Arrivé à Saint-Dizier, il balança s'il pousseroit jusqu'à Nancy et

au-delà : il pouvoit en effet, en se rendant maître des Vosges, couper à l'ennemi ses communications avec le Rhin, avec l'Allemagne, et peut-être même l'anéantir au milieu de la France. Ce plan hardi, qui, deux mois après, devoit causer sa ruine, entroit déjà dans ses combinaisons gigantesques; mais la marche de Blucher, dont il eut alors quelques indices, et l'appréhension de laisser sa capitale à découvert, lui firent prendre la résolution de se porter rapidement sur l'Aube, afin d'entamer l'ennemi par son arrière-garde.

Le dégel retarda la marche des colonnes, et embarrassa les convois; l'armée étoit impatiente, inquiète; elle eût été découragée sans le succès de Saint-Dizier, qui vint relever la confiance du soldat. L'esprit que manifestoient les habitans des campagnes faisoit espérer d'ailleurs une guerre nationale, et un système de défense analogue venoit d'être organisé à la hâte sur la ligne d'opération. Dès que l'ennemi se montroit, les cloches sonnoient, et, se répétant de village en village, faisoient connoître la force de l'ennemi au moyen d'un signal convenu. Selon le rapport des paysans, partout où les ennemis se montroient en force ils crioient: *Mort à Napoléon! Vive la Régence!*

Le 28 l'armée se mit en mouvement, de Saint-Dizier par la forêt de Montierender, route de traverse que les pluies et le dégel avoient défoncée, route presqu'impraticable, même en été. Il fallut des peines incroyables pour y faire passer l'artillerie, et cette première marche fatigua tellement l'armée, qu'elle n'arriva que très-avant dans la nuit à Montierender.

Elle se mit en mouvement le 29 sur Brienne par Longeville ; les rapports firent connoître que les alliés étoient passés en force par la route de Doulevant à Paris, en longeant la rive droite de l'Aube ; qu'ils s'étoient avancés jusqu'à Brienne, et s'en étoient emparés. Napoléon se montra plus impatient encore de joindre l'ennemi pour le combattre.

Cependant le corps russe du lieutenant-général Lanskoï, repoussé de Saint-Dizier, s'étoit replié et rallié à l'armée de Silésie près de Doulevant par Joinville. Le feld-maréchal Blucher venoit de concentrer à Brienne le corps de Sacken, et une partie de celui de Langeron, commandée par le général Alsufieff ; il avoit même poussé des corps de cavalerie jusques vers Arcis et vers Troyes, occupé par l'infanterie de la vieille garde. A la première

nouvelle des mouvemens de Napoléon, le généralissime prince de Schwartzenberg avoit réuni près de Joinville le cinquième corps d'armée, sous les ordres du général comte de Wrede, au corps russe du général comte Wittgenstein, pour soutenir le général York qui se trouvoit menacé par la marche des Français sur Saint-Dizier. Le prince royal de Wurtemberg étoit placé avec le quatrième corps entre Bar-sur-Aube et Brienne, et le général Giulay près de Bar-sur-Aube. De Chaumont en Bassigny la grande armée alliée s'étoit mise en mouvement sur la même ville. Le corps du général Kleist devoit passer la Marne près de Saint-Mihiel, le 2 février, pour communiquer avec le général York, chargé de manœuvrer sur Châlons : tels étoient les mouvemens des différens corps des coalisés.

Cependant le feld-maréchal Blucher, instruit par ses éclaireurs de l'apparition des Français à Vassy et à Montierender, et ne pouvant toutefois deviner les véritables intentions de Napoléon, se hâta de concentrer près de Brienne ses forces disponibles ; il donna l'éveil au prince royal de Wurtemberg, qui s'étoit ménagé la position de Maisons, et formoit ainsi l'aile droite de l'armée de Silésie.

Le 28, vint s'y réunir aussi l'avant-garde du corps de Wittgenstein, sous les ordres du général comte Pahlen; vers midi on amène au feld-maréchal un lieutenant-colonel français, que les cosaques venoient d'enlever entre Vitry et Arcis. Il étoit porteur de dépêches importantes, annonçant que Napoléon, à la tête de son armée, s'étoit décidé à prendre l'offensive par Saint-Dizier, et d'un ordre adressé au maréchal duc de Trevise, qui lui prescrivoit de quitter Troyes et l'Aube pour s'approcher de l'aile droite de l'armée de l'empereur.

Le feld-maréchal vit alors clairement que Napoléon, ayant réuni toutes ses forces, vouloit la bataille; il résolut aussitôt de se rapprocher de la grande armée alliée qui pouvoit arriver avant le 1er février à Bar-sur-Aube. Blucher avoit reconnu d'ailleurs qu'entre cette ville et Brienne le village de Trannes offroit une forte position, liée naturellement avec celle de Maisons, déjà occupée par le prince royal de Wurtemberg. Au moment où l'ordre du départ alloit être donné, parut, divisée en fortes colonnes, l'armée française s'avançant sur Brienne; il étoit trois heures après midi, et le feld-maréchal étoit loin de s'attendre à une attaque si prompte et si brusque.

Brienne-le-Château, situé au pied d'une colline élevée, près de l'Aube, est un bourg tout-à-fait ouvert, qui ne renferme que des maisons en bois : il consiste en deux seules rues, dont l'une descend du château même, et aboutit à la route de Joinville; l'autre conduit d'Arcis à Bar-sur-Aube. Derrière le bourg est situé le château, bâti sur la colline, qui, par une pente douce, va se perdre dans une forêt ombrageant les deux rives de l'Aube. Un chemin spacieux conduit du château à la ville, qui n'en est éloignée que de mille pas; le coteau se prolonge le long de l'Aube, vers Lesmont, et de l'autre côté de Brienne vers Montierender s'étendent des plaines immenses, de même que jusqu'à Trannes vers Bar-sur-Aube.

C'étoit à l'école militaire établie jadis au château de Brienne que Napoléon avoit fait ses études. Là, il avoit reçu les premiers élémens de l'art de la guerre; là, s'étoit allumé le flambeau de ce génie qui devoit embraser le Monde; c'étoit là, enfin, c'étoit dans le séjour qui avoit servi de berceau à sa grandeur future, que Napoléon venoit chercher les armées de toutes les nations de l'Europe, réunies contre lui, pour leur livrer une bataille qui pouvoit décider à jamais de son sort.

Ce château de Brienne, déjà célèbre par tant de circonstances, étoit occupé par le feld-maréchal Blucher et par son état-major. Le corps russe d'Alsufieff s'étoit jeté dans le bourg, et derrière, sur la route de Brienne à la Rothière, se trouvoit placé, en colonnes, le corps du général Sacken. Deux mille chevaux, commandés par le général comte Pahlen, couvroient les approches et les avenues de Brienne. Ils furent attaqués à l'improviste par une masse de cavalerie française sous les ordres des généraux Milhaud et Grouchy, et par une division de cavalerie de la garde, commandée par le général Lefebvre-Desnouettes. Après s'être développée, cette nombreuse cavalerie exécuta plusieurs charges sur la droite même de la route, et s'empara de la hauteur de Perthes. Forcé de céder à une cavalerie supérieure, le général comte Pahlen tourna bride vers Brienne, traversa le bourg, et se replia pour se réunir au corps de Sacken.

En même temps le prince de la Moskwa, maréchal Ney, se portoit sur Brienne même, par le chemin de Mezières, à la tête de six bataillons en colonnes serrées, avec de l'artillerie légère, tandis que le général Château, avec plusieurs bataillons de grenadiers, tour-

nant par la droite ; s'introduisoit dans le parc à la faveur des inégalités du terrain. Les grenadiers, se glissant avec une grande résolution, surprirent l'état-major prussien dans le château au moment où le maréchal Blucher étoit à table avec ses officiers. Le feld-maréchal, le général Gueisneau, chef de son état-major, et d'autres officiers supérieurs, n'eurent que le temps de prendre leurs chevaux, avec lesquels, toute issue leur étant fermée, ils s'esquivèrent par un escalier, d'où ils gagnèrent les bois et joignirent le corps de Sacken.

Blucher reconnut alors seulement qu'il étoit attaqué par toute l'armée de Buonaparte, événement qui lui causa une extrême surprise, et qui dérangea tous ses projets de concentration. Il falloit résister toutefois, pour sauver l'honneur et l'armée. Le feld-maréchal ordonna aussitôt à la cavalerie du général Sacken, réunie à celle du comte Pahlen, de se porter avec célérité sur l'aile gauche de l'armée française, dépourvue de cavalerie. Ce mouvement se fit à la nuit tombante. La cavalerie alliée prit deux batteries, et l'aile gauche des Français se replia vers une autre position, en arrière du point d'attaque.

Cependant les tentatives du maréchal prince

de la Moskwa sur Brienne avoient d'abord été infructueuses par la vive résistance du général Alsufieff. Le maréchal venoit de renouveler ses attaques avec des troupes fraîches de l'aile droite : elles furent repoussées comme les premières; mais le château et une partie de la ville furent bientôt au pouvoir des grenadiers français quand ils eurent pénétré, du côté du parc, par une entrée où l'on avoit négligé de placer du canon et de l'infanterie. Le corps du général Sacken avança aussitôt au pas de charge. Le combat devint alors si acharné, que les avenues, les rues, les places et les vergers furent encombrés de morts. La résistance fut telle, que Napoléon, voulant déloger les Russes à tout prix, fit jeter des obus dans cette malheureuse ville, construite en bois, et qui dans un instant fut embrasée. Les femmes, les enfans, et presque tous les habitans des villages circonvoisins, avoient fui dans les forêts environnantes, et leurs lamentations se mêloient au bruit retentissant de l'artillerie et de la fusillade. L'incendie se propageoit avec une rapidité effrayante par l'effet des obus et de la mousqueterie; les Russes eux-mêmes favorisoient l'embrasement pour arrêter la marche des

Français. M. de Hardenberg, neveu du chancelier de Prusse, chargé de la garde du quartier-général, fut pris au bas de la montée du château, d'où il s'efforçoit d'arrêter les fuyards et les progrès des flammes. Toutefois, jusqu'à huit heures du soir, les alliés se maintinrent dans Brienne malgré les attaques réitérées de la jeune garde et d'une brigade de la division Meusnier. Ils cherchèrent même à reprendre le château, que le brave chef de bataillon du cinquante-sixième défendit avec une intrépidité digne d'éloge : les avenues et le grand escalier, du côté du parc, furent jonchés de cadavres russes et prussiens. Le combat se prolongea jusqu'à onze heures du soir, au milieu des terribles lueurs de la mousqueterie, des obus et des canons; au milieu des cris plaintifs des blessés et des mourans : l'infanterie des deux armées en vint plusieurs fois à la baïonnette; et plusieurs charges de cavalerie augmentèrent l'horreur de ces mêlées nocturnes.

Napoléon parcouroit les rangs, et s'exposoit même au feu de la mousqueterie pour relever le courage de ses troupes, dont une partie, composée de nouvelles levées, montroit une mollesse désespérante dans un début si décisif; mais

ces jeunes soldats, exténués à la suite de tant de marches forcées dans des chemins couverts de boue, et ne recevant aucune distribution, tomboient de fatigues et de besoins. Vers la fin du combat, des cosaques, se glissant derrière l'armée, abordèrent l'escorte de Buonaparte ; on les repoussa ; des coups de carabine et de pistolet furent tirés de part et d'autre. Le prince de Wagram eut son chapeau renversé d'un coup de lance. En chargeant à la tête de la garde, le général Lefebvre-Desnouettes venoit d'être abattu et couvert de blessures.

L'armée de Silésie, ayant en vain renouvelé ses attaques, dans l'espoir de chasser les Français de Brienne, mit un terme à l'effusion du sang, et se retira à onze heures du soir, prenant position derrière Brienne, vers la Rothière. A l'exception du château, et de quelques maisons encore intactes, le reste de cette ville infortunée n'étoit plus qu'un monceau de cendres.

Napoléon s'établit et passa la nuit à Mezières, situé à une lieue et demie en arrière du champ de bataille, et le lendemain 30 il fit son entrée à Brienne.

De quels souvenirs ne dut-il pas y être assiégé ! Tel fut le seul avantage qu'il put

retirer de cette journée sanglante, sur laquelle il avoit fondé l'espoir de plus grands résultats. Son armée toute entière étoit venue fondre à l'improviste sur un corps et une division de l'armée de Silésie, formant à peine vingt mille hommes, et ces vingt mille combattans n'avoient été repoussés qu'à une lieue du champ de bataille, sans même qu'il fût possible d'empêcher leur jonction avec la grande armée des alliés.

Toutefois le besoin et l'impatience de vaincre étoient tels, que des lettres authentiques du quartier-général et du secrétaire d'Etat duc de Bassano annoncèrent qu'on avoit enveloppé et fait prisonniers quinze mille hommes dans ce premier engagement, et pris aux alliés quarante pièces de canon. La nouvelle de ce prétendu triomphe se répandit dans Paris avec la rapidité de l'éclair.

« Ne semble-t-il pas, s'écrioient les jour-
» nalistes, ne semble-t-il pas qu'Antée ait frappé
» la terre, et qu'il en sorte d'innombrables
» légions? Dans dix jours l'empereur comman-
» dera la plus belle et la plus puissante armée
» qu'on ait jamais vue; lord Cathcart peut
» maintenant écrire au ministère anglais que
» les alliés *sont bien reçus* en France. »

Tout étoit préparé pour électriser les esprits. On affirmoit que les courriers avoient vu les quinze mille prisonniers, qu'ils avoient vu l'artillerie ennemie engouffrée dans la forêt de Vassy, et les quarante pièces de canon prises à la bataille.

Les troupes, ajoutoient les mêmes relations, avoient été secondées dans leurs prodiges par les habitans des campagnes, qui, armés de faux, de piques, de fourches, de bâtons ferrés, étoient tombés sur les fuyards ennemis, et ramenoient de tous côtés des prisonniers, des équipages et des canons. D'autres circonstances venoient fortifier ces récits, la plupart controuvés. La victoire une fois décidée, l'empereur s'étoit rendu à Brienne, dans ce lieu mémorable à plus d'un titre. N'étoit-ce pas à Brienne qu'avoit commencé à se développer le germe de ces grands talens qui devoient un jour étonner l'Europe et sauverla France? C'étoit de là que le héros étoit parti pour s'élancer aux plus hautes destinées : sur un tel champ de bataille la victoire ne pouvoit lui être infidèle.

A ces fictions et à ces rêves vinrent se mêler, dans la capitale, les chants guerriers d'un nouvel intermède, *l'Oriflamme*, sorti de l'arsenal des bureaux d'*esprit public*, attachés au

département de la police ; et ce fut des banquettes de l'Opéra que des agens apostés firent jaillir les éclats de ce patriotisme factice avec lequel on prétendoit enflammer une nation écrasée sous le despotisme.

Bientôt se dissipèrent ces illusions et ces prestiges pour faire place, non à l'austère vérité, mais à ce silence effrayant qui sous une telle oppression décéloit presque toujours quelque événement fâcheux ou sinistre.

Dès le lendemain du combat de Brienne Napoléon avoit fait manœuvrer son aile gauche, et vers midi toute son armée s'avança en colonne d'infanterie ; des batteries placées avantageusement canonnèrent les lignes de la cavalerie des alliés, placées à une lieue en arrière du champ de bataille de la veille. Attaquée par le général Grouchy et par le maréchal duc de Bellune, cette cavalerie se replia dans la position de Trannes au-delà du village de la Rothière. Napoléon place aussitôt toute son armée sur les hauteurs de Brienne, qui dominent la plaine, développant des forces supérieures à l'armée de Silésie. Le 31 janvier il s'avance encore et se déploie de nouveau dans la plaine même entre la Rothière et Trannes, occupant une hauteur boisée en avant de cette

dernière position. Ainsi les deux armées passent deux jours en présence.

Le général York cependant avoit attaqué et repris Saint-Dizier, et le général comte Wittgenstein, soutenu par le général Wrede, avoit repoussé le 29, près de Vassy, le corps du maréchal duc de Raguse, dont l'arrière-garde venoit d'éprouver quelques pertes dans sa marche sur Montierender, pour opérer sa jonction avec l'armée de l'empereur.

En même temps la grande armée alliée s'étoit approchée de l'Aube; le corps du prince royal de Wurtemberg étoit en marche de Maisons, et pouvoit arriver à Trannes le 1er février. Le comte Giulay se portoit pour le soutenir entre Besancourt et Arçonval. Le général commandant comte Barclay de Tolly avoit réuni les gardes russes et prussiennes pour former des reserves dans une position resserrée entre Colombay et Bar-sur-Aube d'où il pouvoit sontenir chaque point menacé. Le généralissime prince Schwartzenberg annonça ces dispositions au feld-maréchal Blucher, en le chargeant d'attaquer l'armée française avec ces forces réunies, pendant que le général comte de Wrede feroit son mouvement offensif de Doulevant sur Brienne.

L'intention de Napoléon ne pouvoit être d'accepter une bataille générale dans ces plaines immenses, où l'infériorité de ses forces, surtout en cavalerie, devoit lui faire craindre un désavantage réel. D'un autre côté, son armée, ayant l'Aube derrière elle, ne pouvoit se retirer sur Troyes ou sur Arcis que par le pont de Lesmont au-dessous de Brienne, et ce pont, qu'on avoit brûlé pour arrêter l'ennemi, ne pouvoit être rétabli que dans la journée du 1er février.

Une partie de l'armée française filoit déjà vers Lesmont, quand vers midi parurent les têtes de colonnes des alliés débouchant sur les villages de la Rothière et de Dienville, où le gros de l'armée étoit encore en position.

Napoléon se vit alors réduit à la nécessité de combattre non-seulement pour assurer sa retraite, mais pour le salut de l'armée. L'étendue de la ligne ennemie le força de prolonger la sienne pour ne pas être débordé. Toutes ses troupes disposées sur deux lignes de bataille furent rangées sur la pente d'une chaîne de collines, la droite appuyée sur Dienville et sur l'Aube, le centre à la Rothière et la gauche au hameau de la Gibrie. La Rothière étoit défendue par de fortes colonnes. Des détache-

mens considérables occupoient Petit-Mesnil, Chaumenil et Morvilliers couvrant les derrières de la position et appuyant l'aile gauche et ses hauteurs boisées. Là, commandoit le maréchal duc de Bellune. A Morvillers, vers Chaumenil, position importante qui couvroit le flanc gauche, avoit pris position le sixième corps, sous le commandement immédiat du maréchal duc de Raguse. Le général Duhesme défendoit la Rothière, et le général Gérard devoit préserver les deux rives de l'Aube, en occupant Dienville. On rangea l'infanterie en fortes masses sur les flancs des villages et dans les villages mêmes, qui furent bordés d'artillerie.

Pendant ces dispositions défensives, les trois colonnes d'attaque des alliés, formées par le feld-maréchal Blucher, se dirigeoient dans l'ordre suivant : le corps du général Sacken descendoit des hauteurs de Trannes dans la plaine de la Rothière, et se portoit sur le centre des Français, en deux fortes divisions, l'une sur Brienne par la route de Dienville, l'autre sur la Rothière même : le corps autrichien du général comte Giulay, et le corps russe du général Alsufieff formoient sa réserve. Le prince royal de Wurtemberg, avec l'aile droite, manœuvroit d'Eclance sur Chaumenil et Gibrie,

pour attaquer la gauche des Français, ouvrant par sa marche combinée la communication avec le général comte de Wrede qui manœuvroit aussi sur Chaumenil par Doulevant. Le général Barclay de Tolly occupa les hauteurs et les défilés de Trannes.

Il étoit une heure après midi, et la cavalerie des deux armées rangées en bataille entre les deux lignes, se mettoit partout en mouvement dans la plaine. Des escarmouches et une vive canonnade étoient le prélude de l'attaque générale. Bientôt l'attention est détournée par un feu violent d'artillerie et de mousqueterie, parti de l'aile gauche de l'armée française: c'étoit le prince royal de Wurtemberg qui, se frayant un chemin à travers la forêt d'Eclance, ouvroit la bataille en attaquant la hauteur boisée de la Gibrie, défendue par plusieurs régimens. Malgré leur résistance opiniâtre, il s'empare des hauteurs et du hameau. Napoléon, craignant alors d'être débordé, fait manœuvrer un corps sur sa gauche, et la Gibrie est repris à la baïonnette par des brigades françaises qui déploient la plus rare valeur. Le prince royal, recevant à son tour des renforts, attaque derechef le bois et le hameau; il est d'abord repoussé, mais le mouvement com-

biné du général comte de Wrede étoit prévu avec tant de précision, que les Austro-Bavarois, débouchant sur la droite du prince royal par la forêt de Soulaines, dans la direction de Chaumenil, marchent aussitôt sur Trémilly, pour attaquer de concert Chaumenil et l'aile gauche de l'armée française. C'étoit au moment où le maréchal duc de Raguse cherchoit à établir, par de fortes colonnes d'infanterie et de cavalerie, ses communications avec Chaumenil par Morvilliers. Le feld-maréchal lieutenant comte de Hardegg l'attaqua vivement et rejeta ses colonnes sur Morvilliers. Une division de hulans de Schwartzenberg, par une charge heureuse, s'empare d'une batterie de six pièces de canon qui se mettoit en mouvement pour soutenir l'infanterie du sixième corps. La jonction du prince royal et du comte de Wrede étant dès lors effectuée, la Gibrie et Chaumenil sont de nouveau attaqués et enlevés par des forces supérieures. Instruit que les positions de son aile gauche sont compromises, Napoléon accourt en personne avec une partie de l'artillerie de sa garde ; il ordonne de reprendre Chaumenil sous la protection d'un feu bien dirigé, attachant une grande importance à la possession de ce village, et il se reporte

immédiatement vers le centre, où sa présence étoit également réclamée. Le général comte de Wrede, jugeant alors qu'il falloit éloigner les batteries de la garde ou s'en emparer, fait mettre en mouvement toutes les divisions austro-bavaroises, qui tombent à la fois sur les batteries françaises, mettent en déroute la cavalerie, rompent les carrés d'infanterie et forcent les artilleurs à rétrograder, après leur avoir pris quelques canons et plusieurs chariots de munitions attelés : dès lors Chaumenil reste sans retour aux alliés.

Près de trois heures venoient d'être employées en manœuvres et en attaques successives sur ce point de la ligne de bataille. En vain Napoléon, par ses démonstrations, avoit menacé le flanc droit de la position des coalisés ; elles ne purent détourner le feld-maréchal Blucher du but principal qu'il se proposoit d'atteindre. Voyant sa droite assurée par le double succès du prince royal et du comte de Wrede, il se détermine à emporter de vive force la Rothière, centre et comme la clef de la position de l'armée française. C'étoit en effet le point décisif, et de sa possession alloit dépendre le gain de la bataille, qui vers trois heures devint générale. Toutes les forces

des alliés s'étoient déployées dans les plaines de la Rothière et de Brienne. S'avançant en échelons, l'infanterie du général Sacken attaque la Rothière, en même temps que sur la gauche le général comte Giulay remplissant, avec le 3e corps, l'intervalle entre l'Aube et les masses disposées pour l'attaque, ouvre son feu sur le bourg de Dienville.

L'ardeur des troupes alliées est excitée jusqu'à l'enthousiasme par la présence de l'empereur de Russie, du roi de Prusse et du prince Schwartzenberg. Placés entre Trannes et la Rothière, sur le terrain même de l'action, ils observent et suivent le progrès des attaques, contrariées par des tourbillons de neige obscurcissant l'air ; souvent même l'artillerie et la mousqueterie sont obligées de taire leur feu, aucun objet ne pouvant être distingué. Les batteries russes, quoique servies avec une supériorité marquée, laissent la moitié des canons en arrière, tant la terre est couverte de neige épaisse ; ce n'est qu'en doublant les trains de l'autre moitié, qu'on parvient à la porter en avant. La résistance étoit toujours opiniâtre à la Rothière et à Dienville ; l'aile gauche même n'étoit que débusquée sans être entamée. Au coucher du

soleil la cavalerie française pénétra vers le centre, jusque dans les masses d'infanterie russe, qu'elle contraignit à plier. Dans cet instant critique le feld-maréchal Blucher fit un de ces mouvemens hardis qui décident ordinairement la victoire : il ordonne à sa cavalerie, qui venoit de recevoir des renforts, de tourner le flanc gauche des Français par une manœuvre rapide, et de les attaquer sur leurs derrières. En même temps l'infanterie, commandée par le général Sacken, reçoit l'ordre d'attaquer les Français par le flanc droit. Ces manœuvres, que favorisèrent les ténèbres, furent exécutées avec autant de vivacité que de précision; et la cavalerie française, surprise par les dragons russes, fut chargée et culbutée jusqu'à Brienne-le-Vieux, où les Russes entrèrent pêle-mêle avec les Français. L'infanterie de Napoléon, qui formoit le centre, restant alors à découvert, le général Sacken poussa ses attaques avec vigueur, et resta maître de la Rothière. La bataille paroissoit gagnée. Napoléon craignit même un instant la déroute de son armée, événement inévitable si les alliés eussent redoublé leurs charges sur Brienne et sur Lesmont. Le désastre de Leipsic pouvoit se renouveler, car le pont de Les-

mont n'étoit pas rétabli, et n'offroit d'ailleurs qu'un passage étroit et difficile.

Mais bientôt, à ce premier ébranlement, succède plus d'assurance. Napoléon se met à la tête de la cavalerie du général Colbert, et ordonne une charge qui arrête les progrès des alliés. Le maréchal Oudinot, duc de Reggio, revient en hâte sur ses pas de Lesmont, à la tête de deux divisions de la jeune garde, et il reprend l'offensive. De fortes colonnes d'infanterie et des batteries d'artillerie volante sont dirigées sur la Rothière. Napoléon à la tête de ses gardes renouvelle trois fois les attaques avec tant de vigueur, qu'il s'empare de l'église et de quelques maisons, tandis que les grenadiers russes occupent le reste du village. Là on se serre, on croise la baïonnette. Le général Decous, commandant la seconde division de la jeune garde, est blessé dangereusement dans une de ces attaques (1), et le général Baste tombe mort atteint de plusieurs balles. Cet officier de marine venoit de renoncer à son grade de contre-amiral pour se battre sur terre.

Les efforts des Russes sur le front de la

(1) Il mourut à Paris, de ses blessures, le 18 février suivant.

ligne étoient d'autant plus animés, que le maréchal Blucher les dirigeoit en personne. Ce général se fit remarquer à l'attaque de la Rothière parmi les soldats les plus exposés au feu, soutenant les troupes assaillies dans le village par la garde impériale; un cosaque d'ordonnance fut tué à ses côtés.

Cependant les réserves russes avançoient par ordre de l'empereur Alexandre, et au milieu de ces vicissitudes la bataille se prolongeoit dans la nuit. Vers dix heures du soir le prince de Wagram, traversant la ligne française pour visiter les postes, trouve les deux armées si près l'une de l'autre, que plusieurs fois il prend les postes des alliés pour ceux des Français; l'adjudant-général Maussion, un de ses aide-de-camp, tombe au pouvoir des ennemis, ainsi que le général de division Forestier. Enfin, tout le village de la Rothière est cédé à la valeur obstinée des Russes, et le général Sacken, trois fois à la veille d'être pris, fait une charge hardie sur la droite du village, s'empare de vingt pièces de canons attelées, et de cinq à six cents hommes des bataillons de la garde. A minuit Napoléon fit sa dernière attaque sur la Rothière; les grenadiers russes restés maîtres de ce village, la

repoussèrent, et dès lors la victoire fut décidée en faveur des alliés.

Mais l'extrême droite des Français se maintenoit à Dienville, par des efforts miraculeux, malgré les attaques réitérées du corps autrichien de Giulay, qui, voulant passer de la rive gauche à la droite de l'Aube, eut plusieurs de ses bataillons détruits. C'étoit le dernier point de la position des Français; et par son pont sur l'Aube, il assuroit la communication la plus prompte avec Troyes. Des assauts réitérés ne peuvent lasser la constance du général Gérard. A minuit seulement, il cède la partie du village située sur la rive droite, et se met en retraite de l'autre côté de la rivière, après avoir fait sauter le pont, abandonnant toutefois aux Autrichiens deux cent trente prisonniers. Ainsi, la victoire, long-temps disputée par la valeur française, étoit complète sur tous les points de la ligne. L'armée de Buonaparte filoit depuis une heure du matin avec ses bagages sur le pont de Lesmont; son arrière-garde seule étoit postée en avant de Brienne, et ne se mit en marche qu'au point du jour, suivie de quelques partis de cosaques. Elle fila aussi vers Lesmont, tandis que le 6e corps, par un mouvement latéral, couvroit également

la retraite en se portant vers Ronay. Le maréchal duc de Raguse y prit une forte position, et le feld-maréchal Blucher fit aussitôt ses dispositions pour attaquer à la fois ces deux arrières-gardes. Il met en mouvement les trois corps du prince royal de Wurtemberg, des généraux Wrede et Giulay. Le prince royal marche sur Brienne; le général Wrede s'avance sur la droite du prince royal, et le général Giulay longe l'Aube. Une charge brillante du prince sur la cavalerie qui couvroit la retraite près de Saint-Christophe, eut un plein succès. L'arrière-garde, chassée de Brienne, gagna Lesmont; le général Giulay, secondé par l'infanterie wurtembergeoise, l'attaqua immédiatement, tandis que le général comte de Wrede prenoit également l'offensive sur le 6ᵉ corps qui occupoit déjà les hauteurs du village de Ronay. Le maréchal duc de Raguse venoit de faire sauter le pont, et il avoit devant lui un terrain marécageux presque inondé par les débordemens de la Voire. Selon le rapport des paysans, cette position, presque inexpugnable, avoit été choisie par Napoléon lui-même, qui s'y étoit transporté la veille, afin de prescrire les préparatifs de défense. Tous ces obstacles

réunis ne purent décourager les Bavarois; ils échouèrent toutefois dans leurs premières attaques, par la courageuse résistance des Français; la glace, trop foible, rompoit sous les pieds des soldats, qui souvent même enfonçoient jusqu'aux flancs; on ne pouvoit avancer que sur la route même, et quand on en venoit aux mains, les armes et les munitions se trouvoient hors d'état de servir par l'effet de l'humidité.

Le général comte de Wrede résolut d'enlever d'assaut une position qui protégeoit si long-temps la retraite des Français. Ses soldats, par des tentatives réitérées, surmontent enfin la plupart des obstacles qu'opposoit la difficulté du terrain; ils s'emparent d'un pont sur le ruisseau qui traverse Ronay en deux bras; la moitié du village est déjà en leur pouvoir quand ils sont arrêtés par le second bras, dont le pont vient d'être rompu. Placés en masse derrière la Voire, dans l'église et dans les maisons de Ronay, les soldats français entretenoient, par les crenelures, un feu bien nourri. Vers quatre heures seulement la cavalerie austro-bavaroise, ayant trouvé un endroit guéable, traversa la Voire; mais le 6e corps étoit déjà en retraite et à couvert. Cette

belle défense du maréchal duc de Raguse retarda de vingt-quatre heures la poursuite de l'armée française. Lesmont cependant venoit d'être enlevé d'assaut par les Austro-Wurtembergeois; mais toute l'armée de Napoléon étoit déjà établie sur la rive gauche de l'Aube, prenant sa direction sur Troyes par Piney, afin de se rallier à la vieille garde et aux divisions formant le corps d'armée du maréchal duc de Trévise.

Telle fut la bataille de Brienne, ou plutôt de la Rothière (1), où Napoléon, pour la première fois, combattit en personne les alliés sur le territoire de la France.

Le courage que déployèrent ses troupes, leurs efforts héroïques, le danger auquel il s'exposa lui-même, tout prouve combien il attachoit d'importance à obtenir la victoire dans ce premier engagement; aussi fallut-il que les alliés emportassent d'assaut chaque village, chaque hauteur, chaque buisson; aussi achetèrent-ils avec du sang chaque pied de terre. Leur ardeur, leur constance, et surtout leur nombre, triomphèrent, il est vrai, de tous les obstacles.

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXV.

Quelques villages qui, pendant la bataille et lors des premiers combats, avoient pris les armes contre les alliés, furent soumis à l'exécution militaire. Cette triste nécessité ou plutôt cette rigueur étoit dans les lois de la guerre.

Les alliés avoient eu près de quatre-vingt mille hommes engagés, et Napoléon, au-delà de soixante mille. S'il eut à regretter sa vieille garde, qu'il n'avoit pu rallier encore, d'un autre côté les corps ennemis, de Colloredo, Wittgenstein, Kleist et York, n'avoient pris aucune part à la bataille. On évalua la perte des Français à quatre ou cinq mille hommes, tués ou blessés, y compris un petit nombre de prisonniers de guerre. Celle des alliés s'élève à plus de six mille; mais ils n'eurent aucun prisonnier, ne perdirent aucun canon, en enlevèrent soixante-dix, et restèrent maîtres du terrain. Tel fut d'ailleurs l'effet moral de cette journée, que près de vingt mille conscrits abandonnèrent, pendant la retraite, les drapeaux de Napoléon. Le prince Schwartzenberg qui avoit fait manœuvrer les renforts avec célérité et intelligence, reçut une épée de l'empereur Alexandre, sur le champ de bataille. Le général comte de Wrede et

le prince royal de Wurtemberg furent décorés de l'ordre de Saint-Georges.

Mais la bataille de Brienne eût été plus importante par ses résultats, si les alliés en avoient tiré tout le fruit et tous les avantages qu'elle sembloit leur offrir ou leur promettre.

Pourquoi ne manœuvrèrent-ils pas pour s'opposer à la jonction de l'armée battue avec le corps de la vieille garde, resté en position à Troyes ? Ils n'eussent rencontré aucun obstacle insurmontable en passant l'Aube à Dienville, et en marchant droit sur Piney, par où devoient passer nécessairement les colonnes en retraite. Pourquoi aussi ne firent-ils pas coïncider l'attaque de Troyes par la route de Chaumont, avec l'attaque de Brienne ? Ces fautes eurent les plus graves conséquences ; on eût dit les alliés étourdis d'avoir attaqué et vaincu Napoléon au centre même de son empire.

Cependant leur grande armée, après avoir dépassé les frontières de la Suisse, franchi toutes les barrières de la France, et tourné toutes les forteresses de l'est; après avoir formé sa jonction avec l'armée de Silésie, et déconcerté ainsi toutes les tentatives qu'avoit faites Napoléon pour tomber avec des forces supé-

rieures sur des corps séparés, venoit de couronner tant d'efforts en remportant une victoire glorieuse dans les plaines de l'Aube. Un tel début, dans une bataille rangée, sembloit ne plus rien laisser à envier, et les monarques alliés purent s'attendre, sans trop de présomption, à prescrire la paix à celui qui la leur avoit si souvent dictée dans leurs propres capitales.

FIN DU LIVRE CINQUIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

Détresse de l'armée française dans sa retraite vers Troyes. — Situation et alarmes de Paris. — Hésitation des coalisés. — Ils marchent sur la capitale avec deux armées séparées. — Napoléon s'obstine à garder la position de Troyes. — Il est débordé vers la Marne. — Plan du feld-maréchal Blucher. — Marche du général York. — Il s'empare de Vitry et de Châlons. — Le maréchal duc de Tarente se replie sur Château-Thierry. — Napoléon abandonne Troyes et se replie sur Nogent. — Entrée des alliés à Troyes. Ouverture du congrès de Châtillon. — Napoléon demande une suspension d'armes. — Les alliés lui proposent la signature des préliminaires de paix. — Politique des cours alliées : elles songent enfin aux Bourbons.

Désorganisée par le sentiment de sa défaite ; encore plus affoiblie par la désertion que par ses pertes en bataille rangée, l'armée française effectuoit, dans un état déplorable, son mouvement de retraite sur Troyes : tout sembloit la repousser. Au sein même de la France, au milieu de campagnes fertiles, où les greniers regorgeoient, le soldat manquoit de tout, et le service des vivres n'étant pas même assuré,

il ne se nourrit pour ainsi dire que de racines dans ses marches subites de Saint-Dizier à Brienne, et de Brienne à Troyes; il employoit moins son peu de repos à l'apprêt de ses repas, qu'à réparer ses forces par un sommeil interrompu dans des bivouacs, couverts de boue, et exposés à l'inclémence de l'hiver.

Quand l'armée eut passé l'Aube, elle aperçut, aux environs de Piney, quelques centaines de cosaques. Leur apparition, leur aspect barbare jeta les nouvelles levées dans une sorte de terreur qui se communiqua aux soldats plus aguerris. Les conscrits jetoient leurs armes, disparoissoient dans les bois, et regagnoient leurs foyers. C'est ainsi que l'armée, de plus en plus affoiblie, s'approcha de l'ancienne capitale de la Champagne.

A Troyes, comme à Paris, on avoit d'abord cru Napoléon victorieux : une lettre du major-général accrédita même le bruit d'un avantage signalé. Les ressources de l'imposture étant aussi une ruse de guerre, on doit moins s'étonner que Napoléon y eût recours, lui dont le gouvernement ne reposoit que sur l'erreur.

La surprise fut extrême, quand, au milieu de ces bruits de triomphe, Troyes vit arriver dans ses murs les débris de l'armée française,

et Napoléon, à cheval, couvert de neige et de boue, presque sans suite, avec les apparences d'un fugitif. Environ cinq mille hommes de toutes armes traversèrent Troyes, pêle-mêle, dans un désordre affligeant; le reste filoit par les dehors de la ville, et prenoit position.

La vieille garde venoit de se porter sur Arcis-sur-Aube; mais, après vingt-quatre heures d'hésitation, l'issue des événemens de Brienne la ramenant à Troyes, elle y fit sa jonction avec l'armée vaincue. Cette garde, cavalerie et infanterie, la plus belle troupe qu'on pût voir, formoit un contraste frappant avec le reste de l'armée, composé de recrues affoiblies, de soldats délabrés, abattus par les revers et par les marches pénibles. Elle partageoit le mécontentement des autres troupes, qui, ne se contenant plus, l'exhaloient par des plaintes amères et par les cris du désespoir; le soldat n'écoutoit plus ses chefs, et l'armée sembloit à la veille de se dissoudre.

Cependant elle venoit d'opérer autour de Troyes et aux environs la concentration de tous ses débris, à l'exception du sixième corps, qui, après avoir passé l'Aube à Ronay, s'étoit porté sur Arcis, où le maréchal duc de Raguse prit position.

Toutes les forces réunies à Troyes s'élevèrent à quarante-trois mille hommes, dont quinze à vingt mille de vieilles troupes.

On étoit à Paris dans la plus vive attente. Des bruits contradictoires faisoient flotter l'opinion en sens contraires, selon la différence des intérêts. Les partisans de Buonaparte ne rêvoient que prodiges ; ses ennemis n'apercevoient que des calamités : ils invoquoient une catastrophe qui mît enfin un terme à son affreuse domination. La police seule cherchoit à rassurer les esprits ; ses journaux fourmilloient de détails pompeux sur des marches, des mouvemens de troupes superbes qui de toutes parts accouroient à la grande armée de Napoléon, tant de fois renouvelée. Presque chaque jour on passoit en revue, aux Tuileries, des corps de toutes armes destinés pour l'armée. C'étoit le roi Joseph qui, successivement assis sur deux trônes, et deux fois détrôné, se trouvoit alors le grand inspecteur de ces revues quotidiennes, en qualité de lieutenant de l'empereur son frère. La moindre de ces revues étoit, selon les supputations officielles, de dix-huit mille hommes effectifs. On eût dit que, sortant par une barrière de la capitale, les troupes rentroient par une

barrière opposée, afin de passer une seconde revue, puis une troisième, à l'imitation des marches triomphales de théâtre.

Cependant la curiosité publique se montroit impatiente. Enfin, le bulletin si long-temps attendu présente aux Français crédules la bataille de Brienne « comme un engagement » d'arrière-garde, mais offrant toutefois un » des exploits les plus brillans de l'armée fran- » çaise. Le combat avoit cessé la nuit, après » une vive canonnade. L'armée avoit continué » sans obstacles ses manœuvres de concentra- » tion, et leur objet avoit été complétement » rempli. »

Les yeux attachés sur le théâtre de la guerre et sur le cours de l'Aube et de la Marne, les Parisiens cherchoient à comprendre ou à deviner les mouvemens des armées et leurs évolutions, autant qu'il étoit possible de les suivre à travers ce dédale de tergiversations et de mensonges. Ils jugèrent néanmoins que du 26 janvier au 3 février, c'est-à-dire, après huit jours de combats et de manœuvres savantes, Napoléon, vainqueur à Saint-Dizier, vainqueur à Brienne, et toujours vainqueur, se trouvoit à Troyes en Champagne à trois marches en arrière de Saint-Dizier; que cette ville et

Vassy devoient être considérées comme le *nec plus ultrà* des progrès de l'Hercule moderne dans l'est de la France ; qu'à la vérité on avoit présenté Nancy comme délivré , mais que Nancy étoit toujours au pouvoir des alliés ; que pendant ces huit jours de grandes manœuvres sur un espace de dix-huit à vingt lieues , entre Châlons et Troyes , Napoléon étoit tombé entre l'armée de Silésie et la grande armée confédérée ; que le résultat immédiat de toutes ses opérations ne pouvoit plus être révoqué en doute , et qu'il présentoit non pas quinze mille prisonniers et quarante pièces de canon , comme on l'avoit si impudemment annoncé , mais une suite d'échecs qui anéantissoient les illusions et les rêves des admirateurs du César de l'île de Corse.

Son mouvement irréfléchi sur Saint-Dizier et sa défaite à Brienne venoient de détruire les seules ressources qui eussent échappé , pour ainsi dire , à tant de revers en Espagne , en Russie , en Allemagne. Mais il entroit dans la destinée de Buonaparte d'être encore plus ménagé par ses ennemis que par la fortune.

Un peu plus de hardiesse après la journée de Brienne , eût porté en six ou sept marches les alliés aux portes de Paris. A la vérité , ils

furent d'abord incertains si Napoléon se retiroit sur Châlons ou sur Troyes, et cette hésitation qui déjà étoit une faute, leur fit perdre le fruit de la bataille. Trop de lenteur et une sorte de timidité arrêtèrent leur essor. Ils auroient pu abattre l'armée vaincue. Les militaires réfléchis s'y attendoient; tous s'accordoient dans ce sentiment, que Napoléon étoit perdu s'il hasardoit une seconde bataille, ou s'il ne se mettoit à couvert par une prompte retraite.

Rien ne pouvoit exciter une plus grande surprise parmi les officiers instruits, que l'intention que manifesta Buonaparte de séjourner et de tenir à Troyes, au moment où des ennemis aussi nombreux que formidables, en le débordant par ses flancs, pouvoient gagner sur lui plusieurs marches, arriver brusquement à Paris, et atteindre ainsi le but de la guerre.

Les monarques alliés avoient décidé en effet qu'ils marcheroient sur cette capitale en deux grands corps d'armée, l'un suivant le cours de la Seine et de l'Yonne par les routes de Troyes et de Sens; l'autre gagnant la Marne par Châlons, Château-Thierry et Meaux. Ce plan sembloit offrir le double avantage d'assurer

les subsistances des confédérés dans un pays qu'ils croyoient épuisé de vivres, et de placer Napoléon entre deux armées offensives, dont l'une alloit le tenir en échec, tandis que l'autre, par son apparition subite aux portes de la capitale, feroit renoncer à toute idée de la défendre, et la préserveroit ainsi du danger de sa destruction.

Mais ce système de ménagement et la séparation des deux armées devoient entraîner les inconvéniens les plus graves devant un ennemi aussi actif que perfide, et ces dangers, qui, pour le malheur de l'humanité, n'étoient que trop réels, les alliés n'auroient pu les éviter que par une célérité incompatible avec leur timide circonspection.

Le premier effet de ce nouveau plan fut donc de séparer encore l'armée de Silésie de la grande armée. Tandis que Blucher se dirigeoit par Fère-Champenoise, vers la Marne, le prince Schwartzenberg marchoit sur Troyes par Vandœuvre. Troyes se vit alors sérieusement menacé par des forces victorieuses. Ce n'étoient pas quelques abattis, des ouvrages élevés à la hâte, des batteries placées à ses portes qui pouvoient la garantir ; il ne falloit rien moins qu'une bataille et une victoire.

Quelle alternative pour l'ancienne capitale de la Champagne, qui, presque entièrement construite en bois, ne pouvoit devenir un instant le théâtre de la guerre sans avoir à redouter l'embrasement !

Tous les avis annonçoient les approches des alliés en fortes colonnes. On assure qu'alors Napoléon manda le maire de Troyes, pour lui signifier que la loi de la nécessité le forceroit peut-être de livrer aux flammes les faubourgs, afin de couvrir les mouvemens de l'armée, et qu'il falloit en enlever les effets les plus précieux. « Sire, répond le maire, si » le salut de la France dépend de l'incendie » de cette ville, vous pouvez la brûler; mais » Dieu prononcera un jour sur nos actions. » A ces paroles Napoléon tourne le dos au maire, et passe dans une autre salle, laissant ce magistrat dans la plus cruelle incertitude sur le sort de ses concitoyens.

Cependant l'armée se maintenoit autour de la ville, et occupoit toutes les positions susceptibles d'être défendues, notamment les ponts de la Guillotière, sur la Barce, à deux lieues en avant de Troyes. Napoléon manifestoit ouvertement l'intention de tenir, et annonçoit des renforts de trente à quarante mille hommes

venant de la Bretagne, de la Normandie et de l'armée d'Espagne; mais les voyageurs démentoient ces assertions : ils n'avoient rien vu sur la route, et l'on en inféroit que les prétendus renforts n'étoient encore qu'une fiction imaginée pour inspirer plus de courage et de confiance.

Indépendamment de la position de la Guillotière, l'armée tenoit celle des Maisons-Blanches, aussi à deux lieues de Troyes, mais sur la route de la Bourgogne : elle étoit occupée par la vieille garde. Une division autrichienne, commandée par le prince de Lichtenstein, s'étant portée dans cette direction, fut repoussée vivement, et le maréchal Mortier, duc de Trévise, fit avancer aussitôt son avant-garde sur le pont et au village d'Eteroy. Le prince Schwartzenberg ordonna au comte Colloredo de faire avancer sur Eteroy la division Bianchi, et d'enlever ce poste aux Français. Le général Bianchi exécuta cet ordre avec autant d'intelligence que de bravoure : le pont fut repris, et une quarantaine de grenadiers de la garde restèrent au pouvoir des alliés.

Le 4, au soir, le quartier-général de l'empereur de Russie fut établi à Lusigny, près

Vandœuvre, où se trouvoient déjà la garde russe et une grande partie de l'armée ennemie. Les monarques alliés étoient loin de s'attendre que Napoléon voulût défendre Troyes ; ils croyoient déjà l'armée française en pleine retraite, et s'attendoient à faire, le soir même, leur entrée dans cette ville. Les têtes de colonnes marchoient sur les ponts de la Guillotière ; et, le comte Colloredo s'étant porté à l'avant-garde, pour reconnoître la position des Français sur la Barce, un combat vif s'engagea vers les hauteurs, au-delà des ponts, où le général autrichien reçut un coup de feu à la cuisse. Le général Nostiz prit aussitôt le commandement, mais l'attaque avoit échoué. A la suite de plusieurs escarmouches de cavalerie, cinq à six cavaliers français étoient tombés au pouvoir des alliés : ils furent conduits au prince Schwartzenberg, et apprirent à ce prince que Napoléon étoit à Troyes, et vouloit s'y défendre. Aussitôt les monarques alliés firent d'autres dispositions. Le lendemain 5, l'armée française s'attendoit à une bataille générale, et Napoléon alloit en effet passer la Barce dans l'intention de repousser les alliés, quand, à sa grande surprise, il reçut l'avis qu'ils venoient de rétro-

grader d'une marche sur Vandœuvre. C'étoit une conséquence du plan général des souverains coalisés, soit qu'ils eussent voulu livrer bataille sur un terrain plus favorable, tel que Bar-sur-Aube ou Chaumont, soit qu'ils eussent cherché à éviter un engagement général pour tout attendre de leurs combinaisons, qui avoient plutôt pour objet de ruiner leur adversaire que de le réduire au désespoir.

En se concentrant l'armée coalisée tint les positions suivantes : le corps wurtembergeois occupa Montieramey, Montreuil et Lusigny : à Saint-Père, sur la gauche, s'établit le corps de Lichtenstein, communiquant avec les Wurtembergeois, par la division du comte Colloredo : à leur droite, étoit placé le corps du général comte Giulay : le comte de Wrede s'étoit cantonné à Vandœuvre, avec les gardes et réserves : enfin, le comte Wittgenstein tenoit une position sur la Melda, couvert, du côté de Méry, par le général comte Pahlen.

Résolus néanmoins d'expulser Buonaparte de Troyes, les alliés poussoient toujours des corps nombreux sur les routes d'Arcis, de Bar-sur-Aube, de Bar-sur-Seine, de Saint-Florentin et de Sens, pour couper les communications de l'armée française avec Paris,

Mais, bravant toutes ces démonstrations, Buonaparte ne vouloit point entendre parler de retraite ; déjà même, par son ordre, plusieurs maisons, situées sur la route d'Arcis, venoient d'être brûlées, pour empêcher les alliés de passer la Seine, quand cet homme, que la force seule, et jamais la prudence, faisoit rétrograder, se vit contraint d'abandonner malgré lui, sans combat, l'ancienne capitale de la Champagne. Ce fut à la diversion de l'armée de Silésie, sur la Marne, que les alliés furent redevables de la conquête de Troyes.

Cette diversion avoit commencé par le mouvement offensif du corps d'armée du général York. Après avoir repris Saint-Dizier, ce général l'avoit fait fortifier, comme étant situé sur la route militaire, et il y avoit établi une ligne de communication entre Joinville, Vaucouleurs et Void ; puis il s'étoit porté à Vitry-sur-Marne et l'avoit attaqué le 1er février. Repoussé d'abord par le général Montmarie et par les habitans, il y étoit revenu en force, avoit jeté des obus dans la ville, et s'en étoit enfin emparé. Il se porta immédiatement sur Châlons, où s'étoient repliés le onzième corps de l'armée française, sous les ordres immé-

diats du maréchal duc de Tarente, et les divisions des généraux Sébastiani et Arrighi.

Instruit de l'approche des Prussiens, le maréchal leur oppose, le 3 février, huit mille hommes, précédés par la cavalerie des généraux Sébastiani et Exelmans; mais les Prussiens, supérieurs en nombre, manœuvrent pour tourner ce détachement; ils atteignent l'arrière-garde, l'attaquent avec avantage près de la chaussée, entre Châlons et Vitry, lui enlèvent même trois canons, lui font quelques centaines de prisonniers, et la poursuivent jusqu'aux portes de Châlons. Le général York envoie aussitôt un officier parlementaire sommer la ville de se rendre. Sur le refus des généraux français, il fait prendre d'assaut le faubourg, du côté de Vitry, et jette dans la ville des obus qui y mettent le feu en quatre endroits. Une vive fusillade s'engage, et Châlons se voit à la veille d'éprouver les horreurs d'un sac et de l'incendie. Cependant une députation des magistrats, autorisée par le duc de Tarente, vient supplier le général York de suspendre les hostilités. Ce général s'y refuse, ne voulant traiter qu'avec les chefs militaires. Le maréchal entre alors en négociation, et il est arrêté que les troupes françaises évacue-

ront la ville, en laissant les magasins, les approvisionnemens intacts, et tout dans le même état (1).

L'observation scrupuleuse du principe de ces conditions eût compromis le onzième corps; et malgré les représentations des habitans, le duc de Tarente fit sauter le pont de pierre sur la Marne, afin de mieux assurer sa retraite. Il l'effectua le 6, par la rive gauche de la Marne, prenant la direction de Château-Thierry, et traînant à sa suite un parc d'environ cent pièces d'artillerie, tiré en partie par des chevaux de paysans. Le général York se hâta de passer la Marne sur un autre point et de poursuivre les Français sur le chemin de Paris. La nouvelle du succès de Brienne, et l'approche des autres corps de l'armée de Silésie sur la ligne de la Marne, donnèrent à ce général une nouvelle ardeur. Il marcha en hâte sur Château-Thierry, tandis que le général Sacken se dirigeoit de Sezanne sur Montmirail, s'avançant l'un et l'autre vers la capitale, et formant comme les deux avant-gardes de l'armée de Silésie. Le général en chef Blucher venoit de porter son quartier-général à Sandron, et

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXVI.

se dirigeoit sur Vertus. Là, il alloit se trouver en communication directe avec tous les corps de son armée. Celui du général Kleist arrivoit de Saint-Dizier; et le général Kapsiewitz, avec une des principales divisions du corps de Langeron, s'approchoit aussi de la Marne. C'étoit le corps du prince de Cobourg qui alloit relever celui de Langeron, et entreprendre le bloeus des places fortes laissées sur les derrières de l'armée prussienne. Le plan du feld-maréchal consistoit à réunir tous les corps russes et prussiens qui arrivoient par Mayence, par la Meuse, par la Moselle et par l'Aisne, afin d'en former une masse imposante, et de marcher droit sur Paris, en échelons.

Le maréchal duc de Tarente, qui couvroit seul la route de Château-Thierry et de Meaux avec des débris d'armée, ne pouvoit être un obstacle aux progrès de l'armée de Silésie. Le danger étoit pressant. Napoléon se trouvoit déjà débordé par la Marne et par l'Yonne. L'hettman Platow ayant déjà paru avec ses cosaques, aux portes de Sens, la stupeur et la crainte frappoient tout ce qui se trouvoit sur les routes, dans les environs de la capitale. Napoléon, cependant, ne pouvoit se résoudre

à abandonner aux alliés la capitale de la Champagne. Ses avant-postes étoient toujours en avant de la Barce, vers les ponts de la Guillotière, et on s'attendoit toujours à une bataille générale, entre Troyes et Vandœuvre.

Cependant, le 6 février, après plusieurs ordres de départ, révoqués presque aussitôt que donnés, Napoléon, qui s'étoit décidé à rester à Troyes, reçoit de Paris un courrier de Joseph, qui le fait changer tout à coup de résolution. Ce roi de théâtre faisoit connoître à son frère l'impossibilité de tenir sur la Marne et la stupeur de Paris, où l'entrée des alliés sembloit un événement inévitable, et point assez prompt au gré des habitans. La vérité s'étoit frayée un passage jusqu'au centre de la capitale. La journée de Brienne, enfin connue, la supériorité de l'ennemi plus redoutable par le nombre que par l'audace, l'abattement de l'armée française, son état de délabrement, tout étoit dévoilé, et Paris n'étoit plus occupé que de son propre sort. On commençoit à y élever des ouvrages pour en défendre les approches; les barrières étoient palissadées, dans la crainte de surprise ou d'un coup de main. Passy, Montmartre, et les hauteurs environnantes, étoient marquées pour servir

de positions défensives. On faisoit aussi des travaux à Saint-Denis et à Aubervilliers : la garde nationale, en pleine activité de service, offroit déjà un aspect militaire. On annonçoit une immense fabrication de piques pour armer les habitans des campagnes voisines; mais la perspective d'une défense locale jetoit l'effroi dans tous les cœurs.

Telle étoit la situation de la capitale, quand Napoléon, plein de dépit, l'air abattu, l'œil morne, donna l'ordre d'abandonner Troyes et de faire avancer quelques milliers de combattans sur Lusigny, pour cacher la retraite; c'étoit au moment même où les monarques alliés venoient d'arrêter pour le lendemain, 7 février, une attaque générale sur toute la ligne française; et c'étoit aussi au moment où le prince royal de Wurtemberg poussoit en avant ses reconnoissances, tandis que le général Stockmayer s'avançoit par Clercy, avec une avant-garde. Mais, dans la nuit, l'armée française, abandonnant la position de Courtenange, effectua sa retraite vers Nogent-sur-Seine, ne laissant aux portes de Troyes qu'un foible détachement qui tomba au pouvoir de la cavalerie du prince royal de Wurtemberg. La veille ce prince avoit tourné, près de Ruvigny, la pa-

sition de la Guillotière ; et prenant possession du village de Laubrecelle, sur sa gauche, il se trouvoit par là en mesure de commencer l'attaque générale quand il reçut le premier avis de l'évacuation de Troyes. Il se remet aussitôt à la tête de ses troupes, et paroît aux portes de cette ville quatre heures après le départ de Napoléon. Les habitans commençoient à revenir de la crainte que Troyes ne devînt la proie desflammes à la suite du choc des deux armées. Le sort de Brienne justifioit cette cruelle appréhension. Ne trouvant aucune résistance, le prince héréditaire de Wurtemberg renverse les palissades, entre précipitamment, et s'empare de Troyes sans qu'auqu'un magistrat se présente, Napoléon n'ayant pas même prévenu le maire qu'il abandonnoit la ville à elle-même. Les principaux notables, cependant, s'assemblent à la hâte et présentent les clefs au prince royal, qui les envoie immédiatement au généralissime par le colonel Mumhingen ; puis il remonte à cheval, poursuit vivement, à la tête de sa cavalerie légère, l'arrière-garde sur la route de Paris, atteint les traîneurs, et fait quelques prisonniers.

En même temps, le gros de l'armée wurtembergeoise défile à travers la ville, s'avance

sur la route de Sens, et prend ses quartiers à Fonvanes, Liebault, Heuville et Villemont. Les troupes confédérées, tant infanterie que cavalerie, continuent à défiler pour gagner la route de Paris; et, en moins de douze heures, plus de cent mille hommes prennent position autour de Troyes, poussant au-delà leurs avant-gardes dans toutes les directions. Le général comte de Wrede suit les Français jusqu'aux Granges, sur la route de Nogent (1).

C'est ainsi que tomba au pouvoir des alliés une ville qui comptoit jadis quarante mille âmes, plusieurs grandes fabriques et un grand nombre d'ateliers. L'administration désastreuse de Napoléon avoit réduit sa population à vingt mille habitans. Mais les grandes routes qui aboutissent à Troyes, des diverses parties de la France, ses ressources, la fertilité de son territoire, rendoient son occupation de la plus haute importance, surtout pour la subsistance des armées.

Le gouvernement militaire de Troyes fut conféré au prince Hohenlohe-Bartestein, gouverneur-général des départemens de l'Aube, de l'Yonne, de la Haute-Marne et de la

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXVII.

Côte-d'Or. Les membres du conseil de préfecture reçurent les ordres du prince, et eurent à pourvoir aux réquisitions réitérées de l'intendant-général des armées de la ligue européenne : Troyes devint pour elles un véritable grenier d'abondance.

Mais ce fut à Troyes que l'hésitation de la grande armée des alliés parut à découvert. Napoléon, pour mieux dérober sa retraite, avoit mis son armée en marche pendant la nuit, par un temps affreux, par des routes que les pluies avoient abîmées. La fatigue des troupes fut accablante pendant ce mouvement pénible ; les conscrits continuoient à s'évader. Les officiers, les soldats, s'attendoient tellement à être enveloppés et défaits, que le lendemain on trouva la route, les fossés de Troyes à Méry, couverts de fusils, de gibernes, de *schacos*, tant le découragement étoit général. La vieille garde elle-même manifestoit son dégoût. « Nous étions perdus, » disoient hautement les militaires les plus » éclairés, si l'armée étoit restée à Troyes » vingt-quatre heures de plus : l'ennemi nous » auroit tournés et accablés. Qui peut même » nous garantir que nous ne serons ni harcelés, ni débordés ? Que peuvent trente à

» trente-cinq mille hommes découragés contre » cent cinquante mille combattans qu'animent » le succès et la vengeance? L'armée française, » depuis Moscow, ne compte plus que des » jours de deuil, et n'offre plus que des débris. » Hélas! que va devenir la France, inondée » par des torrens d'ennemis? » Et, en effet, si les ennemis suspendoient un instant leurs progrès, c'étoit bien moins par la crainte de nos efforts que par le résultat de leurs propres combinaisons.

Des motifs politiques pouvoient seuls expliquer, il est vrai, l'inconcevable lenteur des alliés, qui, après avoir perdu huit jours devant Troyes, laissoient Napoléon libre d'effectuer sa retraite, sans profiter de l'avantage du nombre, de l'ascendant de la victoire, en poussant quelques avant-gardes par simulacre plutôt que dans le dessein de l'atteindre.

Mais toute la carrière de Buonaparte avoit été marquée par des tentatives si audacieuses, que, battu même, il inspiroit encore une espèce d'effroi secret à ses ennemis. Cette hésitation, Buonaparte avoit toujours su la mettre à profit: c'est ainsi que lorsque les alliés étoient arrivés sur le Rhin, qu'ils avoient été prêts à franchir ces limites naturelles de l'empire de

Napoléon, ils s'étoient recueillis comme si la nouveauté de la tentative les eût étonnés et arrêtés ; comme si, avec d'immenses moyens de succès, ils ne se fussent pas crus encore assez forts. Napoléon étoit perdu si, après la bataille de Leipsic, les alliés, réunissant toutes leurs forces disponibles, et organisant sans relâche des réserves pour les soutenir, ils eussent pénétré brusquement dans le cœur de la France. Napoléon étoit alors sans courage, parce qu'il étoit sans ressources ; il étoit sans plan, sans calcul ; il n'avoit pas même eu le temps de sauver ses trésors, et de mettre à couvert les élémens de sa dynastie .... Il demande à la fortune deux mois de relâche, et la fortune, ou plutôt ses ennemis, les lui accordent. Il lui faut encore, après la défaite de Brienne, quinze jours de temporisation, et il les obtient en quelque sorte de ses ennemis. A la vérité le cabinet autrichien ne vouloit que la paix, sans accabler Napoléon ; et l'empereur Alexandre cédoit par déférence à ce système pacifique. Ce puissant monarque apportoit la plus noble franchise dans ses transactions, et il se flattoit, de même que l'empereur d'Autriche, que Napoléon se rendroit aux vœux de l'univers, et fléchiroit sous la

loi de la nécessité. La Russie et l'Angleterre ne montroient également que la seule intention d'une paix conforme à l'intérêt général de l'Europe. Dès le 4 février avoient commencé les conférences de Châtillon-sur-Seine, et l'on venoit de déclarer neutre un circuit de quatre lieues autour de cette ville. On y vit arriver, appelé par la Russie, lord Castlereagh, principal secrétaire d'Etat des affaires étrangères du gouvernement britannique. Son nom seul, sa réputation d'aménité et de modération donnoient généralement l'espoir que le désir de la paix se réaliseroit bientôt en Europe.

Rien ne sembloit impraticable à une politique sage secondée par la force des armes et par les intentions bienfaisantes des monarques alliés.

Leurs dispositions pacifiques n'avoient pu échapper au dominateur de la France; mais, ne se dissimulant pas le danger de sa position, qui le plaçoit dans l'alternative de souscrire à une paix honteuse, ou de voir les armées coalisées s'avancer jusqu'aux portes de sa capitale, il ne songea plus qu'à la sauver d'une occupation ennemie, en appelant à son secours la fausseté et la ruse. Au moment même où il se voit forcé de battre en retraite, il

envoie à son plénipotentiaire, à Châtillon, l'ordre de proposer un armistice fondé sur des bases conformes à celles que les cours alliées jugeoient elles-mêmes nécessaires au rétablissement de la paix générale; il offre la remise des places fortes dans les pays que la France céderoit, le tout à condition d'une suspension des opérations militaires.

Ce signal de détresse n'étoit au fond qu'une feinte imaginée pour arrêter l'essor des armées confédérées, pour gagner du temps, pour rallier les renforts tirés des armées d'Espagne, Napoléon étant déterminé à sacrifier le Midi pour sauver le centre. Déjà une division de l'armée, qui couvroit Bayonne et Bordeaux, étoit arrivée à Provins sous le commandement du général Leval; d'autres divisions suivoient, et des bataillons de gardes nationales d'élite de l'Orléanais, de la Normandie et de la Bretagne, étoient mis en mouvement sous les ordres du général Pajol.

La proposition d'un armistice immédiatement communiquée au congrès de Châtillon-sur-Seine par le plénipotentiaire français, n'étoit qu'un piége grossier: les alliés, sans y tomber aveuglément, ne purent l'éviter: toutefois le but de Napoléon étoit moins d'obtenir

l'armistice que d'amortir l'élan de ses ennemis. Convaincus néanmoins, par vingt années d'expérience, que dans les négociations avec Buonaparte les apparences devoient être soigneusement distinguées des intentions, les alliés substituèrent à la proposition d'un armistice celle de signer sur-le-champ les préliminaires de la paix, sauf la remise immédiate comme otages des principales forteresses investies, telles qu'Anvers, Wesel, Mayence, Strasbourg et Besançon. La signature de ces préliminaires offroit à la France, dans la crise terrible où elle étoit plongée, tous les avantages d'un armistice, sans avoir pour les cours alliées aucun des dangers d'une suspension d'armes. Mais la démarche de Buonaparte n'avoit pour objet, ni les préliminaires, ni un armistice; il ne vouloit que suspendre les progrès des confédérés, en jetant de l'embarras dans la marche de leur politique; il n'avoit en vue que de tirer parti de l'avantage que lui offroit le lien formé, contre toute attente, avec une princesse d'Autriche; il jugeoit, avec raison, combien étoit pénible la coopération de son auguste beau-père, à une guerre dirigée contre l'empire, dont l'archiduchesse sa fille occupoit le trône.

Cette circonstance singulière ne devoit-elle pas inspirer à la politique des cabinets d'imprudentes lenteurs, et plus d'une fausse mesure ? Telles furent les causes réelles de l'indécision des coalisés, et de leur hésitation à détrôner l'ennemi des rois et des peuples. Cette indécision éclata surtout dans l'appui incertain que les monarques de la ligue européenne prêtèrent aux légitimes souverains de la France, aux princes infortunés dont la bonté fut toujours le trait caractéristique, aux augustes rejetons de Henri IV, que tant de révolutions fatales, d'usurpations successives tenoient depuis vingt-cinq ans éloignés du berceau de leur grandeur et du trône de leurs ancêtres.

Ce fut à Vesoul, dans les premiers jours de janvier, que les souverains confédérés purent juger enfin de la disposition des esprits en France ; de la haine qu'inspiroit généralement le détenteur, l'oppresseur de la monarchie de saint Louis ; de l'épuisement de ses ressources en tous genres, et des dangers que courroit infailliblement l'Europe, si ce conquérant, repoussé dans ses limites, eût armé, par des prestiges, la nation en sa faveur. Ce fut à Vesoul enfin que les monarques

alliés, frappés de ces considérations imposantes, songèrent qu'une île hospitalière renfermoit le monarque légitime des Français. Mais les Bourbons, disons-le franchement, ne furent, dans cette première lueur de restauration, que les instrumens de la politique. La Providence se réservoit plus tard de faire éclater sur eux ses grands desseins.

FIN DU LIVRE SIXIÈME.

LIVRE SEPTIÈME.

Détermination de l'Angleterre à l'égard des Bourbons. —Trois princes de la famille royale s'embarquent pour différens points du continent.—Entrée des monarques alliés à Troyes. — Conversation du prince héréditaire de Wurtemberg avec le marquis de Widranges sur les intentions des alliés. — Une députation des principaux royalistes de Troyes réclame le rétablissement de la dynastie légitime. — Réponse de l'empereur Alexandre. — Etat de l'armée française à son arrivée à Nogent. — Situation de Paris à l'approche des alliés. — Tout semble se dissoudre. — Napoléon prend tout à coup l'offensive vers la Marne. — Défaite de l'arrière-garde russe à Champeaubert. — Combat de Montmirail, et défaite du corps d'armée de Sacken. — Poursuite des Prussiens et des Russes jusqu'à Château-Thierry. — Sac de cette ville. — Les ennemis se réfugient derrière la Marne. — Marche du maréchal Blucher sur Montmirail. — Combat de Vauchamp ou de Janvilliers. — Retraite du maréchal Blucher sur Châlons.

Les monarques ligués contre le conquérant inhumain qui avoit ravagé l'Europe venoient enfin de porter leurs regards vers ces augustes bannis qui, dans leur exil, gémissoient, non sur leurs propres malheurs, mais sur ceux de

la France. Mobile de la coalition formée pour sauver le continent, le cabinet britannique ne voyoit un terme à la révolution française et à ses conséquences funestes que dans le rétablissement du trône en France et dans ses rapports avec l'Europe, tels qu'ils existoient avant la conflagration de 1789. Ce principe d'ordre social les conduisit naturellement à désirer la restauration de la race illustre, dernière branche de l'arbre sacré d'une monarchie qui, dans l'espace de neuf siècles, avoit compté quarante-trois monarques parmi lesquels l'histoire ne signaloit qu'un seul tyran. Ainsi, *l'ancienne famille et les anciennes limites*, tel devoit être, selon les plus sages combinaisons et pour le salut de l'Europe, le mot d'ordre des alliés, au moment même où leurs succès préparoient le triomphe de la civilisation sur le système de ravages et de bouleversement dont la France étoit devenue le foyer. Tout autre projet ne pouvoit offrir que des palliatifs qui, en éloignant les bienfaits de la paix, prolongeroient les calamités de l'univers. Etoit-elle compatible, cette paix tant désirée, avec les principes destructeurs de la révolution, dont Buonaparte n'étoit que l'héritier et le chef? Non, sans doute. D'autres cabinets,

tels que ceux de Prusse et de Russie, partageoient à cet égard l'opinion des hommes d'Etat de l'Angleterre; mais la cour de Vienne ne pouvoit encore avoir les mêmes vues : placée entre les grands intérêts de l'Europe et ceux de son alliance avec Napoléon, la maison d'Autriche se trouvoit dans une situation embarrassante; elle s'appuyoit, il est vrai, sur les traités qui l'unissoient aux rois confédérés, et qui n'énonçoient pas le dessein de changer, par la force des armes, le gouvernement de la France. L'intérêt et le vœu de chaque peuple devoient être seuls consultés dans ce grand acte d'équité générale. Mais si Buonaparte refusoit d'adhérer aux bases d'une paix nécessaire pour enchaîner son ambition; si, d'un autre côté, la nation française manifestoit la volonté de secouer son joug de fer et de rétablir le trône légitime, il ne restoit plus alors, pour gages de la félicité universelle, que la restauration des Bourbons. Ces principes furent discutés et adoptés dans le conseil des rois. Dès lors le gouvernement britannique favorisa le départ des princes de la famille royale de France pour différens points du continent, sans toutefois leur accorder aucun appui ouvert et

déclaré : cette détermination étoit subordonnée aux vœux que pourroient manifester les Français. En conséquence, le duc d'Angoulême fit voile pour les Pyrénées, dont la partie française réclamoit le sang de Henri IV. Le duc de Berry aborda bientôt à l'île de Jersey, pour être plus à portée de se rendre aux désirs ardens des royalistes de la Bretagne, de la Normandie et de la Vendée ; Monsieur, comte d'Artois, débarqua, le 2 février, à Catwick, en Hollande, et Son Altesse royale, après deux jours de repos à la Haye, se dirigea vers le quartier-général des alliés, par la route de Dusseldorff et de la Suisse.

Mais tandis qu'on se demandoit de toutes parts où étoient les Bourbons, l'idée de leur retour inspiroit de telles craintes à Buonaparte, qu'il employoit à leur égard la politique de l'oubli et du silence. Il s'efforçait de persuader à la nation française, par toutes sortes d'argumens et de subterfuges, que les alliés ne pénétroient en France que dans le dessein de la piller et de la démembrer.

Dans ces circonstances, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche firent leur entrée victorieuse dans la ville de Troyes.

La présence des souverains alliés dans l'ancienne capitale de la Champagne, ne pouvoit manquer d'y ranimer l'espoir des plus fidèles partisans des Bourbons. L'un d'eux, le marquis de Widranges, gentilhomme de l'ancienne chevalerie de Lorraine, résolut d'engager cette ville à acquérir l'honneur d'être la première à manifester hautement son amour pour ses maîtres légitimes; il fut secondé par M. de Gouault, chevalier de Saint-Louis, ancien officier plein d'honneur et de bravoure, qui avoit servi en Allemagne sous les ordres du duc d'Enghien. Pénétré de ce noble projet, le marquis de Widranges se présente d'abord au prince héréditaire de Wurtemberg, un des héros de la coalition; et, dans une conversation préliminaire, il supplie S. A. R. de lui faire connoître les intentions des puissances confédérées sur le sort de la France. Le prince royal élude d'abord la question avec toutes les formes de la politesse; mais, le marquis lui inspirant bientôt plus de confiance, le prince s'ouvre à lui à peu près en ces termes: « Depuis notre entrée en France nous n'avons » trouvé sur notre route que des villes peu » considérables qui n'ont osé manifester aucune opinion politique, et dont les habitans

» n'ont fait, pour ainsi dire, *comme des*
» *moutons*, que ce que nous avons exigé
» d'eux. Les monarques alliés pouvoient-ils se
» prononcer avant de s'être mesurés avec
» Napoléon sur le territoire même de la
» France? C'eût été impolitique; il falloit
» battre un tel adversaire, et depuis la jour-
» née de Brienne nos vœux sont accomplis.
» Toutefois les puissances coalisées ont adopté
» un principe invariable; c'est de ne prendre
» aucune initiative dans le choix d'un souve-
» rain en France. Troyes, ville grande et
» populeuse, ne pourroit-elle pas émettre son
» vœu? Ne pourriez-vous pas le déterminer
» par votre influence, et faire connoître ce
» vœu à l'empereur de Russie, monarque
» d'une franchise admirable, et dont le dé-
» vouement pour le bonheur de l'Europe est
» une sorte de religion? » Le marquis répond
au prince que, seul, il n'ose se flatter de
faire prononcer la ville de Troyes, mais
qu'il réunira quelques amis distingués dont
l'exemple pourra être d'un grand poids dans la
détermination générale; puis il ajoute: « Mais
» n'est-il pas à craindre que l'intérêt de l'ar-
» chiduchesse Marie-Louise ne soit nuisible
» à la cause des Bourbons aux yeux de l'em-

» pereur d'Autriche ? » — « Non, reprend le » prince héréditaire ; non, l'empereur d'Au» triche sacrifieroit au besoin ses plus chères » affections pour assurer à l'Europe les bien» faits d'une paix durable ; et si l'impératrice » Marie-Louise se présente aux avant-postes, » on la reconduira avec honneur dans la capi» tale de son auguste père. Ne suis-je pas » moi-même dans une position à peu près » semblable ? Alliée à tous les souverains de » l'Europe, ma sœur n'a-t-elle pas donné sa » main à *Jérôme Napoléon*, devenu roi de » Westphalie ? Hé bien, si ma sœur revient » en Allemagne, elle sera princesse de Wur» temberg. Il est temps que tout rentre dans » l'ordre. »

Cet entretien confidentiel fortifia les dispositions du marquis de Widranges et de ses amis ; bientôt même ils apprennent, par le comte de Rochechouart et par le colonel Rapatel, attachés à l'état-major de l'empereur Alexandre, que Monsieur, comte d'Artois, que le duc de Berry et le duc d'Angoulême alloient débarquer sur le continent. « Il est » temps de se prononcer, ajoute le comte de » Rochechouart ; dans plusieurs villes, dans » plusieurs châteaux, les chevaliers de Saint-

» Louis ont repris leurs croix, et le peuple, » dans plusieurs cantons, arbore la cocarde » blanche. » Le marquis de Widranges et ses amis sont électrisés; lui et M. de Gouault rattachent à leur boutonnière la croix de Saint-Louis, signe de l'honneur français. Le zèle leur inspire une adresse à l'empereur de Russie, au nom des principaux royalistes de Troyes : elle est rédigée et couverte de signatures en peu d'instans (1). Le marquis de Widranges obtient, par l'intermédiaire du général Barclai de Tolly, une audience du czar, et il s'y présente à la tête d'une députation composée de MM. de Gouault, de Richemont, de Montaigu, Mangin de Salabert, Guelon, Delacour-Bureau, Picard, docteur-médecin, et Jaquet, négociant. La députation est admise devant l'empereur Alexandre, à onze heures du matin, le 11 février.

Chargé de porter la parole, le marquis de Widranges s'exprime en ces termes : « Sire, » organes de la plupart des honnêtes gens de » la ville de Troyes, nous venons mettre aux » genoux de Votre Majesté impériale l'hom- » mage de leur plus humble respect, et la

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXVIII.

» supplier d'agréer le vœu que nous formons
» tous pour le rétablissement de la maison
» royale de Bourbon sur le trône de France. »

« Messieurs, répond avec bonté l'empereur
» de Russie, je vous vois avec plaisir, et je
» vous sais gré de votre démarche; mais je la
» crois un peu prématurée. Je ne suis pas tout-
» puissant, et d'ailleurs les chances de la guerre
» sont incertaines ; je serois fâché de voir des
» braves tels que vous compromis ou sacri-
» fiés. Nous ne venons pas pour donner nous-
» mêmes un roi à la France ; nous voulons
» connoître seulement ses intentions, et c'est
» à elle à se prononcer, mais hors de notre
» ligne militaire, car il importe qu'on ne croie
» pas que l'opinion a pu être influencée par la
» présence des armées. »

Le chef de la députation prend alors la liberté de représenter au czar que jamais la France n'osera se prononcer en faveur de ses souverains légitimes tant qu'elle sera *sous le couteau* (telle fut son expression). « Per-
» sonne n'aime Buonaparte, ajouta-t-il, mais
» tous les Français le redoutent : d'ailleurs,
» n'en résulteroit-il pas de grands dangers
» pour les trônes, si l'on engageoit ainsi les
» peuples à changer à volonté la dynastie de

» ses souverains ? La légitimité n'est-elle pas un
» droit sacré ? Jamais, ajouta l'orateur avec
» une véhémence respectueuse, non, jamais
» l'Europe ne sera tranquille tant que Buona-
» parte aura l'autorité en France. — C'est pour
» cela, reprend vivement le czar, qu'il faut
» le battre, battre, battre ! » Puis, s'adressant en particulier aux membres de la députation, il leur adresse des paroles gracieuses et des questions sur les établissemens de Troyes, notamment sur les hôpitaux ; il les congédie ensuite avec cet air de bienveillance qui lui captive tous les cœurs (1).

Les royalistes eurent dès lors une confiance entière dans ce puissant monarque ; et, loin d'être découragés par les sages précautions qu'exigeoit encore une politique prévoyante, ils virent s'ouvrir devant leur malheureuse patrie une perspective plus consolante.

Instruits le même jour par le comte de Rochechouart que Monsieur, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, après avoir débarqué en Hollande, étoit à la veille d'arriver à Bâle, ils députèrent à S. A. R. le marquis de

(1) Tiré des notes confidentielles communiquées à l'auteur, par M. le marquis de Widranges lui-même.

Widranges, qui partit sur-le-champ. Il étoit spécialement chargé de porter à S. A. R. une copie de l'adresse des royalistes de Troyes, aux souverains coalisés : le marquis de Widranges rallia en route, soit à Dijon, soit à Langres et à Vesoul, les fidèles serviteurs du trône des Bourbons, et leur annonça que l'usurpateur étoit poursuivi par des armées triomphantes, jusques dans ses derniers retranchemens.

Forcé d'abandonner la ville de Troyes, Napoléon n'avoit pu gagner Nogent-sur-Seine que par deux marches rétrogrades qui avoient épuisé et accablé l'armée française. Des pluies continuelles ayant délabré de plus en plus les routes, les soldats avoient éprouvé un surcroît de fatigues, de désagrémens et de privations, que les plus jeunes se montroient incapables de supporter; le découragement étoit au comble. On sait d'ailleurs que le moindre mouvement de retraite influe sur le moral du soldat français, et le jette dans l'abattement. Aucune précaution n'avoit assuré les subsistances dans un pays déjà ruiné, et ces deux jours de marches pénibles coûtèrent à l'armée un grand nombre d'hommes qui, s'étant éparpillés dans les villages et dans

les fermes, furent la plupart atteints par les escadrons ennemis. Sous ces tristes auspices, Buonaparte s'établit à Nogent, c'est-à-dire à vingt-trois lieues de sa capitale. L'armée prit position sur un plateau en avant de cette ville, et dont les approches sont garanties par un ruisseau et par quelques endroits marécageux susceptibles de défense ; elle reçut quelques renforts qui réparèrent un peu les vides occasionnés par les pertes récentes ; on savoit, d'ailleurs, que douze mille vieux soldats, détachés des armées d'Espagne, arrivoient en poste, et que d'autres troupes étoient en marche. Mais en vain Napoléon s'efforçoit de réparer le désordre qu'avoit entraîné sa retraite.

Paris offroit alors le spectacle morne et lugubre d'une ville servant de refuge à une armée battue. Les Parisiens virent sous leurs propres yeux les restes de ces phalanges qui avoient fait la gloire de la France se fondre, pour ainsi dire, par bandes dans leurs murs ; ils virent des conscrits, d'anciens soldats, pâles, défigurés, accablés de misère, se traînant dans les rues ou s'appuyant sur les bornes, tenant à peine d'une main l'arme avec laquelle ils avoient défendu la patrie, et de l'autre main implorant des secours ; ils virent des malheureux arrachés

à leurs chaumières avant d'avoir atteint l'âge viril, et menés avec leurs habits champêtres sur le champ de bataille pour y épuiser le feu de l'ennemi dans les endroits les plus périlleux; les Parisiens virent aussi la Seine chargée de barques couvertes de blessés et de mourans; ils virent les avenues, les quais encombrés de chariots, de voitures où étoient entassés des soldats percés de balles, de coups de lance, les uns sans jambe, les autres sans bras; ils en virent même qui, n'ayant pas reçu le premier appareil à leurs blessures, en proie à de cruelles souffrances, prioient les passans de les achever.

La consternation étoit universelle; chacun ne songeoit plus qu'à sa propre sûreté et à sauver les débris de sa fortune. Au milieu du silence de la nuit se faisoient entendre les coups redoublés de pieux et de marteaux, dans les murs, dans les caves, dans les lieux solitaires où étoient ensevelis l'or, l'argent et les effets précieux. Les familles opulentes se réfugioient en Normandie ou en Bretagne, où filoit en sûreté la plus grande partie des richesses de la capitale. Cette émigration successive de la classe aisée ne diminuoit en rien la population, dont le vide étoit aussitôt compensé par

les nombreux fugitifs qui accouroient des provinces envahies. Paris se croyoit sur un volcan et à la veille d'une épouvantable catastrophe : rien ne pouvoit rassurer ses malheureux habitans : « Si Napoléon se retire dans nos murs, » disoient-ils, s'il vient disputer Paris aux » alliés, Paris est perdu, sa destruction est » inévitable. Puisse le ciel nous préserver » d'une destinée si funeste ! Puissent les en» nemis devancer notre oppresseur, et ne lui » laisser d'autre retraite que la Loire ! » Si de pareils vœux s'étoient réalisés, les calamités de la guerre se seroient prolongées en changeant de théâtre; mais les Parisiens ne voyoient de salut pour la France que lorsque Paris ne seroit plus exposé à un danger immédiat.

Le courage et la confiance abandonnèrent même les ministres et les courtisans, lorsqu'après s'être flattés que Napoléon conserveroit la position de Troyes, ou obtiendroit un armistice, ils virent leur espoir évanoui. Qui pouvoit désormais s'opposer à la marche de l'armée de Silésie sur la capitale? Cette armée s'avançoit par les routes de la Marne, tandis que Napoléon étoit encore à Nogent-sur-Seine, peut-être aux prises avec la grande armée alliée : telle étoit l'appréhension des

courtisans ; mais non, le dominateur de la France luttoit contre l'indiscipline de ses soldats, qui, dénués de tout, se livroient au pillage. Le mal étoit au comble, ainsi que l'irritation des esprits; les paysans français fuyoient devant les soldats français, et tous les fléaux qu'entraîne la guerre ravageoient les plus belles provinces de l'Empire : on se demandoit de quel côté se trouvoient les plus dangereux ennemis de la France. Napoléon crut mettre un terme à tant de maux par l'ordre du jour suivant, daté de Nogent le 8 février, et qu'on ne publia que dans les camps pour le dérober à la connoissance du public :

« L'empereur témoigne son mécontentement à l'armée sur les excès auxquels elle » se livre. Ces excès, qui sont blâmables dans » toutes circonstances, deviennent le plus » grand crime lorsqu'ils sont commis sur notre » propre territoire. Les chefs de corps et les généraux sont prévenus qu'ils sont responsables » de tous les désordres. Les habitans fuient partout, et l'armée qui doit défendre le pays » en devient le fléau. Les trains d'artillerie et » les équipages sont désignés comme se portant aux plus grands excès. Les chefs de ces

» corps doivent spécialement prendre des me-
» sures pour les faire cesser. »

Comme si le premier auteur de ces désordres n'eût pas été celui qui n'assuroit ni la solde, ni la subsistance de ses troupes, celui qui jadis dans ses invasions dévastatrices, voulant s'attacher les soldats, et leur faire supporter toutes les fatigues, leur avoit fait goûter les douceurs de la licence et de l'indiscipline! C'étoit lui maintenant qui, par une juste compensation, recueilloit les fruits amers de son odieuse politique.

En arrivant à Nogent-sur-Seine, Napoléon reçut du maréchal duc de Tarente plusieurs courriers, annonçant que les Russes et les Prussiens s'avançoient en forces, menaçoient Château-Thierry, la Ferté-sous-Jouarre et Meaux; qu'ils alloient être les maîtres de tout le cours de la Marne, et que Paris même seroit compromis si l'on ne se hâtoit de réunir sur cette ligne d'opérations des forces imposantes. Le feld-maréchal Blucher, d'après son nouveau plan, manœuvroit en effet dans cette direction. Après plusieurs combats, entre Epernay et Château-Thierry, soutenus contre le corps prussien du général York, le

maréchal duc de Tarente évacua, le 8 février, le faubourg de Château-Thierry, sur la rive gauche de la Marne, et, afin d'assurer sa retraite, il fit sauter une arche du pont de pierre qui sépare la ville du faubourg: les Prussiens l'occupèrent à l'instant. Le 9, dès la pointe du jour, les tirailleurs des deux armées se fusillèrent avec acharnement des deux bords opposés de la rivière. Mais voyant que les troupes françaises se retiroient en bon ordre sur la Ferté-sous-Jouarre, en disputant le terrain pied à pied dans toutes les positions susceptibles de défense, le général York fit jeter un pont de bateaux sur la Marne. Château-Thierry fut plongé dans la douleur quand il se vit abandonné, et le son de la première trompette prussienne qui s'y fit entendre fut déchirant. Quelques bataillons prussiens entrèrent dans la ville, et des brigades russes parurent bientôt, soutenues par de l'artillerie et de la cavalerie. Les alliés se répandirent aussitôt dans toutes les directions, annonçant qu'ils se rendoient à Paris, où ils feroient leur entrée triomphante le dimanche suivant; que Napoléon étoit du côté de Troyes, forcé de tenir tête à la grande armée alliée, et que la route de Meaux n'étoit défendue que par le

corps du duc de Tarente, hors d'état d'opposer la moindre résistance. « Nous ne sommes, » ajoutoient-ils, que l'avant-garde de la puis- » sante armée commandée par le vaillant, » l'invincible feld-maréchal Blucher. » Ces troupes, en effet, brûloient d'impatience d'arriver les premières à Paris, et tenoient surtout à l'honneur de prendre possession de cette capitale avant les Autrichiens. Paris étoit le mot de ralliement de ces hommes du Nord; quelques-uns même avoient écrit le mot *Paris* sur leurs chapeaux, et les cosaques poussoient continuellement ce cri avec une sorte de joie féroce. Le pont de bateaux étant enfin rétabli sur la Marne, le général York quitta Château-Thierry pour continuer sa marche sur Meaux et sur la capitale, ne laissant dans la ville qu'une simple garnison. En même temps le feld-maréchal Blucher portoit son quartier-général de Vertus à Etoges, sur la route de Châlons à Paris, précédé par le corps russe du général Sacken, qui poussoit ses avant-gardes à Dormans et à La Ferté-sous-Jouarre, s'emparant ainsi de tout le pays, depuis Fromentière et Montmirail jusqu'à la Marne, et n'étant plus qu'à trois marches de Paris, au-delà même du rayon sur lequel manœuvroit

l'armée française. Ainsi l'armée de Silésie menaçoit vivement la capitale. Le maréchal duc de Tarente, après avoir fait sauter les ponts de La Ferté et de Tréport, s'étoit retiré à Meaux, et là sa foible armée ne pouvoit arrêter l'ennemi. Sur l'autre rayon, des détachemens de la grande armée du prince Schwartzenberg touchoient aux portes de Sens, et leurs troupes légères poussoient jusqu'à Melun, à dix lieues de Paris. De sa position de Nogent, Napoléon observoit ces divers mouvemens offensifs, et sembloit n'avoir aucun moyen suffisant pour les arrêter. Il étoit débordé sur ses deux flancs; il voyoit l'ennemi aux portes de sa capitale, et les plus belles provinces de son empire exposées à toutes les calamités, à tous les ravages d'une guerre d'invasion. L'opinion se soulevoit contre lui, et les restes de son empire sembloient tomber en dissolution. La régente, les ministres, les conseillers, faisoient leurs préparatifs pour l'abandon de la capitale; les trésors, les caisses, les objets d'art les plus précieux, les archives des affaires étrangères étoient emballées; le feu avoit même déjà dévoré une grande partie de cette masse énorme de délations secrètes qui encombroient les bu-

reaux de la police. Paris, résigné, alloit ouvrir ses portes. Il n'y avoit aucun esprit juste et éclairé, dans l'armée comme dans les fonctions publiques, dans les administrations comme dans l'universalité des citoyens, qui ne s'attendît à un prochain dénoûment; chacun désiroit et hâtoit de ses vœux la catastrophe qui devoit mettre un terme à cette douloureuse agonie.

Mais Napoléon n'avoit pas encore épuisé toutes les chances de la guerre; et il parvint, par une de ces déterminations fougueuses, inespérées, à se garantir un instant de l'abîme entr'ouvert sous ses pas.

Frappé d'un de ses rayons lumineux qui, dans les beaux jours de sa gloire, avoient éclairé son génie militaire, il résolut, par une marche rapide et hardie, de tomber sur le flanc et sur les derrières de l'armée du feld-maréchal Blucher, et de la forcer de s'arrêter. Il calcule qu'en se frayant un passage par Villenoxe et Sézanne, il arrivera en deux marches sur la route de Châlons à Paris, et qu'après avoir coupé à l'armée de Silésie ses grandes communications, il pourra l'attaquer en flanc et en queue.

Mais l'exécution de ce projet, favorisé il est

vrai par la séparation des corps ennemis, qui marchoient en échelons à de trop grandes distances, présentoit néanmoins des difficultés qui eussent rebuté tout autre capitaine. La route de Nogent à Sézanne étoit à peu près impraticable; le sol, qui dans cette partie de la Brie est gras et marécageux, se trouvoit défoncé par les pluies abondantes qui n'avoient presque pas cessé depuis l'entrée de l'hiver. On regardoit généralement comme impossible d'y faire passer de l'artillerie.

Cette circonstance avoit inspiré une sorte de sécurité aux Prussiens et aux Russes, qui ne concevoient pas qu'on pût les inquiéter dans leurs marches, sachant d'ailleurs l'armée de Napoléon sur une autre ligne militaire.

Dès le 7 février le maréchal duc de Raguse et le maréchal prince de la Moskwa s'étoient dirigés, avec leurs corps respectifs, vers Sézanne et Barbonne, quoique Napoléon n'eût point encore arrêté son plan d'opération.

Mais le 9 au matin toutes les incertitudes cessent; décidé au fond de son âme à ramener, par un coup audacieux, la fortune sous ses drapeaux, Napoléon expédie aux deux maréchaux qui occupoient les positions de son aile gauche, le comte Arthur de la Bourdon-

naye, colonel-aide-de-camp du prince de Wagram, pour les prévenir que l'empereur arrivoit avec le gros de l'armée, et qu'ils eussent à se tenir en mesure d'attaquer le lendemain l'ennemi, qu'on savoit être en marche sur la route de Châlons à Montmirail. Un tel ordre surprit d'autant plus les maréchaux, que déjà quelques-unes de leurs reconnoissances à cheval s'étoient abîmées et perdues dans ces routes défoncées, parsemées de cloaques, ce qui leur faisoit juger le transport de l'artillerie impossible dans cette direction; mais la stricte exécution des volontés de Buonaparte étant le premier devoir imposé par son code militaire, les maréchaux ne hasardoient aucune objection, à moins qu'ils ne fussent particulièrement interpellés. Ici d'ailleurs le mouvement fut imprimé avec une célérité inconcevable au gros de l'armée, composée en partie de la vieille garde et des troupes venues d'Espagne. Elles s'étoient mises en route le 9 février, se dirigeant vers Sézanne par Villenoxe et Barbonne. Dans cette première marche, les pressentimens des deux maréchaux sont à la veille de se vérifier. Le général de l'artillerie vient annoncer à Napoléon qu'il est impossible de continuer le mouvement par la forêt de

Traconne, les trains étant déjà comme ensevelis et engouffrés au-delà de Villenoxe, dans des routes marécageuses. « Il faut y passer, » répond Napoléon, dût-on y laisser les pièces. » On obéit. Les soldats eux-mêmes traînent les canons et les poussent à bras. Mais on désespéroit de réussir, et tant d'efforts ne paroissoient pas capables de vaincre tant d'obstacles, quand, par sa prévoyance et son activité, le maire de Barbonne parvint à rassembler cinq cents chevaux du pays, qui dégagèrent les trains après quelques pertes en hommes, en chevaux et en canons. Grâce à ce secours inattendu, l'expédition reprit son essor. L'armée ne put arriver toutefois que bien avant dans la nuit à Sézanne; cette ville, dépourvue de magasins, offrit à peine quelques abris à trente mille combattans. Napoléon fut d'abord incertain s'il prendroit sur sa gauche la route de Sézanne à Montmirail, ou la route de Champeaubert sur sa droite : il se décida pour la dernière, dans l'espoir de tomber sur l'extrême arrière-garde des deux corps de Sacken et d'York, qu'il cherchoit à combattre séparément. Le premier étoit posté à Montmirail, et l'autre à La Ferté-sous-Jouarre, tous deux ayant leur avant-garde poussée à deux ou trois lieues en front de la

Marne, près Château-Thierry et Meaux. La nouvelle de l'entrée de la grande armée à Troyes, et le mauvais état des routes de la Seine à la Marne, laissoient toujours sans inquiétude ces deux généraux alliés sur un mouvement décisif de la part de Napoléon dans cette ligne transversale. Mais le 10, à la pointe du jour, Napoléon, conduisant lui-même ses troupes, se porte sur les hauteurs de Saint-Prix, fait passer le défilé marécageux de Saint-Gond au corps d'armée du maréchal duc de Raguse, et lui ordonne d'attaquer le village de Baye. Là étoit l'avant-garde de la division russe d'Alsufieff, qui, postée à Champeaubert, servoit de corps intermédiaire entre les forces du feld maréchal Blucher, alors à Vertus, et le corps du général Sacken. Cette avant-garde se déploie aussitôt, et présente une batterie de huit pièces de canon. Les divisions Ricart et Lagrange, avec la cavalerie du premier corps, tournent le village de Baye par sa droite, et, à une heure après midi, Napoléon en est le maître. Le général Alsufieff, dépourvu de cavalerie et se voyant attaqué par cinq à six mille chevaux et par un corps supérieur d'infanterie, concentre toutes ses forces, au nombre de quatre mille hommes, sur Champeaubert, dans

l'intention de battre en retraite ; mais déjà la cavalerie de la garde impériale se déployoit dans les belles plaines situées entre Baye et Champeaubert, débordant et tournant les Russes pour leur couper la route de Châlons. En vain le général Alsufieff forme des carrés avec son infanterie ; en vain veut-il résister au choc des masses de la cavalerie française et au feu de ses batteries nombreuses. Se voyant tournés, les Russes s'ébranlent et veulent se retirer par la route d'Epernay. Le maréchal duc de Raguse leur enlève Champeaubert, et au même instant les cuirassiers français, chargeant la droite, acculent les Russes à un bois et à un lac, entre les routes d'Epernay et de Châlons. N'ayant plus de retraite, les Russes se dispersent; artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pêle-mêle dans les bois et dans les marécages; une partie se noie dans le lac ; les plus braves se rallient et résistent long-temps exposés au choc de la cavalerie et à la mitraille; ils succombent enfin, et mettent bas les armes. Le général, plusieurs colonels, et plus de deux mille hommes sont faits prisonniers. Sur vingt-quatre canons, neuf restent au pouvoir des vainqueurs; le reste est jeté dans le lac, ou précède les fuyards, qui, à la faveur des bois et de

l'obscurité, parviennent à se soustraire à la poursuite de la cavalerie française. Ainsi toute l'arrière-garde russe est détruite, dispersée ou prisonnière; le corps du général Sacken se trouve pris à dos, compromis, et cet avantage signalé n'a coûté aux vainqueurs que trois ou quatre cents hommes tués ou blessés, parmi lesquels figure le comte Lagrange, général de division, atteint légèrement à la tête (1).

Mais Napoléon vouloit de plus grands résultats, la défaite entière du corps de Sacken. A huit heures du soir, le général Nansouty, débouchant sur la chaussée, se porte sur Montmirail avec les divisions de cavalerie de la garde, des généraux Colbert et Laferrière; il s'empare de la ville et d'une centaine de cosaques qui l'occupoient. A cinq heures du matin la division de cavalerie du général Guyot s'avance également sur Montmirail; mais les différentes divisions d'infanterie sont retardées dans leurs mouvemens, à cause de l'état affreux des chemins de Sézanne à Champeaubert. Jamais les trains d'artillerie n'eussent pu suivre les colonnes, sans la constance des canonniers, et sans les secours fournis par les habitans.

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXIX.

Cependant le général Sacken, instruit du désastre de son arrière-garde, venoit de quitter la Ferté-sous-Jouarre, et avoit marché toute la nuit vers Montmirail, après avoir expédié plusieurs ordonnances au général York, qui, par son avis, marcha, mais plus tard, des environs de Meaux dans la même direction. Ainsi tout présageoit une bataille dont l'issue seroit d'une haute importance.

Craignant toutefois qu'au moment où l'armée française seroit aux prises avec le corps de Sacken, d'autres troupes ennemies ne vinssent déboucher par la route de Châlons, Buonaparte dirigea le corps du maréchal duc de Raguse à Etoges, afin de couvrir l'armée sur sa droite.

A onze heures du matin, le 11 février, le corps du général Sacken, renforcé par trois brigades de celui du général York, parut en avant de Montmirail, où Napoléon venoit d'arriver avec la division Ricard et la vieille garde. L'armée russe n'étoit que de dix-huit à vingt mille hommes; mais ne pouvant plus éviter la bataille, le général Sacken appuya son centre à la ferme de l'Epine-au-Bois, sur la route de Montmirail à la Ferté-sous-Jouarre; sa gauche au village de Fontenelle, sur la

route de Montmirail à Château-Thierry, et sa droite à la rivière du Petit-Morin, en arrière du village de Marchais. Napoléon, soupçonnant que les Russes vouloient déboucher par ce village, y plaça la division Ricard, sous les ordres immédiats du prince de la Moskwa. A peine les troupes françaises y furent-elles établies, que le général Sacken le fit attaquer. Le village de Marchais fut pris et repris trois fois. Les Russes montrèrent, pour s'en emparer, autant d'acharnement que les Français déployèrent de constance et de bravoure pour le défendre. L'action duroit depuis plus de cinq heures, et les deux armées se trouvoient encore chacune dans leur première position; mais Buonaparte vouloit attendre l'arrivée de sa garde, qui, le matin, avoit quitté Sézanne; ainsi une grande partie de la journée se passa en canonnade, excepté au village de Marchais, où le feu de la mousqueterie fut constamment vif. La nuit approchoit. Napoléon, recevant enfin ses renforts, se décide à commencer une attaque sérieuse, sans attendre le reste de l'armée. Il ordonne au général Ricard de céder le terrein du côté de Marchais, pour engager l'ennemi à renforcer sur ce point ses attaques, et à dégarnir ainsi son centre; il donne en

même-temps l'ordre au général Nansouty de se porter avec sa cavalerie sur la droite, tandis que seize bataillons de la vieille garde, sous le commandement du général Friant, se forment en une seule colonne le long de la route, pour attaquer le centre de l'ennemi, chaque bataillon éloigné de cent pas. Les trains d'artillerie arrivent également; et bientôt paroît aussi le duc de Trévise avec seize bataillons de la garde. Cette troupe d'élite débouche par Montmirail. De l'attaque du centre, ou de l'Epine-aux-Bois, alloit dépendre le succès de la journée; c'étoit la clé de la position des Russes. Quarante pièces de canon en défendoient les approches; on avoit garni les haies d'un triple rang de tirailleurs, et en arrière étoient disposés des bataillons d'infanterie pour les soutenir. Napoléon donne le signal. Le général Friant s'élance aussitôt vers l'Epine-au-Bois avec plusieurs bataillons de la garde; le duc de Trévise se porte avec six autres bataillons sur la droite de l'attaque du général Friant; et avec le gros de la cavalerie française, le général Nansouty s'étend sur la droite de l'ennemi, ce qui donne au général Sacken l'inquiétude de voir sa retraite coupée. Resté maître du village de Marchais, il étoit pour-

voir dégarnir son centre pour renforcer sa droite; la vieille garde profite de ce faux mouvement, s'élance sur la ferme de la Haute-Epine, et aborde les Russes au pas de course. Le prince de la Moskwa marchoit le premier. A l'aspect d'une troupe si formidable, les tirailleurs russes se retirent épouvantés sur les masses, qui sont attaquées aussitôt. La mêlée devient sanglante; l'artillerie ne peut plus jouer, la fusillade est effroyable, et le succès est quelque temps balancé; peut-être même eût-il été douteux, si les lanciers, les dragons et les grenadiers à cheval de la garde, filant sur la grande route, au trot, et aux cris de *vive l'Empereur!* n'eussent passé aussitôt à la droite de la Haute-Epine, et ne se fussent jetés sur les derrières des masses de l'infanterie russe. Assaillis vivement à l'improviste, et tournés, les Russes sont bientôt rompus et mis en désordre. L'infanterie, profitant du mouvement de la cavalerie, se précipite sur l'ennemi déjà ébranlé, et qui, dès lors, n'ayant plus de salut que dans la fuite, abandonne sa position, ses canons et ses bagages. De son côté, le duc de Trévise, soutenant l'attaque, arrivoit au bois, enlevoit le village de Fontenelle, et prenoit six pièces de canon en

batterie. Parvenue à la hauteur de l'Epine-au-Bois, la division des gardes-d'honneur fait un à gauche pour tourner le village de Marchais, tandis que le maréchal duc de Dantzick, à la tête de deux bataillons de la vieille garde, marche aussi en avant sur le village, pris alors entre deux feux. Tout ce qui s'y trouve est sabré, tué, fait prisonnier ou mis en fuite. En moins d'un quart-d'heure un profond silence succède au bruit du canon et au feu roulant de la mousqueterie. Les Russes, pêle-mêle, généraux, officiers, soldats, infanterie, cavalerie, artillerie, se retirent précipitamment et en désordre par la route de Château-Thierry, mauvaise traverse, après avoir perdu cinq à six mille hommes tués, blessés ou prisonniers, tandis que les vainqueurs n'avoient à regretter que douze à quinze cents hommes. Mais les troupes françaises, accablées de fatigues, avoient besoin de repos; d'ailleurs, il étoit huit heures du soir, et d'épaisses ténèbres n'eussent pas permis de poursuivre l'ennemi, qui, ralliant sur sa route de nouvelles brigades prussiennes, se trouvoit protégé dans sa retraite.

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXX.

Le général Sacken n'avoit pu mettre en ligne que vingt mille combattans, contre quarante à cinquante mille, composés de troupes fraîches arrivées successivement sur le champ de bataille ; toutes ne donnèrent pas, il est vrai ; mais les Russes, à la fin, ne pouvoient manquer de succomber. Leur général fit une faute, en s'obstinant à jeter des forces sur son extrême droite, tandis que sa gauche étoit plus réellement menacée. Il est probable aussi que Napoléon eût obtenu de plus grands résultats, si, dès le commencement de la journée, il n'eût fait qu'entretenir le combat devant le village de Marchais, et porté ses masses sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, inférieure en forces. La cavalerie envoyée sur ce point étendit trop son mouvement, et produisit peu d'effet. Toutefois la bataille de la Marchais, dite de Montmirail, doit être regardée comme une victoire complète. Ce qui en augmente l'éclat, c'est que l'armée française ne fut pas toute engagée, et n'éprouva qu'une perte peu considérable par la vivacité de ses attaques : la seule division Ricard eut à souffrir au village de Marchais.

Le lendemain, 12 février, le maréchal duc de Trévise se mit à la poursuite des Russes,

par la route directe de Montmirail à Château-Thierry; et Napoléon, qui avoit établi son quartier-général à la ferme de la Haute-Epine, si glorieusement enlevée, se dirigea sur Vieux-Maison; de là, il prit la route qui va droit à Château-Thierry, et qu'avoient suivie les bagages des alliés; elle étoit fangeuse et difficile, couverte de chariots, de débris et de fourgons embourbés.

L'ennemi soutenoit sa retraite avec huit bataillons qui, venus tard la veille, n'avoient pas encore donné. Arrivée au village des Coquerets, cette arrière-garde veut défendre la position qui est derrière le ruisseau, et couvrir ainsi la route de Château-Thierry; mais un bataillon de la vieille garde se porte à l'instant sur la petite Noue, culbute les tirailleurs, et poursuit l'ennemi, qui, repoussé de position en position, se forme sur les hauteurs de Nesle en avant de Château-Thierry. Napoléon la fait attaquer de front par six bataillons de la garde, qui occupoient la plaine: en même temps les divisions de cavalerie des généraux Defrance et Laferrière, commandées par le général Nansouty, font un mouvement à droite, et se portent entre Château-Thierry et l'arrière-garde russe, protégée par sa cavalerie,

qui s'élançoit de tous les points sur sa gauche ; pour s'opposer à la cavalerie française. En vain s'efforce-t-elle de l'arrêter par plusieurs charges ; elle est culbutée et forcée de disparoître du champ de bataille. Au même moment le général Letort, avec les dragons de la garde, se précipite sur les flancs et sur les derrières des huit bataillons russes formés en carré : il en fait un horrible carnage ; presque tous les soldats de cette arrière-garde sont pris ou tués ; trois canons et plus de deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvoit le général russe Fredenreich, restent au pouvoir des vainqueurs. Le champ de bataille étoit couvert de morts et de blessés : tout ce qui put se soustraire au feu et aux baïonnettes des Français se jeta précipitamment dans Château-Thierry. Napoléon vouloit que ses troupes y entrassent pêle-mêle avec les Russes, sans leur laisser le temps de faire sauter le pont de la Marne. Un autre espoir l'animoit aussi : ses agens excitoient les habitans de Château-Thierry à faire main-basse sur les vaincus, et à détruire eux-mêmes le pont de bateaux, ce qui eût livré tous les fuyards, mais on ne put leur fermer le passage. Arrivée sur les hauteurs de Nesle, l'armée victorieuse vit les restes des

corps russes et prussiens fuyant dans le plus grand désordre, et gagnant en toute hâte ses ponts sur la Marne; les grandes routes leur étant coupées, ils ne pouvoient plus trouver de salut que sur la rive droite.

Depuis quelques heures le canon se faisoit entendre à Château-Thierry, dans la direction de Montmirail; ce bruit, se rapprochant sans cesse et devenant toujours plus fort, causoit de l'agitation et du trouble parmi la réserve des alliés, restée au nombre de deux mille hommes sous le commandement du prince Guillaume de Prusse. Les officiers, les soldats se regardoient avec inquiétude, se parloient avec mystère, alloient et venoient sans cesse. La canonnade redouble, se rapproche encore, et fait soupçonner qu'il s'agit d'une bataille perdue. Bientôt, en effet, arrivent en fuyant les colonnes russes: des régimens réduits à cent hommes, des soldats de tous les corps et de différens uniformes, courant pêle-mêle, des chevaux tombant de fatigues, une multitude de soldats sans armes ni bagages, tel étoit le tableau qu'offroit cette armée naguère florissante, pleine d'espoir et de jactance. Le nombre des fuyards s'étoit grossi du corps prussien du général York. A

la première nouvelle de la vive attaque de Napoléon, ce général abandonna Meaux qu'il avoit enveloppé, et précipita sa retraite sur Château-Thierry, où il vin.. joindre les débris du corps russe vaincu à Montmirail. Les officiers cherchent en vain à rallier leurs troupes; tous leurs efforts sont impuissans. Les généraux crient, d'une voix presque éteinte à leurs soldats : « Courage, rien n'est » perdu! Voici nos réserves; les ponts sont » gardés! » Le prince Guillaume s'étoit avancé en effet à la porte des faubourgs, avec ses troupes fraîches, afin de protéger la retraite de cette masse désorganisée; elle repasse précipitamment la Marne par les deux ponts, et regagne la rive droite, tandis que des batteries placées sur la grande route de Châlons à Paris, entre les arbres de la partie de la ville dite la levée, faisoit feu sur la cavalerie française poursuivant les fuyards. Mais bientôt le maréchal duc de Trévise paroît sur les hauteurs à la tête de l'avant-garde, qui, bravant le canon, marche au pas de course, ou plutôt se précipite comme un torrent sur les troupes qui garnissent les faubourgs, et protégent la retraite. A l'aspect des grenadiers français, les faubourgs de la rive gauche sont évacués

précipitamment. En vain l'ennemi embarrasse les rues de ses bagages, de ses caissons brisés, de ses canons démontés; l'avant-garde franchit tous les obstacles, renverse tout ce qui s'oppose à son passage. Le prince Guillaume n'a que le temps de faire démasquer une batterie de huit pièces de canon, sous le feu et la protection de laquelle il parvient à opérer lui-même sa retraite, et à brûler ses ponts. Une vive fusillade s'engage d'une rive à l'autre jusqu'à huit heures du soir. Cependant les habitans de Château-Thierry, animés contre les Russes et les Prussiens par les agens de Napoléon et par la défaite des ennemis, s'étoient efforcés, au moment où avoit commencé leur passage, de couper le pont de bateaux afin de les livrer à l'armée victorieuse; plusieurs même avoient fait main-basse sur un grand nombre de fuyards, et en avoient précipité quelques-uns dans la Marne; les paysans les traquoient dans les bois, et ne leur faisoient aucun quartier. Ces actes d'hostilités manifestes irritèrent un ennemi déjà porté aux excès par ses revers. Dès son entrée dans la ville, malgré les exhortations et les efforts de ses chefs, il avoit commencé à piller les maisons; les portes étoient enfoncées à coups de hache et de solive. Pendant

toute la nuit du 12 au 13, les Prussiens et les Russes se livrèrent au pillage, sans aucun frein, et à toutes sortes d'excès. La ville ne fut délivrée que par la retraite des colonnes ennemies qui, ne pouvant se diriger ni sur Epernay, ni sur Soissons, prirent dans la direction de Reims la route de traverse de Falère en Tardenois.

Napoléon avoit eu le soir son quartier-général au château de Nesle, à un quart de lieue de Château-Thierry. Dès le point du jour il ordonne qu'on s'occupe immédiatement de réparer les ponts sur la Marne, afin de poursuivre l'ennemi sans délai. A la tête de son armée il s'avance à l'entrée du pont de pierre qui sépare le faubourg de la ville, et que la veille l'ennemi avoit coupé de nouveau. A la vue de l'armée française et de son chef, les habitans accourent de l'autre côté du pont, et font éclater leur joie par des acclamations et des cris de guerre. Riches, pauvres, vieillards, femmes même, tous travaillent à l'envi à le réparer : les plus gros arbres roulent avec facilité, et après quatre à cinq heures d'efforts, le pont se trouve assez solide pour que l'artillerie puisse y passer à bras. A peine est-il praticable, que l'infanterie de la jeune garde, sous le com-

mandement du duc de Trévise, le franchit au pas de course pour se mettre à la poursuite des alliés. Ils avoient placé leur batterie de retraite sur la rive droite de la Marne, au sommet de la colline, dite la montagne Blanche, qui domine la ville; mais voyant l'armée française passer la Marne, et, venir sur eux, ils tournèrent les pièces, et s'éloignèrent dans une extrême confusion.

Des victoires si inespérées sembloient tenir du prodige aux yeux de ceux mêmes qui venoient de les remporter. L'armée française, naguère découragée et plongée dans l'abattement, se livroit à la joie, supportoit les privations et les fatigues sans murmures, et témoignoit les plus heureuses dispositions. Ces succès d'ailleurs avoient été obtenus sans coûter de grandes pertes et sans de très-grands efforts. On s'étonnoit d'avoir trouvé si peu de résistance de la part d'ennemis qui s'étoient toujours montrés redoutables; on remarquoit surtout que, dans aucunes circonstances des guerres précédentes, on n'avoit fait autant de prisonniers russes, et le soldat français, qui passe si subitement du découragement à la confiance, commençoit à croire, comme le lui disoient les proclamations et les

bulletins, que la France, *terre sacrée que l'ennemi a violée, sera pour lui une terre de feu qui le dévorera.* Les officiers supérieurs, tout en gémissant des calamités qui désoloient leur patrie, et faisant des vœux pour en voir le terme, ne pouvoient être insensibles à la gloire que recouvroit l'armée.

D'un autre côté les alliés étoient frappés de découragement et de stupeur par l'effet de ces revers inattendus.

Après avoir regardé comme certaine leur entrée dans la capitale, ils s'écrioient alors qu'il falloit y renoncer. Le général Sacken lui-même, en passant à Château-Thierry, avoit dit hautement que Napoléon venoit de retrouver tout-à-coup des forces immenses auxquelles il n'étoit plus possible de résister.

Mais ces succès inattendus, et glorieux pour les armes françaises, n'étoient ni complets ni décisifs.

Le maréchal duc de Trévise avoit seul passé la Marne avec une division de la jeune garde, tandis que, de sa position de Meaux, le duc de Tarente poussoit aussi de fortes colonnes sur la route de Reims et de Soissons. Quant à l'armée victorieuse, elle alloit faire volte-face vers Montmirail, afin de combattre le

feld-maréchal Blucher en personne. Instruit du désastre de Champeaubert par les fuyards, il se portoit dans cette direction; mais il n'avoit pu rallier sous ses ordres, à Bergères, du 10 au 12 février, que le corps prussien du général Kleist et la division russe du corps de Langeron, commandée par le général Kapsiewitz, formant en totalité dix-huit mille combattans sous les armes. Le 13, il avoit marché contre le maréchal duc de Raguse, qui occupoit la position d'Etoges. N'étant point en forces, le duc de Raguse se mit en retraite, en s'appuyant sur Montmirail. Ce fut à Etoges que le feld-maréchal apprit la marche victorieuse de Buonaparte avec sa garde sur Château-Thierry. Se dirigeant aussitôt sur Champeaubert, il y bivouaqua la nuit du 13 au 14, et poursuivit le lendemain le duc de Raguse jusqu'au village de Vauchamp. Ce mouvement ramène Napoléon en toute hâte; il part de Château-Thierry le 14, à trois heures du matin, et fait, pendant la nuit, une marche forcée pour se réunir au corps d'armée du maréchal duc de Raguse, et pour livrer bataille, avec le gros de ses forces, au maréchal Blucher, dans l'espoir d'anéantir les restes de l'armée de Silésie. A huit heures,

sa cavalerie d'avant-garde paroît à la hauteur du village de Vauchamp, se jette avec précipitation sur six pièces de canon que les Prussiens avoient portées en avant, et s'en empare. La cavalerie prussienne, sous le général Ziethen, et le colonel Blucher, fils du feld-maréchal, charge aussitôt la cavalerie française, et Blucher apprend bientôt, par son fils, que Napoléon vient d'arriver en personne sur le terrain, avec toute sa garde et toute sa cavalerie.

Pendant ce temps l'infanterie prussienne s'avançoit, en colonnes de bataillons, sur les deux côtés de la chaussée qui traverse le village de Janvilliers en arrière de Vauchamp. La cavalerie française, dont le nombre augmentoit à vue d'œil, parut subitement en grande masse; elle enfonça, sous les ordres du général Grouchy, la cavalerie prussienne d'avant-garde; se partagea ensuite, et attaqua avec fureur les colonnes d'infanterie rangées dans la plaine. Les Prussiens se forment immédiatement en carrés, restent fermes sur le terrain, et ouvrent un feu vif sur leur front, leurs flancs et leurs derrières. Dans un large champ, sur la droite de Janvilliers, six carrés sont attaqués au même moment; tous réussissent à repousser les

charges réitérées de la cavalerie française, tandis que les cavaliers russes et prussiens, se retirant par les intervalles, se reforment sur les derrières, et s'avancent de nouveau pour charger la cavalerie de Napoléon, après qu'elle a été obligée de se retirer devant le feu meurtrier des carrés. Cependant le nombre des régimens français augmentoit toujours, et l'on voyoit de gros corps de cavalerie qui menaçoient les flancs de l'armée prussienne. Toute la cavalerie de la garde de Napoléon venoit d'arriver au grand trot : deux bataillons de l'avant-garde prussienne, entrés dans le village de Janvilliers, n'eurent pas même le temps de se former; ils furent enfoncés et pris, tandis que la cavalerie du général Grouchy tournoit, entouroit et sabroit trois autres bataillons, et acculoit le reste dans les bois.

Assaillis de tous côtés par des forces supérieures, le feld-maréchal Blucher n'ayant que trois régimens de cavalerie, résolut de retirer ses forces d'une position peu favorable à une lutte si inégale. L'infanterie eut ordre de marcher, en colonnes et en carrés, vers Etoges et Châlons, avec de l'artillerie dans les intervalles; elle étoit couverte, sur ses flancs et sur ses derrières, par de la cavalerie et des tirailleurs,

Sans haies et sans culture, et généralement ouvert, le pays sur lequel étoit la ligne de retraite présentoit seulement çà et là de petits bouquets de bois qui permettoient à la cavalerie française de cacher ses mouvemens. L'infanterie prussienne évitoit de s'y engager, dans la crainte de rompre ses rangs. Sur un espace de quatre lieues, depuis Janvilliers jusqu'au-delà de Champeaubert, ce fut un combat continuel en retraite, pendant lequel la cavalerie française renouvella ses attaques avec autant de hardiesse que de bravoure.

Il n'y eut pas une seule colonne ou carré d'infanterie qui ne fût chargé ou exposé au feu des Français, tandis que les Prussiens et les Russes faisoient, de leur côté, un feu continuel sans interrompre l'ordre de leur marche. Il arrivoit souvent que la cavalerie française se trouvoit entremêlée avec les carrés, et presque toujours forcée de se retirer avec perte. De fortes colonnes d'infanterie la suivoient, dans l'espoir d'atteindre l'ennemi et de l'anéantir.

A deux heures, l'armée de Napoléon avoit dépassé le village de Fromentière, sans que les Prussiens eussent encore été entamés, autrement que dans leur avant-garde. Mais Napoléon vouloit la destruction complète de l'ar-

mée de Blucher, et il ordonna au général Grouchy de se porter sur Champeaubert, à une lieue sur les derrières des alliés ; en même temps plusieurs corps d'infanterie reçurent l'ordre de passer par des chemins de traverse, et de déborder les deux flancs de l'ennemi dans sa marche.. Par cette double manœuvre, Napoléon avoit évidemment en vue de couper à Blucher sa retraite sur Etoges et Châlons. En effet, au coucher du soleil, Blucher aperçoit de gros corps de cavalerie française qui, après avoir tourné autour des flancs de son armée, s'étoient jetés sur la ligne de sa retraite, à mi-chemin de Champeaubert à Etoges, et là s'étoient formés en masses solides, sur les deux côtés de la chaussée, dans l'intention de lui barrer le passage. Le feld-maréchal se voit entouré de tous côtés; mais sa décision est aussi prompte que son coup d'œil ; il ordonne de continuer la marche, et de se frayer un chemin de vive force en franchissant tout les obstacles.

Les colonnes et les carrés, assaillis de tous côtés, continuent leur retraite d'une manière imposante. L'artillerie ouvre un feu vif sur la cavalerie ; à ce feu succèdent les décharges répétées de la mousqueterie des colonnes d'in-

fanterie qui s'avancent dans un ordre régulier.

L'exemple du maréchal Blucher, qui se montre partout, et dans les endroits les plus exposés; du général Kleist, du général Guiesneau, qui dirige lui-même le mouvement sur la chaussée; l'exemple plus remarquable encore du prince Auguste de Prusse, toujours à la tête de sa brigade, contribuent puissamment à exciter le courage des soldats, et à leur inspirer une résolution qui frappa les Français eux-mêmes d'admiration et d'étonnement.

Le maréchal Blucher et sa suite n'avoient évité la chaussée qu'en passant à la droite vers un bois. Le général Kleist et le prince auguste de Prusse animoient l'infanterie : on étoit à cinq cents toises de Champeaubert quand elle se vit entièrement cernée par la cavalerie française. Le prince Auguste tire aussitôt son sabre et s'écrie : « Mieux vaut » mourir qu'être pris! » Son escorte suit son exemple, met le sabre à la main, et veut attaquer le bois : « Ce seroit en vain, Monsei» gneur, dit alors le général Guiesneau au » prince; l'ennemi est aussi derrière le bois, » et il ne reste plus qu'à prendre l'infanterie » pour soutien. » A l'instant même, un batail-

lon russe fait front, et parvient, par plusieurs décharges, à éloigner la cavalerie assaillante. Forcée de quitter la chaussée par le feu répété à mitraille qui se joint à celui de la mousqueterie, elle laisse le passage ouvert des deux côtés, bornant ses attaques ultérieures aux derrières et aux flancs de l'armée en retraite.

Les colonnes furent continuellement harcelées. Mais pendant toute cette marche, il n'y eut pas un seul bataillon enfoncé, ou qui perdit son ordre de bataille. L'armée prussienne touchoit à la forêt d'Etoges, lorsqu'une vingtaine de cuirassiers français se glissèrent par les bois, et entourèrent l'escorte du feld-maréchal; mais ces hommes étoient dans un tel état d'ivresse, que, ne pouvant pas même tirer leurs sabres, la plupart furent aisément tués ou pris au milieu de l'état-major prussien. S'ils eussent conservé le sang-froid de leur courage, il n'est pas douteux qu'ils eussent pu s'emparer d'une partie de l'artillerie.

A la nuit tombante, les attaques d'infanterie succédèrent à celles de la cavalerie. Plusieurs régimens français avoient dépassé l'armée prussienne par les traverses, et s'étoient embusqués à la hauteur d'Etoges. Au

moment où l'armée entroit dans ce village ; elle fut assaillie par plusieurs décharges de mousqueterie à demi-portée. Les généraux Kleist et Kapsiewitz percèrent cependant de nouveau, avec leurs corps respectifs, à travers les obstacles qui leur étoient opposés; ils traversèrent le village de vive force, mais non sans essuyer une perte considérable. L'arrière-garde étoit faite par la division russe ; elle fut attaquée, abordée à la baïonnette, et rompue par le premier régiment de marine du maréchal duc de Raguse. On lui fit un millier de prisonniers, parmi lesquels se trouvoit le général Ourousoff et plusieurs colonels. Mais, à force de courage et de constance, le feld-maréchal parvient à ramener le gros de son armée à la position de Bergères ; il y fait bivouaquer ses troupes, qui avoient perdu en tués, blessés et prisonniers plus de quatre mille hommes, et neuf pièces de canon. Blucher venoit de combattre, il est vrai, contre des forces doubles, et une cavalerie plus que triple de la sienne ; près de huit mille chevaux avoient donné, et la plupart étoient l'élite de la garde impériale. Mais l'artillerie russe et prussienne, plus nombreuse, s'étoit montrée supérieure à celle des Français, dont les trains,

d'ailleurs, ne purent suivre les colonnes à cause de la difficulté des routes. La cavalerie de Napoléon perdit environ mille chevaux et presque autant de cavaliers, tués ou blessés. Le général Lyon, de la garde, fut du nombre de ces derniers. Le prince de Wagram, le maréchal du palais comte Bertrand, le duc de Dantzick et le prince de la Moskwa, s'étoient montrés constamment à la tête des colonnes. L'ardeur des soldats fut souvent excitée par la présence même de Napoléon; il frémit néanmoins de voir cette portion de l'armée de Silésie lui échapper (1).

Mais satisfait de l'heureux effet que les succès inattendus de ses rapides manœuvres produisoit déjà sur l'esprit de l'armée; frappé surtout du parti qu'il pourroit en tirer pour ramener à lui l'opinion de la capitale; appelé, d'ailleurs, sur les rives de la Seine, où d'autres ennemis se présentoient en forces, et menaçoient encore sa capitale, il ne dépassa point le village d'Etoges, laissant le maréchal Blucher accomplir sa glorieuse retraite vers Châlons. Cette position militaire présentoit au général ennemi l'avantage de pouvoir y

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXI.

former la jonction des différens corps de son armée; il avoit reçu l'avis, pendant la bataille, que les généraux York et Sacken étoient arrivés en sûreté à Reims, et que de nombreux renforts, venant du Nord et de l'Est, n'étoient plus qu'à deux ou trois marches. Les corps de son armée pouvant être facilement réunis, réparés et renforcés, il se voyoit à la veille d'être en état de manœuvrer de nouveau contre son redoutable adversaire avec la confiance que donnent le nombre et l'union.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME.

Effets des victoires remportées sur l'armée de Silésie. — On promène dans Paris les prisonniers russes et prussiens. — Marche de la grande armée austro-russe, le long de la Seine et de l'Yonne. — Les cosaques se répandent dans le Gatinais, jusqu'aux portes d'Orléans. — Ils sont repoussés à Sens; ils se rendent maîtres de Courtenay, de Montargis et de Nemours. — Siége de Sens par le prince royal de Wurtemberg. — Prise de cette ville. — Nogent est attaqué, brûlé et presque détruit. — Les maréchaux ducs de Reggio et de Bellune font sauter les ponts de Nogent, de Bray et de Montereau, et se replient sur la rive droite de la Seine. — Les alliés s'emparent de ces trois villes. — Leur hésitation. — Ils passent la Seine, poussent jusqu'à Provins et à Nangis. — Nouvelles alarmes dans Paris. — Marche de Napoléon pour combattre la grande armée austro-russe. — Combat de Nangis et de Mormant : défaite du corps russe de Wittgenstein. — Combat de Montereau : reprise de cette ville. — Retraite des alliés. — Causes de leurs défaites.

En France, et dans toute l'Europe, on avoit regardé comme infaillible l'entrée triomphante des alliés à Paris, vers les premiers jours de

février ; et en effet, Napoléon sembloit, à cette époque, toucher au terme de sa puissance. Mais tout-à-coup, par la rapidité de ses marches, par la hardiesse de ses manœuvres, il ramène la fortune sous ses drapeaux, il change l'état de la guerre, et il en prolonge les calamités. C'est ainsi que, balançant encore pendant cinquante jours les destinées du Monde, il produisit sur l'opinion des effets tellement remarquables qu'ils rentrent aussi dans le domaine de l'histoire.

Paris, surtout, passa brusquement de la stupeur et de l'abattement à une sécurité aveugle.

Soit naturellement, soit à dessein, le courier extraordinaire, expédié avec la nouvelle de la défaite des Russes à Champeaubert, arriva aux Tuileries pendant une parade : on lut à haute voix, aux troupes assemblées, la dépêche annonçant qu'officiers et soldats, tout avoit été tué ou pris avec le général en chef. Des bulletins à la main furent aussitôt répandus dans les promenades, dans les administrations et aux spectacles. Une salve de soixante coups de canon confirma la grande victoire; on s'abordoit dans les rues pour se la communiquer : l'armée russe est détruite, disoit-on.

Les esprits abattus se relevoient, et la sécurité renaissoit avec la confiance. Les courriers se succèdent : ils annoncent qu'on a défait Sacken à Montmirail, et que Blucher lui-même a été vaincu à Vauchamp.

Viennent ensuite les détails et les commentaires, étudiés par l'imposture, propagés par la crédulité : « La fortune a reconnu nos » drapeaux; et l'ennemi présomptueux, qui » se partageoit déjà nos provinces; l'ennemi, » qui marchoit sur notre capitale avec tant » de confiance, qui sembloit se repaître de » notre humiliation, l'ennemi est vaincu, il » est poursuivi, il fuit devant nos aigles : offi- » ciers, soldats, citoyens, tous font éclater » leurs transports. Oui, les armées de Sacken » et de Blucher sont détruites; l'artillerie et » *tout le matériel* sont en notre pouvoir ; plus » de cent régimens, russes et prussiens, ont » été anéantis dans trois combats ; vingt mille » prisonniers, cent quatre-vingt pièces de » canon, deux généraux en chef, pris ou » blessés mortellement, sont les trophées de » ces journées immortelles; il n'est échappé » que des débris; les bois, les villages, les » campagnes, sont encombrés de cadavres » russes et prussiens, de caissons, d'équi-

» pages, de voitures brisées. Il ne seroit peut-» être pas resté un seul soldat ennemi pour » aller porter la nouvelle de ces défaites, si » les habitans de Château-Thierry avoient pu » couper le pont de bateaux jeté par les Prus-» siens sur la Marne. Mais les paysans font » une guerre cruelle aux fuyards; les autorités » reprennent leur vigueur; elles font couper » les ponts et les chemins, et embarrassent » la retraite de ces débris d'armées vaincues. » Tout s'anime au bruit de nos succès, et tout » Français s'associe à la gloire des armées » françaises. »

Malgré l'enflure et l'exagération de ces résumés, il n'en restoit pas moins incontestable que les alliés venoient d'essuyer de grands échecs, par le peu d'ensemble qui avoit régné dans leurs opérations; il n'en étoit pas moins évident que Napoléon avoit soustrait sa capitale à des armées étrangères qui sembloient accourir avec des sentimens de haine et de vengeance. La joie qu'il en ressentit éclata en une sorte d'ivresse orgueilleuse, tant il étoit persuadé que sa destinée dépendoit de la conservation de Paris.

Ses bulletins officiels ne furent point en contradiction avec lui-même : « Forte de

» quatre-vingts mille hommes, l'armée de » Silésie, dit-il, a été battue, dispersée, » anéantie en quatre jours, sans affaire géné- » rale et sans occasionner aucune perte pro- » portionnée à de si grands résultats. »

A la joie que manifestoient les partisans du gouvernement on eût dit que l'ennemi venoit d'être repoussé à deux cents lieues de la capitale : dans leur extrême crédulité, ils s'imaginoient que la guerre étoit finie, et que les alliés seroient exterminés avant de gagner les bords du Rhin. Ils reconnoissoient le grand capitaine qui avoit vaincu tant de nations. Les courtisans cherchoient surtout à exciter cet enthousiasme factice avec tout le zèle de l'intérêt et de la vanité.

« L'expédition de la Marne, disoient-ils, » est une des plus étonnantes de la vie mili- » taire de Napoléon, par la profondeur du » plan, la hardiesse de l'entreprise et l'utilité » des résultats. »

On s'appuyoit à la cour sur des lettres de l'armée, sur le témoignage d'officiers témoins des événemens. « Nous avons battu les Russes » et les Prussiens, écrivoit-on du quartier- » général; nous allons maintenant combattre » l'autre armée alliée : nous sommes tous

» pleins d'ardeur et d'espérance. Le mouvement
» offensif que nous venons de terminer si glo-
» rieusement, et dans lequel nous avons ob-
» tenu de plus grands résultats que dans deux
» batailles rangées, nous l'avons entrepris avec
» des forces inférieures à celles de l'ennemi,
» que nous avons vaincu en détail. Nos pertes
» sont si peu proportionnées aux siennes, que
» nous en sommes nous-mêmes étonnés. Mais
» les corps alliés ont été surpris, et plus leur
» confiance étoit grande, plus leur défaite a
» été facile : ces corps sont devenus absolu-
» ment nuls pour l'autre armée que nous allons
» combattre. »

Telle avoit été, en effet, la confiance des corps russes et prussiens, que, s'imaginant l'armée française anéantie, ils avoient regardé leur marche sur Paris comme une promenade militaire. Pour atténuer leur défaite à Champeaubert, ils assuroient qu'ils avoient été surpris et resserrés dans une gorge, sans avoir pu se déployer. « Napoléon, ajoutoient-ils,
» a fait marcher, par des chemins affreux,
» par la saison la plus dure, avec une impi-
» toyable célérité, l'élite et même la masse
» de son armée : quinze cents de ses soldats
» sont morts de fatigue et de faim pendant

» ces six jours de combats continuels et de » marches surprenantes. »

Ces particularités étoient vraies; mais aussi que ne pouvoit pas entreprendre le vainqueur avec de pareils soldats, avec des hommes qui, pour vaincre, se soumettoient à tout supporter?

L'allégresse de la multitude fut d'autant plus franche dans Paris, que Napoléon s'étoit attaché à peindre les alliés, surtout les Russes, comme des sauvages, des barbares qui ne connoissoient que la fureur du glaive, la dévastation et le pillage. « Point de vexations, » de cruautés, de crimes, que ces hordes » n'eussent déjà commis en France; les paysans » les poursuivoient comme des bêtes fauves, » et les menoient, garrottés, aux troupes fran- » çaises, de sorte qu'ils augmentoient à chaque » instant le nombre des prisonniers. »

Ainsi tous les mobiles de l'opinion, tous les sentimens qui peuvent exciter les passions humaines étoient mis en jeu; de là, l'indignation, le courage, l'espoir et la confiance qui éclatoient tour à tour dans la capitale.

La religion n'avoit pas été oubliée. Un cardinal, devenu la honte de l'Eglise de France, un évêque, alors à la tête du clergé de Pa-

ris (1), avoit ordonné des prières publiques pour demander à Dieu la prospérité des armes de Napoléon ; et, dans un mandement du 1er février, il s'étoit exprimé ainsi : « Dieu sera, » n'en doutez point, avec le grand capitaine » qui fait solliciter aujourd'hui la protection » du ciel pour tout son peuple. C'est l'homme » de sa droite ; son génie est l'âme de la France ; » son épée en est le bouclier. O mon Dieu ! » daignez nous conserver le héros que vous » avez donné pour souverain à la France, et » dont nous bénissons l'autorité tutélaire, » comme le plus grand de vos propres bien- » faits. Couvrez-le de votre égide dans les » dangers de la guerre. »

Pour mieux réveiller encore l'enthousiasme national, et porter la conviction dans tous les esprits, Napoléon résolut de donner aux Parisiens le spectacle d'une sorte de triomphe. Le 18 février, il fit entrer en plein jour, dans Paris, le général Alsufieff et d'autres officiers de marque pris dans les derniers combats, au moment même où une colonne de six mille prisonniers s'avançoit vers la capitale. Le soleil éclairoit un des plus beaux jours d'hiver, et

(1) Jean-Siffrein Maury.

toute la population de Paris inondoit les boulevards et les faubourgs, les quais, les rues et les places publiques : chacun étoit dans la plus vive attente d'un spectacle si nouveau. Arrivent par les barrières de Pantin et de Charenton de longues colonnes de prisonniers russes et prussiens, et ici éclate dans tout son jour la générosité française. Le Parisien ne voit plus que des hommes malheureux dans cette foule d'ennemis désarmés, il leur offre des secours de tout genre ; et cet élan est d'autant plus noble, qu'il est dirigé en faveur de soldats étrangers qui traînoient avec eux toutes les calamités de la guerre. Mais ils étoient alors captifs : argent, vivres, vêtemens, tout leur fut prodigué en dépit des agens de la police, qui, surpris de l'effet inattendu que produisoit sur le peuple un si touchant spectacle, s'exhaloient en déclamations et en insultes contre les vaincus. La masse des Parisiens conserva cette attitude noble et calme qui convient à une nation civilisée, dont le caractère n'a pu être perverti par le long triomphe du crime. Aussi cette belle journée fit-elle présager d'avance la réconciliation des grandes familles européennes.

D'autres colonnes de prisonniers se succé-

dèrent, et éprouvèrent aussi les effets de la noble compassion du peuple. Ce mouvement continuel de guerre; ces troupes qui arrivoient et qui partoient sans cesse, et ce retour de la sécurité, bannie depuis plusieurs mois, donnoient à la capitale l'aspect le plus animé, le plus imposant.

Toutefois, au moment même des triomphes de Napoléon, le généralissime prince de Schwartzenberg trouvant les routes de la Seine ouvertes, s'avançoit le long de la Seine et de l'Yonne à la tête de la grande armée austro-russe. De nouvelles inquiétudes vinrent bientôt assiéger les Parisiens.

En partant le 9 février de Nogent-sur-Seine pour manœuvrer sur la Marne contre l'armée de Silésie, Napoléon avoit laissé devant Nogent le corps du maréchal duc de Bellune, et à Provins, le septième corps sous le commandement du maréchal duc de Reggio, chargé de la défense des ponts de Bray et de Montereau. Près de cette dernière ville et de Melun se trouvoit un autre corps d'armée sous les ordres des généraux Pactol et Pajol.

Le mouvement offensif de la grande armée alliée venoit de commencer à la fois sur trois routes différentes : celles de Sens, d'Orléans

et de Nogent-sur-Seine. Dès le 30 janvier, les Austro-Russes avoient pris possession de Joigny; et l'hettman Platow, à la tête de six à sept mille cosaques, avoit poussé ses reconnoissances vers Sens. Cette ville, située avantageusement pour le commerce, dans une campagne fertile au confluent de la Vanne et de l'Yonne, étoit depuis long-temps un objet de haine pour Napoléon; jamais il n'avoit voulu s'y arrêter; il ne pouvoit pardonner aux habitans le soin religieux avec lequel ils conservèrent long-temps le magnifique mausolée élevé dans leur métropole à la mémoire du Dauphin et de la Dauphine, père et mère de Louis XVIII et de MONSIEUR, monument que la piété filiale vient de faire restaurer avec tant de zèle. Il savoit d'ailleurs que son gouvernement étoit en horreur à Sens; et que, depuis un an, on n'avoit pu trouver une seule personne qui voulût y exercer les fonctions de maire. C'en étoit assez pour vouer toute la ville au ravage et à la destruction. Napoléon en confia la défense au général Alix, qui lui étoit dévoué, et dont l'obstination ne pouvoit manquer d'y attirer toutes les calamités de la guerre. Ce général n'avoit que sept à huit cents hommes de troupes de ligne; mais il vouloit tenir jusqu'à la dernière extrémité. Quelle cruelle perspective pour les

habitans ! La ville est entourée d'un mur élevé et épais, de construction romaine, et d'un large fossé qui la met à l'abri d'un coup de main; mais elle ne peut soutenir un siége en règle. Le général Alix la fit barricader, et prescrivit des mesures violentes qui firent présager les plus grands désastres. En vain l'hettman Platow, avec un parti de douze à quinze cents cosaques, essaya-t-il de surprendre Sens, il fut repoussé le 2 février. Sens ne pouvant être pris que par de l'infanterie, et au moyen d'une attaque régulière, l'hettman Platow laissa aux environs quelques cosaques en observation, et se dirigea vers Courtenay, où le capitaine aux gardes russes, Berchmann, venoit de délivrer quatre cents officiers et quarante soldats espagnols prisonniers de guerre, qu'on alloit transférer à Bourges. L'hettman fit son entrée le 7 à Courtenay, et il expédia aussitôt à Montargis le général russe Seslavin, qui se rendit maître de cette ville le 12. Tout le pays fut frappé de réquisitions; les cosaques se répandirent surtout dans le Gatinais, jusqu'aux portes d'Orléans, pour intercepter les communications et les secours que Napoléon recevoit du centre de l'empire et des pays au-delà de la Loire; ils trouvèrent dans cette province d'abon-

dantes ressources qu'ils firent refluer vers la grande armée austro-russe.

La résistance de Sens contrarioit les alliés dont les troupes légères étoient destinées à tourner Paris par Fontainebleau, Melun, Corbeil et Villejuif. Le 10 février, le prince royal de Wurtemberg parut aux portes de Sens avec le corps wurtembergeois, fort de six mille combattans, de quelques bataillons russes et bavarois. Il apprit que le général Alix venoit de recevoir des renforts, qu'il avait du canon, et qu'il se défendroit. Cependant le soir même il fait attaquer les faubourgs par son infanterie légère, s'en rend maître, et entretient toute la nuit un feu de mousqueterie; en même temps il envoie au général Alix un parlementaire pour le sommer de se retirer. Le général français répond que la ville est en état de défense, et qu'il s'y maintiendra. Le 11, tout le quatrième corps des alliés étant réuni, le prince royal essaya d'enfoncer les portes de Sens à coups de canon, mais il les trouva barricadées et murées. Il fit jeter alors dans la ville quelques obus, et le feu se manifesta aussitôt dans plusieurs quartiers. En vain les habitans implo-

rèrent le général Alix pour qu'il cessât une défense qui alloit entraîner leur ruine ; ce général, pour toute réponse, menaça de faire fusiller quiconque proposeroit de se rendre : il parvint à faire éteindre l'incendie, et brava les obus et les boulets. Les alliés alloient renoncer au projet de prendre Sens de vive force, quand ils découvrirent une poterne qui tenoit au bâtiment du collége dont les jardins donnoient sur les boulevards. Le prince royal forma aussitôt son attaque sur ce point ; et de son côté le général Alix y porta la majeure partie de la garnison. Le huitième régiment wurtembergeois pénétra le premier dans l'enceinte du collége ; mais il trouva au-delà de la porte extérieure un adossement maçonné, et tout le collége rempli de troupes qui firent sur lui un feu roulant. Ce régiment fut soutenu néanmoins, et les sapeurs ayant fait une espèce d'ouverture ou de brèche, les soldats alliés parvinrent à s'emparer de la cour intérieure : là, de nouveaux obstacles les arrêtent encore ; ils trouvent la communication avec la ville fermée par une porte de fer et par une grille, derrière lesquelles les Français se défendoient avec résolution. Attaqués dans

l'intérieur même de l'établissement, les Wurtembergeois y font de grandes pertes en tués et en blessés; mais recevant sans cesse des renforts, ils surmontent enfin toutes les difficultés, prennent d'assaut le collége, et se rendent maîtres de l'entrée de la ville. Quatre régimens y pénètrent aussitôt la baïonnette en avant par quatre différens côtés, malgré les coups de fusil qui partent de toutes les maisons, que le général Alix avoit garnies de soldats. Ce général n'eut que le temps de rallier les débris de ses troupes, et de se mettre à couvert de l'autre côté de l'Yonne, laissant au pouvoir des alliés la ville, un colonel, un chef d'état-major, plusieurs officiers et une centaine de soldats. Le pont de l'Yonne étant miné, le prince royal n'osa troubler la retraite de la garnison. C'est ainsi qu'après douze jours d'attaques successives, et quarante heures de bombardement, l'ancienne capitale des Senonnois tomba au pouvoir des coalisés. Son inutile et cruelle résistance lui attira plusieurs heures de pillage de la part d'une soldatesque furieuse d'avoir perdu tant de braves aux portes d'une ville dépourvue de fortifications régulières. Malgré le juste ressentiment de leurs pertes, les habitans ne pourront

oublier que le prince royal de Wurtemberg a tenté d'adouçir leur infortune (1).

Au moment même de l'attaque de Sens, plusieurs divisions de la grande armée austro-russe s'étoient mises en mouvement de Troyes pour se diriger vers Nogent-sur-Seine. Le 9 février le général Hardeg avoit attaqué l'arrière-garde postée entre Romilly et Saint-Hilaire; il l'avoit repoussée vers Nogent, et lui avoit fait éprouver quelques pertes. Le lendemain 10, le généralissime prince Schwartzenberg vint reconnoître en personne la position de Nogent, dans la vue de faire sur cette ville un mouvement qui pût attirer l'attention des Français, tandis qu'il forçeroit le passage de la Seine sur d'autres points. Arrivé près de Nogent, le généralissime fit attaquer de nouveau l'arrière-garde qui occupoit une position entre Marnay et Saint-Aubin. Le général Hardeg déboucha par la route de Saint-Aubin, et l'avant-garde du général comte Wittgenstein par la route de Marnay. Les Français cédèrent la position et se replièrent sur Nogent. Le château de la Chapelle, situé près de cette ville, fut attaqué, défendu et emporté le même jour.

(1) Voyez Pièces justificatives, No. XXXII.

Le général comte Wittgenstein se mit aussitôt en mouvement vers Pont-sur-Seine, le général comte de Wrède marcha vers Bray avec le corps bavarois, et le général Bianchi, soutenu par le corps du général comte Giulay, se dirigea vers les ponts de Montereau, dont l'occupation étoit d'une si haute importance pour le succès du mouvement offensif. Les réserves de la grande armée s'avançoient aussi vers la rive gauche de la Seine.

L'approche d'une armée si imposante, au moment où Napoléon manœuvroit contre l'armée de Silésie, vers la Marne, détermina le maréchal duc de Bellune à faire repasser la Seine à ses foibles divisions, pour se mettre à couvert sur la rive droite. Le maréchal laissa le général comte de Bourmont à Nogent avec douze cents hommes pour défendre la ville; ses instructions lui prescrivoient une défense opiniâtre. Ce général fait aussitôt barricader les rues, creneler les maisons, élever à la hâte des retranchemens et des palissades; il prend les mesures militaires les plus capables d'arrêter les assaillans, mais en même temps les plus propres à entraîner la ruine d'une ville industrieuse: tels étoient les ordres de Napoléon.

Le 11 février, à neuf heures du matin, le général comte de Hardeg commença les premières attaques, mais mollement, dans l'espoir que la ville se rendroit, et ne pouvant se figurer qu'on sacrifieroit ainsi sans utilité une population nombreuse et commerçante : aussi le général Bourmont repoussa-t-il avec succès les premiers efforts des Autrichiens. Non-seulement ses troupes étoient à couvert derrière les ouvrages, mais encore la canonnade des assiégeans produisoit peu d'effet à cause de l'éloignement des batteries ; quand les colonnes autrichiennes s'avançoient, elles étoient aussitôt foudroyées par le feu des batteries françaises, placées avec discernement. La fusillade et la canonnade se faisoient entendre sans interruption ; et pendant cette terrible lutte, les femmes, les enfans, les vieillards restoient dans les caves. Une partie des habitans avoit pris les armes, et concouroit à la défense de la ville. Les premières attaques furent tellement meurtrières, que les Autrichiens y perdirent plus d'un millier de soldats, tandis que les assiégés n'eurent à regretter qu'environ trois cents hommes tués ou blessés. On faisoit feu des maisons, et l'on se battoit partout avec acharnement. Le général Bourmont fut

blessé au genou, et remit le commandement au colonel Ravière.

A la résistance que leur opposoient les Français, les alliés jugèrent que les maisons de Nogent étoient transformées en autant de citadelles ; ils renouvelèrent l'attaque le lendemain, et se décidèrent à jeter des obus dans la ville. En un instant Nogent est embrasé, et le tiers des maisons devient la proie des flammes ; la ville entière est criblée de boulets et de mitrailles ; mais l'intention de Napoléon vient d'être accomplie avec une exactitude scrupuleuse : les ennemis ont été arrêtés pendant deux jours.

Cependant ils venoient de recevoir des renforts, et le général comte de Wrede étoit à la veille de s'emparer de Bray, tandis que Montereau se voyoit sérieusement menacé par le corps autrichien du général Bianchi. Ainsi Nogent alloit être à la fois tourné et forcé, quand le maréchal duc de Bellune ordonna de faire sauter le pont et de rallier les troupes, soit devant la forêt de Sourdun, soit à Provins et à Nangis, où son corps d'armée prenait alors position. A peine la garnison de Nogent eut-elle le temps de mettre le feu à la mèche préparée pour brûler le pont : cent

cinquante soldats russes et un colonel venoient de s'y précipiter, et étoient déjà au milieu quand il sauta avec un fracas épouvantable. Ainsi fut consommée, pour ainsi dire, la ruine de Nogent. Les alliés en prirent possession le 12 février au coucher du soleil. Une petite ville ouverte, dépourvue de fortifications régulières, et qui n'avoit alors d'autre importance que sa position topographique, venoit de leur coûter près de deux mille soldats. La garnison, qui l'avoit défendue avec tant de valeur, se replia en hâte sur Provins, résolue de tenir en avant de cette ville, dans la forêt de Sourdun; mais attaquée de front, cette position devoit tomber d'elle-même, des forces suffisantes ne couvrant pas les routes de Bray et de Montereau.

Située à vingt lieues de Paris, la ville de Montereau est bâtie au confluent de l'Yonne et de la Seine, dont les eaux viennent se confondre au milieu de la ville même. La partie qui se trouve sur la rive gauche de l'Yonne, et c'est la plus considérable, est jointe à la rive droite par un pont de pierre. Un autre pont, fameux par l'assassinat du duc de Bourgogne en 1419, unit également les deux rives de la Seine. Ces deux rivières, dont la naviga-

tion est très-active à Montereau, donnent à cette petite ville un aspect riant, et l'espérance de servir un jour d'entrepôt au commerce intérieur. Vers l'est et le midi, une plaine riche et fertile s'étend à une assez grande distance. Montereau, ainsi qu'une partie de la plaine, sont dominées par une chaîne de coteaux couverts de vignes, la plupart boisés et situés à une portée de fusil de la ville. Fidèle à son plan de résistance, ou plutôt de destruction, Buonaparte, à son arrivée à Nogent, avoit fait élever aussi des ouvrages devant Bray et devant Montereau, où il avoit fait miner les ponts de l'Yonne et de la Seine, en ordonnant qu'on les fît sauter à l'approche de l'ennemi. On s'étoit hâté de créneler les maisons qui se trouvent sur la rive gauche de la Seine; on avoit élevé des redoutes pour défendre la plaine, en cherchant même à lier ces foibles ouvrages avec des batteries dressées sur les coteaux qui s'élèvent derrière la ville; mais ces travaux, défendus par le corps d'armée du maréchal duc de Reggio, ne pouvoient arrêter long-temps les alliés.

Maître des deux rives de l'Yonne, le corps autrichien du général Bianchi déboucha sur Montereau, sans éprouver la moindre résis-

tance, et s'empara de la ville. Le maréchal duc de Reggio avoit fait barricader les ponts, et s'étoit retiré précipitamment sur la petite rivière d'Yères. Rien ne pouvoit plus s'opposer au passage de la Seine par les alliés. Déjà le corps russe du général comte Wittgenstein l'avoit traversée près de Pont-sur-Seine, tandis que le prince royal de Wurtemberg, après s'être rendu maître de Sens, dirigeoit ses forces vers Pont-sur-Yonne, d'où il marcha sur Bray, de concert avec le corps bavarois et wurtembergeois. Bray s'élève sur la rive gauche de la Seine ; les maisons qui donnent sur la route de Nogent étoient déjà crenelées et garnies de soldats ; toutefois, à l'approche des alliés, et après quelques démonstrations de défense, les troupes françaises firent sauter une arche du pont, et se replièrent. Le général comte de Wrede la rétablit aussitôt, et une partie de son corps d'armée passant sur la rive droite, dirigea son avant-garde vers Provins. Le général Bianchi occupoit Montereau, et les positions de la Seine qui couvroient Paris étoient forcées sur presque tous les points. Les alliés tournèrent la forêt de Sourdun, et le maréchal duc de Bellune se replia sur Nangis avec son corps d'armée et les restes de la garnison de Nogent.

Les monarques alliés avoient porté leur quartier-général de Pont-sur-Seine à Bray, et cent mille combattans pouvoient, en deux ou trois marches, arriver sous les murs de la capitale, sans qu'il y eût alors, pour les arrêter, d'autres forces que de foibles corps d'observations.

Mais, instruit des succès de Napoléon sur la Marne, le généralissime prince Schwartzenberg crut devoir suspendre son mouvement offensif; et pour arrêter les Français dans la poursuite de leurs avantages, il décida que les corps des généraux Wrede et Wittgenstein, et celui du prince royal de Wurtemberg marcheroient sur Provins et sur Villeneuve; il porta en même temps tous les corps de réserve russes entre Mery et Nogent. L'armée entière se trouva en position, la droite à Mery, et la gauche à Montereau. Les corps postés à Provins et à Villeneuve étoient prêts à marcher en avant, derrière la ligne des opérations de Buonaparte vers la Marne, ou à portée de soutenir les mouvemens de la grande armée le long de la rive gauche de la Seine vers Fontainebleau. Le prince fit aussi occuper Sézanne par de la cavalerie, et Plancy, propriété appartenant au préfet de Seine et Marne, par un détachement du corps de réserve.

Tel étoit le plan que venoit d'arrêter le généralissime, quand un rapport du général Debitch, envoyé en communication avec l'armée de Silésie, lui fit connoître que les pertes de cette armée n'étoient point irréparables, et que Napoléon venoit de se désister de la poursuite du maréchal Blucher. Le prince maréchal reprit aussitôt son mouvement offensif. De Pont-sur-Seine, maison de campagne de la mère de Napoléon, le quartier-général des souverains coalisés fut transféré à Bray. Les corps des généraux Wittgenstein et Wrede s'avancèrent par Nangis vers Melun, et le général Bianchi se porta en avant sur la route de Fontainebleau, qui, le 16, fut occupé par des hussards hongrois. Le prince royal de Wurtemberg marcha aussi sur Bray, et se mit en échelons jusqu'à Montereau (1).

Dès le 13, l'avant-garde russe, commandée par le général Rudler, avoit fait son entrée à Provins; le 14 elle s'étoit portée en avant sur Nangis, après avoir été remplacée par le corps d'armée du comte Wittgenstein, fort d'environ douze mille hommes. Des soldats russes, cosaques, baskirs et kalmouks, cam-

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXIII.

pèrent dans la ville : jamais les Tartares n'avoient été si près de Paris ; c'étoit un grand sujet d'étonnement pour les habitans des campagnes de la Brie, de voir des ennemis d'un aspect si singulier et si sauvage, faisant rôtir des bœufs et des moutons entiers au feu des arbres coupés sur la grande route, et en dévorer les restes à moitié crus et saignans. La présence de ces hordes indisciplinées, les réquisitions forcées dont les généraux alliés se voyoient contraints de frapper les bourgs et les villages pour assurer la subsistance des troupes, le pillage et les excès, suite inévitable de la résistance des villes et des bourgs, tout faisoit de la Brie, devenue le théâtre de la guerre, un séjour de désolation et de deuil. Les habitans des campagnes fuyoient vers Paris où l'alarme se répandoit de nouveau, et où commençoient d'ailleurs à se dissiper les illusions produites par les succès de la Marne. « Quoi, » disoit-on, une armée ennemie est détruite, » et il s'en présente aussitôt une plus redou» table encore, et celle-ci est plus près de la » capitale où elle ne peut manquer de faire » son entrée du 19 au 20, si Napoléon, par » de nouveaux prodiges, ne parvient à la re» pousser ? ».

Le danger redevenoit pressant ; on recommençoit à fuir vers la Normandie et la Bretagne : le gouvernement de Napoléon chanceloit de nouveau ; la police sans force trembloit pour ses suppôts ; les conscrits abandonnoient leurs corps sans être poursuivis ; les courtisans reparoissoient abattus et silencieux ; la défense de Paris sembloit une dérision cruelle, et faisoit craindre généralement qu'elle ne servît de prétexte au sac de la ville. On opposoit aux mensonges des bulletins et des journaux cette objection sans réplique : « L'ennemi est encore à nos portes. »

Cependant des bruits vagues indiquoient que Napoléon étoit en marche de la Marne vers la Seine, pour aller combattre en personne la grande armée alliée.

Il avoit reçu le 14, jour même du combat de Vauchamp, les dépêches annonçant les nouveaux dangers de la capitale. Le 15, à la pointe du jour, sa garde faisant volte face, se dirigea vers Montmirail et jusqu'à Meaux sans s'arrêter, bravant les fatigues et les privations pendant une marche de quatorze lieues. L'armée entière suivit la garde, montrant la même ardeur, et encouragée par les mêmes succès ; croyant, après avoir vaincu les Russes, qu'il

ne lui restoit plus à combattre que des Autrichiens, elle se croyoit assurée de la victoire.

Le 16, Napoléon porta son quartier-général de Meaux à Guignes, où venoient de se replier les maréchaux ducs de Reggio et de Bellune avec leurs corps respectifs. Ainsi fut opérée la concentration de toutes les forces, en deux jours et en deux marches, de la Marne à la Seine, sur une ligne de vingt-cinq lieues. L'ennemi avoit poussé la veille ses avant-postes jusqu'à Yères; mais il s'étoit presque aussitôt retiré pour se mettre en position entre Guignes et Nangis. L'opinion générale dans le camp français présentoit l'armée autrichienne comme toute réunie, et on s'attendoit à une grande bataille pour le lendemain : cette idée flattoit l'ardeur et l'élan des troupes; tout présageoit un succès décisif. Le lendemain, 17, Napoléon se dirigea de Guignes sur Nangis. Là, étoient en position les trois divisions du corps russe du général comte Wittgenstein, dont les mouvemens avoient paru incertains depuis le passage de la Seine. A la tête de l'avant-garde, le général Pahlen occupoit Mormant avec une cavalerie nombreuse. De belles routes et de vastes plaines

permettoient à la cavalerie de manœuvrer. Le général de division Gérard ouvre l'attaque sur le village de Mormant, tandis que la cavalerie des généraux Milhaud et Kellermann tournent le le village par la gauche, et que de nombreuses batteries s'avancent pour le foudroyer. Un bataillon du vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne y entre le premier au pas de charge. Le combat est à peine disputé : les carrés formés par la division russe sont ébranlés par l'artillerie, et enfoncés par la cavalerie ; les vaincus prennent la fuite, et se portent dans la direction de Montereau et de Provins ; quatorze pièces de canon et quatre mille prisonniers attestent bientôt la défaite des Russes et le succès des Français. Les troupes venues d'Espagne prirent une part glorieuse à ce combat ; elles avoient amené de la péninsule des mulets et des chevaux ; et, après l'action, ce fut un étrange spectacle de voir des mules d'Andalousie et des chevaux tartares étendus l'un près de l'autre dans les champs de la Brie.

Les colonnes victorieuses se portoient en avant, le maréchal duc de Reggio sur Provins, le maréchal duc de Tarente sur Donnemarie, et le maréchal duc de Bellune sur

Villeneuve-le-Comte, où étoit en position le général de Wrede avec deux divisions bavaroises; elles furent attaquées, mais sans qu'on pût les entamer ni apporter d'obstacle à leur retraite. Napoléon, furieux de voir ainsi les Bavarois lui échapper, insulte publiquement à la bravoure irréprochable de ses généraux. Il accuse le général Lehéritier, dont l'intrépidité est si universellement reconnue, de n'avoir pas chargé, *comme il le devoit*, à la tête des dragons; il traduit en même-temps le général de brigade Montbrun devant un conseil d'enquêtes, pour s'être retiré à Essonne, au lieu de défendre Moret et la forêt de Fontainebleau. Par suite de ce mouvement, la ville de Fontainebleau tomba au pouvoir du général autrichien comte de Hardeg, qui mit le château sous sa sauvegarde. La ville de Nemours fut entourée par une nuée de cosaques, et se vit ainsi forcée, après une vive canonnade, d'ouvrir ses portes aux alliés. Napoléon s'irritoit contre les généraux qui abandonnoient une ville sans l'avoir défendue jusqu'à sa destruction. Ses maréchaux d'empire eux-mêmes n'étoient pas toujours exempts de reproches publics adressés avec un ton de mépris et de dénigrement.

L'un d'eux, le duc de Bellune, ne put arri-

ver le 17 au soir devant Montereau pour s'emparer des ponts; il ne put même dépasser Salins, qui en est à plus d'une lieue. Comment d'ailleurs eût-il commencé l'attaque au milieu de la nuit, avant l'arrivée de toutes les colonnes? « C'est une faute grave, s'écrie Napoléon; » l'occupation des ponts de Montereau » auroit fait gagner un jour, et permis de » prendre l'armée autrichienne en flagrant » délit; » et cette phrase insultante, il la consigna dans son bulletin officiel, comme si la position de Montereau, qui couvroit la retraite de la grande armée alliée par la rive gauche de la Seine, n'eût pas été tout autant défendue le 17 qu'elle le fut le 18. C'étoit précisément cette retraite que Napoléon eût voulu troubler, dans l'espoir d'anéantir d'un seul coup l'armée austro-russe; c'étoit là ce qu'il appeloit prendre l'armée autrichienne en *flagrant délit*.

Dans l'accès de sa colère, il ôte le commandement au maréchal duc de Bellune pour le donner au général Gérard; et, le même jour, en présence de l'armée, il outrage le général Guyot, l'un des généraux de division les plus distingués de sa garde; il le rend responsable de la surprise et de l'enlèvement d'un parc d'artillerie par les cosaques.

On ne pouvoit concevoir qu'un soldat parvenu, et alors dans des circonstances si critiques, se permît d'humilier les plus braves officiers de son armée, ceux mêmes dont les services et les talens lui étoient si nécessaires; mais, depuis son succès contre l'armée de Silésie, Napoléon ne rêvoit plus que triomphes, que destruction, et son ancienne arrogance reparoissoit comme aux jours de sa plus haute fortune.

Toutes les dispositions étoient faites pour attaquer Montereau le lendemain. Le prince royal de Wurtemberg, qui y commandoit, avoit pris position sur les hauteurs qui commandent la rive droite de la Seine près le château de Surville : son quartier-général étoit placé sur une éminence vers le moulin qui est derrière le village de Marolles-sur-Seine. Ainsi, à une lieue en avant de Montereau, se trouvoit posté le corps wurtembergeois avec deux divisions du corps autrichien commandé par le général Bianchi. Non-seulement cette position couvroit les ponts et la ville, mais elle protégeoit la retraite de la grande armée; car le généralissime prince de Schwartzenberg avoit fait filer d'avance tous les bagages et toutes les troupes qui formoient

les réserves, ne laissant devant Montereau qu'une vingtaine de mille hommes chargés de disputer le passage de la Seine. Le 18, à la pointe du jour, le général Chateau, jeune officier plein de feu et d'intelligence, ouvre l'attaque avec cette impétuosité qui caractérise la valeur française; mais n'étant pas soutenu, il est repoussé avec perte. L'intrépide général revient trois fois à la charge, et il est blessé mortellement au milieu même du pont de Montereau, où il venoit de se glisser avec les tirailleurs, dans l'espérance de tourner la position de l'ennemi, tandis que le général Gérard accouroit avec d'autres divisions pour renouveler l'attaque. Mais les alliés postés d'une manière formidable, étoient protégés par quarante bouches à feu. Le général Gérard soutint le combat toute la matinée : une attaque combinée et générale pouvoit seule emporter la position. Buonaparte arrive au galop par Nangis à trois heures avec son état-major, et ordonne d'attaquer vivement le plateau. Le gros de l'armée française réuni au nombre de vingt-huit mille combattans et soixante pièces de canon, s'ébranle de toutes parts; en même-temps le général Pajol qui arrive aussi avec des troupes fraîches par la route de

Melun exécute une charge de cavalerie sur le flanc du plateau que défendent les alliés; ils sont à l'instant même débordés et tournés; voyant la plupart de leurs canons démontés, ils se précipitent dans Montereau, vivement poussés par la cavalerie, tandis que les habitans de cette ville augmentoient encore les dangers de leur retraite en tirant sur eux par les fenêtres d'un des faubourgs.

Contenu par la mitraille de soixante pièces d'artillerie dont Napoléon lui-même commande le feu, l'ennemi n'a pas même le temps de faire sauter les ponts; et le vainqueur s'en empare contre toute espérance. Les chasseurs du 7e. y débouchent les premiers la baïonnette en avant, et précipitent la fuite des vaincus dont la perte en tués, blessés et prisonniers s'élève à environ mille huit cents hommes : beaucoup d'armes et quelques pièces de canon tombent aussi dans les mains des Français (1).

« Mon cœur est soulagé, s'écrie Napoléon, » je viens de sauver la capitale de mon em- » pire! » Et il dépêche aussitôt à la poursuite

---

(1) Voyez Pièces justificatives, N°. XXXIV.

des alliés sa cavalerie, sous le commandement du maréchal Macdonald; mais le passage à travers la ville de Montereau étoit long et difficile; le grand encombrement d'hommes et de chevaux retarda le mouvement de l'armée victorieuse sur la route de Bray; les alliés d'ailleurs s'étoient remis du premier moment d'ébranlement et se replioient en si bon ordre vers Troyes, qu'on ne put les entamer dans leur retraite : ils ne perdirent ni caissons, ni canons, ni équipages. Les plaines qui, de Montereau et de Bray, conduisent à Troyes, étoient couvertes d'infanterie et d'une immense cavalerie, qui protégeoit le mouvement rétrograde par Nogent sur Chapelle. L'empereur de Russie et le roi de Prusse étoient partis à la hâte de Bray, leur quartier-général, dès qu'ils avoient su que les ponts de Montereau venoient d'être forcés.

Ainsi, rien n'étoit décisif, et la victoire avoit même été long-temps douteuse. L'effroyable canonnade dirigée contre les alliés, par Napoléon en personne, avoit été sur le point de cesser le feu, faute de poudre et de munitions, et un regret troubloit la joie du vainqueur : peut-être que si les caissons eussent

été mieux garnis, on auroit vu quelques milliers de cadavres de plus joncher les champs de Montereau. Le ressentiment de Napoléon se porte sur le général d'artillerie Digeon; et dès le lendemain, à huit heures du matin, étant encore au château de Surville, il dicte à un de ses secrétaires une lettre ainsi conçue, et adressée à cet officier : « Un général d'ar» tillerie qui n'a pas de poudre dans ses cais» sons mérite la mort; je vais vous livrer à » une commission militaire; vous êtes indigne » de ma confiance. » Napoléon suspend toutefois le départ de cette lettre foudroyante, et mande le général Sorbier, qui commandoit en chef l'artillerie. Ce général est introduit : « Vous faites des réputations à la diable, lui » dit Napoléon irrité; la poudre manquoit » hier dans les caissons, et votre général Di» geon mérite d'être fusillé; je vais le casser » et le traduire devant une commission mili» taire. » — « Sire, répond le général Sor» bier, sans s'émouvoir, le général Digeon est » un officier très-distingué; je doute que l'im» putation qui lui est faite soit vraie, et il ne » mérite point de reproches; vous pouvez, » Sire, lui retirer votre confiance; mais l'opi» nion de l'armée lui restera. » Ce trait d'une

noble fermeté et de générosité française frappa le despote, et il ordonna au secrétaire de déchirer la lettre (1).

Cependant, dès le 17 février, le maréchal duc de Reggio s'étoit porté de Nangis sur Provins, et, dans la soirée, les Austro-Russes, qui déjà battoient en retraite de ce côté, traversèrent Provins dans le plus grand désordre. La cavalerie, trop fatiguée, n'ayant pu les poursuivre, leur arrière-garde resta dans la ville et dans les environs. La nuit fut désastreuse pour les malheureux habitans de Provins, en proie au pillage et exposés au choc de deux corps d'armée. Le lendemain paroît l'avant-garde française, qui, après avoir chassé l'arrière-garde ennemie, marche sur Nogent, et là se rend maîtresse du cours de la Seine. En même temps les généraux Charpentier et Alix débouchent de Melun, traversent la forêt de Fontainebleau, en chassent les cosaques et deux brigades autrichiennes. A la première nouvelle de ces revers, le général Hardeg, qui occupoit Fontainebleau, prend en toute hâte la route de Sens.

(1) Un maire des environs (M. S. de M.) a été témoin auriculaire de ce fait, et il a bien voulu en communiquer lui-même les détails à l'auteur.

Ainsi, la grande armée alliée, qui avoit aussi menacé la capitale, étoit en pleine retraite et paroissoit abandonner totalement l'offensive.

Le jour du combat de Montereau, quinze cents Austro-Russes forcèrent le poste de Châteauneuf, à deux lieues d'Orléans, sur la route de Lyon, et se présentèrent jusqu'aux faubourgs : ils furent contenus et repoussés par le général Chassereau, arrivé récemment de l'armée d'Espagne. La retraite subite de la grande armée dégagea aussi Orléans, tous les partis ennemis s'étant repliés aussitôt sur les routes de la Bourgogne et de la Champagne.

Mais ces divers combats sur les bords et en avant de la Seine, et dont l'issue venoit de déterminer la retraite des monarques alliés, n'étoient, en résultat, que de vives escarmouches : les ennemis, en effet, n'avoient pas livré une seule bataille générale avec toutes leurs forces réunies, pas même à Brienne. On s'étonnoit, dans le camp de Napoléon, qu'avec des forces supérieures les confédérés fissent aussi peu d'efforts et se laissassent rebuter par le moindre revers.

Jamais changement de scène ne fut ni plus

rapide ni plus complet. Les couriers se succédoient sur la route de Paris ; ils arrivoient aux Tuileries couverts de lauriers, pressés par la foule et au milieu des cris de victoire. Les bruits les plus exagérés précédoient d'ordinaire les communications officielles. Selon les courtisans, selon les échos de la police, la grande armée austro-russe étoit presque anéantie ; les Autrichiens refusoient de se battre, ils jetoient leurs armes ; leur défection étoit certaine. L'empereur de Russie et le roi de Prusse, qui s'étoient avancés jusqu'à Bray, n'avoient dû leur salut qu'à la vitesse de leurs chevaux ; enfin, les débris de la grande armée alliée étoient en retraite dans le plus grand désordre ; il étoit douteux que les fuyards pussent regagner les bords du Rhin : la guerre étoit finie. Les opérations rapides et hardies de Napoléon déjouoient tous les desseins de l'ennemi, et rappeloient à tous les esprits les glorieux souvenirs des mémorables campagnes d'Italie, d'Allemagne et de Prusse.

Napoléon avoit enfin retrouvé le secret de vaincre. C'étoit contre l'élite des troupes coalisées qu'il avoit combattu à Montmirail, à Vauchamp, à Montereau ; et beaucoup de canons, de prisonniers, et dix drapeaux restés

en son pouvoir, tels étoient les gages de la valeur française.

Jamais, depuis l'ouverture de la campagne, les apparences de la victoire n'avoient paru dans un jour plus favorable : la cause de Napoléon paroissoit gagnée. On l'avoit vu placé entre la Marne et la Seine, se porter successivement, avec son activité caractéristique, à sa gauche et à sa droite, et parvenir ainsi, en opposant des masses doubles à celles de ses ennemis, en multipliant le nombre par la vitesse, à faire reculer les deux armées, l'une jusqu'à Châlons, l'autre jusqu'à Troyes. La grande armée alliée n'avoit pas été plus heureuse que celle du feld-maréchal Blucher : Napoléon avoit culbuté ses différens corps, poussés en avant avec assez peu de précautions.

L'opinion publique suit presque toujours l'impulsion des armes et de la victoire : « Napoléon a sauvé deux fois la capitale, disoient » les Parisiens; il a sauvé nos femmes, nos » fils, nos sœurs; rattachons-nous à un gouvernement qui, tout oppresseur qu'il est, » doit nous paroître à tous préférable à l'incertitude, à l'anarchie, au pillage, au démembrement et à la honte que les Français » redoutent par-dessus tout. »

Cette opinion devenoit prédominante ; les hostilités prenoient un caractère d'acharnement et de dévastation qui nuisoit à la cause des alliés ; personne n'avoit été entraîné ni séduit par leur proclamation de Francfort, qui déclaroit la guerre à un être métaphysique, appelé *prépondérance ;* aussi l'effet de cette déclaration étoit-il manqué. Au milieu de ces grandes vicissitudes, la France n'apercevoit point encore l'arche de salut qui devoit la garantir du naufrage. « Quoi ! s'écrioient les » partisans de la dynastie légitime, est-il » décrété par la Providence qu'il faut encore » des leçons et des châtimens aux souverains, » à leurs peuples, à leurs armées, avant qu'ils » en viennent aux principes éternels, au seul » remède existant pour tant de maux, au seul » moyen d'ordre, à la légitimité enfin, à la » reconnoissance du chef de l'illustre, an- » cienne et royale maison de France ! Alors » seulement, alors la nation se prononcera ; » alors elle laissera sans appui celui qui » doit expier, par sa chute, tous les désastres » qu'il a lui seul attirés sur la France et sur » l'Europe.

» Que les alliés y prennent garde, leur » retraite, l'évacuation de la France, la paix

» avec Napoléon, consolideroit à jamais son
» pouvoir, amèneroit la restitution de trois
» cent soixante mille prisonniers français,
» et l'exercice terrible de la vengeance de
» l'empereur-soldat sur Vienne, sur Berlin,
» sur Munich, sur toute l'Europe enfin. »

Telles étoient les appréhensions et les craintes de cette portion de Français, qui ne formoient de vœux que pour le bonheur de la patrie et pour la paix du Monde; qui, redoutant par-dessus tout la domination tyrannique de Napoléon, regardoient l'affermissement de son pouvoir comme le plus grand de tous les maux, et ne voyoient de salut que dans le retour du souverain légitime.

FIN DU LIVRE HUITIÈME.

Cinquième corps. — Il comprend Berg, Waldeck, Lippe, Nassau, Saxe-Cobourg, Saxe-Meinungen, Saxe-Hildburghausen et Mecklenbourg-Strélitz, en tout 9,230 hommes, commandés par le duc de Saxe-Cobourg.

Sixième corps. — Il comprend Wurtsbourg, Darmstadt, Francfort, Isambourg et Reuss; en tout 9,250 h. Le commandant, le prince de Hesse-Hombourg.

Septième corps. — Wurtemberg, 12,000 hommes, commandés par le prince royal de Wurtemberg.

Huitième corps. — Il comprend Bade, Hohenzollern et Lichtenstein; 10,330 hommes.

Total général, 145,080 hommes.

N. B. La moitié de ces forces, tout au plus, a pris une part active à la campagne de 1814, en deçà du Rhin.

N°. II.

Rapport de M. le baron de Saint-Aignan.

Le 26 octobre, étant depuis deux jours traité comme prisonnier à Weymar, où se trouvoient les quartiers-généraux de l'empereur d'Autriche et de l'empereur de Russie, je reçus l'ordre de partir le lendemain avec la colonne des prisonniers que l'on envoyoit en Bohême. Jusqu'alors, je n'avois vu personne, ni fait aucune réclamation, pensant que le titre dont j'étois revêtu réclamoit de lui-même; et ayant protesté d'avance contre le traitement que j'éprouvois, je crus cependant, dans cette circonstance, devoir écrire au prince de Schwartzenberg

et au comte de Metternich, pour leur représenter l'inconvenance de ce procédé. Le prince de Schwartzenberg m'envoya aussitôt le comte Parr, son premier aide-de-camp, pour excuser la méprise commise à mon égard, et pour m'engager à passer, soit chez lui, soit chez M. de Metternich. Je me rendis aussitôt chez ce dernier, le prince de Schwartzenberg venant de s'absenter. Le comte de Metternich me reçut avec un empressement marqué : il me dit quelques mots seulement sur ma position, dont il se chargea de me tirer, étant heureux, me dit-il, de me rendre ce service, et en même-temps de témoigner l'estime que l'empereur d'Autriche avoit conçue pour le duc de Vicence ; puis il me parla du congrès, sans que rien de ma part eût provoqué cette conversation. Nous voulions sincèrement la paix, me dit-il, et nous la voulons encore, et nous la ferons : il ne s'agit que d'aborder franchement, et sans détours, la question. La coalition restera unie. Les moyens indirects que l'empereur Napoléon emploîroit pour arriver à la paix, ne peuvent plus réussir. Que l'on s'explique franchement, et elle se fera.

Après cette conversation, le comte de Metternich me dit de me rendre à Tœplitz, où je recevrois incessamment de ses nouvelles, et qu'il espéroit me voir encore à mon retour. Je partis le 27 octobre pour Tœplitz. J'y arrivai le 30, et le 2 novembre je reçus une lettre du comte de Metternich, en conséquence de laquelle je quittai Tœplitz le 3 novembre, et me rendis au quartier-général de l'empereur d'Autriche à Francfort, où j'arrivai le 8. Je fus le même jour chez M. de Metternich. Il me parla aussitôt des progrès des armées coalisées, de la révolution qui s'opéroit en Allemagne, de la nécessité de

faire la paix. Il me dit que les coalisés, long-temps avant la déclaration de l'Autriche, avoient salué l'empereur François du titre d'empereur d'Allemagne; qu'il n'acceptoit point ce titre insignifiant, et que l'Allemagne étoit plus à lui de cette manière qu'auparavant; qu'il désiroit que l'empereur Napoléon fût persuadé que le plus grand calme et l'esprit de modération présidoient au conseil des coalisés; qu'ils ne se désuniroient point, parce qu'ils vouloient conserver leur activité et leur force, et qu'ils étoient d'autant plus forts, qu'ils étoient modérés; que personne n'en vouloit à la dynastie de l'empereur Napoléon; que l'Angleterre étoit bien plus modérée qu'on ne pensoit; que jamais le moment n'avoit été plus favorable pour traiter avec elle; que si l'empereur Napoléon vouloit réellement faire une paix solide, il éviteroit bien des maux à l'humanité, et bien des dangers à la France, en ne retardant pas les négociations; qu'on étoit prêt à s'entendre; que les idées de paix que l'on concevoit, devoient donner de justes limites à la puissance de l'Angleterre, et, à la France, toute la liberté maritime qu'elle a droit de réclamer, ainsi que les autres puissances de l'Europe; que l'Angleterre étoit prête à rendre à la Hollande indépendante ce qu'elle ne lui rendroit pas comme province française; que ce que M. de Merfeld avoit été chargé de dire de la part de l'empereur Napoléon, pouvoit donner lieu aux paroles qu'on me prieroit de porter; qu'il ne me demandoit que de les rendre exactement, sans y rien changer; que l'empereur Napoléon ne vouloit point concevoir la possibilité d'un équilibre entre les puissances de l'Europe; que cet équilibre étoit non-seulement possible, mais même né-

cessaire, qu'on avoit proposé à Dresde de prendre en indemnité des pays que l'empereur ne possédoit plus, tel que le grand-duché de Varsovie; qu'on pouvoit encore faire de semblables compensations dans l'occurrence actuelle.

Le 9, M. de Metternich me fit prier de me rendre chez lui, à neuf heures du soir. Il sortoit de chez l'empereur d'Autriche, et me remit la lettre de S. M. pour l'impératrice. Il me dit que le comte de Nesselrode alloit venir chez lui, et que ce seroit de concert avec lui qu'il me chargeroit des paroles que je devois rendre à l'empereur. Il me pria de dire au duc de Vicence qu'on lui conservoit les sentimens d'estime que son noble caractère a toujours inspirés.

Peu de momens après, le comte Nesselrode entra. Il me répéta en peu de mots ce que le comte de Metternich m'avoit déjà dit sur la mission dont on m'invitoit à me charger, et ajouta qu'on pouvoit regarder M. de Hardenberg comme présent et approuvant tout ce qui alloit être dit. Alors M. de Metternich expliqua les intentions des coalisés, telles que je devois les rapporter à l'empereur. Après l'avoir entendu, je lui répondis que, ne devant qu'écouter et point parler, je n'avois autre chose à faire qu'à rendre littéralement ses paroles, et que pour en être plus certain je lui demandois de les noter pour moi seul et de les lui remettre sous les yeux. Alors le comte Nesselrode ayant proposé que je fisse cette note sur-le-champ, M. de Metternich me fit passer seul dans un cabinet où j'écrivis la note ci-jointe. Lorsque je l'eus écrite, je rentrai dans l'appartement. M. de Metternich me dit: Voici lord Aberdeen, ambassadeur d'Angleterre; nos intentions sont communes: ainsi nous pouvons con-

tinuer à nous expliquer devant lui. Il m'invita alors à lire ce que j'avois écrit. Lorsque je fus à l'article qui concerne l'Angleterre, lord Aberdeen parut ne l'avoir pas bien compris. Je le lus une seconde fois. Alors il observa que les expressions *liberté du commerce et droits de la navigation*, étoient bien vagues. Je répondis que j'avois écrit ce que le comte de Metternich m'avoit chargé de dire. M. de Metternich reprit qu'effectivement ces expressions pouvoient embrouiller la question, et qu'il valoit mieux en substituer d'autres. Il prit la plume et écrivit que l'Angleterre feroit les plus grands sacrifices *pour la paix fondée sur ces bases* (celles énoncées précédemment).

J'observai que ces expressions étoient aussi vagues que celles qu'elles remplaçoient. Lord Aberdeen en convint, et dit qu'il valoit autant rétablir ce que j'avois écrit, qu'il réitéroit l'assurance que l'Angleterre étoit prête à faire les plus grands sacrifices, qu'elle possédoit beaucoup, qu'elle rendroit à pleines mains. Le reste de la note ayant été trouvé conforme à ce que j'avois entendu, on parla de choses indifférentes.

Le prince de Schwartzenberg entra, et on lui répéta tout ce qui avoit été dit. Le comte Nesselrode, qui s'étoit absenté un moment pendant cette conversation, revint et me chargea de la part de l'empereur Alexandre de dire au duc de Vicence qu'il ne changeroit jamais sur l'opinion qu'il avoit de sa loyauté et de son caractère, et que les choses s'arrangeroient bien vite s'il étoit chargé d'une négociation.

Je devois partir le lendemain matin, 10 novembre; mais le prince de Schwartzenberg me fit prier de différer jusqu'au soir, n'ayant pas eu le temps d'écrire au prince de Neufchatel.

Dans la nuit il m'envoya le comte Voyna, un de ses aides-de-camp, qui me remit sa lettre, et me conduisit aux avant-postes. J'arrivai à Mayence, le 11 au matin.

Signé SAINT-AIGNAN.

N°. III.

Note écrite à Francfort, le 9 novembre, par M. le baron de Saint-Aignan.

M. le comte de Metternich m'a dit que la circonstance qui m'a amené au quartier-général de l'empereur d'Autriche, pouvoit rendre convenable de me charger de porter à S. M. l'empereur la réponse aux propositions qu'elle a fait faire par M. le comte de Merfeld. En conséquence, M. le comte de Metternich et M. le comte de Nesselrode m'ont demandé de rapporter à S. M. :

Que les puissances coalisées étoient engagées par des liens indissolubles qui faisoient leur force, et dont elles ne dévieroient jamais ;

Que les engagemens réciproques qu'elles avoient contractés leur avoient fait prendre la résolution de ne faire qu'une paix générale ;

Que, lors du congrès de Prague, on avoit pu penser à une paix continentale, parce que les circonstances n'auroient pas donné le temps de s'entendre pour traiter autrement, mais que, depuis, les intentions de toutes les puissances et celles de l'Angleterre étoient connues ; qu'ainsi il étoit inutile de penser, soit à un armistice,

soit à une négociation qui n'eût pas pour premier principe une paix générale ;

Que les souverains coalisés étoient unanimement d'accord sur la puissance et la prépondérance que la France doit conserver dans son intégrité, et en se renfermant dans ses limites naturelles, qui sont le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ;

Que le principe de l'indépendance de l'Allemagne étoit une condition *sine quâ non;* qu'ainsi la France devoit renoncer, non pas à l'influence que tout grand Etat exerce nécessairement sur un Etat de force inférieure, mais à toute souveraineté sur l'Allemagne ; que d'ailleurs c'étoit un principe que S. M. avoit posé elle-même, en disant qu'il étoit convenable que les grandes puissances fussent séparées par des Etats plus foibles ;

Que, du côté des Pyrénées, l'indépendance de l'Espagne et le rétablissement de l'ancienne dynastie étoient également une condition *sinè quâ non ;*

Qu'en Italie, l'Autriche devoit avoir une frontière qui seroit un objet de négociation ; que le Piémont offroit plusieurs lignes que l'on pourroit discuter, ainsi que l'Etat de l'Italie, pourvu toutefois qu'elle fût, comme l'Allemagne, gouvernée d'une manière indépendante de la France ou de toute autre puissance prépondérante ;

Que de même l'Etat de la Hollande seroit un objet de négociation, et partant toujours du principe qu'elle devoit être indépendante ;

Que l'Angleterre étoit prête à faire les plus grands sacrifices pour la paix fondée sur ces bases, et à reconnoître la liberté du commerce et de la navigation à laquelle la France a droit de prétendre ;

Que si ces principes d'une pacification générale étoient agréés par S. M., on pourroit neutraliser, sur la rive droite du Rhin, tel lieu qu'on jugeroit convenable, où les plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes se rendroient sur-le-champ, sans cependant que les négociations suspendissent le cours des opérations militaires.

A Francfort, le 9 novembre 1813.

Signé Saint-Aignan.

N°. IV.

Lettre de M. le duc de Bassano à M. le comte de Metternich.

Paris, le 16 novembre 1813.

Monsieur,

M. le baron de Saint-Aignan est arrivé hier lundi, et nous a apporté, d'après les communications qui lui ont été faites par V. Exc., que l'Angleterre a adhéré à la proposition de l'ouverture d'un congrès pour la paix générale, et que les puissances sont disposées à neutraliser sur la rive droite du Rhin une ville pour la réunion des plénipotentiaires. S. M. désire que cette ville soit celle de Manheim. M. le duc de Vicence, qu'elle a désigné pour son plénipotentiaire, s'y rendra aussitôt que V. Exc. m'aura fait connoître le jour que les puissances auront indiqué pour l'ouverture du congrès.

Il nous paroît convenable, Monsieur, et conforme d'ailleurs à l'usage, qu'il n'y ait aucune troupe à Manheim,

et que le service soit fait par la bourgeoisie, en même temps que la police y seroit confiée à un bailli nommé par le grand-duc de Bade. Si l'on jugeoit à propos qu'il y eût des piquets de cavalerie, leur force devroit être égale de part et d'autre. Quant aux communications du plénipotentiaire anglais avec son gouvernement, elles pourroient avoir lieu par la France et par Calais.

Une paix, sur la base de l'indépendance de toutes les nations, tant sous le point de vue continental, que sous le point de vue maritime, a été l'objet constant des désirs et de la politique de l'empereur.

S. M. conçoit un heureux augure du rapport qu'a fait M. de Saint-Aignan, de ce qui a été dit par le ministre d'Angleterre.

J'ai l'honneur d'offrir à V. Exc. l'assurance de ma haute considération.

Signé le duc de BASSANO.

Réponse de M. le prince de Metternich à M. le duc de Bassano.

Monsieur le duc,

Le courrier que V. Exc. a expédié de Paris, le 16 novembre, est arrivé ici hier.

Je me suis empressé de soumettre à LL. MM. II. et à S. M. le roi de Prusse la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser.

LL. MM. ont vu avec satisfaction que l'entretien confidentiel avec M. de Saint-Aignan a été regardé par S. M. l'empereur des Français comme une preuve des intentions pacifiques des hautes puissances alliées ; animées d'un

même esprit, invariables dans leur point de vue, et indissolubles dans leur alliance, elles sont prêtes à entrer en négociation dès qu'elles auront la certitude que S. M l'empereur des Français admet les bases générales et sommaires que j'ai indiquées dans mon entretien avec le baron de Saint-Aignan.

Dans la lettre de V. Exc., cependant, il n'est fait aucune mention de ces bases. Elle se borne à exprimer un principe partagé par tous les gouvernemens de l'Europe, et que tous placent dans la première ligne de leurs vœux. Ce principe toutefois ne sauroit, vu sa généralité, remplacer des bases. LL. MM. désirent que S. M. l'empereur Napoléon veuille s'expliquer sur ces dernières, comme seul moyen d'éviter que, dès l'ouverture des négociations, d'insurmontables difficultés n'en entravent la marche.

Le choix de la ville de Manheim semble ne pas présenter d'obstacles aux alliés. Sa neutralisation et les mesures de police entièrement conformes aux usages que propose S. Exc., ne sauroient en offrir dans aucun cas.

Agréez, Monsieur le duc, les assurances de ma haute considération.

Francfort-sur-le-Mein, le 25 novembre 1813.

Signé le prince de METTERNICH.

N°. V.

Lettre de M. le duc de Vicence à M. le comte de Metternich.

Paris, le 2 décembre 1813.

Prince,

J'ai mis sous les yeux de S. M. la lettre que V. Exc. adressoit, le 25 novembre, à M. le duc de Bassano.

En admettant sans restriction, comme base de la paix, l'indépendance de toutes les nations, tant sous le rapport territorial que sous le rapport maritime, la France a admis en principe ce que les alliés paroissent désirer ; S. M. a, par cela même, admis toutes les conséquences de ce principe, dont le résultat final doit être une paix fondée sur l'équilibre de l'Europe, sur la reconnoissance de l'intégrité de toutes les nations dans leurs limites naturelles, et sur la reconnoissance de l'indépendance absolue de tous les États, tellement qu'aucun ne puisse s'arroger, sur un autre quelconque, ni suzeraineté, ni suprématie, sous quelque forme que ce soit, ni sur terre ni sur mer.

Toutefois, c'est avec une vive satisfaction que j'annonce à V. Exc. que je suis autorisé par l'empereur, mon auguste maître, à déclarer que S. M. adhère *aux bases générales et sommaires* qui ont été communiquées par M. de Saint-Aignan : elles entraîneront de grands sacrifices de la part de la France, mais S. M. les fera sans regret, si, par des sacrifices semblables, l'Angleterre donne les moyens d'arriver à une paix générale et honorable pour tous, que V. Exc. assure être le vœu, non seulement des puissances du continent, mais aussi de l'Angleterre.

Agréez, Prince, etc.

Signé CAULAINCOURT, *duc de Vicence.*

Réponse de M. le prince de Metternich à M. le duc de Vicence.

Monsieur le duc,

L'office que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser le 2 décembre, m'est parvenu de Cassel par nos avant-postes. Je n'ai pas différé de le soumettre à LL. MM. Elles y ont reconnu avec satisfaction que S. M. l'empereur des Français avoit adopté des bases essentielles au rétablissement d'un état d'équilibre et à la tranquillité future de l'Europe. Elles ont voulu que cette pièce fût portée sans délai à la connoissance de leurs alliés. LL. MM. II. et RR. ne doutent point qu'immédiatement après la réception des réponses, les négociations ne puissent s'ouvrir.

Nous nous empresserons d'avoir l'honneur d'en informer V. Exc., et de concerter alors avec elle les arrangemens qui nous paroîtront les plus propres à atteindre le but que nous nous proposons.

Je la prie de recevoir les assurances de la haute considération, etc.

Francfort-sur-le-Mein, le 10 décembre 1813.

Signé le prince DE METTERNICH.

N°. VI.

Déclaration remise par les plénipotentiaires autrichien et russe au landamman de la Suisse, le 20 décembre 1813, avant l'entrée des troupes alliées.

Les soussignés ont reçu, de leurs cours respectives,

l'ordre de remettre à M. le landammam de la Suisse la déclaration suivante :

Depuis des siècles, la Suisse avoit joui d'une indépendance heureuse pour elle-même, utile à ses voisins, nécessaire au maintien de l'équilibre politique de l'Europe. Le fléau de la révolution française et la guerre qui depuis vingt ans minent le bien-être des Etats de l'Europe n'épargnèrent pas non plus la Suisse. Ébranlée dans son intérieur, affoiblie par des tentatives infructueuses pour résister à la violence d'un torrent destructeur, elle fut successivement dépouillée par la France, qui se disoit son amie, de tous les remparts qui protégeoient son indépendance. Enfin l'empereur Napoléon fonda, sur les débris de la constitution fédérative de la Suisse, une souveraineté véritable et permanente, masquée sous un titre nouveau, mais incompatible avec l'indépendance de la confédération, avec cette antique liberté respectée par toutes les puissances de l'Europe, liberté qui a été le gage de l'amitié dans laquelle la Suisse a vécu, jusqu'au moment de son oppression, avec tous les autres Etats, et qui est la base de toute neutralité véritable. Les principes qui, dans la présente guerre, animent les souverains alliés sont connus. Tout peuple qui n'a pas perdu l'idée de son indépendance doit les reconnoître. Les souverains exigent qu'avec toute l'Europe la Suisse recouvre ce premier droit national, et, par le rétablissement de ses anciennes limites, le moyen de maintenir cette indépendance : mais ils ne peuvent reconnoître une neutralité qui, vu les rapports politiques de la Suisse, n'existe que de nom.

Les armées alliées, en entrant en Suisse, espèrent ne trouver que des amis. Leurs Majestés Impériales s'engagent

formellement à ne poser les armes qu'après avoir assuré à la Suisse, la restitution des pays que la France lui a enlevés. LL. MM. ne s'immisceront en rien dans le régime intérieur de la Suisse, mais elles ne peuvent pas non plus permettre qu'elle reste soumise à une influence étrangère. Elles reconnoîtront sa neutralité du jour où elle sera libre et indépendante. Elles attendent du patriotisme d'une nation estimable que, fidèle aux principes qui dans les siècles passés ont fondé sa gloire, elle ne refusera pas son accession aux entreprises grandes et généreuses pour lesquelles tous les souverains et tous les peuples de l'Europe se sont réunis.

Les soussignés sont en même temps chargés de communiquer à S. E. M. le landamman la proclamation et l'ordre du jour que le général en chef de la grande armée alliée publiera en entrant en Suisse. Ils se flattent que S. E. reconnoîtra aisément dans ces deux pièces les vrais sentimens de LL. MM. II. pour la Ligue helvétique, etc.

Signé, le chevalier DE LEBZELTER.

Le comte DE CAPO-D'ISTRIA.

Ordre du jour du prince de Schwartzenberg, daté du quartier-général de Lœrrach, le 21 décembre 1813.

Soldats,

Nous allons entrer sur le territoire de la Suisse; c'est comme amis et comme libérateurs que nous paroissons dans ce pays. Votre conduite sera conforme à ces rapports. Prouvez aux bons Suisses que les guerriers de l'Autriche ne sont pas moins pénétrés des devoirs qu'imposent le

passage par un pays ami et le ménagement de ses habitans; qu'ils ne possèdent les qualités qui, au jour des batailles, conduisent à la victoire et à la gloire.

Si les événemens de la guerre vous obligent à vous soumettre, dans une saison rigoureuse, à des marches pénibles et forcées, vous n'oublierez pas, soldats, qu'il s'agit de finir glorieusement ce que vous avez glorieusement commencé; que de plus grands obstacles et de plus grands dangers que ceux qui peuvent maintenant se montrer ont été surmontés, et que la patrie et le monde attendent de votre bravoure et de votre persévérance une paix honorable et durable.

Proclamation adressée aux habitans de la Suisse, par le prince de Schwartzenberg, le 21 décembre 1813; du quartier-général de Lœrrach.

Habitans de la Suisse,

Les hautes puissances alliées, par les ordres desquelles je vais entrer en Suisse avec l'armée qui m'a été confiée, ont jugé nécessaire de vous rendre compte, par une déclaration formelle, à vous et à l'Europe, des motifs et du but de cette entreprise. Cette déclaration vous fera connoître les sentimens qui ont dirigé leur détermination, la justice de leurs motifs et la pureté de leurs intentions.

Je crois avec la plus entière confiance que notre entrée en Suisse répandra la joie la plus sincère parmi ceux qui savent apprécier le véritable intérêt de leur patrie, parmi tous les amis de l'ancienne indépendance, de l'ancienne gloire et prospérité, de l'ancienne constitution fédérative de la Suisse, qui avoit excité le respect du monde entier.

Je me crois autorisé à attendre l'accueil le plus amical et toute espèce d'assistance et de secours de cette classe nombreuse de patriotes véritables et éclairés, qui doivent sentir par eux-mêmes quelle influence l'objet de la présente guerre, qui est le rétablissement d'un système politique juste et sage pour toute la république européenne, doit avoir sur le sort des Suisses et sur les affaires les plus importantes de leur nation. Je ne crains de la résistance que de la part de ceux qui sont assez dégénérés ou aveuglés pour préférer le maintien de la domination française au bien de leur pays ; je crains aussi du mécontentement, ou au moins un zèle peu sincère de la part de ceux qui, animés d'ailleurs de principes droits et justes, regardent comme le plus grand mal l'entrée d'une armée étrangère. Les premiers ne trouveront, je m'en flatte, que peu de partisans à une époque où des sentimens vraiment suisses doivent, par leur énergie, l'emporter sur des considérations étrangères, et où des ordres étrangers, une oppression étrangère ne répriment plus l'expression du vœu national. Les autres considéreront que des sacrifices passagers s'oublient facilement, lorsqu'il s'agit de la conservation du plus grand bien d'une nation et d'un avenir de liberté et de bonheur, et qu'il n'y a que des âmes foibles ou égoïstes qui voudroient acheter, au prix de la décadence et du déshonneur permanent de leur patrie, la jouissance d'une tranquillité précaire.

Tout ce qui pourra être fait pour soulager les fardeaux inséparables de la présence d'une armée nombreuse, par le maintien sévère de l'ordre et de la discipline, par le paiement exact des subsistances et des transports, et par des ménagemens de toute espèce, sera fait avec le soin le

plus scrupuleux. Nous entrons chez vous comme amis de votre pays, de votre nom, de vos droits, comme tels nous agirons, dans la conviction de votre bonne volonté et de l'assistance que vous nous accorderez; comme tels nous espérons quitter votre pays, accompagnés de vos actions de grâce et de vos bénédictions, lorsque nous aurons atteint le grand but qui nous a été proposé, et qu'avec votre liberté et votre bonheur la paix du monde aura été assurée.

Au quartier général de Lærrac, le 11 décembre 1813.

Le commandant en chef de la grande armée alliée,

Signé le feld-maréchal prince de SCHWARTZENBERG.

N°. VII.

Lettre du colonel Chancel, commandant d'armes à Huningue.

Mon général,

J'ai l'honneur de vous envoyer mon adjudant, M. Moritz, pour une affaire de la plus haute importance. Il n'étoit pas moins question que de livrer la place qui m'est confiée, à l'ennemi, moyennant une somme de 500,000 fr. pour moi, la croix de Marie-Thérèse et un bien en Autriche.

M. Moritz, mon adjudant, devoit avoir, en outre, 250,000 fr. pour lui, en l'invitant très-fort de faire en sorte de me gagner; on lui promettoit une décoration et un grade plus élevé.

Ce matin, vers les dix heures, mon adjudant a reçu un

exprès, très-pressé, pour se rendre à Bâle de suite, dans la Grande-Rue, faubourg Pierre. De là, il a été conduit, par un autre individu, à la Couronne, où il a été présenté à M. Frauenberg, officier-général bavarois attaché au général Lichtenstein, dont M. Frauenberg avoit les pouvoirs de traiter avec moi ou avec mon adjudant, qui vous dira la manière dont je devois livrer la place.

Si les ennemis veulent l'avoir, ce ne sera qu'à coups de canon : jamais ni moi ni mon adjudant, nous ne flétrirons nos épaulettes d'une perfidie pareille, étant tous dévoués entièrement à notre souverain et à la patrie.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Mon général,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Le colonel commandant d'armes, CHANCEL.

Huningue, le 15 décembre 1813.

Lettre du capitaine Sans, adjoint de place, commandant au fort Mortier, adressée à M. le colonel Klingler, commandant d'armes à Neuf-Brisach.

Fort Mortier, 14 décembre 1813.

Monsieur le commandant,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que, par suite d'une lettre que j'ai reçue ce matin du Vieux-Brisach, et que j'ai l'honneur de vous envoyer en communication, je me suis transporté dans une des îles du Rhin, où j'ai trouvé le sieur Herbst, marchand audit Vieux-Brisach, qui m'a dit qu'hier le général autrichien Giulay, commandant les troupes ennemies, s'est trouvé dans cette ville pour passer l'inspection de la garnison, forte de 5 à

6000 hommes; que les habitans, ayant remarqué qu'il s'agissoit d'un mouvement de troupes, se sont transportés chez ledit général, pour le prier de ménager leur ville infortunée, qui déjà en 1793 avoit été brûlée. Ce général leur a répondu qu'il n'y avoit pas d'autre moyen que de s'adresser à moi pour épargner l'effusion du sang; il leur a dit qu'il engageoit le sieur Herbst, comme me connoissant plus particulièrement, et à qui il a donné à cet effet une permission de venir me parler, de me faire savoir que si je voulois lui livrer le fort Mortier, j'aurois pour récompense un million en numéraire, ou le grade que je demanderois dans les armées coalisées; qu'il savoit bien que j'étois un homme d'honneur, mais que, pour me mettre à l'abri contre mon gouvernement, il feroit faire une fausse attaque, et alors, comme surpris par l'ennemi, je céderois la forteresse.

Le sieur Herbst m'a demandé à cet effet une entrevue dans une des îles du Rhin, pour se concerter avec moi sur cette affaire.

J'ai fait réponse à ce général, par l'intermédiaire dudit sieur Herbst, que j'étois prêt à le recevoir à coups de canon.

J'ai l'honneur, M. le commandant, d'être avec respect votre très-humble serviteur.

Le capitaine-adjoint de place commandant au fort Mortier, J. J. SANS.

Vieux-Brisach, le 13 décembre 1813.

Monsieur le commandant,

Le but de la présente est seulement pour vous prier de venir demain matin, à sept heures, à l'endroit que le por-

teur, notre ami M. Anselm, vous destinera ; nous y serons tout seuls pour vous déclarer une chose qui vous intéresse beaucoup ; mais, pour vous la bien expliquer (car c'est une chose d'une grande conséquence), nous désirerions que vous preniez madame votre épouse avec vous, mais nulle personne qu'elle ; car nous ne nous expliquerons qu'à vous et madame votre épouse, voulant seulement votre bonheur comme vous voulez le nôtre.

Il faut que vous veniez seul avec madame votre épouse, car un de nous vient seulement avec un batelier.

En attendant, nous vous saluons, ainsi que madame votre épouse, bien cordialement.

Signé HERBST.

Pour copie conforme,
Le colonel commandant d'armes, KLINGLER.

N°. VIII.

Déclaration des puissances alliées, publiée à Lœrrach le 21 décembre 1813.

La marche irrésistible d'une guerre sur le caractère et le but de laquelle il ne peut plus exister deux manières de voir parmi tous les contemporains justes et éclairés ; la nécessité de consolider les heureux résultats qu'on a obtenus jusqu'à ce jour, et le désir d'atteindre, par les moyens les plus prompts et les plus énergiques, le but qu'on s'est proposé, une paix solide et durable, ont conduit sur les frontières de la Suisse les armées des souverains alliés, et les forcent, pour la continuation de leurs

opérations, de traverser une partie du territoire suisse. Aux yeux du monde, cette démarche est peut-être suffisamment justifiée par la nécessité qu'impose une entreprise dont la justice est généralement reconnue; cependant une considération d'une si haute importance ne paroîtroit pas suffisante aux puissances alliées, si la Suisse se trouvoit dans une situation qui lui permît d'opposer aux progrès de leurs armes une neutralité légitime et véritable; mais la Suisse est si peu dans ce cas, que tous les principes du droit des gens autorisent à regarder comme nul ce qu'aujourd'hui elle appelle sa neutralité.

Les puissances alliées contestent si peu le droit de chaque État indépendant de fixer, à son gré et suivant ses lumières, ses rapports avec les Etats voisins, que c'est principalement pour le maintien de ce droit qu'elles ont pris les armes. L'Etat, même le moins considérable, ne doit pas être gêné dans le choix des mesures politiques qu'il a à prendre aussitôt qu'il est capable de se déterminer librement et sans influence étrangère; et si, dans une lutte entre deux voisins plus puissans que lui, il se déclaroit neutre, toute violation de son territoire seroit une infraction au droit des gens.

Mais il ne peut exister de véritable neutralité pour un État tant qu'il ne jouit pas d'une véritable indépendance. La prétendue neutralité d'un État qui n'est pas accidentellement dirigé, mais qui est régulièrement gouverné par une volonté étrangère, est pour lui-même un mot vide de sens, pour ses voisins une épée à deux tranchans, tandis qu'elle assure à l'État dont il porte les fers un avantage permanent sur ses adversaires, et un moyen immanquable d'exécuter ses desseins. Lorsque par conséquent

dans une guerre dont le but précis et unique est de mettre des bornes à une prépondérance menaçante ; cette neutralité fictive sert de rempart à l'injustice, et devient un obstacle pour les projets de ceux qui veulent établir un meilleur ordre de choses : elle doit disparoître en même temps que la source du mal qu'elle protége.

Il est une vérité incontestable, c'est que telle seroit la position de la Suisse, d'une part envers la France, de l'autre envers les souverains qui ont pris les armes pour l'indépendance de l'Europe, si la neutralité proclamée par son gouvernement fédératif étoit maintenue.

L'histoire de ce pays intéressant, qui, sous les rapports géographiques, militaires, politiques et moraux, a durant tant de siècles fait un des principaux ornemens de l'Europe, en conservant la pureté de ses principes, ne présente depuis quinze ans qu'une suite de violences employées par les dominateurs de la France en révolution pour renverser sa constitution vénérable, saper sa liberté et son bien être, entraîner ses paisibles habitans dans des guerres intestines, piller ses trésors, fruits d'une sage économie, démembrer de tous côtés son territoire, et fouler aux pieds ses droits les plus sacrés! Après que la Suisse eut souffert tous les maux et tous les opprobres que la cruauté de ses oppresseurs fut capable d'inventer; après quelle eut, avec ses provinces occidentales et méridionales, perdu les boulevards de son indépendance contre la France; après qu'elle eut, avec ses lois, ses richesses, ses institutions, le sentiment de sa force, et avec la concorde intérieure, perdu la force nécessaire pour résister, il lui fut enfin, en 1803, imposé, sous le nom vague et difficile à expliquer d'acte de médiation,

une forme de gouvernement qui devoit, disoit-on, mettre un terme à ses souffrances, mais qui, dans le fait, ne fit que mettre le sceau à sa nullité politique la plus complète, et préparer les voies à de plus grands maux; une forme de gouvernement qui, sans les conjonctures heureuses de ce moment, auroit tôt ou tard amené sa ruine totale.

Cette forme de gouvernement étoit uniquement calculée pour donner de la régularité, de la durée, et une apparence de légitimité à la domination que la France avoit jusqu'alors exercée sur la Suisse d'une manière arbitraire, irrégulière, et souvent même criminelle. Le succès a répondu à l'attente. Au milieu des orages qui depuis dix ans dévastent l'Europe, la Suisse n'a acheté l'ombre de tranquillité dont elle a joui qu'en se soumettant aveuglément à la volonté toute-puissante de la France. Tout ce qu'elle avoit pu sauver de forces et de ressources dut être consacré au service de la France. Un signe donné par l'empereur des Français étoit une loi pour elle; aucun Etat voisin ne put compter sur la moindre faveur, par la crainte de déplaire à la France. Aucune opposition aux demandes de cette puissance, lors même que, pour ce qui avoit lieu par les prohibitions relatives au commerce, elles tarissoient les ressources de l'industrie et de la subsistance; aucune mesure capable, même pour des affaires d'un intérêt secondaire, de mettre des bornes à l'influence du dominateur étranger; aucune plainte, aucune manifestation du plus juste mécontentement ne furent permises. Sans être injuste envers les hommes qui, dans des circonstances aussi difficiles, ont pris part aux affaires politiques; sans juger leur conduite avec une trop grande sévérité; sans jeter un faux jour sur les motifs de leur

conduite, et sans élever le plus léger doute sur leur patriotisme, il est permis de proclamer un fait dont toute l'Europe a été témoin : c'est que la Suisse, sous la constitution qu'on lui a présentée, a formé, de nom, un corps politique à part, elle a été, dans la réalité, et pour toutes les choses essentielles, un Etat subordonné et dépendant, et, tout en conservant quelques foibles restes de ses prérogatives et de ses institutions primitives, une véritable province de l'empire français.

Dans cet état de choses, toute mesure politique prise par le gouvernement fédératif de la Suisse, quand même elle n'auroit pas été provoquée par le dominateur étranger, doit nécessairement se ressentir de l'influence qui lui a originairement donné l'impulsion. Une déclaration de neutralité qui découle d'une telle source, perd tout droit au nom dont elle veut se parer. Si la puissance prépondérante est menacée d'un danger imminent, une neutralité de ce genre est pour elle d'un avantage plus grand qu'une coopération effective à ses mesures de défense ; car il est évident que cette puissance ne la permettra que tant qu'elle lui sera profitable, et que, dans le cas contraire, elle sera annulée aussi facilement qu'elle avoit été créée. Elle n'est, pour les puissances qui veulent mettre un terme aux convulsions et aux malheurs du monde, qu'une tentative maladroite, imaginée pour entraver l'entreprise la plus salutaire et la plus glorieuse, et par conséquent, un acte d'hostilité, non-seulement contre les souverains alliés, mais même contre l'intérêt, les besoins, les vœux les plus ardens, l'attente la plus vive de tout le genre humain. L'interprétation la plus équitable qu'on puisse lui donner relativement à la Suisse elle-même, c'est

que le maintien de la situation politique actuelle de ce pays, dans l'espérance de se soustraire à un fardeau passager, et de s'épargner quelques sacrifices momentanés, tendroit à condamner la Suisse à se priver pour toujours de ce qui doit lui être le plus sacré, à vivre dans une minorité perpétuelle et dans une servitude interminable.

C'est sous ce point de vue que se présente l'acte de neutralité, en supposant même que la Suisse veuille se soumettre aveuglément au décret de la diète de Zurich, et que, parmi les chefs des divers cantons, il n'y aura qu'une opinion sur une mesure si équivoque. Mais il n'existeroit plus le moindre vestige du caractère national des Suisses, si une telle unanimité pouvoit avoir lieu; et l'acte de neutralité perd toute sa validité, si les autorités qui doivent veiller à son maintien et à son exécution refusent d'y accéder. Dans une forme de gouvernement introduite d'une manière aussi irrégulière, et dont les parties sont aussi mal unies entr'elles, que celle qui a été donnée à la Suisse par l'acte de médiation, l'opposition de quelques cantons, dans une affaire si importante, devroit même être regardée comme une démarche qui dissoudroit immédiatement et de fait toute la constitution fédérale : car du moment auquel les Etats souverains qui ne sont réunis que par cette constitution se regardent comme ayant le droit et le pouvoir de protester contre les décrets de la diète, le lien fédératif établi par la France est rompu; et quelque considération que les puissances étrangères aient jusqu'à présent accordée à la constitution fondée sur cette base, sa force et sa validité deviennent nulles du moment où les confédérés eux-mêmes ne la reconnoissent plus, et qu'elle retombe pour ainsi dire

dans les élémens employés par une main étrangère pour la composer arbitrairement. Dans ce cas, les souverains alliés auroient indubitablement le droit de se déclarer pour le parti dans lequel ils espéroient trouver de l'accord avec leurs principes et leurs vues. Personne ne seroit sans doute assez injuste pour exiger que, par des égards déplacés pour des formes et des décrets qui n'auroient plus de prix qu'aux yeux de leurs adversaires, l'intérêt du parti estimable qui déjà forme la majorité, et qui veut rompre les fers d'une domination étrangère et sauver l'antique liberté, soit sacrifié.

Les souverains alliés regardent l'entrée de leurs troupes en Suisse non-seulement comme une démarche inséparable de leur plan général d'opérations, mais aussi comme une préparation aux mesures qui doivent déterminer pour l'avenir le sort de ce pays intéressant. Leur but est d'assurer à la Suisse, relativement à ses rapports avec les puissances étrangères, la position libre et avantageuse dans laquelle elle se trouvoit avant les orages de la révolution. L'indépendance la plus complète, première condition de son bonheur, est en même-temps un des premiers besoins politiques du système européen; mais l'Etat actuel de la Suisse, qui, d'une confédération libre de républiques indépendantes, a déchu au point de ne plus être qu'un instrument passif de la domination française, est incompatible avec cette indépendance. Si cet inconvénient doit entièrement disparoître, si l'intégrité du territoire suisse doit être rétablie sur toutes ses frontières, et lorsque la Suisse sera rentrée dans une position qui lui permette de déterminer, sans influence étrangère, la base et la forme de sa confédération future, les puis-

sances alliées regarderont leur ouvrage comme accompli. Le régime intérieur et la législation des cantons, et la détermination de leurs rapports réciproques, sont des choses qui doivent être laissées à la justice et à la prudence de la nation.

C'est dans ces sentimens que les souverains alliés déclarent qu'aussitôt que le moment sera arrivé, auquel on pourra négocier la paix générale, ils consacreront toute leur attention et tous leurs soins à l'intérêt de la nation suisse, et ne regarderont comme satisfaisante aucune paix dans laquelle l'état politique futur de la Suisse ne seroit pas réglé d'après les principes qui viennent d'être exposés, assuré pour les temps à venir, et formellement reconnu et garanti par toutes les puissances européennes.

N°. IX.

Comité général secret, séance du 28 décembre 1813, présidence de S. Exc. Mgr le duc de Massa.

Sur la proposition de M. le président, le corps législatif s'est formé en comité général à deux heures et demie.

M. le président a dit au corps législatif :

Messieurs,

« La commission extraordinaire nommée par le corps » législatif, en exécution du décret de Sa Majesté Impériale, en date du 20 décembre courant, est prête à » faire son rapport; je donne la parole à M. le » rapporteur. »

M. Lainé, un des membres de la commission extraordinaire, est monté à la tribune, et il a dit :

La commission extraordinaire que vous avez nommée en vertu du décret de l'empereur, du 20 décembre 1813, vient vous présenter le rapport que vous attendez en ces graves circonstances.

Ce n'est pas à la commission seulement, c'est au corps législatif en entier à exprimer les sentimens qu'inspire la communication ordonnée par Sa Majesté, des pièces originales du porte-feuille des affaires étrangères.

Cette communication a eu lieu, Messieurs, sous la présidence de S. A. S. l'archichancelier de l'empire.

Les pièces qu'on a mises sous nos yeux sont au nombre de neuf.

Parmi ces pièces, se trouvent des notes du ministre de France et du ministre d'Autriche, qui remontent aux 18 et 21 août.

On y trouve le discours prononcé par le Régent, le 5 novembre, au Parlement d'Angleterre; il y disoit;

« Il n'est ni dans les intentions de Sa Majesté, ni dans » celles des puissances alliées de demander à la France » aucun sacrifice qui puisse être incompatible avec son » honneur et ses justes droits. »

La négociation actuelle pour la paix commence au 10 novembre dernier; elle s'engagea par l'entremise d'un ministre de France en Allemagne. Témoin d'un entretien entre les ministres d'Autriche, de Russie et d'Angleterre, il fut chargé de rapporter en France des paroles de paix, et de faire connoître les *bases générales et sommaires* sur lesquelles la paix pouvoit se négocier.

Le ministre des relations extérieures, M. le duc de Bas-

sano, a répondu, le 16, à cette communication du ministre d'Autriche. Il a déclaré qu'une paix fondée sur la base de l'indépendance générale des nations, tant sur terre que sur mer, étoit l'objet des désirs et de la politique de l'empereur. En conséquence, il proposoit la réunion d'un congrès à Manheim.

Le ministre d'Autriche répondit, le 25 novembre, que Leurs Majestés Impériales et le roi de Prusse étoient prêts à négocier, dès qu'ils auroient la certitude que l'empereur des Français admettroit les *bases générales et sommaires* précédemment communiquées. Les puissances trouvoient que les principes contenus dans la lettre du 16, quoique généralement partagés par tous les gouvernemens de l'Europe, ne pouvoient tenir lieu de base.

Dès le 2 décembre, le ministre des relations extérieures, M. le Duc de Vicence, donna la certitude désirée. En rappelant les principes généraux de la lettre du 16, il annonce, avec une vive satisfaction, que Sa Majesté l'Empereur a adhéré aux bases proposées; qu'elles entraîneroient de grands sacrifices de la part de la France, mais qu'elle feroit sans regret pour donner la paix à l'Europe.

A cette lettre, le ministre d'Autriche répondit le 10 décembre, que Leurs Majestés avoient reconnu avec satisfaction que l'empereur avoit adopté *des bases essentielles au rétablissement de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe;* qu'elles ont voulu que cette pièce fût communiquée sans délai à leurs alliés, et qu'elles ne doutoient pas que les négociations ne pussent s'ouvrir immédiatement après leurs réponses.

C'est à cette dernière pièce que, d'après les commu-

nications qui nous ont été faites, s'arrête la négociation. C'est de là qu'il est permis d'espérer qu'elle reprendra son cours naturel, lorsque le retard exigé pour une communication plus éloignée aura cessé. C'est donc sur ces deux pièces que peuvent reposer nos espérances.

Pendant que cette correspondance avoit lieu entre les ministres respectifs, on a imprimé dans la gazette de Francfort mise sous les yeux de votre commission, en vertu de la lettre close de Sa Majesté une déclaration des puissances coalisées, en date du 1er décembre, où l'on remarque, entre autres choses, le passage suivant :

« Les souverains alliés désirent que la France soit » grande, forte et heureuse, parce que la puissance » française, grande et forte, est une des bases fondamen- » tales de l'édifice social ; ils désirent que la France soit » heureuse, que le commerce français renaisse, que les » arts, les bienfaits de la paix refleurissent, parce qu'un » grand peuple ne sauroit être tranquille qu'autant qu'il » est heureux. Les puissances confirment à l'empire » français une étendue de territoire que n'a jamais connue » la France sous ses Rois ; parce qu'une nation valeureuse » ne décheoit pas pour avoir, à son tour, éprouvé des » revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a » combattu avec son intrépidité accoutumée. »

Il résulte de ces pièces que toutes les puissances belligérantes ont exprimé hautement le désir de la paix.

Vous y avez remarqué surtout que l'empereur a manifesté la résolution de faire de grands sacrifices, qu'il a accédé *aux bases générales et sommaires* proposées par les puissances coalisées elles-mêmes.

L'anxiété la plus patriotique n'a pas besoin de connoître encore ces bases générales et sommaires.

Sans chercher à pénétrer le secret des cabinets lorsqu'il est inutile de le connoître pour le but qu'on veut atteindre, ne suffit-il pas de savoir que ces bases ne sont que les conditions désirées pour l'ouverture d'un congrès ? Ne suffit-il pas de remarquer que ces conditions ont été proposées par les puissances coalisées elles-mêmes, et d'être convaincu que Sa Majesté a pleinement adhéré aux bases nécessaires à l'ouverture d'un congrès dans lequel se discutent ensuite tous les droits, tous les intérêts ?

Le ministre d'Autriche a d'ailleurs reconnu lui-même que l'empereur avoit adopté des *bases essentielles au rétablissement de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe*; par conséquent l'adhésion de Sa Majesté à ces bases, a été un grand pas vers la pacification du Monde.

Tel est, Messieurs, le résultat de la communication qui nous a été faite.

D'après les dispositions constitutionnelles, c'est au corps législatif qu'il appartient d'exprimer les sentimens qu'elle fait naître, car l'article 30 du sénatus-consulte du 28 frimaire an 12, porte : « Le corps législatif, » toutes les fois que le gouvernement lui aura fait une » communication qui aura un autre objet que le vote de » la loi, se formera en comité général pour délibérer sa » réponse. »

Comme le corps législatif attend de sa commission des réflexions propres à préparer une réponse digne de la nation française et de l'empereur, nous nous permettons de vous exprimer quelques-uns de nos sentimens.

Le premier est celui de la reconnoissance pour une

communication qui appelle en ce moment le corps législatif à prendre connoissance des intérêts politiques de l'Etat.

On éprouve ensuite un sentiment d'espérance au milieu des désastres de la guerre, en voyant les rois et les nations prononcer à l'envi le nom de paix.

Les déclarations solennelles et réitérées des puissances belligérantes s'accordent en effet, Messieurs, avec le vœu universel de l'Europe pour la paix, avec le vœu si généralement exprimé autour de chacun de nous dans son département, et dont le corps législatif est l'organe naturel.

D'après les bases générales contenues dans les déclarations, les vœux de l'humanité pour une paix honorable et solide sembleroient pouvoir bientôt se réaliser. Elle seroit honorable; car, pour les nations comme pour les individus, l'honneur est dans le maintien de ses droits, et dans le respect de ceux des autres. Cette paix seroit solide; car la véritable garantie de la paix est dans l'intérêt qu'ont toutes les puissances contractantes d'y rester fidèles.

Qui peut donc en retarder les bienfaits? Les puissances coalisées rendent à l'empereur l'éclatant témoignage qu'il a adopté *des bases essentielles au rétablissement de l'équilibre et de la tranquillité de l'Europe.* Nous avons pour premiers garans de ses desseins pacifiques, et cette adversité, véridique conseil des rois, et le besoin des peuples hautement exprimé, et l'intérêt même de la couronne.

A ces garanties, peut-être croirez-vous utile de supplier S. M. d'ajouter une garantie plus solennelle encore.

Si les déclarations des puissances étrangères étoient fallacieuses, si elles vouloient nous asservir, si elles médi-

toient le déchirement du territoire sacré de la France, il faudroit, pour empêcher notre patrie d'être la proie de l'étranger, rendre la guerre nationale. Mais, pour opérer plus sûrement ce beau mouvement qui sauve les empires, n'est-il pas désirable d'unir étroitement et la nation et son monarque?

C'est un besoin d'imposer silence aux ennemis sur leurs accusations d'agrandissement, de conquête, de prépondérance alarmante. Puisque les puissances coalisées ont cru devoir rassurer les nations par des protestations publiquement proclamées, n'est-il pas digne de S. M. de les éclairer par des déclarations solennelles sur les desseins de la France et de l'empereur?

Lorsque ce prince, à qui l'histoire a conservé le nom de Grand, voulut rendre de l'énergie à ses peuples, il leur révéla tout ce qu'il avoit fait pour la paix, et ses hautes confidences ne furent pas sans effet.

Afin d'empêcher les puissances coalisées d'accuser la France, et l'empereur de vouloir conserver un territoire trop étendu, dont elles semblent craindre la prépondérance, n'y auroit-il pas une véritable grandeur à les désabuser par une déclaration formelle?

Il ne nous appartient pas, sans doute, d'inspirer les paroles qui retentiroient dans l'univers; mais pour que cette déclaration eût une influence utile sur les puissances étrangères, pour qu'elle fit sur la France l'impression espérée, ne seroit-il pas à désirer qu'elle proclamât à l'Europe et à la France la promesse de ne continuer la guerre que pour l'indépendance du peuple français et l'intégrité de son territoire? Cette declaration n'auroit-elle pas dans l'Europe une irrécusable autorité?

Lorsque Sa Majesté auroit ainsi, en son nom et en celui de la France, répondu à la déclaration des alliés, on verroit, d'une part, des puissances qui protestent qu'elles ne veulent pas s'approprier un territoire par elles reconnu nécessaire à l'équilibre de l'Europe, et de l'autre, un monarque qui se déclaroit animé de la seule volonté de défendre ce même territoire.

Que si l'empire français restoit seul fidèle à ces principes libéraux que les chefs des nations de l'Europe auroient pourtant tous proclamés, la France alors, forcée par l'obstination de ses ennemis à une guerre de nation et d'indépendance, à une guerre reconnue juste et nécessaire, sauroit déployer, pour le maintien de ses droits, l'énergie, l'union et la persévérance dont elle a déjà donné d'assez éclatans exemples. Unanime dans son vœu pour obtenir la paix, elle le sera dans ses efforts pour la conquérir, et elle montrera encore au Monde qu'une grande nation peut tout ce qu'elle veut, lorsqu'elle ne veut que ce qu'exigent son honneur et ses justes droits.

La déclaration que nous osons espérer captiveroit l'attention des puissances qui rendent hommage à la valeur française; mais ce n'est pas assez pour ranimer le peuple lui-même, et le mettre en état de défense.

C'est, d'après les lois, au gouvernement à proposer les moyens qu'il croira les plus prompts et les plus sûrs pour repousser l'ennemi, et asseoir la paix sur des bases durables. Ces moyens seront efficaces, si les Français sont persuadés que le gouvernement n'aspire plus qu'à la gloire de la paix; ils le seront, si les Français sont convaincus que leur sang ne sera versé que pour défendre une patrie et des lois protectrices. Mais ces mots consolateurs de paix

et de patrie retentiroient en vain, si l'on ne garantit les institutions qui promettent les bienfaits de l'une et de l'autre.

Il paroît donc indispensable à votre commission, qu'en même-temps que le gouvernement proposera les mesures les plus promptes pour la sûreté de l'Etat, Sa Majesté soit suppliée de maintenir l'entière et constante exécution des lois qui garantissent aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques.

Cette garantie a paru à votre commission le plus efficace moyen de rendre aux Français l'énergie nécessaire à leur propre défense.

Ces idées ont été suggérées à votre commission par le désir et le besoin de lier intimement le trône et la nation, afin de réunir leurs efforts contre l'anarchie, l'arbitraire et les ennemis de notre patrie.

Votre commission a dû se borner à vous présenter ces réflexions qui lui ont paru propres à préparer la réponse que les constitutions vous appellent à faire.

Comment la manifesterez-vous?

La disposition constitutionnelle en détermine le mode. C'est en délibérant votre réponse en comité général; et puisque le corps législatif est appelé tous les ans à présenter une adresse à l'empereur, vous croirez peut-être convenable d'exprimer par cette voie votre réponse à la communication qui vous a été faite. Si la première pensée de S. M., en de grandes circonstances, a été d'appeler autour du trône les députés de la nation, leur premier devoir n'est-il pas de répondre dignement à cette convocation, en portant au monarque la vérité et le vœu des peuples pour la paix?

N°. X.

Discours de Napoléon aux membres du corps législatif, en réponse à l'adresse.

J'ai défendu l'impression de votre adresse, parce qu'elle est séditieuse; les onze douzièmes du corps législatif sont de bons citoyens, je les reconnois comme tels, et j'aurai toujours de la bienveillance pour eux. Mais il y en a un douzième qui n'est que de rebelles et de mauvais citoyens, votre commission est de ce nombre. Lainé, particulièrement, est un traître qui est en correspondance avec le prince Régent, par l'intermédiaire de Desaize, je le sais, et j'en ai les preuves. Les quatre autres sont des têtes chaudes; ce douzième est composé de gens qui désirent l'anarchie; je les compare aux Girondins : où cela a-t-il mené Vergniaud et ses consorts? à l'échafaud. Est-ce dans le moment où il faut rechasser l'ennemi de nos frontières, qu'il faut demander un changement dans la constitution? Il faut plutôt suivre l'exemple de l'Alsace, de la Franche-Comté et des Vosges. Leurs habitans s'adressent à moi pour avoir des armes, et des chefs qui les conduisent : j'y ai pourvu.

Vous n'êtes point les représentans de la nation, mais les députés des départemens; je vous ai rassemblés pour me porter des consolations, car le courage ne me manque pas, et j'espérois en trouver à la fin dans le corps législatif. Au lieu du bien que j'attendois de lui, il n'a fait que du mal, mais à la vérité il en a fait peu, attendu qu'il ne

pouvoit en faire davantage. Les hommes turbulens ont cherché à me barbouiller aux yeux de la France; mais j'ai été porté sur le trône par quatre millions de Français. Vous cherchez dans votre adresse à séparer le souverain de la nation..... Je suis le seul représentant du peuple : et quel est celui de vous qui pourroit supporter un tel fardeau? Ce trône n'est qu'un morceau de bois couvert de velours. Moi, moi seul, je tiens la place du peuple... Si je vous en croyois, je céderois à l'ennemi plus qu'il ne me demande. Dans trois mois vous aurez la paix, ou je serai mort. Il faut à présent montrer de l'énergie. Je vais marcher à l'ennemi, et je le repousserai. Ce n'est pas dans le moment où l'on bombarde Huningue et où l'on attaque Béfort, qu'il faut s'occuper de la constitution de l'Etat et de l'abus du pouvoir. Le corps législatif n'est qu'une partie de l'Etat qui ne peut entrer en comparaison avec le sénat et le conseil-d'état. . . . .

Si la France désiroit une autre constitution, et que celle-ci ne me convînt pas, je lui dirois de chercher un autre monarque. C'est à moi que les ennemis en veulent plutôt qu'à la France; faut-il pour cela sacrifier une partie de la France. Ne fais-je pas le sacrifice de mon amour-propre et du sentiment de ma supériorité pour obtenir la paix! Oui, j'ai de la fierté parce que j'ai du courage! j'ai de la fierté parce que la France me doit sa grandeur. L'adresse étoit indigne de moi et du corps législatif. Un jour je la ferai imprimer, mais à la honte du corps législatif. Retournez chez vous.... Je le répète les onze douzièmes de votre corps sont animés du meilleur esprit, et s'il y en a qui osent faire imprimer l'adresse, je la ferai mettre dans le Moniteur avec des notes que je me charge

de fournir. Quand même j'aurois des torts, vous ne deviez pas me les reprocher publiquement. Quand on a des chemises sales à laver, on ne les fait point voir à tout le monde. Au demeurant, la France a plus besoin de moi, que moi de la France.

N°. XI.

Lettre de M. le duc de Vicence à M. le prince de Metternich.

Lunéville, le 6 janvier 1814.

Prince,

La lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'écrire, le 10 du mois dernier, m'est parvenue.

L'empereur ne veut rien préjuger sur les motifs qui ont fait que son adhésion pleine et entière aux bases que V. Exc. a proposées d'un commun accord avec les ministres de Russie et d'Angleterre, et de l'aveu de la Prusse, aient eu besoin d'être communiquées aux alliés avant l'ouverture du congrès. Il est difficile de penser que lord Aberdeen ait eu des pouvoirs pour proposer des bases, sans en avoir pour négocier. S. M. ne fait point aux alliés l'injure de croire qu'ils aient été incertains, et qu'ils délibèrent encore : ils savent trop bien que toute offre conditionnelle devient un engagement absolu pour celui qui l'a faite, dès que la condition qu'il y a mise est remplie.

Dans tous les cas, nous devions nous attendre à avoir le 6 janvier la réponse que V. Exc. nous annonçoit le 10 décembre. Sa correspondance et les déclarations réitérées

des puissances alliées ne nous laissent point prévoir de difficultés; et les rapports de M. de Talleyrand, à son retour de Suisse, confirment que leurs intentions sont toujours les mêmes.

D'où peuvent donc provenir les retards? S. M. n'ayant rien plus à cœur que le prompt rétablissement de la paix générale, a pensé qu'elle ne pouvoit donner une plus forte preuve de la sincérité de ses sentimens à cet égard, qu'en envoyant auprès des souverains alliés son ministre des relations extérieures, muni de pleins pouvoirs. Je m'empresse donc, prince, de vous prévenir que j'attendrai à nos avant-postes les passe-ports nécessaires pour traverser ceux des armées alliées, et me rendre auprès de V. Exc.

Agréez, etc.

Signé Caulaincourt, *duc de Vicence.*

Réponse du prince de Metternich à M. le duc de Vicence.

Fribourg en Brisgau, le 8 janvier 1814.

Monsieur le duc,

J'ai reçu aujourd'hui la lettre que V. Exc. m'a fait l'honneur de m'adresser de Lunéville, le 6 de ce mois.

Le retard qu'éprouve la communication que le gouvernement français attendoit, ensuite de mon office du 10 décembre, résulte de la marche que devoient tenir entre elles les puissances alliées. Les explications confidentielles avec M. le baron de Saint-Aignan ayant conduit à des ouvertures officielles de la part de la France, LL. MM. II. et RR. ont jugé que la réponse de V. Exc., du 2 décembre, étoit de nature à devoir être portée à la connois-

sance de leurs alliés. Les suppositions que V. Exc. admet que ce soit lord Aberdeen qui ait proposé des bases, et qu'il ait été muni de pleins pouvoirs à cet effet, ne sont nullement fondées.

La cour de Londres vient de faire partir pour le continent le secrétaire d'Etat ayant le département des affaires étrangères. S. M. I. de toutes les Russies se trouvant, momentanément éloignée d'ici, et lord Castlereagh étant attendu d'un moment à l'autre, l'empereur, mon auguste maître, et S. M. le roi de Prusse, me chargent de prévenir V. Exc. qu'elle recevra le plus tôt possible une réponse à sa proposition de se rendre au quartier-général des souverains alliés.

Je prie V. Exc., etc.

Signé le prince DE METTERNICH.

LIVRE III.

N°. XII.

Rapport militaire de l'armée de Silésie.

Kreutznach, le 4 janvier.

Le général feld-maréchal (Blucher), résolut de commencer l'année 1814 et une nouvelle campagne, en passant le Rhin, et il fit les dispositions nécessaires à cet effet.

Le général Saint-Priest assembla ses troupes à Ehrenbreistein, pour en faire passer une partie dans la nuit dn 31 décembre au 1er janvier, sous le commandement du général Bistram, afin d'attaquer les retranchemens de l'autre côté de la Lahn. Ces retranchemens furent emportés après une légère résistance ; le général Bistram, marcha ensuite sur Coblentz, dont il se rendit maître, prenant sept pièces de canon et faisant cinq cents prisonniers.

Le général d'infanterie d'York assembla ses troupes à Caub, fit passer quelque infanterie en bateaux pour surprendre les postes à la gauche du Rhin, et après une courte résistance il s'empara de Bacharach et d'Ober-Wesel ; en conséquence de quoi, le pont de bateaux qui étoit à Caub fut établi à Ofalz, vieux château, dans une

île qui est au milieu du Rhin. La difficulté d'obtenir un bon ancrage pour tenir le pont solide, fit que le passage ne put être effectué que le 2 janvier au matin.

Le général Hunerbein avoit dans le même temps chassé l'ennemi de Rhinbellen et de Waldalgesheim, et il entra à Kreutznach le 2 au soir. Le général d'York le suivit avec tout son corps.

La division française du général Ricard, qui gardoit le Rhin depuis Mayence jusqu'à Coblentz, s'efforça de maintenir la ville de Simmern dans le Hundsruck : mais le colonel Henkell marcha dans cette direction, fit sauter la porte dans la nuit, et prit la ville de vive force, faisant deux cents prisonniers.

Le général baron Sacken assembla ses troupes à Manheim, où l'ennemi, qui étoit placé en face du Necker, avoit des fortifications bien palissadées avec quatre canons et deux obusiers. Les généraux Sass et Taliezen passèrent en bateaux et prirent les retranchemens d'assaut. Dans cette occasion, le commandant, sept officiers, trois cents soldats et une pièce de canon furent pris. Notre perte en tués et blessés fut d'environ deux cents hommes, quoique celle de l'ennemi fût beaucoup plus grande.

Le général Sacken marcha avec la totalité de son corps sur Frankenthal et Worms. Le général prussien prince Biron de Courlande fut détaché par lui, afin d'ouvrir par Alzey la communication avec les corps d'York et de Langeron. Il trouva l'ennemi à Alzey, le culbuta et prit un lieutenant-colonel, cinq officiers, cent hommes et un caisson de munitions. En même temps le major-général Karpoff avoit une affaire de cavalerie à Mutterstadt, dans laquelle huit escadrons ennemis furent dispersés et taillés

en pièces, et trois lieutenans-colonels, vingt-deux officiers et cent quatre-vingt-dix-huit soldats furent pris.

Le 3 janvier le comte de Langeron entra dans Binghen, et chassa l'ennemi avec une perte considérable du côté de Mayence. Le lieutenant-général Olsusiew fut blessé à cette occasion d'un coup de fusil, mais non dangereusement.

Ainsi l'ennemi a perdu en trois jours treize pièces de canon et plus de quinze cents hommes. Le 4 de janvier, l'armée de Silésie étoit déjà en possession de tout le pays entre la Moselle et Manheim. La ville de Mayence est ainsi coupée de toute communication avec la France, et les troupes de l'ennemi se retirent précipitamment de tous côtés vers la Saar.

Les troupes alliées ont été reçues partout avec la plus grande joie. Les habitans allemands, de la rive gauche du Rhin, n'ont point dégénéré pendant un esclavage de dix-neuf ans, ils font voir au contraire en tous lieux de véritables sentimens et vœux allemands.

Les douaniers, tous français, ont fui de toutes parts, et le feld-maréchal a déjà mis fin à ces prohibitions contre nature des relations commerciales entre les deux rives du Rhin, à la grande joie des habitans.

Le 3, il avoit déjà été fait des préparatifs pour passer le Rhin à Dusseldorff, et Bonn étoit déjà pris le 2 de janvier.

Dépêche du lieutenant-général Stewart.

Francfort, le 5 janvier 1814.

Milord,

Le passage du Rhin par le maréchal Blucher sera aussi mémorable dans les annales militaires, par sa rapidité et

résolution, que son passage de l'Elbe; et je regrette beaucoup que mon voyage dans le Holstein m'ait empêché d'être personnellement témoin d'un événement dont j'aurois été fier de rendre compte en détail dans toutes ses parties. Les rapports faits à la hâte qui me sont parvenus ici, portent que le maréchal a passé son armée sur trois points.

Le lieutenant-général comte de Saint-Priest, du corps d'armée du comte Langeron, a passé en face de Coblentz, dans la nuit du 1er au 2 de ce mois. Il s'est emparé de cette ville, a pris sept pièces de canon, et fait cinq cents prisonniers.

Les généraux comte de Langeron et d'York ont passé à Caub, où le maréchal Blucher étoit en personne, sans que l'ennemi ait fait beaucoup de résistance. Le 3, le comte Langeron a attaqué et forcé Bingen, qui est considéré comme très-fort par sa situation, et qui étoit défendu par un général de brigade avec du canon et de l'infanterie. Le comte Langeron a fait quelques prisonniers, et sa perte est légère. Les avant-postes sont déjà sur la Saltzbach, en face d'Ingelheim.

Le maréchal Blucher s'est avancé, malgré les difficultés provenant des routes et de la saison, jusqu'à Kreutznach, et les avant-postes du général d'York sont dirigés sur la Lauter. Le corps du général baron Sacken a forcé les retranchemens de l'ennemi près de Manheim, après avoir passé le Rhin, et il se dirige sur Altzey.

J'apprends que le roi de Prusse étoit présent à Manheim, et qu'il animoit tout autour de lui, comme il l'a fait jusqu'à présent, avec les qualités militaires qu'il possède à un si haut degré.

J'écris ce peu de lignes à votre seigneurie pendant qu'on relaie mes chevaux; et je dois vous demander excuse non-seulement de leur imperfection, mais aussi de leur envoi, vu que des rapports plus détaillés et plus exacts doivent vous être parvenus.

J'ai l'honneur, etc.

Signé C. STEWART, *lieutenant-général.*

Dépêche de lord Burghersh.

Bâle, le 2 janvier 1814.

Milord,

J'ai l'honneur de rendre compte à votre seigneurie que le comte Bubna est entré à Genève le 30, par capitulation. Il paroît que l'officier commandant de la garnison française dans cette ville étoit sans moyens de défense, et qu'il avoit tout lieu de craindre l'hostilité des habitans : il lui a été permis de se retirer avec la garnison, lorsque les Autrichiens ont pris possession de cette ville. Le peuple de Genève est sur le point de rétablir son ancien gouvernement; il a manifesté l'aversion la plus décidée pour la nation française, à laquelle il a été forcément soumis; et j'espère qu'il sera efficacement à l'abri du retour de ce malheur.

Dans le duché de Savoie, le même esprit d'horreur pour la tyrannie française s'est manifesté universellement. Une organisation est déjà commencée dans le pays, à l'effet de rétablir son ancienne indépendance : nous n'avons point encore de détails à ce sujet; mais j'espère transmettre bientôt à votre seigneurie les nouvelles les plus favorables de ce pays.

Le corps autrichien sous le général Bianchi est chargé de l'investissement de Béfort; il a relevé la division du corps du général de Wrede qui étoit ci-devant employé à ce service, et qui, ayant rejoint ce corps, marchera sur Colmar. Le général Bianchi a son avant-garde à Vesoul, et il a reçu l'ordre d'envoyer de forts détachemens en avant vers Langres. Il paroît, par les rapports de cet officier, que les Autrichiens ont reçu le meilleur accueil possible des habitans de la France.

Les deux corps autrichiens sous les ordres du prince de Hesse arriveront près de Besançon le 9 de ce mois, et ils investiront cette place. Le général Bubna a envoyé des détachemens vers l'Italie et vers les différens postes forts sur les routes du Simplon, du Saint-Bernard et du Saint-Gothard. Il a aussi envoyé des partis détachés vers Lyon. Un corps de mille cosaques a été détaché d'Altkirch vers Remiremont, Epinal et Nancy. Ces troupes sont chargées de faire des reconnoissances dans la vallée de la Moselle.

Le général Wittgenstein a reçu l'ordre de passer le Rhin aujourd'hui dans le voisinage de Strasbourg, et de faire avancer son avant-garde sur Saverne. Il communiquera, par sa droite, avec le général Blucher, qui aura passé la rivière avec une partie de son corps à Oppeinheim, et avec le reste au-dessous de Mayence. Par sa gauche, il communiquera avec le général Wrede, qui s'avancera de Colmar à Schelestadt, et de là se joindra à cet officier.

Il ne paroît pas que les Français aient jusqu'à présent rassemblé aucunes forces considérables à Colmar. Le général Wrede attaquera demain tout ce qu'il y trouvera; mais on ne croit pas que l'ennemi l'attende.

Il n'a été reçu aucune nouvelle intéressante de l'armée autrichienne d'Italie, depuis la dernière lettre que j'ai eu l'honneur d'écrire à votre seigneurie. Les troupes sous le général Nugent sont entrées à Bologne.

Le quartier-général du prince Schwartzenberg sera transféré demain, d'ici à Altkirch. Le corps du général Barclai de Tolly y sera rassemblé le 13. Avant cette époque, le prince Schwartzenberg se portera en avant, et il essaiera de s'établir dans la vallée de la Moselle.

Le feu sur la forteresse de Huningue a commencé le 29 au soir. La seconde parallèle n'est pas encore achevée, et je n'ai pas encore remarqué que les fortifications de la place fussent essentiellement endommagées.

Le corps du prince royal de Wirtemberg a passé le Rhin sur un pont de bateaux établi au-dessous de Huningue, à Maerks; il a rejoint le général Wrede, et il agira demain de concert avec lui.

J'ai l'honneur, etc.

Signé BURGHERSH.

Au vicomte Castlereagh.

Dépêche de lord Cathcart.

Fribourg en Brisgau, le 6 janvier 1814.

Milord,

La cavalerie de la réserve a passé à Fribourg.

Demain, les deux divisions de gardes russes à pied, avec l'infanterie de la garde prussienne et un très-beau régiment badois de gardes à pied, passeront par cette ville. Ils seront suivis de l'artillerie de réserve et d'autres troupes.

Le quartier-général de l'empereur de Russie suivra les gardes; mais Sa Majesté Impériale ira par Schaffhouse, et

trouvera cette force rassemblée près de Bâle le 31 décembre (12 janvier) ; et elle passera probablement le Rhin le jour suivant, qui sera l'anniversaire de celui où elle a passé le Niémen.

Le général comte Bubna s'est emparé de Genève ; on a reçu hier les rapports officiels. J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint la traduction du bulletin qui a été imprimé ici ce matin. Des patrouilles de ce corps sont allées jusqu'à Turin.

Le général comte Wrede a son quartier-général à Colmar. Le prince royal de Wirtemberg est devant Neuf-Brisach, qui est bloqué. Le quartier-général du prince Schwartzenberg est sur la route d'Alkirch, vers Montbéliard, avec toute l'armée autrichienne. Béfort est observé par un détachement.

Le comte de Wittgenstein a passé le Rhin près de l'ancien fort Louis, et il a pris les deux forts de Vauban et d'Alsace, qui étoient évacués.

Le maréchal Blucher a aussi passé le Rhin, et il est en possession de Coblentz. Le corps russe de Langeron est devant Mayence, sur la rive gauche du Rhin, Cassel étant toujours masqué. Le général Sacken a passé cette rivière le 1er janvier, en présence de Sa Majesté le roi de Prusse, près d'Oppenheim, et après avoir pris d'assaut une redoute, il a pris six canons et sept cents prisonniers. Le général russe de Saint-Priest a passé au-dessous de Mayence.

Aucun de ces corps n'a encore rencontré aucune résistance sérieuse ; et ils sont sur le meilleur pied avec les habitans. Je n'ai entendu citer qu'un seul cas où les habitans des villages aient fait feu sur eux.

Plusieurs régimens de cosaques ont passé, et ils ont poussé des patrouilles vers Nancy et dans différentes directions.

La fièvre terrible dont les Français ont été attaqués l'année dernière, et qui a infecté tout le pays que les restes de leur armée ont traversé, n'a pas cessé sur cette ligne et dans les endroits qu'ils ont occupés, dans plusieurs desquels elle règne encore avec un surcroît de de violence. Mayence, Leipsic, Torgau et Dresde, sont les villes où elle fait à présent le plus de ravages. Les Français en sont principalement les victimes; mais il périt un grand nombre d'habitans dans les villages adjacens. Torgau est tellement infecté, qu'il seroit dangereux d'y introduire de nouvelles troupes. Les renforts russes sont très-beaux, et l'armée est en bonne santé et en bon état, les chevaux ainsi que les hommes.

Les derniers renseignemens portoient que l'ennemi avoit douze mille hommes à Metz. On en a fait sortir les gardes, et l'on dit qu'elles sont concentrées près de Paris, excepté trois ou quatre mille hommes, qui ont été, dit-on, détachés vers la Flandre.

Il n'y a aucune force considérable à Besançon; le général qui y commande est allé à Lyon pour y demander du secours; mais il est retourné sans avoir réussi.

On a reçu ici les Moniteurs jusqu'au 30 inclusivement; ils contiennent la réponse de Buonaparte à l'adresse.

J'ai l'honneur, etc.

Signé CATHCART.

Au vicomte Castlereagh, etc.

N°. III.

Le feld-maréchal Blucher à l'armée de Silésie.

Soldats,

En venant de l'Oder au Rhin, vous avez cru délivrer de l'ennemi les pays qu'il avoit subjugués. Vous allez maintenant passer le Rhin pour forcer à la paix un ennemi que rien ne peut consoler d'avoir perdu en deux campagnes ce qui lui avoit coûté dix-neuf ans à conquérir.

Soldats, je n'ai qu'à montrer le chemin de la gloire aux vainqueurs de la Katzbach, de Vittemberg, de Mockern et de Léipsic, et je serois sûr d'un heureux résultat. Mais j'ai de nouveau devoir à vous prescrire; les habitans de la rive gauche du Rhin ne sont plus vos ennemis : je leur ai promis, en votre nom, protection pour leur personne, et sûreté pour leurs propriétés; ce que j'ai promis votre devoir est de le tenir. Le courage conduit le soldat à la gloire, mais l'obéissance et la plus stricte discipline son les meilleurs titres à la renommée.

Proclamation du maréchal Blucher, publiée à Lautern, le 7.

« Comme le desir exprès des hauts et puissans souverains » alliés (ainsi que je l'ai annoncé dans une proclamation » du 1er de ce mois) est que l'ordre et la tranquillité » soient maintenus dans les provinces de la rive gauche » du Rhin; que les propriétés publiques et particulières » soient protégées contre toute violence; et que toutes

» les autorités soient respectées par le peuple, aussi long-
» temps qu'elles ne s'en rendront pas indignes; je charge
» par la présente toutes les autorités de veiller au main-
» tien de l'ordre public, suivant les lois qui sont en vi-
» gueur dans ces provinces, et de procéder avec la plus
» grande rigueur contre tous ceux qui oseront attaquer
» les propriétés publiques ou particulières. A cet effet,
» j'autorise l'autorité civile à requérir, quand il en sera
» nécessaire, l'assistance de celles des troupes russe et
» prussienne de l'armée de Silésie, sous mes ordres,
» qui seront dans leur voisinage; et j'ordonne, par la
» présente, aux généraux et commandans de la leur
» accorder. »

N°. XIV.

Proclamation du général comte de Wrede.

A l'approche de l'armée que je commande, le préfet du Haut-Rhin a abandonné son poste; comme la volonté des hautes puissances confédérées est que le cours du service et des administrations ne soit pas interrompu, je me suis trouvé obligé de confier l'administration du département à une commission choisie dans mon armée. Elle est composée de M. l'ordonnateur Kuops, et du baron de Stengel. Les maires et fonctionnaires quelconques devront, sur leur responsabilité, déférer aux ordres de la commission. Tous les maires et fonctionnaires administreront, comme par le passé, chacun dans ce qui les concerne, et les citoyens leur obéiront comme ci-devant.

Les communes dont les maires se seront retirés, devront en élire un nouveau sur-le-champ, et en rendre compte; la justice sera rendue d'après les lois en vigueur.

Donné en mon quartier-général de Colmar, le 4 janvier 1814.

Signé le général comte DE WREDE.

N. B. Une seconde proclamation, rendue également par le comte de Wrede, ordonnoit une augmentation à la contribution foncière, et aux centimes additionnels, de 500,000 fr., pour les frais d'administration du département.

N°. XV.

Extrait d'une dépêche de l'honorable sir C. W. Stewart, datée de Bâle le 17 *janvier* 1814.

Les rapports détaillés de tous les corps avancés continuent d'être de la nature la plus encourageante; le maréchal Blucher a pris près de 3,000 prisonniers et 25 pièces de canon depuis qu'il a passé le Rhin; ses derniers rapports sont datés de Saint-Avold, le 10 de ce mois. Des détachemens de son corps occupent Trèves, et sous peu de jours Luxembourg sera investi.

Le maréchal Marmont a été dans la nécessité de faire les marches forcées les plus rapides pour empêcher que l'armée de Silésie ne pénétrât sur ses derrières par les montagnes des Vosges. En se retirant, il a rompu tous les ponts sur la Sarre; mais le maréchal Blucher est à sa poursuite.

D'après les progrès de l'armée alliée, votre seigneurie

aura reçu des informations plus détaillées que je ne puis lui en donner. Le prince de Schwartzenberg étoit encore à Vesoul le 15; l'ennemi rassembloit ses forces à Langres, et le prince maréchal se préparoit à l'attaquer s'il y restoit, ce dont je doute : il avoit fait ces dispositions à cet effet. La principale armée russe, sous le général Barclay de Tolly, sera prête à soutenir le mouvement offensif du prince de Schwartzenberg. Le corps du général Wittgenstein occupa le pays entre le général Barclay de Tolly, et le maréchal Blucher; et les réserves russes et prussiennes sont parties d'ici en même temps que l'empereur Alexandre, pour aller à Vesoul.

La garnison française qui est rentrée à Besançon monte à 8,000 hommes.

Béfort est toujours bombardé, et le général Schoffer commande les troupes assiégeantes.

Les derniers rapports du général Bubna étoient datés de Bourg-en-Bresse; il avoit laissé des détachemens à Genève, au fort l'Ecluse (qui a été pris) et à Setten. Le Simplon et le Saint-Bernard sont occupés. Le prince de Wirtemberg a marché en avant d'Epinal, l'ennemi s'étant retiré vers Charmes, après avoir été défait par le général Deroy. Le prince de Hesse-Hombourg, venant de Dôle, et le général Scheiter, ont cerné le fort de Salins. De toute part on entend parler des cosaques du général Platow.

N°. XVI.

Ordre du jour du feld-maréchal prince de Schwartzenberg, général en chef de l'armée autrichienne, du 8 *janvier* 1814.

En se référant aux proclamations et aux ordres du jour déjà publiés relativement à l'entrée de l'armée en France, je crois devoir encore rappeler à messieurs les commandans des divisions qu'ils doivent déclarer responsables les chefs des régimens, des bataillons, et de tous les corps, du maintien de l'ordre, de la discipline, et de la bonne conduite des soldats envers les habitans, et surtout à veiller à ce qu'il ne soit rien exigé au-delà du tarif d'étape fixé pour l'armée.

La confiance dans la discipline et dans l'amour de l'ordre des armées alliées, qui a fait promettre par leurs souverains, dans leurs déclarations et leurs manifestes adressés au peuple français, ménagement et protection, doit être complètement justifiée; la conduite de l'armée doit confirmer l'assurance solennelle donnée par les monarques alliés qui font la guerre, non à la nation française, mais seulement pour obtenir la paix. L'armée doit acquérir l'admiration des contemporains et de la postérité, non-seulement par sa bravoure, mais aussi par sa discipline exemplaire.

Toute infraction qui, contre mon espérance, sera commise contre cet ordre, sera punie avec la sévérité que je dois à la réputation de l'armée. D'un autre côté, il est annoncé authentiquement, pour servir de règle aux soldats

et d'avis aux habitans de la France, que tout habitant des villes et des campagnes pris les armes à la main, qui ne pourra, au moins par un habit militaire, justifier qu'il fait partie de l'armée ennemie, sera sur-le-champ envoyé par le commandant de division devant un conseil militaire, et sans rémission puni de mort.

Toutes les villes dans lesquelles l'armée rencontrera de la résistance de la part des habitans seront, pour servir d'exemple, livrées aux flammes.

Au quartier-général de Montbéliard, le 8 janvier 1814.

Signé le feld-maréchal prince DE SCHWARTZENBERG.

N°. XVII.

Dépêche du général vicomte Cathcart.

Bâle, le 14 janvier 1814.

L'empereur de Russie est arrivé à Lœrrach le 11 ; et les réserves de l'armée s'étant assemblées dans cette journée et la suivante, S. M. I. a passé le Rhin le 13, après le service divin, accompagné de S. M. le roi de Prusse.

L'empereur d'Autriche, qui étoit arrivé à Bâle dans la soirée précédente, est allé au-devant de l'empereur Alexandre à quelque distance, et LL. MM. II. sont entrées à Bâle à cheval, à la tête des gardes russes et prussiennes, et de quelques régimens de réserve. Ces troupes ont défilé ensuite devant LL. MM., et ont fait une marche de plusieurs lieues dans la direction de Montbéliard. La cavalerie est arrivée le même soir à Ferrette.

Les renforts qui ont rejoint les gardes russes sont très-beaux, et je n'ai jamais vu ce corps aussi nombreux et en aussi bon état à aucune époque de la campagne; quelques-uns des régimens ont même des bataillons additionnels.

J'ai vu l'artillerie de réserve en route; une partie est très-fraîche, et il est impossible de rien voir de plus complet que l'artillerie, les voitures, les hommes et les chevaux : les hommes, surtout, sont singulièrement beaux. Il y a quelques batteries à cheval avec des pièces de douze.

La réserve prussienne est aussi dans un excellent état.

Voici les rapports que j'ai reçus, en arrivant ici, sur les progrès des armées :

Le quartier-général du feld-maréchal étoit à Vesoul, et j'apprends qu'il est maintenant à Langres, ville qui est occupée depuis quelque temps par le général Giulay. Je n'ai point de nouvelles certaines du général Bubna; mais j'apprends qu'il a marché de Genève vers Dôle, et que son intention étoit de s'emparer de Lyon. Dijon doit être pris aussi actuellement.

Le maréchal Blucher devoit arriver à Metz vers cette époque-ci. Le général comte Platow, soutenu par le prince royal de Wirtemberg, a eu une affaire entre Épinal et Nancy, dans laquelle un grand nombre d'ennemis ont été tués ou pris.

Le général Wrede a eu aussi une action, dans laquelle on dit que l'ennemi a essuyé une grande perte; mais les rapports officiels de ces affaires n'ont pas encore été reçus.

J'ai l'honneur, etc.

Signé CATHCART.

Au vicomte Castlereagh, etc.

Dépêche du lieutenant-général Charles Stewart.

Bâle, le 14 janvier 1814.

Mylord,

Les colonnes des armées alliées continuent d'avancer de tous côtés.

Le quatier-général du maréchal prince Schwartzenberg étoit le 12 à Vesoul, et il se portoit en avant. Lorsque le corps du général Giulay est allé à Langres, les habitans ont tiré sur les troupes; mais c'est la seule occasion où les alliés n'aient pas été bien reçus. Le quartier-général du feld-maréchal devoit être à Langres le 15 ou le 16.

Le corps du général Bubna a reçu une autre direction de Dôle vers Lyon, et il est en marche.

Le général Bianchi agit toujours contre Béfort.

Besançon est investi par le corps de Lichtenstein.

Les Bavarois, sous le général Wrede, ont eu une affaire très-sérieuse, très-près de Saint-Dié, avec l'ennemi, sous les ordres du maréchal Victor. Au commencement de l'action ils ont été repoussés, et la cavalerie française, commandée par le général Milhaud, a eu quelque succès; mais la brigade bavaroise du général Leroy étant arrivée, l'ennemi a été entièrement repoussé, et il s'est retiré vers Lunéville, avec perte de plusieurs officiers et de quelques centaines de prisonniers.

Les cosaques sont toujours considérablement en avant.

J'ai demandé à V. S., dans ma dernière dépêche, que nous nous attendions impatiemment à de grands événemens du maréchal Blucher. Mais il paroît que Marmont s'est retiré avec précipitation de Kayserlautern, et a passé la Sarre. Le maréchal Blucher avoit son quartier-gé-

néral le 10 à Kussel, l'on dit qu'il s'est avancé jusqu'à Sarrebruck, et qu'il sera à Metz le 15 ou le 16.

Suivant des avis de Paris, l'ennemi rassemble quelques forces près de Châlons; si cela est, il se retirera probablement de Nancy vers cette ville.

Les gardes et réserves russes et prussiennes, au nombre de trente mille hommes, ont passé hier le Rhin ici, et ont défilé devant les souverains alliés.

Il est absolument impossible de donner aucune idée de ces troupes, de leur tenue martiale, leur admirable équipement, leur perfection militaire; et lorsque l'on considère ce qu'elles ont éprouvé, et qu'on songe que les Russes ont traversé leurs propres régions, et que dans l'espace de peu de mois ils sont venus de Moscou au-delà du Rhin, on se perd en étonnement et en admiration.

L'état dans lequel la cavalerie russe a paru, fait le plus grand honneur à cette armée, et votre seigneurie sait que leur artillerie ne peut pas être surpassée.

J'ai l'honneur, etc.

Signé Charles Stewart, *lieutenant-colonel.*

Au vicomte Castlereagh, etc.

N°. XVIII.

Treizième rapport de l'armée de Silésie.

15 janvier 1814.

Le 9, le major-général Kopoff fit passer la Sarre aux cosaques, non loin de Saargmade, et comme les Fran-

çais avoient évacué cette ville à la suite d'une action, il fit rétablir le pont qui avoit été détruit.

Le général B.... avoit fait jeter un pont sur la Sarre, à Bresling, afin d'y faire passer sa cavalerie pour attaquer le 10 au matin.

Cependant, l'ennemi avoit évacué à minuit la position de la Sarre, et s'étoit retiré à Saint-Avold.

Les ponts de Saarbruck et de Saaronade furent établis vers midi. La cavalerie de l'avant-garde rencontra l'ennemi à Saint-Avold; le 1er bataillon du 10e régiment de réserve emporta la ville, et l'ennemi se retira sur Metz.

Le général York le poursuivoit sur cette route, ordonna qu'on bloquât Sarre-Louis, et détacha une brigade contre Thionville, et une autre contre Jax.

La cavalerie de l'avant-garde poussa l'ennemi jusqu'aux portes de Metz, et fit quelques prisonniers. Le corps de Sacken marcha sur Nancy et sur Pont-à-Mousson. La cavalerie de son avant-garde arriva le 13 devant ces places, et manœuvra en attendant l'arrivée de l'infanterie. L'ennemi évacua cependant la Moselle le 14, et se retira à Toul, et le major-général au service de Prusse, prince Biron de Courlande, fit passer au général Sacken les clefs de la ville de Nancy, l'une des plus belles villes de France.

N°. XIX.

Relation officielle de la bataille près Breda.

Loenhout, district de Breda, le 14 janvier 1814.

A trois heures ce matin, le lieutenant-général de Bulow mit en mouvement les troupes qu'il avoit concentrées à

Breda, afin de forcer les positions de l'ennemi entre cette forteresse et Anvers. La totalité du corps s'avança sur trois colonnes. La colone formant l'aile droite marcha sous le commandement du général Oppen, vers Westwesel, et fut soutenue par Grootzundert et Papendonk par le centre, commandé par le général Chumen. La colonne gauche, commandée par le lieutenant-général Von Borstell, dirigea sa marche sur Hoogstraten, et le mouvement fut combiné avec la marche des troupes anglaises, par Rosendaal, sur Kalmhout. Notre objet a été complétement rempli. Westwesel, Loenhout et Hoogstraten ont été pris et occupés par des colonnes prussiennes. L'action a été extrêmement vive à ces deux dernières places. Dans l'attaque que fit le colonel Stutterheim avec trois bataillons de la division de Thumen, sur Loenhout, un capitaine prussien a été tué, et trois officiers inférieurs blessés. Les Français, qui laissèrent derrière eux grand nombre de tués et blessés, furent vivement poursuivis dans leur retraite sur Anvers. L'intention du général Bulow est de marcher en avant demain dans cette direction, avec toute son armée.

Breda, le 12 de janvier.

Avant-hier au soir, le général Bulow partit de cette ville avec son état-major, afin de faire ce matin une attaque générale sur l'ennemi, qui, ayant reçu en dernier lieu des renforts, consistant pour la plupart en conscrits de nouvelles levées, avoit déployé sur nos confins environ vingt mille hommes sur une ligne qui avoit plusieurs lieues d'étendue. La totalité de cette force, ainsi que celle qui est à Anvers, à Berg-op-Zoom et dans les districts adjacens,

étoit sous le commandement du général de division Decaen, que Buonaparte venoit d'envoyer de Barcelone à Anvers.

Hier, sur les sept heures du matin, le général Bulow, avec la division du centre, consistant en dix mille hommes de troupes prussiennes, passa par Great Zundert : tandis que, dans le même moment l'aile droite composée de troupes anglaises, avoit déjà commencé sa marche par le district de Berg op-Zoom, et que l'aile gauche, consistant en Prussiens, attaquoit du côté de Hoogstraten. Le centre se trouva bientôt engagé avec l'ennemi, et la bataille devint générale. La résistance fut opiniâtre et longue, particulièrement sur les deux ailes; mais à la fin, la position fut forcée sur tous les points. Il fut obligé d'abandonner le champ de bataille aux alliés, et de se replier sur Anvers avec une perte très-considérable. Nos troupes occupèrent Hoogstraten, Westwezel et diverses autres places au delà de nos frontières; et le quartier-général de Bulow fut transféré à Loenhout.

La perte des alliés, en cette occasion, n'est pas aussi considérable que l'on auroit pu s'y attendre. Nous avons cependant à regretter la perte de quelques braves Prussiens et Anglais; et il est entré ici neuf chariots de blessés prussiens, tandis que les Anglais ont envoyé les leurs à Williemstatdt.

Mais la perte de l'ennemi, en tués et blessés, est bien plus considérable; et les alliés ont fait en outre huit cents prisonniers qui sont entrés successivement ici hier et cette nuit.

Il a été reçu aujourd'hui des ordres de faire des préparatifs dans les hôpitaux pour la réception de douze cents

blessés, la plupart français, qui doivent être amenés du champ de bataille.

Un officier prussien, qui arrive de l'armée, nous assure qu'il est tombé dans les mains des alliés douze à quatorze pièces de canon à Hoogstraten.

Ce matin, les bagages du jeune prince d'Orange ont passé par ici, allant au quartier-général de Loenhout.

On suppose que l'ennemi a pris une nouvelle position sur la lande de Breskaat, non loin d'Anvers, et l'on s'attend que le général Bulow l'y attaquera sans délai. Dans les entrefaites, il a passé par ici, depuis deux jours, un nombre de troupes qui n'est pas peu considérable, pour joindre l'armée.

Breda, 13 janvier.

L'ennemi s'est défendu avec opiniatreté derrière ses retranchemens. Il a reçu ordre de préparer des hôpitaux pour recevoir les blessés, tandis que les prisonniers seront envoyés à Rotterdam et à Dort.

On nous assure que dans la plupart des départemens de France il y a eu des émeutes considérables, en conséquence des réquisitions. Il a passé ici le 11 six mille Saxons de toutes armes qui vont rejoindre les alliés.

Il y a un rapport que trois mille hommes de l'ennemi sont cernés, mais cela demande confirmation.

N°. XX.

Maëstricht, 6 janvier 1814.

Soldats,

Vos quartiers d'hiver sont levés; dans quelques jours

vous marcherez au combat! Souvenez-vous de vingt années de gloire, des innombrables faits d'armes qui les ont illustrés, et l'ennemi redoutera votre valeur et votre intrépidité. Nos frontières sont envahies; mais, à la voix de l'empereur, la nation s'est levée, la patrie a fait un appel à ses enfans, ils ont couru aux armes; ils marchent, ils avancent; le souverain est à leur tête, déployant d'une main l'olive de la paix, et de l'autre le glaive meurtrier. Soldats! de nouveaux bataillons volent dans nos rangs; une armée de réserve de cent mille hommes de troupes de ligne est en position derrière vous: elle est suivie de deux cent mille gardes nationales qui ont été formées en Bretagne, en Normandie, en Picardie, et dans le voisinage de la capitale; ces forces seront encore doublées et triplées si cela est nécessaire. Soldats! nos places fortes sont armées, approvisionnées, et leur défense vous est confiée. Malheur à l'ennemi s'il se présente devant elles, ou s'il ose les tourner! Repoussez avec indignation ses insinuations perfides, ses trompeuses promesses; ne voyez que la dévastation, le pillage, et la mort qui marque chaque pas de ses hordes barbares. C'est pour la patrie que nous allons combattre, ne souffrez pas qu'elle soit plus long-temps envahie et déchirée en pièces. L'empereur et la France ont les yeux sur nous. Vaincre ou mourir doit être notre cri de ralliement, et bientôt l'ennemi s'apercevra qu'il n'a passé ces barrières que pour trouver la honte et la mort sur le territoire sacré.

Le maréchal duc de Tarente, MACDONALD.

Par S. Exc. le général chef de l'état-major,

le baron GRUNDLER.

N°. XXI.

Extrait d'une dépêche de lord Burghersh, datée de Langres le 18 janvier 1814.

C'est avec une vive satisfaction que je me trouve en état de dater cette dépêche de Langres.

Votre seigneurie aura su qu'un corps composé de la garde de Buonaparte occupoit l'importante position que cette ville offre.

Les montagnes des Vosges, formant un des principaux obstacles qui s'opposent à l'entrée dans le cœur de la France, de ce côté, présentoient, à une armée sur la défensive, une position formidable dans les environs de cette ville.

Les gardes y étant arrivées, on avoit présumé qu'un nombreux corps de troupes françaises s'y rassembleroit; en conséquence, le prince de Schwartzenberg s'est déterminé à y venir avec des forces qui pussent lui assurer le succès dans l'attaque de la position.

Le maréchal Mortier n'a pas attendu l'approche de l'armée alliée : il paroît que le 16 il a commencé à se retirer de cette ville. Le 17, le général Giulay a poussé son avant-garde en avant. Le commandant de la ville a voulu capituler, mais il lui a été répondu qu'il falloit qu'il se rendît; il ne lui restoit aucun moyen de résistance. La levée en masse, qui avoit été ordonnée par Buonaparte, n'avoit pas été mise à effet par le peuple.

Le général Giulay a pris possession de la ville; treize canons ui avoient été amenés de Dijon, une grande quan-

tité de poudre, et deux cents hommes ont été pris par les alliés.

Le maréchal Mortier s'est retiré vers Chaumont : il occupoit Langres avec douze mille hommes de la vieille garde, sans être soutenu par d'autres troupes ; à Chaumont il ne paroît pas qu'il lui soit arrivé aucun renfort. Le prince royal de Wirtemberg a reçu l'ordre de marcher sur cette ville, et l'on s'attend qu'il en sera maître ce soir.

Le général comte Platow est arrivé à Neufchateau avec ses cosaques, et il a déjà poussé ses patrouilles en avant de cette ville.

Le quartier-général du maréchal Blucher devoit être hier à Nancy. Les cosaques, sous les ordres du prince Tcherbatoff, suivant le dernier rapport de cet officier, s'avançoient vers Toul.

LIVRE IV.

N°. XXII.

Déclaration du feld maréchal Blucher.

Nanci, 20 janvier.

Messieurs,

« Je suis satisfait des sentimens que vous avez exprimés dans l'adresse que vous venez de me présenter.

» Une Providence juste et sage a conduit nos armes dans les territoires français. Toute l'Europe est enfin réveillée de son sommeil destructeur, par l'insatiable ambition de l'homme qui, depuis quinze ans, a dirigé les destinées de la France.

» Les peuples du Volga, du Danube, de l'Elbe, de la Tamise ont depuis ce moment quitté leurs demeures, et sont maintenant sur le sol de la France jadis si heureuse.

» Plusieurs de ces nations avoient, à la vérité, été les amies et les partisans de la France; mais aujourd'hui elles sont devenues ses ennemies; et quels ont été leurs motifs pour ce changement?

» L'ambition inquiète et insatiable d'un seul homme! Celui qui est cause que des peuples mêmes qui jusqu'ici n'avoient pas été des peuples guerriers, le sont devenus,

parce qu'ils ne pouvoient pas supporter plus long-temps le mépris et le déshonneur sous lequel il les faisoit gémir, ni le despotisme et les brigandages de ses agens. Jetez les yeux sur les Portugais qui combattent aujourd'hui sur les rives de la Garonne; ils sont maintenant au rang des premiers guerriers de l'Europe; sur les Hollandais, qui ont secoué unanimement un joug détesté, et ont levé l'étende la guerre contre vous.

» Dieu a enfin ordonné, dans sa justice, une sévère rétribution : dans le cours de deux campagnes, au-delà de de six cent mille Français ont disparu de sur la surface de terre, victimes misérables de l'ambition insatiable d'un conquérant, qui semble ne faire aucun cas du sang français, parce que ce n'est pas le sien.

» Et qu'est-ce que la France a gagné par toute cette effusion de sang? Toute une génération d'hommes, toute sa jeunesse depuis vingt ans jusqu'à trente, ont été dévorées par le glaive de la guerre; plus d'argent comptant en circulation, le commerce détruit, les arts et l'industrie anéantis, l'agriculture sans encouragement; le peuple gémissant sous le poids de dépenses insupportables, des gendarmes enlevant des milliers de conscrits du sein de leurs familles, et les entraînant par force pour servir sous les drapeaux de cet homme ambitieux, qui, par son manque de prudence et de soins pour leur soutien, les laisse périr misérablement.

» Des espions pensionnés s'insinuant dans toutes les sociétés, qui rapportent à Savary, leur chef, tous les soupirs, toutes les plaintes que le désespoir arrache, et par-dessus tout, des commissaires militaires qui condamnent à mort, aux galères, ou à une prison perpétuelle, les citoyens

qui osent faire entendre leurs plaintes contre une ambition aussi insatiable et des procédés aussi despotiques. C'est donc pour l'avantage d'un petit nombre de généraux, d'intendans et de commissaires, qui se sont enrichis par le pillage de nos territoires, et par les plus honteux brigandages, que vous avez tant souffert. Oh! malheureux!

» Nous avons déjà fait de fréquentes offres de paix; nous voulions l'acheter au prix des plus grands sacrifices. Ces propositions ont été ou rejetées avec hauteur, ou il n'y a été répondu que d'une manière perfide et équivoque, et seulement dans l'intention de gagner du temps. Nous sommes donc obligés de chercher cette paix les armes à la main, et sur votre territoire, et même, s'il le faut, dans votre capitale. La valeur éprouvée et la confiance religieuse de nos soldats, nous mettront à même de conquérir non-seulement cet objet, mais avec lui notre indépendance nationale, et un commerce maritime libre; car c'est nous qui combattons pour cette liberté maritime, et non pas le dominateur qui règne sur vous, et qui, au contraire, voudroit fermer tous les ports que la Providence a donnés aux hommes pour leur avantage.

» Il m'est pénible de ne pouvoir m'empêcher de vous faire participer aux maux et aux inconvéniens inséparables de la guerre; mais je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour alléger le fardeau.

» Nous ne nous dégraderons pas en tirant vengeance des excès que vos mains ont commis dans nos pays; nous ne faisons la guerre qu'à celui qui veut rendre la guerre perpétuelle.

» Je vais abolir les plus odieux de vos impôts, les

droits réunis et l'impôt sur le sel, et je modérerai le droit d'enregistrement.

» Puissé-je, braves habitans de la Lorraine, être pour votre bien un des instrumens du retour du bon vieux temps, dont jouissoient vos ancêtres sous le gouvernement doux et paternel de vos ducs. »

N°. XXIII.

Thonon, le 14 janvier 1814.

« Savoyards, aux armes! aux armes! Le moment est arrivé de secouer le joug que vous a imposé un despote ambitieux. L'Espagne, l'Allemagne, la Hollande, et presque toute l'Europe ont prononcé l'indépendance à laquelle toutes les nations ont droit. Un court, mais généreux effort rendra à la Savoie son Roi, son rang parmi les nations, la paix et le bonheur. Il ne peut pas y avoir de plus grande gloire que celle de combattre pour notre religion, notre roi et notre pays.

» Vieux guerriers de la Savoie! rangez-vous encore une fois sous les drapeaux de votre bien aimé monarque; joignez les troupes alliées qui viennent à votre secours.

« Militaires Savoyards! quels que puissent être les pays des princes que vous avez servis, la patrie vous appelle; venez, et partagez nos périls et notre gloire.

» Brave jeunesse, qui avez refusé de marcher pour dévaster ces mêmes pays dont les habitans sont devenus vos libérateurs, venez, et joignez-nous. Il ne s'agit plus de

braver la soif, la faim, la mort et la misère pour satisfaire l'ambition d'un seul homme ; vous êtes appelés à servir votre roi, et à défendre votre patrie. Habitans de la Savoie, courage ! Vive le roi, vive la Savoie ! »

Baron SEMBSCHEN,
Colonel et commandant d'un corps de troupes alliées.

Au nom de Victor Emmanuel I[er], *roi de Sardaigne, de Chypre, de Jérusalem, duc de Savoie, prince de Piémont*, etc.

Braves guerriers de Savoie, votre vieux général vous appelle à servir votre roi, votre pays et la cause commune de l'Europe. Nous devons bannir loin de nous tout esprit de parti, toute haine, toute vengeance individuelle. Notre seul but doit être de servir notre bon roi, de rendre son nom à notre pays, et de coopérer de toutes nos forces au rétablissement du repos et de la paix du Monde. Quel est le Savoyard qui pourroit être sourd à la voix de la patrie et de l'honneur ? Qui ne voudroit pas partager les dangers et les lauriers de ses compatriotes, ainsi que de ses braves libérateurs ?

Comte DE SONNAZ.

N°. XXIV.

Rapport militaire des Alliés.

Au quartier-général, à Langres, le 28 janvier 1814.

En conséquence des ordres donnés au prince de la couronne de Wurtemberg, et au général de cavalerie comte de Giulay, ils attaquèrent l'ennemi le 24 avec leurs forces réunies. L'objet de cette tentative importante fut d'obtenir possession de la ville de Bar-sur-Aube, qui étoit occupée par la plus grande partie de la vieille garde, par d'autres troupes de ligne, et une artillerie considérable, le tout sous le commandement du maréchal Mortier. Le général Christiani étoit aussi en ligne avec les troupes italiennes.

L'avant-garde de l'ennemi fut culbutée sur tous les points, et poursuivie jusqu'au pont de Fontaine-sur-Aube. Là, une division du corps d'armée ennemi, forte de douze mille hommes, avec dix pièces de canon et quatre obusiers, fut trouvée postée dans une position très-avantageuse, qui dominoit tout le terrain en front. L'ennemi essaya de se prévaloir de ses avantages. Il attaqua vivement nos troupes sous le commandement du général Giulay, mais il fut repoussé et défait deux fois par la brigade de Trenck, composée des régimens d'infanterie d'Ignatius Giulay et de Mariassy, et poursuivi jusqu'à Fontaine. L'ennemi, connoissant l'importance de ce point, qui assure la communication entre Bar-sur-Aube et Troyes, fit tous ses efforts pour y réunir la totalité de son corps.

Au moment où le général Giulay commença son mouve-

ment en avant, le prince de la couronne de Wurtemberg avoit attaqué l'ennemi à Colombey, s'étoit rendu maître de ce point, et avoit poursuivi l'ennemi jusqu'à Lignel. Cette position fut aussi occupée, et les troupes qui y étoient se retirèrent à Rouvre, où la principale force de l'ennemi, soutenue de vingt pièces de canon, se trouvoit postée sur un terrain avantageux. Son altesse royale se contenta de faire canonner l'ennemi avec succès, afin de donner à ses troupes le temps de se réunir. Cependant l'ennemi, alarmé par les événemens de la veille, évacua Bar-sur-Aube dans la nuit, et se retira sur Châlons et sur Troyes. Le comte Giulay prit possession de Bar-sur-Aube le lendemain.

La perte de l'ennemi fut considérable : deux colonels furent trouvés morts sur le champ de bataille. Des déserteurs Brabançons et Italiens abandonnèrent l'ennemi pendant le combat. Le nombre en augmente tous les jours. Nous avons à regretter le major Keck du régiment d'Ignatius Giulay, qui périt glorieusement en remplissant son devoir. Notre perte est peu considérable, comparativement à celle de l'ennemi, et si l'on considère la grande importance de l'objet qui a été rempli. La perte de l'ennemi n'a pas pu être de moins de deux mille hommes, principalement de la vieille garde, qui avoit déjà combattu contre nous. Sous ce point de vue, c'est une perte irréparable pour lui.

Toutes nos troupes ont combattu avec une ardeur et une bravoure sans égales. Le comte Giulay fait un éloge particulier du lieutenant feld-maréchal Fresnel, des majors-généraux Czolich et Trenck, du colonel Kinski, du prince Hohenlohe, etc.

LIVRE V.

N°. XXV.

Quartier-général de Bar-sur-Aube,
le 3 février 1814.

L'armée alliée avoit abandonné sa position près de Langres, le 26 janvier, pour marcher à la rencontre de l'ennemi qui avoit rassemblé ses forces près de Châlons. Le feld-maréchal Blucher arrivoit à marches forcées de Toul, sur Brienne, et avoit serré de près les Français pour connoître, avec certitude, leur position, leurs forces et leurs projets. Nous en fûmes bientôt instruits. Le 29, au point du jour, une de leurs colonnes s'avança jusqu'à Saint-Dizier que le général Lanskoï, qui observoit la route de cette ville à Châlons avec huit cents chevaux, abandonna, et la soirée du même jour, le feld-maréchal Blucher fut attaqué.

L'ennemi fut repoussé sur tous les points, et il perdit plusieurs canons. La nuit vint mettre fin à ce combat sanglant, et le feld-maréchal Blucher, fidèle à notre plan d'attaque, se retira par le flanc sur Trannes, et se mit en ligne avec notre grand corps d'armée, qui étoit en ordre de bataille, et prêt à combattre.

A la première nouvelle du mouvement de l'ennemi, le général de cavalerie, comte de Wrede, par ordre du commandant en chef du 5e corps d'armée, avoit opéré sa jonction près de Joinville avec le comte de Wittgenstein, afin d'entretenir la communication avec le général York qui se trouvoit menacé par le mouvement de l'ennemi sur Saint-Dizier et Bar-le-Duc.

S. A. R. le prince de Wurtemberg, ayant joint le général d'artillerie Giulay, après son glorieux combat du 28, près de Colombe et de Fontaine, se retira sur Bar-sur-Aube. Le comte Giulay s'étendit jusqu'à Vandœuvres, et le prince royal se déploya sur Thil, par Maisons, jusqu'à Doulevent, pour se tenir en communication avec le comte de Wrede.

Le 29, le comte de Wittgenstein, soutenu par celui-ci, attaqua l'ennemi près de Vassy, et le repoussa sur tous les points.

Le 30, le comte de Wrede gagna les hauteurs de Dammartin, et le général York prit Saint-Dizier où il opéra sa jonction avec le général Wittgenstein.

Le 31, un gros corps de cavalerie ennemie fit des démonstrations devant la position de Trannes, probablement afin de connoître nos forces. Le prince royal de Wurtemberg prit le même jour la position de Maisons, et forma ainsi l'aile droite de l'armée de Blucher.

Le général comte Giulay se plaça en réserve entre Besancourt et Argenval. Le général Barclai de Tolly réunit les gardes russes et prussiennes ainsi que la réserve, dans une position resserrée entre Colombe et Bar-sur-Aube, afin de se porter de là au secours de tous les points qui seroient pressés.

L'empereur des Français avoit concentré toutes ses forces sur les hauteurs de Brienne, qui commandent les plaines. Ses troupes, rangées sur le penchant de la chaîne de collines, s'appuyoient en deux lignes, sur Dienville et Giberie. Il couvrit par de grosses masses, en avant et en arrière, la Rothière qui étoit le centre et la clef de sa position. Il avoit fortement garni Petit-Mesnil, Chaumenil et Morvilliers, pour assurer ses derrières, et il refusoit son aile gauche.

Le feld-maréchal Blucher, auquel le prince Schwartzenberg avoit joint, pour cette bataille, les corps du prince de Wurtemberg et de Giulay, donna ce jour-là, par ses dispositions, de nouvelles preuves de son ardeur, de ses talens et de sa bravoure. Il forma, le 1er février au matin, trois colonnes. La première, commandée par le prince royal de Wurtemberg, se dirigea par Eclame sur la Giberie. La deuxième descendit des hauteurs de Trannes dans la plaine de la Rothière; et la troisième, commandée par le général Sacken, en suivant le même alignement, s'avança sur la grande route. Le général Giulay, chargé de soutenir cette colonne, garnit, avec le 3e corps, l'espace entre l'Aube et le corps de l'attaque.

Le général de Wrede, qui n'avoit ordre que de soutenir l'attaque de Vassy, voyant qu'il n'étoit plus utile, et jugeant, avec une perspicacité qui lui est propre, qu'il étoit important de s'emparer du poste de Doulevent, il quitta sa position de Someroir, à dix heures du matin, pour se porter, à travers la forêt de Soulaines, dans l'alignement de Chaumenil. Le général Barclai de Tolly occupa les hauteurs et le défilé de Trannes.

A une heure, toute la ligne fut engagée. Le prince de

Wurtemberg en vint le premier aux mains avec les Français, et les chassa de la ferme de Beaulieu qu'ils avoient fortement garnie, et fit attaquer la Giberie, dont il s'empara après une forte résistance. L'ennemi, qui connoissoit l'importance de ce point, fit deux fois les plus grands efforts pour le reprendre. La valeur de nos troupes rendit ses efforts inutiles, quoiqu'elles ne fussent pas soutenues par le feu de notre artillerie, qui avoit été arrêtée par les mauvais chemins. Le prince royal se porta rapidement sur Petit-Mesnil, qu'il prit et sut conserver ainsi que la Giberie. Aussitôt nos colonnes se déployèrent dans la plaine en avant de Brienne, et l'attaque se fit sur tous les points, avec la bravoure accoutumée de nos troupes.

Le général Sacken chassa l'ennemi de la position de la Rothière, que celui-ci chercha à défendre de son mieux, comme le centre de la position. Malgré la supériorité des forces françaises, le général Sacken chercha à profiter de son avantage, pour enlever par une attaque hardie, un point aussi important à l'ennemi.

Le général Barclai de Tolly s'avançoit avec son corps pour soutenir l'attaque de la Rothière, quand ce village, à la chute du jour, venoit d'être pris. Les gardes françaises, commandées par l'empereur lui-même, assaillirent trois fois ce même village, mais en vain. Le général de Wrede chassoit, au même instant, l'ennemi de la forêt de Soulaines. Notre cavalerie fit une charge brillante sur les masses postées sur Chaumenil; elle les chassa de cet endroit qui fut pris après une vigoureuse défense.

Aussitôt que toutes nos autres colonnes eurent atteint leur destination, le général comte Giulay se porta sur Dienville afin d'enlever à l'ennemi le dernier point de sa position qui,

par le moyen du pont qu'il avoit jeté sur l'Aube, rendoit sa communication avec Troyes plus courte. Un combat sanglant qui dura plusieurs heures signala la constance des guerriers autrichiens. Des attaques successives ne purent rebuter le courage de nos braves troupes, et à minuit, elles furent en possession de ce village.

Dans le même temps, l'ennemi tentoit sa dernière attaque sur la Rothière; mais les grenadiers russes qui l'occupoient la repoussèrent avec leur valeur si connue. La victoire fut décidée en notre faveur.

Soixante-treize canons et plusieurs milliers de prisonniers tombèrent entre nos mains; parmi ceux-ci se trouvèrent le général de division Fonstier, et l'aide-de-camp du prince de Neufchâtel, Maussion.

Notre perte en tués et blessés étoit de six mille hommes.

L'ennemi qui le lendemain matin avoit encore quelques forces sur les hauteurs de Brienne, les abandonna à la première attaque. Le prince royal de Wurtemberg le suivit l'épée dans les reins, et, par une vigoureuse charge de cavalerie, le poussa jusque sur les hauteurs en arrière de Lesmont.

L'infanterie du 3e corps aux ordres du général Giulay, n'ayant pu suivre la marche rapide de la cavalerie, à cause des mauvais chemins et du temps affreux, n'arriva qu'à cinq heures.

Aussitôt l'attaque de Lesmont fut résolue et exécutée. Après une demi-heure, cet endroit étoit à nous ainsi qu'un grand nombre de prisonniers. La nuit arrêta la poursuite qui sera continuée aujourd'hui dans toutes les directions.

On donnera plus tard les détails circonstanciés de cette

journée mémorable. Il a été jusqu'à présent impossible de réunir toutes les circonstances et toutes les belles actions qui ont eu lieu.

Bulletin français sur le combat de Brienne, et sur la bataille de la Rothière.

L'empereur est arrivé à Vitry le 26 janvier.

Le général Blucher, avec l'armée de Silésie, avoit passé la Marne, et marchoit sur Troyes. Le 27 l'ennemi entra à Brienne, et continua sa marche; mais il dut perdre du temps pour rétablir le pont de Lesmont sur l'Aube.

Le 27, l'empereur fit attaquer Saint-Dizier. Le duc de Bellune se présenta devant cette ville; le général Duhesme culbuta l'arrière-garde ennemie qui y étoit encore, et fit quelques centaines de prisonniers. A huit heures du matin, l'empereur arriva à Saint-Dizier : il est difficile de se peindre l'ivresse et la joie des habitans dans ce moment. Les vexations de toutes espèces que commettent les ennemis, surtout les cosaques, sont au-dessus de tout ce que l'on peut dire.

Le 28, l'empereur se porta sur Montiérender.

Le 29, à huit heures du matin, le général Grouchy, qui commande la cavalerie, fit prévenir que le général Milhaud, avec le cinquième corps de cavalerie, étoit en présence, entre Mézières et Brienne, de l'armée ennemie, commandée par le général Blucher, et qu'on évaluoit à quarante mille Russes et Prussiens, les Russes commandés par le général Sacken. A quatre heures la petite ville de Brienne fut attaquée. Le général Lefebvre Desnouettes,

commandant une division de cavalerie de la garde, et les généraux Grouchy et Milhaud exécutèrent plusieurs belles charges sur la droite de la route, et s'emparèrent de la hauteur de Perthe. Le prince de la Moskwa se mit à la tête de six bataillons en colonne serrée, et se porta sur la ville par le chemin de Mézières. Le général Château, chef d'état-major du duc de Bellune, à la tête de deux bataillons, tourna par la droite, et s'introduisit dans le château de Brienne par le parc. Dans ce moment l'empereur dirigea une colonne sur la route de Bar-sur-Aube, qui paroissoit être la retraite de l'ennemi; l'attaque fut vive et la résistance opiniâtre. L'ennemi ne s'attendoit pas à une attaque aussi brusque, et n'avoit eu que le temps de faire revenir ses parcs du pont de Lesmont, où il comptoit passer l'Aube, pour marcher en avant. Cette contre-marche l'avoit fort encombré.

La nuit ne mit pas fin au combat. La division Decouz, de la jeune garde, et une brigade de la division Meusnier, furent engagées. La grande quantité des forces de l'ennemi et la belle situation de Brienne lui donnoient bien des avantages; mais la prise du château qu'il avoit négligé de garder en force les lui fit perdre. Vers huit heures, voyant qu'il ne pouvoit plus se maintenir, il mit le feu à la ville, et l'incendie se propagea avec rapidité, toutes les maisons étant de bois. Profitant de cet événement, il chercha à reprendre le château que le brave chef de bataillon du 56e défendit avec intrépidité. Il joncha de morts toutes les approches du château, et spécialement les escaliers du côté du parc. Ce dernier échec décida la retraite de l'ennemi, que favorisoit l'incendie de la ville.

Le 30, à onze heures du matin, le général Grouchy et

le duc de Bellune le poursuivirent jusqu'au-delà du village de la Rothière, où ils prirent position.

La journée du 31 fut employée par nous à réparer le pont de Lesmont-sur-Aube, l'empereur voulant se porter sur Troyes pour opérer sur les colonnes qui se dirigeoient par Bar-sur-Aube et par la route d'Auxerre, sur Sens.

Le pont de Lesmont ne put être rétabli que le 1er février au matin. On fit filer sur-le-champ une partie des troupes.

A trois heures après midi l'ennemi, ayant été renforcé de toute son armée, déboucha sur la Rothière et Dienville, que nous occupions encore. Notre arrière-garde fit bonne contenance. Le général Duhesme s'est fait remarquer en conservant la Rothière, et le général Gérard en conservant Dienville. Le corps autrichien du général Giulay, qui vouloit passer de la rive gauche sur la droite, et forcer le pont, a eu plusieurs de ses bataillons détruits. Le duc de Bellune tint toute la journée au hameau de la Giberie, malgré l'énorme disproportion de son corps avec les forces qui l'attaquoient.

Cette journée, où notre arrière-garde tint dans une vaste plaine contre toute l'armée ennemie et des forces quintuples, est un des beaux faits d'armes de l'armée française.

Au milieu de l'obscurité de la nuit une batterie d'artillerie de la garde, suivant le mouvement d'une colonne de cavalerie qui se portoit en avant pour repousser une charge de l'ennemi, s'égara et fut prise. Lorsque les canonniers s'aperçurent de l'embuscade dans laquelle ils étoient tombés, et virent qu'ils n'avoient pas le temps de se mettre en batterie, ils se formèrent aussitôt en escadron, attaquèrent l'ennemi, et sauvèrent leurs chevaux et leurs attelages. Ils ont perdu quinze hommes tués ou faits prisonniers.

A dix heures du soir, le prince de Neufchâtel, visitant les postes, trouva les deux armées si près l'une de l'autre, qu'il prit plusieurs fois les postes de l'ennemi pour les nôtres. Un de ses aides-de-camp, se trouvant à dix pas d'une védette, fut fait prisonnier. Le même accident est arrivé à plusieurs officiers russes qui portoient le mot d'ordre, et qui se jetèrent dans nos postes, croyant arriver sur les leurs.

Il y a eu peu de prisonniers de part et d'autre. Nous en avons fait deux cent cinquante.

Le 2 février, à la pointe du jour, toute l'arrière-garde de l'armée étoit en bataille devant Brienne. Elle prit successivement des positions pour achever de passer le pont de Lesmont, et de rejoindre le reste de l'armée.

Le duc de Raguse, qui étoit en position sur le pont de Rosnay, fut attaqué par un corps autrichien qui avoit passé derrière les bois. Il le repoussa, fit trois cents prisonniers, et chassa l'ennemi au-delà de la petite rivière de Veire.

Le 3, à midi, l'empereur est entré dans Troyes.

Nous avons perdu au combat de Brienne le brave général Barte. Le général Lefebvre Desnouettes a été blessé d'un coup de baïonnette. Le général Forestier a été grièvement blessé. Notre perte dans ces deux journées peut s'évaluer de deux à trois mille hommes tués ou blessés. Celle de l'ennemi est au moins du double.

Une division, tirée du corps d'armée ennemie qui observe Metz, Thionville et Luxembourg, et forte de douze bataillons, s'est portée sur Vitry. L'ennemi a voulu entrer dans cette ville, que le général Montmarie et les habitans ont défendue. Il a jeté en vain des obus pour intimider les

habitans; il a été reçu à coups de canon, et repoussé à une lieue et demie. Le duc de Tarente arrivoit à Châlons, et marchoit sur cette division.

Bulletin de l'armée de Silésie, relatif aux batailles de Brienne et de la Rothière, le 31 *janvier et* 1er *février* 1814.

Le 22 janvier, le corps de Sacken marcha en deux colonnes, l'une sur Ligny, l'autre par Vaucouleurs et Joinville.

Le même jour, après midi, l'ennemi sortit avec environ deux mille cinq cents chevaux, marcha vers Saint-Aubin, dirigea le feu d'une batterie sur la cavalerie du général Wasiltchikoff, mais se retira lorsqu'il vit qu'on ne lui cédoit pas de terrain.

Le 23, le lieutenant-général prince Tcherbatoff attaqua la ville de Ligny, et la prit d'assaut. Nous perdîmes dans cette affaire environ deux cents hommes tués et blessés, et l'ennemi se retira à Saint-Dizier.

Il y fut attaqué le lendemain 24 par le même général, et repoussé vers Vitry.

Conformément aux dispositions convenues, le prince Tcherbatoff marcha sur Brienne pour opérer de nouveau sa jonction avec le corps de Sacken. Le lieutenant-général Lanskoï garda la position de Saint-Dizier avec l'avant-garde, pour attendre le corps d'York, qui, venant par Saint-Mihiel, devoit arriver le 26.

L'ennemi, probablement instruit du départ du prince Tcherbatoff, en profita pour attaquer Saint-Dizier le 27. Par sa supériorité, il obligea le lieutenant-général Lanskoï de se retirer vers Joinville. On avoit prévu ce cas. Le

corps du prince royal de Wurtemberg étoit placé entre Brienne et Bar-sur-Aube, celui de Giulay près de Bar-sur-Aube. La grande armée se mit en mouvement de Chaumont vers la même ville. Le corps du comte Wittgenstein pouvoit arriver près de Joinville le 29 janvier; celui de Kleist devoit passer la Marne près de Saint-Mihiel le 2 février pour soutenir le général d'York.

Dans ces conjonctures, le feld-maréchal Blucher fit revenir, le 28, le lieutenant-général Lanskoï par Doulevent à Soulaines, concentra près de Brienne le corps de Sacken et une partie de celui de Langeron, commandé par le général Alsufieff, poussa des corps de cavalerie jusqu'à Arcis et Troyes, que l'infanterie de l'ennemi occupoit, et attendit les mouvemens ultérieurs de l'ennemi.

Celui-ci se posta le 28 à Vassy et Montiérender, d'où le 29 il poussa sur Brienne. On ne pouvoit pas encore deviner ses intentions. Le feld-maréchal fit concentrer près de Brienne ses forces disponibles, et avertit de ce qui se passoit le prince royal de Wurtemberg, qui se ménageoit une position à Maisons. L'avant-garde du corps de Wittgenstein, sous les ordres du général comte de Pahlen, se réunit à l'armée de Silésie. Vers midi, on amena un lieutenant-colonel français qu'on avoit pris entre Vitry et Arcis. Il étoit porteur de dépêches fort importantes, par lesquelles on annonçoit que l'empereur Napoléon étoit arrivé à l'armée, et s'étoit décidé à continuer l'offensive par Saint-Dizier. Un ordre adressé au maréchal Mortier lui enjoignoit de quitter Troyes et l'Aube pour se rapprocher de l'aile droite de l'armée.

Ces nouvelles faisoient voir que l'ennemi vouloit la bataille; et comme il avoit réuni toute son armée, le feld-

maréchal résolut de se rapprocher de la grande armée, puisqu'elle pouvoit arriver à Bar-sur-Aube avant le 1er février, et qu'entre cette ville et Brienne, Trannes offroit une forte position qui se trouvoit en communication avec celle de Maisons.

Au moment où l'ordre de départ alloit être donné, l'ennemi avança vers Brienne en fortes colonnes. Il étoit trois heures après-midi. Le feld-maréchal se décida à accepter le combat.

Combat de Brienne, du 29 janvier.

Brienne-le-Château est un endroit tout-à-fait ouvert, ne renfermant que des maisons de bois, et n'ayant pas de murs. Il est situé au pied d'un coteau sur lequel le château est placé, et qui se prolonge vers Lesmont. De Brienne à Montiérender, et de l'autre coté jusqu'à Trannes, il y a de grandes plaines.

Le matin, le général comte de Pahlen avoit couvert, avec environ deux mille chevaux, la marche du corps de Sacken de Lesmont à Brienne, et observa le développement des forces ennemies. La ville de Brienne étoit occupée par le corps d'Alsufieff; derrière lui étoit placé en colonne le corps de Sacken, sur la route de Brienne à la Rothière.

L'ennemi développa une masse considérable de cavalerie contre le général Pahlen qui, pour éviter un combat avec cette cavalerie supérieure, se retira vers Brienne pour la prendre en flanc. L'ennemi avança l'aile droite de sa cavalerie jusqu'à la hauteur, et le comte de Pahlen,

pour se conformer à l'instruction qu'il avoit reçue, traversa la ville, et alla joindre le corps de Sacken.

L'ennemi avoit dirigé sur Brienne des colonnes d'attaque composées d'artillerie et d'infanterie; il les fit avancer de l'aile droite, où sa cavalerie étoit immobile. Il avoit peu de cavalerie sur son aile gauche; mais il y avoit placé des masses d'infanterie et deux batteries qui, ainsi que deux autres qui étoient placées sur l'aile droite, canonnèrent la ville, et avoient déjà mis le feu en plusieurs endroits. L'ennemi, ne pouvant faire usage de sa cavalerie de l'aile droite, auroit dû, après la retraite du comte de Pahlen, la placer sur son aile gauche. Le feld-maréchal profita de cette faute. Il ordonna à la cavalerie du général Sacken, à laquelle celle du comte Pahlen s'étoit réunie, de se porter avec célérité sur l'aile gauche de l'ennemi. Ce mouvement se fit à la nuit tombante. On prit les deux batteries de l'ennemi, dont l'aile gauche se retira.

Pendant que cela se passoit, le général Alsufieff avoit rendu infructueuses les attaques de l'ennemi sur la ville; mais l'ennemi les continua, en y employant des troupes fraîches de l'aile droite. Ces attaques furent repoussées comme les premières; mais l'ennemi trouva moyen de pénétrer pendant la nuit par une entrée non défendue qui se trouvoit du côté du château, et de s'emparer ainsi et du château et d'une partie de la ville. Le corps de Sacken avança au pas de charge; à onze heures du soir le combat se termina; la ville de Brienne, tout en feu, resta en notre pouvoir; mais quelques tirailleurs se maintinrent au château. Les prisonniers que l'on fit étoient tous de la garde, et dirent que l'empereur avoit commandé en personne.

Le feld-maréchal remit au lendemain à concentrer ses forces, et ordonna d'occuper Brienne-le-Château avec de la cavalerie.

C'est dans l'école militaire de cette ville que l'empereur Napoléon a été élevé ; c'est là qu'il a reçu les premières leçons de l'art de la guerre ; c'est au berceau de sa grandeur qu'il a mis le feu.

Le 30 janvier, l'ennemi fit approcher son aile gauche ; vers midi il avança sur Brienne avec des colonnes d'infanterie, et canonna nos lignes de cavalerie placées derrière la ville. Notre cavalerie se retira lentement dans la position de Trannes. L'ennemi plaça son aile droite à Dienville, son centre à la Rothière, son aile gauche à Chaumenil ; il développa des forces supérieures à l'armée de Silésie.

Le 31 janvier il avança et se déploya dans la plaine qui s'élève entre la Rothière et Trannes ; il occupa une hauteur couverte de bois en avant de la position de Trannes, qui pouvoit de là être attaquée avec avantage.

Cependant la grande armée s'étoit approchée. Le général York avoit attaqué et pris Saint-Dizier le 30 janvier, et s'étoit emparé d'un canon. Le feld-maréchal général prince Schwartzenberg prévint le feld-maréchal que le 1er février les corps du prince royal de Wurtemberg et du comte Giulay, ainsi que les réserves de grenadiers russes, arriveroient à Trannes. Il chargea le feld-maréchal d'attaquer l'ennemi avec ces forces réunies à l'armée de Silésie, pendant que le général de cavalerie comte Wrede avanceroit de Doulevent vers Brienne.

Bataille de la Rothière, le 1er février.

Le feld-maréchal ordonna que l'attaque se feroit à midi en trois colonnes. Chaumenil devoit être attaqué par le prince royal de Wurtemberg, la Rothière par le général baron de Sacken, et Dienville par le général comte Giulay; les grenadiers russes furent placés en réserve.

Le prince royal de Wurtemberg commença la bataille en attaquant la hauteur boisée; après en avoir délogé l'ennemi, il attaqua et prit la Chévry, malgré les difficultés du terrain, qui ne lui permettoient pas de faire approcher du canon. L'artillerie du général Sacken étoit tellement enfoncée dans le sol gras qu'il ne put la faire servir à l'attaque; il fut obligé d'en laisser la moitié, et d'employer le double de chevaux pour faire avancer l'autre moitié.

Le général Sacken pénétra jusqu'à la Rothière; le général comte Giulay conduisit son artillerie contre Dienville, et fit prendre Joinville par l'infanterie. A trois heures la bataille étoit générale. De temps en temps des tourbillons de neige obscurcissoient tellement l'air, que le feu fut obligé de se taire, parce qu'on ne distinguoit aucun objet. L'ennemi se jeta avec des forces supérieures sur le prince royal de Wurtemberg. La Chévry fut perdue; mais le prince la reprit, et s'y maintint au moyen de huit bataillons qu'il y fit entrer.

Le général baron de Sacken, ayant formé des masses, prit le village de la Rothière. La cavalerie de Sacken attaqua celle de l'ennemi, qui lui étoit inférieure, et qui avoit pénétré jusqu'à nos masses d'infanterie. Ce fut alors

que la cavalerie de Sacken, ayant reçu des renforts, attaqua de nouveau, de concert avec l'infanterie. La cavalerie ennemie fut repoussée et poursuivie jusqu'à Brienne-le-Vieux. L'infanterie ennemie fut mise en déroute, et on lui prit trente-deux canons : dès ce moment la bataille fut gagnée.

Cependant l'ennemi se maintenoit encore en trois différens endroits. Le feld-maréchal avoit envoyé des renforts au prince royal de Wurtemberg : il conduisit lui-même les réserves contre la Rothière.

Le prince royal se mit en communication avec le général comte de Wrede, et arriva le premier à Chaumenil ; on prit ensuite la Rothière, mais l'ennemi se maintint encore jusqu'à onze heures dans les maisons. Enfin, vers minuit seulement, le comte Giulay réussit, après beaucoup de difficultés, à prendre Dienville, où il se maintint.

L'ennemi, battu de tous côtés, se retira pendant la nuit en traversant Brienne. Le général comte de Wrede fit savoir qu'après avoir pris Morvilliers, il avoit marché à Chaumenil, et pris vingt-six pièces de canon au 6e corps français, commandé par Marmont, avec lequel il avoit soutenu un combat. Le prince royal de Wurtemberg, qui avoit eu affaire au 2e corps, avoit pris neuf canons. Les généraux baron de Sacken et comte Giulay avoient combattu les gardes ennemies.

Les monarques ont assisté à la bataille de la Rothière ; ils s'étoient placés au centre entre Trannes et la Rothière ; leur présence fit naître l'enthousiasme parmi les troupes. Dans la nuit les gardes à cheval et à pied russes et prussiennes évacuèrent Trannes.

Le lendemain, 2 février, à sept heures du matin, le

feld-maréchal fit marcher en avant pour recommencer la bataille ; mais l'ennemi s'étoit borné à jeter dans Brienne une foible arrière-garde pour couvrir sa retraite sur Lesmont. Il en fut bientôt chassé, laissant partout des traces de sa defaite et de sa perte. L'armée le poursuivit dans la direction de Paris.

Dans cette bataille l'ennemi avoit réuni toutes ses forces; mais du cote des alliés, les corps de Colloredo, Wittgenstein, York et Kleist, ainsi que les réserves autrichiennes et russes, et toutes les gardes, ne prirent aucune part au combat.

Comment avec des forces si inférieures l'ennemi a-t-il pu hasarder une bataille ?

L'empereur Napoléon ayant trouvé moyen de faire prendre les armes à quelques villages, les armées alliées se sont vues dans la triste nécessité de faire raser les villages dont les habitans avoient tiré sur elles, et de faire fusiller les coupables.

Bulletin bavarois sur la bataille de Brienne, du 1er février 1814.

Le 28 janvier 1814, le général comte de Wrede avoit transporté son quartier-général de Clermont à Andelot; ce fut alors qu'on apprit que l'ennemi étoit tombé avec des forces supérieures sur un poste avancé qui se trouvoit à Saint-Dizier, et qui étoit commandé par le général russe Lauskoï, et que ce dernier s'étoit replié vers Bar-le-Duc, où se trouvoit le général prussien York.

Quoiqu'on ne pût encore discerner avec certitude les desseins qui engageoient l'ennemi à faire ces mouvemens,

on résolut cependant de faire marcher l'armée bavaro-autrichienne vers Joinville, pour y opérer sa jonction avec le corps d'armée commandé par le général en chef russe comte de Wittgenstein, qui avoit ordre de s'y rendre de son côté : réuni avec ce général et le général prussien York, on voulut s'opposer à toutes les tentatives ultérieures de l'ennemi.

Cette combinaison parut d'autant plus indispensable, qu'on sut à la même époque que l'empereur Napoléon étoit arrivé à Vitry, qu'il avoit attiré à lui des renforts considérables, et menaçoit l'aile droite de la grande armée alliée.

Le 30 janvier le général Wrede avoit concentré entre Joinville et Mussay l'armée bavaro-autrichienne, qui s'y étoit rendue à marche forcée.

D'accord avec le comte de Wrede, le général comte de Wittgenstein avoit résolu d'attaquer Vassy le 31 ; toutes les dispositions étoient faites en conséquence, et l'armée bavaro-autrichienne étoit arrivée, le lendemain de grand matin, sur les hauteurs de Nomecour, au-delà de Joinville, lorsque l'on sut que le général Wittgenstein s'étoit emparé de Vassy sans attendre le jour.

Cependant le général Blucher avoit, dès le 29, repoussé une armée ennemie de cinquante mille hommes qui l'avoit attaqué, et les manœuvres de ce général avoient forcé l'empereur Napoléon à renoncer à son mouvement par Vitry sur Saint-Dizier; l'empereur se retira à Brienne, où il mit en ordre de bataille toute son armée, forte de cent mille hommes, poussant en avant vers Soulaines un corps de cinq à six mille hommes.

Ces conjonctures déterminèrent le général comte de

Wrede à donner sur-le-champ une autre direction à ses colonnes, à s'approcher de Soulaines, et à attaquer le lendemain le corps qui y étoit posté; mais l'ennemi évita cette attaque en quittant Soulaines avant minuit.

On convint que l'armée combinée feroit le 1er février une attaque générale contre la position de l'ennemi. Le général Wrede, avec l'armée bavaro-autrichienne, marcha en avant vers Brienne sur la grande route qui traverse Soulaines.

Lorsque son avant-garde arriva vers une heure après-midi à la sortie de la forêt située entre Soulaines et Lachaise, elle aperçut les avant-postes ennemis; l'ennemi avoit fortifié Morvilliers, et étoit occupé à rétablir, par de fortes colonnes de cavalerie et d'infanterie, les communications avec Chaumont, ville contre laquelle s'appuyoit l'aile gauche de l'armée française.

Sur-le-champ le feld-maréchal lieutenant comte de Hardegg attaqua, avec sa division, ces colonnes ennemies avec une telle vigueur, que l'ennemi manqua son but, et fut rejeté sur Morvilliers; une division de hulans du régiment de Schwartzenberg s'empara d'une batterie française au moment où elle alloit se mettre en mouvement pour soutenir les siens.

Dans l'intervalle, la première brigade de la troisième division bavaroise Delamotte, et la troisième brigade de cavalerie bavaroise, commandée par le colonel de Dietz, étoient placées en ordre de bataille devant la forêt; ces divisions furent suivies par le gros corps d'armée. L'ennemi conduisit une seconde batterie contre les colonnes débouchant de la forêt, sans pouvoir les empêcher de se déployer. Comme alors le 4e corps d'armée, se trouvant

sous es ordres de S. A. le prince royal de Wurtemberg, étoit aussi arrivé sur l'aile gauche de l'armée bavaro-autrichienne, et que le feld-maréchal Blucher trouvoit de son côté une grande résistance qui l'empêchoit d'avancer sur la route de Trannes, le comte de Wrede résolut de faire attaquer le village de Chaumenil. Les premiers bataillons du premier régiment autrichien de Szeckler, du septième régiment de ligne bavarois, qui eurent l'ordre de faire cette attaque, avancèrent au pas de charge, et, la baïonnette en avant, chassèrent l'ennemi du village qu'il occupoit.

L'empereur Napoléon, qui paroissoit attacher une grande importance à la possession de cet endroit, arriva en personne avec l'artillerie de sa garde, et essaya de reprendre le village, sous la protection d'un feu bien dirigé. Voyant que ses tentatives réitérées étoient rendues infructueuses par la persévérance des deux bataillons qui le défendirent, il fit jouer tout le feu de son artillerie contre le village, espérant forcer ces braves à le quitter ou à s'ensevelir sous ses ruines.

Le général comte de Wrede, ne pouvant consentir à ce que l'ennemi arrachât de nouveau aux alliés un avantage qu'ils avoient obtenu, plaça une cavalerie choisie devant le village où les batteries ennemies, protégées par des carrés d'infanterie et de forts détachemens de cavalerie, entretenoient un feu nourri. Comme le terrain étoit très humide à cause de la quantité de pluie qui étoit tombée, on n'auroit pu exécuter qu'au pas une attaque dirigée, à travers champs, sur le front de l'ennemi; cependant il étoit extrêmement urgent d'éloigner sans délai ces batteries, ou de s'en emparer. Dans ces circonstances défa-

vorables, le colonel Dietz, faisant les fonctions de brigadier, fit, avec promptitude et sang-froid, des dispositions que ses troupes exécutèrent parfaitement. Par divers mouvemens, il réussit à tromper l'ennemi sur son véritable dessein, jusqu'à ce qu'il pût saisir le moment favorable pour tomber sur lui tout d'un coup de tous côtés, et avec toutes ses divisions éparses. Il mit en déroute la cavalerie ennemie, rompit les carrés d'infanterie, et força les batteries, auxquelles il prit seize canons, avec plusieurs chariots de munitions attelés. Étonné de la promptitude et de l'accord de sa manœuvre, et mis complètement en déroute, l'ennemi se retira avec précipitation, et quoiqu'il tentât plusieurs fois de prendre poste encore une fois, on le poursuivit jusqu'à la nuit tombante.

Pendant que ces événemens se passèrent sur l'aile gauche de l'armée bavaro-autrichienne, le général Wrede fit aussi attaquer de deux côtés le village de Morvilliers. Le maréchal Marmont, duc de Raguse, l'avoit occupé; mais, sans attendre l'attaque à la baïonnette qui alloit être dirigée sur lui, il se retira, par la route qui conduit de Morvilliers à Brienne, jusqu'à l'entrée d'un bois, où il prit une seconde position.

Le feld-maréchal lieutenant baron de Spleny suivit l'ennemi à travers le village, au-delà duquel il forma sa ligne; ensuite il avança rapidement vers la forêt, força l'ennemi de quitter aussi cette seconde position, s'empara de la forêt, et se plaça au-delà.

Sur ces entrefaites, le feld-maréchal Blucher étoit arrivé à Diénville, et S. A. le prince royal de Wurtemberg, à la hauteur de l'aile gauche de l'armée bavaro-autrichienne, et de la droite du feld-maréchal. La nuit mit fin au combat;

les armées alliées la passèrent en cette position, ayant derrière elles le champ de bataille.

L'ennemi a souffert, dans cette journée, une perte considérable. L'empereur des Français lui-même a été en danger d'être fait prisonnier par les chevau-légers.

Le 2 février, avant le jour, l'ennemi retira son infanterie de Brienne, n'y laissant qu'une forte arrière-garde de cavalerie et d'artillerie. L'infanterie marcha sur la grande route de Paris à travers le village de Lesmont. Par un mouvement combiné avec le corps du prince royal de Wurtemberg, le général Wrede attaqua l'arrière-garde, la chassa de Brienne, s'empara de cette ville, et poursuivit l'ennemi jusqu'à Lesmont où celui-ci détruisit le pont sur l'Aube, essayant de former une ligne au-delà de la rivière.

Dans la nuit même le corps du maréchal duc de Raguse s'étoit éloigné du front du feld-maréchal lieutenant Spleny, et, par un mouvement latéral, s'étoit rendu sur la route de Vitry et Mézières. Pendant que l'armée bavaro-autrichienne marchoit en avant sur Lesmont, le maréchal Marmont manœuvroit sur son flanc droit qu'il menaça par la position qu'il prit; cette position pouvoit même mettre en danger le derrière de l'armée alliée, si elle avoit continué de se porter en avant.

Cette circonstance engagea le comte de Wrede à quitter la route de Lesmont pour manœuvrer contre le corps d'armée du général français. Celui-ci avoit occupé le village de Rosnay, sur les hauteurs duquel étoit placée sa principale force; il avoit devant lui un terrain marécageux presque inondé pa rles débordemens de la Voire; il avoit coupé le pont, et obtenu ainsi une position excellente, choisie par l'empereur lui-même, qui, à ce que dirent les

paysans, s'étoit transporté la veille sur les lieux, et avoit fait toutes ces dispositions.

Tous ces obstacles rendirent extraordinairement difficile l'attaque qui fut dirigée contre le maréchal. Déjà plusieurs tentatives avoient été infructueuses; la glace trop foible rompoit sous les pieds des soldats, qui souvent enfoncèrent jusqu'aux flancs. Les armes et les munitions étoient mouillées; on ne put avancer que sur la route même.

Dans cet état de choses, le général comte de Wrede résolut de prendre d'assaut la position de l'ennemi. On avança au pas de charge, on surmonta tous les obstacles qu'opposèrent le terrain difficile et la défense opiniâtre de l'ennemi; tout en combattant on s'empara d'un pont sur le ruisseau qui traverse Rosnay en deux bras; on avoit déjà pris la moitié du village lorsqu'on fut arrêté par le second bras dont le pont avoit été rompu. L'ennemi se plaça en masse au-delà du ruisseau, et, placé dans l'église et les maisons où l'on avoit pratiqué des meurtrières, il entretint un feu bien nourri.

Quoiqu'on ne pût, dans ces conjonctures, avancer pour le moment, cependant, vers quatre heures du soir, la cavalerie ayant trouvé un endroit guéable, on réussit à chasser l'ennemi des bords du ruisseau; le dixième bataillon national passa le pont qu'on avoit rétabli par le moyen d'une seule planche, et l'ennemi fut entièrement expulsé du village.

Satisfait de lui avoir fait quitter une position regardée comme inexpugnable, le comte de Wrede ne le poursuivit pas; son plan l'appeloit à Arcis. Pour y arriver, il fallut retourner par le même chemin à Brienne, où il coucha;

mais comme le pont de Lesmont, que l'ennemi avoit détruit, n'eût pu être rétabli encore malgré tous les efforts qu'on avoit faits pour cela, les mouvemens du général Wrede furent retardés de vingt-quatre heures. D'après des avis certains, l'empereur Napoléon s'est retiré vers Troyes, où les armées alliées le suivent.

Si les combats des 1er et 2 février ne peuvent être cités dans les annales de l'histoire comme des batailles du premier ordre, ils n'en ont été ni moins décisifs ni moins mémorables. Ce fut, après le 29 janvier, pour la première fois, que l'empereur Napoléon combattit en personne les alliés sur le territoire français : le courage avec lequel ses troupes se battirent, les efforts qu'elles firent, les dangers auxquels il s'exposa en personne, montrent quelle importance il attachoit à obtenir la victoire dans cette première affaire; il a fallu emporter d'assaut chaque village, chaque buisson; il a fallu acheter avec du sang chaque pied de terre : mais le courage et l'enthousiasme des troupes alliées vainquirent tous les obstacles, et ajoutèrent de nouveaux triomphes à ceux qui avoient dejà illustré la justice de leur cause (1).

(1) Postérieurement à ce rapport, on a annoncé officiellement, dans les feuilles allemandes, que les alliés avoient pris, dans les combats des 31 janvier et premier février, près de deux cents canons, et fait vingt-huit mille prisonniers. La perte des alliés fut estimée à six mille hommes; on ne dit pas à combien se montoit le nombre des Français qui avoient été tués.

Rapport de S. A. le prince royal de Wurtemberg sur la bataille de Brienne, adressé au feld-maréchal général prince de Schwartzenberg, et daté de la Giberie, le 1er février 1814.

Conformément aux ordres que j'avois reçus de partir à midi d'Eclame, pour marcher avec le quatrième corps d'armée sur Chaumenil, et y opérer ma jonction avec le général Wrede, je fis attaquer, par le général Stokmaier, la forêt qui est à la droite d'Eclame, et qui étoit occupée par quelques bataillons ennemis. Ce général exécuta cette commission avec une telle promptitude et une telle vigueur, qu'en moins d'une demi-heure il s'étoit frayé un chemin à travers la forêt; il força l'ennemi, qui s'étoit porté sur la hauteur boisée à la gauche d'Eclame, à se retirer précipitamment vers la Giberie. Ce village et le coteau qui étoit en avant étoient garnis par plusieurs régimens d'infanterie et de cavalerie ennemis. Le mauvais chemin ne permit pas de faire avancer l'artillerie avec célérité. Néanmoins j'ordonnai à un régiment de cavalerie soutenu de deux bataillons d'infanterie légère, de marcher vers le coteau qui étoit devant nous. La cavalerie ennemie disparut subitement, et le colonel de Gaisbey attaqua à l'instant même l'infanterie qui sortoit de la forêt, et lui prit trente hommes; mais il ne put la poursuivre plus loin, parce qu'elle étoit déjà trop près du village.

Je fis alors attaquer le village de la Giberie par le général Stockmaier. La situation extrêmement avantageuse de ce lieu facilita à l'ennemi une résistance opiniâtre; mais

l'enthousiasme et le courage de nos troupes surmontèrent tous les obstacles, et nous enlevâmes à l'ennemi ce point important qui devoit assurer la communication entre la colonne du comte de Wrede et le corps du général Sacken, et sans lequel le quatrième corps d'armée n'auroit pu se maintenir au-delà du défilé très-incommode par lequel il étoit obligé de déboucher.

Dans ce moment je fis passer avec de grands efforts le défilé à deux régimens de cavalerie, et à ma batterie d'artillerie à cheval, pendant que le reste de l'infanterie le passa aussi avec beaucoup de peine.

L'ennemi, sentant l'importance du poste de la Giberie, l'attaqua avec la plus grande impétuosité. Il avoit l'avantage d'être soutenu par plusieurs batteries, au feu desquelles je ne pus pendant long-temps opposer que le courage de mon infanterie. La possession de ce lieu fut disputée pendant plus d'une heure, jusqu'à ce que je pus réussir à faire avancer ma batterie qui empêcha l'ennemi de renouveler ses attaques. Je fis alors attaquer Petit-Ménil, dont la possession étoit nécessaire pour établir la communication avec le général Sacken. Après une résistance très-opiniâtre, le général Stockmeier chassa l'ennemi de ce lieu. Dans le même moment le général comte de Wrede avança pour attaquer Chaumenil, et le général Sacken força l'ennemi à se retirer de la Rothière en grand désordre. J'ordonnai à ma cavalerie de se porter au galop en avant entre la Rothière et Petit-Ménil. Le régiment du prince Adam, commandé par le major de Reinhard, se jeta sur le flanc gauche de l'ennemi fuyant, et lui prit cinq canons. Mon régiment, commandé par le colonel Wagener, qui s'étoit porté à droite pour établir sa com-

munication avec le comte de Wrede, et un régiment de chevau-légers, firent une attaque brillante contre la batterie ennemie qui étoit placée à l'extrémité de la forêt en face de Chaumenil, et s'empara de six canons. Dès lors, placé sur la même ligne que le général Sacken, je poursuivis l'ennemi jusqu'au moment où la nuit mit fin au combat.

De la Giberie, le 1er février 1814.

Signé FRÉDÉRIC-GUILLAUME,

Prince royal de Wurtemberg.

LIVRE VI.

N°. XXVI.

Extrait d'une dépêche de lord Burghersh, datée de Bar-sur-Seine, le 6 février.

J'ai la satisfaction de pouvoir rendre compte à V. S. que l'avant-garde du général York a attaqué hier avec succès l'arrière-garde de l'armée du maréchal Macdonald, près de la Chaussée, entre Vitry et Châlons. Les alliés ont pris trois canons et plusieurs centaines de prisonniers; l'ennemi a été poursuivi sur la route de Châlons. Je suis fâché d'avoir à informer V. S. que le général Colloredo a été blessé hier, en reconnoissant la position de l'ennemi sur la Barce. Quoique la blessure ne soit pas considérée comme dangereuse, toute l'armée regrettera néanmoins l'absence nécessaire de ce bon et brave officier, qui la prive de services actifs dans un moment d'une si grande importance.

Rapport militaire du colonel Lowe.

Au quartier-général de l'armée de Silésie,
à Sandron, le 6 février 1814.

Monsieur,

Un aide-de-camp du général York vient d'arriver ici, et a apporté au maréchal Blucher les clefs des villes de Châlons et de Vitry, avec l'aigle et le drapeau de la garde nationale du département de la Marne.

Le général York attaqua Châlons hier, et après un léger feu de part et d'autre, il renvoya un officier pour sommer la ville de se rendre. Le maréchal Macdonald qui commandoit les troupes de l'ennemi dans la ville, désiroit qu'il négociât avec les magistrats; mais cette proposition ayant été rejetée, il entra lui-même en négociation et conclut une capitulation par laquelle il fut convenu que la ville seroit remise, et que les troupes françaises l'évacueroient, en laissant tout dans l'état où il se trouvoit, et les magasins et approvisionnemens intacts. Il parut cependant que le principe de ces conditions ne fut pas très-scrupuleusement observé par le maréchal d'Empire, puisqu'on trouva qu'il avoit fait sauter le pont sur la Marne, et que les barriques d'eau-de-vie dans les magasins avoient été défoncées, et que l'eau-de-vie étoit coulée.

Le maréchal Macdonald prit la direction de Meaux. Il a avec lui, indépendamment de son propre corps, le onzième, les corps des généraux Sébastiani et Arrighi.

On a reçu avis que le général Kleist est arrivé à Saint-Dizier, et que le général Kapsiewitz, du corps du général

Langeron, est aussi attendu ici incessamment avec une des principales divisions de ce corps, de manière que le feld-maréchal Blucher est maintenant en communication directe avec tous les corps de son armée.

Une partie de ces corps avoit été laissée devant Verdun et d'autres forteresses; mais le corps du prince de Cobourg entreprendra le blocus des diverses places fortes qui ont été laissées sur les derrières de l'armée prussienne.

Sézanne et Vertus sont probablement occupées l'une et l'autre par les troupes du maréchal; mais il ne porte son quartier-général en avant que demain.

Il a été pris à l'ennemi, dans l'affaire d'hier au soir, soixante caissons de poudre.

J'ai l'honneur d'être, etc.

H. Lowe, col.

N°. XXVII.

Troyes, 8 février 1814.

Les alliés ont pris possession hier de la position importante et de la ville de Troyes. L'ennemi s'en étoit retiré la veille dans la nuit, et avoit pris la route de Nogent.

Le nombre de routes aboutissant de diverses parties de la France à Troyes, les ressources de la place en elle-même, avec une population de trente mille habitans, rendent son occupation de la plus haute importance.

Le prince de Wurtemberg fut le premier qui entra dans la ville avec son corps. La veille, il avoit tourné la posi-

tion de l'ennemi près de Ruvigny, et il avoit pris possession du village de Lambrissel sur sa gauche.

J'ai la satisfaction d'annoncer à votre seigneurie qu'un détachement du corps du général York prit possession de Vitry le 5.

Le général York, ainsi que j'en ai déjà informé votre seigneurie, attaqua et défit l'arrière-garde du corps d'armée du maréchal Macdonald, le 5, à la Chaussée. Le même jour, le général York poursuivit l'ennemi jusqu'aux portes de Châlons, et bombarda la ville. Le maréchal Macdonald entra en capitulation pour l'évacuation de la place, qu'il effectua le 6 au matin, se retirant avec son armée, composée du corps immédiatement sous ses ordres, et de ceux des généraux Sébastiani et Arrighi, sur la rive gauche de la Marne.

Châlons-sur-Saône a été pris par les Autrichiens. Le général Legrand tâchoit de rassembler quelques forces dans cette ville; le prince de Hesse-Hombourg la fit attaquer: il fut pris quelques canons dans la ville. Le général Legrand se retira par la route de Lyon, où le maréchal Augereau a réuni une force d'environ quatre mille hommes.

Le général Bubna occupe tout le pays, depuis les environs de Grenoble sur sa gauche, jusqu'aux environs de Mâcon sur sa droite, ayant son centre à Bourg.

L'avant-garde du général Wrede a suivi aujourd'hui la retraite de l'ennemi jusqu'aux Granges sur la route de Nogent. Il a été fait quelques centaines de prisonniers depuis que l'ennemi a évacué la ville de Troyes.

LIVRE VII.

N°. XXVIII.

A LL. MM. les chefs des armées alliées.

Sires,

Les habitans de la ville de Troyes se sont toujours distingués par leur attachement pour leurs souverains. Ils en ont donné des preuves éclatantes à l'infortuné Louis XVI. Après avoir été asservis pendant vingt-deux ans, le premier usage qu'ils font de leur liberté est de manifester leur vœu pour le rétablissement de la dynastie des Bourbons. Maîtres du royaume entier, sires, vous aurez assez fait pour votre gloire; donnez à l'univers un exemple de magnanimité bien digne de vos majestés. En rendant à la France son roi, ses lois, sa religion, vous lui assurerez le bonheur, et à l'Europe une longue paix. Si les habitans de la ville de Troyes, sires, peuvent se flatter de cet espoir, rien ne troublera plus la joie qu'ils éprouvent de posséder vos majestés dans leurs murs.

(*Suivent les signatures.*)

N. B. Une copie de cette adresse fut portée sur-le-champ à Bâle, à S. A. Monsieur, comte d'Artois, lieutenant-général du royaume.

N°. XXIX.

Au quartier-général de l'armée de Silésie,
à Vertus, le 8 février 1814.

Monsieur,

Le feld-maréchal Blucher porte aujourd'hui son quartier-général à Etoges : le général baron Sacken est à Montmirel, avec ses partis avancés à environ deux lieues en avant. On suppose que le général York est à Château-Thierry; le général Kleist est à Châlons, et le général Kapsiewitz avec les divisions du corps de Langeron, arrive à grandes marches. On a su que le maréchal Macdonald se retire avec environ cent pièces d'artillerie, tirées en grande partie par des chevaux de paysans, et l'on a quelque espoir de les atteindre. Le général Wintzingerode que l'on avoit su il y a quelques jours s'avancer dans cette direction, a rétrogradé du côté du Brabant, probablement en vertu d'ordres de former sa jonction avec le prince de Suède, qui, selon les derniers journaux de Francfort, doit descendre du côté du Rhin.

J'ai l'honneur d'être, etc.

H. Lowe, col.

Au quartier-général de l'armée de Silésie,
à Vertus, le 9 février 1814.

Monsieur,

Mon dernier rapport vous a été envoyé par M. de Swinine, attaché à l'ambassade russe à Londres, qui

vous avoit porté quelques dépêches d'Angleterre. Le feld-maréchal Blucher transféra aussitôt après son quartier-général à Etoges; mais sur les sept heures du soir il arriva un rapport de Baye, portant que l'ennemi avoit marché contre un régiment russe qui y avoit fait halte, et dont la force consistoit en quatre ou cinq escadrons de cavalerie et deux canons; mais comme l'ennemi avoit éprouvé de la résistance, il n'avoit pas poussé plus loin en avant. Comme il étoit absolument incertain quel pouvoit être l'objet de ce mouvement, le feld-maréchal reporta ici son quartier-général. Le corps du général Kapsiewitz venoit d'arriver ici, et le général Kleist étoit tout près, à Châlons.

Le général baron Sacken étoit à Montmirel, et le général York à Dormant, l'un et l'autre ayant leurs avant-gardes poussées à deux ou trois lieues en front à, ou près, la Ferté-sous-Jouarre et Château-Thierry. Il est maintenant onze heures du matin, et il n'a été reçu aucun avis ultérieur du mouvement de l'ennemi. Dans les entrefaites, la nouvelle est arrivée que la grande armée étoit à Troyes; de manière qu'il n'y a aucune raison de s'attendre à un mouvement marquant de l'ennemi dans cette direction transversale. On pense que le corps qui avoit été poussé en avant doit être venu de Sézanne, et qu'il appartient à Marmont. Le général baron de Sacken et le général York resteront probablement dans leur position actuelle jusqu'à ce que la totalité du corps se réunisse.

H. Lowe, col.

Au quartier-général de l'armée de Silésie,
à Bergères, le 12 février 1814.

Monsieur,

Je vous apprends avec peine que la division russe du général Alsufieff souffrit considérablement hier au soir, par une attaque de l'ennemi. Mon rapport d'hier vous faisoit part de l'avis qu'on avoit reçu que Buonaparte étoit à Sézanne. Le général Alsufieff avoit sa division, consistant environ en trois mille cinq cents hommes d'infanterie, postée à Champeaubert. Il fut attaqué par un corps ennemi très-supérieur, dont cinq à six mille hommes de cavalerie, et quoiqu'il formât des carrés, et qu'il résistât pendant long-temps avec la plus grande opiniâtreté, l'ennemi parvint néanmoins à la fin à le forcer de se replier après lui avoir fait éprouver une perte considérable en tués, blessés et prisonniers. Il avoit avec lui vingt-quatre pièces de canon, dont quinze furent sauvées, et neuf tombèrent au pouvoir de l'ennemi. On annonce que quinze cents hommes s'en sont tirés sans avoir souffert, le reste doit avoir succombé, ou s'être dispersé; mais il y a beaucoup d'espoir qu'une grande partie de ces derniers auront pu rejoindre leurs corps. On n'a pas encore eu le temps de recevoir de nouvelles à leur égard.

Le général York est à Château-Thierry. Le général baron de Sacken à la Ferté-sous-Jouarre. Le général Kleist qui s'étoit porté hier avec le général Kapsiewitz à la Fère-Champenoise, y est maintenant en position. Le feld-maréchal Blucher est avec eux. Il attend des avis ultérieurs des mouvemens de l'ennemi pour décider les

siens. Les dernières nouvelles sont qu'il a fait voir deux escadrons de cavalerie de ce côté-ci d'Etoges.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

H. Lowe, col.

P. S. Mon rapport d'hier, qui, j'espère, vous sera parvenu, faisoit mention que le général Vasilichoff avoit été attaqué par l'ennemi près la Ferté-sous-Jouarre ; mais il le repoussa, et lui prit trois pièces d'artillerie et deux caissons.

H. L.

N°. XXX.

S. M. l'impératrice-reine et régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 12 février :

Le 10, l'empereur avoit son quartier-général à Sézanne.

Le duc de Tarente étoit à Meaux, ayant fait couper les ponts de la Ferté et de Tréport.

Le général Sacken et le général York étoient à la Ferté ; le général Blucher à Vertus, et le général Alsufieff à Champeaubert. L'armée de Silésie ne se trouvoit plus qu'à trois marches de Paris. Cette armée, sous le commandement en chef du général Blucher, se composoit des corps de Sacken et de Langeron, formant soixante régimens d'infanterie russe, et de l'élite de l'armée prussienne.

Le 10, à la pointe du jour, l'empereur se porta sur les hauteurs de Saint-Prix pour couper en deux l'armée du

général Blucher. A dix heures, le duc de Raguse passa les étangs de Saint-Gond, et attaqua le village de Baye. Le neuvième corps russe, sous le commandement du général Alsufieff, et fort de douze régimens, se déploya et présenta une batterie de vingt-quatre pièces de canon. Les divisions Lagrange et Ricart, avec la cavalerie du premier corps, tournèrent les positions de l'ennemi par sa droite. A une heure après midi nous fûmes maîtres du village de Baye.

A deux heures, la garde impériale se déploya dans les belles plaines qui sont entre Baye et Champaubert. L'ennemi se reployoit et exécutoit sa retraite. L'empereur ordonna au général Girardin de prendre, avec deux escadrons de la garde de service, la tête du premier corps de cavalerie, et de tourner l'ennemi afin de lui couper le chemin de Châlons. L'ennemi, qui s'aperçut de ce mouvement, se mit en désordre. Le duc de Raguse fit enlever le village de Champaubert. Au même instant les cuirassiers chargèrent la droite et acculèrent les Russes à un bois et à un lac entre la route d'Epernay et celle de Châlons. L'ennemi avoit peu de cavalerie; se voyant sans retraite, ses masses se mêlèrent. Artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pêle-mêle dans les bois; deux mille hommes se noyèrent dans le lac. Trente pièces de canon et deux cents voitures furent prises. Le général en chef, les généraux, les colonels, plus de cent officiers et quatre mille hommes furent faits prisonniers. Ce corps de deux divisions et douze régimens devoit présenter une force de dix-huit mille hommes; mais les maladies, les longues marches, les combats, l'avoient réduit à huit mille hommes: quinze cents à peine sont parvenus à s'échapper à la faveur des

bois et de l'obscurité. Le général Blucher étoit resté à son quartier-général des Vertus, où il a été témoin des désastres de cette partie de son armée, sans pouvoir y porter remède. Aucun homme de la garde n'a été engagé, à l'exception de deux des quatre escadrons de service, qui se sont vaillamment comportés. Les cuirassiers du premier corps de cavalerie ont montré la plus rare intrépidité.

A huit heures du soir, le général Nansouty, ayant débouché sur la chaussée, se porta sur Montmirel avec les divisions de cavalerie de la garde des généraux Colbert et Laferrière, et s'empara de la ville et de six cents cosaques qui l'occupoient.

Le 11, à cinq heures du matin, la division de cavalerie du général Guyot se porta également sur Montmirel. Différentes divisions d'infanterie furent retardées dans leur mouvement par la nécessité d'attendre leur artillerie. Les chemins de Sézanne à Champaubert sont affreux. Notre artillerie n'a pu s'en tirer que par la constance des canonniers, et qu'au moyen des secours fournis avec empressement par les habitans, qui ont amené leurs chevaux.

Le combat de Champaubert, où une partie de l'armée russe a été détruite, ne nous a pas coûté plus de deux cents hommes tués ou blessés. Le général de division comte Lagrange est du nombre de ces derniers; il a été légèrement blessé à la tête.

L'empereur arriva le 11, à dix heures du matin, à une demi-lieue en avant de Montmirel. Le général Nansouty étoit en position avec la cavalerie de la garde, et contenoit l'armée de Sacken, qui commençoit à se présenter. Instruit du désastre d'une partie de l'armée russe, ce général avoit quitté la Ferté-sous-Jouarre le 10, à neuf

heures du soir, et marché toute la nuit. Le général York avoit également quitté Château-Thierry. A onze heures du matin, le 11, il commençoit à se former, et tout présageoit la bataille de Montmirel, dont l'issue étoit d'une si haute importance. Le duc de Raguse, avec son corps et le premier corps de cavalerie, avoit porté son quartier-général à Etoges, sur la route de Châlons.

La division Ricart et la vieille garde arrivèrent sur les dix heures du matin. L'empereur ordonna au prince de la Moskwa de garnir le village de Marchais, par où l'ennemi paroissoit vouloir déboucher. Ce village fut défendu par la brave division du général Ricart avec une rare constance; il fut pris et repris plusieurs fois dans la journée.

A midi, l'empereur ordonna au général Nansouty de se porter sur la droite, coupant la route de Château-Thierry, et forma les seize bataillons de la première division de la vieille garde, sous le commandement du général Friant en une seule colonne le long de la route, chaque colonne de bataillon étant éloignée de cent pas. Pendant ce temps, nos batteries d'artillerie arrivoient successivement. A trois heures, le duc de Trévise avec les seize bataillons de la deuxième division de la vieille garde, qui étoient partis le matin de Sézanne, déboucha sur Montmirel.

L'empereur auroit voulu attendre l'arrivée des autres divisions; mais la nuit approchoit. Il ordonna au général Friant de marcher avec cinq bataillons de la vieille garde, dont deux du deuxième régiment de gendarmerie, et deux du deuxième régiment de chasseurs, sur la ferme de l'Epine-aux-Bois, qui étoit la clef de la position, et de

l'enlever. Le duc de Trévise se porta avec six bataillons de la deuxième division de la vieille garde, sur la droite de l'attaque du général Friant.

De la position de la ferme de l'Epine-aux-Bois dépendoit le succès de la journée. L'ennemi le sentoit. Il y avoit placé quarante pièces de canon ; il avoit garni les haies d'un triple rang de tirailleurs, et formé en arrière des masses d'infanterie.

Cependant, pour rendre cette attaque plus facile, l'empereur ordonna au général Nansouty de s'étendre sur la droite ; ce qui donna à l'ennemi l'inquiétude d'être coupé, et le força de dégarnir une partie de son centre pour soutenir sa droite. Au même moment, il ordonna au général Ricart de céder une partie du village de Marchais ; ce qui porta aussi l'ennemi à dégarnir son centre pour renforcer cette attaque, dans la réussite de laquelle il supposoit qu'étoit le gain de la bataille.

Aussitôt que le général Friant eut commencé son mouvement, et que l'ennemi eut dégarni son centre pour profiter de l'apparence d'un succès qu'il croyoit réel, le général Friant s'élança sur la ferme de la Haute-Epine avec les quatre bataillons de la vieille garde. Ils abordèrent l'ennemi au pas de course, et firent sur lui l'effet de la tête de Méduse. Le prince de la Moskwa marchoit le premier, et leur montroit le chemin de l'honneur. Les tirailleurs se retirèrent épouvantés sur les masses qui furent attaquées. L'artillerie ne put plus jouer, la fusillade devint alors effroyable, et le succès étoit balancé ; mais au même moment le général Guyot, à la tête du premier de lanciers, des vieux dragons et des vieux grenadiers de la garde impériale, qui défiloient sur la grande route au

grand trot et aux cris de *vive l'empereur!* passa à la droite de la Haute-Epine. Ils se jetèrent sur les derrières des masses d'infanterie, les rompirent, les mirent en désordre, et tuèrent tout ce qui ne fut pas fait prisonnier. Le duc de Trévise, avec six bataillons de la division du général Michel, secondoit alors l'attaque de la vieille garde, arrivoit au bois, enlevoit le village de Fontenelle, et prenoit tout un parc ennemi.

La division des gardes d'honneur défila après la vieille garde sur la grande route, et, arrivée à la hauteur de l'Epine-aux-Bois, fit un à gauche pour enlever ce qui s'étoit avancé sur le village de Marchais. Le général Bertrand, grand-maréchal du palais, et le maréchal duc de Dantzick, à la tête de deux bataillons de la vieille garde, marchèrent en avant sur le village, et le mirent entre deux feux. Tout ce qui s'y trouvoit fut pris ou tué.

En moins d'un quart d'heure, un profond silence succéda au bruit du canon et d'une épouvantable fusillade. L'ennemi ne chercha plus son salut que dans la fuite; généraux, officiers, soldats, infanterie, cavalerie, artillerie, tout s'enfuit pêle-mêle.

A huit heures du soir, la nuit étant obscure, il fallut prendre position. L'empereur prit son quartier-général à la ferme de l'Epine-aux-Bois.

Le général Michel, de la garde, a été blessé d'une balle au bras. Notre perte s'élève au plus à mille hommes tués ou blessés. Celle de l'ennemi est au moins de huit mille hommes tués ou prisonniers; on lui a pris beaucoup de canons et six drapeaux. Cette mémorable journée, qui confond l'orgueil et la jactance de l'ennemi, a anéanti l'élite de l'armée russe. Le quart de notre armée n'a pas été engagé.

Le lendemain 12, à neuf heures du matin, le duc de Trévise suivit l'ennemi sur la route de Château-Thierry. L'empereur, avec deux divisions de cavalerie de la garde et quelques bataillons, se rendit à Vieux-Maisons, et de là prit la route qui va droit à Château-Thierry. L'ennemi soutenoit sa retraite avec huit bataillons qui étoient arrivés tard la veille, et qui n'avoient pas donné. Il les appuyoit de quelques escadrons et de trois pièces de canon. Arrivé au petit village des Cacquerets, il parut vouloir défendre la position qui est derrière le ruisseau, et couvrir le chemin de Château-Thierry. Une compagnie de la vieille garde se porta sur la petite Noue, culbuta les tirailleurs de l'ennemi, qui fut poursuivi jusqu'à sa dernière position. Six bataillons de la vieille garde, à toute distance de déploiement, occupoient la plaine, à cheval sur la grande route. Le général Nansouty, avec les divisions de cavalerie des généraux Laferriere et Defrance, eut ordre de faire un mouvement à droite, et de se porter entre Château-Thierry et l'arrière-garde ennemie. Ce mouvement fut exécuté avec autant d'habileté que d'intrépidité.

La cavalerie ennemie se porta de tous les points sur sa gauche pour s'opposer à la cavalerie française; elle fut culbutée et forcée de disparoître du champ de bataille. Le brave général Letort, avec les dragons de la seconde division de la garde, après avoir repoussé la cavalerie de l'ennemi, s'élança sur les flancs et les derrières de huit masses d'infanterie qui formoient l'arrière-garde ennemie. Cette division brûloit d'égaler ce que les chevau-légers, les dragons et les grenadiers à cheval du général Guyot avoient fait la veille; elle enveloppa de tous côtés les masses et fit un horrible carnage. Les trois pièces de canon,

et le général russe Freudenreich, qui commandoit cette arrière-garde, ont été pris. Tout ce qui composoit ses bataillons a été tué ou fait prisonnier. Le nombre des prisonniers faits dans cette brillante affaire, s'élève à plus de deux mille. Le colonel Curely, du dixième de hussards, s'est fait remarquer. Nous arrivâmes alors sur les hauteurs de Château-Thierry, d'où nous vîmes les restes de cette armée fuyant dans le plus grand désordre, et gagnant en toute hâte ses ponts. Les grandes routes leur étoient coupées, ils cherchèrent leur salut sur la rive droite de la Marne. Le prince Guillaume de Prusse, qui étoit resté à Château-Thierry avec une réserve de deux mille hommes, s'avança à la tête des faubourgs pour protéger la fuite de cette masse désorganisée. Deux bataillons de la garde arrivèrent alors au pas de course. A leur aspect, le faubourg et la rive gauche furent nettoyés; l'ennemi brûla ses ponts, et démasqua sur la rive droite une batterie de douze pièces de canon; cinq cents hommes de la réserve du prince Guillaume ont été pris.

Le 12 au soir, l'empereur a pris son quartier-général au petit château de Nesle.

Le 13, dès la pointe du jour, on s'est occupé à réparer les ponts de Château-Thierry.

L'ennemi ne pouvant se retirer ni sur la route d'Epernay, qui lui étoit coupée, ni sur celle qui passe par la ville de Soissons que nous occupons, a pris la traverse dans la direction de Reims. Les habitans assurent que de toute cette armée il n'est pas passé à Château-Thierry dix mille hommes, dans le plus grand désordre. Peu de jours auparavant, ils l'avoient vue florissante et pleine de jactance. Le général York disoit que dix obusiers suffiroient pour

se rendre maître de Paris. En allant, ces troupes ne parloient que de Paris : en revenant, c'est la paix qu'elles invoquoient.

On ne peut se faire une idée des excès auxquels se livrent les cosaques ; il n'est pas de vexations, de cruautés, de crimes, que ces hordes de barbares n'aient commis. Les paysans les poursuivent, les traquent dans les bois comme les bêtes féroces, s'en saisissent, et les mènent partout où il y a des troupes françaises. Hier, ils en ont conduit plus de trois cents à Vieux-Maisons. Tous ceux qui se sont cachés dans les bois pour échapper aux vainqueurs, tombent dans leurs mains, et augmentent à chaque instant le nombre des prisonniers.

Au quartier-général de l'armée de Silésie, à Bergères, le 12 février 1814.

Monsieur,

On entendit hier pendant toute la soirée une canonnade très-vive dans la direction de Montmirel. Suivant un rapport du général York qu'on vient de recevoir, il paroît que son corps et celui du général baron de Sacken avoient marché dans cette direction, et avoient attaqué l'ennemi qui s'avançoit contre lui. Le corps du général baron de Sacken, et trois brigades de celui du général York, furent engagés ; et, après une action de plusieurs heures, les deux armées restèrent sur leur terrain, dans les mêmes positions qu'elles occupoient au commencement. Il y eut pendant un temps six pièces de canon de prises par le général baron de Sacken ; mais il fut obligé de les laisser, à cause de la difficulté des routes, ainsi que

quatre des siennes propres, qu'il avoit fait porter en avant pour attaquer, et qu'il ne fut jamais possible de retirer. Les forces de l'ennemi consistoient dans la vieille garde et dans d'autres corps détachés, montant à environ trente mille hommes, commandés par Buonaparte en personne. Le général baron de Sacken attaqua l'ennemi dans le village de Marchais, qui fut pris et repris trois fois. L'ennemi fit un mouvement sur son flanc droit, qui l'obligea de se replier sur le général York. L'ennemi attaqua de nouveau, mais il ne put faire aucune impression, la nuit l'ayant laissé lui et les troupes alliées dans la même position. Le général baron Sacken avoit ce matin son quartier-général à Château-Thierry, et le général York à Biffert. Buonaparte devoit retourner hier soir à Montmirel; mais il bivouaqua sur le terrain.

Le maréchal Marmont est avec le sixième corps à Etoges.

Le feld-maréchal Blucher, avec les corps du général Kleist et du général Kapsiewitz, est en position ici. Le maréchal Marmont a envoyé ce matin un officier en parlementaire avec une lettre pour le feld-maréchal, qu'il avoit ordre de remettre en personne, mais on n'a pas voulu le recevoir.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

H. Lowe, col.

N°. XXXI.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de l'armée au 15 février au matin:

Le 13, à trois heures après-midi, le pont de Château-Thierry fut raccommodé. Le duc de Trévise passa la Marne, et se mit à la suite de l'ennemi, qui, dans un épouvantable désordre, paroît s'être retiré sur Soissons et sur Reims, par la route de travers de Lafère en Tardenois.

Le général Blucher, commandant en chef toute l'armée de Silésie, étoit constamment resté à Vertus pendant les trois jours qui ont anéanti son armée. Il recueillit douze cents hommes des débris du corps du général Alsuffiew battu à Champeaubert, qu'il réunit à une division russe du corps de Langeron, arrivée de Mayence, et commandée par le lieutenant-général Ouroussoff. Il étoit trop foible pour entreprendre quelque chose; mais le 13 il fut joint par un corps prussien du général Kleist, composé de quatre brigades. Il se mit alors à la tête de ces vingt mille hommes, et marcha contre le duc de Raguse, qui occupoit toujours Etoges. Dans la nuit du 13 au 14, ne jugeant pas ses forces suffisantes pour se mesurer contre l'ennemi, le duc de Raguse se mit en retraite, et s'appuya sur Montmirel, où il étoit de sa personne le 14, à sept heures du matin.

L'empereur partit le même jour de Château-Thierry, à quatre heures du matin, et arriva à huit heures à Montmirel. Il fit sur-le-champ attaquer l'ennemi qui venoit de prendre position avec le corps de ses troupes au village de Vauchamp. Le duc de Raguse attaqua ce village. Le général Grouchy, à la tête de la cavalerie, tourna la droite de l'ennemi par les villages et par les bois, et se porta à une lieue au-delà de la position de l'ennemi. Pendant que le village de Vauchamp étoit attaqué vigou-

reusement, défendu de même, pris et repris plusieurs fois, le général Grouchy arriva sur les derrières de l'ennemi, entoura et sabra trois carrés, et accula le reste dans les bois. Au même instant, l'empereur fit charger par notre droite ses quatre escadrons de service, commandés par le chef d'escadron de la garde la Biffe. Cette charge fut aussi brillante qu'heureuse. Un carré de deux mille hommes fut enfoncé et pris. Toute la cavalerie de la garde arriva alors au grand trot, et l'ennemi fut poussé l'épée dans les reins. A deux heures nous étions au village de Fromentières; l'ennemi avoit perdu six mille hommes faits prisonniers, dix drapeaux et trois pièces de canon.

L'empereur ordonna au général Grouchy de se porter sur Champeaubert, à une lieue sur les derrières de l'ennemi. En effet, l'ennemi continuant sa retraite, arriva sur ce point à la nuit. Il étoit entouré de tous côtés, et tout auroit été pris, si le mauvais état des chemins avoit permis à douze pièces d'artillerie légère de suivre la cavalerie du général Grouchy. Toutefois, et quoique la nuit fût obscure, trois carrés de cette infanterie furent enfoncés, tués ou pris, et les autres poursuivis jusqu'à Etoges; la cavalerie s'empara aussi de trois pièces de canon. L'arrière-garde étoit faite par la division russe; elle fut attaquée par le premier régiment de marine du duc de Raguse, abordée à la baïonnette, rompue, et on lui fit mille prisonniers, avec le lieutenant-général Ouroussoff qui la commandoit, et plusieurs colonels. Les résultats de cette brillante journée sont dix mille prisonniers, dix pièces de canon, dix drapeaux, et un grand nombre d'hommes tués à l'ennemi.

Notre perte n'excède pas trois ou quatre cents hommes

tués ou blessés, ce qui est dû à la manière franche dont les troupes ont abordé l'ennemi, et à la supériorité de notre cavalerie qui le décida, aussitôt qu'il s'en aperçut, à mettre son artillerie en retraite; de sorte qu'il a marché constamment sous la mitraille de soixante bouches à feu, et que des soixante pièces de canon qu'il avoit, il ne nous en a opposé que deux ou trois.

Le prince de Neufchâtel, le grand maréchal du palais comte Bertrand, le duc de Dantzick et le prince de la Moskwa, ont constamment été à la tête des troupes.

Le général Grouchy fait le plus grand éloge des divisions de cavalerie Saint-Germain et Doumerc. La cavalerie de la garde s'est couverte de gloire; rien n'égale son intrépidité. Le général Lion, de la garde, a été légèrement blessé. Le duc de Raguse fait une mention particulière du premier régiment de marine; le reste de l'infanterie, soit de la garde, soit de la ligne, n'a pas tiré un coup de fusil.

Ainsi, cette armée de Silésie, composée des corps russes de Sacken et de Langeron, des corps prussiens d'York et de Kleist, et forte de près de quatre-vingt mille hommes, a été, en quatre jours, battue, dispersée, anéantie, sans affaire générale, et sans occasionner aucune perte proportionnée à de si grands résultats.

Au quartier-général de l'armée de Silésie,
à Champeaubert, le 13 février 1814.

Monsieur,

Le feld-maréchal Blucher étant resté pendant deux jours dans sa position à Bergères, sans que l'ennemi, qui étoit à Etoges, entreprît aucun mouvement, résolut de mar-

cher pour attaquer le maréchal Marmont dans sa position à cette dernière place.

L'avant-garde du corps du général Kleist, sous le commandement du général Ziethen, fut poussée en avant pour commencer l'attaque. L'ennemi occupoit le village d'Etoges, à une hauteur boisée sur sa gauche. Il faisoit voir un corps de cavalerie considérable, et diverses colonnes d'infanterie. Sa force étoit estimée de neuf à dix mille hommes. A mesure que l'avant-garde approchoit, il se retira graduellement, nourrissant néanmoins un feu très-vif, et donnant occasion à quelques attaques hardies et heureuses sur les derrières, surtout de la part des cosaques qui déployèrent la plus grande intrépidité et éprouvèrent quelque perte. La poursuite continua depuis Etoges jusqu'au de-là du village de Champeaubert où le feld-maréchal a fait halte la nuit.

L'ennemi a bivouaqué en front de Fromentières, et sera attaqué de nouveau demain, s'il reste dans le voisinage.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

H. Lowe, col.

Au quartier-général de l'armée de Silésie, à Châlons, le 15 février 1814.

Monsieur,

Le feld-maréchal Blucher a eu à soutenir un nouveau combat extrêmement acharné contre des forces ennemies supérieures, sous les ordres de Buonaparte en personne.

Après avoir chassé le maréchal Marmont de la position d'Etoges, le 13, il y a appris que Buonaparte avoit mar-

ché la veille avec sa garde sur Château-Thierry, le général York et le général Sacken ayant préalablement quitté cette ville, et s'étant retirés derrière la Marne.

Hier matin, on annonça que le maréchal Marmont se retiroit du village de Fromentières. Le feld-maréchal Blucher, qui avoit bivouaqué la nuit d'auparavant à Champeaubert, résolut de le poursuivre. Il n'avoit sous ses ordres que le corps du général Kleist et la division du corps du général comte Langeron commandée par le général Kapsiewitz.

L'ennemi se retira jusqu'à ce qu'il arriva près du village de Janvilliers, où l'on observa qu'il se rassembloit un corps de cavalerie considérable.

Dans l'ardeur de la poursuite, l'ennemi se jeta soudain et avec précipitation sur six pièces de canon qui avoient été portées en avant, et s'en empara. La cavalerie prussienne, sous le général Ziethen et le colonel Blucher, fils du feld-maréchal, chargea aussitôt, et l'on apprit par eux que Buonaparte étoit sur le terrain, venant d'arriver avec toute sa garde et un gros corps de cavalerie. Il avoit fait pendant la nuit une marche forcée, se portant de Château-Thierry en avant.

L'infanterie du feld-maréchal Blucher s'avançoit pendant ce temps-là en colonnes de bataillons sur les terrains ouverts des deux côtés de la chaussée qui traverse le village.

La cavalerie, dont on voyoit s'augmenter le nombre, s'avança subitement en grande masse, enfonça la cavalerie de l'avant-garde, se partagea, et attaqua avec la plus grande fureur les colonnes d'infanterie qui étoient dans la plaine. On avoit prévu ce mouvement; les colonnes se formèrent en carrés, qui restèrent fermes sur le terrain,

et ouvrirent un feu très-vif sur leur front, leurs flancs et leurs derrières. Dans un large champ, sur la droite du village, six carrés furent attaqués au même moment; tous réussirent à repousser l'ennemi, la cavalerie de l'avant-garde se retirant en même temps par les intervalles, se formant sur les derrières, et s'avançant de nouveau pour charger la cavalerie de l'ennemi, après qu'elle eût été mise en désordre, et obligée de se retirer devant le feu meurtrier des carrés. Cependant le nombre de l'ennemi augmentoit, et l'on voyoit de gros corps de cavalerie qui marchoient autour de chacun des flancs. Deux bataillons d'infanterie de l'avant-garde qui étoient entrés dans le village, n'eurent pas le temps de se former, et souffrirent prodigieusement. Le feld-maréchal Blucher qui avoit peu de cavalerie avec lui, résolut de retirer ses forces d'une position où il avoit à soutenir une lutte aussi inégale.

L'infanterie eut ordre de se retirer en colonnes et en carrés, avec de l'artillerie dans les intervalles, couverte sur ses flancs et sur ses derrières par des tirailleurs et de la cavalerie. L'ennemi fit, sans perdre de temps, les attaques les plus hardies et les plus directes. Le pays sur lequel étoit la ligne de retraite étoit généralement ouvert, sans haies et sans clôtures; on y trouva seulement par-ci par-là de petits bouquets de bois qui fournissoient à la cavalerie ennemie le moyen de cacher ses mouvemens. L'infanterie évitoit en général de s'y engager, ce qui lui permettoit de rester formée, et de tenir d'autant mieux l'ennemi en respect. Depuis le village de Janvilliers jusqu'à moitié chemin entre Champeaubert et Etoges, ce qui fait une distance d'environ quatre lieues, ce fut un combat continuel en retraite, n'y ayant pas une seule colonne

ou carré d'infanterie qui ne fût pas ou chargé ou exposé au feu de l'ennemi, tandis qu'ils faisoient de leur côté un feu continuel sans interrompre leur marche, tirant et rechargeant en marchant, et malgré cela conservant toujours l'ordre le plus parfait. Il arrivoit souvent que la cavalerie de l'ennemi se trouvoit entremêlée avec les carrés, et elle fut constamment, dans ces cas-là, forcée de se retirer avec une grosse perte; il fut tenté plusieurs charges sans effet.

Au coucher du soleil, on observa que le corps de cavalerie qu'on avoit vu tourner autour des flancs, s'étoit jeté sur la ligne de notre retraite, à mi-chemin environ de Champeaubert à Etoges, et s'étoit formé en masse solide sur la chaussée et sur les deux côtés, évidemment dans l'intention de barrer le passage. Dans ce moment, le feld-maréchal Blucher se vit entouré de tous côtés. Sa décision fut aussi prompte que sa résolution de l'exécuter: ce fut de continuer sa marche et de se frayer un chemin de vive force, en franchissant tous les obstacles qu'on lui opposoit.

Les colonnes et les carrés assaillis de tous côtés, marchèrent dans l'ordre le plus ferme et le plus parfait; l'artillerie ouvrit un feu très-vif sur la cavalerie qui s'étoit postée sur la chaussée; à ce feu succédèrent des volées de mousqueterie des colonnes d'infanterie qui s'avançoient; la cavalerie ennemie ne put pas tenir contre cette détermination. Elle fut forcée de quitter la chaussée, de laisser le passage ouvert des deux côtés, et de borner ses attaques ultérieures uniquement aux flancs et aux derrières. Les colonnes et les carrés sur les flancs et sur les derrières furent également attaqués, et pendant tout le temps, il

n'y en eut pas un seul qui fût enfoncé ou qui perdît son ordre. A la nuit tombante, les attaques d'infanterie succédèrent à celles de cavalerie. Comme les troupes entroient dans le village d'Etoges, elles furent assaillies par des volées de mousqueterie d'un corps d'infanterie qui avoit passé par des chemins de traverse sur les deux flancs de leur marche, les généraux Kleist et Kapsiewitz percèrent cependant de nouveau, avec leurs corps respectifs, au travers des obstacles qui leur étoient opposés, travérsèrent le village de vive force, quoiqu'avec une perte considérable, et ramenèrent leurs corps, sans être attaqués ni molestés davantage, à la position de Bergères, où ils bivouaquèrent pendant la nuit.

La perte en tués, blessés et prisonniers, pendant cette longue et pénible lutte, est estimée à environ trois mille cinq cents hommes, avec sept pièces de canon. L'ennemi avoit évidemment en vue la destruction complète de tout le corps. Ses forces étoient doubles, et sa cavalerie plus que triple de la nòtre, consistoit probablement en huit mille chevaux. L'artillerie du feld-maréchal étoit plus nombreuse et mieux servie. La perte de l'ennemi par le canon et par les attaques de cavalerie constamment repoussées par le feu de la mousqueterie, doit avoir été prodigieuse.

Je manque de termes pour exprimer mon admiration de l'intrépidité et de la discipline des troupes. L'exemple du feld-maréchal Blucher qui étoit partout et dans les endroits les plus exposés; du général Kleist, du général Kapsiewitz; du général Guiesenau, qui dirigeoit le mouvement sur la chaussée; du général Ziethen et du prince Auguste de Prusse, toujours à la tête de sa brigade,

l'encourageant à faire les efforts les plus héroïques, ne pouvoit manquer d'inspirer aux soldats une résolution qui a dû frapper l'ennemi d'admiration et d'étonnement.

La position de Châlons présentant l'avantage d'y former la jonction des différens corps de son armée, le feld-maréchal Blucher résolut de s'y porter, ayant reçu avis pendant la bataille, que les généraux York et Sacken étoient arrivés à Reims, et que le général Wintzingerode n'en étoit qu'à une ou deux marches. La totalité de l'armée sera ainsi bientôt réunie, et sera en état d'avancer contre l'ennemi avec la confiance du succès que donnent le nombre et l'union.

J'ai l'honneur d'être, etc.

H. Lowe, colonel.

LIVRE VIII.

N°. XXXII.

Bulletin wurtembergeois sur la prise de Sens.

Le 10 février, le corps wurtembergeois s'est porté sur Sens. Il apprit que l'ennemi, fort de trois mille hommes avec du canon, étoit décidé à défendre cette ville entourée d'un mur élevé et épais, et d'un large fossé. Le 10 au soir nous étions maîtres des faubourgs, et notre infanterie légère, qui s'en étoit emparée, n'avoit eu que deux hommes tués, et vingt blessés. On entretint toute la nuit un feu de mousqueterie : pendant ce temps on envoya un parlementaire au général Alix, qui commandoit dans la ville, pour le sommer de se retirer. Il répondit que la ville étoit en état d'être défendue ; et en conséquence, il fit toutes les dispositions nécessaires. Le 11, notre corps d'armée étoit rassemblé devant Sens. On essaya d'en jeter les portes à coups de canon, mais on ne réussit pas, parce qu'Alix avoit eu le temps d'y pourvoir. On se décida alors à brûler la ville avec des obus, et on mit le feu dans plusieurs endroits, où les Français trouvèrent le moyen de l'éteindre. On alloit renoncer au projet de prendre la

ville de vive force, lorsqu'on découvrit une poterne qui tenoit à un collége, et ouvroit dans les murs de la ville.

On jeta cette porte en dedans, mais on trouva un adossement maçonné tout fraîchement, et tout le collége rempli de troupes qui firent un feu roulant sur notre quatrième régiment d'infanterie qui s'avançoit. Néanmoins ce régiment, joint au n° 6 du prince royal, pénétra par une petite ouverture qui fut faite dans la cour du collége. De nouveaux obstacles arrêtèrent encore nos braves; la communication avec la ville étoit fermée par une porte de fer, et une grille, derrière lesquelles l'ennemi se défendoit avec résolution; mais le régiment n° 4 surmonta toutes difficultés, prit d'assaut le bâtiment, et se rendit maître de l'entrée de la ville. Aussitôt les trois régimens, n°s 4, 9 et 10, assaillirent par trois endroits de ce côté-ci de l'Yonne, et nos troupes furent maîtresses de la porte; elles pénétrèrent dans la ville, malgré l'ennemi qui faisoit feu sur elles, de toutes les maisons. L'ennemi fut rejeté de l'autre côté de l'Yonne; mais, comme le pont étoit miné, on ne se hasarda pas à traverser la rivière. Nous avons pris un colonel chef d'état-major, un aide-de-camp d'Alix, plusieurs officiers et une centaine de soldats.

N°. XXXIII.

Dépêche de lord Burghersh, datée de Troyes, le 13 février 1814.

Milord,

L'armée sous les ordres immédiats du prince Schwart-

zenberg a continué le mouvement dout j'ai eu l'honneur de vous transmettre les détails dans ma dernière dépêche. Le prince royal de Wirtemberg somma le 11 de ce mois, le commandant de Sens de se rendre ; sur le refus de cet officier, les barricades de la ville furent forcées, et elle fut prise après une vigoureuse résistance.

Le prince royal dirigea ensuite ses forces sur Pont-sur-Yonne, d'où il marcha sur Bray. Le 9 au soir, il fut reçu un rapport du général Wittgenstein, qui étoit à Méry, annonçant que Villeneuve étoit occupée par un corps considérable, et que Buonaparte y étoit en personne. Le prince Schwartzenberg y alla lui-même le lendemain, pour reconnoître Nogent, et faire sur cette ville un mouvement qui pût attirer l'attention de l'ennemi.

Le 9, le général Hardeg avoit attaqué l'arrière-garde de l'ennemi, dans une position entre Romilly et Saint-Hilaire, et l'avoit repoussé vers Nogent avec quelque perte. Le prince Schwartzenberg, en arrivant près de cette ville, fit faire une autre attaque sur cette arrière-garde qui occupoit une position entre Marnay, Saint-Aubin et Mâcon. Le général Hardeg attaqua sur la route de Saint-Aubin, et l'avant-garde du général Wittgenstein sur la route de Marnay. L'ennemi fut délogé de sa position, et obligé de se retirer à Nogent. Le comte Hardeg le poursuivit dans cette ville, dans une partie de laquelle il s'établit le 10.

Le général Wittgenstein reçut l'ordre de rassembler son corps près de Pont-sur-Seine, et le général Wrede celui de marcher de Nogent vers Bray. En conséquence de ces mouvemens, l'ennemi abandonna la rive gauche de la Seine et détruisit le pont sur cette rivière. En exécution

des ordres du prince Schwartzenberg, le général Wittgenstein a déjà passé la Seine, près de Pont. Le général Wrede a rétabli le pont de Bray, a fait passer une partie de son corps sur la rive droite de cette rivière, et l'a dirigée sur Provins.

Le général Bianchi marche sur Montereau; le général Giulay le soutiendra; le reste de l'armée du prince Schwartzenberg sera rassemblé sur la rive gauche de la Seine.

Votre Seigneurie aura dejà été informée que Buonaparte a marché avec une grande partie de son armée contre le corps sous les ordres du maréchal Blucher. Vous aurez su le résultat de ses opérations. Je crains qu'elles n'aient été jusqu'à un certain point défavorables aux alliés. La séparation de l'armée de Silésie de celle qui est sous les ordres du prince Schwartzenberg, sera vraisemblablement la conséquence des efforts de Buonaparte.

Mais dans la vue de l'arrêter dans la poursuite des avantages qu'il peut avoir obtenus, le prince Schwartzenberg s'est déterminé à envoyer les corps des généraux Wrede et Wittgenstein et du prince royal de Wittemberg à Provins et Villeneuve. Les corps de réserve russes seront portés entre Mery et Nogent, et toute l'armée sera en position, la droite à Méry, la gauche à Montereau, et les corps de Provins et Villeneuve prêts à marcher en avant, s'il est nécessaire, derrière la ligne actuelle des opérations de Buonaparte, ou à portée de soutenir les mouvemens de l'armée du prince Schwartzenberg le long de la rive gauche de la Seine, vers Fontainebleau.

Le prince Lubomirsky occupe Sézanne avec un corps

de cavalerie. Plancy est occupé par un détachement du corps de réserve.

J'ai l'honneur, etc.

Signé BURGHERSH.

Au très-honorable vicomte Castlereagh, etc.

Extrait d'une dépêche de lord Burghersh, datée de Nogent, le 14 février 1814.

Depuis que j'ai eu l'honneur de vous écrire hier au soir, le prince Schwartzenberg a reçu un rapport du général Debitch, contenant la nouvelle satisfaisante que le maréchal Blucher a repoussé l'ennemi qui marchoit contre lui au-delà d'Etoges. Le général Debitch étoit déjà en communication avec le maréchal Blucher, et à la date de sa dépêche on n'avoit aucun doute sur la retraite de l'ennemi. En conséquence de ses informations, le prince Schwartzenberg a suspendu l'opération dont je vous ai envoyé le détail dans ma dernière dépêche, et il reprendra le mouvement offensif qui s'exécutoit auparavant. Le quartier-général sera transféré aujourd'hui à Bray. Les corps des généraux Wrede et Wittgenstein s'avanceront par Nangis vers Melun. Le général Bianchi se portera en avant sur la route de Fontainebleau.

N°. XXXIV.

Paris, le 18 février 1814.

S. M. l'impératrice-reine et régente a reçu les nouvelles suivantes de l'armée jusqu'au 17 dans la matinée :

L'empereur, en partant de Nogent le 9, pour manœuvrer contre le corps de l'ennemi qui marchoit sur Paris par la Ferté et Meaux, laissa les corps du duc de Bellune (Victor) et du général Girard dans Nogent, le septième corps et le duc de Reggio à Provins, chargé de la défense des ponts de Bray et Montereau, et le général Pajol près de Montereau et Melun.

Le duc de Bellune, ayant été informé que plusieurs divisions de l'armée autrichienne étoient parties de Troyes dans la journée du 10, pour marcher sur Nogent, fit repasser la Seine à son corps d'armée, laissant le général Bourmont à Nogent, avec douze cents hommes, pour défendre la ville.

L'ennemi se présenta le 11 pour entrer à Nogent; il réitéra ses attaques durant toute la journée, et toujours en vain : il fut vivement repoussé avec perte de quinze cents hommes, tués et blessés. Le général Bourmont avoit barricadé les rues, crénelé les maisons, et pris toutes les mesures possibles pour faire une vigoureuse défense. Ce général, qui est un officier de distinction, fut blessé au genou. Le colonel Ravière le remplaça. L'ennemi renouvela l'attaque le 12, mais toujours sans effet. Nos

30.

jeunes troupes se couvrirent de gloire. Ces deux jours ont coûté à l'ennemi plus de deux mille hommes.

Le duc de Bellune, ayant appris que l'ennemi avoit passé à Bray, jugea à propos de faire détruire le pont de Nogent, et marcha sur Nangis. Le duc de Reggio fit sauter les ponts de Montereau et Melun, et se retira sur la rivière d'Yères.

Le 16, l'empereur arriva sur l'Yères, et porta son quartier-général à Guignes.

Le jour de la bataille de Vauchamp (le 14), à huit heures du soir, le duc de Raguse (Marmont) fit attaquer l'ennemi à Etoges; il lui prit neuf pièces de canon, et acheva la destruction de la division russe; on compte treize cents morts sur ce seul point du champ de bataille. Le succès obtenu à la bataille de Vauchamp a été plus considérable qu'on ne l'avoit annoncé.

La fureur des habitans de la campagne est à son comble. Les horreurs commises par les cosaques surpassent l'imagination. Dans leur féroce ivresse, ils ont commis des attentats sur des femmes de soixante ans, et des filles de douze; ils ont pillé et détruit les habitations. Les paysans, ne respirant que la vengeance, conduits par d'anciens militaires retirés, et armés des fusils de l'ennemi, ramassés sur le champ de bataille, ont traqué les bois, et sont tombés sur tous ceux qu'ils ont trouvés; on estime déjà ceux qu'ils ont pris à plus de deux mille; ils en ont tué plusieurs centaines. Les Russes effrayés se rendent à nos colonnes pour y trouver un refuge. Les mêmes causes produisent les mêmes effets dans tout l'empire; et les armées qui venoient dans notre pays, disoient-elles, pour y apporter la paix, le bonheur, les sciences et les arts, y trouveront leur anéantissement.

Paris, le 20 février.

S. M. l'impératrice-reine et régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 19 février :

Le duc de Raguse marchoit sur Châlons lorsqu'il apprit qu'une colonne de la garde impériale russe, composée de deux divisions de grenadiers, se portoit sur Montmirel. Il fit volte-face, marcha à l'ennemi, lui prit trois cents hommes, le repoussa sur Sézanne d'où les mouvemens de l'empereur ont obligé ce corps à se porter à marches forcées sur Troyes.

Le comte Grouchy, avec la division d'infanterie du général Leval et trois divisions du troisième corps de cavalerie, passoit à la Ferté-sous-Jouarre.

Les avant-postes du duc de Trévise étoient entrés à Soissons.

Le 17, à la pointe du jour, l'empereur a marché de Guignes sur Nangis. Le combat de Nangis a été des plus brillans.

Le général en chef russe Wittgenstein étoit à Nangis avec trois divisions qui formoient son corps d'armée.

Le général Pahlen, commandant les troisième et quatorzième divisions russes et beaucoup de cavalerie, étoit à Mormant. Le général de division Gérard, officier de la plus haute espérance, déboucha au village de Mormant sur l'ennemi. Un bataillon du trente-deuxième régiment d'infanterie, toujours digne de son ancienne réputation, qui le fit distinguer, il y a vingt ans, par l'empereur aux batailles de Castiglione, entra dans le village au pas de charge. Le comte de Valmy, à la tête des dragons du

général Treilhard venant d'Espagne, et qui arrivoient à l'armée, tourna le village par sa gauche. Le comte Milhaud, avec le cinquième corps de cavalerie, le tourna par sa droite. Le comte Drouot s'avança avec de nombreuses batteries. Dans un instant tout fut décidé. Les carrés formés par les divisions russes furent enfoncés. Tout fut pris, généraux et officiers. Six mille prisonniers dix mille fusils, seize pièces de canon et quarante caissons sont tombés en notre pouvoir. Le général Wittgenstein a manqué d'être pris. Il s'est sauvé en toute hâte sur Nogent. Il avoit annoncé au sieur Billy, chez lequel il logeoit à Provins, qu'il seroit le 18 à Paris. En retournant, il ne s'arrêta qu'un quart-d'heure, et eut la franchise de dire à son hôte : « J'ai été bien battu ; deux de mes divi-» sions ont été prises ; dans deux heures vous verrez les » Français. »

Le comte de Valmy se porta sur Provins avec le duc de Reggio ; le duc de Tarente sur Donnemarie.

Le duc de Bellune marcha sur Villeneuve-le-Comte. Le général Wrede, avec ses deux divisions bavaroises, y étoit en position. Le général Gérard les attaqua, et les mit en déroute. Les huit ou dix mille hommes qui composoient le corps bavarois étoient perdus, si le général Lhéritier qui commande une division de dragons, avoit chargé comme il le devoit ; mais ce général, qui s'est distingué dans tant d'occasions, a manqué celle qui s'offroit à lui. L'empereur lui en a fait témoigner son mécontentement. Il ne l'a pas fait traduire à son conseil d'enquête, certain que, comme à Hoff en Prusse, et à Znaim en Moravie, où il commandoit le 10e régiment de cuirassiers, il méritera des éloges, et réparera sa faute.

S. M. a témoigné sa satisfaction au comte de Valmy, au général Treilhard et à sa division, au général Gérard et à son corps d'armée.

L'empereur a passé la nuit du 17 au 18 au château de Nangis.

Le 18 au point du jour, le général Chateau s'est porté sur Montereau. Le duc de Bellune devoit y arriver le 17 au soir. Il s'est arrêté à Salins : c'est une faute grave. L'occupation des ponts de Montereau auroit fait gagner à l'empereur un jour, et permis de prendre l'armée autrichienne en flagrant délit.

Le général Chateau arriva devant Montereau à dix heures du matin; mais dès neuf heures le général Bianchi, commandant le premier corps autrichien, avoit pris position avec deux divisions autrichiennes et la division wurtembergeoise, sur les hauteurs en avant de Montereau, couvrant les ponts et la ville. Le général Chateau l'attaqua; n'étant pas soutenu par les autres divisions du corps d'armée, il fut repoussé. Le sieur Lecouteulx, qui avoit été envoyé le matin en reconnoissance, ayant eu son cheval tué, a été pris. C'est un intrépide jeune homme.

Le général Gérard soutint le combat pendant toute la matinée. L'empereur s'y porta au galop. A deux heures après-midi, il fit attaquer le plateau. Le général Pajol, qui marchoit par la route de Melun, arriva sur ces entrefaites, exécuta une belle charge, culbuta l'ennemi, et le jeta dans la Seine et dans l'Yonne. Les braves chasseurs du 7e débouchèrent sur les ponts, que la mitraille de plus de soixante pièces de canon empêcha de faire sauter, et nous obtînmes en même temps le double résultat de pouvoir passer les ponts au pas de charge, de prendre quatre

mille hommes, quatre drapeaux, six pièces de canon; et quatre à cinq mille hommes à l'ennemi.

Les escadrons de service de la garde débouchèrent dans la plaine. Le général Duhesme, officier d'une rare intrépidité et d'une longue expérience, déboucha sur le chemin de Sens; l'ennemi fut poussé dans toutes les directions, et notre armée défila sur les ponts. La vieille garde n'eut qu'à se montrer, l'ardeur des troupes du général Pajol l'empêcha de participer à l'affaire.

Les habitans de Montereau n'étoient pas restés oisifs. Des coups de fusil tirés des fenêtres augmentèrent les embarras de l'ennemi. Les Autrichiens et les Wurtembergeois jetèrent leurs armes. Un général wurtembergeois a été tué. Un général autrichien a été pris, ainsi que plusieurs colonels, parmi lesquels se trouve le colonel du régiment de Colloredo, pris avec son état-major et son drapeau.

Dans la même journée, les généraux Charpentier et Alix débouchèrent de Melun, traversèrent la forêt de Fontainebleau, et en chassèrent les cosaques et une brigade autrichienne. Le général Alix arriva à Moret.

Le duc de Tarente arriva devant Bray.

Le duc de Reggio poursuivit les partis ennemis de Provins sur Nogent.

Le général de brigade Monthrun, qui avoit été chargé, avec dix-huit cents hommes, de défendre Moret et la forêt de Fontainebleau, les avoit abandonnés, et s'étoit retiré sur Essonnes. Cependant la forêt de Fontainebleau pouvoit être disputée pied à pied. Le major-général a ordonné la suspension du général Monthrun, et l'a envoyé devant un conseil d'enquête.

Une perte qui a sensiblement affecté l'empereur est

celle du général Chateau. Ce jeune officier, qui donnoit les plus grandes espérances, a été blessé mortellement sur le pont de Montereau, où il étoit avec les tirailleurs. S'il meurt, et le rapport des chirurgiens donne peu d'espoir, il mourra du moins accompagné des regrets de toute l'armée ; mort digne d'envie, et bien préférable à l'existence pour tout militaire qui ne la conserveroit qu'en survivant à sa réputation, et en étouffant les sentimens que doivent lui inspirer, dans ces grandes circonstances, la défense de la patrie, et l'honneur du nom français.

Le palais de Fontainebleau a été conservé. Le général autrichien Hardeg, qui est entré dans la ville, y avoit placé des sentinelles pour le défendre des excès des cosaques qui sont cependant parvenus à piller des portiers, et à enlever des couvertures dans les écuries. Les habitans ne se plaignent point des Autrichiens, mais de ces tartares monstres qui déshonorent le souverain qui les emploie, et les armées qui les protègent. Ces brigands sont couverts d'or et de bijoux. On a trouvé jusqu'à huit et dix montres sur ceux que les soldats et les paysans ont tués : ce sont de véritables voleurs de grands chemins.

L'empereur a rencontré dans sa marche les gardes nationales de Brest et du Poitou. Il les a passées en revue : « Montrez, leur a-t-il dit, de quoi sont capables les » hommes de l'Ouest ; ils furent de tout temps les fidèles » défenseurs de leur pays, et les plus fermes appuis de la » monarchie. »

S. M. a passé la nuit du 19 au château de Surville, situé sur les hauteurs de Montereau.

Les habitans se plaignent beaucoup des vexations du prince royal de Wurtemberg.

Ainsi, l'armée de Schwartzenberg se trouve entamée par la défaite de Kleist, ce corps en ayant toujours fait partie; par la défaite de Wittgenstein; par celle du corps bavarois, de la division wurtembergeoise, et du corps du général Bianchi.

L'empereur a accordé aux trois divisions de la vieille garde à cheval cinq cents décorations de la Légion-d'Honneur. Il en a accordé également à la vieille garde à pied. Il en a donné cent à la cavalerie du général Treilhard, et un pareil nombre à celle du général Milhaud.

On a recueilli une grande quantité de décorations de Saint-Georges, de Saint-Wladimir, de Sainte-Anne, prises sur les hommes qui couvrent les différens champs de bataille.

Notre perte dans les combats de Nangis et de Montereau, ne s'élève pas à plus de quatre cents hommes tués ou blessés, ce qui, quoiqu'invraisemblable, est pourtant l'exacte vérité.

La ville d'Epernay ayant eu connoissance des succès de notre armée, a sonné le tocsin, barricadé ses rues, refusé le passage à une colonne de deux mille hommes, et fait des prisonniers. Que cet exemple soit imité partout, et il est à présumer que bien peu d'hommes des armées ennemies repasseront le Rhin!

Les villes de Guise et de Saint-Quentin ont aussi fermé leurs portes, et déclaré qu'elles ne les ouvriroient que s'il se présentoit devant elles des forces suffisantes et de l'infanterie. Elles n'ont pas fait comme Reims qui a eu la foiblesse d'ouvrir ses portes à cent cinquante cosaques, et qui, pendant huit jours, les a complimentés et bien traités. Nos annales conserveront le souvenir des populations qui ont manqué à ce qu'elles devoient à elles-mêmes et à l'hon-

neur. Elles exalteront au contraire celles qui, comme Lyon, Châlons-sur-Saône, Tournus, Sens, Saint-Jean-de-Lône, Vitry, Châlons-sur-Marne, ont payé leurs dettes envers la patrie, et se sont souvenues de ce qu'exigeoit la gloire du nom français. La Franche-Comté, les Vosges et l'Alsace ne l'oublieront pas au moment du mouvement rétrograde des alliés. Le duc de Castiglione, qui a réuni à Lyon une armée d'élite, marche pour fermer la retraite aux ennemis.

Copie d'une dépêche du très-honorable Frédérick Robinson au comte Bathurst, datée de Londres, le 24 février 1814.

Milord,

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que j'ai quitté Châtillon dans la nuit du 18 de ce mois pour revenir en Angleterre. Ayant été retenu pendant quelques heures à Troyes, le 19, il m'y fut donné connoissance de quelques événemens qui étoient survenus postérieurement à la date des dépêches dont j'étois porteur. Il paroît que le 16 ou le 17 (ce dernier jour je crois), le corps du comte Hardeg et du comte Thurn, autrichiens, et les cosaques sous le comte Platow, avoient réussi à prendre Fontainebleau, où il avoit été pris un général, quelques canons et plusieurs prisonniers.

Le 17, Buonaparte, qui, lorsque le prince de Schwartzenberg s'étoit avancé au-delà de la Seine, s'étoit désisté de ses opérations contre le maréchal Blucher, tomba, avec un corps de cavalerie très-considérable, sur l'avant-garde

du corps du comte Wittgenstein qui étoit à Nangis, sous le commandement du comte Pahlen. Cette avant-garde, qui consistoit en plusieurs régimens de cavalerie, fut repoussée avec une grande perte en hommes et en artillerie, et le prince Schwartzemberg se détermina à se retirer et à faire repasser la Seine à une grande partie de son armée. Il continua cependant d'occuper les ponts sur cette rivière à Montereau, Bray et Nogent.

Le 18 au matin, les deux premiers postes furent attaqués avec beaucoup de vigueur, mais sans effet; et le prince royal de Wirtemberg, qui commandoit à Montereau, non-seulement repoussa trois attaques faites sur lui, mais encore prit des prisonniers et des canons. Mais l'attaque fut renouvelée le soir avec un surcroît de force, et l'ennemi parvint enfin à forcer le prince royal à repasser la rivière, et il le pressa si vivement, qu'il n'eut pas le temps de détruire le pont. Il se retira vers Bray; et l'on sut que l'ennemi avoit fait passer la rivière à une grande partie de son armée. Le résultat de cette affaire détermina le prince Schwartzenberg à retirer la grande armée de sa position avancée sur la Seine, et j'appris que son quartier-général devoit être à Troyes le 19.

J'ai la satisfaction d'informer Votre Seigneurie, que le 20 au matin, j'eus l'occasion de voir toute l'armée du maréchal Blucher réunie, et venant de Châlons pour rejoindre la grande armée. Elle étoit en marche sur la grande route de Troyes, et la tête de colonne étoit près d'Arcis-sur-Aube, à dix-huit ou vingt milles anglais du quartier-général du prince Schwartzenberg. Après les rudes combats que cette incomparable armée avoit récemment soutenus, ce fut une satisfaction infinie pour moi de voir l'admirable

condition des troupes qui la composoient, et qui montent à près de soixante mille hommes, etc.

J'ai l'honneur, etc.

Signé ROBINSON.

Bulletin wurtembergeois sur le combat de Montereau.

Après la prise de Sens, le corps wurtembergeois marcha sur Bray, où le 15 février il se mit en échelons jusqu'à Montereau. Le plan de concentration de la grande armée forçoit à rester sur la défensive, et il fut ordonné au quatrième corps de défendre Montereau jusqu'à la dernière extrémité.

Le 17 et le 18 l'ennemi attaqua avec vigueur les troupes royales, qui se défendirent avec une intrépidité admirable contre des forces bien supérieures, conduites par Napoléon lui-même. On porte l'armée française à quarante ou cinquante mille hommes, avec soixante pièces d'artillerie. Nos troupes, après avoir combattu, notamment le 18, depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures du soir, voyant la majeure partie de leurs canons démontés, commencèrent à se retirer, et perdirent beaucoup de monde. Cette retraite se fit par Nogent sur Chapelle, et enfin le 20 elles entrèrent dans Troyes.

Jusqu'à présent nous évaluons notre perte en officiers à quatre morts, trente-un pris ou égarés, parmi lesquels sont les colonels Biverstein, Kellenbach, et le comte de la Lippe; les majors de Starkloff et de Landanberger : et en vingt-cinq blessés, parmi lesquels est le colonel Volfskehl. En soldats, en sous-officiers, notre perte se monte à trois mille hommes tués, blessés au pris; nous n'avons perdu ni caissons ni pièces.

FIN DU TOME PREMIER.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DU TOME SECOND.

LIVRE IX.

N°. XXXV.

Copie de la dépêche de Frédéric Robinson au comte Bathurst, du 24 février.

Milord,

J'ai l'honneur d'informer votre seigneurie que j'ai quitté Châtillon dans la nuit du 18 de ce mois pour revenir en Angleterre. Ayant été retenu pendant quelques heures à Troyes, le 19, il m'y fut donné connoissance de quelques événemens qui étoient survenus postérieurement à la date des dépêches dont j'étois porteur. Il paroît que le 16 ou le 17 (ce dernier jour, je crois) le corps du comte Hardeg et du comte Thurn, autrichiens, et les cosaques sous le comte Platow, avoient réussi à prendre Fontainebleau, où il avoit été pris un général, quelques canons et plusieurs prisonniers.

Le 17, Buonaparte, qui, lorsque le prince de Schwart-

zenberg s'étoit avancé au-delà de la Seine, s'étoit désisté de ses opérations contre le maréchal Blucher, tomba avec un corps de cavalerie très-considérable, sur l'avant-garde du corps du comte Wittgenstein qui étoit à Nangis, sous le commandement du comte de Pahlen. Cette avant-garde, qui consistoit en plusieurs régimens de cavalerie, fut repoussée avec une grande perte en hommes et en artillerie, et le prince Schwartzenberg se détermina à se retirer et à faire repasser la Seine à une grande partie de son armée. Il continua cependant d'occuper les ponts sur cette rivière à Montereau, Bray et Nogent.

Le 18 au matin, les deux premiers postes furent attaqués avec beaucoup de vigueur, mais sans effet; et le prince royal de Wirtemberg, qui commandoit à Montereau, non-seulement repoussa trois attaques faites sur lui, mais encore prit des prisonniers et des canons. Mais l'attaque fut renouvelée le soir avec un surcroît de force, et l'ennemi parvint enfin à forcer le prince royal à repasser la rivière, et il le pressa si vivement, qu'il n'eut pas le temps de détruire le pont. Il se retira vers Bray, et l'on sut que l'ennemi avoit fait passer la rivière à une grande partie de son armée. Le résultat de cette affaire détermina le prince Schwartzenberg à retirer la grande armée de sa position avancée sur la Seine, et j'appris que son quartier-général devoit être à Troyes le 19.

J'ai la satisfaction d'informer votre seigneurie que le 20, au matin, j'eus l'occasion de voir toute l'armée du maréchal Blucher réunie, et venant de Châlons, pour rejoindre la grande armée. Elle étoit en marche sur la grande route de Troyes, et la tête de colonne étoit près d'Arcis-sur-Aube, à dix-huit ou vingt milles anglais du

quartier-général du prince Schwartzenberg. Après les rudes combats que cette incomparable armée avoit récemment soutenus, ce fut une satisfaction infinie pour moi de voir l'admirable condition des troupes qui la composoient, et qui montent à près de soixante mille hommes, etc.

J'ai l'honneur, etc. ROBINSON.

N°. XXXVI.

Copie du rapport militaire du colonel Lowe, du 22 février.

Au quartier-général de l'armée de Silésie, à Drauss, Saint-Basle, le 22 février 1814.

Monsieur,

Cette armée a effectué, hier, sa marche sur Méry. La ville étoit déjà occupée par le général Wittgenstein, qui avoit reconnu que l'ennemi étoit en assez grande force devant lui, entre Chartres et Mérigny. A l'arrivée du feld-maréchal, son corps fut retiré; et ce matin, de bonne heure, il s'est dirigé sur Chandrigny. A peine les postes laissés en avant de la ville étoient-ils relevés par cette armée-ci, vers huit heures du matin, que l'ennemi a fait une attaque. Comme le but immédiat n'étoit pas de faire aucune opération sur la rive gauche de la rivière, il a été fait sur-le-champ des dispositions pour brûler le pont sur la Seine, qui sépare la ville en deux parties, et défendre celle qui est de ce côté-ci de la rivière. Le feld-maré-

chal Blucher surveilloit lui-même ces dispositions, lorsqu'on a vu que la ville, soit à dessein ou par accident, étoit en feu à trois endroits. Le vent souffloit avec force, et il est devenu impossible d'éteindre les flammes. En conséquence, il n'étoit plus possible d'exécuter le projet de défendre la ville avec un gros corps d'infanterie. On ne pouvoit employer que quelques tirailleurs seulement. L'ennemi, qu'aucun obstacle n'arrêtoit du côté de la rivière où il étoit, s'est avancé avec rapidité. Le feu a été mis au pont, mais il n'en a consumé qu'un côté. Depuis, vers neuf heures jusqu'à deux heures, il y a eu une tiraillade continuelle; mais les flammes se sont étendues tellement, qu'il n'a plus été possible de faire soutenir le petit détachement qui avoit défendu la ville; et l'ennemi est parvenu à effectuer son passage sur la partie restante du pont. Pendant que cela se passoit dans la ville, le feld-maréchal Blucher a mis son armée en bataille sur deux rangs, dans une vaste plaine en deçà de la rivière, ayant sa cavalerie en réserve, et il est ainsi prêt à profiter de tout avantage que l'ennemi lui offriroit, s'il osoit faire passer la rivière à une force considérable. Mais la vue de ces dispositions l'a intimidé. L'ennemi avoit fait passer trois bataillons, et, s'étendant le long de la rive gauche, il avoit commencé un feu très-vif, en apparence, dans le dessein de protéger les troupes qui devoient marcher en avant de la rivière, lorsqu'il a été lui-même attaqué, repoussé dans la ville, et obligé de repasser le pont rompu, laissant en notre pouvoir plusieurs prisonniers et blessés; et au soleil couchant, chaque armée est restée de son côté de la rivière.

Les prisonniers rapportent que les corps opposés étoient

les septième et neuvième, sous le commandement du maréchal Oudinot, outre un très-nombreux corps de cavalerie.

Entre deux et trois heures de l'après-midi, pendant que le feld-maréchal Blucher reconnoissoit la position de l'ennemi dans la ville, il a été frappé à la jambe par une balle. Elle a traversé sa botte, mais très-heureusement, ne lui a pas fait grand mal. Le colonel Valentine, de l'état-major, a été blessé au même instant. Le prince Schubatoff, le jeune, général de cosaques, a été aussi blessé dans la journée; mais en général la perte a été légère. — Environ deux cent vingt tués et blessés.

Le feld-maréchal Blucher a bivouaqué cette nuit avec son armée, dans la position prise durant la matinée.

J'ai l'honneur, etc. H. LOWE, *colonel.*

Le 23 février, à neuf heures du matin.

P. S. L'ennemi est encore de l'autre côté de la rivière; mais en apparence il n'est pas en grande force. Le pont sur la Seine a été entièrement détruit par les troupes de notre côté.

H. LOWE, *colonel.*

N°. XXXVII.

Bulletin relatif à l'évacuation de Troyes, le 25 février 1814.

Le mouvement sur la rive droite de la Seine annoncé par le dernier bulletin fut opéré à la vue de l'ennemi

dans la journée du 23. On ne garda que Troyes sur la rive opposée ; sur la route de Sens on avoit placé la division légère du prince Maurice de Lichtenstein, soutenue par le troisième corps d'armée commandé par le comte de Giulay.

Dès la veille, l'ennemi avoit fait paroître de grandes masses de cavalerie sur les hauteurs de Pavillon sans hasarder une attaque, parce que la position imposante de notre cavalerie, commandée par le baron de Frimont, mit des obstacles à tous ses desseins. Une foible attaque qu'il tenta vers le soir sur la route de Grez fut vivement repoussée.

Le 24, toute la force de l'ennemi se déploya sur les hauteurs de Troyes ; nos avant-postes rentrèrent dans les faubourgs ; seulement sur la route de Sens il y eut un combat animé avec notre cavalerie, qui maintint l'ancienne gloire de nos armes, et repoussa toutes les attaques de l'ennemi. A la nuit tombante, l'ennemi avoit occupé les faubourgs de Troyes, qu'on lui avoit abandonnés. Il tenta contre la ville trois assauts qui furent repoussés par la bravoure du général Volkmann et de sa brigade : il fit même poursuivre par de la cavalerie l'ennemi dans sa retraite, et lui causa beaucoup de mal. Enfin l'ennemi proposa, pour l'évacuation de la ville, une convention qui ne pouvoit plus avoir de prix pour nous (1), puisque l'armée étoit déjà entrée dans ses

(1) Extrait des nouvelles de l'armée française, publiées dans le Moniteur du 27 février 1814.

« Le 23, nos troupes investissoient Troyes de tous côtés ; un » aide-de-camp russe est venu aux avant-postes pour demander

positions au-delà du fleuve, et Troyes fut abandonné à l'ennemi le lendemain à six heures du matin.

Le comte Giulay et la division Lichtenstein se portèrent sur Bar-sur-Seine. Ils furent suivis par quelques corps de cavalerie ennemie, qui cependant n'osèrent pas attaquer sérieusement ces corps réunis.

Pendant que cela se passoit sur la Seine, le feld-maréchal Blucher, en faisant un mouvement rapide vers la Marne, avoit commencé déjà l'exécution du grand plan d'après lequel l'offensive doit à l'avenir avoir lieu avec vigueur et en grandes masses. Il passa l'Aube à Baudemont sur trois ponts de bateaux pour attaquer le maréchal Marmont, qui le 24 étoit encore à Sézanne.

N°. XXXVIII.

Décret daté du quartier-général impérial, à Troyes, le 24 février.

Napoléon, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, médiateur de la Confédération Suisse, etc. etc., avons décrété et décrétons :

» le temps d'évacuer la ville, sans quoi elle seroit brûlée.
» Cette considération a arrêté les mouvemens de l'empereur.
» La ville a été évacuée dans la nuit, et nous y sommes
» entrés ce matin. »

Art. 1er. Il sera dressé un état des Français qui sont au service des puissances alliées, ou qui, sous quelque titre que ce soit, ont accompagné les armées ennemies dans l'invasion du territoire de l'empereur, depuis le 20 décembre 1813.

2. Les individus qui seront portés sur cet état seront traduits sans délai, et toute autre affaire cessante, devant nos cours et tribunaux pour y être jugés et condamnés aux peines portées par la loi, et leurs propriétés confisquées au profit des domaines de l'Etat, conformément aux lois existantes.

3. Tout Français qui aura porté les décorations des ordres de l'ancienne dynastie dans les villes occupées par l'ennemi, et durant son séjour, sera déclaré traître, jugé comme tel par une commission militaire, et condamné à mort. Ses propriétés seront confisquées au profit des domaines de l'Etat.

NAPOLÉON.

Un autre décret, de la même date, destitue de son emploi le baron Caffarelli, préfet du département de l'Aube; un autre décret nomme à sa place M. Rœderer, préfet du département du Trasimène, et un autre ordonne que pour le présent ses fonctions seront remplies par M. Flau.

N°. XXXIX.

Copie d'une lettre du comte François d'Escars.

Vesoul, le 22 février 1814.

Son altesse royale, MONSIEUR, est arrivé à Vesoul en Franche-Comté, le 22 février. Nous avons été reçus des villes et des villages aux acclamations de tout le peuple, et aux cris de *Vive Louis XVIII et les Bourbons!* On a été enchanté de notre prince, qui a été parfait. Les vieillards, les femmes, les enfans, baisoient ses mains et ses habits. Le bonheur étoit peint sur tous les visages. Ils étoient si touchés de l'affabilité de MONSIEUR, que des larmes de joie couloient de tous côtés. Les vieillards et les femmes disoient: « Nous mourrons contens, puisque nous avons le bonheur de nous retrouver sous nos anciens maîtres, qui ont toujours été dans notre cœur. » D'autres disoient: « Je vous donne mon cœur, car le monstre ne nous a laissé que cela. »

En arrivant ici, ç'a été bien autre chose. La population de la ville n'est que de cinq mille âmes. Ils sont tous venus hors de la ville, au-devant de nous, et demandé que nous puissions entrer à pied, afin de mieux voir le prince. La noblesse est parfaite dans toutes les provinces. Les gentilshommes arrivent de toutes parts, annoncent que tous les paysans de leurs communes sont à leurs ordres, et demandent à marcher pour leur souverain légitime. Il nous est arrivé, aujourd'hui, un émissaire de l'Alsace, demandant aux puissances de lever une légion à cocarde

blanche, pour contribuer à la restauration de leurs maîtres légitimes. Les places demandent à se rendre à Louis XVIII. Toute la France demande à se lever; et si l'on y met des entraves, elle ne s'en affranchira pas moins elle-même.

Le premier jour de l'entrée de MONSIEUR en France, nous avons fait trente-deux lieues dans le domaine de ses augustes ancêtres : ce seroit un ange descendu du ciel, qu'on ne mettroit pas plus d'empressement à venir le voir.

LIVRE X.

N°. XL.

Dépêche du colonel Lowe.

Au quartier-général de l'armée de Silésie, Anglure, le 28 février, à 8 heures du soir.

Monsieur,

Le feld-maréchal Blucher a jeté ce matin trois ponts sur l'Aube, près de Baudemont, et a fait passer toute son armée, étant venu de devant Méry avec elle, durant la nuit, sans avoir été aperçu par l'ennemi. Elle bivouaque cette nuit dans cette ville et le voisinage; et elle se portera vraisemblablement demain matin vers Sézanne. Suivant des rapports reçus, on a vu l'ennemi avec une force que l'on conjecture être d'environ dix mille hommes, sous le maréchal Marmont, en marche de Sézanne vers Châlons, et le mouvement mentionné ci-dessus est réglé sur cela.

J'ai l'honneur, etc. H. Lowe, *colonel.*

Dépêche du colonel Lowe.

Au quartier-général de l'armée de Silésie, à La Ferté-sous-Jouarre, le 27 février 18:4.

Monsieur,

Vous aurez appris, par quelques lignes que je vous ai adressées le 25, dans l'après midi, que le maréchal Marmont s'étoit retiré de Sézanne, et que cette armée-ci étoit à sa poursuite, avec le dessein de le suivre le lendemain jusqu'à la Ferté-Gaucher. En arrivant à la Ferté-Gaucher, le feld-maréchal Blucher apprit que l'ennemi s'étoit dirigé sur Rebais, où il le suivit, et il y passa la nuit. Le maréchal Marmont avoit continué sa route jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre; les paysans disent qu'il fuyoit en désordre, et que ses troupes se réfugioient dans les bois; mais on apprit à Rebais que le maréchal Mortier, avec la jeune garde, étoit parti de Château-Thierry, où il avoit été pendant ce temps, observant le général Wintzingerode, pour former sa jonction avec le maréchal Marmont, leurs forces réunies montant à-peu-près de seize à vingt mille hommes. En conséquence, le passage de la Marne, en présence d'une telle force, et vu la probabilité que Buonaparte, en apprenant la marche de l'armée de Silésie dans cette direction, détacheroit un corps sur ses derrières, devenoit une opération très-délicate. Les dispositions suivantes furent faites: les corps du général baron Sacken et du général comte de Langeron reçurent l'ordre de marcher sur Coulommiers et Chaillé, et de poursuivre

ce matin leur marche vers Meaux. Il fut ordonné aux corps du général York et du général Kleist, après s'être arrêté pour la nuit à Rebais et dans le voisinage, d'aller ce matin à la Ferté-sous-Jouarre. Le général Korf, avec une réserve de trois mille hommes de cavalerie, formoit l'arrière-garde à la Ferté-Gaucher. La démonstration vers Meaux eut tout l'effet désiré. Les deux maréchaux français, qui avoient réuni leurs forces à la Ferté-sous-Jouarre, abandonnèrent précipitamment la ville, laissant la facilité d'établir des ponts de bateaux sur la rivière qui est en avant. Quelques chasseurs passèrent sur de petits bateaux, et s'emparèrent de la ville. Si l'ennemi avoit tenu ferme à ce point, le passage auroit été effectué à Meaux ou à Triport, dans ses environs, cette armée-ci, par ses dispositions, étant également préparée à passer à l'un ou l'autre endroit.

Deux ponts de bateaux ont été jetés sur la rivière, sur laquelle l'armée est déjà à cheval. Les dispositions pour demain seront faites d'après les rapports qui seront reçus durant la nuit. Dans ces entrefaites, on a appris que le général Wintzingerode et le général Bulow étoient sur le point de former leur jonction, et l'on suppose qu'ils sont actuellement, l'un et l'autre, près de Soissons. Le général Wintzingerode avoit envoyé deux mille hommes à Arcis-sur-Aube.

L'avant-garde du corps du général baron Sacken occupe les faubourgs de Meaux qui sont sur la rive gauche de la rivière. L'ennemi, suivant les rapports, a abandonné le côté de la rivière opposé à Triport, où le général baron Sacken a à présent son quartier-général. De fortes reconnoissances de cavalerie se font de tous côtés sur les derrières.

J'ai l'honneur, etc. H. Lowe, *colonel.*

Dépêche du colonel Lowe.

Au quartier-général de l'armée de Silésie, à la Ferté-sous-Jouarre, le 28 février 1814.

Monsieur,

Le passage de la Marne a été effectué sans difficulté ni obstacle, du moins la plus grande partie des troupes est déjà de ce côté-ci de la rivière, et a la facilité de communiquer avec l'autre, si cela est jugé convenable.

Le général Wintzingerode, suivant les derniers rapports, étoit à Rheims; il avoit envoyé un corps en avant, à Château-Thierry, ville qui est maintenant occupée par les alliés. Le général Kleist est à Legg-sur-Ourcq.

J'ai l'honneur d'être, etc. H. Lowe, *colonel.*

N°. XLI.

Proclamation du général baron Wintzingerode, datée de Namur, le 5 février 1814.

Nous entrons sur vos anciennes frontières; le prince royal de Suède nous suit avec toutes ses armées. Pour la gloire de la Russie et pour la délivrance de l'Allemagne, le ciel a béni nos armes; il achèvera son ouvrage et forcera l'empereur Napoléon à vous rendre la paix que vous souhaitez tous. Lisez la proclamation des souverains alliés, et vous verrez que leur volonté est la paix. De-

mandez à vos compatriotes comment nos soldats les traitent, et vous vous convaincrez qu'ils entrent en amis dans vos villes et vos villages.

Un héros français qui a combattu anciennement pour la liberté et la gloire de la France, à qui la Suède a confié sa destinée, que vos armées connoissent, vient pour acquérir de nouveaux droits à votre reconnoissance en nous conduisant à la victoire pour vous donner le bonheur et la paix. Accueillez bien nos soldats, ils ne vous demanderont que leur nourriture. Adressez-vous à moi au moindre excès qu'ils pourroient commettre, à toute heure vous me trouverez prêt à vous écouter et à punir ceux qui, contre les ordres de mon illustre souverain, oseroient offenser ou piller un Français.

Que chaque citoyen reste dans sa demeure; que chaque fonctionnaire public reste à son poste; il sera respecté, et acquerra les droits à la reconnoissance de ses concitoyens, en empêchant par sa présence le désordre de l'anarchie, et devenant l'organe des besoins de ses compatriotes.

Nous ne combattons que les soldats de Napoléon. Que le ciel vous préserve de vous joindre à eux! L'innocent seroit confondu avec le coupable; des peuplades entières seroient livrées à la vengeance des cosaques, si un habitant des villes ou des campagnes, abandonnant ses paisibles occupations, prenoit les armes.

N°. XLII.

Bulletins français.

Paris, le 11 mars.

S. M. l'impératrice-reine et régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 9 mars:

L'armée du général Blucher, composée des débris des corps des généraux Sacken, Kleist et York, se retira après les batailles de Montmirail et de Vauchamp, par Reims, sur Châlons. Elle y reçut les deux dernières divisions du corps du général Langeron, qui étoient encore restées devant Mayence, et elle y reforma ses cadres. Sa perte avoit été telle qu'elle fut obligée de les réduire à moitié, quoiqu'il lui fût arrivé plusieurs convois de recrues de ses réserves.

L'armée dite du Nord, composée de quatre divisions russes, sous les ordres des généraux Wintzingerode et Woronzow, et d'une division prussienne sous les ordres du général Bulow, remplaçoit, à Châlons et à Reims, l'armée de Silésie.

Celle-ci passa l'Aube à Arcis pendant que le prince de Schwartzenberg bordoit la droite de la Seine, et par suite des combats de Nangis et de Montereau, évacuoit tout le pays entre la Seine et l'Yonne.

Le 22 février, le général Blucher se présenta devant Méry. Il avoit déjà passé le pont lorsque le général de division Boyer marcha sur lui à la baïonnette, le culbuta et le rejeta de l'autre côté de la rivière; mais l'ennemi

mit le feu au pont et à la petite ville de Méry, et l'incendie fut si violent que, pendant quarante-huit heures, il fut impossible de passer.

Le 24, le corps du duc de Reggio se porta sur Vandœuvres, et celui du duc de Tarente sur Bar-sur-Seine.

Il paroît que l'armée de Silésie s'étoit portée sur la gauche de l'Aube pour se réunir à l'armée autrichienne, et donner une bataille générale; mais l'ennemi ayant renoncé à ce projet, le général Blucher repassa l'Aube le 24, et se porta sur Sézanne.

Le duc de Raguse observa ce corps, retarda sa marche, se retira devant lui sans éprouver aucune perte. Il arriva le 25 à la Ferté-Gaucher, et fit le 26, à la Ferté-sous-Jouarre, sa jonction avec le duc de Trévise qui observoit la droite de la Marne, et les corps de l'armée dite du Nord qui étoient à Châlons et à Reims.

Le 27, le général Sacken se porta sur Meaux, et se présenta au pont placé à la sortie de Meaux sur le chemin de Nangis, qui avoit été coupé. Il fut reçu avec de la mitraille. Quelques-uns de ses coureurs s'avancèrent jusqu'au pont de Lagny.

Cependant l'empereur partit de Troyes le 27, coucha le même jour au village d'Herbisse, le 28, au château d'Esternay, et le 1er mars à Jouarre.

L'armée de Silésie se trouvoit ainsi fortement compromise. Elle n'eut d'autre parti à prendre que de passer la Marne. Elle jeta trois ponts, et se porta sur l'Ourcq.

Le général Kleist passa l'Ourcq, et se portoit sur Meaux par Varède. Le duc de Trévise le rencontra le 28 en position au village de Gué-à-Trême, sur la rive gauche de la Térouenne. Il l'aborda franchement. Le

général Christiani, commandant une division de la vieille garde, s'est couvert de gloire. L'ennemi a été poussé l'épée dans les reins pendant plusieurs lieues. On lui a pris quelques centaines d'hommes, et un grand nombre est resté sur le champ de bataille.

Dans le même temps, l'ennemi avoit passé l'Ourcq à Lisy. Le duc de Raguse le rejeta sur l'autre rive.

Le mouvement de retraite de l'armée de Blucher fut prononcé. Tout filoit sur la Ferté-Milon et Soissons.

L'empereur partit de la Ferté-sous Jouarre le 3; son avant-garde fut le même jour à Rocourt.

Les ducs de Raguse et de Trévise poussoient l'arrière-garde ennemie; ils l'attaquèrent vivement le 5 à Neuilly-Saint-Front.

L'empereur arriva de bonne heure le 4 à Fismes. On fit des prisonniers, et l'on prit beaucoup de voitures de bagages.

La ville de Soissons étoit armée de vingt pièces de canon et en état de se défendre. Le duc de Raguse et le duc de Trévise se portèrent sur cette ville pour y passer l'Aisne, tandis que l'empereur marchoit sur Mézy. L'armée ennemie étoit dans la position la plus dangereuse; mais le général qui commandoit à Soissons, par une lâcheté qu'on ne sauroit définir, abandonna la place le 5 à quatre heures après-midi, par une capitulation soi-disant honorable, en ce que l'ennemi lui permettoit de sortir de la ville avec ses troupes et son artillerie sur Villers-Cotterets. Au moment où l'armée ennemie se croyoit perdue, elle apprit que le pont de Soissons lui appartenoit, et n'avoit pas même été coupé. Le général qui commandoit dans cette place et les membres du conseil

de défense sont traduits à une commission d'enquête. Ils paroissent d'autant plus coupables, que pendant toutes les journées du 2 et du 3 on avoit entendu de la ville la canonnade de notre armée qui se rapprochoit de Soissons, et qu'un bataillon de la Vistule, qui étoit dans la place, et qui ne la quitta qu'en pleurant, donnoit les plus grands témoignages d'intrépidité.

Le général Corbineau, aide-de-camp de l'empereur, et le général de cavalerie Laferriere, s'étoient portés sur Reims, où ils entrèrent le 5 à quatre heures du matin, en tournant un corps ennemi de quatre bataillons qui couvroit la ville, et dont les troupes furent faites prisonnières. Tout ce qui se trouvoit dans Reims fut pris.

Le 5, l'empereur coucha à Bery-au-Bac. Le général Nansouty passa de vive force sur le pont de Bery, mit en déroute une division de cavalerie qui le couvroit, s'empara de ses deux pièces de canon, et prit trois cents cavaliers, parmi lesquels s'est trouvé le colonel prince Gagarin, qui commandoit une brigade.

L'armée ennemie s'étoit divisée en deux parties. Les huit divisions russes de Sacken et de Wintzingerode avoient pris position sur les hauteurs de Craonne, et les corps prussiens sur les hauteurs de Laon.

L'empereur vint coucher le 6 à Corbeny. Les hauteurs de Craonne furent attaquées et enlevées par deux bataillons de la garde. L'officier d'ordonnance Caraman, jeune officier d'espérance, à la tête d'un bataillon, tourna la droite. Le prince de la Moskwa marcha sur la ferme d'Urtubia. L'ennemi se retira, et prit position sur une hauteur qu'on reconnut le 7 à la pointe du jour. C'est ce qui donna lieu à la bataille de Craonne.

Cette position étoit très-belle, l'ennemi ayant sa droite et sa gauche appuyées à deux ravins, et un troisième ravin devant lui. Il défendoit le seul passage d'une centaine de toises de largeur, qui joignoit sa position au plateau de Craonne.

Le duc de Bellune se porta, avec deux divisions de la jeune garde, à l'abbaye de Vaucler, où l'ennemi avoit mis le feu. Il l'en chassa, et passa le défilé que l'ennemi défendoit avec soixante pièces de canon. Le général Drouot le franchit avec plusieurs batteries. Au même instant, le prince de la Moscowa passoit le ravin de gauche, et débouchoit sur la droite de l'ennemi. Pendant une heure, la canonnade fut très-forte. Le général Grouchy, avec sa cavalerie, déboucha. Le général Nansouty, avec deux divisions de cavalerie, passa le ravin sur la droite de l'ennemi. Une fois le défilé franchi, et l'ennemi forcé dans sa position, il fut poursuivi pendant quatre lieues, et canonné par quatre-vingt pièces de canon à mitraille, ce qui lui a causé une très-grande perte. Le plateau par lequel il se retiroit ayant toujours des ravins à droite et à gauche, la cavalerie ne put le déborder et l'entamer.

L'empereur porta son quartier-général à Bray.

Le lendemain 8, nous avons poursuivi l'ennemi jusqu'au-delà du défilé d'Urcel, et, le jour même, nous sommes entrés à Soissons, où il a laissé un équipage de pont.

La bataille de Craonne est extrêmement glorieuse pour nos armes. L'ennemi y a perdu six généraux; il évalue sa perte de cinq à six mille hommes. La nôtre a été de huit cents hommes tués ou blessés.

Le duc de Bellune a été blessé d'une balle. Le général

Grouchy, ainsi que le général Laferrière, officier de cavalerie d'une grande distinction, ont également été blessés en débouchant à la tête de leurs troupes.

Le général Béliard a pris le commandement de la cavalerie.

Le résultat de toutes ces opérations est une perte, pour l'ennemi, de dix à douze mille hommes, et d'une trentaine de pièces de canon.

L'intention de l'empereur est de manœuvrer avec l'armée sur l'Aisne.

Au quartier-général de l'armée combinée sous le maréchal Blucher, à Laon, le 11 mars 1814.

Milord,

Comme mes communications avec l'honorable lieutenant-général, sir C. Stewart, éprouvent quelque retard dans le moment actuel, j'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à votre seigneurie, un duplicata du rapport que je lui ai fait des événemens qui se sont passés dans ce voisinage depuis trois jours. Il est peut-être nécessaire de donner en même-temps à votre seigneurie l'esquisse suivante des mouvemens qui les ont précédés, dans le cas où mes rapports n'auroient pas encore été reçus.

L'armée de Silésie effectua sa jonction avec les corps des généraux Wintzingerode et Bulow, à Soissons, dans la soirée du 3 de ce mois; et le lendemain, le feld-maréchal Blucher (à qui le commandement du tout avoit été confié) prit une position sur un vaste plateau, sur la gauche et derrière la ville de Soissons, ayant sa droite près du village de Laffraux, et sa gauche près de Craonne.

Buonaparte, avec toute sa garde, avec les corps des maréchaux Marmont et Mortier, et avec un corps nombreux de cavalerie, avoit suivi l'armée de Silésie dans sa marche de la Marne à l'Aisne. Le 5, il se détermina à tenter de reprendre la ville de Soissons; dix mille hommes d'infanterie russe, du corps de Langeron, sous les ordres du général Rudzewich, la défendoient. La ville, qui est située du côté de l'Aisne opposé à celui où l'armée étoit en position, est entourée d'un mur rompu et d'un fossé, dans plusieurs parties duquel on pouvoit passer.

L'ennemi attaqua peu après le point du jour, s'empara de la plus grande partie des faubourgs, attaqua la ville même, des deux cotés opposés, avec de fortes colonnes, qu'on crut être des divisions séparées de Marmont et de Mortier. Il fut repoussé dans les deux attaques, avec carnage et perte; mais il resta maître de la plus grande partie des faubourgs, enleva les toits des maisons, et de là, fit un feu continuel sur les troupes qui étoient sur les remparts de la ville, jusqu'à ce que la nuit mit fin au conflit. L'infanterie russe se maintint egalement dans une autre partie des faubourgs, et quelques maisons seulement séparèrent les combattans durant la nuit. Les Russes eurent plus de mille hommes tués et blessés. La perte de l'ennemi doit avoir été plus grande, vu que ses troupes étoient plus exposées.

Le 6 au matin, l'ennemi avoit abandonné la partie, et s'étoit retiré. Pendant que cela se passoit dans la ville de Soissons, il fut constaté que Buonaparte lui-même se portoit vers sa droite; et, dans la matinée du 6, il effectua le passage de son armée sur l'Aisne, à Bery au-Bac, et, vers deux heures de l'après-midi, il commença une

attaque sur la gauche de la position occupée par l'armée du feld-maréchal, près de Craonne. En même-temps, on vit de fortes colonnes qui marchoient vers Laon, par la route de Corbeny.

Le feld-maréchal Blucher fit alors les dispositions suivantes : il fit marcher un corps de dix mille hommes de cavalerie, sous les ordres du général Wintzingerode, par la route de Chevrigny et Presle, pour se jeter sur la ligne de communication, par la route de Corbeny à Laon. Le général Bulow, avec vingt mille hommes, eut ordre de s'avancer et d'occuper Laon. Les corps des généraux York, Kleist et Sacken eurent ordre d'appuyer sur l'infanterie du général Wintzingerode, qui soutenoit l'extrémité de la position près des villages de Saint-Martin et Craonne. L'ennemi s'approcha, étant couvert par le bois de Corbeny, et envoya de forts détachemens de tirailleurs, soutenus par de l'artillerie ; mais il fut repoussé, et le feu cessa avec la nuit.

Le 7, au matin, il fut reconnu que l'ennemi s'étoit désisté de sa marche sur Laon; du reste sa position n'étoit pas clairement découverte. Afin d'être préparé à tout ce qui pourroit arriver, le feld-maréchal Blucher ordonna aux corps des généraux York et Kleist de se porter au-delà de la rivière de Delette, dans la direction de Presle et Leuilly, pour soutenir le mouvement de la cavalerie du général Wintzingerode, et, conjointement avec le corps du général Bulow, faire une attaque sur la droite de l'ennemi, s'il avançoit vers le point occupé par l'infanterie du général Wintzingerode, près de Craonne. Le général baron Sacken eut ordre de soutenir ce dernier, et d'essayer de tourner la gauche de l'ennemi, s'il faisoit une

attaque de l'autre côté. S'il étoit pressé par une force supérieure, il avoit ordre de se retirer sur la route vers Laon, et de retirer la garnison de Soissons.

A onze heures du matin, l'ennemi commença l'attaque avec toutes ses forces, estimées à plus de soixante mille hommes, sur le point où l'infanterie du général Wintzingerode étoit postée. Le feld-maréchal Blucher alla sur-le-champ, à cheval, à l'endroit où l'on croyoit que la cavalerie étoit formée, afin de diriger les opérations dans cette partie; mais des difficultés inattendues s'étoient opposées à la marche de la cavalerie durant la nuit, et il se trouva qu'elle ne s'étoit avancée que jusqu'à Presle. L'infanterie du général Kleist, qui avoit marché dans la matinée, arriva à Fetticcia; mais l'avant-garde seulement de la cavalerie, étoit arrivée, et il devint impossible d'entreprendre efficacement le mouvement contre la droite de l'ennemi, que le feld-maréchal avoit projeté.

Dans ces entrefaites, le corps posté près de Craonne fut exposé à l'attaque la plus chaude et la plus formidable. Le général comte Strogonoff commandoit en l'absence du général Wintzingerode. Le général comte Woronzow avoit l'infanterie. La canonnade fut terrible, mais il fut opposé à l'ennemi, sur tous les points, une vive et ferme résistance, qui est au-dessus de tout éloge. Cependant les alliés furent si grandement pressés, que le général baron Sacken, qui étoit chargé du soutien et de la direction du tout, jugea nécessaire d'exécuter la partie des dispositions qui avoient été faites d'avance pour la retraite des troupes engagées vers Laon. Elle fut effectuée avec un ordre admirable. Malgré que quatorze pièces d'artillerie eussent été démontées par le feu de l'ennemi, il n'y eut pas un

seul canon ni une seule voiture de laissés derrière. Les prisonniers pris ne furent pas au nombre de plus de cinquante à soixante. Suivant les rapports, les tués et blessés montent à environ deux mille. Le général comte Stronogof eut son fils, qui étoit lieutenant-général, tué au commencement de l'action. Trois autres généraux russes furent blessés. Le général Woronzow eut cinq officiers de son état-major particulier tués ou blessés.

L'ennemi eut quatre généraux blessés : Victor, Grouchy, Lasalle et Charpentier. Sa perte, par le feu de l'artillerie servie de la manière la plus admirable, doit avoir été très-grande. Les troupes effectuèrent leur jonction, avec le reste de l'armée, durant la nuit et le lendemain matin ; et les opérations qui ont suivi depuis forment le sujet du rapport ci-joint.

Pendant quarante-deux jours, cette armée-ci, qui semble avoir été particulièrement l'objet de l'inquiétude et des attaques de l'ennemi, a été constamment en marche ou au combat ; car, outre les affaires générales, il ne s'est écoulé que deux jours seulement sans que son avant-garde ou son arrière-garde aient été sérieusement engagées. Buonaparte est actuellement en retraite devant elle ; mais on ne sait pas encore positivement si c'est pour prendre une nouvelle position, ou pour marcher dans une autre direction où sa présence peut être nécessaire. L'on n'a reçu ici aucunes informations sur les mouvemens de la grande armée alliée, depuis qu'il a cessé de l'observer.

J'ai l'honneur, etc. H. Lowe, *colonel*.

N°. XLIII.

Paris, le 13 mars.

S. M. l'impératrice-reine et régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 12 mars :

Le lendemain de la bataille de Craonne (le 8), l'ennemi fut poursuivi, avec le prince de la Moskwa, jusqu'au village d'Etouville. Le général Woronzow, avec sept à huit mille hommes, gardoit cette position, qui étoit très-difficile à aborder, parce que la route qui y conduit, chemine, pendant une lieue, entre deux marais impraticables.

Le baron de Gourgault, premier officier d'ordonnance de S. M., et officier d'un mérite distingué, partit à onze heures du soir de Chavignon, avec deux bataillons de la vieille garde, tourna la position, et se porta, par Challevois, sur Chivi. Il arriva à une heure du matin sur l'ennemi, qu'il aborda à la baïonnette. Les Russes furent réveillés par les cris de *vive l'empereur!* et poursuivis jusqu'à Laon. Le prince de la Moskwa déboucha par le défilé.

Le lendemain 9, à la pointe du jour, on reconnut l'ennemi, qui s'étoit réuni aux corps prussiens. La position étoit telle, qu'on la jugea inattaquable. On prit position.

Le duc de Raguse, qui avoit couché le 8 à Corbeny, parut à deux heures après midi à Veslud, culbuta l'avant-garde ennemie, attaqua le village d'Athies, qu'il enleva, et eut des succès pendant toute la journée. A six heures et demie, il prit position. A sept, l'ennemi fit un *houra* de cavalerie, à une lieue sur les derrières, où le duc de

Raguse avoit un parc de réserve. Le duc de Raguse s'y porta vivement, mais l'ennemi avoit eu le temps d'enlever dans ce parc quinze pièces de canon. Une grande partie du personnel s'étoit sauvée.

Le même jour, le général Charpentier, avec sa division de jeune garde, enleva le village de Clacy. Le lendemain, l'ennemi attaqua sept fois ce village, et sept fois il fut repoussé. Le général Charpentier fit quatre cents prisonniers. L'ennemi laissa les avenues couvertes de ses morts. Le quartier-général de l'empereur a été, le 9 et le 10, à Chavignon.

S. M., jugeant qu'il étoit impossible d'attaquer les hauteurs de Laon, a porté, le 11, son quartier-général à Soissons. Le duc de Raguse a occupé, le même jour, Bery-au-Bac.

Le général Corbineau se louoit, à Reims, du bon esprit des habitans.

Le 7, à onze heures du matin, le général Saint-Priest, commandant une division russe, s'est présenté devant la ville de Reims, et l'a sommée de se rendre. Le général Corbineau lui a répondu avec du canon. Le général Defrance arrivoit avec sa division de gardes d'honneur. Il fit une belle charge et chassa l'ennemi. Le général Saint-Priest a fait mettre le feu à deux grandes manufactures, et à cinquante maisons de la ville qui se trouvent hors de son enceinte; conduite digne d'un transfuge: de tous les temps, les transfuges furent les plus cruels ennemis de leur patrie.

Soissons a beaucoup souffert; les habitans se sont conduits de la manière la plus honorable: il n'est point d'éloges qu'ils ne donnent au régiment de la Vistule, qui formoit leur garnison; il n'est pas d'éloges que le régi-

ment de la Vistule ne fasse des habitans. S. M. a accordé à ce brave corps trente décorations de la légion-d'honneur.

Le plan de campagne de l'ennemi paroît avoir été une espèce de *houra* général sur Paris. Négligeant toutes les places de Flandres, et n'observant Berg-op-Zoom et Anvers qu'avec des troupes inférieures en nombre de moitié aux garnisons de ces villes, l'ennemi a pénétré sur Avesnes. Négligeant les places des Ardennes, Mézières, Rocroi, Philippeville, Givet, Charlemont, Montmédy, Maestricht, Venloo, Juliers, il a passé par des chemins impraticables pour arriver sur Avesnes et Rethel. Ces places communiquent ensemble, ne sont pas observées, et leurs garnisons inquiètent fortement les derrières de l'ennemi. Au même instant où le général Saint-Priest brûloit Reims, son frère étoit arrêté par les habitans de Mézières, et conduit prisonnier à Charlemont. Négligeant toutes les places de la Meuse, l'ennemi s'étoit avancé par Bar et par Saint-Dizier. La garnison de Verdun est venue jusqu'à Saint-Mihiel. Auprès de Bar, un général russe, resté quelques momens avec une quinzaine d'hommes, après le départ de sa troupe, a été tué, ainsi que son escorte, par les paysans, en représailles des atrocités qu'il avoit ordonnées. Metz pousse ses sorties jusqu'à Nancy; Strasbourg et les autres places de l'Alsace n'étant observées que par quelques partis, on y entre, on en sort librement, et les vivres y arrivent en abondance. Les troupes de la garnison de Mayence vont jusqu'à Spire. Les départemens s'étant empressés de compléter les cadres des bataillons qui sont dans toutes ces places, où on les a armés, équipés et exercés, on peut dire qu'il y a plusieurs armées sur les derrières de l'ennemi. Sa position ne peut

que devenir tous les jours plus dangereuse. On voit, par les rapports qu'on a interceptés, que les régimens de cosaques, dont la force étoit de deux cent cinquante hommes, en ont perdu plus de cent vingt, sans avoir été à aucune action, mais par la guerre que leur ont faite les paysans.

Le duc de Castiglione manœuvre sur le Rhône, dans le département de l'Ain et dans la Franche-Comté. Les généraux Desaix et Marchand ont chassé l'ennemi de la Savoie. Quinze mille hommes passent les Alpes pour venir renforcer le duc de Castiglione.

Le vice-roi a obtenu de grands succès à Borghetto, et repousse l'ennemi sur l'Adige.

Le général Grenier, parti de Plaisance le 2 mars, a battu l'ennemi sur Parme, et l'a jeté au-delà du Taro.

Les troupes françaises qui occupoient Rome, Civita-Vecchia, la Toscane, entrent en Piémont pour passer les Alpes.

L'exaspération des populations entières s'accroît chaque jour dans la proportion des atrocités que commettent ces hordes plus barbares encore que leurs climats, qui deshonoreroient l'espèce humaine, et dont l'existence militaire a pour mobile, au lieu de l'honneur, le pillage et tous les crimes.

Les conférences de Lusigny, pour la suspension d'armes, ont échoué. On n'a pu s'arranger sur la ligne de démarcation. On étoit d'accord sur les points d'occupation au nord et à l'est; mais l'ennemi a voulu, non-seulement étendre la ligne sur la Saône et le Rhône, mais en envelopper la Savoie. On a répondu à cette injuste prétention, en proposant d'adopter, pour cette partie, le *statu quo*, et de laisser le duc de Castiglione et le comte Bubna se régler

sur la ligne de leurs avant-postes. Cette proposition a été rejetée. Il a donc fallu renoncer à une suspension d'armes de quinze jours, qui offroit plus d'inconvéniens que d'avantages. L'empereur n'a pas cru d'ailleurs avoir le droit de remettre de nombreuses populations sous le joug de fer dont elles avoient été délivrées. Il n'a pu consentir à abandonner nos communications avec l'Italie, que l'ennemi avoit essayé tant de fois et vainement d'intercepter, lorsque nos troupes n'étoient pas encore réunies.

Le temps a été constamment très-froid; les bivouacs sont fort cruels dans cette saison; mais on en a ressenti également les souffrances de part et d'autre. Il paroît même que les maladies font des ravages dans l'armée ennemie, tandis qu'il y en a fort peu dans la nôtre.

Quartier-général de l'armée combinée sous le feld-maréchal Blucher, Laon, le 10 mars 1814, à huit heures du matin.

Monsieur,

Buonaparte, avec toutes ses forces, attaqua hier le feld-maréchal Blucher, dans sa position ici, et il fut repoussé avec perte de quarante-cinq pièces de canon, outre des caissons, des bagages et des prisonniers, dont le nombre n'est pas encore constaté, parce que l'aile gauche de l'armée du feld-maréchal est encore à la poursuite.

La ville de Laon est située sur un plateau élevé, ayant des bords escarpés qui dominent sur une vaste plaine à l'entour; la ville couvre la plus grande partie du plateau; le reste est couronné d'un vieux château et de plusieurs moulins à vent, érigés sur les hautes murailles des terrasses.

L'armée du général Bulow occupoit cette position; le reste de l'armée du feld-maréchal étoit posté dans la plaine au-dessous, à droite et à gauche de la ville, faisant face vers Soissons, et la cavalerie étoit en réserve derrière.

Le matin, avant le point fin du jour, l'ennemi fit son attaque, et, à la faveur d'un brouillard épais qui cachoit tous ses mouvemens, il s'empara des villages de Semilly et Ardon, situés très-près, et sous la ville, dont ils peuvent être regardés comme des faubourgs. La mousqueterie atteignit les murs de la ville, et elle se soutint, sans intermission, jusque vers onze heures; le brouillard commença alors à se dissiper.

On vit dans ce moment que l'ennemi étoit en force derrière les villages de Semilly et Leuilly, ayant des colonnes d'infanterie et de cavalerie sur la chaussée, vers Soissons.

Il occupoit aussi, en force, le village d'Ardon. L'ennemi fut repoussé à l'instant de Semilly, et le feld-maréchal Blucher, dès qu'il put apercevoir la position de l'ennemi, ordonna à la cavalerie de l'arrière-garde d'avancer et de tourner son flanc gauche. Le général comte Woronzow, qui étoit à la droite de la position du feld-maréchal, s'avança en même temps avec son infanterie, fit porter en avant deux bataillons de chasseurs, qui repoussèrent les postes de l'ennemi, soutinrent une charge de cavalerie, et se maintinrent dans une telle attitude, qu'ils tinrent en échec la gauche de l'ennemi jusqu'à ce que la cavalerie pût avancer.

Le feld-maréchal fit marcher en même temps une partie du corps du général Bulow sur le village d'Ardon, d'où l'ennemi fut forcé de se retirer, après avoir essuyé un feu d'environ une demi-heure.

Pendant que la cavalerie faisoit un circuit par derrière, et vers deux heures de l'après-midi, on vit que l'ennemi faisoit avancer sur la chaussée de Reims une colonne de seize bataillons d'infanterie avec de la cavalerie et de l'artillerie. Le général York reçut l'ordre de l'attaquer, et le général baron Sacken celui de soutenir le général York.

Ce fut alors que la bataille devint plus générale et décisive.

L'ennemi fit jouer une formidable batterie au moins de quarante à cinquante pièces d'artillerie, et s'avança avec une confiance qui montroit qu'il se flattoit d'un plein succès. Il forma une colonne d'attaque, et il marchoit au pas de charge vers le village d'Athies, lorsque le prince Guillaume de Prusse, qui se portoit au même instant vers ce village, le trouva à moitié chemin, et le culbuta.

Il commença alors sa retraite, qui bientôt se changea en fuite. Huit pièces d'artillerie, avec les chevaux et tous les attirails, furent pris sur-le-champ, et successivement vingt-deux autres pièces.

Il fut poursuivi jusqu'à Corbeny, perdant en route des bagages, des prisonniers, etc., dont les détails ne sont pas encore arrivés, parce que la poursuite a duré toute la nuit, et continue encore.

Sur la droite, il ne fut point obtenu d'avantages particuliers, de plus que l'expulsion de l'ennemi des villages dont il s'étoit emparé le matin. Le général comte Woronzow, vers la fin du jour, attaqua de nouveau avec la plus grande vigueur, mais il lui fut opposé de fortes masses; et le terrain mit des obstacles à la coopération active de sa cavalerie.

La promptitude avec laquelle le général comte Woron-

zow s'est avancé le matin, la bravoure et la résolution avec lesquelles ses troupes ont attaqué, ont fait l'admiration de tout le monde.

Il est encore impossible de connoître la perte des deux côtés; mais j'ai déjà vu moi-même amener ici plusieurs centaines de prisonniers.

A dix heures du matin.

P. S. Les prisonniers disent que Buonaparte est encore devant Laon, et qu'il a résolu de recommencer son attaque aujourd'hui.

Le feu d'artillerie et de mousqueterie est déjà violent dans la direction de Semilly et de Leuilly.

J'ai l'honneur, etc. H. Lowe, *col.*

Laon, le 11 mars, à dix heures du matin.

L'attaque a été continuée durant toute la journée d'hier. La plaine au-dessous de la ville de Laon est entrecoupée par des villages et des petits bois, qui ont été le théâtre de combats très-chauds et très-opiniâtres. Un bois près du village de Clacy, sur la droite de la position, a été pris et repris quatre à cinq fois différentes, et il est enfin resté en la possession des troupes alliées. L'infanterie du corps du général Woronzow y a été engagée : au centre et à la gauche de la position, l'ennemi s'est maintenu; et, environ une demi-heure avant le coucher du soleil, il a poussé en avant un corps de tirailleurs soutenu par deux bataillons d'infanterie (le reste de son armée restant en réserve), et il a attaqué le village de Semilly, près des murs de la ville; mais un bataillon de Prussiens, du corps du

général Bulow, s'est jeté sur la route, et étant soutenu par le feu des troupes sur chaque flanc, l'a forcé de se retirer en désordre et avec perte.

C'est la dernière opération qui ait été tentée durant le jour. A la nuit, on a vu les feux de ses bivouacs sur une ligne très-étendue, et la cavalerie de l'avant-garde l'a poursuivi vers Chavignon, sur la route de Soissons.

Ainsi, dans ces deux jours d'attaques successives, l'ennemi n'a essuyé que défaite et déconfiture. Les efforts de toutes ses forces sont venus se briser et ont reculé devant le boulevard que cette belle position a procuré.

L'absence des corps d'York, Kleist et Sacken, qui, le matin, poursuivirent le reste des troupes venues de Reims, et n'ont pas pu être rappelés à temps, a empêché d'entreprendre hier aucune opération offensive ; mais le succès avoit couronné autrement les efforts de ces corps, par la prise de trois à quatre mille prisonniers, outre une grande quantité de munitions et bagages, et quarante-cinq pièces de canon ont déjà été amenées.

Il n'a encore été rien annoncé sur les opérations futures de cette armée; mais je crois même qu'en général elles seront d'une nature offensive.

J'ai l'honneur, etc. H. LOWE, *col.*

Au quartier-général de l'armée combinée, sous le feld-maréchal Blucher, à Laon, le 11 mars.

Milord,

J'ai adressé ce matin, à votre seigneurie, une lettre qui renfermoit le duplicata d'un rapport au lieutenant-général

sir Charles Stewart, relatant les succès que l'on avoit remportés sur le grand corps de l'armée française, sous les ordres de Buonaparte en personne, pendant une attaque qu'elle avoit faite durant deux jours consécutifs, les 9 et 10 de ce mois, sur les positions que l'armée du feld-maréchal Blucher occupoit dans cette ville et dans la plaine qni est au-dessous. Il a été pris quarante-huit pièces de canon, et fait de cinq à six mille prisonniers. L'ennemi est en retraite sur tous les points, et la cavalerie de l'armée alliée est à sa poursuite. Il se retire dans la direction de Soissons, où il est possible qu'il cherche à tenir. Les principaux avantages ont été remportés par le corps du général York, soutenu par le général baron de Sacken. C'est par ce corps que la plus grande partie des prisonniers et toute l'artillerie ont été prises. Le maréchal Marmont et le général Arrighi étoient les généraux opposés. Ils s'étoient avancés de Reims contre la gauche de la position du feld-maréchal. Dans le même-temps, Buonaparte, avec la jeune et vieille garde, deux divisions arrivées d'Espagne, et un gros corps de cavalerie, attaquoit la droite et le centre. La bataille s'est terminée hier soir, et l'ennemi a commencé sa retraite cette nuit. J'espère que les détails contenus dans mon rapport de ce matin seront parvenus à votre seigneurie avant l'arrivée de cette lettre.

J'ai l'honneur d'être, etc. H. LOWE, *col.*

Bulletins des alliés sur la bataille de Laon.

Lundi, 21 mars.

Le 2 de ce mois, Soissons fut occupé, à la suite d'une capitulation, par les corps réunis de Bulow et Wintzingerode, et la réunion de ces deux corps avec l'armée de Silésie, commandée par le feld-maréchal Bulcher, fut effectuée le même jour.

Le lendemain, l'ennemi fit une attaque contre Soissons, pendant que Napoléon, avec ses principales force, passa l'Aisne, près de Bery-au-Bac. Le feld-maréchal Blucher fit avancer le corps d'armée de Sacken, soutenu par celui de Wintzingerode jusqu'à Craonne et Bray, en Laonnais, et se concentra dans la belle position de Laon, dans le dessein d'accepter la bataille qui eut lieu le 9 et le 10.

Le corps de Bulow avoit occupé la hauteur de Laon, ainsi que la ville, et les autres corps d'armée s'étoient rangés des deux côtés dans la plaine.

Le 9 au matin, l'ennemi, à la faveur d'un épais brouillard, fit une attaque contre Laon; il fut repoussé vigoureusement et avec le plus grand sang-froid.

Après ces vaines tentatives, l'aile droite de l'ennemi, commandée par le duc de Raguse, attaqua les corps des généraux York et Kleist, dans la vue de couper aux armées alliées la route sur Marle. Les combats durèrent, avec le plus grand acharnement, jusqu'à la nuit tombante, sans que rien fût décidé; enfin ces deux généraux attaquèrent de leur côté l'ennemi à dix heures du soir; ils mirent en fuite tout le corps du duc de Raguse.

Cinquante canons, grand nombre de chariots de munitions et de bagages, ainsi que quatre mille prisonniers tombèrent entre leurs mains.

Napoléon avoit résolu de faire une attaque générale le lendemain; le feld-maréchal ne trouva pas néanmoins à propos de l'attendre; au contraire, il fit attaquer l'aile gauche de l'ennemi par le général de Wintzingerode pendant que le général Langeron observoit son aile droite.

Quoique ceci forçât Buonaparte de renoncer, pour ce jour, à son attaque, néanmoins il fit de nouveaux efforts pour réussir, et essaya encore, vers le soir, d'emporter la ville de Laon.

Il attaqua le faubourg de Semilly, qui est situé sur la route de Soissons, au bout de la montagne de Laon, et qui étoit occupé par les troupes du corps du général de Bulow; mais l'intrépidité et le courage de nos troupes repoussèrent encore une fois cette dernière attaque. L'armée française fut forcée de se retirer dans la nuit du 10 au 11; l'on continue à la poursuivre, et il arrive à tout instant des canons pris sur l'ennemi et des prisonniers.

Le champ de bataille est couvert de morts et de blessés, que l'ennemi n'a pu emporter; d'où l'on peut calculer les pertes énormes qu'il a faites dans les deux journées.

On voit, par le rapport du maréchal Blucher, qu'il a remporté une victoire signalée, le 9, sur l'armée française; et elle est d'autant plus heureuse, qu'elle ne lui a coûté que peu de monde.

Après une suite continuelle de combats, depuis le 4,

le maréchal Blucher concentra son armée, le 6 et le 7, dans les environs de Laon. Le 7, Napoléon attaqua, avec toutes ses forces, le corps de Wintzingerode, soutenu par celui de Sacken. Un feu d'artillerie bien dirigé, et quelques charges de cavalerie, faites à propos, avec audace et habileté, tinrent l'ennemi en bride, quelque supériorité de nombre qu'il eût sur nous. Sa perte a été considérable, et la nôtre insignifiante, Victor, Grouchy, et Axelmans.

Le 8, l'armée de Blucher occupoit la position suivante: Le corps de Bulow étoit à Laon et sur les hauteurs voisines; ceux de Langeron, Wintzingerode et Sacken formoient l'aile droite; et ceux York et de Kleist la gauche.

Le 9, au matin, l'ennemi, qui marchoit sur la route de Soissons, profita d'un brouillard épais pour s'emparer des villages de Semilly et d'Ardon. Dès que le brouillard fut dissipé, les corps de Wintzingerode et Bulow reçurent ordre de prendre l'offensive. L'ennemi fut aussitôt chassé jusqu'à Lasnicourt. A trois heures, le maréchal Blucher étant certain que l'armée française avançoit sur la route de Reims, il ordonna à l'aile gauche de commencer également l'attaque aussitôt que les corps de Sacken et de Langeron, destinés pour la réserve, seroient arrivés. La nuit vint: un détachement français étoit au moment d'occuper le village d'Althier. Une partie de l'armée avoit déjà allumé les feux des bivouacs, quand le prince Guillaume de Prusse, avec les généraux Horn et Zicthen, qui formoient la division d'York, ainsi que le corps de Kleist, par une manœuvre aussi prompte que savante, se trouva sur le flanc et les derrières de l'ennemi, qui étoit loin de s'y attendre. Ce mouvement fut celui d'un désordre inouï dans l'armée française. Jamais une attaque de nuit n'a été

mieux conduite. Comme il étoit défendu de tirer, nos soldats se servirent de la baïonnette : les batteries ennemies furent enlevées par le premier feu.

Le corps de Marmont et d'Arrighi ont terriblement souffert. Au départ du courrier, quarante-six canons, cinquante chariots et deux mille prisonniers étoient au pouvoir de Blucher. On amène à chaque instant des hommes qu'on trouve dans les bois.

Une grande partie du succès est dû à S. A. R. le prince Guillaume.

Le 10, Napoléon tenta vainement une attaque sur notre centre et notre aile gauche, il fut repoussé : on croit que son intention étoit de dégager son aile droite, qui étoit fortement serrée depuis la veille au soir. Dans la nuit du 11, il fit sa retraite sur Chavignon, et nos troupes légères le poursuivent.

LIVRE XI.

N°. XLIV.

Du quartier-général de Colombey, le 28 février 1814.

Le feld-maréchal prince Schwartzenberg, voulant éviter des combats de détail, qui ne servent en rien à l'exécution du plan général, avoit concentré son armée derrière l'Aube, pendant que Blucher, le 24, avoit passé l'Aube à Baudemont, pour attaquer Marmont qui étoit encore ce même jour à Sézanne, et combiner ses opérations avec Wintzingerode et Bulow. L'ennemi avec les corps d'Oudinot, Victor et Macdonad, suit la grande armée sur les routes de Bar-sur-Seine et Bar-sur-Aube.

Hier l'ennemi déboucha de Bar-sur-Aube et occupa de suite les hauteurs d'Arsonval et les bois de Levigny. Il fut attaqué par les cinquième et sixième corps ; il chercha d'abord à s'emparer des hauteurs de Vernonfait, pendant qu'à la faveur la masse de la cavalerie chargeoit notre aile droite. Pendant que l'infanterie du comte de Wittgenstein se replioit sur la réserve du prince Grotschakoff, le comte de Pahlen, soutenu par le prince Eugène de Virtemberg, prit l'ennemi à dos, par les hauteurs de Trannes et de Levigny. Au même instant, notre infanterie et notre réserve chargèrent l'ennemi à la baïonnette, et le culbutèrent de cette position si importante pour lui. En vain

l'ennemi voulut soutenir son infanterie qui plioit, par une vigoureuse charge de cavalerie. Les batteries russes rendirent vains tous ses efforts, par un feu de mitraille bien dirigé qui porta la mort et le désordre dans ses rangs.

Les Français cherchèrent à se maintenir sur les hauteurs de Bar-sur-Aube ; deux attaques par les flancs, dirigées par le général Volkmann et le colonel bavarois Hertling, leur enlevèrent ce dernier poste ; en sorte que nos dernières colonnes les poursuivirent sans relâche, et emportèrent les défilés dans Bar-sur-Aube, pendant que le comte de Wrede emportoit cette ville d'assaut malgré les grosses pièces que les Français avoient mises en batteries sur les hauteurs. La victoire fut complète.

Nous n'avons pas encore tous les détails de cette brillante victoire, parce que la cavalerie est encore à la poursuite ; mais il arrive continuellement des prisonniers, des canons et d'autres armes.

Rapport officiel relatif au combat de Bar-sur-Aube, du 27 *février* 1814.

Du quartier-général de Colombey,
le 1er mars 1814.

Les corps réunis des maréchaux Oudinot, Victor et Magdonald, soutenus des divisions de cavalerie des généraux Milhaud et Nansouty, tentèrent le 27 de nous déloger de notre position sur l'Aube, dont la défense avoit été confiée aux cinquième et sixième corps d'armée sous les ordres du général de cavalerie comte de Wrede et du comte de Wittgenstein.

L'ennemi, ayant eu l'ordre positif d'emporter cette position, renouvela avec vigueur ses attaques. Il parvint à occuper Bar-sur-Aube; il s'étoit déjà emparé des hauteurs d'Arçonval et du bois de Lévigny, et tous ses efforts paroissoient tendre à gagner le sommet de la côte de Vernonfait qui étoit devenu le centre de notre position.

Dès que nos colonnes se furent formées et déployées, le commandant en chef, qui avoit été présent au commencement de l'affaire, ordonna une attaque générale sur tous les points occupés par l'ennemi. Les postes avancés du comte de Wittgenstein s'étoient repliés sur les réserves confiées au commandement du prince Gortschakoff, tandis que le général Pahlen, à la tête de sa cavalerie et soutenu par l'infanterie du prince Eugène de Wurtemberg, tâchoit de prendre l'ennemi à dos sur les hauteurs d'Arentières et Lévigny.

En même temps les réserves d'infanterie et une division de cuirassiers russes culbutèrent l'ennemi des hauteurs de Vernonfait, dont il s'étoit emparé.

La cavalerie ennemie chargea trois fois pour soutenir son infanterie qui avoit pris la fuite; mais l'artillerie russe, ayant pris position, tira avec le plus grand succès à mitraille, et rejeta cette cavalerie en désordre. De fortes masses ennemies occupoient encore les hauteurs d'Arçonval; le général Volkmann fit, de concert avec le colonel bavarois de Hertling, une marche de flanc parfaitement combinée, et enleva cette position. Le comte de Wrede fit aussitôt donner l'assaut à Bar-sur-Aube, et s'en empara. Ceci décida la victoire, et l'ennemi s'enfuit en désordre vers Vandœuvres, qui est déjà occupé par nos troupes.

Les cadavres de l'ennemi ont couvert le champ de bataille. Plus de huit cents prisonniers dont le nombre augmente d'heure en heure, et parmi lesquels se trouve le colonel Moncey, frère du maréchal, deux canons et plusieurs centaines d'armes de toute espèce, sont jusqu'à présent les trophées de cette brillante journée. Soldats, officiers, généraux, tout a donné de nombreuses preuves de cette bravoure qui a déjà valu tant de gloire aux armées alliées. Le commandant en chef et le comte de Wittgenstein ont été légèrement blessés.

Pendant que nous occupions ici les forces principales de l'ennemi, le maréchal Blucher, suivant le plan arrêté avec lui, s'étoit avancé du côté de Sézanne, avoit culbuté jusqu'à Esternay tous les postes du maréchal Marmont, et fait jeter un pont sur la Marne.

D'après la direction de cette marche, il est impossible de ne pas s'attendre à de grands événemens du côté de cette armée.

Dépêche de lord Burghersh.

Des hauteurs en avant de Bossancourt,
le 27 février, à sept heures du soir.

Milord,

J'ai eu hier l'honneur de vous informer que Bar-sur-Aube, après avoir été pris par l'ennemi, avoit été repris par le corps du général Wrede. La ville a été ensuite prise derechef par les Français, les faubourgs restant en la possession des Bavarois.

J'ai mandé à votre seigneurie, que le prince Schwart-

zenberg étoit dans l'intention d'attaquer l'ennemi aujourd'hui sur la route de Vandœuvres. J'ai maintenant la satisfaction de vous rendre compte d'une victoire qu'il a obtenue.

Ce matin, de bonne heure, le prince Schwartzenberg a vu que l'ennemi étoit en possession de Bar-sur-Aube, et avoit fait passer une forte colonne sur les hauteurs de Lévigny. Le but de ee mouvement étoit d'envelopper le corps du général Wrede, qui étoit en position derrière la ville de Bar-sur-Aube.

Le corps du général Wittgenstein étoit, ainsi que j'en ai déjà informé votre seigneurie, rassemblé en avant de Colombé. Le prince Schwartzenberg l'a fait passer derrière la position occupée par le général Wrede, et lui a donné l'ordre d'attaquer le corps de l'ennemi qui se portoit vers Lévigny sur la droite du général Wrede.

Le général Wittgenstein est arrivé vers midi sur les hauteurs désignées; et pour s'en rendre maître, il a eu à soutenir un combat très-rude.

Le prince Schwartzenberg a dirigé lui-même plusieurs fois les attaques des Russes, dans l'une desquelles j'ajoute à regret, qu'il a reçu une blessure, qui, je l'espère, n'est pas grave; mais en tout cas la gloire de la journée lui appartient.

Les troupes françaises ont été délogées avec une perte considérable de toutes leurs positions de ce côté de l'Aube. Le comte Pahlen a réussi à leur faire beaucoup de mal à leur passage sur le pont de Dauloncourt.

Le général Wrede a établi son avant-garde à Spoy, sur l'ancienne route de Vandœuvres.

Il paroît que l'ennemi avoit les corps du maréchal

Victor et du maréchal Oudinot, et une partie du corps du maréchal Macdonald engagés dans l'action d'aujourd'hui. Leur perte a été de deux ou trois mille hommes. Leur déconfiture, après les victoires dont il s'est vanté dernièrement, a été complète.

L'ennemi sera poursuivi demain dans la direction de Vandœuvres.

Le prince royal de Wirtemberg et le général Giulay sont arrivés près de Bar-sur-Seine, et ils attaqueront cette ville demain.

J'ai l'honneur, etc. BURGHERSH.

N°. XLV.

Du quartier-général de Troyes, le 5 mars.

Pendant que la majeure partie de l'armée française opposée à notre grande armée, avoit suivi la route de Troyes à Bar-sur-Aube, une colonne commandée par Macdonald, s'avançoit par Bar-sur-Seine sur la Ferté.

Le troisième corps commandé par le général Giulay, qui s'étoit retiré par la même route, a repris sur-le-champ l'offensive, après la brillante affaire de Bar-sur-Aube et la reprise de cette ville, s'est joint au prince Royal, et le 28 février, le 1er et le 2 mars a chassé l'ennemi de ses positions de la Ferté et Bar-sur-Seine. On attendoit les détails que doit envoyer le comte Giulay, et ils viennent d'arriver.

Le 28 février, le corps de Macdonald occupoit une

forte position, inattaquable par le front, sur les hauteurs de la Ferté.

Le comte Giulay ordonna au général Fresnel d'amuser l'ennemi par une fausse attaque sur son front, pendant que lui-même, à la tête de trois brigades et de sa cavalerie, chercheroit à tourner son flanc droit.

Le général Giulay avoit invité à contribuer à l'exécution de ce plan le général russe Seslawin, qui, avec sa cavalerie, se joignit aux trois brigades.

La longueur du chemin et divers obstacles retardèrent tellement la marche, que nos troupes ne purent arriver à leur destination qu'à une heure après midi.

La brigade de Czolich commença l'attaque; elle enleva le pont fermé de Silvarouvre sans tirer un coup de fusil. On dégagea le pont, et toute la colonne, ainsi que la cavalerie, défila sous le feu vif de l'ennemi. A peine les troupes furent-elles en bataille sur l'autre rive de l'Aube, qu'elles attaquèrent les hauteurs malgré un feu épouvantable de mitraille et de mousqueterie. L'attaque fut des plus vives, et le combat duroit à peine depuis une heure, que l'ennemi fut contraint d'abandonner entièrement sa position; car, pendant que le comte Giulay attaquoit avec ses trois brigades les hauteurs de la Ferté, le général Fresnel, par un feu d'artillerie bien soutenu, foudroyoit le front de l'ennemi, forçoit le pont rompu de la Ferté, et faisoit traverser la rivière sur des poutres et des planches à ses soldats, qui coururent aussitôt passés, soutenir le général Giulay.

Le générale Seslawin poursuivit l'ennemi qui étoit en pleine fuite, lui fit plusieurs centaines de prisonniers, le chassa au-delà du village de Villars, jusqu'à la forêt

où la nuit tombante l'obligea de s'arrêter. Parmi les prisonniers se trouvèrent les capitaines de Larche et Angelieu.

Le 1er mars, jour suivant, le gros du troisième corps d'armée occupa Essoies et Loches, et son avant-garde s'avança jusqu'à Gié et Celles. L'ennemi s'étoit retiré ce même jour jusqu'à Bar-sur-Seine.

Le 2, le prince royal de Wurtemberg fit attaquer les Français par le quatrième corps, dans le flanc gauche; pendant que le troisième les prenoit de front et par le flanc droit. La brigade de Veiss gagna par Palissot les hauteurs qui dominent Bar-sur-Seine, pendant que la division Fresnel avançoit dans cette direction après avoir passé l'Ourcq, près de Celles, sur un pont détruit par l'ennemi, et rétabli pendant la nuit.

Le pont, près du moulin à papier, qui avoit été barricadé, fut pris sans être bien défendu, dégagé, et le passage forcé. La division ennemie qui l'avoit défendu se retira, sous la protection de son artillerie, dans la ville dont toutes les issues furent défendues par l'ennemi qui occupoit en forces les hauteurs voisines.

Le général Giulay commanda deux bataillons pour attaquer ces hauteurs; mais l'ennemi n'attendit pas l'attaque, et se retira en hâte dans la ville, sur laquelle le fort de l'attaque se dirigea; notre artillerie ne tarda pas à faire taire celle de l'ennemi. Les portes furent jetées en dedans; cent volontaires s'élancèrent dans les ouvertures faites par le canon, leur exemple généreux fut suivi par la colonne d'attaque, et l'ennemi fut chassé de la ville.

N°. XLVI.

Du quartier-général de Vandœuvres, le 5 mars 1814.

Après la victoire remportée par les alliés près de Bar-sur-Aube le 27 février, l'ennemi se replia sur Troyes, et crut couvrir cette place en se postant entr'elle et le village de Laubresselle. Le 3 mars, il fut attaqué par les comtes Wittgenstein et de Wrede. Les villages de Laubresselle et de Tenelière furent enlevés à la baïonnette, sous la protection d'un feu d'artillerie bien dirigé, et les Français culbutés et chassés de leur position. Leur retraite se fit dans le plus grand désordre, les charges réitérées de notre cavalerie l'augmentèrent encore, et les fuyards se jetèrent pêle-mêle dans la ville de Troyes. Le corps de Wittgenstein prit neuf canons, plus de mille hommes parmi lesquels il y en avoit sept cents de vieille cavalerie. On n'a point encore de détail sur les succès du comte de Wrede, mais les résultats de cette journée en promettent de plus importans. Le même jour 3, au matin, la cavalerie de Wittgenstein, qui avoit tourné la grande route, tomba sur un parc d'artillerie, tua plus de trois cents chevaux, prit quarante canonniers et les équipages du général Girard.

L'ennemi, après avoir été chassé de Troyes le 3, avec une perte considérable, a hier réuni ses forces à la Vacherie, derrière un bras de la Seine, et attend qu'on l'attaque dans cette avantageuse position.

Les fatigues des jours précédens ont empêché de former nos troupes avant huit heures du matin.

Aussitôt que nos colonnes d'attaques ont été formées, elles ont marché à l'ennemi qui les a reçues avec un feu terrible de mitraille et de mousqueterie.

Néanmoins nos colonnes se sont déployées dans le plus grand ordre, pendant que notre artillerie faisoit taire celle des Français, et commençoit à rompre ses masses.

Au même instant l'ennemi a envoyé un parlementaire, pour prier d'épargner la ville, qu'il promettoit d'évacuer dans huit heures.

Pour ne pas perdre les résultats que promettoit cette journée, on a refusé sa demande, et continué à le cribler.

Il n'a pas soutenu long-temps notre feu, et a renvoyé de suite un parlementaire avec promesse d'évacuer sur-le-champ.

Il s'est effectivement retiré bien vite, on l'a suivi de m[illegible]ne, et Troyes a été aussitôt occupé par nous.

Les passages dans Troyes étant barricadés, et cela retardant la marche de nos troupes, le général en chef se vit obligé avec la cavalerie qui lui étoit arrivée, de charger l'ennemi qui se trouvoit dans la plaine de Malmaisons, et couvroit la route de Traniel et de Nogent. Avant la nuit les Français étoient à Vauderout, et les hauteurs en avant de Les Grès étoient en notre pouvoir. L'obscurité augmentée par un brouillard épais arrêta la poursuite.

Hier au soir les troisième et quatrième corps ont occupé les hauteurs de Montgueux, et leur avant-garde a poussé jusqu'à Saint-Liebaud, sans rencontrer l'ennemi. Le cinquième corps occupe Troyes, le sixième est resté en avant de Traniel, sur la route de Nogent.

L'ennemi a abandonné neuf cents blessés à Troyes, et en a transporté trois mille légérement blessés à l'affaire de Bar-sur-Aube.

Jusqu'à présent on a ramené dix canons et trois mille prisonniers.

Troyes, le 4 mars 1814.

Milord,

Troyes est de nouveau occupé par les alliés.

La défaite de l'ennemi, hier, la rapidité avec laquelle il fut chassé de toutes les positions qui défendoient l'approche de cette ville, nous assurèrent la paisible possession de la place.

J'ai fait savoir à votre seigneurie, dans ma dernière dépêche, qu'après plusieurs affaires favorables avec l'arriere-garde de l'armée française, le général Frimont avoit établi son quartier-général à Vandœuvres. Le prince royal de Wurtemberg suivit les avantages qu'il avoit remportés sur le corps du maréchal Macdonald à la Ferté et Clairvaux le 28, prit possession de Bar-sur-Seine le 1er de ce mois, et suivit la retraite de l'ennemi jusqu'à la Maison-Blanche, le 2.

Par une reconnoissance faite ce jour-là, on s'assura que l'armée française étoit en position le long de la Barce, sur la gauche de cette rivière. Le prince de Schwartzenberg se détermina à l'attaquer le 3. Le corps du général Wittgenstein eut ordre de se porter sur Piney pour tourner la gauche de l'ennemi au village de Laubrussel, et menacer

ses communications avec Troyes, en marchant dans la direction de Saint-Parre. Le général Wrede devoit attendre l'effet du mouvement du général Wittgenstein, attaquer ensuite le pont de la Guillotière, et se porter sur le front de l'ennemi.

Le prince royal de Wurtemberg devoit en même temps attaquer la position de l'ennemi à la Maison-Blanche.

La route détournée que le corps du général Wittgenstein avoit ordre de prendre, ne lui permit d'arriver sur le flanc de l'ennemi que vers trois heures de l'après-midi. Le prince Eugène de Wurtemberg (qui commandoit une de ses divisions) commença aussitôt l'attaque, en se portant le long des hauteurs vers Laubrussel, chassant l'ennemi devant lui, et à la fin attaquant et enlevant d'assaut le village. Le général Wittgenstein fit soutenir ce mouvement par toute l'artillerie de son corps. Le comte Pahlen, sur la droite, menaçoit déjà les derrières de l'ennemi.

Dans ce moment, le prince de Schwartzenberg ordonna à cinq bataillons de Bavarois de passer la Barce près de Courteran, de s'établir dans un bois sur la droite de cette rivière, et de se mettre en communication avec les Russes à Laubrussel. Ce mouvement fut aussitôt exécuté. Le général Wrede attaqua alors de vive force le pont de la Guillotière, en chassa l'ennemi avec perte, et enleva ainsi toute la position. Menacé de tous côtés, le maréchal Oudinot retira son armée par la grande route de Troyes. La cavalerie du général Wittgenstein la chargea plusieurs fois avec succès dans sa retraite. Dix pièces de canon, cinquante-quatre officiers, et trois mille prisonniers, sont les résultats de l'action. L'ennemi fut chassé jusqu'au village de Saint-Parre; son arrière-garde seule y tint, le

reste de ses troupes ayant défilé à travers la ville pendant la nuit.

A neuf heures, ce matin, le général avança sur l'ennemi, qui se retira, et, ayant été sommé de rendre la place, capitula, et obtint une demi-heure pour l'évacuer. Aussitôt que le temps fixé fut écoulé, le prince Schwartzenberg envoya toute sa cavalerie à la poursuite, sur la route de Nogent. Les cosaques et les Bavarois firent plusieurs charges brillantes; le prince Schwartzenberg lui-même conduisoit leur marche, qui fut exécutée avec le plus grand zèle et la plus grande activité. Un nombre considérable de prisonniers fut le résultat de ces affaires; l'ennemi fut chassé au-delà des Grès.

Le prince royal de Wurtemberg enleva la position de la Maison-Blanche, sans éprouver une bien grande opposition. Son corps est déjà dans les environs de cette place; sa cavalerie est sur la route de Sens.

C'est avec la plus vive satisfaction que j'ai à rapporter à votre seigneurie ces succès des troupes sous les ordres du prince Schwartzenberg. Quoiqu'ayant à combattre contre les privations auxquelles une armée est toujours exposée lorsque la rapidité de ses mouvemens a rendu impossible l'établissement de magasins, les efforts et le zèle des officiers et soldats n'ont été en rien ralentis. Le prince maréchal a exprimé la plus vive satisfaction de la conduite de toute son armée dans les actions de ces trois derniers jours. Le général Wittgenstein et le général Wrede ont particulièrement reçu ses remercîmens. Le prince Eugène de Wurtemberg a aussi reçu du prince Schwartzenberg les remercîmens les plus distingués, et les marques de l'admiration la plus flatteuse, non-seulement

pour sa conduite dans ces dernières occasions, mais encore pour le courage et l'esprit d'entreprise qu'il a déployés, et dont le prince a été témoin dans toutes les affaires avec l'ennemi.

Votre seigneurie a déjà appris que le quartier-général du maréchal Blucher étoit à la Ferté le 28 février; on n'a reçu depuis aucun avis de lui. Afin d'entretenir les communications avec ce général, et de menacer les derrières de Buonaparte qui est à présent en marche contre lui, le prince Schwartzenberg a ordonné au général Platoff de se porter sur Sézanne. Dans sa marche sur cette ville, il a déjà pris la ville d'Arcis, avec la garnison française qui l'occupoit.

J'ai l'honneur d'être, etc. BURGHERSH, *lieut.-col.*

N°. XLVII.

Paris, le 15 mars 1814.

S. M. l'impératrice-reine et régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 14 mars :

Le général Saint-Priest, commandant en chef le huitième corps russe, étoit depuis plusieurs jours en position à Châlons-sur-Marne, ayant une avant-garde à Sillery. Ce corps, composé de trois divisions qui devoient former dix-huit régimens et trente-six bataillons, n'étoit réellement que de huit régimens ou seize bataillons, faisant cinq à six mille hommes.

Le général Jagow, commandant la dernière colonne de

de la réserve prussienne, et ayant sous ses ordres quatre régimens de landwehr de la Poméranie prussienne et des Marches, formant seize bataillons, ou sept mille hommes, qui avoient été employés au siége de Torgau et de Wittemberg, se réunit au corps du général Saint-Priest, dont les forces se trouvèrent être de quinze à seize mille hommes, cavalerie et artillerie comprises.

Le général Saint-Priest résolut de surprendre la ville de Reims, où étoit le général Corbineau, à la tête de la garde nationale et de trois bataillons de levée en masse, avec cent hommes de cavalerie et huit pièces de canon. Le général Corbineau avoit placé la division de cavalerie du général Defrance à Châlons-sur-Vesle, à deux lieues de la ville.

Le 12, à cinq heures du matin, le général Saint-Priest se présenta aux différentes portes. Il fit sa principale attaque sur la porte de Laon, que la supériorité de son nombre lui donna le moyen de forcer. Le général Corbineau opéra sa retraite avec les trois bataillons de la levée en masse et ses cent hommes de cavalerie, et se replia sur Châlons-sur-Vesle. La garde nationale et les habitans se sont très-bien comportés dans cette circonstance.

Le 13, à quatre heures du soir, l'empereur étoit sur les hauteurs du moulin-à-vent, à une lieue de Reims. Le duc de Raguse formoit l'avant-garde. Le général de division Merlin attaqua, cerna et prit plusieurs bataillons de landwehr prussienne. Le général Sébastiani, commandant deux divisions de cavalerie, se porta sur la ville. Une centaine de pièces de canon furent engagées tant d'un côté que de l'autre. L'ennemi couronnoit les hauteurs en avant de Reims. Pendant qu'elles étoient attaquées,

on réparoit les ponts de Saint-Brice pour tourner la ville. Le général Defrance fit une superbe charge avec les gardes-d'honneur, qui se sont couverts de gloire, notamment le général comte de Ségur, commandant le troisième régiment. Ils chargèrent entre la ville et l'ennemi, qu'ils jetèrent dans le faubourg, et auquel ils prirent mille cavaliers et son artillerie.

Sur ces entrefaites, le général comte Krasinski, ayant coupé la route de Reims à Bery-au-Bac, l'ennemi abandonna la ville, en fuyant en désordre de tous côtés: vingt-deux pièces de canon, cinq mille prisonniers, cent voitures d'artillerie et de bagages, sont les résultats de cette journée, qui ne nous a pas coûté cent hommes.

La même batterie d'artillerie légère qui a frappé de mort le général Moreau devant Dresde, a blessé mortellement le général Saint-Priest, qui venoit, à la tête des Tartares du désert, ravager notre belle patrie.

L'empereur est entré à Reims à une heure du matin, aux acclamations des habitans de cette ville, et y a placé son quartier-général. L'ennemi s'est retiré, partie sur Châlons, partie sur Rethel, partie sur Laon. Il est poursuivi dans toutes ces directions.

Le dixième régiment de hussards s'est, ainsi que le troisième régiment des gardes-d'honneur, particulièrement distingué. Le général comte de Ségur a été blessé grièvement, mais sans danger pour sa vie.

Rapport du capitaine Harris.

Du 14 mars 1814.

Monsieur,

Le corps du lieutenant-général comte de Saint-Priest est resté durant la nuit du 12 dans la ville de Reims. Hier, entre dix et onze heures du matin, il fut rapporté que les avant-postes sur la route de Soissons, avoient été attaqués et obligés de se retirer, et que l'ennemi s'avançoit en force de ce côté. Les troupes quittèrent la ville sur-le-champ, et prirent position sur le terrain élevé, de chaque côté de la chaussée qui conduit à Soissons, environ à un quart de mille de Reims, et de forts détachemens de cavalerie, artillerie et infanterie, furent postés en avant. On vit venir l'ennemi en fortes masses d'infanterie avec une nombreuse artillerie ; et il les rangea sur deux lignes, lorsqu'il fut environ à un mille et demi de la position des alliés ; les avant-gardes des deux armées furent immédiatement engagées, et pendant plusieurs heures il y eut une canonnade et des escarmouches continuelles dans la plaine entre les deux positions : durant ce temps-là l'ennemi ne fit d'autre mouvement que d'étendre sa ligne sur les deux flancs ; il sembloit attendre l'arrivée de l'infanterie, qui n'avoit pas encore paru. Vers quatre heures les colonnes de cavalerie s'avancèrent avec l'artillerie, une vive canonnade commença, et il fut fait une attaque très-vigoureuse sur deux bataillons russes qui s'étoient portés en avant : la fermeté de ces troupes la fit échouer ; l'ennemi fut repoussé, et il

souffrit grandement par le feu de l'infanterie, qui se retira sans perte sur la position. L'ennemi fit avancer une ligne d'artillerie, couverte par ses colonnes de cavalerie; il y eut une terrible canonnade de part et d'autre. Les troupes alliées furent long-temps exposées au feu meurtrier d'une artillerie très-supérieure, mais elles se maintinrent fermement sur leur terrain. On vit que l'ennemi portoit vers sa droite une forte colonne de cavalerie. Dans ce moment le comte de Saint-Priest (qui avoit été constamment dans les situations les plus exposées, donnant un brillant exemple à ses troupes) fut renversé de son cheval par un boulet de canon, et on fut obligé de l'emporter du champ de bataille. Une telle perte dans un moment aussi critique étoit singulièrement malheureuse; dans le court espace de de temps qui s'écoula avant qu'il fût remplacé dans son commandement, l'ennemi fit ses plus grands efforts. La brigade de cavalerie russe du général Emanuel qui soutenoit l'infanterie sur la gauche, fut attaquée par une forte masse de cavalerie : ces troupes firent la plus belle résistance possible; mais elles furent accablées par un nombre quadruple du leur, et souffrirent beaucoup. L'ennemi pressa en même temps le centre et la droite, et il en résulta inévitablement que tout le corps se retira à travers la ville de Reims. Une pareille retraite devant un ennemi si supérieur en cavalerie, ne pouvoit pas être effectuée sans perte, mais cette perte a été beaucoup moins forte qu'on ne pouvoit s'y attendre. Les colonnes se sont retirées par la route de Bery-au-Bac. L'entrée de Reims fut défendue pendant deux heures par un petit détachement d'infanterie, et l'ennemi ne fut maître de la ville qu'à dix heures; cependant il avoit fait passer sa cavalerie sur la droite de

la ville, et elle s'étoit avancée sur la route de Bery-au-Bac. Par ce mouvement la retraite d'une petite colonne par cette route fut coupée, et elle fut obligée de se retirer par la route de Neufchâtel. Tout le corps a rejoint ce matin l'armée du maréchal Blucher dans le voisinage de Laon. Je ne peux pas dire exactement quelle a été la perte des alliés dans l'affaire d'hier; mais j'apprends qu'elle n'excède pas deux mille hommes. Sept canons prussiens et un russe ont été laissés dans la possession de l'ennemi. Les canons pris le 12 à Reims, ont été conduits à Châlons, avant que les troupes françaises eussent repris la ville. La perte de l'ennemi en tués et blessés ne peut qu'avoir été très-considérable. On dit que Buonaparte a été lui-même présent durant toute la journée.

J'ai l'honneur, etc.

T. N. HARRIS, aide-de-camp.

N°. XLVIII.

Au quartier-général de Fismes, le 5 mars 1814.

Napoléon, etc.

Considérant que les généraux ennemis ont déclaré qu'ils feroient fusiller tous les habitans des campagnes qui prendroient les armes, nous avons décrété, et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Tous citoyens français sont non-seulement autorisés à courir aux armes, mais même sont requis de le faire; de sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront

le canon de nos troupes s'approcher; de s'assembler, d'éclairer les bois, de couper les ponts, d'intercepter les communications, et de se jeter sur les flancs et les derrières de l'ennemi.

2. Tout citoyen français pris par l'ennemi, et qui sera mis à mort, sera à l'instant vengé par la mort d'un des prisonniers de l'ennemi, par forme de représailles.

3. Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera imprimé, affiché, et inséré dans le bulletin des lois.

NAPOLÉON.

N°. XLIX.

Au quartier-général de Fismes, le 5 mars 1814.

Napoléon, etc.

Considérant que les habitans des villes et des campagnes, indignés des horreurs commises envers eux par l'ennemi, principalement par les Russes et les cosaques, volent aux armes par un juste sentiment d'honneur national pour arrêter des partis de l'ennemi, enlever ses convois et lui faire le plus de mal possible; mais que, dans quelques places, ils ont été détournés par le maire et autres magistrats,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1er. Tous les maires, fonctionnaires publics et habitans, qui, au lieu d'exciter le mouvement patriotique du peuple, l'arrêteront en dissuadant les citoyens d'une

légitime défense, seront condamnés comme traîtres, et et traités comme tels.

Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera inséré dans le bulletin des lois.

NAPOLÉON.

N°. L.

Proclamation du prince de Schwartzenberg.

Français,

On veut que vous vous souleviez; votre gouvernement fait tout ce qui peut servir à exciter les habitans des départemens occupés par les troupes alliées à prendre les armes; il cherche à vous égarer par de trompeuses promesses, par des moyens qui prouvent la foiblesse de la puissance qui y a recours. Vous avez à supporter la présence de nombreuses armées. Votre gouvernement seul peut mettre fin à vos maux. Il vous rendra le repos lorsqu'il signera la paix que l'Europe lui offre. Les alliés n'ont aucunement en vue de conquérir la France; mais ils ne feront la paix qu'à des conditions qui assurent à leurs Etats, et à la France même, un repos durable. Les sacrifices que vous faites sont de courte durée; les bienfaits qui résulteront des efforts de tant de nations, toutes réunies pour obtenir le même objet, seront permanens. Français, votre existence et votre indépendance nationale seront assurées ainsi que les nôtres; vous ne verrez

plus le sang de vos enfans couler pour des causes étrangères à vos intérêts. La paix seule peut faire retirer les armées alliées du territoire français. De nouveaux bataillons couvrent les routes de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne et de l'Italie. Français, élevez vos voix pour la paix de l'Europe, cette paix, qui est l'unique objet des puissances alliées, qui seule est digne de vos vœux. Demandez à votre gouvernement la restitution de vos colonies, l'ouverture de vos ports, la liberté de votre commerce. Ces avantages vous sont offerts. Tout ce que vous ferez pour soutenir la guerre, tournera à votre détriment, et tous ceux qui, d'eux-mêmes, ou égarés par d'autres, s'opposeront à nous, s'exposeront à une destruction inévitable.

SCHWARTZENBERG.

N°. LI.

Proclamation du maréchal Blucher aux Français.

Français,

Votre propre conservation m'engage à m'adresser de nouveau à vous.

On cherche à vous égarer par des proclamations par lesquelles on essaie de vous persuader que nous n'avons pas d'autres projets que de ravager et de partager la France, et par des relations mensongères d'avantages que les troupes françaises ont remportés.

Il suffit de vous rappeler la conduite de nos souverains

et la conduite du vôtre, de contempler ce qui s'est passé en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Suisse, et en Hollande, et de voir que nos armées sont maintenant plus nombreuses et plus belles que jamais, pour savoir combien on abuse indignement de votre crédulité.

Pour juger les événemens de la guerre, vous n'avez qu'à vous informer, des habitans de Laon, de ce qui est arrivé les 9 et 10 de ce mois, jours dans lesquels l'armée française, commandée par l'empereur Napoléon en personne, fut totalement défaite sous les murs de cette ville : demandez-leur s'il n'ont pas vu cette armée fuir devant nos troupes victorieuses. s'ils n'ont pas vu les trophées de notre victoire, consistant en cinquante pièces de canon, un grand nombre de caissons et quelques milliers de prisonniers? Et ce n'a été encore qu'une partie de l'armée que je commande qui a remporté cette victoire décisive, tandis qu'une autre partie se rendoit maîtresse de Saint-Quentin où elle prenoit quarante pièces de canon de bronze, et tandis que la grande armée, après avoir, le 3 et le 4, défait près de Troyes le corps qui lui étoit opposé, s'avance d'un autre côté vers votre capitale.

Ne soyez donc pas assez aveugles pour vous laisser entraîner par les promesses, les déceptions et les instigations d'un gouvernement dont le seul objet est de vous armer contre nous, de prolonger la guerre aux dépens de la dernière goutte de votre sang et des propriétés de chacun d'entre vous.

Il a été commis des excès par nos soldats; cela est provenu d'un esprit de vengeance qu'ils portoient au fond de leur cœur, parce que plusieurs de leurs camarades avoient

été massacrés par les habitans. Je les ai cependant fait réprimer, j'ai même fait punir les coupables de mort; mais réfléchissez qu'il n'est pas de moyen plus certain de prévenir les excès du soldat que de rester tranquillement dans vos demeures; de ne pas fermer vos portes, que dans ce cas il faut nécessairement ouvrir de force; et par-dessus tout, n'entretenir aucune communication avec nos ennemis, ni prendre les armes contre nous.

Je n'ai pas puni, comme j'aurois pu le faire, les cruautés commises par quelques villes et villages contre des couriers et des soldats isolés de l'armée alliée, espérant que la modération les rappelleroit à leur devoir. Mais je vous informe qu'à partir de ce jour, il sera adopté des mesures plus fortes, et que les villes et villages dont les habitans oseront prendre les armes contre nos troupes, ou entraver nos opérations militaires, seront brûlés, quelque pénible qu'il soit pour moi de confondre ainsi l'innocent et le coupable.

Nous ne désirons pas autre chose, je vous le répète, que la paix et le repos de l'Europe. Les négociations de Châtillon, dès qu'elles seront publiées, vous convaincront que c'est votre souverain seul qui, malgré ce qu'il vous dit, met continuellement de nouveaux obstacles en avant. En attendant, il me suffit de vous rappeler le célèbre discours, qu'un Français (M. Raynouard) a prononcé au corps-législatif pour fixer votre opinion à cet égard.

Au reste, toutes les nations de l'Europe ne combattent que pour un seul but. L'issue ne peut pas être douteuse. Une plus longue résistance, et même quelques avantages momentanés, si vous pouvez vous en flatter, ne

serviroient qu'à vous rendre plus malheureux que vous ne l'êtes déjà.

Donné à mon quartier-général, à Laon, le 13 mars 1814.

BLUCHER.

LIVRE XII.

N°. LII.

Bataillles sur l'Adour.

Saint-Jean-de-Luz, le 14 décembre 1813.

Milord,

L'ennemi, depuis sa retraite de la Nivelle, avoit occupé en front de Bayonne une position qui avoit été retranchée avec beaucoup de soin depuis la bataille de Vittoria en juin dernier. Elle paroît être sous le feu des ouvrages de la place, la droite appuyée sur l'Adour, et le front dans cette partie est couvert par un marais formé par un ruisseau qui tombe dans l'Adour. La droite du centre est appuyée sur ce même marais, et sa gauche sur la rivière Nive. La gauche est entre la Nive et l'Adour, sur lequel la gauche est appuyée. L'ennemi avait placé les avant-postes de sa droite en front d'Anglet et vers Biaritz. Sa gauche défendoit la Nive, et communiquoit avec la division de Catalogne du général Paris, qui étoit à Saint-Jean-

Pié-de-Port, et il avoit un corps considérable cantonné dans Ville-Franque et Moguerre.

Il étoit impossible d'attaquer l'ennemi dans cette position aussi long-temps qu'il y demeureroit en force.

J'avois résolu de passer la Nive immédiatement après le passage de la Nivelle; mais le mauvais état des routes, et la crue de tous les ruisseaux occasionnée par les pluies tombées au commencement du mois, ne m'avoient pas permis d'exécuter ce mouvement. L'état des chemins et du temps m'ayant enfin mis en état de rassembler les matériaux, et de faire les préparatifs nécessaires pour la construction des ponts pour passer cette rivière, je fis sortir les troupes de leurs cantonnemens le 8, et ordonnai à la droite de l'armée sous le lieutenant-général sir Rowland Hill de passer, le 9, à Cambo et dans les environs, tandis que le maréchal sir William Beresford favoriseroit et appuieroit cette opération en faisant passer la sixième division sous le lieutenant-général sir Henry Clinton à Ustaritz. Ces deux opérations réussirent complètement. L'ennemi fut sur-le-champ chassé de la rive droite de la rivière, et se retira vers Bayonne, par la grande route de Saint-Jean Pié-de-Port. Les troupes ennemies vis-à-vis de Cambo furent sur le point d'être coupées par la sixième division, et un régiment fut obligé de quitter la grande route et de marcher à travers champs.

L'ennemi rassembla des forces considérables sur une chaîne de hauteurs qui courent parallèlement à l'Adour, sa droite continuant d'occuper Ville-Franque. Le huitième régiment portugais, sous le colonel Douglas, et le neuvième de Caçadores, sous le colonel Brown, et les bataillons d'infanterie légère anglaise de la sixième division,

emportèrent ce village et les hauteurs qui l'avoisinent. La pluie qui étoit tombée la nuit précédente et dans la matinée du 3, avoit tellement endommagé le chemin, que ce ne fut que vers la fin du jour que la totalité du corps de sir Rowland Hill put arriver; et en conséquence, je me contentai de la possession du terrain que nous occupions.

Le même jour, le lieutenant-général sir John Hope, ayant sous ses ordres la gauche de l'armée, se porta en avant par la grande route de Saint-Jean-de-Luz vers Bayonne, et reconnut la droite du camp retranché sous Bayonne et le cours de l'Adour au-dessous de la ville, après avoir forcé les postes de l'ennemi dans les environs de Biaritz et d'Anglet à se retirer. La division légère, sous le major-général Alten, avança aussi de Bassussary, et reconnut cette partie des retranchemens de l'ennemi.

Sir John Hope et le major-général Alten se retirèrent dans la soirée à la position d'où il étoient partis.

Le 10, au matin, le lieutenant-général sir Rowland Hill s'aperçut que l'ennemi s'étoit retiré de la position qu'il avoit occupée la veille sur les hauteurs, dans le champ retranché de ce côté-là de la Nive: en conséquence, il occupa la position qui lui étoit destinée, avec sa droite vers l'Adour, et sa gauche à Ville-Franque, et communiquant avec le centre de l'armée, sous le maréchal sir William Beresford, par un pont jeté sur la Nive; et les troupes du maréchal furent reportées à la gauche de la Nive.

La division d'infanterie espagnole du général Morillo, qui étoit restée avec sir Rowland Hill quand les autres troupes espagnoles étoient allées en cantonnemens, fut placée à Urcuray avec la brigade de dragons légers du co-

lonel Vivian à Hasparren, pour observer les mouvemens de la division ennemie sous le général Paris, qui, après le passage de la Nive, s'étoit retirée vers Saint-Palais.

Le 10, au matin, l'ennemi sortit du camp retranché avec toute son armée, à l'exception seulement des troupes qui occupoient les ouvrages en face de la position de sir Rowland Hill, repoussa les piquets de la division légère et ceux du corps de sir J. Hope, et attaqua avec fureur le poste de la division légère au château et à l'église d'Arcougune, et les postes avancés de sir John Hope sur la grande route de Bayonne à Saint-Jean-de-Luz, près de la maison du maire de Biaritz. Ces deux attaques furent repoussées par les troupes de la manière la plus courageuse, et le corps de sir John Hope fit environ cinq cents prisonniers.

Le fort de l'action avec le poste avancé de sir John Hope tomba sur la première brigade portugaise, commandée par le brigadier-général Campbell, qui étoit de service, et sur la brigade du major-général Robinson, de la cinquième division, qui marcha à son secours. Le lieutenant-général Hope fait le plus grand éloge de la conduite de ces troupes et de toutes celles qui eurent part à l'action, et je vis avec une véritable satisfaction, que cette tentative de l'ennemi sur notre gauche pour nous obliger de retirer notre droite, avoit été complètement déconcertée par une portion comparativement peu considérable de notre armée.

Je ne saurois trop louer l'habileté, le sang-froid et le jugement du lieutenant-général sir John Hope, qui, ainsi que les officiers généraux et ceux d'état-major sous ses ordres, a donné aux troupes un exemple de courage,

qui a dû contribuer au résultat favorable de la journée.

Sir John Hope reçut une forte contusion, qui, cependant, ne m'a pas privé un moment de son assistance.

Après l'action, les régimens de Nassau et de Francfort, sous les ordres du colonel Kruse, passèrent aux postes de la brigade du major-général Ross, de la quatrième division, qui avoient été formés pour supporter le centre.

A la nuit fermée, l'ennemi étoit encore en force considérable en front de nos postes, sur le terrain dont il avoit fait retirer nos piquets. Il se retira, néanmoins, pendant la nuit, du front du lieutenant-général sir John Hope, laissant de foibles postes qui furent délogés immédiatement. Il occupoit toujours en force les hauteurs où les piquets de la division légère avoient été placés ; et il étoit évident que toute l'armée étoit encore en front de notre gauche : vers trois heures après-midi, l'ennemi força les piquets du lieutenant-général sir John Hope à se replier, et attaqua ses postes. Il fut encore repoussé avec une perte considérable.

Il renouvela l'attaque, le 12 au matin, avec aussi peu de succès, la première division, sous le major-général Howard, ayant relevé la cinquième division ; l'ennemi discontinua l'attaque dans l'après-midi, et se retira entièrement dans son camp retranché pendant la nuit. Il n'a pas renouvelé l'attaque des postes de la division légère depuis le 10.

Le lieutenant-général sir John Hope fait le plus grand éloge de la conduite de tous les officiers et des troupes, particulièrement de la première brigade portugaise, sous le brigadier-général Archbald Campbell ; des brigades du

major-général Robinson et du major-général Hay, de la cinquième division, sous les ordres de l'honorable colonel Greville. Il fait une mention particulière du major-général Hay, commandant de la cinquième division, des majors-généraux Robinson et Bradford, du brigadier-général Campbell, des colonels de Regoa et Greville, commandant leurs brigades respectives, du lieutenant-colonel Loyd du quatre-vingt-quatrième, qui a malheureusement été tué, des lieutenans-colonels Barnes des *Royals*, et Cameron, du neuvième, du capitaine Ramsay de l'artillerie à cheval, et du lieutenant-colonel M. Donald, assistant-adjudant-général, attachés au corps de sir John Hope, et des officiers de son état-major personnel.

La première division, sous le major-général Howard, n'a été engagée que le 12; l'attaque de l'ennemi ne fut pas aussi vigoureuse; mais les gardes se sont conduits avec leur courage ordinaire.

L'ennemi ayant ainsi échoué dans toutes les attaques qu'il a faites sur notre gauche avec toutes ses forces, se retira dans ses retranchemens, dans la nuit du 12, et fit passer par Bayonne des forces considérables, avec lesquelles, dans la matinée du 13, il attaqua en désespéré le lieutenant-général sir Rowland Hill.

M'attendant à cette attaque, j'avois prié le maréchal sir W. Beresford d'envoyer la neuvième division pour renforcer le lieutenant-général; elle passa la Nive au point du jour; et je le renforçai, en outre, par la quatrième division et deux brigades de la troisième.

L'arrivée de la sixième division, que le lieutenant-général attendoit, lui donna beaucoup de facilité à faire ses mouvemens; mais les troupes sous son commandement immédiat avoient défait et repoussé l'ennemi avec

une perte immense avant l'arrivée des renforts. La principale attaque eut lieu le long de la grande route de Bayonne à Saint-Jean-Pié-de-Port. La brigade d'infanterie anglaise du major-général Barnes, et la cinquième brigade portugaise, sous le brigadier-général Ashworth, ont eu la plus grande part au combat sur ce point, et ces troupes se sont conduites admirablement. La division d'infanterie portugaise, sous le commandement du maréchal-de-camp don F. Le Cor, se porta à leur secours sur leur gauche de la manière la plus courageuse, et reprit une position importante entre ces troupes et la brigade du major-général Pringle, qui étoit aux mains avec l'ennemi en front de Ville-Franque. J'ai aussi vu avec beaucoup de satisfaction la conduite de la brigade d'infanterie anglaise du major-général Byng, soutenue par la quatrième brigade portugaise, sous le commandement du brigadier général Buchan, emporter une hauteur importante sur la droite de notre position, et s'y maintenir malgré tous les efforts de l'ennemi pour la reprendre.

Nous n'avons pris que deux canons, et fait quelques prisonniers à l'ennemi, qui, battu sur tous les points, et ayant éprouvé une perte considérable, fut obligé de se retirer sur ses retranchemens.

J'éprouve la plus grande satisfaction d'avoir une nouvelle occasion de donner mon opinion du mérite et des services du lieutenant-général sir Rowland Hill, ainsi que de ceux du lieutenant-général sir William Stewart, commandant la deuxième division; des majors-généraux Pringle, Barnes, et Byng; du maréchal-de-camp don F. Le Cor, et des brigadiers-généraux Da Costa, Ashworth et Buchan. L'artillerie anglaise sous le lieute-

nant-colonel Ross, et de la portugaise sous le colonel Tulloch, se sont distinguées; et le lieutenant-général sir Rowland Hill fait une mention particulière de l'assistance qu'il a reçue des lieutenans-colonels Bouverie et Jackson, aide-adjudans-généraux attachés à son corps; du lieutenant-colonel Goldfinch, du génie, et des officiers de son état-major personnel.

L'ennemi a fait passer, hier au matin, le pont de l'Adour à un gros corps de cavalerie, et les troupes en front de sir Rowland Hill se sont retirées ce matin vers Bayonne.

Dans tout le cours de ces opérations, j'ai été bien secondé par le quartier-maître-général le major-général sir George Murray et l'adjudant-général le major-général sir Edward Packenham, le lieutenant-colonel lord Fitzroy Sommerset, le lieutenant-colonel Campbell, et les officiers de mon état-major personnel.

J'envoie cette dépêche par le major Hill, aide-de-camp du lieutenant-général sir Rowland Hill, que je prends la liberté de recommander à la protection de votre seigneurie.

J'ai l'honneur d'être, etc.

WELLINGTON.

État des tués, blessés et manquans dans les actions des 9, 10, 11, 12 *et* 13 *décembre* 1813.

Anglais.

Un lieutenant-colonel, un major, trois capitaines, dix lieutenans, trois enseignes, huit sergens, deux tambours, deux cent cinquante soldats, dix-neuf chevaux, tués.

Deux officiers de l'état-major de l'armée, trois lieutenans-colonels, six majors, trente capitaines, soixante-sept lieutenans, vingt-deux enseignes, cent trente-un sergens, vingt tambours, mille neuf cent quatre soldats, quarante chevaux, blessés.

Un major, un capitaine, cinq lieutenans, un enseigne, dix sergens, trois tambours, cent quatre-vingt-huit soldats, un cheval, manquans.

Portugais.

Dix officiers et trois cent quatre-vingt-dix-neuf soldats tués.

Cent quatre officiers et mille quatre cent quatre-vingt-huit soldats blessés.

Huit officiers et deux cent soixante-dix-neuf soldats manquans.

Espagnols.

Cinq soldats tués, vingt-un soldats blessés.

Memorandum.

Quand le major Hill a quitté l'armée, le 18 décembre, l'aile droite occupoit une position entre l'Adour et la Nive, commandant la navigation de ces deux rivières : le centre et la gauche de l'armée étoient postés entre la Nive et la mer.

Downing-Street, le 30 décembre.

Il paroît que depuis la bataille du 13, le maréchal Soult a fait plusieurs mouvemens sur la rive droite de

l'Adour et vers les derrières de la position de sir Rowland Hill; mais ces mouvemens ont été prévus et déconcertés.

L'ennemi ayant échoué dans toutes ses tentatives pour déloger les troupes alliées de leurs positions, le gros de l'armée française s'est retiré de Bayonne, et a marché vers Dax, en remontant la rive droite de l'Adour.

Extraits de lettres écrites par un officier qui occupe un haut grade dans l'armée de lord Wellington.

Ustaritz, le 15 décembre.

Dans la soirée du 12, pendant que Soult méditoit en apparence une attaque sérieuse sur notre gauche, il se proposoit évidemment de tourner notre droite; car il traversa Bayonne durant la nuit, et au point du jour il vint attaquer sir R. Hill dans sa position. Avant la nuit, nous vîmes quel étoit son dessein, et nous prîmes des positions en conséquence. La sixième division fut envoyée au-delà de la Nive, et les deuxième, quatrième et septième s'avancèrent ensuite comme réserve; mais avant que les premières fussent arrivées, Soult avoit attaqué, et ayant tenté deux fois de déloger sir R. Hill de sa première position, avec six divisions de son armée, il fut repoussé chaque fois, avec une perte considérable. Son attaque a été furieuse, mais ses troupes n'ont pas pu tenir contre nos charges réitérées et le feu de notre mousqueterie, et il a laissé un nombre immense de morts sur le champ de bataille. Durant tout le cours de nos opérations dans la péninsule, on n'a jamais vu autant de corps morts après une action, excepté à Albuera; mais après celle

du 13, il y en avoit encore plus. Soult, ayant ainsi échoué dans ses efforts pour nous déloger, a été forcé de rentrer dans son camp retranché sous Bayonne. Je ne crois pas qu'il veuille nous inquiéter de quelque temps; en effet, il a de la peine à faire marcher ses troupes au combat, et toutes les attaques qu'il feroit seroient infructueuses : ainsi, il est probable que nous resterons tranquilles durant tout le reste de l'hiver, à moins que nous ne fassions nous-mêmes une attaque sur Bayonne.

Ustaritz, le 18 décembre.

Depuis la bataille du 13, il n'y a eu aucun mouvement, et nos troupes sont tranquilles dans leurs cantonnemens. Il y a eu quelque changement de position, et je vais vous dire où nos troupes sont actuellement sur les deux rives de la Nive. Le pays sur notre droite nous est ouvert; les habitans nous apportent des provisions, etc.; nous avons obtenu de grands avantages, outre que l'ennemi est resserré plus étroitement autour de Bayonne. Voici comme notre armée est postée. La gauche immédiate s'étend de la mer jusque sur la gauche de la paroisse d'Arcangues, d'où la quatrième division et la division légère s'étendent jusqu'à Araunte et Iroute. Le centre est à cheval sur la Nive, et a deux ponts de communication. La septième division est à Ustaritz, et appuie sur la quatrième et le port d'Urdaine. La sixième est à Ville-Franque, et s'étend de la Nive à la grande route de Saint-Jean-Pié-de-Port à Bayonne. La troisième division, à Hatson et Jutson, soutient la sixième. La droite de l'armée s'étend depuis la droite du centre jusqu'à l'Adour. Le

général espagnol Morillo est à Hasparren, et la cavalerie sur l'Adour. Ainsi l'armée forme un demi-cercle, depuis la mer, en avant de Biaritz, jusqu'à l'Adour, en avant de la Honce. L'armée espagnole de Gallice est derrière la division légère, et l'armée d'Andalousie est à Anhoé et Cambo, à la droite du centre.

J'apprends à l'instant que la troisième division ira aujourd'hui à Hasparren, que la nôtre vient à Cambo, et qu'il sera fait une attaque dans cette partie.

P. S. Nous avons reçu les rapports les plus favorables de l'intérieur, et hier encore il est venu une personne pour nous prier instamment de passer l'Adour. Elle dit que tout le pays est prêt à s'insurger, et que tout le monde demande à grands cris la famille de Bourbon; on désire vivement qu'un de ses membres s'y présente. Je suis bien aise de voir que les journaux anglais même sont d'avis qu'un Bourbon vienne ici. La personne dont je parle dit, que si nous allons en avant, nous pouvons nous attendre que la plus grande partie de l'armée de Soult désertera.

Relation espagnole des engagemens des 9, 10 *et* 13 *décembre, tirée de la Gazette de Vittoria du* 18.

Le duc de Ciudad-Rodrigo voulant empêcher les communications de l'ennemi entre Saint-Jean-Pié-de-Port et Bayonne par le grand chemin qui mène de Bayonne à Roncesvalles, et le forcer, en même temps (s'il vouloit conserver lesdites communications), de faire un détour pénible par la droite de l'Adour, ce qui rendroit le voyage difficile et précaire en augmentant la distance; voulant

d'un autre côté donner plus d'étendue à ses cantonnemens; influencé d'ailleurs par beaucoup d'autres raisons politiques, le duc de Ciudad-Rodrigo, disons-nous, se détermina à faire un mouvement-général avec l'armée alliée, afin de remplir ces objets.

A cet effet il fit les dispositions suivantes : il ordonna que le général Hill, avec la seconde division, celle de Morillo, et la division portugaise d'Hamilton, passeroit la Nive au pont ou par les gués de Cambo, et procéderoit sur-le-champ à occuper la grande route en question, marcheroit à l'ennemi après avoir formé une jonction avec la sixième et la troisième division, sous les ordres du maréchal Beresfort, qui devoit exécuter une opération semblable par Ustaritz. Le général Hope avec la première et la cinquième division anglaise, et deux brigades portugaises, devoit menacer par la route de voitures qui mène à Bayonne, le camp retranché que l'ennemi a devant cette ville, en formant ainsi avec son corps l'aile gauche de l'armée alliée ; de manière que par cette opération toutes les communications de Bayonne de ce côté-ci de l'Adour étoient interceptées, en formant une espèce de demi-cercle depuis la gauche de cette rivière jusqu'à la mer. L'armée alliée resta des deux côtés de la Nive, sur laquelle elle avoit jeté deux ponts de bateaux pour faciliter ses communications. Entre le corps qui passa la Nive et la droite du général Hope, étoient placées, dans des positions convenables, la division légère, la quatrième et la septième, prêtes à se porter partout où il seroit nécessaire et formant en même temps le centre de l'armée. Le duc de Ciudad-Rodrigo, ayant donné les ordres nécessaires, partit de Saint-Jean-de-Luz à trois heures du

matin, prenant la route d'Ustaritz, où il arriva à la pointe du jour, et au moment où la sixième division venoit de passer la Nive, sans tirer un seul coup de fusil, ayant surpris et fait prisonniers les piquets de l'ennemi qui étoient postés de l'autre côté. La troisième division suivit aussitôt la sixième, et à Cambo une opération semblable fut exécutée par les troupes commandées par le général Hill. Les deux corps s'avancèrent pour attaquer l'ennemi, qui occupoit un forte position à une lieue et demie de Bayonne, sa droite appuyée à la ville de Ville-Franque, sur les bords de la Nive, et sa gauche protégée par l'Adour. Le duc de Ciudad-Rodrigo, afin de pouvoir attaquer l'ennemi le lendemain avec avantage dans sa position, et déborder sa droite par les hauteurs de Ville-Franque, ordonna à la sixième division d'attaquer le point en question, et d'en chasser l'ennemi. Une brigade de cette division, avec le neuvième régiment de chasseurs portugais, exécuta cette opération avec la plus grande promptitude; mais l'ennemi, ayant reçu des renforts considérables, revint sur nos troupes, et reprit possession de ce point après une résistance opiniâtre.

Cependant le duc qui voulait obtenir possession de ce plateau, ordonna derechef qu'il fût attaqué et occupé. La sixième division exécuta cet ordre à sa satisfaction; au coucher du soleil ce plateau tant contesté resta à notre pouvoir. Le général Hill eut aussi à soutenir, sur le grand chemin qui mène à Saint-Jean-Pié-de-Port, une attaque très-vive qui se termina en sa faveur, et qui doit avoir coûté beaucoup de sang à l'ennemi, à en juger par le nombre considérable de tués qu'il laissa sur le champ de bataille. Tandis que ceci se passoit sur la droite, le gé-

néral Hope attaquoit et chassoit devant lui tous les postes que l'ennemi avoit sur la grande route qui mène d'Irun à Bayonne, et ses troupes s'approchèrent de si près de cette ville qu'on leur tira dessus des murailles. La nuit mit fin aux opérations de cette journée, et le duc de Ciudad-Rodrigo la passa à Ustaritz, avec l'intention d'attaquer le lendemain l'ennemi qui étoit entre la Nive et l'Adour. Le 10, le jour n'étoit pas encore levé, lorsque le duc qui étoit à Ville-Franque, observa que l'ennemi s'étoit retiré des positions qu'il occupoit la veille; et ordonnant aux troupes de marcher dans la direction de Bayonne, il se mit à épier avec soin les mouvemens de l'ennemi, dans la crainte que le maréchal Soult, profitant des avantages que lui offroit le pont de Bayonne, et de la facilité avec laquelle il pouvoit faire passer des troupes d'une rive à l'autre, attaquât nos troupes sur la gauche de la Nive, les voyant séparées de celles qui étoient sur la droite, avec lesquelles leurs communications étoient très-difficiles en raison de la pluie continuelle qu'il avoit fait pendant plusieurs jours, et qui avoit rendu les routes impraticables. L'événement prouva ce que le duc avoit craint et prévu; en effet Soult, ayant fait passer toute son armée par le pont de Bayonne, attaqua avec la plus grande fureur les troupes du général Hope, et successivement la quatrième division et la légère. Il faut dire, à l'honneur et à la louange de la valeur britannique, et comme une preuve de sa supériorité sur celle de l'ennemi, qu'une brigade de la cinquième division, commandée par le général Robinson, soutint pendant une heure et demie, et sans perdre un pouce de terrain, l'attaque de deux divisions ennemies, donnant

ainsi par sa résistance héroïque le temps d'arriver aux autres corps qui attaquèrent aussitôt, et chassèrent l'ennemi dans le camp retranché de Bayonne. Il ne fut pas tiré ce jour-là un seul coup à la droite de notre armée, et il ne s'y passa rien d'important sur aucun autre point, jusque sur les trois heures et demie après midi, que l'ennemi, voulant faire replier nos piquets, les chargea avec des forces très-considérables, et les repoussa dans la position qu'ils occupoient le 9 au matin. Là il fut reçu avec la plus grande vigueur par la brigade portugaise, commandée par Luis de Rigoa et d'autres corps anglais, qui le firent se retirer en toute hâte, laissant le champ de bataille couvert de morts. Notre perte dans les deux jours peut être estimée à quinze cents hommes. Dans le nombre des blessés est le général Robinson qui dans cette occasion s'est couvert de gloire.

Le même jour à neuf heures du soir, un officier allemand, appartenant au régiment de Nassau, qui étoit dans la réserve de l'ennemi, se présenta aux avant-postes de la quatrième division, et dit qu'il y avoit dans le voisinage de cette division, et en marche pour la joindre, deux bataillons de son corps, et le régiment de Francfort. Le général Cole prit toutes les mesures nécessaires, s'avança pour aller au-devant d'eux, et en moins d'une demi-heure on vit arriver quinze cents hommes des trois corps en question, parfaitement habillés, et ayant aussi bonne mine qu'on puisse l'imaginer.

Nous ignorons les informations que le chef de ces corps peut avoir données au général en chef. Tout ce que nous savons seulement, c'est qu'ayant été instruit des événemens qui s'étoient passés en Allemagne, malgré tous

les efforts de l'ennemi pour les cacher, sachant qu'après la bataille de Leipsik, les différens princes s'étoient séparés de la Confédération du Rhin, il prit sur-le-champ sa résolution, et se détermina à la mettre à exécution aussitôt que possible, et avant que l'ennemi, en ayant quelque soupçon, ne les désarmât. Il ne fit part de sa résolution à personne; et le 10 au soir, quand l'action fut terminée, se trouvant placé en front de la quatrième division pour observer ses mouvemens, n'ayant à ses côtés aucun bataillon français, et ayant reçu ordre de se retirer, il pensa que le moment favorable étoit arrivé, et tirant son épée, il informa sa petite troupe des événemens de l'Europe et de leur obligation positive d'être fidèles à leurs princes, et leur proposa de passer à l'armée anglaise, afin d'être transportés en Allemagne, et d'y combattre pour la liberté du continent. Tous le suivirent d'un commun accord, et à neuf heures et demie ils étoient déjà dans nos lignes. Il se mirent aussitôt en marche pour le passage, où des transports sont prêts à les conduire en Allemagne. Ils furent traités par le duc et par toute l'armée de la manière que de si braves gens méritoient. Nous avons appris par eux que la perte de l'ennemi, le 10, fut très-considérable, et que le général Villate étoit au nombre des blessés.

A présent l'armée forme une ligne courbe qui s'étend depuis la droite du grand chemin de Bayonne à Saint-Jean-Pié-de-Port jusqu'à la mer, en traversant la Nive à Ville-Franque. Les événemens du 11 et du 12 ne furent pas d'une grande conséquence.

Chaque jour rend plus visibles les bons résultats qu'ont produits les moyens adoptés par le duc relativement au

pays. Maintenant les habitans n'abandonnent plus leurs maisons. Il connoissent l'avantage d'y rester. On ne leur demande pas même une seule ration. Ils peuvent aussi voyager d'un lieu à une autre avec la même sûreté qu'en Espagne. Quant à l'armée française, elle commet, même en France, les excès auxquels elle a été accoutumée, et ses troupes portent avec elles partout où elles vont le même esprit de destruction et de vandalisme qu'elles ont exercé dans d'autres pays.

Le 13, l'ennemi attaqua avec sept divisions, les dix mille hommes qui occupoient, sous les ordres du général Hill, la route de Bayonne à Saint-Jean-Pié-de-Port. Trois fois les Vandales attaquèrent, et trois fois ils furent repoussés avec une perte si horrible, que, selon des témoins fidèles, elle ne fut pas moins de cinq mille hommes. La nôtre ne fut presque rien. La raison de cette prodigieuse différence est que lorsque l'ennemi arriva avec fureur sur la ligne anglaise, et qu'il vit ses colonnes immobiles et prêtes à le recevoir la baïonnette au bout du fusil, bien loin de l'attaquer, il tourna le dos bien vite, et les Anglais les tuèrent à plaisir. L'opération fut répétée trois fois, et chaque fois avec le même résultat. Notre immortel duc est au zénith de sa gloire, et probablement méditant quelque nouveau plan ; il a fait avancer la quatrième armée, et la cavalerie anglaise, ce qui indique qu'il va bloquer Bayonne et faire passer l'Adour à son armée, placer sa cavalerie à Pau, et occuper tout le pays entre l'Adour et la Nive.

N°. LIII.

Proclamation de lord Wellington.

Au quartier-général, ce 18 décembre 1813.

Considérant la nécessité de fixer les bases sur lesquelles le commerce se fera dans les ports de la Navarre française au sud de l'Adour, le commandant en chef de l'armée alliée a déterminé :

1°. Que ces ports seront libres et ouverts aux individus de toutes nations, excepté de celles en guerre avec quelqu'une des nations alliées, et pour les marchandises de toute espèce ;

2°. Il sera prélevé sur tout article qui viendra par mer, et sera débarqué dans ces ports, un droit pris sur la valeur, de cinq pour cent, à l'exception du froment, maïs, et leurs farines, l'orge, l'avoine, le son, biscuit, haricots, pois, sel ;

3°. Les marchandises et vivres venant par mer pour les armées alliées seront aussi exempts du paiement des droits fixés par l'article 2 ;

4°. Les municipalités seront chargées de l'organisation des établissemens nécessaires pour la levée de ces droits, et soumettront au commandant en chef les réglemens pour leur conduite et pour assurer le service qui leur est confié ;

5°. Les municipalités feront tous les lundis un rapport au commandant en chef, des entrées dans la semaine précédente, avec spécification du montant des droits réalisés. Il donnera l'ordre pour l'application.

WELLINGTON.

LIVRE XIII.

N°. LIV.

Saint-Sever, le 1er mars 1814.

Milord,

Je retournai à Garris le 21, et j'ordonnai à la division légère et à la sixième de quitter le blocus de Bayonne, et au général don Manuel Freyre, de rapprocher ses cantonnemens vers Irun, et de se préparer à marcher en avant lorsque la gauche de l'armée passeroit l'Adour.

Je trouvai les pontons rassemblés à Garris, et le lendemain ils furent transportés en avant sur le Gave de Mauléon, et les troupes du centre de l'armée arrivèrent.

Le 24, le lieutenant-général sir R. Hill passa le Gave d'Oléron à Villeneuve, avec la division légère, la deuxième et la division portugaise, sous le commandement du major-général Charles, baron Alten, du lieutenant-général sir W. Stewart, et du maréchal-de-camp don Frédéric Le Cor: pendant que le lieutenant-général sir H. Clinton passa avec la sixième division entre Montfort et Laas, le lieutenant-général sir T. Picton fit des démonstrations avec la troisième division, comme s'il avoit l'intention d'attaquer la position

de l'ennemi au pont de Sauveterre, ce qui induisit l'ennemi à faire sauter ce pont.

Le maréchal-de-camp don Pueblo Murillo repoussa les avant-postes de l'ennemi près de Navarens, et bloqua cette ville.

Le feld-maréchal Beresford, qui, depuis le mouvement que sir R. Hill avoit fait le 14 et le 15, étoit resté avec les quatrième et septième divisions, et la brigade du colonel Vivian, en observant sur la basse Bidouze, attaqua l'ennemi le 23 dans ses postes fortifiés de Hartingues et Oyergave, sur la gauche du Gave de Pau, et l'obligea de se retirer derrière la tête de pont de Peirhourade.

Dès que le passage du Gave d'Oléron fut effectué, sir R. Hill et sir H. Clinton se portèrent vers Orthès, et la grande route qui conduit de Sauveterre à cette ville; et l'ennemi dans la nuit se retira de Sauveterre au-delà du Gave de Pau; et le 25, il rassembla son armée près d'Orthès, après avoir détruit tous les ponts sur la rivière.

La droite et la droite du centre se rassemblèrent en face d'Orthès; le lieutenant-général sir Stapleton Cotton, avec la brigade de cavalerie de lord Somerset, et la troisième division sous le lieutenant-général sir T. Picton, étoit près du pont détruit de Bérens; et le maréchal sir W. Beresfort, avec les quatrième et septième divisions, sous le lieutenant-général sir Lowry Cole et le major-général Walker, et la brigade du colonel Vivian, vers la jonction du Gave et Pau avec le Gave d'Oléron.

Les troupes opposées au maréchal s'étant mises en marche le 25, il passa le Gave à Pau au-dessous de sa jonction avec le Gave d'Oléron, dans la matinée du 26, et suivit la grande route de Peirhourade à Orthès, sur

la droite de l'ennemi. A mesure qu'il s'approcha, le lieutenant-général sir Stapleton Cotton passa avec la cavalerie, et le lieutenant général sir T. Picton avec la troisième division au-dessous du pont de Berens ; je fis marcher vers le même point la division légère et la sixième, et le lieutenant général sir R. Hill occupa les hauteurs en face d'Orthès, et la grande route qui mène à Sauveterre.

La division légère et la sixième passèrent le Gave le 27 au point du jour, et nous trouvâmes l'ennemi dans une forte position près d'Orthès, sa droite occupant les hauteurs sur la grande route de Dax et le village de Saint-Bois, et sa gauche les hauteurs au-dessus d'Orthès et cette ville, et s'opposant au passage de la rivière par sir R. Hill.

D'après la direction des hauteurs sur lesquelles l'ennemi avoit placé son armée, son centre étoit nécessairement retiré, tandis que la force de la position donnoit aux ailes des avantages extraordinaires.

J'ordonnai au maréchal sir W. Beresford de tourner et d'attaquer la droite de l'ennemi avec la quatrième division, sous le lieutenant-général sir L. Cole, et la septième sous le major-général Walker, et la brigade de cavalerie du colonel Vivian, pendant que le lieutenant-général sir Th. Picton suivroit la grande route de Peirhourade à Orthès, et attaqueroit les hauteurs sur lesquelles étoient le centre et la gauche de l'ennemi, avec les troisième et sixième divisions, soutenues par sir S. Cotton, avec la brigade de cavalerie de lord Edouard Somerset. Le major-général baron Alten, avec la division légère, entretenoit la communication, et étoit en réserve entre les deux attaques. J'ordonnai aussi au lieutenant-général sir R. Hill de

passer le Gave, afin de tourner et attaquer l'aile gauche de l'ennemi.

Le maréchal Beresford s'empara du village de Saint-Bois ; avec la quatrième division, sous le commandement du lieutenant-général sir L. Cole, après une résistance opiniâtre de la part de l'ennemi ; mais le terrain étoit si étroit, que les troupes ne purent pas se déployer pour attaquer les hauteurs, malgré les tentatives réitérées du major-général Ross et de la brigade portugaise du brigadier-général Vasconcello ; il étoit impossible de tourner l'ennemi par sa droite, sans étendre excessivement notre ligne.

En conséquence, je changeai ainsi le plan d'action ; je fis avancer sur-le-champ les troisième et sixième divisions, et je portai en avant une brigade de la division légère, sous les ordres du colonel Barnard, pour attaquer la gauche de la hauteur sur laquelle étoit la droite de l'ennemi.

Cette attaque, en tête de laquelle étoit le cinquante-deuxième régiment, sous les ordres du lieutenant-colonel Colborn, soutenu sur sa droite par les brigades du major-général Brisbane et du colonel Keane, de la troisième division, et par des attaques simultanées sur la gauche, par la brigade du major-général Anson, de la quatrième division, et sur la droite par le lieutenant-général sir Th. Picton, avec le reste de la troisième division et la sixième division, sous le lieutenant-général sir H. Clinton, délogea l'ennemi des hauteurs, et nous donna la victoire.

Dans ces entrefaites, le lieutenant-colonel sir R. Hill avoit forcé le passage du Gave au-dessus d'Orthès, et

ayant vu l'état de l'action, il se porta aussitôt, avec la deuxième division d'infanterie, sous le lieutenant-général sir W. Stewart, et la brigade de cavalerie du major-général Fane, droit sur la grande route d'Orthès à Saint-Sever, se tenant ainsi sur la gauche de l'ennemi.

L'ennemi se retira d'abord dans un ordre admirable, tirant tout l'avantage possible des nombreuses positions que le pays offroit. Mais les pertes qu'il essuya dans les attaques continuelles de nos troupes, et le danger dont il fut menacé par les mouvemens du lieutenant-général sir R. Hill, accélérèrent bientôt sa marche, et à la fin la retraite devint une fuite, et ses troupes tombèrent dans la plus grande confusion.

Le lieutenant-général sir Stapleton Cotton profita de la seule occasion qui se présenta pour charger, avec la brigade du major-général lord Edward Somerset, dans le voisinage de Sault-de-Navailles, où l'ennemi avoit été chassé de la grande route par le lieutenant-général sir R. Hill. Le septième de hussards se distingua en cette occasion, et fit beaucoup de prisonniers.

Nous continuâmes la poursuite jusqu'à la nuit, et je fis arrêter l'armée dans le voisinage de Sault-de-Navailles.

Je ne puis pas estimer l'étendue de la perte de l'ennemi. Nous lui avons pris six pièces de canon et fait beaucoup de prisonniers, dont je ne peux pas à présent dire le nombre. Tout le pays est couvert de ses morts. Son armée étoit dans la plus grande confusion quand je l'ai vue en dernier lieu passer sur les hauteurs près de Sault-de-Navailles. Beaucoup de soldats avoient jeté leurs armes. La désertion a été immense depuis.

Le jour suivant nous avons poursuivi l'ennemi jus-

qu'ici ; aujourd'hui nous avons passé l'Adour ; le maréchal sir William Beresfort, avec la division légère et la brigade du colonel Vivian, est à Mont-de-Marsan, où il a pris un très-grand magasin de vivres.

Le lieutenant-général sir R. Hill a marché sur Aire, et les avant-postes du centre sont à Casares.

L'ennemi se retire en apparence sur Agen, et il a laissé à découvert la route qui va directement à Bordeaux.

Pendant que les opérations que j'ai rapportées ci-dessus s'exécutoient sur la droite de l'armée, le lieutenant-général sir J. Hope, de concert avec le contre-amiral Penrose, profita d'une occasion qui s'offrit le 23 février, pour passer l'Adour au-dessous de Bayonne, et se rendre maîtres des deux rives de cette rivière à son embouchure. Les bâtimens destinés à former le pont, ne purent entrer que le 24, jour où l'opération, difficile et dangereuse dans cette saison de l'année, de leur passage, fut effectuée avec un degré de bravoure et d'habileté rarement égalé. Le lieutenant-général sir J. Hope mentionne particulièrement le capitaine O'Reilly et le lieutenant Cheshire, le lieutenant Douglas et le lieutenant Collins, de la marine royale, ainsi que le lieutenant Debenham, agent des transports ; et j'ai des obligations infinies au contre-amiral Penrose pour l'assistance cordiale que j'ai reçue de lui dans la formation de ce plan, et celle qu'il a prêtée au lieutenant-général sir J. Hope pour le mettre à exécution.

L'ennemi, imaginant que les moyens que le lieutenant-général sir J. Hope avoit à sa disposition pour passer la rivière, qui consistoient en des radeaux avec des pontons, ne l'avoient pas mis en état de faire passer une grande force dans la journée du 23, attaqua le corps qui

avoit passé dans la soirée. Ce corps consistoit en six cents hommes de la seconde brigade des gardes, sous le commandement de l'honorable major-général Edward Stopford, qui repoussa immédiatement l'ennemi. La brigade de fusées de Congrève fut d'une grande utilité en cette occasion.

Trois des chaloupes canonnières de l'ennemi ont été détruites aujourd'hui, et une frégate mouillée dans l'Adour a été grandement endommagée par le feu d'une batterie de pièces de dix-huit, et elle a été obligée de remonter plus haut dans la rivière jusqu'auprès du pont.

Le lieutenant-général sir J. Hope investit la citadelle de Bayonne le 25, et le lieutenant-général don Manuel Freyre se porta en avant avec la quatrième armée espagnole, en conséquence des ordres que j'avois laissés pour lui. Le 27, le pont étant achevé, le lieutenant-général sir J. Hope jugea à propos d'investir la citadelle de Bayonne plus étroitement qu'il ne l'avoit fait auparavant, et il attaqua le village de Saint-Etienne, qu'il emporta, ayant pris à l'ennemi un canon et quelques prisonniers; et ses postes sont actuellement à neuf cents verges des ouvrages extérieurs de la place.

Le résultat des opérations que j'ai détaillées à votre seigneurie, est que Bayonne, Saint-Jean-Pié-de-Port et Navarrens sont investis, et que l'armée, après avoir passé l'Adour, est en possession de toutes les grandes communications sur la rivière, ayant battu l'ennemi et pris ses magasins.

Votre seigneurie aura vu avec satisfaction l'habile assistance que j'ai reçue dans ces opérations du maréchal sir W. Beresford, du lieutenant-général sir R. Hill, de sir

J. Hope, de sir S. Cotton, et de tous les généraux et officiers sous leurs ordres respectifs.

Il m'est impossible d'exprimer convenablement mon opinion de leur mérite, et de dire jusqu'à quel point la nation est redevable à leur zèle et à leurs talens, de la situation dans laquelle l'armée se trouve à présent.

Toutes les troupes, anglaises et portugaises, se sont distinguées; la quatrième division, sous le lieutenant-général sir Lowry-Cole, à l'attaque de Saint-Bois, et dans ses efforts subséquens pour s'emparer de la chaîne des hauteurs; les troisième et sixième divisions et la légère, sous le commandement du lieutenant-général sir T. Picton, sir H. Clinton, et du major-général baron C. Alten, à l'attaque de la position de l'ennemi sur les hauteurs; et ces divisions et la septième dans les diverses opérations et attaques durant la retraite de l'ennemi.

La charge faite par le septième de hussards sous lord Edward Somerset, a été très-savante. La conduite de l'artillerie dans toute la journée mérite mon entière approbation. J'ai aussi beaucoup d'obligation au quartier-maître sir George Murray, et à l'adjudant général sir P. Pakenham, pour l'assistance que j'ai reçue d'eux, ainsi qu'au lord Fizsoy Somerset et aux officiers de mon état-major particulier, et au maréchal-de-camp don Michel Alava.

Les derniers avis que j'ai reçus de la Catalogne sont du 20. Les commandans français des places de Lérida, Mequinenza et Manzon ont été induits à les évacuer, d'après des ordres que leur a envoyés le baron d'Eroles, sous le chiffre du maréchal Suchet, qui étoit tombé entre ses mains.

Les troupes qui composoient ces garnisons s'étant réunies, elles ont été ensuite entourées dans la passe de Martorell, en se dirigeant vers la frontière de France, par un

détachement du corps anglo-sicilien, et un autre de la première armée espagnole. Le lieutenant-général Copons leur a permis de capituler, mais je n'ai encore reçu aucun rapport de lui à ce sujet, et j'ignore encore quel a été le résultat.

On s'attendoit en Catalogne que le maréchal Suchet évacueroit immédiatement cette province, et j'apprends ici qu'il doit rejoindre le maréchal Soult.

Je n'ai pas encore reçu les rapports détaillés de la capitulation de Jaca.

Je joins ici les états des tués et blessés dans les dernières opérations.

J'envoie cette dépêche par le major Freemantle, mon aide-de-camp, que je demande la permision de recommander à la protection de votre seigneurie,

J'ai l'honneur, etc.

WELLINGTON.

LIVRE XIV.

N°. LV. (1).

Bulletin des alliés sur la bataille d'Arcis.

Après la bataille de Soissons (Laon), gagnée par le feld-maréchal Blucher, l'empereur Napoléon prit la résolution de concentrer ses forces et de les diriger sur la grande armée. En conséquence, il fit le 19 mars jeter un pont sur l'Aube à Plancey; les colonnes françaises passèrent la rivière tant sur ce pont que par divers quais, et prirent position à Arcis qui avoit été évacué par nos troupes. Le prince royal de Wirtemberg à la tête des troisième, quatrième et sixième corps d'armée, réunit ses forces dans la position de Chermont. Le feld-maréchal Wrede, à la tête du cinquième corps, manœuvra le long de l'Aube, et fut soutenu par les gardes de réserve russes et prussiennes qui avoient pris position sur les hauteurs de Mesnil.

L'armée française ayant porté la majeure partie de ses forces devant Arcis, tâcha le 20 de faire déployer ses colonnes, mais ses efforts furent inutiles; elle fut rejetée dans Arcis. Un second effort dans lequel les troupes furent

(1) Cette pièce a été désignée par erreur dans le texte sous le N°. LIV.

commandées par Napoléon en personne n'eut pas plus de succès. Ce combat sanglant ne cessa qu'à minuit. La perte que nous avons essuyée dans cette journée a été considérable; celle des Français, comme la suite l'a prouvé, a été énorme.

La nuit du 20 au 21 fut employée, de notre côté, à former le plan d'une attaque générale pour le lendemain. L'empereur des Français, de son côté, ayant profité de la nuit pour développer ses colonnes, attaqua à six heures du matin le sixième corps. Le général Rajewski soutint l'attaque avec beaucoup de bravoure. Le prince royal de Wirtemberg eut le temps de se mettre en ligne, et, après un combat de quinze heures, l'ennemi fut forcé de repasser l'Aube; il souffrit beaucoup du feu concentré de l'artillerie; le champ de bataille étoit jonché de morts et de blessés. L'empereur Napoléon en cherchant à ranimer ses troupes eut un cheval tué sous lui.

Au moment où la retraite des Français étoit tout-à-fait décidée, la cavalerie du cinquième corps d'armée passa l'Aube au gué de Ramera, et poursuivit l'ennemi qui se retiroit sur Vitry-le-Français et sur Châlons. L'avant-garde de ce corps s'avança jusqu'à Toux et Corte; le cinquième corps, les gardes et les réserves prirent position à Corbeil, les quatrième et sixième sur les hauteurs de Dampierre. Le 22 l'armée a continué de marcher en avant pour faire sa jonction aux environs de Châlons avec l'armée du maréchal Blucher, et se placer ainsi entre Paris et l'armée française.

Des nouvelles, écrites le 20 à minuit, du quartier-gén. de Schwartzenberg, disent : L'ennemi commandé par Napoléon en personne s'avança par Châlons, la Fère-Champenoise

et Plancey, contre notre grande armée concentrée sur la rive gauchede l'Aube, près d'Arcis.

Napoléon, avec sa garde, étoit, la nuit du 19 au 20 à Plancey. Le 20 il y eut plusieurs engagemens à notre avantage, et notre cinquième corps prit quatre canons et plusieurs prisonniers. L'ennemi défendit Arcis et le village de Dorcey avec constance, jusqu'à l'entrée de la nuit; sur tous les autres points il fut rejeté au-delà de l'Aube. Notre perte n'est rien en comparaison de la sienne. Notre brave genéral Antoine Hardegg a reçu un coup de feu qui ne met cependant pas sa vie en danger. D'après le rapport des prisonniers, les deux compagnies de grenadiers, qui, le 20, étoient de service près de Buonaparte, ont été envoyées à la défense d'Arcis. Le prince Schwartzenberg a fait toutes ses dispositions pour renouveler le combat demain 21. Nous apprenons, par des nouvelles officielles des hauteurs de Mesnil-la-Comtesse, du 21 à dix heures du matin, que l'armée est rassemblée sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse pour livrer bataille à l'ennemi, qui débouche en ce moment d'Arcis. Notre position est si avantageuse que nous pouvons espérer un heureux résultat.

Arcis, le 18 mars 1814.

Milord,

En conséquence des succès obtenus par l'armée du maréchal Blucher près de Laon, le prince Schwartzenberg porta son quartier-général à Pont-sur-Seine, et, dans la vue de prendre l'offensive, il ordonna aux quatrième,

cinquième et sixième corps de passer la Seine et d'essayer de s'établir à Villeneuve, Provins et Bray, pendant que le troisième corps s'établiroit à Sens. Mais avant que ces mouvemens fussent entièrement exécutés, on reçut la nouvelle de la défaite d'une partie du corps du général Saint-Priest, le 14, et de l'occupation de Rheims par l'ennemi. Le prince Schwartzenberg se détermina à suspendre le mouvement qu'il avoit commencé; il reporta son quartier-général ici le 15, et rassembla son armée à portée. Le cinquième corps occupa la ville d'Arcis; son avant-garde fut placée à Mailly et Sommesous. Le sixième corps prit position entre Saint-Ferrail et Mont-le-Potier. Le quatrième corps alla à Nogent, ses partis détachés occupant Mariot et Sordun, sur la route de Provins et Bray. Le troisième corps étoit entre Villeneuve et Troyes. — Les détails de l'affaire du général Saint-Priest n'ont pas encore été reçus; cet officier a été grièvement blessé; il s'est retiré vers Béry-au-Bac, et l'on croit qu'il a formé sa jonction avec le général York. Par sa retraite, Reims a été ouvert aux Français, qui l'ont occupé immédiatement. De là ils se sont portés sur Châlons et Epernay, dont ils se sont emparés le 16; les petites garnisons qui occupoient ces villes se sont retirées à leur approche. L'ennemi n'a fait hier aucun mouvement en avant; mais aujourd'hui le général Keisaroff a rapporté que Buonaparte étoit hier au soir à Epernay, et qu'il s'avance vers la Fère-Champenoise. Ayant prévu ce mouvement, et étant déterminé à marcher sur Châlons, dans tous les cas, pour soutenir le mouvement du maréchal Blucher, le prince de Schwartzenberg avoit ordonné hier aux différens corps de son armée de prendre une position, les gardes et réserves entre

Donnemont et Dammartin; le cinquième corps entre Rammercy et Arcis; le sixième corps entre Arcis et Charny; le quatrième corps formant la gauche à Méry, le troisième entre Nogent et Pont-sur-Seine. Le général Bianchi a été attaqué le 11 près de Mâcon, par deux divisions de l'armée du maréchal Augereau. L'affaire a duré jusqu'à la nuit; alors l'ennemi s'est retiré, laissant un grand nombre de tués et blessés sur le champ de bataille : cinq cents prisonniers et deux canons sont restés au pouvoir des alliés. Le lendemain, le général Bianchi a poussé ses avant-postes jusqu'à Saint-Georges. Suivant des rapports de cette armée, en date du 14, le prince de Hesse-Hombourg avoit rejoint le corps du général Bianchi à Bage-le-Châtel; il se proposoit de faire passer la plus grande partie de ses forces sur la droite de la Saône, et de marcher le 17 sur l'ennemi, qui étoit alors rassemblé à Villefranche. Le général Bubna attendoit l'arrivée d'un corps d'Autrichiens qui venoit par la route de Nantua, pour prendre l'offensive; il devoit alors prendre part à l'attaque sur Lyon. Un corps, sous la direction du colonel Simbschen, a attaqué avec beaucoup de succès les postes occupés par l'ennemi sur le Simplon. Le capitaine Luxem, qui étoit chargé de ces attaques, a pris toutes les troupes de l'ennemi qui y étoient, et s'est établi à Domodosola.

Depuis que j'ai commencé cette dépêche, il est arrivé un rapport du général Keiseroff, qui annonce que l'ennemi est actuellement en possession de la Fère-Champenoise, et qu'il s'avance en force de ce côté-ci de cette ville. Des rapports nous ont aussi annoncé que l'ennemi s'avançoit sur la route de Châlons à Sommesons. Le cinquième corps, sous les ordres du général Wrede, prend position en consé-

quence, en avant de cette ville et sur la droite de l'Aube.

J'ai l'honneur de vous annoncer que la forteresse de Custrin s'est rendue aux alliés.

J'ai l'honneur, etc.

BURGHERSH, *lieut. col.*

Au quartier-général de Pougey, le 21 mars.

Les dispositions renouvelées hier avoient pour objet de placer l'armée dans une position concentrée devant Arcis. Le flanc droit fut posté à Orchillon-sur-Aube, et la gauche entre Saint-Remy et Mont-sur-Aisne, sur le ruisseau de Baronise, observant l'ennemi. L'ennemi conservoit une grande force à Arcis, et il avoit de fortes masses d'infanterie et de cavalerie en avant, et sur la route de la Ferté-Champenoise. Il laissa marcher nos différentes colonnes pour former leur jonction sans les inquiéter, ayant seulement essayé une fois d'arrêter les progrès du prince royal de Wirtemberg; mais une attaque subite et hardie du général comte Pahlen, dans laquelle trois canons furent pris, força l'ennemi à se retirer si loin que la jonction des différentes colonnes de l'armée fut achevée, et la position prise sans difficulté. Jusqu'à une heure et demie il ne se passa rien de particulier, et les deux armées restèrent en présence prêtes à combattre. Vers cette heure on s'aperçut que l'ennemi défiloit de l'autre côté de l'Aube, et que ses colonnes se dirigeoient sur Vitry.

Une forte arrière-garde étoit restée dans la position d'Arcis, et elle étoit en position de ce côté-ci de la ville. Dans ce moment le prince royal de Wirtemberg, avec les troisième, quatrième et sixième corps de l'armée, fit une

attaque combinée sur Arcis; en même temps le cinquième corps de l'armée et la cavalerie reçurent l'ordre de se porter sur Reimeric, et l'infanterie de la garde et les réserves celui d'aller à Lesmont, pour passer sur la rive droite de l'Aube. L'attaque sur Arcis commença vers trois heures, et l'ennemi se défendit avec la plus grande opiniâtreté; mais le prince royal de Wirtemberg, par ses bonnes et habiles dispositions, surmonta tout, et l'ennemi doit avoir essuyé une perte immense en tués et blessés; le champ de bataille en étoit couvert lorsqu'il abandonna Arcis. On a fait les dispositions nécessaires pour suivre l'ennemi.

LIVRE XV.

N°. LVI.

La Fère-Champenoise, le 26 mars 1814.

Milord,

Quoique très-incertain si cette dépêche vous parviendra, je m'empresse de saisir la première occasion de vous faire connoître les événemens qui ont eu lieu depuis mes dernières lettres, et qui, jusqu'au moment actuel, ont été couronnés par les succès les plus brillans.

Dans la matinée du 23, les différens corps de cette armée étoient assemblés en position, d'où le tout se dirigea sur Vitry. La division légère de cavalerie russe de la garde, sous les ordres du général comte Augerowsky, s'avança de Metiercelin à Sommepuis, où elle attaqua un corps considérable d'infanterie, en tua et en fit prisonniers un grand nombre, et prit vingt pièces de canon. Cette attaque fut conduite avec tant d'habileté et de rapidité, que la perte des Russes a été peu considérable. L'ennemi commença immédiatement après à défiler de toutes ses positions près d'Arcis, se dirigeant sur Vitry. Le comte de

Wrede tâcha d'intercepter sa marche, mais ne put y réussir. Le prince royal de Wirtemberg suivit l'ennemi, et lui fit beaucoup de mal.

Par un courrier français pris dans la charge que fit la cavalerie russe à Sommepuis, il fut constaté que les corps des maréchaux Ney et Macdonald étoient en front pour joindre Buonaparte, qui étoit déjà à Saint-Dizier. Le commandant de Vitry avoit été sommé par le maréchal Ney de se rendre, avec menace de massacrer la garnison si elle ne se rendoit pas : il avoit refusé de se rendre, et nous étions encore en possession de Vitry.

Nous découvrîmes par une lettre interceptée de Buonaparte l'objet de ses mouvemens. En conséquence, le prince de Schwartzenberg fit faire alte à son armée sur la Marne dans la nuit du 23, les Français ayant entièrement passé de l'autre côté de cette rivière.

Buonaparte s'étant placé sur notre ligne de communication avec nos derrières, et notre jonction avec l'armée du maréchal Blucher étant effectuée par l'arrivée du général Wintzingerode de Châlons à Vitry, il fut décidé que la totalité des deux grandes armées alliées marcheroit sur Paris. Dans ce dessein toute l'armée se mit en marche hier, et s'étoit avancée en une colonne jusqu'ici. Il paroît que les corps des maréchaux Marmont et Mortier avoient reçu ordre de joindre Buonaparte ; ils arrivèrent à deux lieues de Vitry dans la nuit du 24. L'avant-garde du prince royal de Wirtemberg en vint aux mains avec eux lorsqu'ils avoient commencé leur marche dans cette direction.

L'ennemi, apercevant un corps considérable qui marchoit sur lui, se retira ; la cavalerie du quatrième et du sixième corps le poursuivit. La division légère de cavalerie

des gardes russes se distingua encore; elle chargea d'abord les cuirassiers de l'ennemi, et ensuite ses masses d'infanterie : ces deux charges réussirent ; l'ennemi laissa un grand nombre de tués et de blessés sur le champ de bataille, il perdit dix pièces de canon, et près de mille prisonniers. Les cuirassiers autrichiens et la cavalerie de Wirtemberg chargèrent aussi plusieurs fois; l'ennemi avoit beaucoup souffert, et fut poursuivi jusqu'à Sézanne; il perdit plus de trente pièces de canon. On ne connoît pas encore entièrement les résultats de ces affaires; je les transmettrai à votre seigneurie par la première occasion. A l'arrivée du prince de Schwartzenberg à la Fère-Champenoise, on entendit une canonnade sur notre droite; bientôt après on aperçut un corps d'infanterie qui marchoit sur le quartier-général.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse ordonnèrent immédiatement à un train d'artillerie du sixième corps, et qui passoit en ce moment, de se placer en position contre ce corps. La cavalerie qui étoit en arrière de ce corps fut bientôt après reconnue appartenir à l'armée du maréchal Blucher: elle avoit poursuivi l'ennemi une grande partie de la journée. Le prince de Schwartzenberg fit revenir une partie de la cavalerie du corps qui poursuivoit les maréchaux Marmont et Mortier; l'empereur de Russie donna ordre de faire avancer les canons russes; tout le corps d'infanterie française fut entouré, il fut chargé de tous cotés, sous les ordres immédiats de l'empereur de Russie, du roi de Prusse, et du prince de Schwartzenberg. Après une résistance qui fait honneur aux troupes de l'ennemi, ses deux masses, au nombre de quatre mille huit cents hommes d'infanterie, et douze pièces de canon, furent prises.

Tels ont été, Milord les brillans résultats de la journée d'hier. Les troupes sont déjà en marche ce matin; la cavalerie arrivera aujourd'hui à La Ferté-Gaucher. Le général Wintzingerode, avec dix mille hommes de cavalerie, observe l'armée de Buonaparte, du côté de Saint-Dizier: on ne connoît pas encore sa direction.

C'est avec le plus grand regret que j'annonce à votre seigneurie, que le colonel Campbell a été blessé hier grièvement par un cosaque. Le colonel Campbell, avec cette valeur qui a caractérisé toute sa carrière militaire, avoit chargé avec la cavalerie qui enfonça la première les masses françaises; les cosaques qui vinrent pour soutenir cette cavalerie le prirent pour un officier français, et le renversèrent. Cependant j'espère beaucoup ce matin, d'après les apparences. Le colonel Rapatel, ci-devant aide-de-camp du général Moreau, a malheureusement été tué.

J'ai l'honneur d'être, etc.

BURGHERSH.

Au vicomte Castlereagh, etc.

Au quartier-général de la Fère-Champenoise, le 26 mars 1814.

Milord,

Buonaparte, ayant échoué dans la tentative de déboucher de Plancy et d'Arcis, et de passer l'Aube, et ayant renoncé à l'idée d'attaquer le prince de Schwartzenberg dans sa position du Mesnil-la-Comtesse, paroît avoir conçu celui de prévenir la jonction des armées du prince de Schwartzenberg et du maréchal Blucher. S'il ne réussisoit pas entièrement

à la prévenir, ce qu'il avoit de plus sage à faire étoit alors de rendre cette jonction aussi longue et difficile que possible, et de les forcer, ainsi que leurs communications, à se retirer aussi en arrière qu'il le pourroit. D'ailleurs, il est manifeste, par les lettres interceptées, que Buonaparte croyoit que le mouvement qu'il faisoit sur la droite du prince de Schwartzenberg, le détermineroit à se replier sur le Rhin, dans la crainte de perdre ses communications; qu'alors il pourroit secourir ses places fortes, et se trouveroit dans une meilleure situation pour couvrir Paris.

Presque toujours les manœuvres sont faites par l'avant-garde ou la tête d'une armée ; mais Buonaparte, dans son entreprise, paroît avoir, par le passage de l'Aube avec toute son armée près de Vitry, poussé si loin son plan, qu'il s'est complètement exposé à la résolution hardie et magnifique qui fut immédiatement adoptée.

Buonaparte mit toute son armée en marche pour Vitry le 21 au soir. Il passa cette nuit-là à Sommepuis; le lendemain l'avant-garde de son armée arriva à Vitry, et somma la ville de se rendre. Le colonel .... l'avoit mise en assez bon état de défense, et elle avoit une garnison de trois à quatre mille Prussiens. Le maréchal Ney employa toute espèce de menaces pour le déterminer à se rendre; mais le brave colonel prussien n'en fut pas ébranlé un moment, et se maintint dans la ville, ce qui obligea le commandant français à passer la Marne sur des ponts construits à Frignicourt. Buonaparte l'y passa avec toute son armée le 23 et le 24, et on s'assura incontinent qu'il avoit pris la route de Saint-Dizier.

Il pouvoit avoir trois objets en vue par ses mouvemens autour de notre droite : de nous forcer à rétrograder ; s'il

n'y parvenoit pas, d'opérer sur nos communications, et même de former une jonction avec le maréchal Augereau; ou enfin, en se portant sur ses places de Metz, etc. de prolonger la guerre en défendant une nouvelle ligne, tandis qu'il nous plaçoit au centre de la France, ayant pris toutes les mesures en son pouvoir pour la défense de la capitale.

Les alliés ayant passé, le 22, sur la rive droite de l'Aube, ne perdirent pas un moment à prendre la résolution hardie d'effectuer la jonction des deux armées à l'ouest, se plaçant ainsi entre l'armée française et Paris, et marchant avec une armée de deux cent mille hommes au moins sur la capitale de l'empire français.

Afin de mieux masquer ce mouvement, l'armée alliée se mit en marche de Pougy, de Lesmont, et d'Arcis pour Vitry, où, par deux marches extraordinaires de dix-huit et douze lieues, le quartier-général de l'empereur de Russie et celui du maréchal furent établis le 24.

Le général Augerowsky, de la cavalerie de la garde russe, fit, le 23, quinze cents prisonniers, prit plusieurs pièces de canon, et un grand nombre de caissons; et, ce jour-là, il y eut plusieurs affaires d'avant-gardes entre les corps du général de Wrede et du prince de Wirtemberg et l'ennemi.

Aussitôt que le maréchal eut pris sa détermination, il fit ses dispositions en conséquence. Il forma un corps sur la ligne de Bar-sur-Aube, dont il donna le commandement au général Duca, pour protéger le quartier-général de l'empereur d'Autriche, ses magasins, etc. et les transporter, s'il étoit nécessaire, vers l'armée du Sud, et pour assurer aussi ses derrières, tandis qu'il presseroit vigoureusement sa marche sur la capitale.

L'armée combinée marcha en trois colonnes à La Fère-

Champenoise le 25. Toute la cavalerie de l'armée formoit l'avant garde, et devoit pousser jusqu'à Sézanne. Le sixième et le quatrième corps formoient l'avant-garde de la colonne du centre. Le cinquième étoit sur la droite; et le troisième corps, les réserves et les gardes étoient sur la gauche.

On rapporta que le maréchal Blucher étoit arrivé avec une grande partie de son armée à Châlons. Les généraux Wintzingerode et Czernicheff entrèrent à Vitry, le 23, avec toute leur cavalerie, et furent sur-le-champ détachés pour suivre la marche de Buonaparte à Saint-Dizier, en menaçant ses derrières. L'infanterie du général Wintzingerode étoit restée à Châlons avec le maréchal Blucher, ainsi que les corps des généraux Woronzow et Sacken. Le général Bulow avoit marché contre Soissons, et les généraux York et Kleist s'étoient portés sur la ligne de Montmirail.

Votre seigneurie apercevra, d'après ces mouvemens, que si Buonaparte n'avoit pas passé l'Aube et entre nos deux armées, il se fût probablement trouvé dans une position semblable à celle de Léipsik, et je ne doute pas que le résultat n'eût été le même.

L'armée devoit bivouaquer, le 25, à la Fère-Champenoise.

Il paroît que les corps des maréchaux Marmont et Mortier, qui s'étoient retirés de devant le maréchal Blucher, descendoient vers Vitry pour se lier aux opérations de Buonaparte, ne connoissant pas ses intentions, qu'il pouvoit n'avoir formées que lorsqu'il s'aperçut qu'il s'étoit compromis. Ces corps furent fort embarrassés en se trouvant si près de l'armée du prince de Schwartzenberg, quand ils s'attendoient à trouver celle de Buonaparte.

C'est un fait assez singulier, que l'avant-garde du maréchal Marmont se trouvoit à peu de distance de Vitry dans la nuit du 24, sans se douter que cette ville étoit occupée par les alliés.

Le 25 au matin, le sixième corps, sous les ordres du général Reifsky, en vint aux mains avec l'avant-garde de l'ennemi, la repoussa à Connantry et à travers la Fère-Champenoise. A Connantry, on prit un grand nombre de caissons, de chariots, de bagages. En même temps, sur la gauche, la cavalerie russe des réserves, sous le grand-duc Constantin, chargea avec succès l'ennemi, lui fit un bon nombre de prisonniers, et prit dix-huit canons. Mais le mouvement le plus brillant de cette journée fut celui qui eut lieu après que les troupes alliés en avant eurent passé la Fère-Champenoise. Une colonne détachée de l'ennemi, de cinq mille hommes, sous les ordres du général Amey, s'étoit avancée, protégée par le corps de Marmont, des environs de Montmirail, pour rejoindre la grande armée de Buonaparte. Ce corps escortoit un immense convoi de cent mille rations de pain et de munitions ; et par le nombre de troupes qui étoit chargé de l'escorter, ce convoi étoit d'une grande importance. Il étoit parti de Paris pour l'armée de Buonaparte, et la cavalerie de l'armée du maréchal Blucher, dans sa marche de Châlons, avoit découvert et observoit ce corps. Mon aide-de-camp, le capitaine Harris, étant à la découverte, avec quelques cosaques, fut assez heureux pour donner au maréchal Blucher la première nouvelle de la position de ce corps.

La cavalerie des corps des généraux Kort et Basilischikoff fut sur-le-champ détachée après cette colonne, et la fit replier sur la Fère-Champenoise, au moment où

la cavalerie de la grande armée s'avançoit. La cavalerie attaqua ce corps, qui se forma en carrés; et il faut lui rendre la justice de reconnoître que, quoiqu'il fût composé de jeunes troupes et de gardes nationales, il se défendit avec le plus grand courage. Quand il fut entouré de tous côtés par la cavalerie des deux armées, on envoya quelques officiers l'engager à se rendre; mais il continua à marcher en faisant feu, et ne mit pas bas les armes. Une batterie d'artillerie qui ouvrit son feu sur ces troupes, et les charges réitérées de cavalerie, les détruisirent complètement; et les généraux Amey et Pacthod, généraux de division, cinq généraux de brigade, cinq mille prisonniers, douze canons, et le convoi, sont tombés entre nos mains. Il paroît que les arrière-gardes de Marmont et de Mortier se sont retirées dans la direction de Sézanne, et il est difficile de dire si elles pourront échapper. On a fait toutes les dispositions pour les harasser et les entourer. Mais les événemens se succèdent si rapidement, et chaque rapport donne lieu à tant de nouvelles conjectures, que je prie votre seigneurie d'excuser la manière imparfaite dont je suis forcé de les détailler.

La grande armée marche aujourd'hui à Meilleret; le quartier-général à Treffau, et l'avant-garde doit pousser jusqu'à la Ferté-Gaucher.

Le maréchal Blucher, qui étoit hier au soir à Etoges, doit marcher sur Montmirail.

Votre seigneurie apprendra, j'en suis certain, avec regret, que le colonel Neil Campbell, officier distingué, a malheureusement été blessé dans la mêlée de la cavalerie, par un cosaque qui ne l'a pas reconnu : la pique est entrée dans le dos; mais il va bien.

Je suis bien fâché d'avoir aussi à vous rapporter la mort du colonel Rapatel, qui a été tué en allant à une des colonnes en parlementaire. La perte de cet officier, que son attachement pour le général Moreau, ses excellentes qualités, et son dévouement à la bonne cause, rendoient cher à l'armée, a causé un regret général.

CHARLES STEWART, *lieut.-gén.*

Au vicomte Castlereagh, etc.

Coulommiers, le 27 mars 1814.

Milord,

Les rapports des différens corps n'étant pas arrivés quand j'ai envoyé ma dépêche du 26, écrite avec la hâte que nécessitoit le moment, je me flatte que votre seigneurie m'excusera de n'avoir pas présenté dans toute leur étendue les succès du 25 de ce mois.

Dans la retraite des corps de Marmont, de Mortier, et d'Arrighi devant les diverses colonnes des armées, dont la jonction s'est faite entre la Fère-Champenoise et Châlons, nous avons pris, outre le convoi mentionné dans ma dépêche du 26, plus de quatre-vingt pièces de canon. Dans sa retraite précipitée l'ennemi abandonnoit ses canons dans toutes les directions, et ils ont été pris non-seulement par la cavalerie du grand-duc Constantin et du général comte Pahlen, mais aussi par les corps du général Reifsky et du prince royal de Wirtemberg.

Les généraux York et Kleist, qui avoient marché de Montmirail à la Ferté-Gaucher, où ils arrivèrent le 26, a rendu la déconfiture de l'ennemi bien plus considérable. Le général York a eu une affaire très-chaude avec l'ennemi, et lui a fait quinze cents prisonniers à la Ferté-

Gaucher; et on peut calculer sans exagération la perte de cette partie de l'armée de Buonaparte à un tiers du nombre d'hommes qui la composoient, et de presque toute son artillerie. Ce qui a échappé de ce corps à la poursuite de son ennemi victorieux, n'y a réussi que par des marches forcées continuelles; et quand je dirois à votre seigneurie, que l'armée du maréchal Blucher, étoit à Fisme le 24, et combattoit à la Ferté-Gaucher le 26, après une marche de vingt-six lieues, elle sera convaincue qu'aucuns efforts physiques ne peuvent surpasser ceux qu'a produits la crise sans exemple actuelle.

La grande armée étoit en position à Meilleret le 26. Elle continua sa marche de la Fère Champenoise en trois colonnes: le quartier-général de l'empereur de Russie et celui du prince de Schwartzenberg étoient à Treffau; la cavalerie du comte Pahlen fut poussée jusqu'à la Ferté-Gaucher, où étoient les généraux York et Kleist: la cavalerie et les réserves bivouaquèrent à la Vergière sur la droite de la grande route: le sixième et le quatrième corps étoient au centre, le cinquième sur la gauche; et le troisième resta en arrière pour couvrir tout le bagage, l'artillerie, les parcs et le train, et rendre compacte la marche du tout. Les corps de partisans des généraux Laiseroff et Ledavin occupoient et observoient le pays vers Arcis et Troyes, entre la Marne et la Seine.

Les généraux Wintzingerode et Czernicheff, qui suivoient toujours les derrières de Buonaparte avec dix mille hommes de cavalerie et quarante pièces de canon, donnèrent avis qu'il marchoit par Brienne sur Bar-sur-Aube et Troyes, revenant en toute hâte sur la capitale; preuve évidente, s'il en eût été besoin, que la supériorité

des manœuvres, ainsi que celle des forces, étoient du côté de ses adversaires.

Le prince maréchal a continué sa marche aujourd'hui sans interruption : le quartier-général à Coulommiers ; le sixième corps est arrivé à Monson; la cavalerie du comte Pahlen et le prince de Wirtemberg, qui avoient été envoyés pour tourner la droite de l'ennemi, ont suivi une partie du corps qui étoit devant nous, qui paroissoit s'être séparé à Crecy, tandis que les généraux York et Kleist poussoient l'autre en avançant de la Ferté-Gaucher à Meaux, où ils assureront le passage de la Marne pour l'armée du maréchal Blucher ; le cinquième corps est près de Chally, le troisième à Meveillon, et la cavalerie de la garde, les gardes et les réserves en front de Coulommiers.

Le quartier-général du maréchal Blucher est ce soir à la Ferté-sous-Jouarre, et demain son armée passera la Marne, et je crois que la grande armée la passera à Lagny, concentrant ainsi toutes leurs forces sur la rive droite de cette rivière, et prenant position sur les hauteurs de Montmartre.

Je ne connois pas encore les motifs qui ont dirigé les mouvemens du corps de l'ennemi que nous avions en front : si une partie s'est repliée pour former un noyau aux gardes nationales à Paris ; si avec une partie de ces gardes il veut disputer momentanément le passage de la Marne demain, et si l'autre partie marche par Provins pour rejoindre Buonaparte. Dans aucun cas, il n'y a rien à appréhender.

Quel que soit en dernière analyse le résultat des opérations commencées d'une manière si brillante, les souverains qui sont présens, et le prince maréchal qui

commande leurs armées, peuvent se dire avec orgueil, que par leur intrépide manœuvre ils ont voulu faire le bien deleurs pays, de leurs peuples, et triompher la bonne cause.

J'ai l'honneur d'être, etc.

CHARLES STEWART, *lieut.-gen.*

LIVRE XVI.

N°. LVII.

Le Roi Joseph, lieutenant-général de l'Empire, commandant en chef la garde nationale, aux Citoyens de Paris.

Citoyens de Paris,

Une colonne ennemie s'est portée sur Meaux; elle s'avance par la route d'Allemagne, mais l'empereur la suit de près, à la tête d'une armée victorieuse.

Le conseil de régence a pourvu à la sûreté de l'impératrice, du roi de Rome. Je reste avec vous.

Armons-nous pour défendre cette ville, ses monumens, ses richesses, nos femmes, nos enfans, tout ce qui nous est cher. Que cette vaste cité devienne un camp pour quelques instans, et que l'ennemi trouve sa honte sous les murs qu'il a espère franchir en triomphe.

L'empereur marche à votre secours, secondez-le par une courte et vive résistance, et conservons l'honneur français.

Paris, ce 29 mars 1814.

Signé JOSEPH.

Au quartier-général de Bondy,
le 29 mars 1814.

Le 28, la grande armée alliée et celle de Silésie continuèrent leur marche sur Paris. Le sixième corps, les grenadiers autrichiens, les gardes, les réserves, et la cavalerie de son altesse impériale le grand-duc Constantin, étoient dans les environs de Ceuilly et de Nanteuil. Le troisième corps étoit aujourd'hui à Mouron, le cinquième est resté à Chailly, l'avant-garde dans la direction de la Ferté-Gaucher, observant les routes de Sézanne et de Meaux. Le quartier-général de l'armée étoit établi à Quincy.

Le passage de la Marne à Meaux a été effectué par le sixième corps sans beaucoup de résistance. Une partie du corps du maréchal Mortier, sous les ordres immédiats du général français Vincent, qui se retira en traversant cette ville, rompit le pont en se retirant, ce qui retarda la marche des alliés.

A peu près dix mille hommes de gardes nationales, mêlés avec quelques vieilles troupes, essayèrent de faire face à l'armée de Silésie entre la Ferté-sous-Jouarre et Meaux; mais le général Horne les attaqua, et se mettant à la tête de quelques escadrons, il perça dans une masse d'infantèrie, et fit, lui-même, le général français prisonnier.

Le passage de la rivière fut aussi disputé à Triport, où l'armée du maréchal passa; mais malgré le feu de l'ennemi, le pont fut bientôt achevé, et toute son armée a passé la Marne aujourd'hui.

Les Français, dans leur retraite de Meaux, ont fait

sauter un magasin à poudre, d'une étendue immense, sans en donner le moindre avis aux habitans de la ville, qui se sont crus, au moment de cette terrible explosion, ensevelis sous les ruines de la ville; toutes les fenêtres, sans exception, ont été réduites en atomes, toutes les maisons ont été fort endommagées, ainsi que la belle cathédrale.

Les corps d'York et de Kleist ont marché aujourd'hui à Claye; le corps du général Langeron étoit sur leur droite, et celui du général Sacken en réserve; le corps de Woronzow étoit derrière Meaux.

On a construit sur la Marne plusieurs ponts pour pouvoir faire filer la grande armée en différentes colonnes.

Il paroît que l'arrière-garde de Buonaparte a été attaquée, le 26 au soir et le 27 au matin, vers Saint-Dizier, par une force supérieure, surtout en infanterie. Les détails de cette affaire ne sont pas encore arrivés; mais il paroît que le général a été obligé de se retirer dans la direction de Bar-le-Duc.

D'après les rapports les plus récens, Buonaparte étoit à Saint-Dizier le 27, et son avant-garde à Vitry. Il paroît qu'il marche après les alliés, ou se dirige sur la Marne; mais il faut espérer qu'il est trop tard.

Le 29 l'armée de Silésie, ayant un corps sur la Marne, a eu ordre de se porter sur sa droite, pour marcher sur la route de Soissons à Paris; le général comte de Langeron étoit à la droite, près du village de la Villette; les généraux York et Kleist se sont portés de la route de Meaux sur celle de Soissons, pour faire place à l'armée du prince de Schwartzenberg; les généraux Woronzow et Sacken étoient sur leurs derrières.

Le 28 au soir, il y a eu une affaire très-vive à Claye, entre le général York et l'arrière-garde de l'ennemi : le terrain qu'elle occupoit étoit avantageux, et dans une forte tiraillade le général York a perdu quelques centaines d'hommes, mais l'ennemi a été forcé sur tous les points.

Le sixième corps a passé à Triport, et est arrivé ce soir à Bondy et sur les hauteurs de Pantin. Le quatrième corps a passé à Meaux ainsi que les gardes, les réserves et la cavalerie; le sixième corps a eu ordre sur-le-champ de gagner la grande route de Lagny à Paris, et de prendre poste sur les hauteurs de Chelles. Le troisième corps doit soutenir le quatrième. Le cinquième a marché à Meaux, et est resté sur la rive gauche de la Marne, ayant sa cavalerie à Crécy et à Coulommiers.

Le sixième corps a éprouvé dans sa marche quelque résistance à Ville-Parisis; et comme il étoit nécessaire de relever les généraux York et Kleist, et de les porter plus à la droite, on convint d'une cessation d'hostilités de quatre heures, ce qui rendit la marche moins rapide qu'à l'ordinaire.

On peut dire que l'armée a ce soir sa droite près de Montmartre, et sa gauche près du bois de Vincennes.

J'ai l'honneur d'être, etc.

CHARLES STEWART, *lieut.-gén.*

Hauteurs de Belleville, au-dessus de Paris, le 30 *mars* 1814, *sept heures du soir.*

Milord,

Je profite de la première occasion qui se présente pour vous transmettre un compte des succès de ce jour.

Après l'affaire de la Fère-Champenoise, dont j'ai eu l'honneur de donner à votre seigneurie les détails dans ma dernière dépêche, l'armée réunie du prince de Schwartzenberg et du maréchal Blucher a passé la Marne le 28, et le 29 à Triport et à Meaux.

L'ennemi n'opposa qu'une foible résistance au passage de la rivière; mais, le 28 au soir, le général Yorck eut une affaire très-vive à Claye; il chassa, cependant, à la fin, l'ennemi des bois qui environnent cette petite ville, avec une perte très-considérable.

Hier, toute l'armée, à l'exception des corps du maréchal de Wrede et du général Sacken qui restèrent en position à Meaux, marcha sur Paris. Il y eut des escarmouches continuelles avec l'ennemi; mais il se retira, abandonnant Pantin sur sa droite, et le terrain en front de Montmartre sur sa gauche.

Il paroît que pendant la nuit les maréchaux Marmont et Mortier étoient entrés dans Paris. La garnison qui y avoit été rassemblée, étoit composée d'une partie du corps du général Girard sous les ordres du général Compans, et environ huit mille hommes de troupes de ligne et trente mille gardes nationales, sous le général Hulin, gouverneur de la ville.

Avec ces forces, l'ennemi, commandé par Joseph Buonaparté, a pris une position ce matin, sa droite sur la hauteur de Belleville, occupant ce village, le centre sur le canal de l'Ourcq, la gauche vers Neuilly.

Cette position étoit forte par la nature du terrain coupé sur sa droite. Les hauteurs de Montmartre qui commandent la plaine en arrière du canal de l'Ourcq, ajoutoient à la force de la position de l'ennemi.

Les dispositions d'attaque ce matin étoient : le prince royal de Wirtemberg, formant la gauche, marchoit sur Vincennes ; le général Reiffsky, sur Belleville ; les gardes et les réserves sur la grande chaussée qui conduit de Bondy à Paris. Le maréchal Blucher devoit marcher sur la chaussée de Soissons, et attaquer Montmartre.

Toutes les attaques réussirent ; le général Reifsky s'empara des hauteurs de Belleville ; les troupes sous ses ordres se sont particulièrement distinguées dans toutes les attaques qu'elles ont faites.

Le village de Pantin fut enlevé à la pointe de la baïonnette ; les hauteurs au-dessus de Belleville furent emportées de la manière la plus courageuse par les gardes prussiennes ; ces corps prirent quarante-trois pièces de canon, et firent un grand nombre de prisonniers.

A peu près au même moment que l'on remportoit ces avantages, le maréchal Blucher commença son attaque sur Montmartre. Le régiment des hussards noir prussien chargea d'une manière très-brillante une colonne de l'ennemi, et prit vingt pièces de canon.

Ces avantages décisifs décidèrent le maréchal Marmont à envoyer un parlementaire chargé d'annoncer qu'il recevroit les propositions qu'étoit chargé de lui faire le parle-

mentaire qu'il n'avoit pas voulu admettre. Il proposoit aussi un armistice de deux heures, et pour l'obtenir, il consentoit à abandonner toutes les positions qu'il occupoit hors des barrières de Paris.

Le prince de Schwartzenberg consentit à ces conditions : le comte de Nesselrode, de la part de l'empereur de Russie, et le comte de Par, de la part du prince de Schwartzenberg, furent envoyés dans la ville pour demander sa reddition.

La réponse vient d'arriver ; la garnison évacuera la ville à sept heures demain matin.

Je puis donc féliciter votre seigneurie sur la prise de cette capitale.

Les troupes alliées y entreront demain.

Votre seigneurie voudra bien excuser cette lettre écrite à la hâte : je n'ai que le temps de vous donner les traits principaux des grands événemens qui se sont passés. Dans un tel moment il est difficile de réprimer un sentiment d'enthousiasme.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse étoient présens à toutes les actions.

La détermination qu'a prise le prince de Schwartzenberg de marcher sur la capitale, et la manière dont il a conduit cette marche, sont le sujet de l'admiration universelle.

J'ai l'honneur d'être, etc.

BURGHERSH.

Hauteurs de Belleville, le 30 de mars.

Milord,

Après une brillante victoire, Dieu a livré aux souverains alliés la capitale de l'empire français, comme un juste châtiment des malheurs infligés à Moscou, à Vienne, à Madrid, à Berlin, et à Lisbonne, par le dévastateur de l'Europe.

Je ne puis vous donner ce moment que les détails très-imparfaits des événemens de cette glorieuse journée, et solliciter l'indulgence de votre seigneurie.

L'armée de l'ennemi, commandée par Joseph Buonaparte, assisté des maréchaux Mortier et Marmont, occupoit avec sa droite les hauteurs de Fontenay, de Romainville et de Belleville; sa gauche étoit sur Montmartre; il avoit plusieurs redoutes dans le centre, et sur toute la ligne une immense artillerie de plus de cent cinquante pièces.

L'armée de Silésie eut ordre de se diriger sur Montmartre, Saint-Denis, et les villages de la Villette et de Pantin, pour attaquer cette position, tandis que la grande armée attaquoit la droite de l'ennemi sur les hauteurs ci-dessus mentionnées de Romainville et de Belleville. Le maréchal Blucher fit ses propres dispositions pour l'attaque dont il étoit chargé.

Le sixième corps, sous les ordres du général Reifsky, se porta de Bondy en trois colonnes d'attaque, soutenues par les gardes et les réserves, et quittant la grande route de Meaux, attaqua les hauteurs de Romainville et de

Belleville. Elles commandent de même que celles de Montmartre, le terrain entre deux qui est couvert de villages et de maisons de campagne; elles commandent aussi Paris et tout le pays à l'entour. La division du prince Eugène de Wirtemberg, du sixième corps, commença l'attaque, et avec le plus grand courage essuya pendant long-temps le feu meurtrier de l'artillerie, soutenue par les réserves de grenadiers. Son altesse sérénissime, après avoir essuyé quelque perte, emporta les hauteurs de Romainville; l'ennemi se retira sur celles de Belleville qui sont en arrière. Le quatrième corps supporta cette attaque plus sur la droite, et eut ordre de son brave commandant, le prince royal de Wirtemberg, de se porter sur les hauteurs de Rosny et sur Charenton. Le troisième corps de l'armée étoit placé en échelon près de Neuilly en réserve, ainsi que la cavalerie.

L'attaque de la grande armée avoit commencé un peu avant celle de l'armée de Silésie qui avoit été retardée par quelqu'accident; mais les généraux York et Kleist débouchèrent bientôt après près de Saint-Denis et d'Auberville, et là et à Pantin éprouvèrent une résistance très-opiniâtre. Son altesse royale le prince Guillaume de Prusse, avec sa brigade et les gardes prussiennes, se distingua d'une manière remarquable. La cavalerie de l'ennemie essaya de charger, mais fut repoussée d'une manière brillante par les régimens des hussards noirs et de Brandebourg. Une forte redoute et une batterie de l'ennemi dans le centre tinrent en échec le corps du général York pendant une partie de la journée, mais leur flanc étoit gagné par les hauteurs de Romainville, les pertes considérables que l'ennemi avoit éprouvées de tous côtés, et enfin une décon-

titure complète le réduisirent à la nécessité d'envoyer un parlementaire demander une cessation d'hostilités, abandonnant tout le terrain en dehors des barrières jusqu'à ce qu'on eût pris des arrangemens ultérieurs.

Les hauteurs de Montmartre, par la générosité d'un ennemi vaincu, devoient nous être remises, (celles de Romainville et de Belleville étant emportées) au moment où le corps du comte de Langeron alloit leur donner l'assaut, et qu'il occupoit déjà le reste de la montagne.

La division du comte Woronzow emporta le village de la Villette, en chargeant avec deux bataillons de chasseurs, prit douze pièces de canon, et fut aussi arrêté près de la barrière de Paris par le parlementaire.

Cependant Sa Majesté Impériale, le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg, par un sentiment d'humanité que l'Europe admirera, consentirent à écouter une proposition qui prévenoit le sac et la destruction de la capitale. Le comte de Parr, aide-de-camp du prince maréchal, et le comte Orloff, aide-de-camp de sa majesté l'empereur, furent envoyés pour régler la cessation d'hostilités; et le comte de Nesselrode, ministre de Sa Majesté Impériale, ce soir à quatre heures, quand la bataille a cessé, s'est rendu dans la ville.

On ne peut pas encore connoître les résultats de cette victoire; nous avons fait un grand nombre de prisonniers. On a déjà le rapport en marge des canons pris.

Notre perte a été assez considérable; mais nous avons du moins le consolant espoir, que les braves qui ont succombé, auront contribué à la chute du despotisme, et relevé l'étendard de l'Europe régénérée sous un juste équilibre, et sous le gouvernement des souverains légitimes.

Je prends la liberté de vous envoyer mon aide-de-camp, le capitaine Haris, que je charge de cette dépêche, et qui m'a accompagné pendant toute la journée; il passera, j'espère, avec les cosaques, que le lieutenant-général comte Woronzow m'a donnés, et donnera verbalement à votre seigneurie les détails dans lesquels je ne puis entrer. Quand j'aurai reçu le rapport du colonel Lowe, je m'empresserai de vous le transmettre afin de vous faire connoître les détails ultérieurs de cette étonnante journée.

J'ai l'honneur d'être, etc.

CHARLES STEWART, *lieut.-gén.*

Bulletin russe sur l'attaque de Paris par les troupes alliées.

Le 18 mars (30 mars n. st.) 1814.

Aujourd'hui, à 5 heures du matin, les troupes alliées de la grande armée et de celle de Silésie, arrivées la veille devant Paris, firent une attaque décisive sur les forces que l'ennemi avoit réunies pour la défense de sa capitale. L'attention principale étoit dirigée sur les hauteurs de Belleville et du Montmartre, parce que la prise de ces points devoit ouvrir les portes de Paris.

Le général Rayefski amusoit l'ennemi aux villages de Pantin et de Belleville, par une attaque de front, en le tournant par le flanc droit avec la majeure partie de son corps. L'armée de Silésie devoit entourer le Montmartre. Les réserves russe et prussienne faisoient un mouvement vers le village de Pantin, pour soutenir, d'après les circonstances, l'attaque sur l'un ou l'autre des points prin-

cipaux. Le corps d'armée du prince royal de Wirtemberg avec sa réserve, composée du corps autrichien du comte de Guioulay, avoit l'ordre d'occuper le bois de Vincennes, et d'observer le passage de Charenton. Le corps d'armée bavarois du maréchal comte de Wrède, avec le corps russe du baron de Sacken, restoit aux environs de Meaux, pour assurer le passage de la Marne, au cas où Napoléon prendroit sa direction sur Fère-Champenoise et Sézanne, comme on pouvoit présumer par son mouvement du 15 (27) mars, vers Vitry.

L'ennemi, ayant pour réserve la garde nationale de Paris, et ayant reçu dans la nuit un renfort considérable, tant par sa réunion avec les restes des corps des maréchaux Marmont et Mortier, et de plusieurs troupes arrivées en hâte de l'Espagne et de la France méridionale, que par les réserves des gardes et autres troupes restées à Paris et aux environs, résolut de faire une forte résistance aux alliés, hors de la ville, et de défendre, à cet effet, avec opiniâtreté, les hauteurs qui assurent cette capitale.

Le général Rayefski, qui avoit laissé le prince Eugène de Wirtemberg avec le second corps, la quatorzième division d'infanterie et la deuxième division des cuirassiers, faisant sa réserve dans le village de Pantin, et vis-à-vis du bois situé entre Pantin et Romainville, s'avança lui-même sur le flanc droit de l'ennemi, avec la cinquième division d'infanterie et toute la cavalerie de son corps, par ce dernier village : l'ennemi alors prit l'offensive contre les troisième et quatrième divisions d'infanterie, pour soutenir les hauteurs de Romainville et Pantin : il fit occuper par ses tirailleurs le bois et les maisons avancées de Pantin, et appuya toute son infanterie par une artillerie très-favo-

rablement disposée sur les hauteurs de Belleville. La situation locale ne permettant pas à notre cavalerie d'exécuter une charge décisive, le feu de l'ennemi ne manqua pas d'avoir beaucoup d'effet ; malgré cela, les troupes alliées, dont la bravoure se trouva animée par l'intrépidité et la présence d'esprit de leurs chefs, par le feu bien dirigé de l'artillerie, et par les progrès que faisoit le général Rayefski, parvinrent à arrêter les mouvemens hardis de l'ennemi, et à déjouer ses espérances de nous éloigner des murs de Paris.

Le combat continua avec opiniâtreté des deux côtés ; la perte étoit très-considérable, et sans cesse il fallut renouveler les tirailleurs de part et d'autre.

Le comte Barclay de Tolly, commandant en chef les armées russes, arrivé encore avant l'engagement de l'action sur les hauteurs entre Pantin et Romainville, apprit que l'armée de Silésie, qui n'avoit reçu les dispositions de l'attaque que le même jour dans la matinée, ne pouvoient, à cause de son éloignement, atteindre avec assez de célérité le point décidé, et que les corps du prince royal de Wirtemberg et du général Guioulay ne pouvoient arriver à l'attaque que vers midi. Ces circonstances, et le nombre insuffisant des troupes du corps d'armée du général Rayefsky pour maintenir la position occupée, ne laissoit pas de doute que l'ennemi, par la prise des villages de Pantin et Romainville, et des hauteurs qui se trouvent entre eux, mettroit des obstacles très-grands ou même insurmontables à prendre ce jour les hauteurs qui dominent Paris, et que l'apparition de Napoléon, sans armée même, dans la capitale, dans ce centre de ressources militaires et politiques, lui ouvriroit un nouveau champ de moyens de la résistance la plus opiniâtre, et que ce n'étoit qu'une célé-

rité décisive qui en pouvoit anéantir l'espérance, tromper Napoléon dans ses plans audacieux, et couronner d'un succès heureux le but salutaire et sublime des monarques alliés. Convaincu de la vérité de ces vues si importantes par leurs suites présomptives, le comte Barclay de Tolly crut indispensable de mettre l'élite des troupes de la réserve au feu, et d'en décider le sort de cette journée mémorable.

. Sans perdre un moment, il ordonna à la deuxième division des grenadiers russes, sous le commandement du lieutenant-général Paskéwitsch de soutenir le flanc gauche du général Rayefsky, et à la première division de ces grenadiers, sous le commandement du lieutenant-général Tschoglokoff, de se porter sur la hauteur en avant du bois entre Pantin et Romainville, pour soutenir la troisième division d'infanterie et notre artillerie. Les gardes prussiennes et de Bade, au contraire, furent envoyées pour seconder la quatrième division d'infanterie vers le village de Pantin.

Cependant l'ennemi fit un nouvel effort contre Pantin; mais les lieutenans-généraux Helfreich et Roth s'y défendirent intrépidement avec les deux régimens de chasseurs de la quatorzième division; le dernier y reçut un coup de feu. En même temps, le général-major Pyschnizky attaqua l'ennemi, qui s'avançoit vers le bois devant Romainville, dans le flanc, mais le nombre supérieur le força de reculer. Le prince Eugène de Wirtemberg, qui, à son ordinaire, se trouva dans la chaîne de ses tirailleurs, avança la quatrième division, et prit le village Pré-Saint-Gervais. Cependant l'ennemi ayant reçu le renfort d'une colonne, le feu de l'artillerie et de l'infan-

terie se prolongeoit des deux côtés avec une obstination extrême.

La deuxième division des grenadiers russes et une brigade de la première, sous le général-major Knaigenin, en secondant le premier corps d'armée du général Rayefsky, arrêtoit l'offensive de l'ennemi entre le bois et Romainville, et le jeta enfin dans les villages de Mesnil-Montagne et Belleville.

Les deux autres brigades de la première division des grenadiers, après avoir arrêté, avec le même succès, l'approche de l'ennemi au bois devant Romainville, couvroient leur artillerie, qui agissoit avec beaucoup de succès. Le général en chef, comte Barclay de Tolly, ayant remarqué que les hauteurs entre Romainville et Pantin étoient tout-à-fait occupées par nos troupes, fit ordonner aux régimens, qui la plupart étoient dissous en tirailleurs, de réunir leurs forces, et de quitter l'offensive, dans la conviction qu'après l'approche de l'armée de Silésie et de l'avant-garde du prince royal de Wirtemberg, on pourroit prendre Belleville avec moins de sacrifice. Pour arrêter cependant les efforts de l'ennemi contre notre infanterie, elle fut soutenue par deux régimens de la deuxième division de cuirassiers. Le général-major Stahl, avec le régiment d'Artrachan, fit une attaque heureuse sur l'infanterie ennemie, en la poursuivant jusqu'à ses batteries; les cuirassiers de Pleskow donnèrent un choc sur une autre colonne d'infanterie ennemie, qui attaquoit notre troisième division d'infanterie, la chassa au milieu d'un feu vif de mitraille jusqu'à ses batteries, près de Belleville, et fit prisonnier un général français. Après cela, notre infanterie, soutenue par les succès de la cavalerie et par l'artillerie du premier

et du deuxième corps et des grenadiers, se défendoit vigoureusement contre les dernières entreprises de l'ennemi de prendre les bois et les vignes devant Romainville, Pantin et Belleville. Néanmoins, le combat duroit encore sur toute la ligne avec un feu considérable de canon et de mousqueterie.

Le lieutenant-général comte Pahlen, en observant le donjon de Vincennes, remarqua un nombre considérable de pièces d'artillerie sortir de Paris pour renforcer les troupes françaises. Il ordonna à la vingt-troisième compagnie d'artillerie à cheval d'ouvrir le feu sur elle; et au général-major Kameneff de l'attaquer avec une partie du régiment de lanciers de Tschougouyef. Ce détachement avoit déjà pris vingt-cinq canons; mais la quantité de chevaux de leurs attelages blessés, et l'approche d'une cavalerie nombreuse de l'ennemi, l'empêchèrent de retirer plus de neuf pièces de batterie et six caissons.

Alors se montrèrent les premières colonnes de l'armée de Silésie; le corps du général comte Langeron avançoit directement à la montagne du Montmartre, et les corps prussiens des généraux Kleist et York aux villages de Villette et Pantin. Dans le moment que leur artillerie commença à jouer, l'ennemi ouvrit le feu de ses batteries entre ces villages, et renouvela ses efforts de nous prendre Pantin. Le général en chef des armées russes envoya deux bataillons de la garde prussienne, pour renforcer la quatrième division et les régimens de chasseurs de la quatorzième, qui défendoit vivement ce village. Dans un moment, les bataillons prussiens enfoncèrent les colonnes avancées de l'ennemi; mais, par l'arrivée d'autres colonnes nombreuses, et par l'effet meurtrier des batteries ennemies,

couvertes de fossés profonds, ces braves bataillons éprouvèrent une perte considérable. En peu de temps cependant, les autres bataillons de cette garde et de celle de Bade, se jetant courageusement sur l'infanterie de l'ennemi, le chassèrent du village, et forcèrent son artillerie de s'éloigner. Quoique l'ennemi hasardoit une nouvelle attaque, tous les efforts de son infanterie et les effets horribles de son artillerie ne purent ébranler le courage de ces braves troupes.

Pendant ces actions, le prince royal de Wirtemberg s'étoit approché de Vincennes; et le général en chef, en ayant reçu la nouvelle, ordonna l'attaque générale. Le général de cavalerie Rayefsky envoya le prince Eugène de Wirtemberg au village de Belleville, et le lieutenant-général prince Gortschakoff II au village de Charonne. Le général d'infanterie comte Miloradovitsch rassembla le corps des grenadiers sous le commandement du lieutenant-général comte Lambert, pour attaquer le village de Belleville et Mesnil-Montagne.

L'ennemi, dans l'intention de conserver les points importans de Pantin et Villette, concentra la plupart de ses forces au premier, et entreprit encore une attaque sur la garde de Prusse et de Bade; mais il fut reçu avec la même fermeté, comme auparavant. Pour renforcer cette troupe, après une perte considérable en hommes, le lieutenant-général Yermoloff amena la deuxième division des gardes russes. — Les régimens de grenadiers-gardes-du-corps et de Pawlowsk s'emparèrent d'abord du pont, sur le canal d'Ourcq, et du faubourg situé de l'autre coté. Le général prussien York, d'après la demande du général en chef comte Barclay de Tolly, y envoya quatre bataillons d'in-

fanterie, sous l'ordre du prince Guillaume. Aussitôt qu'ils eurent passé le pont, le lieutenant-général Yermoloff dirigea l'attaque sur la barrière de Pantin; et plus à gauche, sur la hauteur, à Belleville. La quatrième division et les chasseurs de la quatorzième, l'attaquèrent en même temps plus à la gauche; et, ni la position très-avantageuse, ni la défense désespérée de l'ennemi, ne purent arrêter la fougue des troupes alliées. Les régimens russes, prussiens et de Bade se disputant la gloire, et remplis d'enthousiasme pour la chose commune, n'envisagèrent point les nombreux obstacles devant eux; et en peu, les hauteurs entre les barrières de Pantin et Belleville se trouvoient dans nos mains, avec vingt bouches à feu de l'ennemi. De suite, la baïonnette au bout du fusil, ils entrèrent dans les faubourgs, et avancèrent jusqu'aux barrières de Paris. Le corps des grenadiers, avec la même valeur et le même succès, après avoir forcé les villages de Belleville et Mesnil-Montagne, s'étendit de même jusqu'aux barrières de Paris, ayant pris à l'ennemi sept pièces d'artillerie et un nombre considérable de prisonniers. Les troisième et cinquième divisions, avec les quatre régimens de ligne de la quatrième, s'emparèrent en même temps, sous le feu de mousqueterie et de mitraille de l'ennemi, du cimetière de Mont-Louis, prirent huit pièces de canon, occupèrent ensuite le village de Charonne, et arrivèrent de même jusqu'aux portes de Paris.

Ainsi la capitale de la France étoit menacée de trois côtés, de l'entrée forcée de nos troupes victorieuses; mais la volonté et la voix de notre monarque, en agréant la demande de l'ennemi de se rendre à des conditions, arrêta la course rapide des combattans. Le maréchal

Marmont, voyant que les points les plus importans se trouvoient déjà dans les mains des alliés, et que Joseph, frère de Napoléon, chargé de la défense de la capitale, l'avoit quittée, demanda une trève de deux heures, avec la promesse de souscrire, dans ce terme, aux conditions de la reddition de Paris. S. M. I., cherchant toujours sa gloire à ménager le sang de ses ennemis, et voulant préserver de la ruine une des première villes de l'Europe, reçut la proposition.

Pendant ces transactions, l'armée de Silésie engagea un combat ardent sur le Montmartre, l'éloignement n'ayant pas permis qu'elle eût assez tôt connoissance de la trève; le huitième corps russe, sous les ordres du lieutenant-général Roudsévitsch, et le dixième, commandé par le lieutenant-général Kapzéwitsch, s'en emparèrent avec la baïonnette, en prenant vingt-neuf pièces d'artillerie, et environ soixante caissons. Les régimens de chasseurs treizième et quatorzième du corps du lieutenant-général comte Woronzoff, occupèrent le village la Villette, et les batteries posées pour le défendre. La cavalerie prussienne, en culbutant celle de l'ennemi, prit ici une autre batterie.

Sur le flanc gauche, les troupes du prince royal de Wirtemberg, en forçant l'ennemi aux environs de Vincennes, prirent treize pièces d'artillerie, et firent beaucoup de prisonniers.

Voilà la position des armées alliées au moment où elles reçurent l'ordre de suspendre le combat. LL. MM. l'empereur et le roi de Prusse s'étant trouvés, toute la journée, sur le champ de bataille, vinrent à la fin sur la hauteur de Belleville, où elles virent la capitale de la France, et reçurent ses députés.

La capitulation de la reddition de Paris ayant été conclue, les troupes alliées devoient occuper le lendemain 19 (31) mars, à sept heures du matin, toutes les barrières et l'arsenal, et entrer dans la ville; les troupes françaises qui y avoient combattu devoient sortir avec leurs armes et artillerie. Cette dernière condition fut une nouvelle preuve de la magnanimité de notre monarque, et de son vrai désir de mettre un terme à l'effusion du sang.

Leurs majestés notre empereur et le roi de Prusse, accompagnés du maréchal prince Schwartzenberg, retournèrent alors au village de Bondy, où l'on avoit préparé leurs quartiers.

Le général en chef des armées russes comte Barclay de Tolly, avancé ce jour à la dignité de feld-maréchal, prit son quartier au village de Romainville.

L'armée de Silésie bivouaquoit sur le Montmartre et aux environs.

Le corps des grenadiers sur les hauteurs de Belleville et Charonne, et le corps du général Rayefsky en arrière d'eux.

La première division des gardes russes sur le flanc droit des grenadiers; la deuxième division avec les gardes prussiennes et de Bade, aux environs de Pantin, et en arrière d'elles, toute la cavalerie du corps de réserve.

Les troupes wirtembergoises et le corps autrichien du comte Guioulay aux environs de Vincennes et de Charenton.

Le combat sous les murs de Paris étoit très-sanglant, tant en considération de la position très-avantageuse de l'ennemi et des arrangemens de défense qu'on avoit eu le

temps de faire, qu'à cause de la résistance opiniâtre des troupes françaises qui étoient pénétrées du devoir, sacré à toutes les nations, de défendre leur capitale. Les troupes russes ont perdu en morts, blessés et égarés jusqu'à cent officiers et sept mille soldats; les gardes de Prusse et de Bade ont perdu soixante-quatre officiers et jusqu'à quinze cents soldats; la perte de l'ennemi en morts et blessés égale la nôtre. On a fait prisonniers un général et au-delà de mille militaires de tous grades; quatre-vingt-six pièces d'artillerie, deux drapeaux et une grande quantité de caissons, sont les trophées de cette journée mémorable.

Du 19 (31) mars.

Conformément à la capitulation conclue la veille, les troupes alliées, après avoir occupé les barrières et l'arsenal de Paris, y entrèrent vers les dix heures du matin. Leur entrée solennelle étoit ouverte par leurs majestés l'empereur de toutes les Russies et le roi de Prusse, avec les deux commandans en chef et leur suite. Une quantité innombrable des habitans de Paris fut à la rencontre de leurs libérateurs. Le passage de la crainte à l'espérance, du désespoir à la joie, la reconnoissance générale pour la générosité des vainqueurs, le rappel unanime au trône de leurs souverains légitimes, firent de l'entrée des armées alliées à Paris, la scène la plus brillante et la plus touchante, qui, sans doute, est unique parmi les événemens que l'histoire des peuples nous a conservés.

Les deux monarques alliés voulurent bien s'arrêter aux Champs-Elysées, où les troupes passèrent devant eux en

parade ; la marche dura jusqu'à trois heures après midi, et fut accompagnée d'un concours immense d'habitans et des cris d'allégresse d'un peuple qui s'abandonnoit à ses vrais sentimens et à toute la force de son enthousiasme.

La parade finie, les troupes alliées se disloquèrent aux environs de Paris, LL. MM. restèrent dans la capitale, le prince Schwartzenberg retourna à Bondy, et le comte Barclay de Tolly à Romainville.

On a trouvé à Paris environ deux cents pièces d'artillerie, et une quantité de munitions, le tout proprement destiné pour sa défense.

Capitulation de la ville de Paris.

L'armistice de quatre heures, dont on est convenu pour traiter des conditions de l'occupation de la ville de Paris, et de la retraite des corps français qui s'y trouvoient, ayant conduit à un arrangement à cet égard, les soussignés dûment autorisés par les commandans respectifs des forces opposées, ont arrêté et signé les articles suivans :

Art. Ier. Les corps des maréchaux duc de Trévise et de Raguse évacueront la ville de Paris le 31 (19) mars, à sept heures du matin.

II. Ils emmèneront avec eux l'attirail de leurs corps d'armée.

III. Les hostilités ne pourront recommencer que deux heures après l'évacuation de la ville, c'est-à-dire le 31 (19) mars, à neuf heures du matin.

IV. Tous les arsenaux, ateliers, établissemens et ma-

gasins militaires seront laissés dans le même état où ils se trouvoient avant qu'il fût question de la présente capitulation.

V. La garde nationale ou urbaine est totalement séparée des troupes de ligne ; elle sera conservée, désarmée ou licenciée, selon les dispositions des puissances alliées.

VI. Le corps de la gendarmerie municipale partagera entièrement le sort de la garde nationale.

VII. Les blessés et les maraudeurs, restés après sept heures à Paris, seront prisonniers de guerre.

VIII. La ville de Paris est recommandée à la générosité des hautes puissances alliées.

Fait à Paris le 31 (19) mars 1814, à deux heures du matin.

Signé le colonel *Orloff*, aide-de-camp de S. M. l'empereur de toutes les Russies ;

Le colonel comte *Paar*, aide-de-camp général de S. A. le maréchal prince de Schwartzenberg ;

Le colonel baron *Fabrier*, attaché à l'état-major de S. Ex. le maréchal duc de Raguse ;

Le colonel *Denys*, premier aide-de-camp de S. Ex. le maréchal duc de Raguse.

LIVRE XVII.

N°. LVIII.

Extrait d'une dépêche de lord Cathcart, datée de Paris, le 31 mars.

L'empereur Alexandre et le roi de Prusse sont entrés à Paris ce matin, et y ont été reçus par toutes les classes de la population, avec les plus vives acclamations.

Les fenêtres des plus belles maisons étoient remplies de personnes bien mises, agitant des mouchoirs blancs et battant des mains. La populace mêlée aux personnes d'une classe supérieure, étoit dans les rues, s'empressant de voir l'empereur et de toucher son cheval. Le cri général étoit : *Vive l'empereur Alexandre, vive notre libérateur, vive le roi de Prusse !*

Grand nombre de personnes ont paru avec des cocardes blanches, et il y avoit un cri considérable de *vive Louis XVIII, vivent les Bourbons*, qui augmentoit graduellement.

Leurs majestés impériales et royales se rendirent aux Champs-Elysées, où une grande partie de l'armée passa en revue devant eux et suivant l'usage dans le meilleur

ordre. S. M. I. loge dans l'hôtel de M. Talleyrand, prince de Bénévent.

Il est impossible de décrire les scènes de la journée d'aujourd'hui dans le court espace d'une dépêche. Les plus frappantes ont été, la garde nationale en uniforme et armée, débarrassant les avenues pour le passage des troupes des alliés, dans toute la pompe d'une parade militaire, le lendemain d'un combat très-chaud ; le peuple de Paris dont les sentimens politiques se sont manifestés fortement dans tous les temps, unanime dans son cri pour la paix et pour un changement de dynastie, jouissant comme d'un bonheur et de sa délivrance, du spectacle de l'entrée dans la capitale de France d'une armée conquérante ; une corde placée autour du col de la statue de Napoléon sur la colonne de la grande armée, et le peuple s'amusant à l'abattre et criant : *A bas le tyran.*

On parloit beaucoup dans la foule du désir du peuple pour le rétablissement des relations amicales avec la Grande-Bretagne.

L'occupation de Lyon et de Bordeaux étoit connue de tout le peuple, ainsi que les déclarations de cette dernière ville en faveur de Louis XVIII, et la prise de la cocarde blanche, mais non l'indépendance de la Hollande....

Dépêche de sir Charles Stewart, datée de Paris, le 1er avril.

Milord,

J'ai l'honneur de joindre ici copie de la capitulation de la ville de Paris. Je sens qu'il est impossible de donner à

votre seigneurie une idée exacte ou une juste description de la scène qui eut lieu hier dans cette capitale quand sa majesté impériale l'empereur de Russie, le roi de Prusse, et le prince de Schwartzenberg firent leur entrée à la tête des troupes alliées. La joie et l'enthousiasme qu'on fit éclater doivent avoir de beaucoup surpassé ce que l'ami le plus ardent de l'ancienne dynastie de France eût pu figurer à son imagination, et ceux qui étoient les moins personnellement intéressés, mais également ardens pour la cause, ne pouvoient hésiter plus long-temps à prononcer que la restauration de leur légitime roi, la chute de Buonaparte, et le désir de la paix sont devenus le premier et le plus cher des souhaits des Parisiens, qui ont été par les événemens de ces deux derniers jours affranchis d'un système de terreur et de despotisme impossible à décrire, tandis qu'ils ont été tenus dans l'ignorance par des artifices, des mensonges, des tromperies incroyables pour un peuple éclairé, et incompréhensibles pour la partie réfléchissante du genre humain.

La cavalerie sous le commandement de son altesse impériale le grand-duc Constantin, et les gardes de toutes les différentes forces alliées étoient formées en colonnes de grand matin sur la route de Bondy à Paris. L'empereur de Russie, avec tout son état-major, ses généraux et leurs suites, se rendirent à Pantin où le roi de Prusse les joignit avec un semblable cortége; ces souverains entourés de tous les princes qui sont dans l'armée, avec le prince feld-maréchal et l'état-major autrichien, passèrent par le faubourg Saint-Martin, et entrèrent par les barrières de Paris sur les onze heures, les Cosaques de la garde formant la tête de la marche. Déjà la foule étoit si considerable,

les acclamations si vives, qu'il étoit difficile d'avancer; mais avant que les monarques fussent arrivés à la porte Saint-Martin pour tourner sur les boulevards, il y eut impossibilité morale de poursuivre. Tout Paris sembloit être assemblé et concentré sur un seul point. Un seul et même esprit dirigeoit évidemment tous les mouvemens. Il se portoit en telles masses autour de l'empereur et du roi, qu'avec toute leur condescendance il étoit inutile de penser à satisfaire la populace. On les dévoroit sans exagération au milieu des cris de *vive l'empereur Alexandre*, *vive le roi de Prusse*, *vivent nos libérateurs*; et ce n'étoit pas de ces seules acclamations que l'air retentissoit, car elles étoient mêlées à d'autres acclamations bien plus vives encore, s'il étoit possible, de *vive le Roi*, *vive Louis XVIII*, *vivent les Bourbons*, *à bas le tyran!* La cocarde nationale paroissoit presque généralement; plusieurs des gardes nationales que je vis, la portoient. Les applaudissemens bruyans de la multitude étoient secondés par des démonstrations semblables de toutes les maisons, le long de la ligne jusqu'aux Champs-Elysées, et l'on voyoit les mouchoirs blancs ainsi que les jolies mains qui les agitoient, et sembloient en réquisition continuelle. En un mot, milord, pour avoir une idée de ce sentiment électrique que manifesta tout Paris, il faut en avoir été témoin. Ma foible plume ne peut vous la faire concevoir. Les souverains firent halte aux Champs-Elysées, où les troupes défilèrent devant eux dans l'ordre le plus admirable, et les quartiers-généraux furent établis à Paris.

J'ai l'honneur de joindre ici la déclaration de l'empereur Alexandre. Il paroît maintenant que Buonaparte s'étoit mis en marche avec son armée de Troyes vers Fontainebleau,

où, à ce que je suppose, les débris des corps des maréchaux Mortier et Marmont le joindront. Il arriva à Fromont avant-hier; il auroit été à Paris, si cette ville n'avoit pas été dans la possession des alliés; mais quand il apprit ce qui étoit arrivé, il se retira à Corbeil, d'où il a probablement rassemblé son armée dans le voisinage de Fontainebleau. Je regarde comme très-probable qu'il tentera un coup de désespoir, si son armée, qui est encore forte de quarante à cinquante mille hommes, reste avec lui : mais la chose est très-douteuse, si le sénat et la nation se prononçoïent. Les armées alliées se mettront en marche demain à l'exception des gardes et des réserves, vers Fontainebleau, et prendront position selon ce que l'on apprendra des mouvemens de Buonaparte.

LIVRE XVIII.

N°. LIX.

Paris, le 7 avril.

Milord,

Les grands événemens qui ont eu lieu dernièrement dans cette capitale vous seront mieux rapportés par les ministres de S. M. assemblés ici.

Le corps du maréchal Marmont, montant à douze mille hommes, passa dans la nuit du 4 dans la ligne que les troupes alliées occupoient. Ce corps a pris ses cantonnemens près de Versailles.

Les maréchaux Ney et Macdonald, accompagnés par le général Caulaincourt, arrivèrent en même temps comme porteurs de la proposition que Buonaparte faisoit de se soumettre à la décision du sénat et du peuple français, et d'abdiquer en faveur de son fils.

Cette proposition n'ayant pas été agréée, il vient de se rendre aux vœux de la nation.

Le sénat a annoncé aujourd'hui qu'il avoit adopté une constitution pour le gouvernement de France, sous la

domination de l'ancienne famille de ses Rois. Il paroît qu'il n'y a point la moindre diversité d'opinion dans toute la nation. Tous ont obéi à l'appel du gouvernement provisoire. Buonaparte reste isolé et sans protection dans un pays où il n'y a que quelques jours encore qu'il disposoit à son gré de la vie de tous ses habitans.

Dans ce dénoûment du drame le plus mémorable que présente l'histoire, il est impossible, milord, que je résiste à un sentiment de devoir public, réchauffé encore chez moi par celui de l'affection et de la reconnoissance, en portant votre attention sur la manière savante et distinguée dont le prince Schwartzenberg a dirigé les opérations de cette campagne. Indépendamment du talent militaire dont il a donné des preuves, sur le champ de bataille, et des succès qui ont toujours signalé sa carrière, le monde verra toujours avec une nouvelle admiration la conduite qu'il a suivie depuis son entrée à Paris.

Partout où la conciliation, où tous les sentimens du cœur étoient nécessaires pour convertir un système de carnage et de désolation, dans la protection d'un peuple naguères un ennemi cruel, le caractère du prince de Schwartzenberg lui a assuré le succès.

Il n'a jamais régné dans cette capitale plus de sûreté et plus d'ordre. La paix et la tranquillité, heureux présages, il faut l'espérer, de la régénération future de l'Europe, existent ici parmi les troupes de toutes les nations, malgré les sentimens d'hostilité amers qui prévaloient si récemment encore.

Par sa haute éminence, par la grandeur de son rang, par les vertus sublimes qui le caractérisent, l'empereur des Russies a été plus qu'un autre en état d'apprécier les divers

mérites du prince de Schwartzenberg. Pour preuve de l'estime qu'il lui porte, et du cas qu'il fait de ses grands services, il l'a décoré du grand ordre de Saint-André, et il lui en a donné la décoration enrichie de diamans.

J'ai l'honneur d'être, etc.

BURGHERSH, *colonel*.

Paris, le 7 avril.

Milord,

Buonaparte ayant accepté les conditions à lui proposées, les maréchaux Ney et Macdonald, et le général Caulaincourt ont arrangé aujourd'hui avec le prince de Schwartzenberg les lignes de démarcation suivantes qui seront observées entre les armées alliées et les armées françaises.

A partir de l'embouchure de la Seine, les alliés occuperont la rive droite de cette rivière, et de plus les limites méridionales des départemens ci-après.

1. De la Seine inférieure, 2. de l'Oise, 3. de Seine et Oise, 4. de Seine et Marne, 5. de l'Yonne, 6. de la Côte d'Or, 7. de Saone et Loire, 8. du Rhône, 9. de l'Isère jusqu'au Mont-Cenis.

Du côté de lord Wellington il a été décidé que la ligne de démarcation sera fixée suivant le terrain occupé par son armée et celle à lui opposée au moment que les courriers qui vont lui être dépêchés lui arriveront.

J'ai l'honneur, etc. BURGHERSH.

LIVRE XIX.

N°. LX.

Tarbes, 20 mars.

L'ennemi rassembla ses forces à Conches le 13, ainsi que je l'ai rapporté à votre seigneurie dans ma dépêche de cette date, ce qui m'induisit à concentrer l'armée dans le voisinage d'Aire. Les divers détachemens que j'avois envoyés en avant, et des réserves de cavalerie et d'artillerie venant d'Espagne, ne se rejoignirent que le 17. Dans l'intervalle, l'ennemi, ne croyant pas sa position à Conches très-sûre, se retira le 13 à Lambege, laissant ses avant-postes vers Conches.

L'armée se mit en marche le 18, et le lieutenant-général sir R. Hill repoussa les avant-postes de l'ennemi sur Lambege. L'ennemi se retira la nuit sur Vic-Bigorre; le lendemain 19, il posta une arrière-garde dans les villages en avant de la ville. Le lieutenant sir T. Picton, avec la troisième division et la brigade du major-général Bock, fit une belle manœuvre sur son arrière-garde, la débusqua des vignes et de la ville, et l'armée se rassembla à Vic-Bigorre et Rabastens. L'ennemi se retira dans la nuit sur Tarbes. Nous l'avons trouvé ce matin ayant les avant-

postes de sa gauche dans la ville, et sa droite sur les hauteurs près du moulin à vent d'Oleac, son centre et sa gauche étoient en arrière, et cette dernière étoit sur les hauteurs près d'Angos. Nous nous sommes mis en marche en deux colonnes de Vic et de Rabastens, et j'ai ordonné au lieutenant-général sir H. Clinton de tourner et attaquer la droite, avec la sixième division, par le village de Dons, en même-temps que le lieutenant-général sir R. Hill, a attaqué la ville par la grande route de Vic-Bigorre.

Le mouvement du lieutenant-général Clinton a été très-habilement exécuté, et a eu un plein succès : la division légère sous le major-général baron C. Altem, a délogé aussi l'ennemi des hauteurs au-dessus d'Orleix, et le lieutenant-général Hill ayant traversé la ville et disposé ses colonnes pour attaquer, l'ennemi s'est retiré dans toutes ses directions. La perte de l'ennemi a été très grande dans l'attaque faite par la division légère ; la nôtre n'a été considérable dans aucune de ces opérations.

Nos troupes sont campées ce soir sur le Larzet et Larroz. Le lieutenant-général Clinton avec la sixième division, et le lieutenant-général Cotton, avec les brigades de cavalerie du major-général Ponsonby et de lord Edward Somerset, étant avancées au loin sur leur droite.

Quoique la résistance de l'ennemi n'ait pas été de nature à mettre nos troupes à l'épreuve, j'ai eu tout lieu d'être satisfait de leur conduite dans ces affaires, particulièrement de celle de la troisième division, à l'attaque des vignes et de la ville de Vic-Bigorre, hier, et de celle de la division légère et de la sixième, aujourd'hui.

Dans toutes les affaires partielles de la cavalerie, la nôtre a montré sa supériorité. Le 14, deux escadrons du

quatorzième de dragons, sous le capitaine Miller, et le seizième, un escadron du quinzième se sont comportés avec beaucoup de bravoure, et ont fait un grand nombre de prisonniers. La conduite du quatrième de dragons, sous le colonel Campbell, a été aussi remarquable, dans une charge faite le 13.

WELLINGTON.

Toulouse, le 12 avril.

Milord,

J'ai le plaisir d'informer votre seigneurie que je suis entré ce matin dans cette ville, que l'ennemi a évacuée durant la nuit, se retirant par la route de Carcassonne.

Les pluies continuelles et l'état des routes m'ont empêché d'établir le pont jusqu'au 8 du matin; alors le corps espagnol et l'artillerie portugaise, sous les ordres immédiats du lieutenant-général don Manuel Freyre, et le quartier-général passèrent la Garonne.

Nous nous portâmes immédiatement en avant vers la ville, et le dix-huitième de hussards, sous le commandement immédiat du colonel Vivian, eut l'occasion de faire une très-belle charge sur un corps de cavalerie ennemie très-supérieur, qu'il chassa au-delà du village de la Croix d'Orade, et il prit environ cent prisonniers; ce qui nous mit en possession d'un pont important sur la rivière d'Ers, par où il falloit passer, pour attaquer la position de l'ennemi. Le colonel Vivian fut malheureusement blessé en cette occasion, et je crains d'être privé pendant quelque temps de l'avantage de son assistance.

La ville de Toulouse est environnée de trois côtés par

le canal de Languedoc et la Garonne. Sur la gauche de cette rivière, le faubourg que l'ennemi avoit fortifié par des forts ouvrages de campagne en avant de l'ancien rempart, formoit une bonne tête-de-pont.

Il avoit aussi formé une tête à chacun des ponts du canal qui en outre étoient défendus en quelques endroits par un feu de mousqueterie, et partout par l'artillerie de l'ancien mur de la ville. Au-delà du canal vers l'est, et de là à la rivière d'Ers, il y a une hauteur, qui s'étend jusqu'à Montaudran, et que traversent toutes les routes qui conduisent de l'Ers vers le canal, et la ville, qu'elle défend; et outre les têtes-de-pont du canal, l'ennemi avoit fortifié la hauteur par cinq redoutes, liées par des lignes retranchées, et il avoit fait avec une diligence extraordinaire tous les préparatifs de défense possibles. Il avoit aussi rompu tous les ponts sur l'Ers, à notre portée, par où l'on pouvoit approcher la droite de sa position. Cependant les routes de l'Ariége à Toulouse étant impraticables pour la cavalerie et l'artillerie, et presque pour l'infanterie, ainsi que j'en ai rendu compte à votre seigneurie dans ma dépêche du premier de ce mois, je n'avois d'autre parti à prendre que d'attaquer l'ennemi dans cette formidable position.

Il étoit nécessaire de transporter le pont de bateaux plus haut dans la Garonne, pour abréger la communication avec le corps du lieutenant-général sir R. Hill, aussitôt que le corps espagnol auroit passé; et cette opération ne fut effectuée que le 9, si tard que je crus devoir différer l'attaque jusqu'au lendemain matin.

Voici le plan d'attaque que j'adoptai: — Le maréchal sir W. Beresford, qui étoit sur la droite de l'Ers, avec les quatrième et sixième divisions, devoit passer cette rivière

au pont de la Croix d'Orade, pour s'emparer de Montblanc, et remonter la droite de l'Ers, pour tourner la droite de l'ennemi, pendant que le lieutenant-général don Manuel Freyre, avec le corps espagnol sous ses ordres; soutenu par la cavalerie anglaise, attaqueroit de front. Le lieutenant-général sir Stapleton Cotton devoit suivre les mouvemens du maréchal, avec la brigade de hussards du major lord Eward Somerset; et la brigade du colonel Vivian, sous le commandement du colonel Arentschild, devoit observer les mouvemens de la cavalerie ennemie sur les deux rives de l'Ers, au-delà de notre gauche.

La division légère et la troisième, sous le commandement du lieutenant-général sir T. Picton, et du major-général baron Charles Alten, et la brigade de la cavalerie allemande, devoit observer l'ennemi dans la partie inférieure du canal, et y attirer l'attention de l'ennemi, en menaçant la tête-de-pont, pendant que le lieutenant-général sir R. Hill feroit la même chose au faubourg situé sur la gauche de la Garonne.

Le maréchal sir W. Beresford passa l'Ers, et forma son corps en trois colonnes, au village de la Croix d'Orade, la quatrième division en tête, avec laquelle il s'empara immédiatement de Montblanc. Il remonta ensuite l'Ers dans le même ordre, sur un terrain très-difficile, dans une direction parallèle à la forte position de l'ennemi; et aussitôt qu'il fut arrivé au point où il la tournoit, il forma ses lignes, et marcha à l'attaque. Durant ces opérations, le lieutenant-général don Manuel Freyre longea la gauche de l'Ers jusque devant la Croix d'Orade, où il forma son corps sur deux lignes, avec une réserve sur une hauteur en avant de la gauche de la position de l'ennemi, sur la-

quelle l'artillerie portugaise fut placée ; et la brigade de cavalerie du major-général Ponsonby en réserve derrière.

Aussitôt qu'il fut formé, et qu'on vit que le maréchal sir W. Beresford étoit prêt, le lieutenant-général don Manuel Freyre s'avança pour attaquer. Les troupes marchèrent en bon ordre, sous un feu très-vif de mousqueterie et d'artillerie, et montrèrent une grande intrépidité, le général et tout son état-major étant à leur tête ; et les deux lignes furent promptement établies dans les fossés immédiatement sous les retranchemens de l'ennemi ; la réserve et l'artillerie portugaise et la cavalerie anglaise continuant d'occuper les hauteurs sur lesquelles les troupes s'étoient formées premièrement. Mais l'ennemi repoussa la droite de la ligne du général Freyre, dans son mouvement autour du flanc gauche, et ayant poursuivi son succès et tourné notre droite, des deux côtés de la grande route de Toulouse à la Croix d'Orade, il força promptement tout le corps à se retirer. Je vis avec une grande satisfaction que, malgré qu'elles eussent souffert grandement dans la retraite, les troupes se rallièrent aussitôt que la division légère qui étoit à leur droite s'avança ; et je ne puis assez applaudir aux efforts que le lieutenant-général don Manuel Freyre, les officiers de l'état-major de la quatrième armée espagnole, et les officiers de l'état-major-général firent pour les rallier et reformer.

Le lieutenant-général Mendizabel, qui étoit sur le champ de bataille comme volontaire, le général Espeleta, et plusieurs officiers de l'état-major et chefs de corps furent blessés en cette occasion ; mais le général Mendizabel ne quitta pas le champ de bataille. Le régiment des chasseurs de Cantabrie, sous le commandement du colonel

Sicilio, maintint sa position sous les retranchemens de l'ennemi, jusqu'à ce que je lui donnai l'ordre de se retirer.

Dans ces entrefaites, le maréchal sir W. Beresfort, avec la quatrième division, sous le lieutenant-général sir L. Cole, et la sixième division, sous le commandement du lieutenant-général sir H. Clinton, attaqua et emporta les hauteurs sur la droite de l'ennemi, et la redoute qui couvroit et protégeoit ce flanc; et il logea ces troupes sur les hauteurs où étoit l'ennemi, qui, toutefois, étoit encore en possession de quatre redoutes, ainsi que des retranchemens et maisons fortifiées.

Le mauvais état des routes avoit induit le maréchal à laisser son artillerie dans le village de Montblanc; et il s'écoula quelque temps avant qu'elle pût lui être amenée, et avant que le corps du lieutenant-général don M. Freyre pût être reformé et revenir à l'attaque : dès que cela fut fait, le maréchal continua son mouvement en longeant les hauteurs, et il s'empara, avec la brigade du général Pack, de la sixième division, des deux principales redoutes et des maisons fortifiées, sur le centre de l'ennemi. Ce dernier fit une tentative désespérée du côté du canal pour reprendre ses hauteurs, mais il fut repoussé avec une grande perte; et la sixième division ayant continué son mouvement en longeant le sommet de la hauteur pendant que les troupes espagnoles en faisoient un correspondant sur le front, l'ennemi fut débusqué des deux redoutes et retranchemens sur la gauche, et nous fûmes maîtres de toutes les hauteurs. Cependant nous n'obtînmes pas cet avantage sans une perte grave, particulièrement dans la brave sixième division. Le lieutenant-général Coghlan du soixante et unième, officier

d'un grand mérite, et qui promettoit beaucoup, fut malheureusement tué à l'attaque des hauteurs. Le major-général fut blessé, mais il put rester sur le champ de bataille; le colonel Douglas, du huitième régiment portugais, perdit une jambe, et je crains d'être long-temps privé de ses services.

Les trente-sixième, quarante-deuxième, soixante-dix-neuvième et soixante-unième régimens perdirent beaucoup de monde, et se distinguèrent grandement durant tout le jour.

Je ne puis assez louer l'habileté et la conduite du maréchal sir W. Beresford, dans toutes les opérations de cette journée, et celle des lieutenans-généraux sir L. Cole, sir H. Clinton; des majors-généraux Pack et Lambert; et des troupes sous leurs ordres. Le maréchal sir W. Beresford mentionne particulièrement la bonne conduite du brigadier-général d'Urban, quartier-maître-général; et du général Brito Mozinho, adjudant-général de l'armée portugaise.

La quatrième division, quoiqu'exposée, à un feu meurtrier, dans sa marche sur le front de l'ennemi, a été moins engagée que la sixième, et n'a pas autant souffert; mais elle s'est conduite avec sa bravoure accoutumée.

J'ai eu aussi tout lieu d'être satisfait de la conduite du lieutenant-général don M. Freyre, du lieutenant-général don G. Mendizabel, du maréchal-de-camp don P. de la Barcena, du brigadier-général J. de Espaleta, du maréchal-de camp don A. Garces de Marcella, du chef de l'état-major don E. S. Salvador, et des officiers de l'état-major de la quatrième armée. Les officiers et les troupes se sont bien conduits dans toutes les attaques qu'ils ont faites après qu'ils ont été reformés.

Le terrain étant défavorable aux opérations de la cavalerie, elle n'a pas eu l'occasion de charger.

Pendant que les opérations ci-dessus détaillées s'effectuoient sur la gauche de l'armée, le lieutenant-général sir R. Hill délogea l'ennemi de ses ouvrages extérieurs, dans le faubourg situé sur la gauche de la Garonne, dans l'enceinte de l'ancien mur. Le lieutenant-général sir T. Picton, avec la troisième division, chassa aussi l'ennemi de la tête-de-pont du canal la plus proche de la Garonne; mais, les troupes ayant tenté de s'en emparer, elles furent repoussées avec quelque perte. Le major-général Brisbant fut blessé; mais j'espère que je ne serai pas long-temps privé de son assistance; et le lieutenant-colonel Forbes, officier d'un grand mérite, fut tué.

L'armée étant ainsi établie sur trois côtés de Toulouse, je détachai sur-le-champ notre cavalerie légère, pour couper la communication par la seule route praticable pour les voitures, qui restât à l'ennemi, jusqu'à ce que je puisse faire des dispositions pour établir les troupes entre le canal et la Garonne.

Mais l'ennemi s'est retiré la nuit dernière, laissant entre nos mains le général d'Harispe, le général Burrot, le général Saint-Hilaire, et seize cents prisonniers. Une pièce de canon a été prise sur le champ de bataille, et on en a pris d'autres dans la ville, ainsi que de grandes quantités de munitions de toute espèce.

Depuis mon dernier rapport, j'ai reçu du contre-amiral Penrose une relation des succès obtenus dans la Garonne par les canots de l'escadre qu'il commande.

Le lieutenant-général comte de Dalhousie a passé la Garonne à peu près en même temps que l'amiral Penrose

est entré dans cette rivière, et il a repoussé jusqu'au-delà de la Dordogne les détachemens de l'ennemi sous le général d'Huillier. Il a passé ensuite la Dordogne près de Saint-André de Cubzac, avec un détachement de troupes qu'il commande, dans la vue d'attaquer le fort de Blaye. Sa seigneurie a trouvé le général d'Huillier et le général Des Barreaux, postés près d'Etauliers, et a fait ses dispositions pour les attaquer; mais ils se sont retirés, laissant environ trois cents prisonniers dans ses mains. Je joins ici le rapport du comte de Dalhousie snr cette affaire.

Dans les opérations dont je viens de vous rendre compte, j'ai eu tout lieu d'être content de l'assistance que j'ai reçue du quartier-maître-général, de l'adjudant-général et des officiers de leurs départemens respectifs; du maréchal-du-camp don Louis Wimpfen et des officiers de l'état-major espagnol, du major-général Alava, du colonel Dickson, commandant l'artillerie des alliés, du lieutenant-colonel lord Fitzroy Somerset, et des officiers de mon état-major personnel.

J'envoie cette dépêche par mon aide-de-camp, le major lord William Russel, que je demande la permission de recommander à la protection de votre seigneurie.

WELLINGTON.

Etats des tués, blessés et manquans de l'armée alliée, à l'attaque de la position fortifiée de l'ennemi devant Toulouse, le 10 *avril* 1814.

Total de la perte des Anglais.

Deux lieutenans-colonels, six capitaines, cinq lieutenans, trois enseignes, dix-sept sergens, un tambour, deux cent soixante-dix-huit soldats, cinquante-cinq chevaux, tués. — Deux officiers de l'état-major-général, trois lieutenans-colonels, quatre majors, trente et un capitaines, soixante-neuf lieutenans, vingt-deux enseignes, trois officiers d'état-major, quatre-vingt-six sergens, onze tambours, mille cinq cent soixante-quatre soldats, cinquante-quatre chevaux, blessés. — Un capitaine, deux enseignes, quatorze soldats, un cheval, manquans.

Total de la perte des Portugais.

Un lieutenant-colonel, un lieutenant, un enseigne, quatre sergens, un tambour, soixante-dix soldats, cinq chevaux, tués. — Un colonel, deux majors, six capitaines, cinq lieutenans, neuf enseignes, trente-sept sergens, quatre tambours, quatre cent soixante-cinq soldats, un cheval, blessés.

Total de la perte des Espagnols.

Un colonel, un lieutenant-colonel, un capitaine, trois lieutenans, trois enseignes, un officier d'état-major, cent quatre-vingt-treize soldats, cinq chevaux, tués. — Deux officiers de l'état-major-général, deux colonels, trois lieutenans-colonels, quatre majors, vingt-huit capitaines, vingt-deux lieutenans, trente enseignes, cinq officiers d'état-major, mille six cent trente-quatre soldats, quatre chevaux, blessés. — Un soldat, un cheval, manquans.

E. PAKENHAM, *adjudant-général.*

Toulouse, le 19 avril 1814.

Milord,

Dans la soirée du 12, le colonel Cooke arriva de Paris, pour m'informer des événemens qui étoient arrivés dans cette ville jusqu'au 7 au soir. Il étoit accompagné du colonel Saint-Simon, qui étoit chargé par le gouvernement provisoire de France d'instruire le maréchal Soult et le maréchal Suchet des mêmes événemens.

Le maréchal Soult ne regarda pas d'abord ces informations comme assez authentiques, pour l'induire à envoyer sa soumission au gouvernement provisoire; mais il proposa que je consentisse à une suspension d'hostilités pour lui donner le temps de vérifier ce qui étoit arrivé; mais je ne jugeai pas à propos d'acquiescer à cette demande. Je joins ici la correspondance qui eut lieu à cette occasion.

Dans les entrefaites je conclus (le 15) une convention pour une suspension d'hostilités avec l'officier-général commandant à Montauban, dont j'envoie ci-joint la copie; et les troupes étant prêtes à marcher en avant, elles se mirent en marche le 15 et le 17 du courant vers Castelnaudary.

J'envoyai en avant, le 16, un autre officier, qui avoit été envoyé de Paris au maréchal Soult; et le lendemain je reçus de lui la lettre dont je joins ici une copie; elle fut apportée par le général de division comte Gazan, qui m'informa, comme le prouve la lettre du maréchal, qu'il avoit reconnu le gouvernement provisoire de France.

En conséquence j'autorisai le major-général sir G. Murray et le maréchal-de-camp don Louis Wimpfen à con-

clure avec le général Gazan une convention pour la suspension des hostilités entre les armées alliées que je commande et les armées françaises sous les ordres des maréchaux Soult et Suchet, dont je joins ici une copie.

Cette convention a été confirmée par le maréchal Soult; mais je n'ai pas encore reçu les ratifications formelles, parce qu'il attend celle du maréchal Suchet.

Ce dernier général, craignant qu'il n'y eût du délai dans les arrangemens de la convention avec le maréchal Soult, a envoyé ici le colonel Richard, de l'état-major de son armée, pour traiter d'une convention pour la suspension des hostilités avec l'armée qui est sous son commandement immédiat; et j'ai ordonné au major-général sir G. Murray et au maréchal-de-camp don Louis Wimpfen, de consentir aux mêmes articles avec cet officier, dont j'étois convenu auparavant avec le comte Gazan, en ce qui concerne l'armée du maréchal Suchet.

Il n'est survenu aucun événement militaire dans cette partie depuis que j'ai fait mon dernier rapport.

Je suis très-fâché d'avoir à mettre sous les yeux de votre seigneurie les rapports ci-joints du major-général Colville et du major-général Howard, sur une sortie de la citadelle de Bayonne faite dans la matinée du 14, dans laquelle le lieutenant-général sir J. Hope ayant été malheureusement blessé, et son cheval tué sous lui, a été fait prisonnier.

J'ai tout lieu de croire que ses blessures ne sont pas graves; mais je ne puis regretter que la satisfaction causée à toute l'armée, par la perspective de voir ses travaux terminés honorablement, ait été ombragée par le malheur et les souffrances d'un officier si généralement et si grandement estimé et respecté.

Je déplore vivement la perte du major-général Hay, dont j'ai eu de fréquentes occasions de faire remarquer à votre seigneurie les services et le mérite.

J'apprends par une lettre du lieutenant-général W. Clinton, du sixième, qu'il étoit sur le point de mettre à exécution mes ordres du 4 et du 8 mars, de se retirer de la Catalogne en conséquence de la diminution des forces du maréchal Suchet dans cette province.

Au moment où cette armée va se dissoudre, je remplis un devoir très-agréable en exprimant à votre seigneurie ma haute opinion de la conduite et du mérite du lieutenant-général W. Clinton, et des troupes qu'il commande depuis qu'elles ont été employées dans la péninsule. Les circonstances n'ont pas mis ces troupes à portée d'avoir une aussi brillante opération de la guerre que leurs camarades, les officiers et soldats employés de ce côté-ci de la péninsule. Mais elles n'en ont pas été moins utiles : leur conduite lorsqu'elles ont été engagées a toujours été excellente ; et j'ai eu tout lieu d'être satisfait d'elles et de l'officier général qui les commandoit.

J'envoie cette dépêche par lord George Lenox, mon aide-de-camp, que je demande la permission de recommander à la protection de votre seigneurie.

J'ai l'honneur, etc.

WELLINGTON.

LIVRE XX.

N°. LXI.

Fontainebleau, 4 avril 1814.

Ordre du jour.

L'empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et principalement *parce qu'elle reconnoît que la France est en lui*, et non dans le peuple de la capitale.

Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général, son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a pas inspiré ces sentimens à ses compagnons d'armes : il est passé aux alliés. L'empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne peut accepter la vie ni la liberté de la merci d'un sujet.

Le sénat s'est permis de disposer du gouvernement français ; il a oublié qu'il doit à l'empereur le pouvoir dont il abuse maintenant ; que c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haine de la nation.

Le sénat se fonde sur les articles de la constitution, pour la renverser ; il ne rougit pas de faire des reproches à l'empereur, sans remarquer que, comme le premier

corps de l'Etat, il a pris part à tous les événèmens ; il est allé si loin, qu'il a osé accuser l'empereur d'avoir changé des actes dans la publication (d'être faussaire). Le monde entier sait qu'il n'avoit pas besoin de tels artifices : *un signe de sa part étoit un ordre pour le sénat*, QUI TOUJOURS FAISOIT PLUS QU'ON NE LUI DEMANDOIT.

L'empereur a toujours été accessible aux sages remontrances de ses ministres, et il attendoit d'eux, dans cette circonstance, une justification indéfinie des mesures qu'il avoit prises. Si l'enthousiasme s'est glissé dans les adresses et discours publics, alors l'empereur s'est trompé ; mais ceux qui ont tenu ce langage doivent s'attribuer à eux-mêmes les funestes suites de leurs flatteries. Le sénat ne rougit pas de parler des libellés publiés contre les gouvernemens étrangers ; il oublie qu'ils furent rédigés dans son sein. Aussi long-temps que la fortune s'est montrée fidèle à leur souverain, ces hommes sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été entendue sur les abus du pouvoir. Si l'empereur avoit méprisé les hommes, comme on le lui a reproché, alors le monde reconnoîtroit aujourd'hui qu'il avoit raison.

Il tenoit sa dignité de Dieu et de la nation : eux seuls pouvoient l'en priver : il l'a toujours considérée comme un fardeau ; et lorsqu'il l'accepta, ce fut dans la conviction que lui seul étoit en état de le porter dignement. S'il est un obstacle à la paix, il en fera volontiers le sacrifice ; et il a, en conséquence, envoyé le prince de la Moskwa et les ducs de Vicence et de Tarente, pour entamer des négociations. L'armée peut être certaine que son honneur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la France.

Traité secret avec Napoléon.

Sa majesté l'empereur Napoléon, d'une part, et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, l'empereur d'Autriche et de Bohême, et le roi de Prusse, stipulant tant en leur nom qu'en celui de tous leurs alliés de l'autre, ayant nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir sa majesté l'empereur Napoléon, le sieur Armand-Augustin-Louis Caulaincourt, duc de Vicence, Michel Ney, duc d'Elchingen, et Jacques-Etienne-Alexandre Macdonald, duc de Tarente; et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, le sieur Charles-Robert comte Nesselrode.

Les plénipotentiaires ci-dessus nommés, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

1[er]. Sa majesté l'empereur Napoléon renonce, pour lui et ses successeurs en descendance, ainsi que pour chacun des membres de sa famille, à tout droit de souveraineté, de domination, tant sur l'empire français, le royaume d'Italie, que sur tout autre pays.

2. Sa majesté l'empereur Napoléon et l'impératrice Marie-Louise conserveront ces titres et qualités, pour en jouir leur vie durant; la mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'empereur conserveront également, partout où ils se trouveront, les titres de princes de sa famille.

3. L'île d'Elbe, adoptée par l'empereur Napoléon pour le lieu de son séjour, formera, sa vie durant, une principauté séparée qui sera possédée par lui en toute souveraineté et propriété; il sera donné en outre, en toute propriété, à l'empereur Napoléon, un revenu annuel

de deux millions de francs en rentes sur le grand-livre de France, dont un million reversible sur l'impératrice.

4. Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour faire respecter par les Barbaresques, le territoire et pavillon de l'île d'Elbe, et pour que, dans ses rapports avec les Barbaresques, elle soit assimilée à la France.

5. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla seront donnés en toute propriété et souveraineté à sa majesté l'impératrice Marie-Louise; ils passeront à son fils et à sa descendance en ligne directe: le prince, son fils, prendra dès ce moment le nom de prince de Parme, Plaisance et Guastalla.

6. Il sera réservé dans les pays auxquels l'empereur Napoléon renonce pour lui et sa famille, des domaines ou donné des rentes sur le grand-livre de France, produisant un revenu net et annuel, et déduction faite de toutes charges, de 2,500,000 francs. Ces domaines, ou rentes, appartiendront en toute propriété, et pour en disposer comme bon leur semblera, aux princes et princesses de sa famille, et seront répartis entr'eux de manière à ce que le revenu de chacun soit dans la proportion suivante.

Savoir: à madame mère, 300,000 fr., au roi Joseph et à la reine, 500,000 fr., au roi Louis, 200,000 fr., à la reine Hortense et ses enfans, 400,000, au roi Jérôme et à la reine, 500,000 fr., à la princesse Elisa, 300,000 fr., à la princesse Pauline, 300,000.

Les princes et les princesses de la famille de l'empereur conserveront en outre tous les biens meubles et immeubles, de quelque nature que ce soit, qu'ils possèdent à titre particulier, et notamment les rentes dont ils jouissent

également comme particuliers sur le grand-livre de France ou le Mont-Napoléon de Milan.

7. Le traitement annuel de l'impératrice Joséphine sera réduit à un million en domaines ou en inscriptions sur le grand-livre de France ; elle continuera à jouir en toute propriété de ses biens meubles et immeubles particuliers, pourra en disposer conformément aux lois françaises.

8. Il sera donné, au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable, hors la France.

9. Les propriétés que sa majesté l'empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire, soit comme domaine privé, resteront à la couronne.

Sur les fonds placés par l'empereur Napoléon, soit sur le grand-livre, soit sur la banque de France, soit sur les actions des forêts, soit de toute autre manière, et dont sa majesté fait l'abandon à la couronne, il sera réservé un capital qui n'excédera pas deux millions, pour être employé en gratifications, en faveur de personnes qui seront portées sur l'état que signera l'empereur Napoléon, et qui sera réuni au gouvernement français.

10. Tous les diamans de la couronne resteront à la France.

11. L'empereur Napoléon fera retourner au trésor et aux autres caisses publiques toutes les sommes et effets qui en auroient été déplacés par ses ordres, à l'exception de ce qui provient de la liste civile.

12. Les dettes de la maison de sa majesté l'empereur Napoléon, telles qu'elles se trouvent au jour de la signature du présent traité, seront immédiatement acquittées, sur les arrérages dus par le trésor public à la liste civile,

d'après les états qui seront signés par un commissaire nommé à cet effet.

13. Les obligations du Mont-Napoléon de Milan, envers tous ses créanciers, soit français, soit étrangers, seront exactement remplies sans qu'il soit fait aucun changement à cet égard.

14. On donnera tous les saufs-conduits nécessaires pour le libre voyage de sa majesté l'empereur Napoléon, l'impératrice, des princes et princesses, et de toutes les personnes de leur suite qui voudront les accompagner, ou s'établir hors de France, ainsi que pour le passage de tous les équipages, chevaux et effets qui leur appartiennent. Les puissances alliées donneront en conséquence des officiers et quelques hommes d'escorte.

15. La garde impériale française fournira un détachement de douze à quinze cents hommes de toute arme pour servir d'escorte jusqu'à Saint-Tropez, lieu de l'embarquement.

16. Il sera fourni une corvette armée, et les bâtimens nécessaires pour conduire au lieu de sa destination sa majesté l'empereur Napoléon, ainsi que toute sa maison; la corvette demeurera en toute propriété à sa majesté.

17. Sa majesté l'empereur Napoléon pourra emmener avec lui et conserver pour sa garde quatre cents hommes de bonne volonté, tant officiers que sous-officiers et soldats.

18. Tous les Français qui auront suivi sa majesté l'empereur Napoléon ou sa famille seront tenus, s'ils ne veulent perdre leur qualité de Français, de rentrer en France dans le terme de trois ans, à moins qu'ils ne soient compris dans les exceptions que le gouvernement français se réserve d'accorder après l'expiration de ce terme.

19. Les troupes polonaises de toute arme, qui sont au service de France, auront la liberté de retourner chez elles, en conservant armes, bagages comme un témoignage de leurs services honorables : les officiers, sous-officiers et soldats conserveront les décorations qui leur ont été accordées, et la pension affectée à ces décorations.

20. Les hautes puissances alliées garantissent l'exécution de tous les articles du présent traité ; elles s'engagent à obtenir qu'ils soient adoptés et garantis par la France.

21. Le présent traité sera ratifié.

Fait à Paris le 11 avril 1814.

FIN DU TOME PREMIER.